

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*Traités et Engagements internationaux
enregistrés par le Secrétariat de la
Société des Nations*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the
League of Nations*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*Traités et Engagements internationaux
enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations*

**VOLUME
CLXXXV**

1938

**N^{os} 4270-4300
et Annexe XLV**

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
N^o 4270. — Etats-Unis d'Amérique et Mexique :	
Echange de notes comportant un accord relatif à l'échange des journaux officiels et des documents parlementaires. Mexico, les 9 et 24 septembre 1937	23
N^o 4271. — Etats-Unis d'Amérique et Canada :	
Echange de notes comportant un accord relatif à l'échange de renseignements concernant la délivrance de permis d'établissement de stations radiotélégraphiques. Washington, les 2 et 10 mars, 17 août, 8 et 20 septembre et 9 octobre 1937	29
N^o 4272. — Estonie et Mexique :	
Traité d'amitié. Signé à New-York, le 28 janvier 1937	39
N^o 4273. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord, France, Hongrie, Italie et Suisse :	
Convention concernant l'établissement du fonds agraire dit « Fonds A ». Signée à Berne, le 21 août 1931	45
N^o 4274. — Estonie et Finlande :	
Convention concernant la collaboration des brise-glaces appartenant aux deux Etats. Signée à Tallinn, le 14 janvier 1938	53
N^o 4275. — Union économique belgo-luxembourgeoise et Estonie :	
Arrangement commercial et de transfert. Signé à Tallinn, le 13 janvier 1938	63
N^o 4276. — Etats-Unis d'Amérique et Irlande :	
Echange de notes comportant un arrangement relatif à la navigation aérienne. Dublin, les 29 septembre et 4 novembre 1937	71

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations*

**VOLUME
CLXXXV**

1938

**Nos. 4270-4300
and Annex XLV**

TABLE OF CONTENTS

	Page
No. 4270. — United States of America and Mexico :	
Exchange of Notes constituting an Agreement for the Exchange of Official Journals and Parliamentary Documents. Mexico, September 9th and 24th, 1937	23
No. 4271. — United States of America and Canada :	
Exchange of Notes constituting an Agreement for the Exchange of Information concerning the Issuance of Radio Licences. Washington, March 2nd and 10th, August 17th, September 8th and 20th, and October 9th, 1937	29
No. 4272. — Estonia and Mexico :	
Treaty of Friendship. Signed at New York, January 28th, 1937	39
No. 4273. — Great Britain and Northern Ireland, France, Hungary, Italy and Switzerland :	
Convention regarding the Constitution of an Agrarian Fund entitled " Fund A ". Signed at Berne, August 21st, 1931	45
No. 4274. — Estonia and Finland :	
Convention regarding Collaboration between Ice-Breakers belonging to the Two States. Signed at Tallinn, January 14th, 1938	53
No. 4275. — Economic Union of Belgium and Luxemburg and Estonia :	
Agreement regarding Commercial Relations and Transfers. Signed at Tallinn, January 13th, 1938	63
No. 4276. — United States of America and Ireland :	
Exchange of Notes constituting an Arrangement regarding Air Navigation. Dublin, September 29th and November 4th, 1937	71

	Pages
N° 4277. — Grèce et Italie :	
Convention concernant l'établissement de lignes aériennes. Signée à Athènes, le 30 juin 1936	93
N° 4278. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Grèce :	
Convention concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres, le 27 février 1936, et échanges de notes relatifs à l'application de la convention susmentionnée à l'Ecosse, Athènes, les 14 et 21 janvier 1938 ; à la Rhodésie du Sud, Athènes, les 7 et 9 avril 1938 ; à l'Irlande du Nord et à l'île de Man, Athènes, les 20 et 27 avril 1938	113
N° 4279. — Inde britannique et Inde portugaise :	
Arrangement relatif à l'échange de correspondance entre les Administrations postales de l'Inde britannique et de l'Inde portugaise. Signé à New-Delhi, le 19 mars 1937, et à Nova-Goa, le 24 mars 1937	143
N° 4280. — Inde britannique et Inde portugaise :	
Arrangement relatif à l'échange de mandats de poste entre les Administrations postales de l'Inde britannique et de l'Inde portugaise, avec annexes. Signé à New-Delhi, le 19 mars 1937, et à Nova-Goa, le 24 mars 1937	151
N° 4281. — Inde britannique et Inde portugaise :	
Accord relatif à l'échange d'envois grevés de remboursement entre l'Inde britannique et l'Inde portugaise. Signé à New-Delhi, le 19 mars 1937, et à Nova-Goa, le 24 mars 1937	175
N° 4282. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Japon :	
Convention concernant les relations commerciales entre la Birmanie et le Japon, et protocole. Signés à Londres, le 7 juin 1937	185
N° 4283. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Italie :	
Echange de notes relatif à l'application future de la Convention signée à Rome le 7 décembre 1934, concernant l'établissement de lignes aériennes de transport. Rome, le 14 décembre 1937	199
N° 4284. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Portugal :	
Echange de notes comportant un accord relatif à la souveraineté sur les îles du fleuve Rovouma et à la frontière entre le territoire du Tanganyika et le Mozambique. Lisbonne, les 11 mai 1936 et 28 décembre 1937	205
N° 4285. — Grèce et Suède :	
Accord concernant les échanges commerciaux entre les deux pays. Signé à Athènes, le 1 ^{er} février 1938	217
N° 4286. — France et Suède :	
Echange de notes comportant un arrangement concernant les relations commerciales entre les deux pays. Paris, le 31 janvier 1938	223
N° 4287. — Estonie et Suède :	
Echange de notes comportant un arrangement relatif au régime des importations de viande estonienne en Suède. Stockholm, le 18 février 1938	237

	Page
No. 4277. — Greece and Italy :	
Convention for the Establishment of Air Lines. Signed at Athens, June 30th, 1936 ...	93
No. 4278. — Great Britain and Northern Ireland and Greece :	
Convention regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters, signed at London, February 27th, 1936, and Exchanges of Notes relating to the Extension of the above-mentioned Convention to Scotland, Athens, January 14th and 21st, 1938 ; Southern Rhodesia, Athens, April 7th and 9th, 1938 ; Northern Ireland and the Isle of Man, Athens, April 20th and 27th, 1938 ...	113
No. 4279. — British India and Portuguese India :	
Arrangement for the Exchange of Correspondence between the Postal Administrations of British India and Portuguese India. Signed at New Delhi, March 19th, 1937, and at Nova Goa, March 24th, 1937 ...	143
No. 4280. — British India and Portuguese India :	
Arrangement for an Exchange of Money Orders between the Post Office of British India and the Post Office of Portuguese India, with Annexes. Signed at New Delhi, March 19th, 1937, and at Nova Goa, March 24th, 1937 ...	151
No. 4281. — British India and Portuguese India :	
Agreement for the Exchange of Value-Payable Articles between British India and Portuguese India. Signed at New Delhi, March 19th, 1937, and at Nova Goa, March 24th, 1937 ...	175
No. 4282. — Great Britain and Northern Ireland and Japan :	
Convention regarding Trade and Commerce between Burma and Japan, and Protocol. Signed at London, June 7th, 1937 ...	185
No. 4283. — Great Britain and Northern Ireland and Italy :	
Exchange of Notes regarding the Future Application of the Convention signed at Rome on December 7th, 1934, relating to the Establishment of Air Transport Lines. Rome, December 14th, 1937 ...	199
No. 4284. — Great Britain and Northern Ireland and Portugal :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding Sovereignty over Islands in the River Rovuma and the Boundary between Tanganyika Territory and Mozambique. Lisbon, May 11th, 1936, and December 28th, 1937 ...	205
No. 4285. — Greece and Sweden :	
Agreement regarding Commercial Exchanges between the Two Countries. Signed at Athens, February 1st, 1938 ...	217
No. 4286. — France and Sweden :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding Commercial Relations between the Two Countries. Paris, January 31st, 1938 ...	223
No. 4287. — Estonia and Sweden :	
Exchange of Notes constituting an Arrangement regarding the Regime applicable to the Importation of Estonian Meat into Sweden. Stockholm, February 18th, 1938 ...	237

	Pages
N° 4288. — Grèce et Suisse :	
Convention réglant l'entraide judiciaire en matière civile et commerciale entre les deux pays. Signée à Athènes, le 30 mars 1934	245
N° 4289. — France et Grèce :	
Déclaration concernant la délivrance gratuite réciproque des expéditions d'actes de l'état civil. Signée à Paris, le 11 octobre 1937	253
N° 4290. — France et Hongrie :	
Déclaration concernant la délivrance gratuite réciproque des expéditions d'actes de l'état civil. Signée à Paris, le 18 novembre 1937	257
N° 4291. — Chili et France :	
Déclaration concernant la délivrance gratuite réciproque des expéditions d'actes de l'état civil. Signée à Paris, le 19 novembre 1937	261
N° 4292. — France et Suisse :	
Déclaration concernant la délivrance gratuite réciproque des expéditions d'actes de l'état civil. Signée à Paris, le 3 décembre 1937	265
N° 4293. — Guatémala et Tchécoslovaquie :	
Echange de notes comportant un accord commercial. Guatémala, le 16 septembre 1936, et Mexico, le 20 septembre 1936	269
N° 4294. — Belgique et Cuba :	
Convention additionnelle étendant au Congo belge et aux territoires du Ruanda-Urundi le Traité d'extradition entre la Belgique et la République de Cuba du 29 octobre 1904. Signée à La Havane, le 23 février 1933	279
N° 4295. — Estonie et Italie :	
Traité d'extradition et d'assistance judiciaire en matière pénale. Signé à Rome, le 10 août 1935	287
N° 4296. — Hongrie et Pologne :	
Convention consulaire, et protocole final. Signés à Budapest, le 24 avril 1936	303
N° 4297. — Nouvelle-Zélande et Pays-Bas :	
Echange de notes comportant un arrangement commercial. Sydney, le 22 décembre 1937, et Wellington, le 14 janvier 1938	329
N° 4298. — Siam et Suède :	
Traité d'amitié, de commerce et de navigation, et protocole final, signés à Stockholm, le 5 novembre 1937, et échange de notes de la même date relatif à l'interprétation de l'article XII dudit traité	337

	Page
No. 4288. — Greece and Switzerland :	
Convention regulating Reciprocal Judicial Assistance in Civil and Commercial Matters between the Two Countries. Signed at Athens, March 30th, 1934	245
No. 4289. — France and Greece :	
Declaration regarding the Reciprocal Issue Free of Charge of Copies of Civil Status Records. Signed at Paris, October 11th, 1937	253
No. 4290. — France and Hungary :	
Declaration regarding the Reciprocal Issue Free of Charge of Copies of Civil Status Records. Signed at Paris, November 18th, 1937	257
No. 4291. — Chile and France :	
Declaration regarding the Reciprocal Issue Free of Charge of Copies of Civil Status Records. Signed at Paris, November 19th, 1937	261
No. 4292. — France and Switzerland :	
Declaration regarding the Reciprocal Issue Free of Charge of Copies of Civil Status Records. Signed at Paris, December 3rd, 1937	265
No. 4293. — Guatemala and Czechoslovakia :	
Exchange of Notes constituting a Commercial Agreement. Guatemala, September 16th, 1936, and Mexico, September 20th, 1936... ..	269
No. 4294. — Belgium and Cuba :	
Additional Convention regarding the Application to the Belgian Congo and to the Territories of Ruanda-Urundi of the Extradition Treaty between Belgium and the Republic of Cuba of October 29th, 1904. Signed at Havana, February 23rd, 1933 ...	279
No. 4295. — Estonia and Italy :	
Treaty regarding Extradition and Judicial Assistance in Criminal Matters. Signed at Rome, August 10th, 1935	287
No. 4296. — Hungary and Poland :	
Consular Convention, and Final Protocol. Signed at Budapest, April 24th, 1936... ..	303
No. 4297. — New Zealand and the Netherlands :	
Exchange of Notes constituting a Trade Arrangement. Sydney, December 22nd, 1937, and Wellington, January 14th, 1938	329
No. 4298. — Siam and Sweden :	
Treaty of Friendship, Commerce and Navigation, and Final Protocol, signed at Stockholm, November 5th, 1937, and Exchange of Notes of the same Date concerning the Interpretation of Article XII of the above-mentioned Treaty	337

	Pages
N° 4299. — Hongrie et Norvège :	
Echange de notes relatif à l'abolition réciproque du visa en ce qui concerne les passeports diplomatiques. Stockholm, le 17 janvier 1938, et Oslo, les 18 et 21 février 1938 ...	357
N° 4300. — Estonie et Hongrie :	
Echange de notes comportant un accord concernant la franchise des droits de visa de passeport. Budapest, le 19 janvier 1938	363
ANNEXE XLV. — Ratifications, adhésions, prolongations, dénonciations, etc.	
N° 170. — Protocole de signature du Statut de la Cour permanente de Justice internationale visé par l'article 14 du Pacte de la Société des Nations. Genève, le 16 décembre 1920.	
Disposition facultative prévue au Statut ci-dessus.	
Renouvellement de l'acceptation de la Disposition facultative susmentionnée par l'Estonie	370
N° 297. — Convention portant réglementation de la navigation aérienne, signée à Paris, le 13 octobre 1919, modifiée par les Protocoles des 27 octobre 1922, 30 juin 1923, 15 juin 1929 et 11 décembre 1929.	
<i>Adhésion</i>	371
N° 678. — Protocole relatif aux clauses d'arbitrage. Signé à Genève, le 24 septembre 1923.	
Retrait de la première partie de la réserve des Pays-Bas, pour le Royaume en Europe ...	372
<i>Ratification</i>	372
N° 722. — Traité de commerce et de navigation entre le Royaume-Uni et la Pologne. Signé à Varsovie, le 26 novembre 1923.	
Echange de notes entre le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement de la République de Pologne (pour la Pologne et la Ville libre de Dantzig) relatif à l'application au Protectorat de Zanzibar du traité susmentionné. Varsovie, les 29 décembre 1936 et 25 février 1937...	373
N° 954. — Convention commerciale entre la Hongrie et la Pologne. Signée à Budapest, le 26 mars 1925.	
Troisième Protocole additionnel à la convention susmentionnée. Signé à Budapest, le 24 avril 1936	375
N° 1175. — Traité entre le Royaume-Uni et le Siam concernant la revision de leurs traités et accords mutuels. Signé à Londres, le 14 juillet 1925.	
Echange de notes relatif à l'article 2 du protocole annexé au traité susmentionné. Bangkok, le 23 novembre 1937	379
N° 1175. — Traité entre le Royaume-Uni et le Siam concernant la revision de leurs traités et accords mutuels. Signé à Londres, le 14 juillet 1925 ;	
et	
N° 1176. — Traité de commerce et de navigation entre le Royaume-Uni et le Siam. Signé à Londres, le 14 juillet 1925.	
Echange de notes relatif au maintien temporaire des droits prévus par les deux traités susmentionnés. Bangkok, les 13 novembre 1937 et 19 février 1938	381

	Page
No. 4299. — Hungary and Norway :	
Exchange of Notes regarding the Reciprocal Abolition of Visas on Diplomatic Passports. Stockholm, January 17th, 1938, and Oslo, February 18th and 21st, 1938	357
No. 4300. — Estonia and Hungary :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding Exemption from Passport Visa Fees. Budapest, January 19th, 1938	363
 ANNEX XLV. — Ratifications, Accessions, Prolongations, Denunciations, etc.	
No. 170. — Protocol of Signature of the Statute of the Permanent Court of Inter- national Justice provided for by Article 14 of the Covenant of the League of Nations. Geneva; December 16th, 1920.	
Optional Clause provided for in the above Statute.	
Renewal of Acceptance of the above-mentioned Optional Clause by Estonia	370
No. 297. — Convention relating to the Regulation of Aerial Navigation, signed at Paris, October 13th, 1919, as modified by the Protocols of October 27th, 1922, June 30th, 1923, June 15th, 1929, and December 11th, 1929.	
<i>Accession</i>	371
No. 678. — Protocol on Arbitration Clauses. Signed at Geneva, September 24th, 1923.	
Withdrawal of the first part of the Reservation of the Netherlands, for the Kingdom in Europe <i>Ratification</i>	372 372
No. 722. — Treaty of Commerce and Navigation between the United Kingdom and Poland. Signed at Warsaw, November 26th, 1923.	
Exchange of Notes between the Government of the United Kingdom and the Government of the Republic of Poland (for Poland and the Free City of Danzig) regarding the Application to the Protectorate of Zanzibar of the above-mentioned Treaty. Warsaw, December 29th, 1936, and February 25th, 1937	373
No. 954. — Commercial Convention between Hungary and Poland. Signed at Budapest, March 26th, 1925.	
Third Additional Protocol to above-mentioned Convention. Signed at Budapest, April 24th, 1936	375
No. 1175. — Treaty between the United Kingdom and Siam for the Revision of their Mutual Treaty Arrangements. Signed at London, July 14th, 1925.	
Exchange of Notes relating to Article 2 of the Protocol annexed to the above-mentioned Treaty. Bangkok, November 23rd, 1937	379
No. 1175. — Treaty between the United Kingdom and Siam for the Revision of their Mutual Treaty Arrangements. Signed at London, July 14th, 1925 ; and	
No. 1176. — Treaty of Commerce and Navigation between the United Kingdom and Siam. Signed at London, July 14th, 1925.	
Exchange of Notes regarding the Temporary Continuance of Rights under the Two above- mentioned Treaties. Bangkok, November 13th, 1937, and February 19th, 1938	381

	Pages
N° 1283. — Accord entre la Lettonie et l'Union des Républiques soviétiques socialistes, concernant le règlement des conflits pouvant surgir à la frontière des deux pays. Signé à Riga, le 19 juillet 1926.	
Echange de notes comportant un arrangement portant modification de l'accord susmentionné. Riga, le 9 avril 1937	384
N° 1414. — Convention relative à l'esclavage. Signée à Genève, le 25 septembre 1926.	
Réserve de l'Inde	387
N° 1837. — Convention de commerce et de navigation entre le Chili et la Norvège. Signée à Oslo, le 9 février 1927.	
Echange de notes modifiant les clauses de validité prévues par l'article 9 de la convention susmentionnée. Buenos-Ayres, le 5 août 1937, et Santiago, le 26 août 1937	388
N° 2096. — Convention pour l'exécution des sentences arbitrales étrangères. Signée à Genève, le 26 septembre 1927.	
<i>Ratification</i>	391
N° 2483. — Echange de notes entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement égyptien établissant un « Modus vivendi » commercial. Le Caire, les 5 et 7 juin 1930.	
Echange de notes prorogeant jusqu'au 16 février 1939, avec certaines modifications concernant l'application aux colonies, les dispositions du <i>Modus vivendi</i> susmentionné. Le Caire, les 14 et 16 février 1938.	391
N° 2560. — Convention internationale concernant les statistiques économiques, et protocole. Signés à Genève, le 14 décembre 1928.	
<i>Adhésion</i>	395
N° 2742. — Traité de commerce et de navigation entre le Royaume de Roumanie et la République tchécoslovaque. Signé à Štrbské Pleso, le 27 juin 1930.	
Echange de notes comportant un arrangement additionnel au traité susmentionné. Bucarest, le 4 juillet 1935	396
N° 2945. — Echange de notes entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement du Salvador concernant les relations commerciales entre les deux pays. San-Salvador, le 8 août 1931.	
Echange de notes relatif à la prorogation pour dix-huit mois, à partir du 16 décembre 1937, de l'accord susmentionné. San-Salvador, les 2 et 3 novembre 1937	400
N° 3036. — Echange de notes entre les Gouvernements autrichien et danois comportant un accord relatif à l'autorisation des représentants diplomatiques et consulaires à délivrer aux avions civils, dans des cas urgents, les permis nécessaires de survol, éventuellement d'atterrissage, sur leurs territoires respectifs. Copenhague, le 14 avril 1932, et Berlin, le 5 août 1932.	
Echange de notes relatif à l'abrogation de l'accord susmentionné. Stockholm, le 24 novembre 1937, et Copenhague, le 12 janvier 1938	403

	Page
No. 1283. — Agreement between Latvia and the Union of Soviet Socialist Republics concerning the Settlement of Disputes which may arise on the Frontier between the Two Countries. Signed at Riga, July 19th, 1926.	
Exchange of Notes constituting an Arrangement modifying the above-mentioned Agreement. Riga, April 9th, 1937	384
No. 1414. — Slavery Convention. Signed at Geneva, September 25th, 1926.	
Reservation made by India	387
No. 1837. — Convention of Commerce and Navigation between Chile and Norway. Signed at Oslo, February 9th, 1927.	
Exchange of Notes modifying the Provisions concerning Validity contained in Article 9 of the above-mentioned Convention. Buenos Aires, August 5th, 1937, and Santiago, August 26th, 1937	388
No. 2096. — Convention on the Execution of Foreign Arbitral Awards. Signed at Geneva, September 26th, 1927.	
<i>Ratification</i>	391
No. 2483. — Exchange of Notes between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Egyptian Government establishing a Commercial " Modus Vivendi ". Cairo, June 5th and 7th, 1930.	
Exchange of Notes regarding the Prolongation until February 16th, 1939, with Certain Modifications concerning the Application to Colonies of the Provisions of the above-mentioned " Modus Vivendi ". Cairo, February 14th and 16th, 1938.	391
No. 2560. — International Convention relating to Economic Statistics, and Protocol. Signed at Geneva, December 14th, 1928.	
<i>Accession</i>	395
No. 2742. — Treaty of Commerce and Navigation between the Kingdom of Roumania and the Czechoslovak Republic. Signed at Štrbské Pleso, June 27th, 1930.	
Exchange of Notes constituting an Additional Agreement to the above-mentioned Treaty. Bucharest, July 4th, 1935	396
No. 2945. — Exchange of Notes between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Government of Salvador in regard to Commercial Relations between the Two Countries. San Salvador, August 8th, 1931.	
Exchange of Notes relating to the Prolongation for Eighteen Months, as from December 16th, 1937, of the above-mentioned Agreement. San Salvador, November 2nd and 3rd, 1937	400
No. 3036. — Exchange of Notes between the Austrian and Danish Governments constituting an Agreement regarding the Authorisation given to Diplomatic and Consular Representatives to deliver to Civil Aircraft, in Urgent Cases, the Necessary Licences to fly over or to land on Each Other's Territories. Copenhagen, April 14th, 1932, and Berlin, August 5th, 1932	
Exchange of Notes concerning the Abrogation of the above-mentioned Agreement. Stockholm, November 24th, 1937, and Copenhagen, January 12th, 1938	403

	Pages
N° 3119. — Convention internationale sur les lignes de charge. Signée à Londres, le 5 juillet 1930.	
<i>Adhésion</i>	405
N° 3127. — Convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer. Signée à Londres, le 31 mai 1929.	
<i>Adhésion</i>	406
N° 3145. — Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international, et protocole additionnel. Signés à Varsovie, le 12 octobre 1929.	
<i>Adhésions</i>	406
<i>Ratification</i>	407
N° 3185. — Convention sur le régime fiscal des véhicules automobiles étrangers. Signée à Genève, le 30 mars 1931.	
<i>Adhésions</i>	407
N° 3194. — Traité d'extradition entre les Etats-Unis d'Amérique et la Grèce. Signé à Athènes, le 6 mai 1931.	
Protocole relatif à l'interprétation de l'article premier du traité susmentionné. Signé à Athènes, le 2 septembre 1937	408
N° 3219. — Convention pour limiter la fabrication et réglementer la distribution des stupéfiants, et protocole de signature. Signés à Genève, le 13 juillet 1931.	
<i>Adhésion</i>	411
N° 3459. — Convention sur l'unification de la signalisation routière, avec annexe. Signée à Genève, le 30 mars 1931.	
<i>Adhésion</i>	411
N° 3476. — Convention internationale relative à la répression de la traite des femmes majeures. Signée à Genève, le 11 octobre 1933.	
<i>Adhésions</i>	411
N° 3479. — Convention internationale des télécommunications, et règlements y annexés. Signés à Madrid, le 9 décembre 1932.	
<i>Ratifications</i>	412
N° 3566. — Convention concernant les relations commerciales entre l'Inde et le Japon, et protocole. Signés à Londres, le 12 juillet 1934.	
Protocole relatif aux relations commerciales entre l'Inde et le Japon, remplaçant le protocole annexé à la convention susmentionnée. Signé à Londres, le 12 octobre 1937 ...	413
Echange de notes modifiant la clause de validité stipulée au premier alinéa de l'article 6 de la Convention concernant les relations commerciales entre l'Inde et le Japon du 12 juillet 1934. Londres, le 12 octobre 1937	418

	Page
No. 3119. — International Load Line Convention. Signed at London, July 5th, 1930.	
<i>Accession</i>	405
No. 3127. — International Convention for the Safety of Life at Sea. Signed at London, May 31st, 1929.	
<i>Accession</i>	406
No. 3145. — Convention for the Unification of Certain Rules relating to International Carriage by Air, and Additional Protocol. Signed at Warsaw, October 12th, 1929.	
<i>Accessions</i>	406
<i>Ratification</i>	407
No. 3185. — Convention on the Taxation of Foreign Motor Vehicles. Signed at Geneva, March 30th, 1931.	
<i>Accessions</i>	407
No. 3194. — Treaty of Extradition between the United States of America and Greece. Signed at Athens, May 6th, 1931.	
Protocol relating to the Interpretation of Article I of the above-mentioned Treaty. Signed at Athens, September 2nd, 1937.	408
No. 3219. — Convention for limiting the Manufacture and regulating the Distribution of Narcotic Drugs, and Protocol of Signature. Signed at Geneva, July 13th, 1931.	
<i>Accession</i>	411
No. 3459. — Convention concerning the Unification of Road Signals, with Annex. Signed at Geneva, March 30th, 1931.	
<i>Accession</i>	411
No. 3476. — International Convention for the Suppression of the Traffic in Women of Full Age. Signed at Geneva, October 11th, 1933.	
<i>Accessions</i>	411
No. 3479. — International Telecommunication Convention, and Regulations annexed thereto. Signed at Madrid, December 9th, 1932.	
<i>Ratifications</i>	412
No. 3566. — Convention regarding Commercial Relations between India and Japan, and Protocol. Signed at London, July 12th, 1934.	
Protocol regarding Commercial Relations between India and Japan, replacing the Protocol annexed to the above-mentioned Convention. Signed at London, October 12th, 1937.	413
Exchange of Notes modifying the Provisions concerning Validity contained in the First Paragraph of Article 6 of the Convention regarding Commercial Relations between India and Japan of July 12th, 1934. London, October 12th, 1937	418

	Pages
N° 3585. — Convention pour faciliter la circulation internationale des films ayant un caractère éducatif. Signée à Genève, le 11 octobre 1933.	
<i>Adhésion</i>	420
N° 3586. — Convention pour la réglementation de la chasse à la baleine. Signée à Genève, le 24 septembre 1931.	
<i>Adhésion</i>	420
N° 3594. — Echange de notes entre le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement polonais, comportant un accord relatif à la reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage. Washington, les 17 janvier, 14 mars, 22 avril 1930 et 5 octobre 1934.	
Echange de notes relatif à l'adhésion de la Ville libre de Dantzig à l'accord susmentionné. Washington, le 4 décembre 1937	420
N° 3645. — Accord entre les Etats-Unis d'Amérique et la Turquie, relatif au règlement des réclamations visées par l'Accord du 24 décembre 1923. Signé à Ankara, le 25 octobre 1934.	
Echange de notes comportant un accord complémentaire à l'accord susmentionné. Ankara, les 29 mai et 15 juin 1936	423
Echange de notes concernant une modification de l'Accord du 25 octobre 1934 relatif au règlement des réclamations, ainsi que de l'Accord complémentaire des 29 mai et 15 juin 1936. Ankara, les 1 ^{er} octobre et 3 novembre 1937	428
N° 3706. — Convention sanitaire internationale pour la navigation aérienne. Signée à La Haye, le 12 avril 1933.	
<i>Ratifications</i>	430
N° 3740. — Accord commercial entre le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement de la République de Pologne. Signé à Londres, le 27 février 1935.	
Echange de notes relatif à une modification du texte polonais de la première liste annexée à l'accord susmentionné. Varsovie, les 30 janvier et 10 septembre 1937	431
N° 3750. — Convention concernant la navigation aérienne entre l'Estonie et la Suède. Signée à Tallinn, le 20 mai 1935.	
<i>Dénonciation</i>	437
N° 3762. — Accord entre le Gouvernement du Reich allemand et le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni en vue de faciliter les paiements. Signé à Berlin, le 1^{er} novembre 1934.	
Echange de notes relatif à l'extension de la portée de l'article 7, paragraphe (ii), de l'accord susmentionné. Berlin, le 30 décembre 1937.	437
N° 3803. — Convention relative à l'extradition, adoptée par la septième Conférence internationale américaine. Signée à Montevideo, le 26 décembre 1933.	
<i>Ratification</i>	442

	Page
No. 3585. — Convention for facilitating the International Circulation of Films of an Educational Character. Signed at Geneva, October 11th, 1933.	
<i>Accession</i>	420
No. 3586. — Convention for the Regulation of Whaling. Signed at Geneva, September 24th, 1931.	
<i>Accession</i>	420
No. 3594. — Exchange of Notes between the Government of the United States of America and the Polish Government constituting an Agreement regarding the Reciprocal Recognition of Tonnage Measurement Certificates. Washington, January 17th, March 14th, April 22nd, 1930, and October 5th, 1934.	
Exchange of Notes regarding the Accession of the Free City of Danzig to the above-mentioned Agreement. Washington, December 4th, 1937	420
No. 3645. — Agreement between the United States of America and Turkey regarding the Settlement of the Claims embraced by the Agreement of December 24th, 1923. Signed at Ankara, October 25th, 1934.	
Exchange of Notes constituting a Supplement to the above-mentioned Agreement. Ankara, May 29th and June 15th, 1936	423
Exchange of Notes relating to a Modification of the Claims Agreement of October 25th, 1934, and of the Supplement of May 29th and June 15th, 1936. Ankara, October 1st and November 3rd, 1937	428
No. 3706. — International Sanitary Convention for Aerial Navigation. Signed at The Hague, April 12th, 1933.	
<i>Ratifications</i>	430
No. 3740. — Agreement between the Government of the United Kingdom and the Government of the Republic of Poland in regard to Trade and Commerce. Signed at London, February 27th, 1935.	
Exchange of Notes regarding the Modification of the Polish Text of the First Schedule of the above-mentioned Agreement. Warsaw, January 30th and September 10th, 1937.	431
No. 3750. — Convention concerning Air Navigation between Estonia and Sweden. Signed at Tallinn, May 20th, 1935.	
<i>Denunciation</i>	437
No. 3762. — Agreement between the Government of the German Reich and His Majesty's Government in the United Kingdom to facilitate Payments. Signed at Berlin, November 1st, 1934.	
Exchange of Notes providing for the Extension of the Obligations of Article 7, Paragraph (ii), of the above-mentioned Agreement. Berlin, December 30th, 1937	437
No. 3803. — Convention on Extradition, adopted by the Seventh International Conference of American States. Signed at Montevideo, December 26th, 1933.	
<i>Ratification</i>	442

	Pages
N° 3877. — Protocole pour reconnaître à la Cour permanente de Justice internationale la compétence d'interpréter les conventions de La Haye de droit international privé. Signé à La Haye, le 27 mars 1931.	
<i>Ratification</i>	442
N° 3925. — Convention entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et la Lituanie concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale. Signée à Kaunas, le 24 avril 1934.	
Echange de notes concernant l'application des dispositions de la convention susmentionnée au Bassoutoland, au Protectorat du Betchouanaland et au Swaziland. Kaunas, les 4 novembre et 2 décembre 1937... ..	443
N° 3928. — Convention entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et la Hongrie concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale. Signée à Budapest, le 25 septembre 1935.	
Echange de notes concernant l'application des dispositions de la convention susmentionnée au Bassoutoland, au Protectorat du Betchouanaland et au Swaziland. Budapest, les 26 octobre et 29 novembre 1937	445
N° 3989. — Accord entre la République d'Estonie et le Royaume d'Italie pour régler leurs échanges commerciaux et les paiements y afférents. Signé à Rome, le 6 octobre 1936.	
Echange de notes relatif à la prorogation jusqu'au 31 décembre 1938 de l'accord susmentionné. Rome, le 26 août 1937	450
N° 3999. — Convention concernant la navigation aérienne entre l'Estonie et la Finlande. Signée à Helsinki, le 12 septembre 1936.	
<i>Dénonciation</i>	452
N° 4020. — Convention entre la Belgique et la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord pour l'exécution réciproque des jugements rendus en matière civile et commerciale. Signée à Bruxelles, le 2 mai 1934.	
Echange de notes entre le Gouvernement de Sa Majesté en Nouvelle-Zélande et le Gouvernement belge relatif à l'adhésion de la Nouvelle-Zélande à la convention susmentionnée. Bruxelles, les 2 et 17 février 1938	452
N° 4025. — Procès-verbal concernant les règles de la guerre sous-marine prévues par la partie IV du Traité de Londres du 22 avril 1930. Signé à Londres, le 6 novembre 1936.	
<i>Adhésions</i>	454
N° 4048. — Convention postale universelle, avec protocole final, règlement d'exécution et dispositions concernant le transport de la poste aux lettres par voie aérienne, avec protocole final. Signés au Caire, le 20 mars 1934.	
<i>Ratifications</i>	455
<i>Adhésions</i>	456
N° 4049. — Arrangement concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée, avec protocole final et règlement d'exécution. Signés au Caire, le 20 mars 1934.	
<i>Ratifications</i>	456
<i>Adhésions</i>	457

	Page
No. 3877. — Protocol recognising the Competence of the Permanent Court of International Justice to interpret the Hague Conventions on Private International Law. Signed at The Hague, March 27th, 1931.	
<i>Ratification</i>	442
No. 3925. — Convention between Great Britain and Northern Ireland and Lithuania regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at Kaunas, April 24th, 1934.	
Exchange of Notes regarding the Application of the Provisions of the above-mentioned Convention to Basutoland, Bechuanaland Protectorate and Swaziland. Kaunas, November 4th and December 2nd, 1937.	443
No. 3928. — Convention between Great Britain and Northern Ireland and Hungary regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at Budapest, September 25th, 1935.	
Exchange of Notes regarding the Application of the Provisions of the above-mentioned Convention to Basutoland, Bechuanaland Protectorate and Swaziland. Budapest, October 26th and November 29th, 1937	445
No. 3989. — Agreement between the Republic of Estonia and the Kingdom of Italy for the Regulation of their Commercial Exchanges and Payments in respect thereof. Signed at Rome, October 6th, 1936.	
Exchange of Notes regarding the Prolongation until December 31st, 1938, of the above-mentioned Agreement. Rome, August 26th, 1937.	450
No. 3999. — Convention between Estonia and Finland regarding Air Navigation. Signed at Helsinki, September 12th, 1936.	
<i>Denunciation</i>	452
No. 4020. — Convention between Belgium and Great Britain and Northern Ireland for the Reciprocal Enforcement of Judgments in Civil and Commercial Matters. Signed at Brussels, May 2nd, 1934.	
Exchange of Notes between His Majesty's Government in New Zealand and the Belgian Government regarding the Accession of New Zealand to the above-mentioned Convention. Brussels, February 2nd and 17th, 1938	452
No. 4025. — Procès-verbal relating to the Rules of Submarine Warfare set forth in Part IV of the Treaty of London of April 22nd, 1930. Signed at London, November 6th, 1936.	
<i>Accessions</i>	454
No. 4048. — Universal Postal Convention, with Final Protocol, Detailed Regulations and Provisions relating to the Conveyance of Letter Mails by Air, with Final Protocol. Signed at Cairo, March 20th, 1934.	
<i>Ratifications</i>	455
<i>Accessions</i>	456
No. 4049. — Agreement concerning Insured Letters and Boxes, with Final Protocol and Detailed Regulations. Signed at Cairo, March 20th, 1934.	
<i>Ratifications</i>	456
<i>Accessions</i>	457

	Pages
N° 4050. — Arrangement concernant les colis postaux, avec protocole final, règlement d'exécution et dispositions concernant le transport des colis postaux par voie aérienne, avec protocole final. Signés au Caire, le 20 mars 1934.	
<i>Ratifications</i>	457
<i>Adhésion</i>	457
N° 4051. — Arrangement concernant les mandats de poste, avec règlement d'exécution et supplément concernant le service des bons postaux de voyage. Signés au Caire, le 20 mars 1934.	
<i>Ratifications</i>	458
N° 4052. — Arrangement concernant les virements postaux, et règlement d'exécution. Signés au Caire, le 20 mars 1934.	
<i>Ratifications</i>	458
N° 4053. — Arrangement concernant les recouvrements, et règlement d'exécution. Signés au Caire, le 20 mars 1934.	
<i>Ratifications</i>	459
N° 4054. — Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques, et règlement d'exécution. Signés au Caire, le 20 mars 1934.	
<i>Ratifications</i>	459
N° 4064. — Convention entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et l'Irak concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale. Signée à Bagdad, le 25 juillet 1935.	
Echange de notes entre le Gouvernement de Sa Majesté en Nouvelle-Zélande et le Gouvernement de l'Irak relatif à l'adhésion de la Nouvelle-Zélande à la convention susmentionnée. Bagdad, les 24 juillet et 24 août 1937	460
N° 4067. — Accord modifiant l'Accord de clearing du 10 avril 1935 entre l'Estonie et la Lettonie, avec protocole, signés à Riga, le 10 février 1937, et échange de notes y relatif de la même date.	
Echange de notes modifiant l'Arrangement intervenu par les notes échangées à Riga le 10 février 1937, annexées à l'accord susmentionné et relatives au règlement des paiements aux exportateurs lettons en vertu de l'accord de clearing entre les deux pays. Riga, le 3 novembre 1937.	463
N° 4077. — Arrangement relatif à l'échange des colis postaux entre les Etats-Unis d'Amérique et les îles de Bahama, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Nassau, le 29 octobre 1936, et à Washington, le 21 décembre 1936.	
<i>Présentation à l'enregistrement</i>	465
N° 4090. — Accord entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement royal italien concernant les relations commerciales et les paiements. Signé à Rome, le 6 novembre 1936.	
Echange de notes modifiant l'accord susmentionné. Rome, le 24 décembre 1937... ..	466

	Page
No. 4050. — Parcel Post Agreement, with Final Protocol, Detailed Regulations and Provisions regarding the Conveyance of Postal Parcels by Air, with Final Protocol. Signed at Cairo, March 20th, 1934.	
<i>Ratifications</i>	457
<i>Accession</i>	457
No. 4051. — Money Orders Agreement, with Detailed Regulations and Supplement concerning the Service of Travellers' Postal Vouchers. Signed at Cairo, March 20th, 1934.	
<i>Ratifications</i>	458
No. 4052. — Agreement concerning Transfers to and from Postal Cheque Accounts, and Detailed Regulations. Signed at Cairo, March 20th, 1934.	
<i>Ratifications</i>	458
No. 4053. — Agreement concerning the Collection of Bills, Drafts, etc., and Detailed Regulations. Signed at Cairo, March 20th, 1934.	
<i>Ratifications</i>	459
No. 4054. — Agreement concerning Subscriptions to Newspapers and Periodicals, and Detailed Regulations. Signed at Cairo, March 20th, 1934.	
<i>Ratifications</i>	459
No. 4064. — Convention between Great Britain and Northern Ireland and Iraq regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at Bagdad, July 25th, 1935.	
Exchange of Notes between His Majesty's Government in New Zealand and the Government of Iraq regarding the Accession of New Zealand to the above-mentioned Convention. Bagdad, July 24th and August 24th, 1937.	460
No. 4067. — Agreement modifying the Clearing Agreement between Estonia and Latvia of April 10th, 1935, with Protocol, signed at Riga, February 10th, 1937, and Exchange of Notes relating thereto of the same Date.	
Exchange of Notes modifying the Arrangement agreed upon by the Notes exchanged at Riga on February 10th, 1937, annexed to the above-mentioned Agreement, and regulating Payments to Latvian Exporters in pursuance of the Clearing Agreement between the Two Countries. Riga, November 3rd, 1937... ..	463
No. 4077. — Agreement concerning the Exchange of Parcel Post between the United States of America and the Bahamas, and Regulations of Execution annexed thereto. Signed at Nassau, October 29th, 1936, and at Washington, December 21st, 1936.	
<i>Presentation for Registration</i>	465
No. 4090. — Agreement between His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Royal Italian Government regarding Commercial Exchanges and Payments. Signed at Rome, November 6th, 1936.	
Exchange of Notes modifying the above-mentioned Agreement. Rome, December 24th, 1937	466

	Pages
N° 4116. — Second Avenant à la Convention du 12 avril 1927 entre la France et la Norvège concernant les vins et spiritueux. Signé à Paris, le 27 février 1937.	
Echange de notes modifiant l'avenant susmentionné. Paris, le 22 décembre 1937	469
N° 78 a). — Traité d'extradition entre le Danemark et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande. Signé à Copenhague, le 31 mars 1873.	
Echange de notes entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement danois, au nom de l'Islande, relatif à l'application au Samoa occidental des dispositions du traité susmentionné, en tant que ce traité s'applique à l'Islande. Londres, le 25 novembre 1937	472
Echange de notes entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement danois, au nom de l'Islande, relatif à l'application à certains protectorats et Etats protégés britanniques ainsi qu'à certains territoires sous mandat britannique des dispositions du traité susmentionné, en tant que ce traité s'applique à l'Islande. Londres, le 25 novembre 1937	474
N° 91 a). — Traité d'extradition entre la Grande-Bretagne et le Siam. Signé à Bangkok, le 4 mars 1911.	
Echange de notes entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement du Siam relatif à l'application au Protectorat de Zanzibar et au Protectorat des îles Salomon britanniques des dispositions du traité susmentionné. Bangkok, les 5 mars et 6 septembre 1937	477
ERRATUM	480

	Page
No. 4116.— Second Additional Agreement to the Convention of April 12th, 1927, between France and Norway concerning Wines and Spirits. Signed at Paris, February 27th, 1937.	
Exchange of Notes amending the above-mentioned Agreement. Paris, December 22nd, 1937	469
No. 78 (a). — Extradition Treaty between Denmark and the United Kingdom of Great Britain and Ireland. Signed at Copenhagen, March 31st, 1873.	
Exchange of Notes between His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Danish Government, on behalf of Iceland, regarding the Extension to Western Samoa of the Provisions of the above-mentioned Treaty, in so far as it applies to Iceland. London, November 25th, 1937.	472
Exchange of Notes between His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Danish Government, on behalf of Iceland, regarding the Extension to Certain British Protectorates, Protected States and Mandated Territories of the Provisions of the above-mentioned Treaty, in so far as that Treaty applies to Iceland. London, November 25th, 1937	474
No. 91 (a). — Extradition Treaty between Great Britain and Siam. Signed at Bangkok, March 4th, 1911.	
Exchange of Notes between His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Siamese Government respecting the Application to Zanzibar Protectorate and to British Solomon Islands Protectorate of the Provisions of the above-mentioned Treaty. Bangkok, March 5th and September 6th, 1937	477
ERRATUM...	480

N° 4270.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET MEXIQUE

Echange de notes comportant un accord relatif à l'échange des journaux officiels et des documents parlementaires. Mexico, les 9 et 24 septembre 1937.

UNITED STATES OF AMERICA
AND MEXICO

Exchange of Notes constituting an Agreement for the Exchange of Official Journals and Parliamentary Documents. Mexico, September 9th and 24th, 1937.

No. 4270. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE GOVERNMENT OF THE UNITED MEXICAN STATES CONSTITUTING AN AGREEMENT FOR THE EXCHANGE OF OFFICIAL JOURNALS AND PARLIAMEN-TARY DOCUMENTS. MEXICO, SEPTEMBER 9TH AND 24TH, 1937.

Nº 4270. — CANJE DE NOTAS ENTRE EL GOBIERNO DE LOS ESTADOS UNIDOS DE AMERICA Y EL GOBIERNO DE LOS ESTADOS UNIDOS MEXICANOS ESTABLECIENDO UN ACUERDO PARA EL CANJE DE PERIODICOS OFICIALES Y DOCUMENTOS PARLAMENTARIOS. MEXICO, 9 Y 24 DE SEPTIEMBRE DE 1937.

English and Spanish official texts communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place January 31st, 1938.

Textes officiels anglais et espagnol communiqués par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 31 janvier 1938.

I.

EMBASSY OF THE
UNITED STATES OF AMERICA.
No. 2408.

MEXICO, September 9th, 1937.

EXCELLENCY,

I have the honor to refer to Your Excellency's note No. 39838 of August 31st, 1937, informing me that the Mexican Government is prepared to enter into an agreement with the American Government providing for an exchange of official journals and parliamentary documents. It appears that a draft of this proposed agreement has already been approved by our respective Governments which have agreed that it shall take the form of an exchange of notes incorporating the text.

My Government is, therefore, prepared to give immediate effect to the following Agreement as soon as a corresponding note may be received from Your Excellency :

" There shall be an immediate exchange of official journals and parliamentary documents between the United States of America and the United Mexican States, which shall be conducted in accordance with the following provisions :

1. The Government of the United States of America shall furnish regularly, immediately upon publication, one copy of each of the following publications : (a) the *Federal Register*, or any other general official gazette that may be published ; (b) the *Congressional Record*, containing the debates of the Senate and of the House of Representatives ; (c) Bills printed for the use of either the Senate or the House of Representatives ; and (d) Hearings before Congressional committees.

2. The Government of the United Mexican States shall furnish regularly, immediately upon publication, one copy of each of the following publications : (a) the *Diario Oficial*, or any other general official gazette that may be published ; (b) the *Diario de los Debates* of the Senate and of the Chamber of Deputies ; (c) Bills

printed for the use of either Chamber; and (d) Other documents printed for the use of either Chamber or of the committees of either Chamber.

3. The sendings shall be received on behalf of the United States of America by the Library of Congress; on behalf of the United Mexican States by the Departamento Autónomo de Publicidad y Propaganda.

Please accept, Excellency, the renewed assurances of my highest and most distinguished consideration.

Josephus DANIELS.

His Excellency
Señor General Eduardo Hay,
Minister for Foreign Affairs,
Mexico.

II.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

SECRETARIA DE RELACIONES
EXTERIORES
ESTADOS UNIDOS MEXICANOS
MÉXICO.
310990.

MÉXICO, 24 de septiembre de 1937.

SEÑOR EMBAJADOR,

Tengo la honra de acusar recibo a Vuestra Excelencia de su atenta nota número 2408, fechada el 9 del presente, en la cual se sirve comunicarme que el Gobierno de los Estados Unidos de América está dispuesto a poner en vigor el Convenio con el de los Estados Unidos Mexicanos para el canje de periódicos oficiales y documentos parlamentarios, cuyas negociaciones se han venido llevando a cabo, y de acuerdo con el texto inserto en la misma nota, tan pronto como el Gobierno mexicano manifieste su aquiescencia por medio de la nota correspondiente.

En debida respuesta me es grato comunicar a Vuestra Excelencia que el Gobierno de los Estados Unidos Mexicanos está también dispuesto a poner en vigor desde luego el siguiente Convenio:

“ Habrá intercambio inmediato de periódicos oficiales y documentos parlamentarios entre los Estados Unidos Mexicanos y los Estados Unidos de América, y se efectuará de acuerdo con las disposiciones siguientes:

1. El Gobierno de los Estados Unidos Mexicanos suministrará regularmente,

II.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTRY FOR FOREIGN AFFAIRS
UNITED MEXICAN STATES
MEXICO.
310990.

MEXICO, September 24th, 1937.

Mr. AMBASSADOR,

I have the honor to acknowledge the receipt of Your Excellency's note No. 2408, dated September 9th, in which you kindly advised me that the Government of the United States of America is prepared to enter into an agreement with that of the United Mexican States for the exchange of official journals and parliamentary documents, which negotiations have been in progress, and according to the text presented in the same note, as soon as the Mexican Government makes known its acquiescence by means of the corresponding note.

In reply I am pleased to inform Your Excellency that the Government of the United Mexican States is also prepared to enter immediately into this Agreement as follows:

“ There shall be an immediate exchange of official journals and parliamentary documents between the United Mexican States and the United States of America, which shall be conducted in accordance with the following provisions:

1. The Government of the United Mexican States shall furnish regularly,

¹ Traduction du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

¹ Translation of the Government of the United States of America.

inmediatamente después de su publicación, un ejemplar de las siguientes publicaciones : (a) el " *Diario Oficial* " o cualquiera otra gaceta oficial general que se publique ; (b) el " *Diario de los Debates* " del Senado y de la Cámara de Diputados ; (c) los proyectos de ley que se impriman para uso de cualquiera de las Cámaras ; y (d) cualquier otro documento impreso para el uso de cualquiera de las dos Cámaras o de sus respectivas Comisiones.

2. El Gobierno de los Estados Unidos de América suministrará regularmente, inmediatamente después de su publicación, un ejemplar de cada una de las siguientes publicaciones : (a) El " *Federal Register* " o cualquiera otra gaceta oficial general que se publique ; (b) El " *Congressional Record* ", que contiene los debates del Senado y de la Cámara de Representantes ; (c) los proyectos de ley impresos para el uso del Senado o de la Cámara de Representantes ; y (d) discusiones efectuadas ante las Comisiones del Congreso.

3. Los envíos, se recibirán, por parte de los Estados Unidos Mexicanos, por el Departamento Autónomo de Publicidad y Propaganda ; por parte de los Estados Unidos de América, por la Biblioteca del Congreso. "

Aprovecho la oportunidad para renovar a Vuestra Excelencia el testimonio de mi más alta y distinguida consideración.

Eduardo HAY.

Excelentísimo señor Josephus Daniels,
Embajador Extraordinario y Plenipotenciario.
de los Estados Unidos de América.
Presente.

immediately upon publication, one copy of each of the following publications : (a) the " *Diario Oficial* ", or any other general official gazette that may be published ; (b) the " *Diario de los Debates* " of the Senate and of the Chamber of Deputies ; (c) Bills printed for the use of either Chamber ; and (d) any other document printed for the use of either Chamber or of the committees of either Chamber.

2. The Government of the United States of America shall furnish regularly, immediately upon publication, one copy of each of the following publications : (a) the *Federal Register*, or any other general official gazette that may be published ; (b) the *Congressional Record*, containing the debates of the Senate and of the House of Representatives ; (c) Bills printed for the use of either the Senate or the House of Representatives ; and (d) Hearings before Congressional committees.

3. The sendings shall be received on behalf of the United Mexican States by the Departamento Autónomo de Publicidad y Propaganda ; on behalf of the United States of America by the Library of Congress. "

I avail myself of the opportunity to renew to Your Excellency the assurances of my highest and most distinguished consideration.

Eduardo HAY.

His Excellency Mr. Josephus Daniels,
Ambassador Extraordinary and
Plenipotentiary of the United States of
America, City.

Certified to be true and complete textual copies of the original Notes exchanged, in all the languages in which they were signed.

For the Secretary of State of the
United States of America :

Edward Yardley,

Chief Clerk

and Administrative Assistant.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4270. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A L'ÉCHANGE DES JOURNAUX OFFICIELS ET DES DOCUMENTS PARLEMENTAIRES. MEXICO, LES 9 ET 24 SEPTEMBRE 1937.

I.

AMBASSADE
DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

N^o 2408.

MEXICO, le 9 septembre 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de répondre à la note de Votre Excellence, N^o 39838, du 31 août 1937, me faisant savoir que le Gouvernement mexicain est disposé à conclure avec le Gouvernement américain un accord pour l'échange de journaux officiels et de documents parlementaires. Nos gouvernements respectifs ont déjà approuvé un projet d'accord dans ce sens et sont convenus de donner à cet accord la forme d'un échange de notes qui en contiendraient le texte.

Mon gouvernement est donc disposé à donner immédiatement effet à l'accord suivant dès qu'il aura reçu de Votre Excellence une note correspondante :

« Il sera immédiatement institué un échange de journaux officiels et de documents parlementaires entre les Etats-Unis d'Amérique et les Etats-Unis du Mexique, conformément aux dispositions ci-après :

1. Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique fournira régulièrement, dès qu'elles auront paru, un exemplaire de chacune des publications suivantes : a) le *Federal Register* ou tout autre journal officiel de caractère général qui serait publié ; b) le *Congressional Record*, qui reproduit les débats du Sénat et de la Chambre des représentants ; c) les projets de loi imprimés à l'usage du Sénat ou de la Chambre des représentants ; d) les dépositions par-devant les commissions du Congrès.

2. Le Gouvernement des Etats-Unis du Mexique fournira régulièrement, dès qu'elles auront paru, un exemplaire de chacune des publications suivantes : a) le *Diario Oficial* ou tout autre journal officiel de caractère général qui serait publié ; b) le *Diario de los Debates* du Sénat et de la Chambre des députés ; c) les projets de lois imprimés à l'usage des deux Chambres ; d) tous autres documents imprimés à l'usage des deux Chambres ou de leurs commissions.

3. Ces documents seront adressés, pour les Etats-Unis d'Amérique, à la Bibliothèque du Congrès ; pour les Etats-Unis du Mexique, au Département autonome de publicité et de propagande. »

Veuillez agréer, etc.

Josephus DANIELS.

Son Excellence
le général Eduardo Hay,
Ministre des Affaires étrangères,
Mexico.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

SECRETARIAT
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE.
MEXICO.
310990.

MEXICO, le 24 septembre 1937.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note N° 2408, en date du 9 courant, par laquelle Votre Excellence me fait savoir qu'à la suite des négociations qui ont eu lieu, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique est disposé à donner effet à l'accord avec les États-Unis du Mexique pour l'échange de journaux officiels et de documents parlementaires, conformément au texte figurant dans la même note, dès que le Gouvernement mexicain aura fait connaître son acceptation au moyen d'une note correspondante.

En réponse, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement des États-Unis du Mexique est également disposé à donner immédiatement effet à l'accord suivant :

« Il sera immédiatement institué un échange de journaux officiels et de documents parlementaires entre les États-Unis du Mexique et les États-Unis d'Amérique, conformément aux dispositions ci-après :

1. Le Gouvernement des États-Unis du Mexique fournira régulièrement, dès qu'elles auront paru, un exemplaire de chacune des publications suivantes : a) le *Diario Oficial* ou tout autre journal officiel de caractère général qui serait publié ; b) le *Diario de los Debates* du Sénat et de la Chambre des députés ; c) les projets de lois imprimés à l'usage des deux Chambres ; d) tous autres documents imprimés à l'usage des deux Chambres ou de leurs commissions.

2. Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique fournira régulièrement, dès qu'elles auront paru, un exemplaire de chacune des publications suivantes : a) le *Federal Register* ou tout autre journal officiel de caractère général qui serait publié ; b) le *Congressional Record*, qui reproduit les débats du Sénat et de la Chambre des représentants ; c) les projets de lois imprimés à l'usage du Sénat ou de la Chambre des représentants ; d) les dépositions par-devant les commissions du Congrès.

3. Ces documents seront adressés, pour les États-Unis du Mexique, au Département autonome de publicité et de propagande ; pour les États-Unis d'Amérique, à la Bibliothèque du Congrès. »

Je saisis cette occasion, etc.

Eduardo HAY.

Son Excellence

Monsieur Josephus Daniels,
Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire
des États-Unis d'Amérique,
Mexico.

N° 4271.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET CANADA**

Echange de notes comportant un accord relatif à l'échange de renseignements concernant la délivrance de permis d'établissement de stations radiotélégraphiques. Washington, les 2 et 10 mars, 17 août, 8 et 20 septembre et 9 octobre 1937.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND CANADA**

Exchange of Notes constituting an Agreement for the Exchange of Information concerning the Issuance of Radio Licences. Washington, March 2nd and 10th, August 17th, September 8th and 20th, and October 9th, 1937.

No. 4271. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE CANADIAN GOVERNMENT CONSTITUTING AN AGREEMENT FOR THE EXCHANGE OF INFORMATION CONCERNING THE ISSUANCE OF RADIO LICENCES. WASHINGTON, MARCH 2ND AND 10TH, AUGUST 17TH, SEPTEMBER 8TH AND 20TH, AND OCTOBER 9TH, 1937.

English official text communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place January 31st, 1938.

I.

CANADIAN LEGATION.

No. 46.

WASHINGTON, *March 2nd*, 1937.

SIR,

I have the honour to refer to the Canadian Legation's *Aide Memoire* of January 7th, 1937, and the Department of State's reply of January 19th concerning the application of the Power City Broadcasting Corporation and the Niagara Falls Gazette Publishing Company of Niagara Falls, New York, for permission to establish a broadcasting station on a frequency of 630 kilocycles. This exchange of correspondence dealt with the possible interference which might be caused by the proposed station at Niagara Falls to Station CFCO operating on a frequency of 630 kilocycles at Chatham, Ontario.

It may be expected that from time to time the competent authorities of the Government of the United States will receive applications for permission to establish new broadcasting stations on frequency channels shared between Canada and the United States and for alteration in the assignment of such channels. In certain cases the granting of such applications might give rise to interference with Canadian stations operating on the same channel.

I have been instructed to enquire whether the Government of the United States would be agreeable to communicating with the Canadian Government in future before issuing licenses for new stations or altering the assignment of frequencies of existing stations on channels now shared between the United States and Canada, in cases where interference might be caused to the free and unrestricted use of such channels in Canada. The purpose of such a notification would be to give an opportunity to the Canadian Government of expressing their views in connection therewith.

I have the honour to be, with the highest consideration, Sir, your most obedient, humble servant,

Herbert M. MARLER.

The Hon. Cordell Hull,
Secretary of State of the United States,
Washington, D. C.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4271. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE GOUVERNEMENT DU CANADA COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A L'ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LA DÉLIVRANCE DE PERMIS D'ÉTABLISSEMENT DE STATIONS RADIOTÉLÉGRAPHIQUES. WASHINGTON, LES 2 ET 10 MARS, 17 AOUT, 8 ET 20 SEPTEMBRE ET 9 OCTOBRE 1937.

Texte officiel anglais communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 31 janvier 1938.

I.

LÉGATION DU CANADA.

N^o 46.

WASHINGTON, le 2 mars 1937.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

J'ai l'honneur de me référer à l'aide-mémoire de la Légation du Canada en date du 7 janvier 1937 ainsi qu'à la réponse du Département d'Etat en date du 19 janvier concernant la demande adressée par la *Power City Broadcasting Corporation* et la *Niagara Falls Gazette Publishing Company of Niagara Falls, New York*, en vue d'établir une station de radiodiffusion d'une fréquence de 630 kilocycles. Dans cet échange de correspondance, on s'occupait des interférences que la station dont on projette la construction à Niagara Falls pourrait provoquer à l'égard de la station CFCO, qui émet sur une fréquence de 630 kilocycles à Chatham, Ontario.

On peut s'attendre à ce que les services compétents du Gouvernement des Etats-Unis reçoivent de temps à autre des demandes d'établissement de nouvelles stations de radiodiffusion sur des canaux de fréquence communs au Canada et aux Etats-Unis ou de modification de la répartition de ces canaux. Dans certains cas, l'octroi de l'autorisation demandée pourrait donner naissance à des interférences avec des stations canadiennes utilisant le même canal de fréquence.

Je suis chargé de demander au Gouvernement des Etats-Unis s'il accepterait d'entrer à l'avenir en rapport avec le Gouvernement canadien avant de délivrer des permis à de nouvelles stations ou de modifier la répartition des fréquences des stations déjà en exploitation et qui se servent des canaux de fréquence actuellement communs aux Etats-Unis et au Canada, lorsque ces mesures pourraient entraver l'utilisation libre et illimitée de ces canaux de fréquence au Canada. Cette communication aurait pour objet de permettre au Gouvernement canadien d'exprimer son avis sur ces points.

Veuillez agréer, etc.

Herbert M. MARLER.

L'honorable Cordell Hull,
Secrétaire d'Etat des Etats-Unis,
Washington, D. C.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

DEPARTMENT OF STATE.

WASHINGTON, *March 10th*, 1937.

SIR,

I have received your note of March 2nd, 1937, inquiring whether the Government of the United States would be agreeable to communicating with the Canadian Government in the future before issuing licenses for new stations or altering the assignment of frequencies of existing stations on channels now shared between the United States and Canada, in cases where interference might be caused to the free and unrestricted use of such channels in Canada.

In reply I take pleasure in informing you that a copy of the note under acknowledgment is being transmitted to the Chairman of the Federal Communications Commission. As soon as a reply shall have been received from Mr. Prall, I shall not fail to communicate with you again concerning this matter.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

For the Secretary of State :

R. Walton MOORE.

The Honorable

Sir Herbert Marler, P.C., K.C.M.G.,
Minister of Canada.

III.

DEPARTMENT OF STATE.

WASHINGTON, *August 17th*, 1937.

SIR,

Reference is made to your note of March 2nd, 1937, and my reply of March 10th, 1937, in regard to the communication by the United States to the Canadian Government of information concerning the prospective issuance of new radio licenses or the possible alteration of frequencies which may affect the use in Canada of the radio channels involved.

The Government of the United States is prepared to communicate with the Canadian Government regarding proposed action on all applications for new or additional broadcast facilities which may involve interference with existing Canadian stations, provided the Canadian Government will likewise inform the Government of the United States of any new or additional facilities for broadcast stations for which application has been made to it and which may involve interference with existing stations in the United States.

It should be understood in this connection that the determination of interference would be made by means of the current mileage separation tables published by the Federal Communications Commission of this Government or from field intensity measurements combined with mutually agreeable standards of allocation.

I shall appreciate a statement of your Government's acquiescence in the proposed arrangement and an indication of the date upon which it is to be made effective.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

For the Secretary of State :

R. Walton MOORE.

The Honorable

Sir Herbert Marler, P.C., K.C.M.G.,
E. E. and M. P.,
Minister of Canada.

II.

DÉPARTEMENT D'ÉTAT.

WASHINGTON, le 10 mars 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date du 2 mars 1937 dans laquelle vous demandez si le Gouvernement des Etats-Unis serait disposé à entrer à l'avenir en rapport avec le Gouvernement canadien avant de délivrer des permis d'établissement de nouvelles stations ou de modifier la répartition des fréquences des stations déjà en exploitation et qui se servent des canaux de fréquence actuellement communs aux Etats-Unis et au Canada, lorsque ces mesures pourraient entraver l'utilisation libre et illimitée de ces canaux de fréquence au Canada.

En réponse à votre communication, j'ai le plaisir de vous informer qu'une copie de la note susmentionnée a été transmise au Président de la Commission fédérale des Communications. Dès que la réponse de M. Prall sera parvenue, je ne manquerai pas de me mettre de nouveau en rapport avec vous à ce sujet.

Veillez agréer, etc.

Pour le Secrétaire d'Etat :

R. Walton MOORE.

L'honorable

Sir Herbert Marler, P.C., K.C.M.G.,
Ministre du Canada.

III.

DÉPARTEMENT D'ÉTAT.

WASHINGTON, le 17 août 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de me référer à votre note en date du 2 mars 1937 et à ma réponse du 10 mars 1937 concernant la communication au Gouvernement canadien par les Etats-Unis de renseignements relatifs à la délivrance éventuelle de nouveaux permis d'établissement de stations radiotélégraphiques ainsi qu'aux modifications éventuelles de fréquences qui pourraient avoir des répercussions sur l'utilisation au Canada des canaux de radiodiffusion intéressés par ces mesures.

Le Gouvernement des Etats-Unis est disposé à entrer en rapport avec le Gouvernement canadien au sujet des mesures qu'appellerait toute demande d'installations nouvelles ou supplémentaires de radiodiffusion qui pourraient provoquer des interférences avec des stations canadiennes existantes, à la condition que, de son côté, le Gouvernement canadien fasse connaître au Gouvernement des Etats-Unis toutes les installations nouvelles ou supplémentaires de radiodiffusion pour lesquelles des demandes lui seraient adressées et qui pourraient provoquer des interférences avec des stations existant aux Etats-Unis.

Il serait entendu à cet égard que la détermination des interférences se ferait au moyen des tables d'intensité de réception qui sont publiées par la Commission fédérale des Communications de mon gouvernement, ou d'après des mesures d'intensité du champ combinées avec des étalons de réception et de répartition convenus entre les deux gouvernements.

Je serais très heureux de savoir si votre gouvernement donne son acquiescement à l'arrangement proposé et de connaître la date à laquelle cet arrangement devrait entrer en vigueur.

Veillez agréer, etc.

Pour le Secrétaire d'Etat :

R. Walton MOORE.

L'honorable

Sir Herbert Marler, P.C., K.C.M.G.,
E. E. et M. P.,
Ministre du Canada.

IV.

CANADIAN LEGATION.

No. 185.

WASHINGTON, *September 8th, 1937.*

SIR,

I have the honour to refer to your note of August 17th, 1937, in which you replied to the suggestion made in this Legation's note No. 46 of March 2nd, 1937, with regard to informing the Government of Canada concerning the prospective issuance of new radio licenses or the possible alteration of frequencies which might affect the use in Canada of the radio channels involved.

I am now instructed to inform you that the Government of Canada agree in principle with the views expressed in your note of August 17th and are prepared to exchange information with the Government of the United States, commencing immediately, in the matter of any new or additional broadcast facilities which may involve interference with existing stations.

With reference to the third paragraph of your note, it is assumed that it will be understood that, in the event of an agreement being signed as a result of the forthcoming Conference in Havana, the use of shared waves and the methods of determining interference shall be governed by such agreement.

I have the honour to be, with the highest consideration, Sir, Your most obedient, humble servant,

H. H. WRONG,
Chargé d'Affaires.

The Hon. Cordell Hull,
Secretary of State of the United States,
Washington, D. C.

V.

DEPARTMENT OF STATE.

WASHINGTON, *September 20th, 1937.*

SIR,

I have received your note of September 8th, 1937, in further relation to the communication by the United States to the Canadian Government of any information concerning the prospective issuance of new radio licenses or the possible alteration of frequencies which may affect the use in Canada of the radio channels involved. I have duly noted that the Government of Canada agrees in principle with the views expressed in my note of August 17th, 1937, and that it is prepared to exchange information with the Government of the United States, commencing immediately, in the matter of any new or additional broadcast facilities which may involve interference with existing stations.

I am sending a copy of your note under acknowledgment to the Federal Communications Commission with a request that I be advised concerning the inquiry contained in the third paragraph of your note with regard to the use of shared waves and the methods of determining interference. As soon as I receive a reply from the Commission, I shall communicate with you again.

Accept, Sir, the renewed assurances of my high consideration.

Mr. Hume Wrong,
Chargé d'Affaires *ad interim* of Canada.

R. Walton MOORE,
Acting Secretary of State.

IV.

LÉGATION DU CANADA.

N^o 185.

WASHINGTON, le 8 septembre 1937.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

J'ai l'honneur de me référer à votre note en date du 17 août 1937 par laquelle vous avez bien voulu répondre à la suggestion contenue dans la note N^o 46 adressée par la Légation du Canada le 2 mars 1937 et concernant la communication au Gouvernement du Canada des renseignements relatifs à la délivrance éventuelle de nouveaux permis d'établissement de stations radiotélégraphiques ainsi qu'aux modifications éventuelles de fréquences qui pourraient avoir des répercussions sur l'utilisation au Canada des canaux de radiodiffusion intéressés par ces mesures.

Je suis maintenant chargé de vous faire savoir que le Gouvernement du Canada partage en principe les vues que vous avez exprimées dans votre note du 17 août et qu'il est disposé à procéder à un échange de renseignements avec le Gouvernement des Etats-Unis, au sujet des installations nouvelles ou supplémentaires de radiodiffusion qui pourraient provoquer des interférences avec des stations existantes. Cet arrangement entrerait immédiatement en vigueur.

Pour ce qui est du troisième alinéa de votre note, nous pensons qu'il est entendu qu'au cas où un accord viendrait à être signé à la suite de la prochaine conférence de La Havane, l'utilisation des ondes communes et les méthodes de détermination des interférences seraient régies par ledit accord.

Veuillez agréer, etc.

L'honorable Cordell Hull,
Secrétaire d'Etat des Etats-Unis,
Washington, D. C.

H. H. WRONG,
Chargé d'Affaires.

V.

DÉPARTEMENT D'ÉTAT.

WASHINGTON, le 20 septembre 1937.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note du 8 septembre 1937 qui se rapporte à la communication au Gouvernement canadien par les Etats-Unis de tous renseignements relatifs à la délivrance éventuelle de nouveaux permis d'établissement de stations radiotélégraphiques ou aux modifications éventuelles de fréquences qui pourraient avoir des répercussions sur l'utilisation au Canada des canaux de radiodiffusion intéressés par ces mesures. J'ai pris acte de l'accord de principe que le Gouvernement du Canada a marqué à l'égard des vues exprimées dans ma note du 17 août 1937 et j'ai dûment constaté qu'il est disposé à échanger des renseignements avec le Gouvernement des Etats-Unis, au sujet des installations nouvelles ou supplémentaires de radiodiffusion qui pourraient provoquer des interférences avec les stations en exploitation, cet arrangement entrant immédiatement en vigueur.

J'adresse une copie de votre note susmentionnée à la Commission fédérale des Communications en la priant de me donner son avis au sujet de la demande formulée au troisième alinéa de votre note et concernant l'utilisation des ondes communes et les méthodes de détermination des interférences. Dès que j'aurai reçu une réponse de la Commission, je me mettrai de nouveau en rapport avec vous.

Veuillez agréer, etc.

M. Hume Wrong,
Chargé d'Affaires p. i. du Canada.

R. Walton MOORE,
Secrétaire d'Etat p. i.

VI.

DEPARTMENT OF STATE.

WASHINGTON, *October 9th, 1937.*

SIR,

I refer to a note of September 8th, 1937, from your Legation, and my reply of September 20th, 1937, in further relation to the communication by the United States to the Canadian Government, on a reciprocal basis, of information concerning the prospective issuance of new radio licenses or the possible alteration of frequencies which may affect the use in Canada of the radio channels involved, and now advise you that the Department has received a letter from the Federal Communications Commission concerning the inquiry contained in the third paragraph of the note of September 8th, in regard to the use of shared waves and the methods of determining interference.

The Commission states that it is in accord with the understanding of your Government that, in the event of an agreement being signed as a result of the forthcoming conference in Habana, the use of shared waves and the methods of determining interference shall be governed by such agreement. The Commission adds that in the meantime it is felt that the determination of the interference should be made by the current mileage separation tables published by the Commission or from field intensity measurements combined with mutually agreeable standards of allocation.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

For the Secretary of State :
R. Walton MOORE.

The Honorable
Sir Herbert Marler, P.C., K.C.M.G.,
Minister of Canada.

Certified to be true and complete textual
copies of the original Notes exchanged, in the
sole language in which they were signed.

For the Secretary of State
of the United States of America :

Edward Yardley,
Chief Clerk and Administrative Assistant.

VI.

DÉPARTEMENT D'ÉTAT.

WASHINGTON, le 9 octobre 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de me référer à une note en date du 8 septembre 1937, émanant de votre Légation, ainsi qu'à ma réponse du 20 septembre 1937, se rapportant à la communication au Gouvernement canadien par les Etats-Unis, sous réserve de réciprocité, de renseignements relatifs à la délivrance éventuelle de nouveaux permis d'établissement de stations radiotélégraphiques ou aux modifications éventuelles de fréquences qui pourraient avoir des répercussions sur l'utilisation au Canada des canaux de radiodiffusion intéressés par ces mesures, et j'ai l'honneur maintenant de vous faire savoir que le département a reçu de la Commission fédérale des Communications une lettre relative à la demande formulée au troisième alinéa de la note du 8 septembre et concernant l'utilisation des ondes communes et les méthodes de détermination des interférences.

La Commission indique qu'elle entend bien, comme votre gouvernement, que si un accord vient à être signé à la suite de la prochaine conférence de La Havane, l'utilisation des ondes communes et les méthodes de détermination des interférences seront régies par cet accord. La Commission ajoute qu'entre temps, la détermination des interférences devrait être faite d'après les tables d'intensité de réception publiées par elle ou d'après des mesures d'intensité du champ combinées avec les étalons de réception et de répartition convenus entre les deux gouvernements.

Veillez agréer, etc.

Pour le Secrétaire d'Etat :

R. Walton MOORE.

L'honorable

Sir Herbert Marler, P.C., K.C.M.G.,
Ministre du Canada.

N° 4272.

ESTONIE ET MEXIQUE

Traité d'amitié. Signé à New-York,
le 28 janvier 1937.

ESTONIA AND MEXICO

Treaty of Friendship. Signed at
New York, January 28th, 1937.

N^o 4272. — TRAITÉ¹ D'AMITIÉ ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE ET LA RÉPUBLIQUE DES ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE. SIGNÉ A NEW-YORK, LE 28 JANVIER 1937.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 3 février 1938.

LA RÉPUBLIQUE DES ETATS-UNIS MEXICAINS d'une part et LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE d'autre part, animées du désir d'établir entre elles et de consolider les liens de sincère amitié et également pénétrées de la conviction que ces rapports, une fois établis, contribueront à augmenter la prospérité et le bien-être de leurs nations respectives, ont résolu de conclure un traité d'amitié et ont, à cet effet, nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DES ETATS-UNIS MEXICAINS :

Son Excellence Monsieur le Docteur FRANCISCO CASTILLO NÁJERA, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Mexique aux Etats-Unis d'Amérique ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE :

Son Excellence Monsieur Charles KUUSIK, consul d'Estonie à New-York ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes :

Article premier.

Il y aura paix inviolable et amitié sincère et perpétuelle entre la République des Etats-Unis Mexicains et la République d'Estonie ainsi qu'entre les citoyens des deux Parties.

Article II.

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour établir les relations diplomatiques et consulaires entre les deux Etats conformément aux principes du Droit des gens. Elles conviennent que les représentants diplomatiques et consulaires de chacune d'elles recevront à charge de réciprocité dans le territoire de l'autre, le traitement consacré par les principes généraux du Droit international public général et qu'ils jouiront, dans le pays de leur résidence, des droits, privilèges, immunités et exemptions accordés aux représentants diplomatiques et consulaires de la nation la plus favorisée.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à New-York, le 3 janvier 1938.
Entré en vigueur le 3 février 1938.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4272. — TREATY² OF FRIENDSHIP BETWEEN THE REPUBLIC OF ESTONIA AND THE REPUBLIC OF THE UNITED STATES OF MEXICO. SIGNED AT NEW YORK, JANUARY 28TH, 1937.

French official text communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place February 3rd, 1938.

THE REPUBLIC OF THE UNITED STATES OF MEXICO of the one part and THE REPUBLIC OF ESTONIA of the other part, being desirous of establishing and strengthening ties of sincere friendship between them, and being equally convinced that such relations, when established, will contribute to the prosperity and well being of their respective nations, have resolved to conclude a Treaty of Friendship, and to this end have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF THE UNITED STATES OF MEXICO :

His Excellency Dr. Francisco CASTILLO NAJERA, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of Mexico to the United States of America ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF ESTONIA :

His Excellency Monsieur Charles KUUSIK, Estonian Consul in New York ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article I.

There shall be inviolable peace and sincere and lasting friendship between the Republic of the United States of Mexico and the Republic of Estonia, and between the nationals of the two Parties.

Article II.

The High Contracting Parties agree to establish diplomatic and consular relations between the two States in accordance with the principles of international law. They agree that the diplomatic and consular representatives of each of them shall, subject to reciprocity, receive in the territory of the other the treatment prescribed by the general principles of general public international law, and that they shall enjoy, in the country of their residence, the rights, privileges, immunities, and exemptions granted to the diplomatic and consular representatives of the most-favoured nation.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at New York, January 3rd, 1938. Came into force February 3rd, 1938.

Article III.

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour entamer, aussitôt que possible, les négociations dans le but de conclure un traité de commerce.

Article IV.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre à la conciliation et à l'arbitrage toutes les controverses qui pourraient surgir entre elles à propos de l'application ou de l'interprétation des prescriptions de tous traités et conventions conclus ou à conclure, y compris le présent traité, et qui n'auraient pu être réglées à l'amiable dans un délai raisonnable par les procédés diplomatiques ordinaires.

Article V.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications seront échangées à New-York le plus tôt que faire se pourra. Il entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à New-York le vingt-huit janvier 1937 en deux exemplaires français dont un sera remis à chacun des Etats signataires.

(L. S.) F. CASTILLO NÁJERA.

(L. S.) Charles KUUSIK.

Article III.

The High Contracting Parties agree to enter into negotiations as soon as possible with a view to the conclusion of a commercial treaty.

Article IV.

The High Contracting Parties undertake to submit to conciliation and arbitration any dispute that may arise between them in regard to the application or interpretation of any treaties or conventions (including the present Treaty) concluded or to be concluded, which are not found capable of settlement in a friendly manner within a reasonable time by ordinary diplomatic procedure.

Article V.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at New York as soon as possible. It shall come into force one month after the exchange of ratifications.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at New York, on this 28th day of January, 1937, in French, in two copies, one of which shall be delivered to each of the signatory States.

(L. S.) F. CASTILLO NÁJERA.

(L. S.) Charles KUUSIK.

N° 4273.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD,
FRANCE, HONGRIE,
ITALIE ET SUISSE**

Convention concernant l'établissement du fonds agraire dit « Fonds A ». Signée à Berne, le 21 août 1931.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND,
FRANCE, HUNGARY, ITALY
AND SWITZERLAND**

Convention regarding the Constitution of an Agrarian Fund entitled "Fund A". Signed at Berne, August 21st, 1931.

N^o 4273. — CONVENTION¹ ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD, LA FRANCE, LA HONGRIE ET L'ITALIE, D'UNE PART, ET LA SUISSE, D'AUTRE PART, CONCERNANT L'ÉTABLISSEMENT DU FONDS AGRAIRE DIT « FONDS A ». SIGNÉE A BERNE, LE 21 AOUT 1931.

Texte officiel français communiqué par le chef de la délégation royale hongroise près la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 4 février 1938.

LES GOUVERNEMENTS DU ROYAUME-UNI DE LA GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, DU ROYAUME DE LA HONGRIE ET DE SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE ayant informé le Gouvernement de la Confédération suisse de la mise en vigueur des Accords² relatifs aux obligations résultant du Traité de Trianon signés à Paris, le 28 avril 1930, et notamment des Accords II et III prévoyant la constitution et l'organisation du Fonds agraire, dit Fonds A, institué par les Accords de La Haye du 20 janvier 1930,

Et LE GOUVERNEMENT DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE ayant pris acte de ces accords, Désireux de régler les conditions d'établissement en Suisse du Fonds agraire,

Sont convenus, par l'intermédiaire de leurs plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés, de ce qui suit :

Article premier.

Le Gouvernement suisse reconnaît la personnalité juridique du Fonds agraire.

Article II.

Le siège du Fonds agraire est établi à Bâle.

Article III.

Le Gouvernement suisse reconnaît que l'objet, la constitution, l'organisation, la gestion et la liquidation du Fonds agraire sont déterminés et régis par les Accords de Paris du 28 avril 1930.

Les dispositions du droit suisse s'appliqueront à titre supplétif en tant qu'elles ne seront pas en opposition avec lesdits accords.

¹ Entrée en vigueur le 28 décembre 1931.

² Vol. CXXI, page 69, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4273. — CONVENTION² BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, FRANCE, HUNGARY AND ITALY ON THE ONE PART, AND SWITZERLAND ON THE OTHER PART, REGARDING THE CONSTITUTION OF AN AGRARIAN FUND ENTITLED "FUND A". SIGNED AT BERNE, AUGUST 21ST, 1931.

French official text communicated by the Head of the Royal Hungarian Delegation to the League of Nations. The registration of this Convention took place February 4th, 1938.

THE GOVERNMENTS OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, OF THE FRENCH REPUBLIC, OF THE KINGDOM OF HUNGARY AND OF HIS MAJESTY THE KING OF ITALY, having informed the Government of the Swiss Confederation of the entry into force of the Agreements³ relating to the obligations resulting from the Treaty of Trianon signed at Paris on the 28th April, 1930, and especially of Agreements II and III providing for the constitution and the organisation of the Agrarian Fund, called Fund A, set up by the Hague Agreements of the 20th January, 1930,

And THE GOVERNMENT OF THE SWISS CONFEDERATION having taken note of these Agreements, Desiring to fix the conditions under which the Agrarian Fund should be established in Switzerland,

Have agreed, through their undersigned Plenipotentiaries, duly authorised to that effect, on the following :

Article I.

The Swiss Government recognises the juridical personality of the Agrarian Fund.

Article II.

The seat of the Agrarian Fund is established at Basle.

Article III.

The Swiss Government recognises that the object, the constitution, the organisation, the management and the liquidation of the Agrarian Fund are determined and governed by the Paris Agreements of the 28th April, 1930.

The dispositions of Swiss law shall apply in addition so far as they are not in opposition to the aforesaid Agreements.

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

² Came into force December 28th, 1931.

³ Vol. CXXI, page 69, of this Series.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

Article IV.

Sous réserve du deuxième alinéa, les droits, taxes et impôts rentrant dans les catégories suivantes ne seront pas perçus :

- a)* Droits, taxes et impôts sur tous actes et autres documents ayant trait à l'établissement du Fonds agraire à Bâle ou à la liquidation du Fonds ;
- b)* Droits, taxes et impôts prévus à l'occasion de l'émission des obligations du Fonds et droits, taxes et impôts prévus sur les coupons des obligations du Fonds ;
- c)* Droits, taxes et impôts sur le capital du Fonds, ses réserves, avoirs, dépôts et créances et ses revenus, quel que soit le mode ou le moment de la perception ;
- d)* Droits, taxes et impôts sur le transfert de la propriété de titres en tant que les contrats se rapportant à ce transfert sont conclus par le Fonds avec la Banque des règlements internationaux ou, par son intermédiaire, avec une contre-partie ne résidant pas en Suisse, sur tous les dépôts à court ou à long terme du Fonds auprès de la Banque des règlements internationaux et sur les intérêts de ces dépôts ;
- e)* Droits, taxes et impôts sur le chiffre d'affaires ;
- f)* Droits, taxes et impôts prévus à l'occasion d'actes ou documents quelconques concernant la répartition du Fonds et, en général, tous versements aux ayants droit.

Les dispositions de l'alinéa précédent ne portent pas atteinte au droit de la Suisse *a)* d'imposer les personnes résidant sur son territoire autres que le Fonds, *b)* d'exiger du Fonds le paiement du droit de timbre sur celles de ses obligations qui auront été mises sur le marché suisse et sur les intérêts de celles de ses obligations qui circulent en Suisse.

Article V.

Les susdites exemptions s'appliqueront aux impôts présents et futurs de quelque nom qu'on les désigne et quelle que soit l'autorité publique qui les lève.

En outre, sans préjudice des exemptions indiquées plus haut, il ne pourra être perçu sur le Fonds et sur ses opérations aucun impôt qui n'aurait pas un caractère général.

Article VI.

Le Fonds, ses biens et avoirs, ainsi que toutes remises effectuées par le Fonds ou à son profit résultant de transactions faites par lui dans l'exercice normal de son activité, ne pourront faire, ni en temps de paix, ni en temps de guerre, l'objet d'aucune mesure d'ordre administratif, telle que réquisition, séquestre, saisie, confiscation, défense ou restriction de la faculté d'effectuer des paiements à l'étranger ou de recevoir des paiements provenant de l'étranger ou de toute autre mesure analogue.

Article VII.

Les différends qui pourront s'élever au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente convention seront soumis, d'un commun accord entre la Suisse, d'une part, et les autres Puissances contractantes ou l'une ou plusieurs d'entre elles, d'autre part, à l'arbitrage.

Il demeure entendu que la sentence arbitrale sera considérée comme obligatoire par toutes les Parties contractantes, même si elle aura été rendue à la suite d'une procédure entre une partie des Etats contractants seulement.

A défaut d'accord sur le choix d'un arbitre unique ou sur la définition des questions à soumettre à l'arbitrage, chaque Partie pourra, par voie de simple requête, saisir du différend la Cour permanente de Justice internationale.

Article IV.

Subject to the second paragraph of this Article, the dues, taxes and duties coming within the following categories shall not be levied :

(a) Dues, taxes and duties on all deeds and other documents concerning the establishment of the Agrarian Fund at Basle or the liquidation of the Fund ;

(b) Dues, taxes and duties leviable on the occasion of the issue of the obligations of the Fund, and dues, taxes and duties leviable on the coupons of the Fund's obligations ;

(c) Dues, taxes and duties on the capital of the Fund, its reserves, assets, deposits and credits and its revenues, whatever may be the method or the time of their collection ;

(d) Dues, taxes and duties on the transfer of shares in so far as the contracts regarding the transfer are made by the Fund with the Bank for International Settlements, or through that Bank with a second party not resident in Switzerland, on all the deposits on short or long term of the Fund with the Bank for International Settlements, and on the interest of these deposits ;

(e) Dues, taxes and duties on the turnover ;

(f) Dues, taxes and duties leviable on the occasion of deeds or documents of any sort regarding the distribution of the Fund and generally all payments to rightful beneficiaries.

The provisions of the preceding paragraph do not interfere with the right of Switzerland (a) to tax persons, other than the Fund, residing on Swiss territory ; and (b) to demand payment from the Fund of stamp duty on those of the Fund's obligations which shall have been placed on the Swiss market, and on the interest on those of the Fund's obligations which circulate in Switzerland.

Article V.

The aforesaid exemptions shall apply to present and future taxes by whatever name they are designated and by whatever public authority they are imposed.

Further, without prejudice to the exemptions set out above, there shall not be levied on the Fund and on its operations any tax which has not a general character.

Article VI.

The Fund, its goods and its assets, as well as all payments carried out by the Fund or to its profit resulting from transactions carried through by it in the normal exercise of its activity, shall not be, either in time of peace or in time of war, the object of any measure of an administrative nature, such as requisition, sequestration, seizure, confiscation, prohibition or restriction of the power of making payments abroad, or of receiving payments coming from abroad, or of any other similar measure.

Article VII.

Any differences which may arise regarding the interpretation or the application of the present Convention shall be submitted, by agreement between Switzerland on the one hand and the other Contracting Parties or one or more of them on the other hand, to arbitration.

It remains understood that the arbitral decision shall be regarded as binding by all the Contracting Parties, even if it shall have been given as a result of a procedure between some of the contracting States only.

Failing agreement on the choice of a single Arbitrator or on the definition of the questions to be submitted to arbitration, each party shall have the right, by means of a unilateral application, to refer the matter to the Permanent Court of International Justice.

Article VIII.

La présente convention est conclue pour une durée de quinze ans. Si elle n'est pas dénoncée un an avant l'expiration de ce terme, elle sera considérée comme prorogée pour une nouvelle période de dix ans, et ainsi de suite.

La convention est conclue par le Gouvernement suisse sous réserve de ratification, et elle sera mise en vigueur dès qu'elle aura été ratifiée par la Suisse.

L'instrument de ratification sera déposé à Paris, auprès du Gouvernement de la France, lequel communiquera aux Puissances contractantes le jour du dépôt qui sera celui de l'entrée en vigueur de la convention.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont revêtu la présente convention de leurs signatures.

Fait à Berne, le vingt et un août mil neuf cent trente et un, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives de la Confédération suisse et dont des copies, certifiées conformes, seront remises aux autres Puissances contractantes.

*Pour le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord :*

Charles PEAKE.

Pour la France :

H. DE MARCILLY.

Pour la Hongrie :

F. DE PARCHER.

Pour l'Italie :

Giovanni MARCHI.

Pour la Suisse :

MOTTA.

Pour copie certifiée conforme :

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique fédéral,*

Signature m. p.

Vu pour l'authenticité :

Budapest, le 21 janvier 1938.

Pour le chef de la Section des traités,

Békássy,

Secrétaire ministériel.

Article VIII.

The present Convention is concluded for a period of 15 years. If it is not denounced one year before the expiration of this period it shall be deemed to be prolonged for a further period of 10 years, and so on thereafter.

The Swiss Government has entered into the Convention subject to ratification, and the Convention shall come into force as soon as it shall have been ratified by Switzerland.

The instrument of ratification shall be deposited at Paris with the French Government, which shall communicate to the contracting Powers the date of the deposit which shall be that on which the Convention shall come into force.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at Berne on the 21st day of August, 1931, in a single copy, which will remain deposited in the Archives of the Swiss Confederation and of which authenticated copies will be sent to the other contracting Powers.

*For the United Kingdom of Great Britain
and Northern Ireland :*

Charles PEAKE.

For France :

H. DE MARCILLY.

For Hungary :

F. DE PARCHER.

For Italy :

Giovanni MARCHI.

For Switzerland :

MOTTA.

N° 4274.

ESTONIE ET FINLANDE

Convention concernant la collaboration des brise-glaces appartenant aux deux Etats. Signée à Tallinn, le 14 janvier 1938.

ESTONIA AND FINLAND

Convention regarding Collaboration between Ice-Breakers belonging to the Two States. Signed at Tallinn, January 14th, 1938.

TEXTE ESTONIEN. — ESTONIAN TEXT.

N^o 4274. — EESTI JA SOOME VAHELINE RIIGI-JÄÄLÖHKUJATE KOOSTÖÖLEPING¹. TALLINNAS, 14. JAANUARIL 1938.

Textes officiels estonien et finnois communiqués par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 5 février 1938.

EESTI VABARIIGI RIIGIHOIDJA

ja

SOOME VABARIIGI PRESIDENT

soovides luua ja korraldada Eesti ja Soome vahelist riigi-jäälõhkujate koostööd, otsustasid sõlmida selleks lepingu ja nimetasid oma täisvolinikkudeks :

EESTI VABARIIGI RIIGIHOIDJA :

Härra Fr. AKEL'I, Eesti Välisminister,

SOOME VABARIIGI PRESIDENT :

Härra P. J. HYNINISE, Soome Erakorraline Saadik ja Täievoliline Minister Tallinnas,

kes pärast oma heas ja nõutud korras leitud täisvolituste vastastikku esitamist leppisid kokku järgmistes eeskirjades :

1. Kumbki lepinguosaline kohustub, kuivõrd oma maa laevasõidutingimused seda võimaldavad, andma teisele lepinguosalisele kasutamiseks oma jäälõhkujaid.

2. Eesti ja Soome laevasõidu administratsioonid teatavad üksteisele jäälõhkuja kasutamisele võtmise soovist või kasutamise loobumisest või tagasinõudmisest. Jäälõhkuja tagasinõudmist on kumbki lepinguosaline kohustatud viivitamata täitma.

3. Jäälõhkuja antakse kasutada varustatult täieliku laevaperega, varustuse ja kütteinete tagavaraga. Jäälõhkujate kütteinete tagavarade ja nende täiendamise kohta võivad kummagi administratsiooni esindajad vajaduse korral sõlmida omavahelisi kokkuleppeid.

4. Jäälõhkujate üleandmisel ja tagasiandmisel vaatavad üle neid ja nende kütteinete jne. tagavarad kummagi administratsiooni esindajad ja hindavad nende väärtuse ning koostavad ülevaatusete tulemuste kohta akti.

5. Kumbki administratsioon on kohustatud, kasutades teisepoole jäälõhkujat, pidama jäälõhkujal lootsi ja on tal õigus paigutada laevale ka sideohvitseri.

6. Teisepoole jäälõhkujat ei või kasutada sõjalisteks otstarveteks või sõjast ohustatud piirkonnis. Jäälõhkujat võib kasutada ainult nendes vetes, kust tema 24 tunni jooksul võib oma maa sadamasse tagasi tulla.

7. Jäälõhkuja loetakse teise lepinguosalise kasutamisel olevaks sellest momendist, kui ta asub teele abistama teist lepinguosalist jäälõhkumistöös, selle momendini kui talle või ta kodumaa vastavatele ametivõimudele on teatatud, et teda enam ei vajata või kui ta asub abistama oma maa laevaühendust.

8. Kumbki lepinguosaline on kohustatud tasuma teise lepinguosalise jäälõhkuja kasutamise kestel jäälõhkumistöös tekkinud kulud :

¹ Entrée en vigueur le 2 février 1938.

TEXTE FINNOIS. — FINNISH TEXT.

N^o 4274. — VIRON JA SUOMEN VÄLINEN VALTIONJÄÄNSÄRKIJÄIN
YHTEISTOIMINTASOPIMUS¹, ALLEKIR JOITETTU TALLINNASSA,
14 PÄIVÄNÄ TAMMIKUUTA 1938.

Estonian and Finnish official texts communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place February 5th, 1938.

VIRON TASAVALLAN VALTIONHOITAJA
ja

SUOMEN TASAVALLAN PRESIDENTTI
haluten aikaansaada ja järjestää Viron ja Suomen välisen valtionjäänsärkijäin yhteistoiminnan, ovat päättäneet tehdä sitä koskeven sopimuksen ja sitä varten valtuuttaneet :

VIRON TASAVALLAN VALTIONHOITAJA :

Herra Fr. AKELIN, Viron Ulkoasiainministerin,

SUOMEN TASAVALLAN PRESIDENTTI :

Herra P. J. HYNINEN, Suomen Erikoislähettilään ja Täysivaltaisen Ministerin Tallinnassa, jotka, esitettyään toisilleen oikeiksi ja asianmukaisiksi havaitut valtakirjansa, ovat sopineet seuraavasta :

1. Kumpikin sopimuspuoli sitoutuu, mikäli oman maan merenkulku sallii, antamaan toisen sopimuspuolen käytettäväksi jäänsärkijöitään.

2. Viron ja Suomen merenkulkuhallitukset ilmoittavat toisilleen, milloin ne haluavat saada jäänsärkijän käytettäväksi tai luopua sen käyttämisestä tai vaatia sen palauttamista. Jäänsärkijän palautuspyynnön on kumpikin sopimuspuoli velvollinen viipymättä täyttämään.

3. Jäänsärkijät luovutetaan käytettäväksi varustettuina täydellisellä miehistöllä, varustuksella ja polttoainevarastolla. Jäänsärkijäin polttoainevarastoista ja niiden täydentämisestä voivat kummankin maan merenkulkuhallitusten edustajat tarpeen vaatiessa sopia keskenään.

4. Jäänsärkijöitä luovutettaessa ja palautettaessa tarkastavat kummankin merenkulkuhallituksen edustajat ne ja niiden polttoaine- y.m. varastot ja arvioivat niiden arvot sekä laativat tarkastuksen tuloksista pöytäkirjan.

5. Kumpikin merenkulkuhallitus on velvollinen käyttäessään toisen sopimuspuolen jäänsärkijää pitämään jäänsärkijällä luotsia ja oikeutettu sijoittamaan siihen yhdysupseerin.

6. Toisen sopimuspuolen jäänsärkijää ei saa käyttää sotilaallisiin tarkoituksiin eikä sodan uhkaamilla alueilla. Jäänsärkijää saa käyttää vain sellaisilla vesialueilla, joista se 24 tunnin kuluessa voi palata oman maan satamaan.

7. Jäänsärkijän katsotaan olevan toisen sopimuspuolen käytettävänä siitä hetkestä asti, jolloin se lähtee avustamaan toisen sopimuspuolen jäänsärkemistyötä siihen hetkeen asti, jolloin sille tai sen kotimaan asianomaiselle viranomaiselle on ilmoitettu, ettei sitä enää tarvita tai jolloin se ryhtyy avustamaan oman maansa meriliikennettä.

8. Kumpikin sopimuspuoli on velvollinen korvaamaan toisen sopimuspuolen jäänsärkijän käyttämisestä jäänsärkijäkäytön aikana syntyneet kulut :

¹ Came into force February 2nd, 1938.

1. Korraliste kuludena :

- a) jäälohkuja sadama-, tuletorni-, lootsi- ja teised maksud,
- b) jäälohkuja kütteinete, määrdeõlide ja muude tarbeainete kulud,
- c) jäälohkuja laevapere palgad, päevarahad ja muud tasud,
- d) jäälohkuja ettenägemata kuludena igalt öö-päevalt, kui jäälokuja võimsus on

alla 1.000 IHI — Kr. 100.— või Smk. 1.275.—

üle 1.000 IHI — kuni 2.999 — Kr. 150.— või Smk. 1.875.—

üle 2.999 IHI — Kr. 200.— või Smk. 2.500.—

Lit. a tähendatud kulud tasutakse selle maa ametivõimude poolt, kelle kasutada jäälokuja on. Lit. c tähendatud kulud tasutakse selle lepinguosalise normide järgi, kellel need on kõrgemad. Lit. b, c ja d tähendatud kulud tasutakse teise lepinguosalise kodumaa rahas. Lit. b ja c tähendatud kulud tasutakse silmapilgust peale, mil jäälokujat hakatakse varustama kasutamiseks teise lepinguosalise poolt kuni silmapilguni, mil tema jõuab kodumaale või asub abistama oma kodumaa laevaühendust või kuni 24 tundi on möödunud sellest, kui jäälokuja kodumaa ametivõimudele on teatavad, et teine lepinguosaline ei vaja enam tema abi.

2. Erakorraliste kuludena :

a) jäälokujale tekkinud vigastused või uppumisest tekkinud kahjud, milliste kahjude eest aga see lepinguosaline, kes on kohustatud need eeskätt tasuma, on õigustatud nõudma tasu süüdlaselt, ja

b) jäälokuja laevapere õnnetusjuhtude kahjud samuti ka laevaõnnetusest laevapere varandusele tekkinud kahjud jäälokuja kodumaa sellekohaste seaduste või nende puudumisel, soveldavais punktides teise lepinguosalise seaduste kohaselt.

Kui teise lepinguosalise kasutamisel olev jäälokuja vigastub, siis on kasutaja kohustatud parandama vigastuse. Parandamise ajaks on teine lepinguosaline kohustatud andma selle jäälokuja omanikule tasuta kasutada vähemalt sama suuruse ja võimsusega jäälokuja, kuid mitte rohkem kui üheks aastaks.

Kui teise lepinguosalise kasutamisel olev jäälokuja muutub täiesti sõidukõlbmatuks või hukkub, siis on teine lepinguosaline kohustatud andma selle jäälokuja omanikule tasuta kasutada vähemalt sama suuruse ja võimsusega jäälokuja kuni uue jäälokuja kättesaamiseni, kuid mitte rohkem kui kaheks aastaks.

Kui eelmistel juhtudel teine lepinguosaline ei anna kasutamisele jäälokujat, siis on vigastunud, täiesti sõidukõlbmatuks või hukkunud jäälokuja omanikul õigus rentida eelmainitud ajaks vastav jäälokuja teise lepinguosalise kulul.

9. Jäälokujate kasutamisest tekkinud kulude arved esitavad administratsioonid üksteisele.

Kumbki administratsioon on õigustatud teise lepinguosalise jäälokuja kasutamise korral andma jäälokuja töötamise puutuvaid korraldusi. Jäälokuja juht on õigustatud jätma täitmata neid korraldusi, millised tema leiab olevat ilmselt ohtlikud jäälokujale.

10. Käesoleva kokkuleppe täitmisel lepinguosaliste administratsioonide vahel tekkivad lahkarvamised lahendavad lepinguosaliste maade valitsused.

11. Käesolev leping jõustub 5 päeva pärast seda, kui nõutavad seaduslikud toimingud kummaski maas on sooritatud.

Käesolev leping on sõlmitud määramata ajaks, kuid kummalegi lepinguosalisele on jäetud õigus selle ülesütlemiseks. Leping lakkab kehtimast kuus kuud pärast ülesütlemist.

Tehtud Tallinnas, 14. jaanuaril 1938, kahes eksemplaris eesti ja soome keeles.

(L. S.) Fr. AKEL.

(L. S.) P. J. HYNINEN.

1. Tavalliset kulut :

- a) jäänsärkijän satama-, majakka-, luotsaus- y.m. maksut,
- b) jäänsärkijän polttoaine-, voiteluöljy- y.m. tarvikkeiden kulut,
- c) jäänsärkijän miehistön palkat, päivärahat y.m. korvaukset,
- d) jäänsärkijän satunnaisina kuluina joka vuorokaudelta, jos jäänsärkijän voimakkuus on
 - alle 1.000 IHV — Kr. 100 :— tai Smk. 1.275 :—
 - yli 1.000 IHV — 2.999 asti — Kr. 150 :— tai Smk. 1.875 :—
 - yli 2.999 IHV — Kr. 200 :— tai Smk. 2.500 :—.

Kirjaimilla *a* merkityt kulut suoritetaan sen maan viranomaisen toimesta, jonka käytettävänä jäänsärkijä on. Kirjaimella *c* merkityt kulut suoritetaan sen sopimuspuolen normien mukaan, jolla ne ovat korkeammat. Kirjaimilla *b*, *c* ja *d* merkityt kulut suoritetaan jäänsärkijän toisen sopimuspuolen kotimaan rahassa. Kirjaimilla *b* ja *c* merkityt kulut suoritetaan siitä asti, jolloin jäänsärkijää aletaan varustaa toisen sopimuspuolen käytettäväksi, siihen saakka, jolloin se palaa kotimaahansa tai ryhtyy avustamaan kotimaansa meriliikennettä tahi kunnes kaksikymmentäneljä tuntia on kulunut siitä, kuin jäänsärkijän kotimaan viranomaiselle on ilmoitettu, ettei toinen sopimusmaa enää sen apua tarvitse.

2. Erikoiskulut :

a) jäänsärkijälle vaurioiden tai uppoamisen aiheuttamat vahingot, joista se sopimuspuoli, jonka on ne ensi kädessä korvattava, kuitenkin on oikeutettu saamaan korvausta syylliseltä ; ja

b) jäänsärkijän miehistön tapaturmien aiheuttamat vahingot, kuinmyöskin laivaonnettomuksien laivan miehistön omaisuudelle aiheuttamat vahingot jäänsärkijän kotimaan lainsäädännön tai säännösten puuttuessa soveltuvin kohdin toisen sopimusmaan lainsäädännön mukaan.

Jos jäänsärkijä ollessaan toisen sopimuspuolen käytettävänä vahingoittuu, on käyttäjä velvollinen sen korjauttamaan. Korjauksen ajaksi on toinen sopimuspuoli velvollinen antamaan jäänsärkijän omistajalle korvauksetta käytettäväksi vähintään yhtä suuren ja voimakkaan jäänsärkijän korkeintaan kuitenkin vuodeksi.

Jos jäänsärkijä ollessaan toisen sopimuspuolen käytettävänä, joutuu käyttökelvottomaksi tai uppoaa, on toinen sopimuspuoli velvollinen antamaan jäänsärkijän omistajalle korvauksetta käytettäväksi vähintään yhtä suuren ja voimakkaan jäänsärkijän uuden jäänsärkijän vastaanottoon saakka, korkeintaan kuitenkin 2 vuodeksi.

Jos toinen sopimuspuoli edellämainituissa tapauksissa ei luovuta korvauksetta jäänsärkijää käytettäväksi, niin on vahingoittuneen, käyttökelvottoman tai uponneen jäänsärkijän omistajalla oikeus vuokrata edellämainituksi ajaksi vastaava jäänsärkijä toisen sopimuspuolen kustannuksella.

9. Jäänsärkijän käyttämisestä aiheutuneiden kulujen laskut esittävät merenkulkuhallitukset toisilleen.

Kumpikin merenkulkuhallitus on oikeutettu käyttäessään toisen sopimuspuolen jäänsärkijää antamaan jäänsärkijän työtä koskevia määräyksiä. Jäänsärkijän päällikkö on oikeutettu jättämään täyttämättä ne määräykset, jotka hän katsoo ilmeisesti jäänsärkijälle vaarallisiksi.

10. Tätä sopimusta sovellettaessa sopimuspuolten välillä syntyneet erimielisyydet ratkaisevat sopimusmaiden hallitukset.

11. Tämä sopimus tulee voimaan viisi päivää sen jälkeen, kun asian vaatimat lainsäädäntötoimenpiteet kummassakin maassa on suoritettu.

Tämä sopimus on tehty määräämättömäksi ajaksi, mutta kummallekin sopimuspuolelle on pidätetty oikeus sen irtisanomiseen. Sopimus lakkaa olemasta voimassa kuusi kuukautta irtisanomisen jälkeen.

Tehtiin Tallinnassa 14 päivänä tammikuuta 1938 kaksin viron- ja suomenkielisen kappalein.

(L. S.) Fr. AKEL.

(L. S.) P. J. HYNNINEN.

¹ TRADUCTION.

N^o 4274. — CONVENTION ENTRE L'ESTONIE ET LA FINLANDE
CONCERNANT LA COLLABORATION DES BRISE-GLACE
APPARTENANT AUX DEUX ÉTATS. SIGNÉE A TALLINN, LE
14 JANVIER 1938.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE

et

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE,

En vue de réaliser et de réglementer la coopération des brise-glace entre l'Estonie et la Finlande, ont décidé de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE :

M. Fr. AKEL, ministre des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

M. P. J. HYNNINEN, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Tallinn ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

1. Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage, pourvu que la navigation de son pays le permette, à laisser utiliser ses brise-glace par l'autre Partie.

2. Les Administrations maritimes de l'Estonie et de la Finlande s'avertiront réciproquement lorsqu'elles auront besoin des brise-glace ou lorsqu'elles cesseront de les employer et voudront les renvoyer.

3. Les brise-glace seront livrés prêts à l'usage, avec leur équipage, leur équipement et un stock de combustible complet.

4. En livrant et en rendant les brise-glace, les représentants des deux administrations maritimes contrôleront les bateaux et les stocks de combustibles, etc., en évalueront le prix et en dresseront procès-verbal.

5. Chacune des deux administrations maritimes, lorsqu'elle utilisera le brise-glace de l'autre Partie contractante, sera obligée d'avoir un pilote à bord dudit brise-glace et aura en outre le droit d'y placer un officier de liaison.

6. Il est interdit à chacune des deux Parties contractantes d'employer le brise-glace de l'autre pour des fins militaires ou dans des eaux menacées par la guerre. Le brise-glace ne devra être utilisé que dans les eaux d'où il peut regagner en vingt-quatre heures le port de son pays.

7. Le brise-glace est considéré comme étant à la disposition de l'autre Partie contractante dès le moment où il part en vue d'aider au travail des brise-glace de l'autre Partie contractante jusqu'au moment où le brise-glace ou les autorités compétentes auront été averties que son assistance n'est plus nécessaire, ou jusqu'au moment où il commencera à aider la navigation de son propre pays.

8. Chacune des Parties contractantes est tenue d'indemniser l'autre Partie des frais résultant de l'usage du brise-glace de l'autre Partie :

1. Frais ordinaires :

a) Quayage, frais de phare, de pilotage, etc.

b) Combustibles, graissage et autres matériaux à l'usage du brise-glace.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 4274. — CONVENTION BETWEEN ESTONIA AND FINLAND
REGARDING COLLABORATION BETWEEN ICE-BREAKERS
BELONGING TO THE TWO STATES. SIGNED AT TALLINN,
JANUARY 14TH, 1938.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF ESTONIA

and

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND,

With a view to ensuring and regulating co-operation between Estonia and Finland in the matter of the use of ice-breakers, have decided to conclude a Convention for that purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF ESTONIA :

M. FR. AKEL, Minister for Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND :

M. P. J. HYNNINEN, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Tallinn ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

1. Each of the High Contracting Parties undertakes, provided that his shipping requirements allow, to permit his ice-breakers to be used by the other Party.

2. The maritime authorities of Estonia and of Finland shall notify each other when they require ice-breakers or when they have finished using them and wish to return them.

3. The ice-breakers shall be delivered ready for use, complete with crews, stores and full supplies of fuel.

4. When ice-breakers are delivered or returned, the representatives of each of the two maritime authorities shall inspect the vessels, check the supplies of fuel, etc., estimate the cost thereof and draw up a report.

5. Each of the two maritime authorities, when using an ice-breaker of the other Contracting Party, shall be obliged to have a pilot on board the said ice-breaker and shall further be entitled to place a liaison officer thereon.

6. Neither Contracting Party may use an ice-breaker of the other for military purposes or in waters where there is a threat of war. An ice-breaker may be used only in waters from which it can return to its home port in its own country in twenty-four hours.

7. An ice-breaker shall be considered as being at the disposal of the other Contracting Party as from the moment of its departure for the purpose of assisting in the work of the ice-breakers of the other Contracting Party and either until such time as the ice-breaker or the competent authorities have been notified that its assistance is no longer necessary or until such time as it starts to assist the shipping of its own country.

8. Each of the Contracting Parties shall indemnify the other Party for the expenses incurred in the use of an ice-breaker belonging to that Party :

I. Ordinary expenses :

(a) Harbour dues, lighthouse dues, pilot fees, etc.

(b) Fuel, lubricants and other supplies for the use of the ice-breaker.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

- c)* Salaire de l'équipage, des journaliers, et autres indemnités.
d) Frais accessoires par journée : si la puissance du brise-glace est de :
 Moins de 1.000 CV, 100 couronnes estoniennes ou 1.275 Marks finlandais ;
 Plus de 1.000 CV jusqu'à 2.999 CV, 150 couronnes estoniennes ou 1.875 Marks finlandais ;
 Plus de 2.999 CV, 200 couronnes estoniennes ou 2.500 Marks finlandais.

Les frais indiqués sous la lettre *a)* seront réglés par l'autorité compétente du pays à la disposition duquel le brise-glace aura été placé. Les frais marqués sous la lettre *c)* seront payés sur la base du tarif le plus élevé en vigueur dans l'un ou l'autre des deux pays contractants. Les frais marqués sous les lettres *b)*, *c)* et *d)* seront réglés dans la monnaie de l'autre Partie contractante. Les frais marqués sous les lettres *b)* et *c)* seront payés depuis le moment où l'on aura commencé à équiper le brise-glace en vue de son emploi par l'autre Partie contractante jusqu'au moment où il sera rentré dans son propre pays, ou bien jusqu'au moment où il aura commencé à aider la navigation de son pays, ou bien jusqu'à l'expiration d'une période de 24 heures comptée à partir du moment où les autorités compétentes du pays auquel appartient le brise-glace auront été averties que l'autre Partie contractante n'en a plus besoin.

2. Frais spéciaux :

a) Les dégâts causés au brise-glace par suite d'avaries ou de naufrage pour lesquels la Partie contractante tenue en premier lieu d'en régler les frais a le droit d'exiger de la partie responsable des dommages-intérêts.

b) Les pertes ou dommages subis à la suite d'accidents survenus à l'équipage et les dégâts subis, à la suite de naufrage, par les biens de l'équipage ; en l'absence de législation ou de réglementation dans le pays auquel appartient le brise-glace, la législation de l'autre Partie contractante sera appliquée.

Si le brise-glace mis à la disposition de l'autre Partie contractante est endommagé, cette dernière est tenue de le faire réparer. Pendant la période des réparations, l'autre Partie contractante mettra à la disposition du propriétaire du brise-glace, sans indemnité, un autre brise-glace, au moins aussi grand et aussi puissant, mais pour une période d'un an au maximum.

Si le brise-glace mis à la disposition de l'autre Partie contractante devient inutilisable ou coule, l'autre Partie contractante est tenue de mettre, sans indemnité, à la disposition du propriétaire du brise-glace, un brise-glace au moins aussi grand et aussi puissant que l'autre jusqu'à la livraison d'un nouveau brise-glace, mais pour une période de deux ans au maximum.

Si l'autre Partie contractante, dans le cas cité plus haut, ne met pas un brise-glace à la disposition du propriétaire du brise-glace endommagé, inutilisable ou coulé, le propriétaire a le droit de louer, aux frais de l'autre Partie contractante, et pour la période mentionnée ci-dessus, un brise-glace identique.

9. Les administrations maritimes se communiqueront l'une à l'autre les frais résultant de l'usage du brise-glace.

Chaque administration a le droit, en employant le brise-glace de l'autre, de donner des ordres concernant le travail du brise-glace. Le commandant du brise-glace a le droit de ne pas exécuter des ordres qu'il trouve manifestement dangereux pour le brise-glace.

10. Tous les différends relatifs à l'interprétation ou au mode d'application de la présente convention seront réglés par les gouvernements des Parties contractantes.

11. La présente convention entrera en vigueur cinq jours après la date à laquelle les formalités législatives auront été remplies dans les deux pays.

La présente convention est conclue pour une durée indéterminée, les Hautes Parties contractantes ayant le droit de dénonciation. La convention cessera d'être en vigueur six mois après la dénonciation.

Fait à Tallinn, le 14 janvier 1938, en deux exemplaires, en langues finnoise et estonienne.

(L. S.) Fr. AKEL.

(L. S.) P. J. HYNINEN.

- (c) Pay of the crew and labourers' and other wages.
 (d) Miscellaneous expenses per day as follows, if the power of the ice-breaker is :
 Less than 1,000 H.P., 100 Estonian crowns or 1,275 Finnish marks ;
 Between 1,000 H.P. and 2,999 H.P., 150 Estonian crowns or 1,875 Finnish marks ;
 Over 2,999 H.P., 200 Estonian crowns or 2,500 Finnish marks.

The expenses specified under (a) above shall be paid by the competent authority of the country at the disposal of which the ice-breaker has been placed. The expenses specified under (c) above shall be paid on the basis of the highest rate in force in either of the two contracting countries. The expenses specified under (b), (c) and (d) above shall be paid in the currency of the other Contracting Party. The expenses specified under (b) and (c) above shall be paid as from the time when the fitting out of the ice-breaker with a view to its use by the other Contracting Party is started until the time when it returns to its own country or starts to assist the shipping of its own country, or until the expiration of a period of 24 hours from the time when the competent authorities of the country to which the ice-breaker belongs are notified that the other Contracting Party no longer requires it.

2. Special expenses :

(a) Damage to the ice-breaker resulting from mishap or wreck, in respect of which the Contracting Party primarily liable for the payment of the cost thereof is entitled to demand damages from the party responsible.

(b) Loss or damage suffered as the result of accidents to the crew and damage, as the result of shipwreck, to the crew's property ; in the absence of laws or regulations in the country to which the ice-breaker belongs, the laws of the other Contracting Party shall be applied.

If the ice-breaker placed at the disposal of the other Contracting Party is damaged, the latter shall have it repaired. During the period when repairs are being carried out, the other Contracting Party shall place at the disposal of the owner of the ice-breaker, without payment, another ice-breaker at least as large and as powerful, but only for a period not exceeding one year.

If the ice-breaker placed at the disposal of the other Contracting Party becomes unfit for use or sinks, the other Contracting Party shall, without payment, place at the disposal of the owner of the ice-breaker another ice-breaker at least as large and as powerful until the delivery of a new ice-breaker, but for a period not exceeding two years.

If the other Contracting Party does not, in the case mentioned above, place an ice-breaker at the disposal of the owner of the ice-breaker which has been damaged, is unfit for use or has sunk, the owner shall be entitled to hire a similar ice-breaker at the expense of the other Contracting Party and for the period mentioned above.

9. The maritime authorities shall notify each other of expenses resulting from the use of ice-breakers.

Each authority shall be entitled when using an ice-breaker of the other to give orders regarding the work of the ice-breaker. The officer in command of the ice-breaker shall be entitled to refuse to carry out orders which he considers manifestly dangerous for the ice-breaker.

10. All disputes concerning the interpretation or mode of application of the present Convention shall be settled by the Governments of the Contracting Parties.

11. The present Convention shall come into force five days after the date on which the legislative formalities connected therewith have been effected in the two countries.

The present Convention is concluded for an unlimited period, the High Contracting Parties having the right to denounce it. The Convention shall cease to be in force six months after denunciation thereof.

Done at Tallinn, this 14th day of January, 1938, in duplicate, in the Finnish and Estonian languages.

(L. S.) FR. AKEL.

(L. S.) P. J. HYNNINEN.

N° 4275.

**UNION ÉCONOMIQUE
BELGO-LUXEMBOURGEOISE
ET ESTONIE**

Arrangement commercial et de transfert. Signé à Tallinn, le 13 janvier 1938.

**ECONOMIC UNION OF
BELGIUM AND LUXEMBURG
AND ESTONIA**

Agreement regarding Commercial Relations and Transfers. Signed at Tallinn, January 13th, 1938.

N^o 4275. — ARRANGEMENT¹ COMMERCIAL ET DE TRANSFERT ENTRE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE ET L'ESTONIE. SIGNÉ A TALLINN, LE 13 JANVIER 1938.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 7 février 1938.

LE GOUVERNEMENT ESTONIEN et LE GOUVERNEMENT BELGE, agissant tant en son nom qu'au nom DU GOUVERNEMENT LUXEMBOURGEOIS en vertu d'accords existants, animés du désir de développer le plus possible les relations commerciales entre les deux Parties, ont décidé de compléter le Traité² de commerce et de navigation du 28 septembre 1926 entre l'Estonie et l'Union économique belgo-luxembourgeoise par l'arrangement dont la teneur est reproduite ci-après :

I.

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour poursuivre la réalisation de l'équilibre des échanges commerciaux comme principe fondamental de leurs relations économiques.

Si la valeur des importations de l'une des Parties dans le territoire de l'autre atteignait 20 % de plus que la valeur des importations de l'autre dans le territoire de la première après une période d'au moins six mois à dater de la signature du présent arrangement, la seconde Partie aurait la faculté de demander l'ouverture immédiate de négociations. Si ces négociations n'aboutissaient pas à une solution favorable dans un délai de trente jours, la seconde Partie aurait le droit de dénoncer le présent arrangement pour lui faire cesser ses effets trente jours après cette dénonciation.

II.

L'Eesti Pank dûment autorisée à cet effet s'engage à délivrer en devises libres sans délai ni restriction les moyens de paiement nécessaires au règlement des créances commerciales résultant de l'importation en Estonie de marchandises belges ou luxembourgeoises à condition que les importateurs de ces marchandises aient obtenu préalablement soit une licence d'importation du Ministère de l'Economie nationale (entraînant automatiquement l'autorisation d'obtenir des devises) soit une autorisation de devises de l'Eesti Pank.

Le Gouvernement estonien s'engage à donner sans délai ni restrictions dans la limite prévue à l'article premier les autorisations prévues au paragraphe ci-dessus nécessaires à l'importation et au paiement de tous produits belges et luxembourgeois, compte tenu du courant normal des échanges entre les deux Parties et de la situation du marché estonien des produits en question.

¹ Entré en vigueur le 13 janvier 1938.

² Vol. LXII, page 433, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4275. — AGREEMENT² REGARDING COMMERCIAL RELATIONS AND TRANSFERS BETWEEN THE ECONOMIC UNION OF BELGIUM AND LUXEMBURG AND ESTONIA. SIGNED AT TALLINN, JANUARY 13TH, 1938.

French official text communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place February 7th, 1938.

THE ESTONIAN GOVERNMENT and THE BELGIAN GOVERNMENT, acting both on its own behalf and on behalf of THE LUXEMBURG GOVERNMENT in virtue of existing agreements, being desirous of developing to the greatest possible extent commercial relations between the two Parties, have decided to supplement the Treaty³ of Commerce and Navigation between Estonia and the Economic Union of Belgium and Luxemburg of September 28th, 1926, by the following Agreement :

I.

The High Contracting Parties agree that it shall be their object to achieve equilibrium in their commercial exchanges, this being a fundamental principle in their economic relations.

If, not less than six months after the signature of the present Agreement, the value of the imports from one of the Parties into the territory of the other exceeds by 20 % the value of the imports of the other Party into the territory of the first, the second Party shall have the right to demand the immediate opening of negotiations. Should the negotiations not lead to a satisfactory solution within thirty days, the second Party shall have the right to denounce the present Agreement, which shall lapse thirty days after such denunciation.

II.

The Eesti Pank, being duly authorised for the purpose, undertakes to supply in free foreign currencies, without delay or restriction, the requisite means of payment for the settlement of commercial debts in respect of Belgian or Luxemburg goods imported into Estonia, provided that the importers of such goods have previously obtained an import licence from the Ministry of National Economy (carrying with it authorisation to obtain foreign currency) or an authorisation for foreign currency from the Eesti Pank.

The Estonian Government undertakes to grant without delay or restrictions, within the limits laid down in Article I, the authorisations specified in the foregoing paragraph for importation and payment in respect of all Belgian and Luxemburg products, taking duly into account the normal movement of trade between the two Parties and the conditions of the market for the said products in Estonia.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Came into force January 13th, 1938.

³ Vol. LXII, page 433, of this Series.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

III.

Le Gouvernement estonien s'engage, d'autre part, et dès la mise en vigueur du présent arrangement, à assurer le transfert immédiat en devises des sommes échues avant la date de l'entrée en vigueur du présent arrangement et dues à des créanciers dans l'Union économique belgo-luxembourgeoise pour importation de marchandises belgo-luxembourgeoises en Estonie, mais dont le transfert n'a pas été effectué en raison de l'impossibilité dans laquelle se sont trouvés les débiteurs de se procurer les devises nécessaires auprès de l'Eesti Pank.

Sont considérées comme créances nouvelles, celles qui sont nées d'importations effectuées à dater de la mise en vigueur du présent arrangement.

Seront assimilées aux créances nouvelles, celles qui sont nées d'importations effectuées antérieurement à la date de la mise en vigueur du présent arrangement et non échues à cette dernière date.

IV.

Préalablement à l'exportation, les vendeurs dans l'Union économique belgo-luxembourgeoise seront tenus de soumettre au visa de l'Office de Compensation belgo-luxembourgeois une copie de la facture.

De même, le Gouvernement estonien soumettra les exportations de marchandises estoniennes à destination de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, au visa préalable des factures se rapportant auxdites exportations.

L'Office de Compensation belgo-luxembourgeois aura le droit de subordonner l'apposition du visa ci-dessus indiqué à la présentation d'une attestation prouvant la délivrance soit d'une licence d'importation soit de l'autorisation préalable de l'Eesti Pank, visées dans l'article II.

L'importation des marchandises estoniennes dans l'Union économique belgo-luxembourgeoise est subordonnée à la production d'une copie de la facture.

Les factures visées de la sorte se substitueront automatiquement aux certificats d'origine ou à tous autres documents qui pourraient éventuellement être exigés en exécution des lois et règlements en Estonie et dans l'Union économique belgo-luxembourgeoise à l'importation de marchandises.

Les copies de factures, dont il est question ci-dessus, devront être certifiées conformes par les vendeurs et contiendront les noms et adresses du vendeur et de l'acheteur, la date de l'échéance et autres conditions de paiement.

V.

La cession des devises nécessaires en Estonie par l'Eesti Pank pour les créances commerciales dites nouvelles ne pourra s'effectuer que sur production d'une copie de la facture visée par l'Office de Compensation belgo-luxembourgeois.

L'Eesti Pank et l'Office de Compensation se transmettront réciproquement le 15 de chaque mois l'état récapitulatif pour le mois précédent des factures qui leur ont été présentées d'une part avant l'exportation, d'autre part en Estonie au moment du paiement des marchandises et dans l'Union économique belgo-luxembourgeoise à l'importation.

VI.

La valeur de l'importation des produits belgo-luxembourgeois en Estonie sera établie sur la base des factures d'exportation visées par l'Office de Compensation belgo-luxembourgeois, ainsi qu'il est dit ci-dessus. La valeur de l'importation des produits estoniens dans l'Union économique belgo-luxembourgeoise sera établie sur la base des factures visées par l'Eesti Pank et présentées à la douane belge.

Le calcul de la valeur des marchandises échangées suivant les dispositions du présent arrangement se fera sur la base des prix c.i.f. ports estoniens respectivement belges.

Il est bien entendu que si des marchandises estoniennes étaient présentées à la douane belge sans être accompagnées d'une facture visée par le Gouvernement estonien, il en serait néanmoins

III.

The Estonian Government undertakes, further, on the entry into force of the present Agreement, to ensure the immediate transfer in foreign currency of sums which were due for payment before the date of the entry into force of the Agreement and are owed to creditors in the Economic Union of Belgium and Luxemburg for imports of Belgo-Luxemburg goods into Estonia, but the transfer of which has not been effected by reason of the fact that the debtors could not obtain the necessary foreign currency from the Eesti Pank.

New debts shall be held to mean debts in respect of goods imported after the entry into force of the present Agreement.

Debts in respect of goods imported before the entry into force of the present Agreement which are not payable until after that date shall be assimilated to new debts.

IV.

Before export, vendors in the Economic Union of Belgium and Luxemburg shall be required to submit a copy of the invoice to the Office de Compensation belgo-luxembourgeois for visa.

Similarly, the Estonian Government shall make exports of Estonian goods to the Economic Union of Belgium and Luxemburg conditional on the previous issue of a visa for the invoices relating to the said exports.

The Office de Compensation belgo-luxembourgeois shall have the right to make the aforesaid visa conditional on the production of a certificate proving the issue of an import licence or previous authorisation by the Eesti Pank, as stipulated in Article II.

The importation of Estonian goods into the Economic Union of Belgium and Luxemburg shall be conditional on the production of a copy of the invoice.

Invoices bearing this visa shall automatically be substituted for certificates of origin or for any other documents that may be required on the importation of goods under the laws and regulations in Estonia and in the Economic Union of Belgium and Luxemburg.

Copies of the above-mentioned invoices must be certified by the vendors to be true copies and must contain the name and address of the vendor and purchaser, the date on which payment is due and any other conditions of payment.

V.

The transfer of the requisite foreign currency in Estonia by the Eesti Pank for commercial debts described as new may be effected only on production of a copy of the invoice bearing the visa of the Office de Compensation belgo-luxembourgeois.

The Eesti Pank and the Office de Compensation shall communicate to one another on the 15th of each month a summary statement for the preceding month of the invoices which have been presented to them, on the one hand, before the export of the goods, and, on the other, in Estonia at the time of payment and in the Economic Union of Belgium and Luxemburg on importation.

VI.

The value of Belgo-Luxemburg products imported into Estonia shall be calculated on the basis of the export invoices bearing the visa of the Office de Compensation belgo-luxembourgeois as stipulated above. The value of Estonian products imported into the Economic Union of Belgium and Luxemburg shall be calculated on the basis of the invoices bearing the visa of the Eesti Pank presented to the Belgian Customs.

The value of goods exchanged under the provisions of the present Agreement shall be calculated on the basis of c. i. f. prices for Estonian or Belgian ports.

It is understood that if Estonian goods are presented at the Belgian Customs without an invoice bearing the visa of the Estonian Government, they shall nevertheless be taken into account

tenu compte dans l'établissement de la valeur de l'importation des produits estoniens dans l'Union économique comme dit ci-dessus. Dans ce cas, l'Office de Compensation ne manquerait pas de communiquer à l'Eesti Pank tous éléments probants relatifs à la nationalité desdites marchandises.

Au cas où dans le cadre du présent arrangement le Gouvernement estonien désirerait payer une marchandise belge ou luxembourgeoise non accompagnée d'une facture visée par l'Office de Compensation belgo-luxembourgeois, il inviterait l'importateur en Estonie à faire viser la copie de ladite facture par les soins de son vendeur et aviserait immédiatement l'Office de Compensation de manière que ladite facture puisse être prise en considération dans la détermination de la valeur de l'exportation belgo-luxembourgeoise vers l'Estonie.

VII.

Chaque gouvernement prendra en ce qui le concerne les mesures nécessaires en vue de l'observation des dispositions du présent arrangement.

VIII.

Les modalités et les difficultés d'application du présent arrangement seront réglées de commun accord entre l'Eesti Pank et l'Office de Compensation belgo-luxembourgeois sauf intervention des gouvernements en cas de nécessité.

IX.

Le présent arrangement ne s'applique pas aux marchandises qui ne font que transiter à travers les territoires de l'un ou l'autre des Etats contractants ni à celles qui n'y sont pas soumises à un travail suffisant pour leur conférer respectivement la nationalité estonienne, belge ou luxembourgeoise.

X.

Le présent arrangement, qui complète le Traité de commerce et de navigation du 28 septembre 1926 entre l'Estonie et l'Union économique belgo-luxembourgeoise, se substitue à la Convention¹ pour favoriser les échanges et les règlements commerciaux entre l'Estonie et l'Union économique belgo-luxembourgeoise, signée le 19 juin 1935. Il sera mis en vigueur le jour de sa signature et viendra à expiration le 31 décembre 1938.

S'il n'a pas été dénoncé trois mois avant d'arriver à expiration, il sera prorogé par tacite reconduction, chaque Partie se réservant le droit de le dénoncer à tout moment pour lui faire prendre fin trois mois après.

Fait en double exemplaire à Tallinn, le 13 janvier 1938.

Fr. AKEL.

Baron F. DE SELYS-FANSON.

¹ Vol. CLXX, page 243, de ce recueil.

when calculating the value of Estonian products imported into the Economic Union, as stated above. In that event, the Office de Compensation will duly communicate to the Eesti Pank any useful evidence regarding the nationality of the said goods.

Should the Estonian Government, within the scope of the present Agreement, desire to pay for Belgian or Luxemburg goods unaccompanied by an invoice bearing the visa of the Office de Compensation belgo-luxembourgeois, it shall request the importer in Estonia to instruct the vendor to obtain a visa for a copy of the invoice and shall immediately advise the Office de Compensation, so that the said invoice can be taken into account when determining the value of Belgo-Luxemburg exports to Estonia.

VII.

Each Government, in so far as it is concerned, will take such measures as may be necessary to enforce the provisions of the present Agreement.

VIII.

The procedure for the application of this Agreement and any difficulties connected therewith shall be settled by mutual consent between the Eesti Pank and the Office de Compensation belgo-luxembourgeois, subject to intervention by the Governments, should this prove necessary.

IX.

The present Agreement shall not apply to goods which are simply passing in transit through the territory of one or other of the contracting States or to goods which have not been the object of sufficient work to confer on them Estonian, Belgian or Luxemburg nationality, respectively.

X.

The present Agreement, which supplements the Treaty of Commerce and Navigation between Estonia and the Economic Union of Belgium and Luxemburg of September 28th, 1926, shall supersede the Convention¹ for facilitating Commercial Exchanges and Commercial Payments between Estonia and the Economic Union of Belgium and Luxemburg, signed on June 19th, 1935. It shall come into force on the day of signature and shall expire on December 31st, 1938.

Unless it has been denounced three months before its expiry, it shall be prolonged by tacit consent, each Party reserving the right to denounce it at any time with effect three months later.

Done at Tallinn in duplicate, this 13th day of January, 1938.

FR. AKEL.

Baron F. DE SELYS-FANSON.

¹ Vol. CLXX, page 243, of this Series.

N° 4276.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET IRLANDE

Echange de notes comportant un
arrangement relatif à la navigation
aérienne. Dublin, les 29 septembre
et 4 novembre 1937.

UNITED STATES OF AMERICA
AND IRELAND

Exchange of Notes constituting an
Arrangement regarding Air Navi-
gation. Dublin, September 29th
and November 4th, 1937.

No. 4276. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE GOVERNMENT OF IRELAND CONSTITUTING AN ARRANGEMENT REGARDING AIR NAVIGATION. DUBLIN, SEPTEMBER 29TH AND NOVEMBER 4TH, 1937.

English official text communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place February 8th, 1938.

I.

LEGATION OF THE
UNITED STATES OF AMERICA.

No. 7.

DUBLIN, September 29th, 1937.

EXCELLENCY,

Reference is made to the negotiations which have taken place between the Government of the United States of America and the Government of Saorstát Eireann for the conclusion of a reciprocal air navigation arrangement between the United States of America and Saorstát Eireann, governing the operation of civil aircraft of the one country in the other country.

It is my understanding that it has been agreed in the course of the negotiations, now terminated, that this Arrangement shall be as follows :

Article 1.

Pending the conclusion of a convention between the United States of America and Saorstát Eireann on the subject of air navigation, the operation of civil aircraft of the one country in the other country shall be governed by the following provisions :

Article 2.

The present Arrangement shall apply to Continental United States of America, exclusive of Alaska, and to Saorstát Eireann, including the territorial waters of the two countries.

Article 3.

The term aircraft with reference to one or the other Party to this Arrangement shall be understood to mean civil aircraft, including State aircraft used exclusively for commercial purposes, duly registered in the territory of such Party.

¹ Came into force December 4th, 1937.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4276. — ÉCHANGE DE NOTES ² ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE GOUVERNEMENT DE L'IRLANDE COMPORTANT UN ARRANGEMENT RELATIF A LA NAVIGATION AÉRIENNE. DUBLIN, LES 29 SEPTEMBRE ET 4 NOVEMBRE 1937.

Texte officiel anglais communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 8 février 1938.

I.

LÉGATION
DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

N^o 7.

DUBLIN, le 29 septembre 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite aux négociations qui ont eu lieu entre le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement du Saorstát Éireann en vue d'aboutir, sur la base de la réciprocité, à la conclusion d'un arrangement relatif à la navigation aérienne entre les Etats-Unis d'Amérique et le Saorstát Éireann et régissant la circulation dans l'un des deux pays des aéronefs civils de l'autre pays, j'ai l'honneur de vous communiquer le texte dudit arrangement tel qu'à ma connaissance il a été arrêté au cours des négociations qui viennent de se terminer :

Article premier.

Jusqu'à la conclusion d'une convention entre les Etats-Unis d'Amérique et le Saorstát Éireann relativement à la navigation aérienne, la circulation des aéronefs civils de l'un des deux pays dans l'autre sera régie par les dispositions ci-après :

Article 2.

Le présent arrangement s'appliquera au territoire continental des Etats-Unis d'Amérique, à l'exclusion de l'Alaska, et au Saorstát Éireann, y compris les eaux territoriales des deux pays.

Article 3.

Par aéronefs de l'une ou de l'autre des Parties contractantes, on entendra les aéronefs civils régulièrement immatriculés dans le territoire de cette Partie, y compris les aéronefs de l'Etat servant exclusivement à des usages commerciaux.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Entré en vigueur le 4 décembre 1937.

Article 4.

Each of the Parties undertakes to grant liberty of passage to and over its territory in time of peace to the aircraft of the other Party, provided that the conditions set forth in the present Arrangement are observed.

It is, however, agreed that no regular air route or service may be established or operated to, within or over territory of either Party, with or without a landing there, except by prior consent of such Party.

Any air transport company of either Party applying for operating rights in territory of the other Party, on a route or service between the territories of the two Parties, shall be required to submit its application through diplomatic channels.

Article 5.

The aircraft of each of the Parties to this Arrangement, their crews and passengers, and goods carried thereon shall, while within the territory of the other Party, be subject to the laws in force in that territory, including all regulations relating to air traffic applicable to foreign aircraft, the transport of passengers and goods, and public safety and order, as well as any regulations concerning immigration, quarantine and Customs.

Subject to the provisions of the preceding paragraph and to the laws and regulations therein specified, the carriage of passengers and the import or export of all merchandise which may be legally imported or exported will be permitted in aircraft of the one Party into or from the territory of the other Party and, subject to the provisions of the preceding paragraph and to the laws and regulations therein specified, the aircraft of the one Party, their crews, passengers and cargoes shall enjoy in the territory of the other Party the same privileges as the aircraft of such other Party, their crews, passengers and cargoes enjoy in that territory, and shall not merely by reason of the nationality of the aircraft be subjected to duties or charges other or higher than those which are or may be imposed on aircraft of the territory referred to, or on aircraft of any foreign country engaged in international commerce, or on their crews, passengers or cargoes, it being understood that in this respect the claimant has the choice of national or most-favoured-nation treatment.

Each of the Parties to this Arrangement may reserve to its own aircraft air commerce as defined in the last paragraph of this Article. Nevertheless the aircraft of each Party may proceed from any aerodrome in the territory of the other Party which they are entitled to use to any other such aerodrome either for the purpose of landing the whole or part of their cargoes or passengers or of taking on board the whole or part of their cargoes or passengers, provided that such cargoes are covered by through bills of lading, and such passengers hold through tickets, issued respectively for a journey whose starting place and destination are not both points between which air commerce has been duly so reserved, and such aircraft, while proceeding as aforesaid, from one aerodrome to another, shall, notwithstanding that both such aerodromes are points between which air commerce has been duly reserved, enjoy all the privileges of this Arrangement.

The term " air commerce " as used in the preceding paragraph shall, with respect to the Parties to this Arrangement, be understood to mean : (a) navigation of aircraft in territory of either Party in furtherance of a business ; (b) navigation of aircraft from one place in territory of either Party to another place in that territory in the conduct of a business ; and (c) the commercial transport of persons or goods between any two points in the territory of either Party.

Article 6.

Each of the Parties to this Arrangement shall have the right to prohibit air traffic over certain areas of its territory, provided that no distinction in this matter is made between its aircraft engaged

Article 4.

Chaque Partie s'engage à accorder en temps de paix aux aéronefs de l'autre Partie le droit de se rendre librement dans son territoire et de le survoler, à condition que soient observées les conditions énoncées dans le présent arrangement.

Toutefois, il est entendu que l'établissement et l'exploitation de lignes aériennes régulières à destination du territoire de l'une ou l'autre Partie, dans ou à travers ce territoire, avec ou sans atterrissage sur ce territoire, seront subordonnés à l'autorisation préalable de ladite Partie.

Toute entreprise de navigation aérienne de l'une ou l'autre Partie qui demandera des droits d'exploitation dans le territoire de l'autre Partie pour une ligne ou un service entre les territoires des deux Parties devra présenter sa demande par la voie diplomatique.

Article 5.

Les aéronefs de chaque Partie contractante, leurs équipages et passagers et les marchandises qu'ils transportent, aussi longtemps qu'ils se trouvent dans le territoire de l'autre Partie, seront assujettis à la législation en vigueur dans ledit territoire, y compris tous les règlements relatifs au trafic aérien qui sont applicables aux aéronefs étrangers, au transport des passagers et des marchandises et à la sûreté et à l'ordre publics, ainsi que tous les règlements concernant l'immigration, la quarantaine et les douanes.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent ainsi que des lois et règlements qui y sont mentionnés, le transport des passagers et l'importation ou l'exportation de toutes marchandises qui peuvent être licitement importées ou exportées seront autorisés dans les aéronefs de l'une des Parties à destination ou en provenance du territoire de l'autre Partie. Sous la même réserve, les aéronefs de l'une des Parties, leurs équipages, passagers et cargaisons auront droit, dans le territoire de l'autre Partie, aux mêmes privilèges que ceux dont jouissent dans ce territoire les aéronefs de cette autre Partie, leurs équipages, passagers et cargaisons ; ils ne seront pas assujettis, du seul fait de la nationalité de l'aéronef, à des taxes ou redevances autres ou plus élevées que celles qui sont ou peuvent être imposées aux aéronefs du territoire en question, ou aux aéronefs de tout pays étranger affectés aux transports commerciaux internationaux, ou à leurs équipages, passagers ou cargaisons, étant entendu qu'à cet égard le demandeur aura le choix entre le traitement national et le traitement de la nation la plus favorisée.

Chacune des deux Parties contractantes peut réserver à ses propres aéronefs les transports aériens commerciaux tels qu'ils sont définis au dernier alinéa du présent article. Toutefois, les aéronefs de chaque Partie pourront, sur le territoire de l'autre Partie, continuer leur route d'un aéroport qu'ils ont le droit d'utiliser jusqu'à un autre aéroport de même nature, afin d'y débarquer ou d'y embarquer tout ou partie de leur cargaison et tous leurs passagers ou quelques-uns d'entre eux, à condition que les marchandises soient accompagnées de titres de transport direct et que les passagers soient pourvus de billets directs pour des parcours dont le point initial et le point terminus ne sont pas, l'un et l'autre, des points entre lesquels les transports aériens commerciaux ont été dûment réservés aux aéronefs nationaux. Lorsque des aéronefs continueront leur route d'un aéroport à destination d'un autre, comme il est dit ci-dessus, ils jouiront de tous les privilèges prévus par le présent arrangement, même s'il s'agit d'aéroports entre lesquels les transports aériens commerciaux ont été dûment réservés.

Par l'expression « transports aériens commerciaux » utilisée dans l'alinéa précédent, les Parties au présent arrangement entendent : a) des vols d'aéronefs effectués sur le territoire de l'une ou de l'autre Partie au profit d'une entreprise industrielle ou commerciale ; b) des vols d'aéronefs d'un lieu situé dans le territoire de l'une des Parties à un autre lieu situé dans le territoire de la même Partie, aux fins d'exploitation d'une entreprise industrielle ou commerciale ; et c) le transport commercial de passagers ou de marchandises entre deux points quelconques situés dans le territoire de l'une ou de l'autre Partie.

Article 6.

Chacune des deux Parties contractantes aura le droit d'interdire la navigation aérienne au-dessus de certaines zones de son territoire, à condition qu'il ne soit fait à cet égard aucune

in international commerce and the aircraft of the other Party likewise engaged. The areas above which air traffic is thus prohibited by either Party must be notified to the other Party.

Each of the Parties reserves the right under exceptional circumstances in time of peace and with immediate effect temporarily to limit or prohibit air traffic above its territory on condition that in this respect no distinction is made between the aircraft of the other Party and the aircraft of any foreign country.

Article 7.

Any aircraft which finds itself over a prohibited area shall, as soon as it is aware of the fact, give the signal of distress prescribed in the Rules of the Air in force in the territory in which the prohibited area is situated and shall land as soon as possible at an aerodrome situated in such territory outside of but as near as possible to such prohibited area.

Article 8.

All aircraft shall carry clear and visible nationality and registration marks whereby they may be recognized during flight. In addition, they must bear the name and address of the owner.

All aircraft shall be provided with certificates of registration and of airworthiness and with all the other documents prescribed for air traffic in the territory in which they are registered.

The members of the crew who perform, in an aircraft, duties for which a special permit is required in the territory in which such aircraft is registered, shall be provided with all documents and in particular with the certificates and licenses prescribed by the regulations in force in such territory.

The other members of the crew shall carry documents showing their duties in the aircraft, their profession, identity and nationality.

The certificate of airworthiness, certificates of competency and licences issued or rendered valid by one of the Parties to this Arrangement in respect of an aircraft registered in its territory or of the crew of such aircraft shall have the same validity in the territory of the other Party as the corresponding documents issued or rendered valid by the latter.

Each of the Parties reserves the right for the purpose of flight within its own territory to refuse to recognize certificates of competency and licenses issued to nationals of that Party by the other Party.

Article 9.

The fuel and lubricants retained on board aircraft of either Party arriving in or leaving territory of the other Party shall be exempt from Customs duty, even though the fuel and lubricants so retained are used by the aircraft on a flight in that territory, provided that such a flight is part of a journey from or to a place outside that territory.

Article 10.

Aircraft of either of the Parties to this Arrangement may carry wireless apparatus in the territory of the other Party only if a licence to install and work such apparatus (which licence must be carried in the aircraft) shall have been issued by the competent authorities of the Party in whose territory the aircraft is registered. The use of such apparatus shall be in accordance with the regulations on the subject issued by the competent authorities of the territory within whose air space the aircraft is navigating. Such apparatus shall be used only by such members of the crew as are provided with a special licence for the purpose issued by the competent authorities of the territory in which the aircraft is registered.

discrimination entre ses aéronefs affectés aux transports internationaux et les aéronefs de l'autre Partie ayant reçu la même affectation. Chaque Partie devra faire connaître à l'autre les territoires au-dessus desquels elle a interdit la navigation aérienne en vertu de la présente disposition.

Chacune des Parties se réserve le droit, en cas de circonstances exceptionnelles, de restreindre ou d'interdire temporairement en temps de paix la navigation aérienne au-dessus de son territoire, avec effet immédiat, à condition qu'à cet égard, aucune discrimination ne soit faite entre les aéronefs de l'autre Partie et ceux de tout autre pays étranger.

Article 7.

Tout aéronef qui se sera engagé au-dessus d'une zone interdite devra, dès qu'il s'apercevra de ce fait, donner le signal de détresse prescrit par le règlement de navigation aérienne du territoire dans lequel se trouve la zone interdite et atterrir aussitôt que possible, dans ce territoire, sur l'aérodrome le plus proche situé en dehors de la zone interdite.

Article 8.

Tous les aéronefs devront porter des marques de nationalité et d'immatriculation distinctes et bien visibles permettant d'identifier l'appareil en cours de vol. Ils devront, en outre, porter le nom et l'adresse de leur propriétaire.

Tous les aéronefs devront être munis de certificats d'immatriculation et de navigabilité, ainsi que de tous les autres documents exigés pour la navigation aérienne dans le pays dans lequel les aéronefs sont immatriculés.

Les membres de l'équipage remplissant à bord d'un aéronef des fonctions dont l'exercice est subordonné à une autorisation spéciale dans le pays dans lequel l'aéronef est immatriculé devront être munis de toutes les pièces, et notamment des certificats et licences, qui sont prescrites par les dispositions en vigueur dans ce pays.

Les autres membres de l'équipage devront être munis de certificats indiquant leurs fonctions à bord de l'aéronef, leur profession, leur identité et leur nationalité.

Les certificats de navigabilité, les brevets d'aptitude et les licences qui ont été délivrés ou rendus valables par l'une des Parties contractantes pour les aéronefs immatriculés sur son territoire ou pour leurs équipages auront, sur le territoire de l'autre Partie, la même validité que les documents correspondants établis ou rendus valables par cette autre Partie.

Chacune des Parties se réserve le droit de ne pas reconnaître comme valables pour la navigation aérienne, à l'intérieur de son propre territoire, les brevets d'aptitude et les licences délivrés à ses propres nationaux par l'autre Partie.

Article 9.

Le carburant et les lubrifiants que contiendront les aéronefs de l'une des Parties à leur arrivée sur le territoire de l'autre Partie ou à leur départ de ce territoire seront exonérés de droits de douane, même si ce carburant et ces lubrifiants sont utilisés par l'aéronef pour un vol au-dessus de ce territoire, à condition toutefois que ce vol constitue une partie d'un voyage en provenance ou à destination d'un lieu situé en dehors dudit territoire.

Article 10.

Les aéronefs de chacune des Parties contractantes ne pourront être munis d'appareils radiotélégraphiques sur le territoire de l'autre Partie que si l'autorisation de fixer de tels appareils sur l'aéronef et d'en faire usage (autorisation qui doit être portée à bord de l'aéronef) a été accordée par l'autorité compétente de la Partie sur le territoire de laquelle l'aéronef est immatriculé. L'utilisation de ces appareils sera régie par les prescriptions édictées à ce sujet par les autorités compétentes du territoire dans le domaine aérien duquel se trouve l'aéronef. Ces appareils ne devront être manipulés que par des membres de l'équipage munis d'une autorisation spéciale à cet effet délivrée par les autorités compétentes du territoire dans lequel l'aéronef est immatriculé.

The Parties to this Arrangement reserve respectively the right, for reasons of safety, to issue regulations relative to the obligatory equipment of aircraft with wireless apparatus.

Article 11.

No arms of war, explosives of war, or munitions of war shall be carried by aircraft of either Party in or above the territory of the other Party or by the crew or passengers except by permission of the competent authorities of the territory within whose air space the aircraft is navigating.

Article 12.

Upon the departure or landing of any aircraft each Party may within its own territory and through its competent authorities search the aircraft of the other Party and examine the certificates and other documents prescribed.

Article 13.

Aerodromes open to public air traffic in the territory of one of the Parties to this Arrangement shall in so far as they are under the control of the Party in whose territory they are situated be open to all aircraft of the other Party, which shall also be entitled to the assistance of the meteorological services, the wireless services, the lighting services and the day and night signalling services, in so far as the several classes of services are under the control of the Party in whose territory they respectively are rendered. Any scale of charges made, namely, landing, accommodation or other charge, with respect to the aircraft of each Party in the territory of the other Party, shall in so far as such charges are under the control of the Party in whose territory they are made be the same for the aircraft of both Parties.

Article 14.

All aircraft entering or leaving the territory of either of the Parties to this Arrangement shall land at or depart from an aerodrome open to public air traffic and classed as a Customs aerodrome at which facilities exist for enforcement of Customs, passport, quarantine and immigration regulations and clearance of aircraft, and no intermediate landing shall be effected between the frontier and the aerodrome. In special cases the competent authorities may allow aircraft to land at or depart from other aerodromes, at which the above-mentioned facilities have been arranged. The prohibition of any intermediate landing applies also in such cases.

In the event of a forced landing or of a landing as provided in Article 7 not at an aerodrome of the class mentioned in the first paragraph of this Article, the pilot of the aircraft, its crew and the passengers shall conform to the Customs, passport, quarantine and immigration regulations in force in the territory in which the landing has been made.

The Parties to this Arrangement shall exchange lists of the aerodromes in their territories designated by them as Customs aerodromes.

Article 15.

Each of the Parties to this Arrangement reserves the right to require that all aircraft crossing the frontiers of its territory shall do so between certain points. Subject to the notification of any such requirements by one Party to the other Party, and to the right to prohibit air traffic over certain areas as stipulated in Article 6, the frontiers of the territories of the Parties to this Arrangement may be crossed at any point.

Les Parties contractantes se réservent le droit d'édicter, pour des raisons de sécurité, des prescriptions concernant l'installation obligatoire d'appareils radiotélégraphiques sur les aéronefs.

Article 11.

Les aéronefs de chaque Partie, leurs équipages et les passagers ne pourront transporter des armes, des explosifs ou du matériel de guerre dans le territoire de l'autre Partie ou au-dessus de ce territoire qu'avec l'autorisation spéciale des autorités compétentes du territoire dans le domaine aérien duquel se trouve l'aéronef.

Article 12.

Chaque Partie pourra, sur son territoire, au départ ou à l'atterrissage, faire procéder par ses autorités compétentes à la visite des aéronefs de l'autre Partie ainsi qu'à l'examen des certificats et autres documents prescrits.

Article 13.

Les aérodromes ouverts à la navigation aérienne publique sur le territoire d'une des Parties contractantes, s'ils dépendent de la Partie sur le territoire de laquelle ils sont situés, pourront être utilisés par les aéronefs de l'autre Partie. Ces aéronefs pourront également faire usage des services de renseignements météorologiques, des services de radiotélégraphie et d'éclairage, ainsi que du service de signalement de jour et de nuit, pour autant que ces divers services dépendent de la Partie sur le territoire de laquelle ils sont assurés. Les droits éventuels (droit d'atterrissage, de garage, etc.) applicables aux aéronefs de chacune des Parties sur le territoire de l'autre Partie, seront les mêmes pour les aéronefs des deux Parties si leur fixation dépend de la Partie sur le territoire de laquelle ils sont perçus.

Article 14.

Les aéronefs à destination et en provenance de l'une des deux Parties contractantes ne pourront atterrir ou prendre leur vol que sur un aérodrome ouvert à la navigation aérienne publique, classé comme aérodrome douanier et pourvu des services nécessaires pour l'application des règlements concernant les douanes, les passeports, la quarantaine, l'immigration et la libre pratique des aéronefs. Il est interdit à ces aéronefs d'atterrir entre la frontière et l'aérodrome. Dans des cas particuliers, les autorités compétentes pourront autoriser les aéronefs à atterrir ou à prendre leur vol sur d'autres aérodromes pourvus des services susmentionnés. L'interdiction d'atterrir entre la frontière et l'aérodrome subsiste dans ces cas particuliers.

En cas d'atterrissage forcé ou d'atterrissage dans les circonstances prévues à l'article 7 dans un aérodrome n'appartenant pas à la catégorie visée au premier alinéa du présent article, le pilote de l'aéronef, l'équipage et les passagers devront se conformer aux prescriptions concernant les douanes, les passeports, la quarantaine et l'immigration qui sont en vigueur dans le territoire dans lequel a eu lieu l'atterrissage.

Les Parties au présent arrangement se communiqueront la liste des aérodromes situés sur leurs territoires et désignés par elles comme aérodromes douaniers.

Article 15.

Chacune des deux Parties contractantes se réserve le droit d'exiger que les aéronefs ne survolent les frontières de son territoire qu'entre des points déterminés par elle. Si aucune communication n'a été faite à ce sujet par l'une des Parties à l'autre, et sous réserve du droit de chaque Partie d'interdire la navigation aérienne au-dessus de certaines zones en vertu de l'article 6, les frontières du territoire des Parties contractantes pourront être survolées en n'importe quel point.

Article 16.

As ballast, only fine sand or water may be dropped from an aircraft.

Article 17.

No article or substance, other than ballast, may be unloaded or otherwise discharged in the course of flight unless special permission for such purpose shall have been given by the authorities of the territory in which such unloading or discharge takes place.

Article 18.

Whenever questions of nationality arise in carrying out the present Arrangement, it is agreed that every aircraft shall be deemed to possess the nationality of the Party in whose territory it is duly registered.

Article 19.

The Parties to this Arrangement shall communicate to each other the regulations relative to air traffic in force in their respective territories.

Article 20.

The present Arrangement shall be subject to termination by either Party upon sixty days' notice given to the other Party or by the enactment by either Party of legislation inconsistent therewith.

I shall be glad to have you inform me whether it is the understanding of your Government that the Arrangement agreed to in the negotiations is as herein set forth. If so, it is suggested that the Arrangement become effective on the 4th day of December, 1937.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

John CUDAHY.

His Excellency
Éamon de Valéra,
Minister for External Affairs,
Dublin.

II.

SAORSTÁT ÉIREANN.

ROINN GNOTHAI COIGRICHE.

DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS.

BAILE ÁTHA CLIATH.

DUBLIN, *November 4th*, 1937.

EXCELLENCY,

I have the honour to refer to your Note No. 7 of the 29th day of September, in which Your Excellency communicated to me the text of the reciprocal air navigation Arrangement between Saorstát Éireann and the United States of America governing the operation of civil aircraft of one country in the other country as understood by you to have been agreed to during the negotiations, now terminated, between the two countries.

Article 16.

Il ne pourra être jeté d'un aéronef d'autre lest que du sable fin ou de l'eau.

Article 17.

En cours de route, des objets ou matières autres que du lest ne pourront être jetés ou déchargés de quelque autre façon que si les autorités dont le territoire est touché ont délivré à cet effet une autorisation spéciale.

Article 18.

Pour tous les cas où l'application du présent arrangement soulèverait des questions de nationalité, il est convenu que les aéronefs possèdent la nationalité de la Partie dans le territoire de laquelle ils sont régulièrement immatriculés.

Article 19.

Les Parties contractantes se communiqueront réciproquement toutes les prescriptions en vigueur sur leurs territoires relativement à la navigation aérienne.

Article 20.

Le présent arrangement pourra être dénoncé par chacune des Parties à l'égard de l'autre moyennant un préavis de soixante jours. En outre, il prendra fin au cas où l'une des deux Parties contractantes promulguerait des dispositions légales incompatibles avec le présent arrangement.

Je vous serais obligé de bien vouloir me faire savoir si votre gouvernement considère que l'arrangement dont le texte figure ci-dessus est bien celui dont il a été convenu au cours des négociations. Dans l'affirmative, je propose que l'arrangement entre en vigueur le 4 décembre 1937.

Veuillez agréer, etc.

John CUDAHY.

Son Excellence
Monsieur Éamon de Valéra,
Ministre des Affaires étrangères,
Dublin.

II.

SAORSTÁT ÉIREANN.
ROINN GNOTHAI COIGRICHE.
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
BAILE ÁTHA CLIATH.

DUBLIN, le 4 novembre 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de me référer à la note N° 7 du 29 septembre dans laquelle Votre Excellence a bien voulu me communiquer le texte de l'arrangement relatif à la navigation aérienne entre le Saorstát Éireann et les États-Unis d'Amérique et régissant la circulation des aéronefs civils de chaque pays sur le territoire de l'autre tel qu'à votre connaissance il a été arrêté au cours des négociations qui viennent de se terminer entre les deux pays.

The text which you have communicated to me is as follows :

Article 1.

Pending the conclusion of a convention between the United States of America and Saorstát Eireann on the subject of air navigation, the operation of civil aircraft of the one country in the other country shall be governed by the following provisions :

Article 2.

The present Arrangement shall apply to Continental United States of America, exclusive of Alaska, and to Saorstát Eireann, including the territorial waters of the two countries.

Article 3.

The term aircraft with reference to one or the other Party to this Arrangement shall be understood to mean civil aircraft, including State aircraft used exclusively for commercial purposes, duly registered in the territory of such Party.

Article 4.

Each of the Parties undertakes to grant liberty of passage to and over its territory in time of peace to the aircraft of the other Party, provided that the conditions set forth in the present Arrangement are observed.

It is, however, agreed that no regular air route or service may be established or operated to, within or over territory of either Party, with or without a landing there, except by prior consent of such Party.

Any air transport company of either Party applying for operating rights in territory of the other Party, on a route or service between the territories of the two Parties, shall be required to submit its application through diplomatic channels.

Article 5.

The aircraft of each of the Parties to this Arrangement, their crews and passengers, and goods carried thereon shall, while within the territory of the other Party, be subject to the laws in force in that territory, including all regulations relating to air traffic applicable to foreign aircraft, the transport of passengers and goods, and public safety and order, as well as any regulations concerning immigration, quarantine and Customs.

Subject to the provisions of the preceding paragraph and to the laws and regulations therein specified, the carriage of passengers and the import or export of all merchandise which may be legally imported or exported will be permitted in aircraft of the one Party into or from the territory of the other Party and, subject to the provisions of the preceding paragraph and to the laws and regulations therein specified, the aircraft of the one Party, their crews, passengers and cargoes shall enjoy in the territory of the other Party the same privileges as the aircraft of such other Party, their crews, passengers and cargoes enjoy in that territory, and shall not merely by reason of the nationality of the aircraft be subjected to duties or charges other or higher than those which are or may be imposed on aircraft of the territory referred to, or on aircraft of any foreign country engaged in international commerce, or on their crews, passengers or cargoes, it being understood that in this respect the claimant has the choice of national or most-favoured-nation treatment.

Each of the Parties to this Arrangement may reserve to its own aircraft air commerce as defined in the last paragraph of this Article. Nevertheless the aircraft of each Party may proceed from any aerodrome in the territory of the other Party which they are entitled to use to any other such aerodrome either for the purpose of landing the whole or part of their cargoes or passengers or of

Le texte que vous m'avez communiqué est le suivant :

Article premier.

Jusqu'à la conclusion d'une convention entre les Etats-Unis d'Amérique et le Saorstát Éireann relativement à la navigation aérienne, la circulation des aéronefs civils de l'un des deux pays dans l'autre sera régie par les dispositions ci-après :

Article 2.

Le présent arrangement s'appliquera au territoire continental des Etats-Unis d'Amérique, à l'exclusion de l'Alaska, et au Saorstát Éireann, y compris les eaux territoriales des deux pays.

Article 3.

Par aéronefs de l'une ou de l'autre des Parties contractantes, on entendra les aéronefs civils régulièrement immatriculés dans le territoire de cette Partie, y compris les aéronefs de l'Etat servant exclusivement à des usages commerciaux.

Article 4.

Chaque Partie s'engage à accorder en temps de paix aux aéronefs de l'autre Partie le droit de se rendre librement dans son territoire et de le survoler, à condition que soient observées les conditions énoncées dans le présent arrangement.

Toutefois, il est entendu que l'établissement et l'exploitation de lignes aériennes régulières à destination du territoire de l'une ou l'autre Partie, dans ou à travers ce territoire, avec ou sans atterrissage sur ce territoire, seront subordonnés à l'autorisation préalable de ladite Partie.

Toute entreprise de navigation aérienne de l'une ou l'autre Partie qui demandera des droits d'exploitation dans le territoire de l'autre Partie pour une ligne ou un service entre les territoires des deux Parties devra présenter sa demande par la voie diplomatique.

Article 5.

Les aéronefs de chaque Partie contractante, leurs équipages et passagers et les marchandises qu'ils transportent, aussi longtemps qu'ils se trouvent dans le territoire de l'autre Partie, seront assujettis à la législation en vigueur dans ledit territoire, y compris tous les règlements relatifs au trafic aérien qui sont applicables aux aéronefs étrangers, au transport des passagers et des marchandises et à la sûreté et à l'ordre publics, ainsi que tous les règlements concernant l'immigration, la quarantaine et les douanes.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent ainsi que des lois et règlements qui y sont mentionnés, le transport des passagers et l'importation ou l'exportation de toutes marchandises qui peuvent être licitement importées ou exportées seront autorisés dans les aéronefs de l'une des Parties à destination ou en provenance du territoire de l'autre Partie. Sous la même réserve, les aéronefs de l'une des Parties, leurs équipages, passagers et cargaisons auront droit, dans le territoire de l'autre Partie, aux mêmes privilèges que ceux dont jouissent dans ce territoire les aéronefs de cette autre Partie, leurs équipages, passagers et cargaisons; ils ne seront pas assujettis, du seul fait de la nationalité de l'aéronef, à des taxes ou redevances autres ou plus élevées que celles qui sont ou peuvent être imposées aux aéronefs du territoire en question, ou aux aéronefs de tout pays étranger affectés aux transports commerciaux internationaux, ou à leurs équipages, passagers ou cargaisons, étant entendu qu'à cet égard le demandeur aura le choix entre le traitement national et le traitement de la nation la plus favorisée.

Chacune des deux Parties contractantes peut réserver à ses propres aéronefs les transports aériens commerciaux tels qu'ils sont définis au dernier alinéa du présent article. Toutefois, les aéronefs de chaque Partie pourront, sur le territoire de l'autre Partie, continuer leur route d'un aéroport qu'ils ont le droit d'utiliser jusqu'à un autre aéroport de même nature, afin d'y

taking on board the whole or part of their cargoes or passengers, provided that such cargoes are covered by through bills of lading, and such passengers hold through tickets, issued respectively for a journey whose starting place and destination are not both points between which air commerce has been duly so reserved, and such aircraft, while proceeding as aforesaid, from one aerodrome to another, shall, notwithstanding that both such aerodromes are points between which air commerce has been duly reserved, enjoy all the privileges of this Arrangement.

The term "air commerce" as used in the preceding paragraph shall, with respect to the Parties to this Arrangement, be understood to mean : (a) navigation of aircraft in territory of either Party in furtherance of a business ; (b) navigation of aircraft from one place in territory of either Party to another place in that territory in the conduct of a business ; and (c) the commercial transport of persons or goods between any two points in the territory of either Party.

Article 6.

Each of the Parties to this Arrangement shall have the right to prohibit air traffic over certain areas of its territory, provided that no distinction in this matter is made between its aircraft engaged in international commerce and the aircraft of the other Party likewise engaged. The areas above which air traffic is thus prohibited by either Party must be notified to the other Party.

Each of the Parties reserves the right under exceptional circumstances in time of peace and with immediate effect temporarily to limit or prohibit air traffic above its territory on condition that in this respect no distinction is made between the aircraft of the other Party and the aircraft of any foreign country.

Article 7.

Any aircraft which finds itself over a prohibited area shall, as soon as it is aware of the fact, give the signal of distress prescribed in the Rules of the Air in force in the territory in which the prohibited area is situated and shall land as soon as possible at an aerodrome situated in such territory outside of but as near as possible to such prohibited area.

Article 8.

All aircraft shall carry clear and visible nationality and registration marks whereby they may be recognized during flight. In addition, they must bear the name and address of the owner.

All aircraft shall be provided with certificates of registration and of airworthiness and with all the other documents prescribed for air traffic in the territory in which they are registered.

The members of the crew who perform, in an aircraft, duties for which a special permit is required in the territory in which such aircraft is registered, shall be provided with all documents and in particular with the certificates and licenses prescribed by the regulations in force in such territory.

The other members of the crew shall carry documents showing their duties in the aircraft, their profession, identity and nationality.

The certificate of airworthiness, certificates of competency and licences issued or rendered valid by one of the Parties to this Arrangement in respect of an aircraft registered in its territory or of the crew of such aircraft shall have the same validity in the territory of the other Party as the corresponding documents issued or rendered valid by the latter.

débarquer ou d'y embarquer tout ou partie de leur cargaison et tous leurs passagers ou quelques-uns d'entre eux, à condition que les marchandises soient accompagnées de titres de transport direct et que les passagers soient pourvus de billets directs pour des parcours dont le point initial et le point terminus ne sont pas, l'un et l'autre, des points entre lesquels les transports aériens commerciaux ont été dûment réservés aux aéronefs nationaux. Lorsque des aéronefs continueront leur route d'un aéroport à destination d'un autre, comme il est dit ci-dessus, ils jouiront de tous les privilèges prévus par le présent arrangement, même s'il s'agit d'aéroports entre lesquels les transports aériens commerciaux ont été dûment réservés.

Par l'expression « transports aériens commerciaux » utilisée dans l'alinéa précédent, les Parties au présent arrangement entendent : *a)* des vols d'aéronefs effectués sur le territoire de l'une ou de l'autre Partie au profit d'une entreprise industrielle ou commerciale ; *b)* des vols d'aéronefs d'un lieu situé dans le territoire de l'une des Parties à un autre lieu situé dans le territoire de la même Partie, aux fins d'exploitation d'une entreprise industrielle ou commerciale ; et *c)* le transport commercial de passagers ou de marchandises entre deux points quelconques situés dans le territoire de l'une ou de l'autre Partie.

Article 6.

Chacune des deux Parties contractantes aura le droit d'interdire la navigation aérienne au-dessus de certaines zones de son territoire, à condition qu'il ne soit fait à cet égard aucune discrimination entre ses aéronefs affectés aux transports internationaux et les aéronefs de l'autre Partie ayant reçu la même affectation. Chaque Partie devra faire connaître à l'autre les territoires au-dessus desquels elle a interdit la navigation aérienne en vertu de la présente disposition.

Chacune des Parties se réserve le droit, en cas de circonstances exceptionnelles, de restreindre ou d'interdire temporairement en temps de paix la navigation aérienne au-dessus de son territoire, avec effet immédiat, à condition qu'à cet égard, aucune discrimination ne soit faite entre les aéronefs de l'autre Partie et ceux de tout autre pays étranger.

Article 7.

Tout aéronef qui se sera engagé au-dessus d'une zone interdite devra, dès qu'il s'apercevra de ce fait, donner le signal de détresse prescrit par le règlement de navigation aérienne du territoire dans lequel se trouve la zone interdite et atterrir aussitôt que possible, dans ce territoire, sur l'aéroport le plus proche situé en dehors de la zone interdite.

Article 8.

Tous les aéronefs devront porter des marques de nationalité et d'immatriculation distinctes et bien visibles permettant d'identifier l'appareil en cours de vol. Ils devront, en outre, porter le nom et l'adresse de leur propriétaire.

Tous les aéronefs devront être munis de certificats d'immatriculation et de navigabilité, ainsi que de tous les autres documents exigés pour la navigation aérienne dans le pays dans lequel les aéronefs sont immatriculés.

Les membres de l'équipage remplissant à bord d'un aéronef des fonctions dont l'exercice est subordonné à une autorisation spéciale dans le pays dans lequel l'aéronef est immatriculé devront être munis de toutes les pièces, et notamment des certificats et licences, qui sont prescrites par les dispositions en vigueur dans ce pays.

Les autres membres de l'équipage devront être munis de certificats indiquant leurs fonctions à bord de l'aéronef, leur profession, leur identité et leur nationalité.

Les certificats de navigabilité, les brevets d'aptitude et les licences qui ont été délivrés ou rendus valables par l'une des Parties contractantes pour les aéronefs immatriculés sur son territoire ou pour leurs équipages auront, sur le territoire de l'autre Partie, la même validité que les documents correspondants établis ou rendus valables par cette autre Partie.

Each of the Parties reserves the right for the purpose of flight within its own territory to refuse to recognize certificates of competency and licenses issued to nationals of that Party by the other Party.

Article 9.

The fuel and lubricants retained on board aircraft of either Party arriving in or leaving territory of the other Party shall be exempt from Customs duty, even though the fuel and lubricants so retained are used by the aircraft on a flight in that territory, provided that such a flight is part of a journey from or to a place outside that territory.

Article 10.

Aircraft of either of the Parties to this Arrangement may carry wireless apparatus in the territory of the other Party only if a licence to install and work such apparatus (which licence must be carried in the aircraft) shall have been issued by the competent authorities of the Party in whose territory the aircraft is registered. The use of such apparatus shall be in accordance with the regulations on the subject issued by the competent authorities of the territory within whose air space the aircraft is navigating. Such apparatus shall be used only by such members of the crew as are provided with a special licence for the purpose issued by the competent authorities of the territory in which the aircraft is registered.

The Parties to this Arrangement reserve respectively the right, for reasons of safety, to issue regulations relative to the obligatory equipment of aircraft with wireless apparatus.

Article 11.

No arms of war, explosives of war, or munitions of war shall be carried by aircraft of either Party in or above the territory of the other Party or by the crew or passengers except by permission of the competent authorities of the territory within whose air space the aircraft is navigating.

Article 12.

Upon the departure or landing of any aircraft each Party may within its own territory and through its competent authorities search the aircraft of the other Party and examine the certificates and other documents prescribed.

Article 13.

Aerodromes open to public air traffic in the territory of one of the Parties to this Arrangement shall in so far as they are under the control of the Party in whose territory they are situated be open to all aircraft of the other Party, which shall also be entitled to the assistance of the meteorological services, the wireless services, the lighting services and the day and night signalling services, in so far as the several classes of services are under the control of the Party in whose territory they respectively are rendered. Any scale of charges made, namely, landing, accommodation or other charge, with respect to the aircraft of each Party in the territory of the other Party, shall in so far as such charges are under the control of the Party in whose territory they are made be the same for the aircraft of both Parties.

Article 14.

All aircraft entering or leaving the territory of either of the Parties to this Arrangement shall land at or depart from an aerodrome open to public air traffic and classed as a Customs

Chacune des Parties se réserve le droit de ne pas reconnaître comme valables pour la navigation aérienne, à l'intérieur de son propre territoire, les brevets d'aptitude et les licences délivrés à ses propres nationaux par l'autre Partie.

Article 9.

Le carburant et les lubrifiants que contiendront les aéronefs de l'une des Parties à leur arrivée sur le territoire de l'autre Partie ou à leur départ de ce territoire seront exonérés de droits de douane, même si ce carburant et ces lubrifiants sont utilisés par l'aéronef pour un vol au-dessus de ce territoire, à condition toutefois que ce vol constitue une partie d'un voyage en provenance ou à destination d'un lieu situé en dehors dudit territoire.

Article 10.

Les aéronefs de chacune des Parties contractantes ne pourront être munis d'appareils radiotélégraphiques sur le territoire de l'autre Partie que si l'autorisation de fixer de tels appareils sur l'aéronef et d'en faire usage (autorisation qui doit être portée à bord de l'aéronef) a été accordée par l'autorité compétente de la Partie sur le territoire de laquelle l'aéronef est immatriculé. L'utilisation de ces appareils sera régie par les prescriptions édictées à ce sujet par les autorités compétentes du territoire dans le domaine aérien duquel se trouve l'aéronef. Ces appareils ne devront être manipulés que par des membres de l'équipage munis d'une autorisation spéciale à cet effet délivrée par les autorités compétentes du territoire dans lequel l'aéronef est immatriculé.

Les Parties contractantes se réservent le droit d'édicter, pour des raisons de sécurité, des prescriptions concernant l'installation obligatoire d'appareils radiotélégraphiques sur les aéronefs.

Article 11.

Les aéronefs de chaque Partie, leurs équipages et les passagers ne pourront transporter des armes, des explosifs ou du matériel de guerre dans le territoire de l'autre Partie ou au-dessus de ce territoire qu'avec l'autorisation spéciale des autorités compétentes du territoire dans le domaine aérien duquel se trouve l'aéronef.

Article 12.

Chaque Partie pourra, sur son territoire, au départ ou à l'atterrissage, faire procéder par ses autorités compétentes à la visite des aéronefs de l'autre Partie ainsi qu'à l'examen des certificats et autres documents prescrits.

Article 13.

Les aérodromes ouverts à la navigation aérienne publique sur le territoire d'une des Parties contractantes, s'ils dépendent de la Partie sur le territoire de laquelle ils sont situés, pourront être utilisés par les aéronefs de l'autre Partie. Ces aéronefs pourront également faire usage des services de renseignements météorologiques, des services de radiotélégraphie et d'éclairage, ainsi que du service de signalement de jour et de nuit, pour autant que ces divers services dépendent de la Partie sur le territoire de laquelle ils sont assurés. Les droits éventuels (droit d'atterrissage, de garage, etc.) applicables aux aéronefs de chacune des Parties sur le territoire de l'autre Partie, seront les mêmes pour les aéronefs des deux Parties si leur fixation dépend de la Partie sur le territoire de laquelle ils sont perchus.

Article 14.

Les aéronefs à destination et en provenance de l'une des deux Parties contractantes ne pourront atterrir ou prendre leur vol que sur un aérodrome ouvert à la navigation aérienne publique, classé

aerodrome at which facilities exist for enforcement of Customs, passport, quarantine and immigration regulations and clearance of aircraft, and no intermediate landing shall be effected between the frontier and the aerodrome. In special cases the competent authorities may allow aircraft to land at or depart from other aerodromes, at which the above-mentioned facilities have been arranged. The prohibition of any intermediate landing applies also in such cases.

In the event of a forced landing or of a landing as provided in Article 7 not at an aerodrome of the class mentioned in the first paragraph of this Article, the pilot of the aircraft, its crew and the passengers shall conform to the Customs, passport, quarantine and immigration regulations in force in the territory in which the landing has been made.

The Parties to this Arrangement shall exchange lists of the aerodromes in their territories designated by them as Customs aerodromes.

Article 15.

Each of the Parties to this Arrangement reserves the right to require that all aircraft crossing the frontiers of its territory shall do so between certain points. Subject to the notification of any such requirements by one Party to the other Party, and to the right to prohibit air traffic over certain areas as stipulated in Article 6, the frontiers of the territories of the Parties to this Arrangement may be crossed at any point.

Article 16.

As ballast, only fine sand or water may be dropped from an aircraft.

Article 17.

No article or substance, other than ballast, may be unloaded or otherwise discharged in the course of flight unless special permission for such purpose shall have been given by the authorities of the territory in which such unloading or discharge takes place.

Article 18.

Whenever questions of nationality arise in carrying out the present Arrangement, it is agreed that every aircraft shall be deemed to possess the nationality of the Party in whose territory it is duly registered.

Article 19.

The Parties to this Arrangement shall communicate to each other the regulations relative to air traffic in force in their respective territories.

Article 20.

The present Arrangement shall be subject to termination by either Party upon sixty days' notice given to the other Party or by the enactment by either Party of legislation inconsistent therewith.

comme aéroport douanier et pourvu des services nécessaires pour l'application des règlements concernant les douanes, les passeports, la quarantaine, l'immigration et la libre pratique des aéronefs. Il est interdit à ces aéronefs d'atterrir entre la frontière et l'aéroport. Dans des cas particuliers, les autorités compétentes pourront autoriser les aéronefs à atterrir ou à prendre leur vol sur d'autres aéroports pourvus des services susmentionnés. L'interdiction d'atterrir entre la frontière et l'aéroport subsiste dans ces cas particuliers.

En cas d'atterrissage forcé ou d'atterrissage dans les circonstances prévues à l'article 7 dans un aéroport n'appartenant pas à la catégorie visée au premier alinéa du présent article, le pilote de l'aéronef, l'équipage et les passagers devront se conformer aux prescriptions concernant les douanes, les passeports, la quarantaine et l'immigration qui sont en vigueur dans le territoire dans lequel a eu lieu l'atterrissage.

Les Parties au présent arrangement se communiqueront la liste des aéroports situés sur leurs territoires et désignés par elles comme aéroports douaniers.

Article 15.

Chacune des deux Parties contractantes se réserve le droit d'exiger que les aéronefs ne survolent les frontières de son territoire qu'entre des points déterminés par elle. Si aucune communication n'a été faite à ce sujet par l'une des Parties à l'autre, et sous réserve du droit de chaque Partie d'interdire la navigation aérienne au-dessus de certaines zones en vertu de l'article 6, les frontières du territoire des Parties contractantes pourront être survolées en n'importe quel point.

Article 16.

Il ne pourra être jeté d'un aéronef d'autre lest que du sable fin ou de l'eau.

Article 17.

En cours de route, des objets ou matières autres que du lest ne pourront être jetés ou déchargés de quelque autre façon que si les autorités dont le territoire est touché ont délivré à cet effet une autorisation spéciale.

Article 18.

Pour tous les cas où l'application du présent arrangement soulèverait des questions de nationalité, il est convenu que les aéronefs possèdent la nationalité de la Partie dans le territoire de laquelle ils sont régulièrement immatriculés.

Article 19.

Les Parties contractantes se communiqueront réciproquement toutes les prescriptions en vigueur sur leurs territoires relativement à la navigation aérienne.

Article 20.

Le présent arrangement pourra être dénoncé par chacune des Parties à l'égard de l'autre moyennant un préavis de soixante jours. En outre, il prendra fin au cas où l'une des deux Parties contractantes promulguerait des dispositions légales incompatibles avec le présent arrangement.

I am glad to assure Your Excellency that the foregoing text is the text which has been accepted by my Government in the course of the negotiations and is approved by them.

In accordance with your suggestion, it is understood that the Arrangement will come into force on the 4th day of December, 1937.

Accept, Excellency, the renewed assurance of my highest consideration.

ÉAMON DE VALÉRA,
Minister for External Affairs.

His Excellency John Cudahy,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
of the United States of America,
Dublin.

Certified to be true and complete textual copies
of the original Notes exchanged, in the sole
language in which they were signed.

For the Secretary of State
of the United States of America :

Edward Yardley,
*Chief Clerk and Administrative
Assistant.*

Je suis heureux de faire connaître à Votre Excellence que le texte ci-dessus est bien celui qui a été accepté par mon gouvernement au cours des négociations et que mon gouvernement lui donne son approbation.

Conformément à votre proposition, l'arrangement entrera en vigueur le 4 décembre 1937.

Veillez agréer, etc.

ÉAMON DE VALÉRA,
Ministre des Affaires étrangères.

Son Excellence John Cudahy,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
des Etats-Unis d'Amérique,
Dublin.

N° 4277.

GRÈCE ET ITALIE

Convention concernant l'établissement de lignes aériennes. Signée à Athènes, le 30 juin 1936.

GREECE AND ITALY

Convention for the Establishment of Air Lines. Signed at Athens, June 30th, 1936.

TEXTE GREC. — GREEK TEXT.

№ 4277. — ΣΥΜΒΑΣΙΣ¹ ΜΕΤΑΞΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ ΚΑΙ ΤΗΣ ΙΤΑΛΙΑΣ ΠΕΡΙ ΕΓΚΑΤΑΣΤΑΣΕΩΣ ΑΕΡΟΠΟΡΙΚΩΝ ΓΡΑΜΜΩΝ. ΥΠΟΓΡΑΦΕΙΣΑ ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ, ΤΗΝ 30^{ην} ΙΟΥΝΙΟΥ, 1936.

Textes officiels grec et italien communiqués par le délégué permanent de la Grèce près la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 8 février 1938.

Ἡ Α. Μ. Ὁ Βασιλεὺς τῶν Ἑλλήνων
καὶ

Ἡ Α. Μ. Ὁ Βασιλεὺς τῆς Ἰταλίας πεπεισμένοι ἐξ ἴσου περὶ τοῦ ἀμοιβαίου συμφέροντος τῆς Ἰταλίας καὶ τῆς Ἑλλάδος ὅπως διευκολύνωσι τὴν ἐγκατάστασιν γραμμῶν ἐμπορικῆς ἀεροπορίας ἀπεφάσισαν νὰ συνομολογήσωσι πρὸς τοῦτο σύμβασιν καὶ διώρισαν τοὺς οἰκείους πληρεξουσίους αὐτῶν :

Ἡ Α. Μ. Ὁ Βασιλεὺς τῶν Ἑλλήνων

τὴν αὐτοῦ Ἐξοχότητα τὸν Στρατηγὸν Ἰωάννην Μεταξῆν, Πρόεδρον τοῦ Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, Ὑπουργὸν ἐπὶ τῶν Ἐξωτερικῶν, καὶ ἐπὶ τῆς Ἀεροπορίας.

Ἡ Α. Μ. Ὁ Βασιλεὺς τῆς Ἰταλίας

τὴν αὐτοῦ Ἐξοχότητα τὸν nobile Raffaele BOSCARRELLI, Ἀνώτερον Ταξιδίρχην, Ἐκτακτον Ἀπεσταλμένον καὶ Πληρεξούσιον Ὑπουργὸν ἐν Ἀθήναις,

οἷτινες μετ' ἀνταλλαγῆν τῶν πληρεξουσίων αὐτῶν ἐγγράφων, ἐδρεθέντων ἐν τάξει, συνωμολόγησαν τὰ ἑξῆς :

Ἄρθρον Ι.

Ἡ Κυβέρνησις τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος παραχωρεῖ εἰς τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τῆς Ἰταλίας τὴν ἀδειαν ἐκμεταλλεύσεως ὑπεράνω τοῦ Ἑλληνικοῦ ἐδάφους παρ' ὀρισθησομένων Ἰταλικῶν ἀεροπορικῶν Ἑταιρειῶν τῶν ἀκολούθων ἀεροπορικῶν γραμμῶν :

α') Βρωδησίου — Ἀθηνῶν — Κωνσταντινουπόλεως.

β') Βρωδησίου — Ἀθηνῶν — Ρόδου.

γ') Ἰταλίας — Ἀλβανίας — Θεσσαλονίκης πρὸς Σόφιαν ἢ Κωνσταντινούπολιν.

Ὅσον ἀφορᾷ τὰς ὑπὸ στοιχεῖα α') καὶ β') γραμμὰς, αἱ γενόμεναι ἤδη παραχωρήσεις τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως πρὸς τὴν Ἰταλικὴν Ἑταιρείαν Ἀεροσπρέσσο καὶ μεταβιβασθεῖσαι εἰς τὴν Ἄλα-Αιττόρια διατηροῦνται ἐν πλήρει ἰσχύϊ καὶ δύνανται νὰ μεταβιβασθῶσιν εἰς οἰανδήποτε ἄλλην Ἰταλικὴν Ἑταιρείαν, ἣν ἡ Ἰταλικὴ Κυβέρνησις ἤθελεν ὀρίσει, συμφώνως πρὸς τὰς προηγουμένας διατάξεις.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Rome, le 15 janvier 1938.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

N° 4277. — CONVENZIONE¹ TRA LA GRECIA E L'ITALIA PER L'ISTITUZIONE DI LINEE AEREE, FIRMATA A ATENE, IL 30 GIUGNO 1936.

Greek and Italian official texts communicated by the Permanent Delegate of Greece to the League of Nations. The registration of this Convention took place February 8th, 1938.

SUA MAESTA IL RE DEGLI ELLENI

e

SUA MAESTA IL RE D'ITALIA

ugualmente convinti dell'interesse reciproco dell'Italia e della Grecia di facilitare l'istituzione di linee di navigazione aerea commerciale, hanno deciso di stipulare all'uopo una convenzione ed hanno nominato i rispettivi plenipotenziari :

SUA MAESTA IL RE DEGLI ELLENI :

Sua Eccellenza il Generale METAXAS , Presidente del Consiglio dei Ministri, Ministro degli Affari Esteri e dell' Aviazione ;

SUA MAESTA IL RE D'ITALIA :

Il Grande Ufficiale, Nob. Raffaele BOSCARRELLI, Inviato Straordinario e Ministro Plenipotenziario in Atene,

i quali, dopo avere scambiato i loro pieni poteri riconosciuti in buona e debita forma, hanno convenuto quanto segue :

Articolo I.

Il Governo del Regno di Grecia accorda al Governo del Regno d'Italia l'autorizzazione di far esercire al di sopra del territorio greco da Compagnie Aeree Italiane da designarsi le seguenti linee aeree :

- a) Brindisi-Atene-Constantinopoli
- b) Brindisi-Atene-Rodi e
- c) Italia-Albania-Salonicco verso Sofia o Constantinopoli.

Per quanto concerne li linee indicate alle lettere a) e b), le concessioni già accordate dal Governo ellenico alla Società Italiana Aero-Espresso e trasferite all' Ala Littoria sono mantenute in pieno vigore e possono essere trasmesse a qualsiasi altra Compagnia Italiana che il Governo Italiano volesse indicare in conformità delle disposizioni che precedono.

¹ The exchange of ratifications took place at Rome, January 15th, 1938.

Ὁ τρόπος τῆς ἐγκαταστάσεως τῆς ὑπὸ στοιχείου γ') γραμμῆς ἢ τμήματος τῆς γραμμῆς ταύτης θ' ἀποτελέσασιν ἀντικείμενον συμφωνίας συνομολογηθησομένης μεταξὺ τοῦ ἀρμοδίου Ὑπουργείου καὶ τῆς ἐνδιαφερομένης ἐπιχειρήσεως. Αἱ διατάξεις τῆς συμφωνίας ταύτης ἐν οὐδεμίᾳ περιπτώσει θὰ περιλαμβάνωσιν ὑποχρεώσεις ἀντιθέτους πρὸς τὴν παροῦσαν οὐμβασιν.

ἄρθρον 2.

I. Εἰς ἀντάλλαγμα τῶν ὡς ἄνω εὐκολιῶν, ἡ Κυβέρνησις τοῦ Βασιλείου τῆς Ἰταλίας παραχωρεῖ εἰς τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος χάριν ὀρισθησομένων Ἑλληνικῶν Ἑταιρειῶν, ἀναλόγους εὐκολίας ἐπὶ τῶν κάτωθι γραμμῶν :

α') Βρινδησίου — Ἀθηνῶν — Κωνσταντινουπόλεως.

β') Βρινδησίου — Ἀθηνῶν — Ρόδου καὶ

γ') Ἑλλάδος - Ρώμης ἢ Νεαπόλεως πρὸς Μασσαλίαν ἢ Μόναχον Βαυαρίας διερχομένης ἢ μὴ δὲ Ἀλβανίας.

II. Εἰς περίπτωσιν λειτουργίας τῶν ἑλληνικῶν ἀεροπορικῶν ὑπηρεσιῶν ἐπὶ τῶν ὡς ἄνω γραμμῶν, αἱ ὑπὸ τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ὀρισθησόμεναι ἐπιχειρήσεις θέλουσι συνεννοηθῆναι ἐπὶ τῆς ἀπὸ κοινῆς ἐκμεταλλεύσεως τῶν εἰρημένων γραμμῶν, καθορίζουσαι δι' ἰδιαίτερας εἰδικῆς συμφωνίας τὸ ἐφαρμοστέον σχετικὸν σύστημα, ὅπερ ἐν πάσῃ περιπτώσει δεόν νὰ τύχη τῆς προηγουμένης ἐγκρίσεως τῶν οἰκείων Ὑπουργείων τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

Εἰς τὴν περίπτωσιν αἱ ἐπιχειρήσεις δὲν ἤθελον συμφωνηθῆναι ἐπὶ τοῦ ἐφαρμοστέου συστήματος ἐκμεταλλεύσεως, θὰ ἀποφασίζουσι ἐπὶ τούτου τὰ ἀρμόδια Ὑπουργεῖα ἐντὸς τριῶν μηνῶν ἀπὸ τῆς εἰς αὐτὰ προσφυγῆς τῶν ἐπιχειρήσεων, ἐν περιπτώσει δὲ ἀσυμφωνίας καὶ τούτων ἢ καὶ μὴ ἀποφάσεως ἐντὸς τῆς ὡς ἄνω προθεσμίας ἐκάτερον τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ δικαιοῦται νὰ ὑποβάλῃ τὴν διαφορὰν εἰς διαιτητικὸν δικαστήριον συμφώνως τῷ ἀρθρῷ II.

ἄρθρον 3.

Τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη ἐν τῷ μείζονι δυνατῷ μέτρῳ θὰ θέσουσι εἰς τὴν διάθεσιν τῶν ἐνδιαφερομένων ἐπιχειρήσεων ἐπὶ τοῦ ἰδίου αὐτῶν ἐδάφους ὑπὸ τοὺς αὐτοὺς, ὅφ' οὓς καὶ εἰς τοὺς ὑπηκόους αὐτῶν, ὄρους, τὰ διὰ τὴν στέγασιν τῶν ἀεροσκαφῶν προοριζόμενα ὑπόστεγα, ἐγκαταστάσεις ἀνελκυσέως (βαροῦλκον ἢ slip) τὰ πεδία ἢ χώρους τὰ χρησιμοποιούμενα ὡς συνεργεῖα ἐπισκευῶν, ἀποθήκας καὶ Γραφεῖα ἀεροδρομιῶν καὶ τὰς εὐκολίας ἐφοδιασμοῦ εἰς καύσιμον ὕλην.

Τὰ ἐξυπηρετοῦντα τακτικὰς γραμμὰς Ἰταλικά καὶ Ἑλληνικά ἀεροσκάφη δύνανται ἐπίσης νὰ χρησιμοποιῶσιν ἐν ἀνάγκῃ καὶ χωρὶς νὰ ἐπιχειρῶσιν εἰς αὐτοὺς ἐμπορικὰς πράξεις τοὺς κατὰ μῆκος τῶν γραμμῶν αὐτῶν ἀνοικτούς εἰς τὴν Δημοσίαν Ἀεροπορίαν ἀερολιμένας.

Οἱ λεπτομερεῖς ὅροι ἐκμεταλλεύσεως ὑπὸ τῶν ἐν τοῖς προηγουμένοις ἀρθροῖς μνημονευομένων ἐπιχειρήσεων θὰ καθορισθῶσι δι' εἰδικῶν συμφωνιῶν συναφθησομένων μεταξὺ τῶν οἰκείων Ὑπουργείων Ἀεροπορίας καὶ τῶν εἰρημένων ἐπιχειρήσεων.

ἄρθρον 4.

Πρὸς ἀποφυγὴν παντὸς ἐπιβλαβοῦς συναγωνισμοῦ εἰς τὴν ἀεροναυτιλίαν ἐν γένει, ἡ ἀνάδοχος Ἰταλικὴ Ἑταιρεία ὑποχρεοῦται νὰ μὴ ἐκτελέσῃ ἀερομεταφορὰς μεταξὺ τῆς Ἑλλάδος ἀφ' ἑνὸς καὶ τῆς Βουλγαρίας ἀφ' ἑτέρου, εἰ μὴ μόνον κατόπιν συνεννοήσεως μετὰ τῶν Ἑλληνικῶν ἔθνικων Ἑταιρειῶν, αἵτινες τυγχόν θὰ ἐξυπηρετοῦν τὰς ἀεροσυγκοινωνίας μεταξὺ τῆς Βουλγαρίας καὶ τῆς Ἑλλάδος. Ἐφ' ὅσον χρόνον δὲν θὰ ὑπῆρχον τοιαῦτα Ἑταιρεῖαι, ἡ ἀνάδοχος Ἰταλικὴ Ἑταιρεία θὰ εἶναι ἐλευθέρη νὰ ἐκτελῇ τὰς ὡς ἄνω μεταφορὰς.

Le modalità di impianto della linea di cui la lettera *c*) o di sezione di essa saranno oggetto di un accordo da stipulare fra il competente Ministero e l'impresa interessata. Le clausole di tale accordo non potranno in nessun caso contenere obblighi contrari alla presente convenzione.

Articolo 2.

In cambio delle facilitazioni suddette, il Governo del Regno d'Italia concede al Governo del Regno di Grecia, a favore di compagnie elleniche da designarsi analoghe facilitazioni per le seguenti linee :

- a*) Brindisi-Atene-Constantinopoli
- b*) Brindisi-Atene-Rodi e
- c*) Grecia-Roma o Napoli verso Marsiglia o Monaco di Baviera passando o non attraverso l'Albania.

In caso de funzionamento dei servizi aerei greci sulle predette linee le imprese che saranno designati dalle A. P. C. si accorderanno circa l'esercizio in comune delle anzidette linee stabilendo con un separato accordo speciale il sistema relativo da applicarsi che in ogni caso dovrà essere preventivamente approvato dai competenti Ministeri delle A. P. C.

Ove le imprese non si accordassero sul sistema di esercizio da applicare, i Ministeri competenti decideranno al riguardo entro tre mesi dalla data del ricorso delle imprese. Nel caso che anche questi ultimi non si accordassero e nel caso che una decisione non fosse presa entro il termine suddetto ciascuna delle A. P. C. avrà il diritto di sottomettere la controversia ad un tribunale arbitrale come previsto dall' Articolo II.

Articolo 3.

Nella maggiore misura possibile le A. P. C. metteranno a disposizione delle imprese interessate sul loro rispettivo territorio, alle stesse condizioni concesse ai rispettivi sudditi, gli hangars destinati al ricovero degli aeromobili, le installazioni di alaggio (grue o slip) i terreni o i locali impiegati come officine di riparazione i depositi e gli uffici dei campi di aviazione nonchè le facilitazioni di rifornimento di carburante.

Gli aeromobili italiani e greci che servono linee regolari potranno ugualmente utilizzare in caso di bisogno e senza compiersi operazioni commerciali, gli aeroporti aperti ai servizi pubblici aeronautici dislocati lungo le loro linee.

Le condizioni dettagliate di esercizio da parte delle imprese menzionate negli articoli precedenti, saranno stabilite con accordi speciali da stipulare fra i rispettivi Ministeri dell' Aviazione e le suddette imprese.

Articolo 4.

Per evitare ogni concorrenza dannosa alla navigazione aerea in genere, la Società concessionaria italiana si obbliga a non eseguire aerotrasporti fra la Grecia, da una parte, e la Bulgaria, dall' altra, se non in seguito ad intesa con le Società nazionali elleniche che eventualmente esercitassero le comunicazioni aeree fra la Bulgaria e la Grecia. Fino a quando non esisteranno tali Società, la Società concessionaria italiana sarà libera di eseguire i trasporti predetti.

Εἰς ὅλας τὰς γνωστέρας προσεγγίσεις, τακτικὰς καὶ ἐκτάκτους, τὰ πληρώματα καὶ ὑπὸ διαμετακόμισιν ἐπιβάται, δύνανται νὰ διαμένωσιν ἀρκεῖ νὰ εἶναι ἐφωδιασμένοι διὰ τῶν ἀπαιτουμένων ἐν τῇ διεθνεῖ συγκοινωνίᾳ τίτλων καὶ ἐγγράφων. Τὰ ὑπὸ διαμετακόμισιν ἐμπορεύματα καὶ ταχυδρομεῖον δύνανται νὰ ἀποθηκεύωνται εἰς αὐτάς.

Ἐὰν τὰ ἀεροπορικὰ ταξείδια διακοπῶσι λόγῳ ἀνωτέρας βίας θὰ παρέχεται πᾶσα εὐκολία, ἵνα τῇ μερίμνῃ τῆς ἐνδιαφερομένης ἐπιχειρήσεως οἱ ταξειδιῶται, τὰ ἐμπορεύματα καὶ τὸ ταχυδρομεῖον ἀποσταλῶσι διὰ τοῦ ταχύτερου μέσου εἰς τὸν προορισμὸν αὐτῶν.

Ἄρθρον 5.

Αἱ Κυβερνήσεις ἑκατέρων τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἐπιφυλάσσουν εἰς ἑαυτὰς τὸ δικαίωμα νὰ μεταφέρωσι τὸ ἐσωτερικὸν καὶ ἐξωτερικὸν ταχυδρομεῖον διὰ τῶν ἐθνικῶν αὐτῶν Ἑταιρειῶν, ὡς ἐπίσης καὶ πᾶν δικαίωμα ἐναερίων μεταφορῶν (cabotage) μεταξὺ δύο σημείων τοῦ ἰδίου αὐτῶν ἐδάφους.

Ἄρθρον 6.

Κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς παρουσίας συμβάσεως αἱ ἀναλαβοῦσαι τὴν ἐκμετάλλευσιν Ἑταιρεῖαι ὑποχρεοῦνται νὰ συμμορφῶνται πρὸς τοὺς Νόμους καὶ Κανονισμοὺς τοὺς ἰσχύοντας ἐν τῇ Ἐπικρατείᾳ ἑκατέρου τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ὡς ἐπίσης καὶ πρὸς τὰς διατάξεις τῶν Διεθνῶν Συμβάσεων τῶν διεπυσῶν τὰς διὰ τοῦ ἀέρος μεταφορὰς καὶ ἰδιαιτέρως τῆς Διεθνούς Συμβάσεως Ἀεροναυτιλίας τοῦ 1919.

Ἄρθρον 7.

Τὰ διὰ τὴν ἐκμετάλλευσιν τῶν εἰς ἐφαρμογὴν τῆς παρουσίας συμβάσεως ἐγκαθισταμένων γραμμῶν προοριζόμενα ἀεροσκάφη, ὡς ἐπίσης καὶ οἱ ἐπ' αὐτῶν ἐφαρμοζόμενοι κινητήρες μετὰ τῶν ἀνταλλακτικῶν, θὰ εἰσάγονται ὑπὸ προσωρινὴν τελωνειακὴν ἀτέλειαν εἰς τὰ δύο Κράτη.

Τὰ ἀντικείμενα καὶ ἐφόδια — πλὴν τῆς καυσίμου ὕλης (λιπαντικῶν καὶ βενζίνης) δι' ἃ ἐφαρμόζονται οἱ Ἰταλικοὶ καὶ Ἑλληνικοὶ Νόμοι — τὰ ἀναγκαῖον διὰ τὴν ἐξάρτησιν καὶ συντήρησιν τῶν ἀεροσκαφῶν καὶ ἀναλισκόμενα ἐπὶ τόπου ἀπαλλάσσονται εἰσαγωγικῶν δασμῶν καὶ τελῶν εἰς ἀμφοτέρας τὰς Χώρας, ὑπὸ τὸν ὄρον νὰ παραμένωσιν ὑπὸ τὸν ἐλεγχον τῶν τελωνειακῶν ἀρχῶν καὶ νὰ χρησιμοποιῶνται μόνον διὰ τὰς ἀνάγκας τῆς ἐκμεταλλεύσεως τῶν εἰς ἐφαρμογὴν τῆς παρουσίας συμβάσεως ἐγκαθισταμένων γραμμῶν.

Αἱ ὡς ἄνω ἀπαλλαγῆ ἀφορῶσι καὶ τὰ ἀπὸ τῆς ἀρχικῆς, δυνάμει εἰδικῶν ἀδειῶν, λειτουργίας τῆς γραμμῆς Ρώμης — Τιράνων — Θεσσαλονίκης εἰσαχθέντα ὑπὸ προσωρινὴν ἀτέλειαν ὀκτικά, περὶ ὧν αἱ προηγούμενοι παράγραφοι τοῦ παρόντος ἄρθρου.

Εἰς τὰς περιπτώσεις ἐκτελωνισμοῦ τῶν ἀντικειμένων καὶ ἐφοδίων τούτων ἐφαρμόζονται πᾶσαι αἱ ἐκπτώσεις καὶ εὐκολαὶ αἱ ἐπιτρεπόμεναι ὑπὸ τῆς Νομοθεσίας τῆς χώρας εἰς τοὺς ὑπάρχουσ αὐτῆς.

Ἡ ὑπὸ διαμετακόμισιν ἐπιβάται, ἀποσκευαὶ καὶ ἐμπορεύματα ὑπόκεινται εἰς πάντα νόμιμον ἐλεγχον. Αἱ ἀποσκευαὶ αὗται ὡς καὶ τὰ ἐμπορεύματα ἀπαλλάσσονται παντὸς τελωνειακοῦ δασμοῦ.

Ἄρθρον 8.

Αἱ ἀνάδοχοι ἐπιχειρήσεις ὑποχρεοῦνται νὰ μεταφέρωσι τὸ ἀεροπορικὸν ταχυδρομεῖον ὑπὸ τοὺς ὀριζομένους ὅρους ἐν τοῖς συμβολαίοις, ἅτινα θὰ συναφθῶσι μεταξὺ τῶν ἐπιχειρήσεων τούτων καὶ τῶν ἀρμοδίων Διεθνύσεων τῶν Ὑπουργείων Ἀεροπορίας τῶν δύο Κρατῶν.

Ἄρθρον 9.

Αἱ ἐπιχειρήσεις αἱ ἐκμεταλλεόμεναι τακτικὰς γραμμὰς εἰς ἐφαρμογὴν τῶν ἄρθρων 1 καὶ 2 θὰ εἶναι μόνον Ἰταλικά καὶ Ἑλληνικά Ἑταιρεῖαι, συμφώνως πρὸς τὰ ὑπὸ τῶν Νόμων καὶ Κανονισμῶν ἑκατέρου τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν διατασσόμενα.

Gli equipaggi ed i passeggeri in transito, purchè muniti dei titoli e dei documenti richiesti per le comunicazioni internazionali potranno soggiornare in tutti gli scali effettuati ordinari e straordinari. Le merci e la posta in transito potranno esservi depositati.

Se i viaggi aerei sono interrotti per causa di forza maggiore sarà accordata ogni facilitazione affinchè a cura dell' impresa interessata i viaggiatori, le merci e la posta siano inoltrati, col mezzo più rapido, alla loro destinazione.

Articolo 5.

I Governi di ciascuna delle A. P. C. si riservano il diritto di far trasportare la posta interna e quella estera dalle loro Compagnie nazionali, come pure ogni diritto di trasporti aerei (cabotaggio) fra due punti del loro proprio territorio.

Articolo 6.

Per la durata della presente Convenzione le imprese che hanno assunto l'esercizio sono obbligate a conformarsi alle Leggi e Regolamenti vigenti nel territorio di ciascuna delle A. P. C. come pure alle disposizioni delle Convenzioni Internazionali che disciplinano i trasporti aerei ed in particolare modo alle disposizioni della Convenzione Internazionale per la Navigazione Aerea del 1919.

Articolo 7.

Gli aeromobili destinati all'esercizio delle linee aeree stabilite dalla presente Convenzione, come pure i motori montati su di essi compresi i pezzi di ricambio, verranno importati in franchigia doganale provvisoria in entrambi gli Stati.

Gli oggetti e gli approvvigionamenti, eccezione fatta del combustibile (lubrificanti e benzina) ai quali saranno applicate le leggi italiane e greche, necessari all' attrezzamento ed alla conservazione degli aeromobili, da consumare sul posto, saranno esenti dai diritti di dogana e tasse in entrambi i Paesi, a condizione che siano lasciati sotto il controllo delle Autorità doganali ed utilizzati soltanto per i bisogni dell' esercizio delle linee istituite in applicazione della presente Convenzione.

La predetta franchigia riguarda anche i materiali, di cui nei precedenti paragrafi di questo articolo, importati, in virtù di permessi speciali, in franchigia provvisoria fin dall' inizio del funzionamento della linea Roma-Tirana-Salonicco.

Nei casi di sdoganamento di tali oggetti e approvvigionamenti saranno applicate tutte le riduzioni e facilitazioni consentite dalla legislazione del Paese in favore dei propri sudditi.

I passeggeri, i bagagli e le merci in transito saranno soggetti ad ogni legittimo controllo. Tali bagagli come pure le merci saranno esenti da qualsiasi dazio doganale.

Articolo 8.

Le imprese concessionarie sono obbligate a trasportare la posta aerea giusta le condizioni stabilite nei contratti che saranno stipulati fra le imprese medesime e le competenti Direzioni dei Ministeri della Aeronautica dei due Stati.

Articolo 9.

Le imprese esercenti linee regolari in applicazione degli articoli 1° et 2° saranno soltanto Italiane e Greche, in conformità di quanto dispongono le Leggi ed i Regolamenti di ciascuna delle A. P. C.

Αὐταὶ ὀρίζονται κατ' ἐκλογὴν τῆς Κυβερνήσεως αὐτῶν. Ἐκάτερον τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν δικαιούται νὰ ἐλέγξῃ εἰς πᾶσαν στιγμὴν τοὺς ὁρους ἐθνικότητος τῶν Ἐταιρειῶν τῶν ἀνηκουσῶν εἰς τὸ ἕτερον Ὑψηλὸν Συμβαλλόμενον Μέρος καὶ ἐκμεταλλευσμένων τὰς ὡς ἄνω γραμμὰς.

Ἐκάτερον τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, θὰ ἔχη πάντοτε τὸ ἀπόλυτον δικαίωμα νὰ ὑποκαθιστᾷ εἰς τὴν παλαιὰν ἐπιχείρησιν νέαν ἐπιχείρησιν ἐκμεταλλεύσεως, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν νὰ εἰδοποιῇ περὶ τούτου τὸ ἕτερον Ὑψηλὸν Συμβαλλόμενον Μέρος ἕνα μῆνα πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς λειτουργίας.

Αἱ κατ' ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης συμβάσεως ἐκμεταλλεύμεναι τακτικὰς γραμμὰς ἐπιχειρήσεις ὑποχρεοῦνται νὰ χρησιμοποιῶσι μόνον Ἰταλοὺς καὶ Ἑλληνας ὑπηκόους. Τὸ προσωπικὸν τοιούτων ἐπιχειρήσεων τὸ χρησιμοποιούμενον ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἑκατέρου τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν δέον νὰ εἶναι Ἰταλικὸν ἐπὶ Ἰταλικῷ ἐδάφους καὶ Ἑλληνικὸν ἐπὶ Ἑλληνικῷ ἐδάφους, συμφώνως πρὸς τοὺς ἰσχύοντας σχετικoὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς εἰς ἕκάτερον τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἐξαιρέσει ἐνὸς τεχνικοῦ προϊσταμένου.

Ἄρθρον 10.

Διὰ πάσας τὰς ἄνωτέρω ἑναερίους γραμμὰς, τὰ δρομολόγια, ἡ πυκνότης αὐτῶν, τὰ τιμολόγια, οἱ μετ' ἄλλων γραμμῶν συνδυασμοὶ εἰς τοὺς διαφόρους ἀεροσταθμοὺς, ὁ τύπος τοῦ χρησιμοποιουμένου ὀλικοῦ, θὰ καθορίζονται ἐλευθέρως παρὰ τῶν Ἐταιρειῶν ἐκμεταλλεύσεως, αἵτινες ὑποχρεοῦνται νὰ γνωστοποιῶσι τούτο πρὸς τὰς ἀρμοδίας Διοικήσεις τῶν δύο Κρατῶν, ἕνα μῆνα πρὸ τῆς ἐφαρμογῆς τῶν ἢ προκειμένου περὶ τοῦ ὀλικοῦ, πρὸ τῆς θέσεως αὐτοῦ ἐν λειτουργίᾳ.

Κατὰ τὸν καθορισμὸν τῶν ὡς ἄνω δρομολογίων θὰ ἐπιδιώκεται, ὅπως κανονίζονται ταῦτα κατὰ τρόπον ἐξυπηρετοῦντα τὰ συμφέροντα τῶν δύο Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

Ἄρθρον 11.

Ἐὰν μεταξὺ τῶν δύο Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἐγερθῇ διαφωνία ἐπὶ τῆς ἑρμηνείας ἢ τῆς ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης συμβάσεως καὶ ἐὰν τὸ ἐν τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ζήτησιν ὅπως ἢ διαφορά τεθῇ ὑπὸ τὴν κρίσιν διαιτητικοῦ δικαστηρίου, τὸ ἕτερον Μέρος ὑποχρεοῦται νὰ συναινέσῃ, καὶ προκειμένου ἐτι νὰ κριθῇ προδικαστικῶς ἐὰν ἡ ἀμφισβήτησις τυγχάνει παραπεμπτέα εἰς διαιτητικὸν δικαστήριον.

Ἡ σύνθεσις τοῦ διαιτητικοῦ δικαστηρίου δι' ἐκάστην διαφωνίαν θὰ εἶναι τοιαύτη, ὥστε ἕκαστον τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν νὰ διορίζῃ ὡς διαιτητὴν ἕνα τῶν ὑπηκόων αὐτοῦ, ἀμφοτέρω δὲ τὰ Μέρη νὰ ἐκλέγουν ὡς τρίτον διαιτητὴν ὑπῆκοον τρίτης φιλικῆς δυνάμεως.

Τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη ἐπιφυλλάσσονται νὰ συμφωνῶσιν ἐκ τῶν προτέρων καὶ διὰ καθορισθησομένην χρονικὴν περίοδον περὶ τοῦ προσώπου ὅπερ ἤθελεν ἐκτελεῖ, εἰς περίπτωσιν διαφωνίας, τὰ καθήκοντα τρίτου διαιτητοῦ.

Ἡ ἀπόφασις τῶν διαιτητῶν ἔχει ὑποχρεωτικὴν ἰσχύν.

Ἄρθρον 12.

Ἡ διάρκεια τῆς παρούσης συμβάσεως εἶναι πενταετής ἀρχομένη ἀπὸ τῆς 1ης Ἰανουαρίου 1935. Παρατείνεται σιωπηρῶς κατὰ διετείς περιόδους, ἐκτὸς προειδοποιήσεως περὶ καταγγελίας αὐτῆς, γινομένης ἐν ἔτος πρότερον παρ' ἐνὸς τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

Ἄρθρον 13.

Αἱ λεπτομέρειαι ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμβάσεως κανονισθήσονται, ὅσάκις εἶναι δυνατόν, δι' ἀπ' εὐθείας συνεννοήσεως μεταξὺ τῶν ἀρμοδίων ἀρχῶν τῶν δύο Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

Esse saranno liberamente designate dal loro Governo. Ciascuna delle A. P. C. ha il diritto di controllare in ogni momento le condizioni di nazionalità delle appartenenti all'altra A. P. C. ed esercenti le linee su citate.

Ciascuna delle A. P. C. avrà sempre il diritto assoluto di sostituire la precedente impresa con una nuova impresa, esercente sotto la riserva di darne preavviso all'altra A. P. C. un mese prima dell'inizio del funzionamento.

Le imprese che in applicazione della presente Convenzione esercitano linee regolari si obbligano ad impiegare soltanto sudditi italiani e greci. Il personale di tali imprese utilizzato sul territorio dell'altra A. P. C. deve essere Italiano su territorio italiano e Greco su territorio greco, in conformità delle relative Leggi e Regolamenti vigenti nel territorio di ciascuna delle A. P. C. ad eccezione di un capo tecnico.

Articolo 10.

Per tutte le predette linee aeree, gli itinerari, la loro frequenza, le tariffe, le coincidenze con altre linee nei differenti aeroscavi, il tipo del materiale utilizzato, saranno stabiliti liberamente dalle Società esercenti, le quali si obbligano a darne comunicazione alle competenti Amministrazioni dei due Stati un mese prima della loro attuazione o, trattandosi del materiale, della sua messa in servizio.

Nello stabilire gli itinerari suddetti si cercherà che questi siano regolati in modo da servire gli interessi delle due A. P. C.

Articolo 11.

Se fra le due A. P. C. sorge una contestazione circa l'interpretazione o l'applicazione della presente Convenzione e se l'una delle A. P. C. chiede che la contestazione venga sottoposta alle decisioni di un Tribunale arbitrale, l'altra Parte si obbliga a consentirvi anche se si tratta di giudicare in via pregiudiziale se la contestazione si a da considerarsi rinviabile ad un Tribunale arbitrale.

Il Tribunale arbitrale sarà costituito, per ogni contestazione, in modo che ciascuna delle A. P. C. nomini come arbitro uno dei suoi sudditi e che entrambe le Parti eleggano quale terzo arbitro un suddito di una terza Potenza amica.

Le A. P. C. si riservano di accordarsi preventivamente e per un periodo di tempo da stabilirsi circa la persona che dovrà adempiere, in caso di contestazione, le funzioni di terzo arbitro.

La decisione degli arbitri avrà forza obbligatoria.

Articolo 12.

La durata della presente Convenzione è di cinque anni, a partire dal 10 Gennaio 1935. Essa sarà tacitamente prorogata per periodi di due anni, salvo preavviso di denuncia di essa dato un anno primo da una delle A. P. C.

Articolo 13.

I particolari dell'applicazione della presente Convenzione saranno stabiliti, ogni volta che sarà possibile, con intesa diretta fra le competenti Autorità delle due A. P. C.

Ἄρθρον 14.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις συνετάχθη εἰς Ἰταλικὴν καὶ Ἑλληνικὴν γλῶσσαν, ἀμφότερα δὲ τὰ κείμενα ἔχουσι τὴν αὐτὴν ἰσχύν.

Ἄρθρον 15.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ ἐπικυρωθῇ ὑπὸ τῶν δύο Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἢ δὲ ἀνταλλαγῇ τῶν ἐπικυρώσεων θὰ λάβῃ χώραν ἐν Ρώμῃ τὸ ταχύτερον.

Αἱ δύο Κυβερνήσεις συμφωνοῦν ὅπως θέσωσιν ἐν προσωρινῇ ἰσχύϊ τὴν παροῦσαν Σύμβασιν δι' ἀνταλλαγῆς διακοινώσεων καὶ πρὸ τῆς ἀνταλλαγῆς τῶν ἐπικυρώσεων, ὑπὸ τὸν ὄρον ὅτι ἡ ἐνδιαφερομένη Ἑταιρεία θ' ἀναλάβῃ τὴν ὑποχρέωσιν νὰ υπογράψῃ τὴν « παραχωρητήριον συμφωνίαν » (concession), περὶ ἧς ἐν ἄρθρῳ I, μετὰ τοῦ ἀρμοδίου Ὑπουργείου ἐντὸς τριμήνου ἀφ' ἧς προσκληθῇ ὑπὸ τοῦ τελευταίου τούτου.

Εἰς πίστῳσιν τῶν ἀνωτέρω οἱ ὡς ἄνω πληρεξούσιοι ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν σύμβασιν συνταχθεῖσαν εἰς Ἰταλικὴν καὶ Ἑλληνικὴν γλῶσσαν καὶ ἔθεσαν τὰς ἑαυτῶν σφραγίδας.

Ἐγένετο εἰς διπλοῦν ἐν Ἀθήναις τῇ 30ῇ Ἰουνίου 1936.

I. ΜΕΤΑΞΑΣ.

R. BOSCARELLI.

Pour copie conforme :

p. le Directeur des Affaires conventionnelles et commerciales
au Min. des Aff. étrangères,

P. Economou.

Articolo 14.

La presente Convenzione è stata redatta in lingua Italiana e in lingua Greca, ed entrambi i testi fanno ugualmente fede.

Articolo 15.

La presente Convenzione sarà ratificata da parte delle due A. P. C. e lo scambio delle ratifiche avrà luogo al più presto a Roma.

I due Governi concordano di mettere provvisoriamente in vigore la presente Convenzione mediante scambio di note anche prima dello scambio delle ratifiche, a condizione che la Società interessata assuma l'obbligo di firmare « l'accordo di concessione », di cui all' art. 1º, col competente Ministero entro tre mesi dalla data in cui sarà da quest'ultimo invitata.

In fede di quanto precede i predetti Plenipotenziari hanno firmato la presente Convenzione, redatta in lingue Italiana e Greca e vi hanno apposto i rispettivi sigilli.

Fatto in duplice esemplare, in Atene, il 30 giugno 1936.

J. METAXAS.

R. BOSCARELLI.

Pour copie conforme :

*p. le Directeur des Affaires conventionnelles et commerciales
au Min. des Aff. étrangères,*

P. Economou.

¹ TRADUCTION.

N^o 4277. — CONVENTION ENTRE LA GRÈCE ET L'ITALIE CONCERNANT L'ÉTABLISSEMENT DE LIGNES AÉRIENNES. SIGNÉE A ATHÈNES, LE 30 JUIN 1936.

SA MAJESTÉ LE ROI DES HELLÈNES

et

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE,

Egalement convaincus qu'il est de l'intérêt mutuel de l'Italie et de la Grèce de faciliter l'établissement de lignes commerciales de navigation aérienne, ont décidé de conclure une convention à cet effet et ont désigné respectivement pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DES HELLÈNES :

Son Excellence le général METAXAS, président du Conseil des ministres, ministre des Affaires étrangères et de l'Aviation ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Le Grande Ufficiale Nob. Raffaele BOSCARELLI, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Athènes ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Le Gouvernement du Royaume de Grèce accorde au Gouvernement du Royaume d'Italie l'autorisation de faire exploiter sur le territoire grec, par des compagnies aériennes italiennes à désigner, les lignes aériennes suivantes :

- a) Brindisi-Athènes-Constantinople ;
- b) Brindisi-Athènes-Rhodes ;
- c) Italie-Albanie-Salonique vers Sofia ou Constantinople.

En ce qui concerne les lignes indiquées aux lettres a) et b), les concessions déjà accordées par le Gouvernement hellénique à la Compagnie italienne Aero-Espresso et transférées à l'Ala Littoria sont maintenues intégralement et peuvent être transmises à toute autre compagnie italienne que le Gouvernement italien pourra désigner conformément aux dispositions qui précèdent.

Les modalités d'établissement de la ligne prévue à la lettre c) ou de sections de cette ligne feront l'objet d'un accord entre le Ministère compétent et l'entreprise intéressée. Les clauses de cet accord ne pourront en aucun cas prévoir des obligations contraires à la présente convention.

Article 2.

En échange des facilités susmentionnées, le Gouvernement du Royaume d'Italie accorde au Gouvernement du Royaume de Grèce, au profit de compagnies helléniques à désigner, des facilités analogues pour les lignes suivantes :

- a) Brindisi-Athènes-Constantinople ;
- b) Brindisi-Athènes-Rhodes ;
- c) Grèce-Rome ou Naples vers Marseille ou Munich, traversant ou non l'Albanie.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 4277. — CONVENTION BETWEEN GREECE AND ITALY FOR THE ESTABLISHMENT OF AIR LINES. SIGNED AT ATHENS, JUNE 30TH, 1936.

HIS MAJESTY THE KING OF THE HELLENES

and

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY,

Equally convinced that it is to the mutual interest of Italy and Greece to facilitate the establishment of commercial air navigation lines, have resolved to conclude a Convention for this purpose and have appointed as their respective Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE HELLENES :

His Excellency General METAXAS, President of the Council of Ministers, Minister for Foreign Affairs and Aviation ;

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

Grande Ufficiale Nob. Raffaele BOSCARRELLI, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Athens ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The Government of the Kingdom of Greece accords to the Government of the Kingdom of Italy authorisation to have operated, over Greek territory, by Italian air companies to be designated, the following air lines :

- (a) Brindisi–Athens–Constantinople ;
- (b) Brindisi–Athens–Rhodes ;
- (c) Italy–Albania–Salonica, for Sofia or Constantinople.

As regards the lines mentioned in (a) and (b), the concessions already granted by the Greek Government to the Società Italiana Aero-Espresso and transferred to the Ala Littoria shall remain in full force and may be transferred to such other Italian company as the Italian Government may indicate in conformity with the foregoing provisions.

The procedure for the setting up of the line mentioned in (c) or of sections of that line shall form the subject of an agreement to be concluded between the competent Ministry and the undertaking concerned. The clauses of such an agreement may in no case contain obligations incompatible with the present Convention.

Article 2.

In exchange for the above-mentioned facilities, the Government of the Kingdom of Italy accords to the Government of the Kingdom of Greece, for the benefit of Greek companies to be designated, equivalent facilities for the following lines :

- (a) Brindisi–Athens–Constantinople ;
- (b) Brindisi–Athens–Rhodes ;
- (c) Greece–Rome or Naples, for Marseilles or Munich, whether passing through Albania or not.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

En cas de fonctionnement des services aériens grecs sur les lignes susmentionnées, les entreprises qui seront désignées par les Hautes Parties contractantes se mettront d'accord au sujet de l'exploitation en commun des lignes en question et fixeront, par un accord spécial, le mode d'exploitation à adopter, qui, dans tous les cas, devra être approuvé au préalable par les Ministères compétents des Hautes Parties contractantes.

Au cas où les entreprises ne parviendraient pas à se mettre d'accord sur le mode d'exploitation à adopter, les Ministères compétents en décideront dans les trois mois qui suivront la date du recours des entreprises. Si les Ministères ne parviennent pas non plus à se mettre d'accord et si aucune décision n'a été prise dans le délai indiqué ci-dessus, chacune des Hautes Parties contractantes aura le droit de soumettre le différend à un tribunal arbitral, comme il est prévu à l'article II.

Article 3.

Les Hautes Parties contractantes mettront, dans toute la mesure du possible, à la disposition des entreprises intéressées sur leur territoire, aux mêmes conditions que celles qui sont accordées à leurs propres ressortissants, les hangars destinés à arbirer les aéronefs, les installations de halage (grues ou slips), les terrains ou les locaux servant d'ateliers de réparation, les magasins et les bureaux des champs d'aviation ainsi que toutes les facilités nécessaires pour le réapprovisionnement en carburants.

Les aéronefs italiens et grecs en service sur des lignes régulières pourront également utiliser, en cas de besoin et sans y effectuer d'opérations commerciales, les aéroports ouverts aux services aéronautiques publics situés le long de leurs lignes.

Les conditions détaillées de l'exploitation desdites lignes par les entreprises mentionnées dans les articles précédents seront fixées par des accords spéciaux entre les Ministères respectifs de l'aviation et les entreprises en question.

Article 4.

Afin d'éviter toute concurrence préjudiciable à la navigation aérienne en général, la compagnie concessionnaire italienne s'engage à ne pas effectuer de transports aériens entre la Grèce d'une part et la Bulgarie de l'autre sans s'être préalablement entendue avec les compagnies helléniques qui, éventuellement, exploiteraient un service de transports aériens entre la Bulgarie et la Grèce. Tant qu'il n'existera pas de compagnies helléniques de ce genre, la compagnie concessionnaire italienne sera libre d'effectuer les transports en question.

Les équipages et passagers en transit pourront séjourner dans tous les lieux d'escale ordinaires et extraordinaires à condition d'être munis des pièces et documents exigés pour les communications internationales. Les marchandises et la poste en transit pourront y être déposées.

Lorsqu'un voyage aérien aura été interrompu pour cause de force majeure, toutes facilités seront accordées à l'entreprise intéressée pour lui permettre d'acheminer vers les destinations prévues, par les moyens les plus rapides, les passagers, les marchandises et la poste.

Article 5.

Les gouvernements de chacune des Hautes Parties contractantes se réservent le droit de faire transporter les envois postaux du service intérieur et du service de l'étranger par leurs compagnies nationales et se réservent également tous les droits en matière de transports aériens (cabotage) entre deux points de leur propre territoire.

Article 6.

Pendant toute la durée de la présente convention, les entreprises qui ont assumé l'exploitation sont tenues de se conformer aux lois et règlements en vigueur sur le territoire de chacune des Hautes Parties contractantes, ainsi qu'aux dispositions des conventions internationales qui régissent les transports aériens et, en particulier, aux dispositions de la Convention internationale de 1919 sur la navigation aérienne.

Should the above-mentioned lines be worked by Greek air services, the undertakings to be designated by the High Contracting Parties shall come to an agreement concerning the joint operation of the aforesaid lines and shall conclude a separate special agreement regarding the system to be applied, which shall in any case first be approved by the competent Ministries of the High Contracting Parties.

Should the undertakings not come to an agreement concerning the system of operation to be applied, the competent Ministries shall take a decision in the matter within three months after being so requested by the said undertakings. Should the Ministries not reach an agreement and should no decision have been taken within the above-mentioned time-limit, either of the High Contracting Parties shall have the right to submit the dispute to an arbitral tribunal, as provided in Article 11.

Article 3.

As far as may be possible, the High Contracting Parties shall place at the disposal of the undertakings concerned in their respective territories, on the same conditions as for their nationals, hangars for housing aircraft, hoisting installations (cranes or slipways), ground or premises for repair shops, aerodrome storages and offices, together with refuelling facilities.

Italian and Greek aircraft serving regular lines may also, in case of need and without performing therein any acts of commerce, use the airports open to public air navigation lying along their route.

Detailed conditions for operation by the undertakings mentioned in the foregoing Articles shall be laid down by special agreements to be concluded between the respective Air Ministries and the aforesaid undertakings.

Article 4.

To avoid all competition prejudicial to air navigation in general, the Italian concessionary company undertakes not to engage in air transport between Greece on the one hand and Bulgaria on the other, except by agreement with such national Greek companies as may operate air communications between Bulgaria and Greece. Until such companies exist, the Italian concessionary company shall be free to operate the aforesaid transport.

At all landings made, whether regular or incidental, crews and passengers in transit, on condition that they are provided with the documents and papers required for international traffic, may remain, and goods and mail in transit may be stored.

If air journeys are interrupted by reason of *vis major*, all facilities shall be accorded for enabling the enterprise concerned to despatch the passengers, goods and mail by the most rapid means to their destination.

Article 5.

The Governments of each of the High Contracting Parties retain the right to reserve the transport of interior and exterior mail to their national companies and likewise all rights in respect of air transport (*cabotage*) between two points in their own territory.

Article 6.

For the duration of the present Convention, the operating undertakings are required to conform to the laws and regulations in force in the territory of each High Contracting Party and to the provisions of the international conventions governing transport by air and in particular the International Aerial Navigation Convention of 1919.

Article 7.

Les aéronefs destinés à l'exploitation des lignes aériennes établies par la présente convention, ainsi que les moteurs qui y ont montés, y compris les pièces de rechange, seront importés sous le régime de l'admission temporaire dans les deux Etats.

Les objets et approvisionnements — à l'exception des combustibles (lubrifiants et benzine), auxquels seront appliquées les lois italiennes et grecques — nécessaires à l'équipement et à l'entretien des aéronefs et destinés à être consommés sur place, seront exemptés des droits de douane et autres taxes dans les deux pays, à la condition qu'ils soient laissés sous le contrôle des autorités douanières et utilisés uniquement pour les besoins de l'exploitation des lignes créées en exécution de la présente convention.

La franchise douanière susmentionnée s'applique également aux matériels visés dans les alinéas précédents du présent article qui ont été importés en vertu d'autorisations spéciales, sous le régime de l'admission temporaire, dès l'inauguration de la ligne Rome-Tirana-Salonique.

En cas de dédouanement de ces objets et approvisionnements, toutes les réductions et facilités prévues par la législation du pays pour les nationaux seront accordées.

Les passagers, les bagages et les marchandises en transit seront soumis à tous les contrôles légitimes. Ces bagages ainsi que les marchandises seront exemptés de tout droit de douane.

Article 8.

Les entreprises concessionnaires sont tenues de transporter la poste aérienne conformément aux conditions prévues dans les contrats qui seront passés entre les entreprises en question et les directions compétentes des Ministères de l'aéronautique des deux Etats.

Article 9.

Les entreprises exploitant des lignes régulières en exécution des articles premier et 2 ne pourront être que des entreprises italiennes ou grecques, conformément aux dispositions des lois et règlements de chacune des Hautes Parties contractantes.

Ces entreprises seront désignées librement par le gouvernement de leur pays. Chacune des Hautes Parties contractantes aura le droit de contrôler à n'importe quel moment la nationalité des entreprises appartenant à l'autre Haute Partie contractante et exploitant les lignes susmentionnées.

Chacune des Hautes Parties contractantes aura toujours le droit absolu de substituer une nouvelle entreprise à l'entreprise primitivement désignée, à la condition d'en avertir l'autre Haute Partie contractante un mois avant le commencement de l'exploitation par la nouvelle entreprise.

Les entreprises qui, en exécution de la présente convention, exploitent des lignes régulières s'engagent à n'employer que des sujets italiens et grecs. Le personnel de ces entreprises employé sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante devra être italien sur le territoire italien et grec sur le territoire grec, conformément aux lois et règlements pertinents en vigueur sur le territoire de chacune des Hautes Parties contractantes, à l'exception d'un directeur technique.

Article 10.

Pour toutes les lignes aériennes susmentionnées, les itinéraires, la fréquence des services, les tarifs, les correspondances avec d'autres lignes aux différentes escales aériennes, le type de matériel utilisé, seront fixés librement par les compagnies concessionnaires, qui s'engageront à les communiquer aux administrations compétentes des deux Etats un mois avant leur mise en vigueur ou, s'il s'agit de matériel, un mois avant sa mise en service.

Les itinéraires susmentionnés seront établis de manière à servir les intérêts des deux Hautes Parties contractantes.

Article 7.

Aircraft intended for the operation of air lines under the present Convention, and the engines mounted on such aircraft, including spare parts, shall be admitted with temporary exemption from Customs duties in the two States.

Objects and supplies — other than fuel (lubricants and petrol) to which the Italian and Greek laws are applicable — that are required for the equipment or maintenance of aircraft and that are to be consumed on the spot, shall be exempt from Customs and other duties in the two countries on condition that they remain under the supervision of the Customs authorities and are used only for the operational needs of air lines established under the present Convention.

The aforesaid exemption shall apply also to material referred to in the foregoing paragraphs of this Article imported under special permits with temporary exemption, until the line Rome-Tirana-Salonica comes into operation.

In the Customs clearance of these objects and supplies, all reductions and facilities admitted by the national legislation for nationals shall be applied.

Passengers, luggage and goods in transit shall be placed under proper supervision. Such luggage and goods shall be exempt from Customs duties of any kind.

Article 8.

The concessionary undertakings shall be required to convey air mail on conditions fixed in the contracts which will be concluded between such undertakings and the competent departments of the Air Ministries of the two States.

Article 9.

The undertakings operating regular lines in application of Articles 1 and 2 may only be Italian or Greek companies within the terms of the laws and regulations of the respective High Contracting Parties.

They shall be freely designated by their respective Governments. Each of the High Contracting Parties shall have the right at any time to scrutinise the conditions of nationality of all undertakings belonging to the other High Contracting Party and operating the above-mentioned lines.

Each of the High Contracting Parties shall at all times have an absolute right to substitute a new undertaking for the former undertaking, subject to notice being given to the other High Contracting Party one month before such undertaking enters into operation.

Undertakings operating regular air lines under the present Convention shall agree to employ only Italian and Greek nationals. The personnel of such undertakings used on the territory of the other High Contracting Party shall be Italian on Italian territory and Greek on Greek territory, in conformity with the relevant laws and regulations in force in the territory of each of the High Contracting Parties, with the exception of a technical director.

Article 10.

In respect of all the air lines hereinbefore referred to, their routes, the frequency of their services, their tariffs, their connections with other lines at the different landing-places and the type of material used shall be freely chosen by the operating companies, which shall be required to give notice of the same to the competent Administrations of the two States one month prior to their being put into application, or, in the case of material, prior to its being put into service.

In establishing the aforesaid routes, every effort will be made to frame them so as to serve the interests of the two High Contracting Parties.

Article 11.

S'il s'élève un différend entre les deux Hautes Parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente convention, et si l'une des Hautes Parties contractantes demande que le différend soit soumis à la décision d'un tribunal arbitral, l'autre Partie s'engage à y consentir, même s'il s'agit de décider à titre préjudiciel si le différend doit ou non être considéré comme pouvant être soumis à un tribunal arbitral.

Le tribunal arbitral sera constitué, pour chaque différend, de la manière suivante : chacune des Hautes Parties contractantes nommera un arbitre choisi parmi ses ressortissants, et les deux Parties éliront un troisième arbitre choisi parmi les ressortissants d'une tierce Puissance amie.

Les Hautes Parties contractantes se réservent de s'entendre au préalable, pour une période de temps à fixer, au sujet de la personne qui devra remplir, en cas de différend, les fonctions de troisième arbitre.

La décision des arbitres aura force obligatoire.

Article 12.

La durée de la présente convention est de cinq ans, à partir du premier janvier 1935. Elle sera prolongée, par tacite reconduction, pour des périodes successives de deux ans, sauf si elle est dénoncée, moyennant préavis d'un an, par l'une des Hautes Parties contractantes.

Article 13.

Les modalités d'application de la présente convention seront fixées, chaque fois qu'il sera possible, par entente directe entre les autorités compétentes des deux Hautes Parties contractantes.

Article 14.

La présente convention a été rédigée en langue italienne et en langue grecque, les deux textes faisant également foi.

Article 15.

La présente convention sera ratifiée par les deux Hautes Parties contractantes, et l'échange des ratifications aura lieu le plus tôt possible à Rome.

Les deux gouvernements conviennent de mettre la présente convention provisoirement en vigueur par un échange de notes, avant même l'échange des ratifications, à condition que la compagnie intéressée assume l'obligation de signer l'« accord de concession » prévu à l'article premier avec le Ministère compétent dans les trois mois qui suivront la date à laquelle elle y aura été invitée par ledit Ministère.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susmentionnés ont signé la présente convention, rédigée en italien et en grec, et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire à Athènes, le 30 juin 1936.

J. METAXAS.

R. BOSCARELLI.

Article 11.

In the event of any dispute arising between the two High Contracting Parties concerning the interpretation or application of the present Convention, if one of the High Contracting Parties asks that the dispute shall be submitted for decision to an arbitral tribunal, the other Party shall undertake to acquiesce in such procedure, even if the decision concerns the preliminary question whether the dispute can properly be referred to an arbitral tribunal.

The arbitral tribunal shall be constituted for each dispute as follows: each of the High Contracting Parties shall appoint one of its nationals as arbitrator, and the two Parties together shall choose as third arbitrator a national of a third friendly Power.

The High Contracting Parties reserve the right to come to an agreement beforehand, for a period to be determined, concerning the person who shall fulfil the functions of third arbitrator in case of dispute.

The decision of the arbitrators shall be binding.

Article 12.

The duration of the present Convention shall be for a period of five years, as from January 1st, 1935. The Convention shall be automatically renewed for periods of two years, unless notice of denunciation has been given one year in advance by one of the High Contracting Parties.

Article 13.

The details of application of the present Convention shall be settled, whenever possible, by direct agreement between the competent authorities of the two High Contracting Parties.

Article 14.

The present Convention has been drawn up in Italian and in Greek and both texts shall be equally authentic.

Article 15.

The present Convention shall be ratified by the two High Contracting Parties and the exchange of ratifications shall take place as soon as possible at Rome.

The two Governments agree to put the present Convention provisionally into force by means of an exchange of notes before the exchange of ratifications, on condition that the competent Ministry undertakes to sign the "concession agreement", referred to in Article 1, with the latter within three months of the date on which it is invited to do so by the latter.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention, drawn up in Italian and in Greek, and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Athens, this 30th day of June, 1936.

J. METAXAS.

R. BOSCARRELLI.

N° 4278.

GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD ET GRÈCE

Convention concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres, le 27 février 1936, et échanges de notes relatifs à l'application de la convention susmentionnée à l'Écosse, Athènes, les 14 et 21 janvier 1938; à la Rhodésie du Sud, Athènes, les 7 et 9 avril 1938; à l'Irlande du Nord et à l'île de Man, Athènes, les 20 et 27 avril 1938.

GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND AND GREECE

Convention regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters, signed at London, February 27th, 1936, and Exchanges of Notes relating to the Extension of the above-mentioned Convention to Scotland, Athens, January 14th and 21st, 1938; Southern Rhodesia, Athens, April 7th and 9th, 1938; Northern Ireland and the Isle of Man, Athens, April 20th and 27th, 1938.

No. 4278. — CONVENTION¹ BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND GREECE REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT LONDON, FEBRUARY 27TH, 1936.

English and Greek official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Convention took place February 8th, 1938.

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, and HIS MAJESTY THE KING OF THE HELLENES ;

Being desirous to render mutual assistance in the conduct of legal proceedings in civil and commercial matters which are being dealt with or which it is anticipated may be dealt with by their respective judicial authorities ;

Have resolved to conclude a Convention for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

FOR GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND :

The Right Honourable Robert Anthony EDEN, M.C., M.P., His Principal Secretary of State for Foreign Affairs ; and

HIS MAJESTY THE KING OF THE HELLENES :

Monsieur Charalambos SIMOPOULOS, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in London ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

I. PRELIMINARY.

Article I.

(a) Except where the contrary is expressly stated, this Convention applies only to civil and commercial matters, including non-contentious matters.

¹ The exchange of ratifications took place at Athens, November 16th, 1937.
Came into force December 16th, 1937.

TEXTE GREC. — GREEK TEXT.

№ 4278. — ΣΥΜΒΑΣΙΣ¹ ΜΕΤΑΞΥ ΤΗΣ ΜΕΓΑΛΗΣ ΒΡΕΤΤΑΝΙΑΣ ΚΑΙ ΒΟΡΕΙΟΥ ΙΡΛΑΝΔΙΑΣ ΚΑΙ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ ΔΙΑ ΤΗΝ ΔΙΕΞΑΓΩΓΗΝ ΤΗΣ ΔΙΑΔΙΚΑΣΙΑΣ ΕΠΙ ΠΟΛΙΤΙΚΩΝ ΚΑΙ ΕΜΠΟΡΙΚΩΝ ΥΠΟΘΕΣΕΩΝ, ΥΠΟΓΡΑΦΕΙΣΑ ΕΝ ΛΟΝΔΙΝΩ, ΤΗΝ 27^{ην} ΦΕΒΡΟΥΑΡΙΟΥ, 1936.

Textes officiels anglais et grec communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 8 février 1938.

Ἡ Α. Μεγαλειότης ὁ Βασιλεὺς τῆς Μεγάλης Βρεττανίας, Ἰρλανδίας καὶ τῶν Ὑπερθαλασσίων Βρεττανικῶν Ἐπικρατειῶν, καὶ Ἀυτοκράτωρ τῶν Ἰνδιῶν, καὶ ἡ Α. Μεγαλειότης ὁ Βασιλεὺς τῶν Ἑλλήνων :

Κατεχόμενοι ὑπὸ τῆς ἐπιθυμίας ὅπως ὑποβοηθήσουν ἀμοιβαίως τὴν διεξαγωγὴν τῆς διαδικασίας ἐπὶ πολιτικῶν καὶ ἐμπορικῶν ὑποθέσεων τῶν ὁποίων ἐπελήφθησαν ἢ θὰ ἐπιληφθῶσιν ἐνδεχομένως αἱ οἰκεῖαι δικαστικαὶ ἀρχαί,

Ἀπεφάσισαν νὰ συνομολογήσωσι Σύμβασιν πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον καὶ διώρισαν ὡς πληρεξουσίους αὐτῶν :

Ἡ Α. Μεγαλειότης ὁ Βασιλεὺς τῆς Μεγάλης Βρεττανίας, Ἰρλανδίας καὶ τῶν Ὑπερθαλασσίων Βρεττανικῶν Ἐπικρατειῶν, καὶ Ἀυτοκράτωρ τῶν Ἰνδιῶν :

Διὰ τὴν Μεγάλην Βρεττανίαν καὶ Βόρειον Ἰρλανδίαν :

Τὸν Ἐντιμώτατον Κύριον Robert Anthony EDEN, Μ. C., Ὑπουργὸν ἐπὶ τῶν Ἐξωτερικῶν τῆς Α. Μεγαλειότητος, καὶ

Ἡ Α. Μεγαλειότης ὁ Βασιλεὺς τῶν Ἑλλήνων :

Τὸν Κύριον Χαράλαμπον Σιμόπουλον, Ἐκτακτὸν Ἀπεσταλμένον καὶ Πληρεξούσιον Ὑπουργὸν τῆς Α. Μεγαλειότητος ἐν Λονδίνῳ,

Οἷτινες, ἀφοῦ ἀνεκοίνωσαν ἀλλήλοις τὰ πληρεξούσια αὐτῶν, εὐρεθέντα ἐν τάξει καὶ κατὰ τοὺς ἀπαιτούμενους τύπους, συμφωνήσαν τὰ ἑξῆς :

I. — Προκαταρκτικά.

Ἄρθρον I.

(α) Ἐκτὸς ὅπου ὀρίζεται ῥητῶς τὸ ἐναντίον, ἡ Σύμβασις αὕτη ἐφαρμόζεται μόνον ἐπὶ πολιτικῶν καὶ ἐμπορικῶν ὑποθέσεων, συμπεριλαμβανομένων καὶ τῶν μὴ ἀμφισβητούμενων.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Athènes, le 16 novembre 1937.
Entrée en vigueur le 16 décembre 1937.

(b) In this Convention the words :

(1) " Territory of one (or of the other) High Contracting Party " shall be interpreted (a) in relation to His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, as meaning England and Wales and all territories in respect of which the Convention is in force by reason of extensions under Article 15 or accessions under Article 16 ; and (b) in relation to His Majesty the King of the Hellenes, Greece ;

(2) " Persons " shall be deemed to mean individuals and artificial persons ;

(3) " Artificial persons " shall be deemed to include partnerships, companies, societies and other corporations ;

(4) " Subjects of a High Contracting Party " shall be deemed to include artificial persons constituted or incorporated under the laws of the territory of such High Contracting Party ;

(5) " Subjects of one (or of the other) High Contracting Party " shall be deemed (a) in relation to His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, to mean all subjects of His Majesty wherever domiciled, and all persons under His protection ; and (b) in relation to His Majesty the King of the Hellenes, all Greek subjects.

II. SERVICE OF JUDICIAL AND EXTRA-JUDICIAL DOCUMENTS.

Article 2.

(a) When judicial or extra-judicial documents drawn up in the territory of one of the High Contracting Parties are required by a judicial authority situated therein to be served on persons in the territory of the other High Contracting Party, such documents may be served on the recipient, whatever his nationality, by any of the methods provided in Articles 3 and 4 in all cases where such method of service is recognised by the law of the country of origin.

(b) In Part II of this Convention the expression " country of origin " means the country from which the documents to be served emanate, and the expression " country of execution " means the country in which service of documents is to be effected.

Article 3.

(a) A request for service shall be addressed and sent by a Consular Officer acting for the country of origin to the competent authority of the country of execution, requesting such authority to cause the document in question to be served.

(b) The request for service shall be drawn up in the language of the country of execution and shall state the names and descriptions of the parties, the name, description and address of the recipient, and the nature of the document to be served, and shall enclose the document to be served in duplicate.

(c) The document to be served shall either be drawn up in the language of the country of execution, or be accompanied by a translation into such language. Such translation shall be certified as correct by a Consular Officer acting for the country of origin.

(β) Ἐν τῇ συμβάσει ταῦτη αἱ λέξεις :

(1) “*χώρα τοῦ ἐνὸς (ἢ τοῦ ἑτέρου) Ὑψηλοῦ Συμβαλλομένου Μέρους*” θὰ ἐρμηνεύονται (α) καθ’ ὅ, τι ἀφορᾷ μὲν τὴν *Α. Μεγαλειότητα τὸν Βασιλέα τῆς Μεγάλης Βρετανίας, Ἰρλανδίας καὶ τῶν Ὑπερθαλασσίων Βρεττανικῶν Ἐπικρατειῶν καὶ Αὐτοκράτορα τῶν Ἰνδιῶν*, ὡς νοοῦσαι τὴν Ἀγγλίαν καὶ τὴν Θυαλλίαν καὶ πᾶν ἔδαφος ἐν σχέσει πρὸς τὸ ὅποσον ἢ παροῦσα Συνθήκη εὔρηται ἐν ἰσχύϊ λόγῳ ἐπεκτάσεων δυνάμει τοῦ ἀρθροῦ 15 ἢ προσχωρήσεων δυνάμει τοῦ ἀρθροῦ 16 : (β), καθ’ ὅ, τι ἀφορᾷ δὲ τὴν *Α. Μεγαλειότητα τὸν Βασιλέα τῶν Ἑλλήνων, τὴν Ἑλλάδα*.

(2) Ἡ λέξις “*πρόσωπα*” θὰ θεωρῆται ὡς νοοῦσα φυσικὰ καὶ νομικὰ πρόσωπα.

(3) Ἡ φράσις “*νομικὰ πρόσωπα*” θὰ θεωρῆται ὡς συμπεριλαμβάνουσα προσωπικὰ καὶ ἀνωνύμους ἑταιρίας, συνεταιρισμοὺς καὶ ἄλλα σωματεῖα.

(4) Ἡ φράσις “*ὕψηλοι Ὑψηλοῦ Συμβαλλομένου Μέρους*” θὰ θεωρῆται ὡς συμπεριλαμβάνουσα ἐπίσης νομικὰ πρόσωπα συσταθέντα ἢ ἰδρυθέντα κατὰ τοὺς νόμους τῆς χώρας τοῦ τοιοῦτου Ὑψηλοῦ Συμβαλλομένου Μέρους.

(5) Ἡ φράσις “*ὕψηλοι τοῦ ἐνὸς (ἢ τοῦ ἑτέρου) Ὑψηλοῦ Συμβαλλομένου Μέρους*” θὰ θεωρῆται (α) καθ’ ὅ, τι ἀφορᾷ μὲν τὴν *Α. Μεγαλειότητα τὸν Βασιλέα τῆς Μεγάλης Βρετανίας, Ἰρλανδίας καὶ τῶν Ὑπερθαλασσίων Βρεττανικῶν Ἐπικρατειῶν καὶ Αὐτοκράτορα τῶν Ἰνδιῶν*, ὡς σημαίνουσα πάντας τοὺς ὑπηκόους τῆς *Α. Μεγαλειότητος* ὅπουδήποτε ἔχοντας τὴν κατοικίαν τῶν, καὶ πάντα τὰ ὑπὸ τὴν προστασίαν Αὐτοῦ πρόσωπα, (β) καθ’ ὅ, τι ἀφορᾷ δὲ τὴν *Α. Μεγαλειότητα τὸν Βασιλέα τῶν Ἑλλήνων*, πάντας τοὺς Ἑλληνας ὑπηκόους.

II. — Ἐπίδοσις δικογράφων καὶ ἐξωδίκων ἐγγράφων.

Ἄρθρον 2.

(α) Ὅσακις δικαστικὴ τις ἀρχὴ ἐδρεύουσα ἐν τῇ χώρᾳ τοῦ ἐνὸς τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἔχει ἀνάγκην ὕπαις δικόγραφα ἢ ἐξώδικα ἐγγράφα συνταχθέντα αὐτόθι, ἐπιδοθῶσι πρὸς πρόσωπα εὐρισκόμενα ἐν τῇ χώρᾳ τοῦ ἑτέρου Ὑψηλοῦ Συμβαλλομένου Μέρους, τὰ τοιαῦτα ἐγγράφα δύνανται νὰ ἐπιδίδωνται πρὸς τὸν ποὸς ὃν γίνεται ἢ ἐπίδοσις, ἀνεξαρτήτως τῆς ἐθνικότητος αὐτοῦ, καθ’ οἷονδήποτε τρόπον ἐκ τῶν προβλεπομένων ἐν ἀρθροῖς 3 καὶ 4 ἐπὶ οἰασδήποτε περιπτώσεως καθ’ ἣν ὁ τοιοῦτος τρόπος ἐπίδοσεως ἀναγνωρίζεται ὑπὸ τῆς νομοθεσίας τῆς χώρας προελεύσεως.

(β) Ἐν τῷ 11 Μέρει τῆς Συμβάσεως ταύτης ἢ φράσις “*χώρα προελεύσεως*” σημαίνει τὴν χώραν ἐξ ἧς προέρχονται τὰ ἐπιδοτέα ἐγγράφα, καὶ ἢ φράσις “*χώρα ἐκτελέσεως*” σημαίνει τὴν χώραν ἐνθα πρόκειται νὰ γίνῃ ἢ ἐπίδοσις.

Ἄρθρον 3.

(α) Αἴτησις πρὸς ἐπίδοσιν θὰ ἀπευθύνῃ καὶ θὰ ἀποστέλλῃ Προξενικὸς ὑπάλληλος ἐνεργῶν ἐξ ὀνόματος τῆς χώρας προελεύσεως πρὸς τὴν ἀρμοδίαν ἀρχὴν τῆς χώρας ἐκτελέσεως, ἐξαυτοῦμενος ὅπως ἢ ἀρχὴ αὕτη ἐνεργήσῃ τὴν ἐπίδοσιν τοῦ ἐν λόγῳ ἐγγράφου.

(β) Ἡ αἴτησις πρὸς ἐπίδοσιν θὰ συντάσσῃται ἐν τῇ γλώσσῃ τῆς χώρας ἐκτελέσεως καὶ θὰ ἐμφαίνῃ τὰ ὀνόματα, τὸ ἐπάγγελμα κλ. τῶν διαδίκων, τὸ ὄνομα, τὸ ἐπάγγελμα καὶ διεύθυνσιν τοῦ πρὸς ὃν γίνεται ἢ ἐπίδοσις, καὶ τὸν χαρακτήρα τοῦ ἐπιδοτέου ἐγγράφου, θὰ ἐγκλείῃ δὲ εἰς διπλοῦν τὸ ἐπιδοτέον ἐγγράφον.

(γ) Τὸ ἐπιδοτέον ἐγγράφον εἴτε θὰ συντάσσῃται ἐν τῇ γλώσσῃ τῆς χώρας ἐκτελέσεως, εἴτε θὰ συνοδεύῃται διὰ μεταφράσεως εἰς τὴν γλώσσαν ταύτην. Τὸ ἀκριβὲς τῆς τοιαύτης μεταφράσεως θὰ πιστοποιῇ Προξενικὸς ὑπάλληλος ἐνεργῶν ἐξ ὀνόματος τῆς χώρας προελεύσεως.

(d) Requests for service shall be addressed and sent :

In England to the Senior Master of the Supreme Court of Judicature.

In Greece to the Procureur of the Tribunal of First Instance within whose jurisdiction the person, on whom the documents are to be served, resides, or, in case of doubt, to the Ministry of Justice.

If the authority to whom a request for service has been sent is not competent to execute it, such authority shall (except in cases where execution is refused in accordance with paragraph (f) of this Article) of his own motion forward the request to the competent authority of the country of execution.

(e) Service shall be effected by the competent authority of the country of execution, who shall serve the document in the manner prescribed by the municipal law of such country for the service of similar documents, except that, if a wish for some special manner of service is expressed in the request for service, such manner of service shall be followed in so far as it is not incompatible with the law of that country.

(f) The execution of a request for service, duly made in accordance with the preceding provisions of this Article, shall not be refused unless (1) the authenticity of the request for service is not established, or (2) the High Contracting Party in whose territory it is to be executed considers that his sovereignty or safety would be compromised thereby.

(g) In every instance where a request for service is not executed by the authority to whom it has been sent, the latter will at once inform the Consular Officer by whom the request was sent, stating the ground on which the execution of the request has been refused or the competent authority to whom it has been forwarded.

(h) The authority by whom the request for service is executed shall furnish a certificate proving the service or explaining the reason which has prevented such service, and setting forth the fact, the manner and the date of such service or attempted service, and shall send the said certificate to the Consular Officer by whom the request for service was sent. The certificate of service or of attempted service shall be placed on one of the duplicates or attached thereto.

Article 4.

(a) Service may be effected, without any request to or intervention of the authorities of the country of execution, by any of the following methods :

- (1) By a Consular Officer acting for the country of origin ;
- (2) By an agent appointed for the purpose either by the judicial authority of the country of origin or by the party on whose application the document was issued ;

(3) Through the post ; or

(4) By any other method of service which is not illegal, under the law existing at the time of service, in the country of execution.

(b) All documents served in the manner provided in (1) of the preceding paragraph shall, unless the recipient is a subject of the High Contracting Party from whose territory the document to be served emanates, either be drawn up in the language of the country of execution or be accompanied by a translation into such language, certified as correct as prescribed in Article 3 (c).

(δ) Αιτήσεις προς επίδοσιν θά απευθύνονται καὶ θ' ἀποστέλλονται :

Ἐν Ἀγγλίᾳ : πρὸς τὸν Senior Master of the Supreme Court of Judicature.

Ἐν Ἑλλάδι : πρὸς τὸν Εἰσαγγελέα τῶν Πρωτοδικῶν, ἐντὸς τῆς δικαιοδοσίας τοῦ ὁποίου διαμένει τὸ πρόσωπον πρὸς ὃ δέον νὰ ἐπιδοθῶσι τὰ ἔγγραφα, ἢ, ἐν περιπτώσει ἀμφιβολίας, πρὸς τὸ Ὑπουργεῖον τῆς Δικαιοσύνης.

Ἐὰν ἡ ἀρχὴ πρὸς ἣν διεβιδάσθη αἴτησις πρὸς επίδοσιν ἐγγράφου δὲν εἶνε ἀρμοδία ὅπως προβῇ εἰς τὴν ἐκτέλεσιν τῆς, ἢ τοιαύτῃ ἀρχῇ (ἐξαιρουμένων τῶν περιπτώσεων καθ' ἃς προβάλλεται ἀρνήσις ἐκτελέσεως τῆς ἐπιδόσεως συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον στ' τοῦ παρόντος ἄρθρου) θέλει αὐτεπαγγέλτως διαβιδᾶζει τὴν αἴτησιν πρὸς τὴν ἀρμοδίαν ἀρχὴν τῆς χώρας ἐκτελέσεως.

(ε) Ἡ ἐπίδοσις θά ἐνεργηταὶ ὑπὸ τῆς ἀρμοδίας ἀρχῆς τῆς χώρας ἐκτελέσεως, ἥτις θέλει ἐπιιδεῖ τὸ ἔγγραφο καθ' ὃν τρόπον διαγράφει ὁ ἐσωτερικὸς νόμος τῆς τοιαύτης χώρας διὰ τὴν ἐπίδοσιν ὁμοίων ἐγγράφων, ἐξαιροῦσε τῆς περιπτώσεως καθ' ἣν ἐν τῇ αἴτησει πρὸς επίδοσιν διατυπύται προτιμησις πρὸς εἰδικὸν τινα τρόπον ἐπιδόσεως, ὅποτε θά ἀκολουθῆται ὁ τρόπος οὗτος τῆς ἐπιδόσεως ἐφ' ὅσον δὲν ἀντιβαίνει πρὸς τὴν νομοθεσίαν τῆς χώρας ταύτης.

(στ) Δὲν θά προβάλλεται ἀρνήσις πρὸς ἐκτέλεσιν αἰτήσεως δι' ἐπίδοσιν, δεόντως γενομένης συμφώνως πρὸς τὰς προλαβούσας διατάξεις τοῦ ἄρθρου τούτου, ἐκτὸς ἐὰν (1) δὲν ἔχῃ διαπιστωθῆ ἡ ἀθηναικότης τῆς γενομένης αἰτήσεως πρὸς ἐπίδοσιν ἢ (2) τὸ Ὑψηλὸν Συμβαλλόμενον Μέρος, ἐν τῇ χώρᾳ τοῦ ὁποίου πρόκειται νὰ ἐκτελεσθῆ ἡ ἐπίδοσις, θεωρῆ ὅτι θά ἐξετίθεντο δι' αὐτῆς εἰς κίνδυνον τὰ κυριαρχικὰ δικαιώματα ἢ ἡ ἀσφάλειά του.

(ζ) Ἐν πάσῃ περιπτώσει καθ' ἣν αἴτησις πρὸς ἐπίδοσιν δὲν ἐκτελεῖται ὑπὸ τῆς ἀρχῆς πρὸς ἣν ἀπεστάλη, αὕτη θά εἰδοποιῆ πάραντα τὸν ἀποστείλαντα τὴν αἴτησιν Προξενικὸν ὑπάλληλον, δηλοῦσα τοὺς λόγους ὧν ἕνεκα ἀπεποιήθη τὴν ἐκτέλεσιν τῆς αἰτήσεως, ἢ τὴν ἀρμοδίαν ἀρχὴν πρὸς ἣν αὕτη διεβιδάσθη.

(η) Ἡ ἐκτελοῦσα τὴν αἴτησιν πρὸς ἐπίδοσιν ἀρχὴ θέλει παρέχει πιστοποιητικὸν ἀποδεικνύον τὴν γενομένην ἐπίδοσιν ἢ ἐπεξηγοῦν τοὺς λόγους ὧν ἕνεκα ἐκωλύθη αὕτη, ἐκθέτον τὸ γεγονός, τὸν τρόπον καὶ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς τοιαύτης ἐπιδόσεως ἢ ἀποπειραθείσης ἐπιδόσεως, θέλει δὲ ἀποστέλλει τὸ ὡς εἴρηται πιστοποιητικὸν πρὸς τὸν Προξενικὸν ὑπάλληλον τὸν ἐξαποστείλαντα τὴν πρὸς ἐπίδοσιν αἴτησιν. Τὸ πιστοποιητικὸν τῆς ἐπιδόσεως ἢ τῆς ἀποπειραθείσης ἐπιδόσεως θά σημειοῦται ἐπὶ τοῦ ἐνὸς τῶν διπλοτύπων ἢ θά ἐπισυνάπτεται εἰς τούτο.

Ἄρθρον 4.

(α) Ἐπίδοσις δύναται νὰ ἐνεργηθῆ ἄνευ οἰασθήποτε αἰτήσεως πρὸς τὰς ἀρχὰς τῆς χώρας ἐκτελέσεως, ἢ μεσολαβήσεως τούτων, καθ' οἷονδήποτε τῶν κάτωθι ἐκτιθεμένων τρόπων :

(1) Ὑπὸ Προξενικοῦ ὑπαλλήλου ἐνεργοῦντος ἐξ ὀνόματος τῆς χώρας προελεύσεως.

(2) Ὑπὸ ἀντιπροσώπου εἰδικῶς πρὸς τὸν σκοπὸν διορισθέντος εἴτε ὑπὸ τῆς δικαστικῆς ἀρχῆς τῆς χώρας προελεύσεως εἴτε ὑπὸ τοῦ διαδίκου, τῇ αἴτησει τοῦ ὁποίου ἐξεδόθη τὸ ἔγγραφο.

(3) Μέσω τοῦ ταχυδρομείου, ἢ

(4) Δι' οἰασθήποτε ἄλλης μεθόδου ἐπιδόσεως ἥτις, ὑπὸ τὴν ἰσχύουσαν κατὰ τὸν χρόνον τῆς ἐπιδόσεως νομοθεσίαν ἐν τῇ χώρᾳ ἐκτελέσεως, δὲν εἶνε παράνομος.

(β) Πᾶν ἔγγραφο ἐπιδοθὲν καθ' ὃν τρόπον προνοεῖται ἐν (1) τῆς προλαβούσης παραγράφου θέλει, ἐξαιρουμένης τῆς περιπτώσεως καθ' ἣν ὁ πρὸς ὃν γίνεται ἡ ἐπίδοσις τυγχάνει ὑπῆκοος τοῦ Ὑψηλοῦ Συμβαλλομένου Μέρους ἐκ τῆς χώρας τοῦ ὁποίου προέρχεται τὸ ἐπιδοτέον ἔγγραφο, εἴτε συντάσσεται ἐν τῇ γλώσσῃ τῆς χώρας ἐκτελέσεως, εἴτε συνοδεύεται διὰ μεταφράσεως εἰς τὴν γλώσσαν ταύτην, πιστοποιουμένης ὡς ἀκριβοῦς καθ' ὃ ὀρίζεται ἐν Ἄρθρῳ 3 (γ).

(c) The High Contracting Parties agree that in principle it is also desirable that the provisions of paragraph (b) of this Article should apply to documents served in the manner provided in (2), (3) and (4) of paragraph (a) of this Article. Nevertheless, in the absence of any legislation in their respective territories making translations obligatory in such cases, the High Contracting Parties do not accept any obligation in this respect.

(d) It is understood that the question of the validity of any service effected by the use of any of the methods referred to in paragraph (a) of this Article will remain a matter for the free determination of the respective courts of the High Contracting Parties in accordance with their laws.

Article 5.

(a) In any case where documents have been served in accordance with the provisions of Article 3, the High Contracting Party, by whose Consular Officer the request for service was addressed, shall repay to the other High Contracting Party any charges and expenses which are payable under the law of the country of execution to the persons employed to effect service, and any charges and expenses incurred in effecting service in a special manner. These charges and expenses shall not exceed such as are usually allowed in the courts of that country.

(b) Repayment of these charges and expenses shall be claimed by the competent authority by whom the service has been effected from the Consular Officer by whom the request was addressed, when sending to him the certificate provided for in Article 3 (h).

(c) Except as provided above, no fees of any description shall be payable by one High Contracting Party to the other in respect of the service of any documents.

III. TAKING OF EVIDENCE.

Article 6.

(a) When a judicial authority in the territory of one of the High Contracting Parties requires that evidence should be taken in the territory of the other High Contracting Party, such evidence may be taken, whatever the nationality of the parties or witnesses may be, in any one of the ways prescribed in Articles 7 or 8.

(b) In Part III of this Convention, the expressions :

(1) " Taking of evidence " shall be deemed to include the taking of the statements of a plaintiff, defendant, expert or any other person on oath or otherwise ; the submission to a plaintiff, defendant, expert or any other person of any oath with regard to any legal proceedings ; and the production, identification and examination of documents, samples or other objects.

(2) " Witness " shall be deemed to include any person from whom any evidence, as defined above, is required to be taken.

(3) " Country of origin " shall be deemed to mean the country by whose judicial authority the evidence is required, and " country of execution," the country in which the evidence is to be taken.

Article 7.

(a) The judicial authority of the country of origin may, in accordance with the provisions of the law of his country, address himself by means of a Letter of Request to the competent authority of the country of execution, requesting such authority to take the evidence.

(γ) Τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη συναινούν ὅτι κατ' ἀρχὴν εἶνε ἐπίσης ἐπιθυμητὸν ὅπως αἱ διατάξεις τῆς παραγράφου (β) τοῦ ἄρθρου τούτου ἐφαρμόζονται καὶ ἐπὶ ἐγγράφων ἐπιδιδομένων καθ' οὓς τρόπους ὀρίζεται ἐν (2), (3) καὶ (4) τῆς παραγράφου (α) τοῦ ἄρθρου τούτου. Οὐχ ἦττον, ἐν ἐλλείψει νομοθεσίας ἐν ταῖς οἰκείαις χώραις καθιστώσης ὑποχρεωτικὴν τὴν μετάρφρασιν εἰς τοιαύτας περιπτώσεις, τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη οὐδεμίαν ἀναδέχονται σχετικὴν ὑποχρέωσιν.

(δ) Λογτέον ὅτι τὸ ζήτημα τῆς ἐγκυρότητος οἰασθήποτε ἐπίδοσεως συντελουμένης καθ' οἰανδήποτε τῶν μεθόδων τῶν ἀναγραφουμένων ἐν παραγράφῳ (α) τοῦ παρόντος Ἄρθρου θὰ παραμένῃ ἀντικείμενον τῆς ἐλευθέρως κρίσεως τῶν οἰκείων δικαστικῶν ἀρχῶν τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν συμφώνως πρὸς τὴν νομοθεσίαν αὐτῶν.

Ἄρθρον 5.

(α) Ἐν οἰαδήποτε περιπτώσει καθ' ἣν ἐγένετο ἐπίδοσις ἐγγράφων συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Ἄρθρου 3, τὸ Ὑψηλὸν Συμβαλλόμενον Μέρος, ὁ Προξενικὸς ὑπάλληλος τοῦ ὁποίου ἀπηύθυνε τὴν αἴτησιν πρὸς ἐπίδοσιν, θέλει ἀποδίδει εἰς τὸ ἕτερον Ὑψηλὸν Συμβαλλόμενον Μέρος οἰαδήποτε δικαιώματα καὶ ἐξοδα πληρωτέα δυνάμει τῆς νομοθεσίας τῆς χώρας ἐκτελέσεως πρὸς τὰ πρόσωπα τὰ χρησιμοποιούμενα πρὸς ἐνέργειαν τῆς τοιαύτης ἐπίδοσεως, καθὼς καὶ οἰαδήποτε ἐξοδα καὶ ἐπιβαρύνσεις προκληθέντι ἐκ τῆς ἐνεργείας τῆς ἐπίδοσεως κατὰ εἰδικόν τινα τρόπον. Τοιαῦτα ἐξοδα καὶ ἐπιβαρύνσεις δὲν θέλουσιν ὑπερβαίνει τὰ συνήθως ἐπιτρεπόμενα ποσὰ ἐν τοῖς δικαστηρίοις τῆς χώρας ταύτης.

(β) Τὴν ἀπότισιν τῶν ἐξόδων καὶ ἐπιβαρύνσεων τούτων θὰ ἀπαιτῆ ἡ ἀρμοδία ἀρχὴ ἢ ἐνεργήσασα τὴν ἐπίδοσιν παρὰ τοῦ Προξενικοῦ ὑπαλλήλου τοῦ ἀπευθύναντος τὴν πρὸς ἐπίδοσιν αἴτησιν, ταυτοχρόνως μετὰ τῆς ἀποστολῆς τοῦ πιστοποιητικοῦ περὶ οὗ προνοεῖ τὸ ἄρθρον 3 (η).

(γ) Ἐξαιρέσει τῶν ὡς ἀνω προβλεπομένων, οὐδὲν ἄλλο δικαίωμα οἰασθήποτε φύσεως θὰ καταβάλλεται παρὰ τοῦ ἐνὸς Ὑψηλοῦ Συμβαλλομένου Μέρους πρὸς τὸ ἕτερον ἐν σχέσει μὲ τὴν ἐπίδοσιν οἰουδήποτε ἐγγράφου.

III. — Λήψεις ἀποδεικτικῶν στοιχείων.

Ἄρθρον 6.

(α) Ὄταν δικαστικὴ τις ἀρχὴ ἐδρεύουσα ἐν τῇ χώρᾳ τοῦ ἐνὸς τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν αἰτεῖται τὴν λήψιν ἀποδεικτικῶν στοιχείων ἐν τῇ χώρᾳ τοῦ ἑτέρου Ὑψηλοῦ Συμβαλλομένου Μέρους, τὰ τοιαῦτα ἀποδεικτικά στοιχεία δύνανται τὰ λαμβάνωνται ἀνεξαρτήτως τῆς ἐθνικότητος τῶν διαδίκων ἢ μαρτύρων, καθ' οἰουδήποτε τρόπον ἐκ τῶν καθοριζομένων ἐν ἄρθροις 7 ἢ 8.

(β) Ἐν τῷ III Μέρει τῆς παρουσίας Συμβάσεως αἱ ἐκφράσεις —

(1) “Λήψεις ἀποδεικτικῶν στοιχείων” θὰ θεωρῆται ὡς συμπεριλαμβάνουσα τὴν λήψιν τῶν καταθέσεων ἐνάγοντος, ἐναγομένου, ἐμπειρογνώμονος, ἢ οἰουδήποτε ἄλλου προσώπου, δι' ὀρκοδοσίας ἢ ἄλλως τὴν ἐπαγωγὴν εἰς ἐνάγοντα, ἐναγόμενον, ἐμπειρογνώμονα ἢ πᾶν ἄλλο πρόσωπον οἰουδήποτε ὅρκου ἀναφορικῶς πρὸς οἰανδήποτε δίκην καὶ τὴν προσαγωγὴν, ἀναγνώρισιν καὶ ἐξέτασιν ἐγγράφων, δειγμάτων ἢ ἄλλων ἀντικειμένων.

(2) Ἡ λέξις “μάρτυς” θὰ θεωρῆται ὡς συμπεριλαμβάνουσα οἰουδήποτε πρόσωπον, παρ' οὗ ἀπαιτεῖται ἡ λήψις οἰουδήποτε ἀποδεικτικοῦ στοιχείου, ὡς ἀνωτέρω καθώρισται.

(3) Ἡ φράσις “χώρα προελεύσεως” θὰ θεωρῆται ὡς νοοῦσα τὴν χώραν, ὑπὸ τῆς δικαστικῆς ἀρχῆς τῆς ὁποίας ἀπαιτοῦνται τὰ ἀποδεικτικά στοιχεία, καὶ “χώρα ἐκτελέσεως” ἢ χώρα ἐν ἣ προέκειται νὰ ληφθῶσι τὰ ἀποδεικτικά ταῦτα στοιχεία.

Ἄρθρον 7.

(α) Ἡ δικαστικὴ ἀρχὴ τῆς χώρας προελεύσεως δύνανται, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς νομοθεσίας τῆς οἰκείας χώρας, νὰ ἀπευθυνθῆ ἢ ἰδίᾳ δι' Ἐγγράφου ἐξαιτήσεως πρὸς τὴν ἀρμοδίαν ἀρχὴν τῆς χώρας ἐκτελέσεως, αἰτουμένη παρ' αὐτῆς τὴν λήψιν τῶν ἀποδεικτικῶν στοιχείων.

(b) The Letter of Request shall be drawn up in the language of the country of execution, or be accompanied by a translation into such language. Such translation shall be certified as correct by a Consular Officer for the country of origin. The Letter of Request shall state the nature of the proceedings for which the evidence is required, giving all necessary information in regard thereto, the names of the parties thereto, and the names, descriptions and addresses of the witnesses. They shall also either (1) be accompanied by a list of interrogatories to be put to the witness or witnesses, or, as the case may be, by a description of the documents, samples or other objects to be produced, identified or examined, and a translation thereof, certified as correct in the manner heretofore provided ; or (2) shall request the competent authority to allow such questions to be asked *vivâ voce* as the parties or their representatives shall desire to ask.

(c) Letters of Request shall be transmitted :

In England by a Greek Consular Officer to the Senior Master of the Supreme Court of Judicature.

In Greece by a British Consular Officer to the Procureur of the Tribunal of First Instance within whose jurisdiction the witnesses are resident, or, in case of doubt, to the Ministry of Justice.

In case the authority to whom any Letter of Request is transmitted is not competent to execute it, such authority shall (except in cases where execution is refused in accordance with paragraph (f) of this Article) of his own motion forward the Letter of Request to the competent authority of the country of execution.

(d) The competent authority of the country of execution shall give effect to the Letter of Request and obtain the evidence required by the use of the same compulsory measures and the same procedure as are employed in the execution of a commission or order emanating from the authorities of his own country, except that if a wish that some special procedure should be followed is expressed in the Letter of Request, such special procedure shall be followed in so far as it is not incompatible with the law of the country of execution.

(e) The Consular Officer, by whom the Letter of Request is transmitted, shall, if he so desires, be informed of the date when and the place where the proceedings will take place, in order that he may inform the interested party or parties, who shall be permitted to be present in person or to be represented, if they so desire, by barristers or solicitors or by any representatives who are competent to appear before the courts either of the country of origin or of the country of execution.

(f) The execution of a Letter of Request which complies with the preceding provisions of this Article can only be refused :

(1) If the authenticity of the Letter of Request is not established ;

(2) If, in the country of execution, the execution of the Letter of Request in question does not fall within the functions of the judiciary ;

(3) If the High Contracting Party in whose territory it is to be executed considers that his sovereignty or safety would be compromised thereby.

(g) In every instance where a Letter of Request is not executed by the authority to whom it is addressed, the latter will at once inform the Consular Officer by whom it was transmitted, stating the grounds on which the execution of the Letter of Request has been refused, or the competent authority to whom it has been forwarded.

(β) Τὸ Ἐγγράφον ἐξαιτήσεως θὰ εἶνε συντεταγμένον ἐν τῇ γλώσσῃ τῆς χώρας ἐκτελέσεως, ἢ θὰ συνοδεύεται ὑπὸ μεταφράσεως εἰς τὴν γλῶσσαν ταύτην. Τὸ ἀκριβὲς τῆς μεταφράσεως ταύτης θὰ πιστοποιῆ Προξενικὸς ὑπάλληλος τῆς χώρας προελεύσεως. Ἐν τῷ Ἐγγράφῳ ἐξαιτήσεως δέον νὰ σημειῶται ἡ φύσις τῆς διαδικασίας δι' ἣν ἀπαιτοῦνται τὰ ἀποδεικτικὰ στοιχεῖα, παρεχομένης πείσης ἀναγκαίας σχετικῆς πληροφoρίας, καὶ νὰ σημειῶνται τὰ ὀνόματα τῶν διαδίκων, καὶ τὰ ὀνόματα, τὸ ἐπάγγελμα κλ. καὶ αἱ διευθύνσεις τῶν μαρτύρων. Ἐπίσης (1) εἴτε θὰ συνοδεύεται ὑπὸ πίνακος ἐρωτημάτων ἅτινα δέον νὰ τεθῶσιν εἰς τὸν μάρτυρα ἢ τοὺς μάρτυρας ἢ, κατὰ τὴν περίπτωσιν, ὑπὸ περιγραφῆς τῶν προσακτέων, ἀναγνωριστέων ἢ ἐξεταστέων ἐγγράφων, δειγμάτων ἢ ἄλλων ἀντικειμένων, καὶ ὑπὸ μεταφράσεως τούτων πιστοποιουμένης ὡς ἀκριβοῦς καθ' ὃν τρόπον ἀνωτέρω ὀρίζεται· εἴτε (2) θὰ παρακαλεῖται δι' αὐτῆς ἡ ἀρμοδία ἀρχὴ ὅπως ἐπιτρέψῃ νὰ υποβληθοῦν προφορικῶς οἷας ἐρωτήσεις θὰ ἐπεθύμουν νὰ ἀπευθύνουν οἱ διάδικοι ἢ οἱ ἀντιπρόσωποι αὐτῶν.

(γ) Ἐγγράφα ἐξαιτήσεως θὰ διαβιβάζονται —

Ἐν Ἀγγλίᾳ ὑπὸ Ἑλληνος Προξενικοῦ ὑπαλλήλου πρὸς τὸν Senior Master of the Supreme Court of Judicature,

Καὶ ἐν Ἑλλάδι ὑπὸ Βρεττανοῦ Προξενικοῦ ὑπαλλήλου πρὸς τὸν Εἰσαγγελέα τῶν Πρωτοδικῶν, ἐν τῇ δικαιοδοσίᾳ τοῦ ὁποίου κεῖται ἡ διαμονὴ τῶν μαρτύρων, ἢ, ἐν περιπτώσει ἀμφιβολίας, πρὸς τὸ Ἰπουργεῖον τῆς Δικαιοσύνης.

Ἐν περιπτώσει καθ' ἣν ἢ πρὸς ἣν διεβιβάσθη Ἐγγράφον ἐξαιτήσεως Ἀρχὴ δὲν εἶνε ἀρμοδία ὅπως προβῆ εἰς τὴν ἐκτέλεσιν αὐτῆς, ἢ τοιαύτη ἀρχὴ θέλει (ἐξαιρέσει τῶν περιπτώσεων καθ' ἃς προβάλλεται ἀποποίησης ἐκτελέσεως συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον (στ) τοῦ παρόντος ἀρθρου) ἀτεπαγγέλτως διαβιβάσει τὸ Ἐγγράφον ἐξαιτήσεως πρὸς τὴν ἀρμοδίαν ἀρχὴν ἐν τῇ χώρᾳ ἐκτελέσεως.

(δ) Ἡ ἀρμοδία ἀρχὴ τῆς χώρας ἐκτελέσεως θέλει διενεργεῖ τὸ Ἐγγράφον ἐξαιτήσεως καὶ προβαίνει εἰς τὴν λήψιν τῶν ἀπαιτουμένων ἀποδεικτικῶν στοιχείων χρησιμοποιοῦσα τὰ αὐτὰ καταναγκαστικὰ μέτρα καὶ τὴν αὐτὴν διαδικασίαν οἷα χρησιμοποιοῦνται δια τὴν ἐκτέλεσιν ἐντολῆς ἢ ἐπιταγῆς ἐκπληγῶσων ἐξ τῶν ἀρχῶν τῆς ἰδίας αὐτῆς χώρας, ἐξαιρέσει τῆς περιπτώσεως καθ' ἣν, ἐὰν ἐν τῷ Ἐγγράφῳ ἐξαιτήσεως ἐκφράζεται ἐπιθυμία τις ὅπως τηρηθῆ ἰδιαίτερα τις διαδικασία, ἢ τοιαύτη εἰδικὴ διαδικασία θὰ τηρῆται ἐφ' ὅσον δὲν ἀντιβαίνει πρὸς τὴν νομοθεσίαν τῆς χώρας ἐκτελέσεως.

(ε) Εἰς τὸν προξενικὸν ὑπάλληλον τὸν διαβιβάζοντα τὸ Ἐγγράφον ἐξαιτήσεως θὰ παρέχονται πληροφoρία, ἐὰν ἐκδηλώσῃ τὴν πρὸς τοῦτο ἐπιθυμίαν, περὶ τῆς ἡμερομηνίας καὶ τοῦ τόπου, καθ' ἣν καὶ ὅπου θὰ λάβῃ χώραν ἢ διαδικασία, ἐπὶ τῷ τέλει ὅπως δυνηθῆ νὰ εἰδοποιήσῃ τὸν ἐνδιαφερόμενον διάδικον ἢ διαδίκους, ὅτινες θὰ ἐπιτρέπεται νὰ παρίστανται εἴτε αὐτοπροσώπως εἴτε διὰ δικηγόρων ἢ δικολάβων (solicitors) εἴτε δι' οἰωνδήποτε ἀντιπροσώπων ἀρμοδίων νὰ παρίστανται πρὸ τῶν δικαστηρίων εἴτε τῆς χώρας προελεύσεως εἴτε τῆς χώρας ἐκτελέσεως.

(στ) Ἀποποίησης ἐκτελέσεως Ἐγγράφου ἐξαιτήσεως ἀνταποκρινομένης εἰς τὰς προλαβοῦσας διατάξεις τοῦ παρόντος Ἀρθρου δύναται τὰ γίνῃ μόνον —

(1) Ἐὰν δὲν ἔχῃ διαπιστωθῆ ἡ ἀθροτικότης τοῦ Ἐγγράφου ἐξαιτήσεως·

(2) Ἐὰν, ἐν τῇ χώρᾳ ἐκτελέσεως, ἢ ἐκτέλεσις τοῦ ἐν προκειμένῳ Ἐγγράφου ἐξαιτήσεως δὲν ὑπάγεται εἰς τὰ κυθήκοντα τῶν δικαστῶν·

(3) Ἐὰν τὸ Ἰψήθρον Συμβαλλόμενον Μέρος ἐν τῇ χώρᾳ τοῦ ὁποίου πρόκειται νὰ ἐκτελεσθῆ, θεωρῆ ὅτι θὰ ἐξετίθεντο δι' αὐτῆς εἰς κίνδυνον τὰ κυριαρχικὰ δικαίωματα ἢ ἡ ἀσφάλεια αὐτοῦ.

(ζ) Ἐν ἐκάστῃ περιπτώσει καθ' ἣν Ἐγγράφον ἐξαιτήσεως δὲν ἐξετελέσθη ὑπὸ τῆς πρὸς ἣν ἀπεστάλη ἀρχῆς, αὕτη θέλει εἰδοποιεῖ παράπαν τὸν ἐξαποστειλάντα Προξενικὸν ὑπάλληλον, ἀναφέρονσα τοὺς λόγους ὧν ἕνεκα ἀπεποιήθη τὴν ἐκτέλεσιν τοῦ Ἐγγράφου ἐξαιτήσεως καὶ ἐμφαινίονσα τὴν ἀρμοδίαν ἀρχὴν πρὸς ἣν τοῦτο διεβιβάσθη.

(*h*) When a Letter of Request has been executed, the competent authority to whom it was transmitted or forwarded shall send to the Consular Officer by whom it was transmitted the necessary documents establishing its execution.

Article 8.

(*a*) The evidence may also be taken, without any request to or the intervention of the authorities of the country of execution by a person in that country directly appointed for the purpose by the court of the country of origin. A Consular Officer acting for the country of origin or any other suitable individual may be so appointed.

(*b*) A person so appointed to take evidence may request the individuals named by the court appointing him to appear before him and to give evidence. He may take all kinds of evidence which are not contrary to the law of the country of execution, and shall have power to administer an oath. The attendance and giving of evidence before any such person shall be entirely voluntary and no measures of compulsion shall be employed.

(*c*) Requests to appear issued by such person shall, unless the recipient is a subject of the High Contracting Party for whose judicial authority the evidence is required, be drawn up in the language of the country of execution or be accompanied by a translation into such language.

(*d*) The evidence may be taken in accordance with the procedure recognised by the law of the country of origin, and the parties will have the right to be present in person or to be represented by barristers or solicitors of that country or by any representatives who are competent to appear before the courts either of the country of origin or of the country of execution.

Article 9.

The fact that an attempt to take evidence by the method laid down in Article 8 has failed owing to the refusal of any witness to appear or to give evidence does not preclude a request being subsequently made in accordance with Article 7.

Article 10.

(*a*) Where evidence is taken in the manner provided in Article 7 the High Contracting Party, by whose judicial authority the Letter of Request was addressed, shall repay to the other High Contracting Party any expenses incurred by the competent authority of the latter in the execution of the request in respect of any charges and expenses payable to witnesses, experts, interpreters, or translators, the costs of obtaining the attendance of witnesses who have not appeared voluntarily, and the charges and expenses payable to any person whom such authority may have deputed to act, in cases where the law of the country of execution permits this to be done, and any charges and expenses incurred by reason of a special procedure being requested and followed. These expenses shall be such as are usually allowed in similar cases in the courts of the country of execution.

(*b*) The repayment of these expenses shall be claimed by the competent authority by whom the Letter of Request has been executed from the Consular Officer by whom it was transmitted when sending to him the documents establishing its execution as provided in Article 7 (*h*).

(*c*) Except as above provided no fees of any description shall be payable by one High Contracting Party to the other in respect of the taking of evidence.

(η) Ἐκτελουμένου Ἐγγράφου ἐξαιτήσεως, ἡ ἀρμοδία ἀρχὴ πρὸς ἣν αὕτη ἀπεστάλη ἢ διεβιβάσθη, θέλει πέμπει πρὸς τὸν ἐξαποστείλαντα Προξενικὸν ὑπάλληλον τὰ ἀναγκαῖα ἔγγραφα τὰ διαπιστοῦντα τὴν ἐκτέλεσιν αὐτοῦ.

Ἄρθρον 8.

(α) Τὰ ἀποδεικτικὰ στοιχεῖα δύνανται ἐπίσης νὰ ληφθῶσιν, ἀνευ οἰσθήποτε αἰτήσεως πρὸς τὰς ἀρχάς τῆς χώρας ἐκτελέσεως ἢ μεσολαβήσεως τούτων, ὑπὸ προσώπου ἐν τῇ χώρᾳ ταύτῃ ἀπ' εὐθείας διορισθέντος πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον ὑπὸ τοῦ δικαστηρίου τῆς χώρας προελεύσεως. Προξενικὸς ὑπάλληλος ἐν τῇ ὑπηρεσίᾳ τῆς χώρας προελεύσεως ἢ οἰουδήποτε ἄλλο κατὰλληλον πρόσωπον δύναται νὰ διορισθῇ ἐπὶ τούτῳ.

(β) Πρόσωπον οὕτω διορισμένον ἐπὶ τῷ σκοπῷ λήψεως ἀποδεικτικῶν στοιχείων δύναται νὰ καλέσῃ τὰ πρόσωπα τὰ κατονομαζόμενα ὑπὸ τοῦ διορίσαντος αὐτὸν δικαστηρίου νὰ ἐμφανισθῶσιν ἐνώπιόν του ὅπως δώσουν τὰς μαρτυρικές τινων καταθέσεις. Δύνανται νὰ προβῇ εἰς τὴν λήψιν παντὸς εἶδους ἀποδεικτικῶν στοιχείων μὴ ἀντικειμένων εἰς τὴν νομοθεσίαν τῆς χώρας ἐκτελέσεως, καὶ θὰ δύναται νὰ ἐπαγάγῃ ὕρκον. Ἡ ἐμφάνισις καὶ δόσις τῆς μαρτυρίας ἐνώπιον οἰουδήποτε τοιοῦτου προσώπου θέλει εἶναι ἀπολύτως ἐθελουσία, καὶ δὲν θὰ ἐνασχῶνται καταναγκαστικὰ μέτρα.

(γ) Προσκήσεις πρὸς ἐμφάνισιν ἐκδιδόμεναι ὑπὸ τοιοῦτου προσώπου θέλουσι συντάσσεσθαι ἐν τῇ γλώσσῃ τῆς χώρας ἐκτελέσεως ἢ συνοδευέσθαι ὑπὸ μεταφράσεως εἰς τὴν γλώσσαν ταύτην, ἐκτὸς ἐὰν ὁ πρὸς ὃν γίνεται ἡ πρόσκλησις εἶνε ὑπήκοος τοῦ Ὑψηλοῦ Συμβαλλομένου Μέρους, διὰ τὴν δικαστικὴν ἀρχὴν τοῦ ὁποίου ἀπαιτοῦνται τὰ ἀποδεικτικὰ στοιχεῖα.

(δ) Τὰ ἀποδεικτικὰ στοιχεῖα δύνανται νὰ λαμβάνονται συνωδὰ πρὸς τὴν διαδικασίαν τὴν ἀνεγνωρισμένην ὑπὸ τῆς νομοθεσίας τῆς χώρας προελεύσεως, καὶ οἱ διάδικοι θὰ ἔχωσι τὸ δικαίωμα νὰ παρίστανται αὐτοπροσώπως ἢ ν' ἀντιπροσωπεύωνται ὑπὸ δικηγόρων ἢ δικολάβων (solicitors) τῆς χώρας ταύτης ἢ ὑπὸ οἰουδήποτε ἀντιπροσώπων ἀρμοδίων νὰ ἐμφανισθῶσιν ἐνώπιον τῶν δικαστηρίων εἴτε τῆς χώρας προελεύσεως εἴτε τῆς χώρας ἐκτελέσεως.

Ἄρθρον 9.

Τὸ γεγονός ὅτι ἀπόπειρά τις πρὸς λήψιν ἀποδεικτικῶν στοιχείων διὰ τῆς μεθόδου τῆς καθοριζόμενης ἐν Ἄρθρῳ 8 ἀπέτυχε, συνεπείᾳ τῆς ἀνήσεως μάρτυρός τινος ὅπως ἐμφανισθῇ ἢ ὅπως δώσῃ μαρτυρίαν, δὲν ἀποκλείει τὴν διαβίβασιν ἑτέρας προσκλήσεως συμφώνως πρὸς τὸ Ἄρθρον 7.

Ἄρθρον 10.

(α) Ἐν περιπτώσει λήψεως τῶν ἀποδεικτικῶν στοιχείων καθ' ὃν τρόπον ὀρίζεται ἐν Ἄρθρῳ 7, τὸ Ὑψηλὸν Συμβαλλόμενον Μέρος, ὑπὸ τῆς δικαστικῆς ἀρχῆς τοῦ ὁποίου ἀπηυθύνθη τὸ Ἐγγράφον ἐξαιτήσεως, θέλει ἀποδίδει εἰς τὸ ἕτερον Ὑψηλὸν Συμβαλλόμενον Μέρος οἰαδήποτε ἐξοδα εἰς ἃ ὑπεβλήθη ἢ ἀρμοδία δικαστικὴ ἀρχὴ τούτου ἐν τῇ ἐκτέλεσει τῆς αἰτήσεως ἐν σχέσει πρὸς οἰαδήποτε δικαιώματα καὶ δαπάνας πληρωτέας εἰς μάρτυρας, πραγματογνώμονας, διερμηνεῖς ἢ μεταφραστάς, τὴν δαπάνην ἧτις ἀπτηθή διὰ τὴν προσαγωγὴν μαρτύρων μὴ ἐμφανισθέντων ἐθελουσίως, καὶ τὰ δικαιώματα καὶ ἐξοδα τὰ πληρωτέα εἰς οἰουδήποτε πρόσωπον εἰς ὃ ἡ τοιαύτη ἀρχὴ ἀνέθηκε νὰ ἐνεργήσῃ ἀντ' αὐτῆς, ἐν περιπτώσει καθ' ὅς ἢ νομοθεσία τῆς χώρας ἐκτελέσεως ἐπιτρέπει τὸ τοιοῦτον, καθὼς καὶ οἰαδήποτε δικαιώματα καὶ ἐξοδα ἀπαιτηθέντα συνεπείᾳ τοῦ ὅτι ἐζητήθη καὶ ἐτηρήθη εἰδικὴ διαδικασία. Τὰ ἐξοδα ταῦτα θὰ εἶνε οἷα συνήθως ἐπιτρέπονται ἐν παρομοίαις περιστάσεσιν παρὰ τοῖς δικαστηρίοις τῆς χώρας ἐκτελέσεως.

(β) Τὴν ἀπότισιν τῶν ἐξόδων τούτων θὰ ἀπαιτῇ ἢ ἀρμοδία ἀρχὴ ἢ ἐκτελέσασαι τὸ Ἐγγράφον ἐξαιτήσεως, παρὰ τοῦ ἀπευθύναντος ταύτην Προξενικοῦ ὑπαλλήλου, ταυτοχρόνως μετὰ τῆς ἀποστολῆς πρὸς αὐτὸν τῶν ἀναγκαιῶν ἐγγράφων τῶν διαπιστούμενων τὴν ἐκτέλεσιν αὐτῆς καθ' ἃ προνοεῖ τὸ Ἄρθρον 7 (η).

(γ) Ἐξαίρεσει τῶν ὡς ἄνω προβλεπομένων, οὐδὲν ἄλλο δικαίωμα οἰασθήποτε φύσεως θὰ καταβάλλεται παρὰ τοῦ ἐνὸς Ὑψηλοῦ Συμβαλλομένου Μέρους πρὸς τὸ ἕτερον ἐν σχέσει μὲ τὴν λήψιν ἀποδεικτικῶν στοιχείων.

IV. JUDICIAL ASSISTANCE FOR POOR PERSONS AND SECURITY FOR COSTS.

Article 11.

The subjects of one High Contracting Party resident in the territory of the other High Contracting Party shall not be compelled to give security for costs in any case where a subject of such other High Contracting Party would not be so compelled.

Article 12.

(1) The subjects of one High Contracting Party shall enjoy in the territory of the other High Contracting Party a perfect equality of treatment with subjects of the latter High Contracting Party as regards free legal assistance for poor persons.

(2) The provisions of this Article apply to criminal as well as to civil and commercial matters, but do not apply to artificial persons.

V. GENERAL PROVISIONS.

Article 13.

Any difficulties which may arise in connexion with the operation of this Convention shall be settled through the diplomatic channel.

Article 14.

The present Convention, of which the English and Greek texts are equally authentic, shall be subject to ratification. Ratifications shall be exchanged in Athens. The Convention shall come into force one month after the date on which ratifications are exchanged and shall remain in force for three years after the date of its coming into force. If neither of the High Contracting Parties shall have given notice through the diplomatic channel to the other not less than six months before the expiration of the said period of three years of his intention to terminate the Convention, it shall remain in force until the expiration of six months from the day on which either of the High Contracting Parties shall have given notice to terminate it.

Article 15.

(a) This Convention shall not apply *ipso jure* to Scotland, Northern Ireland, the Channel Islands, the Isle of Man, nor to any of the Colonies, overseas territories or Protectorates of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, nor to any territories under His suzerainty, nor to any mandated territories in respect of which the mandate is exercised by His Government in the United Kingdom, but His Majesty may at any time, while this Convention is in force under Article 14 by a notification given through His Minister at Athens, extend the operation of the Convention to any of the above-mentioned territories.

IV. — Δικαστική βοήθεια δι' απόρους και έγγυοδοσία δι' έξοδα.

Άρθρον 11.

Οί υπήκοοι του ένός Υψηλού Συμβαλλομένου Μέρους οί διιμένοντες έν τῇ χώρα του έτέρου Υψηλού Συμβαλλομένου Μέρους δέν θά έξιναγαράζωνται είς έγγυοδοσίαν δι' έξοδα έν οίανδήποτε περιπτώσει καθ' ήν υπήκοος του έτέρου τούτου Υψηλού Συμβαλλομένου Μέρους δέν θά έξιναγαράζετο είς τοιαύτην.

Άρθρον 12.

(1) Οί υπήκοοι του ένός Υψηλού Συμβαλλομένου Μέρους θέλουσιν απολαύει έν τῇ χώρα του έτέρου Υψηλού Συμβαλλομένου Μέρους πλήρους ισότητος όρων προς τους υπηκόους του τελευταίου τούτου Υψηλού Συμβαλλομένου Μέρους καθ' ό, τι άφορα τήν δωρεάν παροχήν νομικής βοήθειας είς άπορα πρόσωπα.

(2) Αί διατάξεις του Άρθρου τούτου εφαρμόζονται είς ποινικάς όσον και είς πολιτικάς και έμπορικάς ύποθέσεις, δέν εφαρμόζονται όμως έπί νομικών προσώπων.

V. — Γενικά διατάξεις.

Άρθρον 13.

Οίανδήποτε δυσχέρειαί αίτινες ήθελον προκύψει έν τῇ εφαρμογῇ τῆς παρούσης Συμβάσεως θά διακανονίζωνται διά τῆς διπλωματικής όδοϋ.

Άρθρον 14.

Η παρούσα Σύμβασις, τῆς όποιás τό τε Άγγλικόν και τό Έλληνικόν κείμενον έννε εξίσου αὐθεντικά, θά υπόκειται είς επικύρωσιν. Η ανταλλαγή των επικυρώσεων θά γίνη έν Αθήναις. Η Σύμβασις θα τεθῆ είς ισχύν μετά πάροδον μηνός από τῆς ήμέρας τῆς ανταλλαγῆς των επικυρώσεων και θά παραμείνη έν ισχύϊ έπί τριετίαν από τῆς ήμέρας καθ' ήν έτέθη είς ισχύν. Έάν μηδέτερον των Υψηλών Συμβαλλομένων Μερών ήθελε προειδοποιήσει διά τῆς διπλωματικής όδοϋ τό έτερον, έξ τοϋλάχιστον μήνας πρό τῆς έκποῆς τῆς ως εἰρηται τριετούς περιόδου, περι τῆς προσθέσεώς του όπως τερματίση τήν Σύμβασιν, αὐτή θά παραμείνη έν ισχύϊ μέχρι τῆς παρελεύσεως έξαμήνου από τῆς ήμέρας καθ' ήν τό έτερον των Υψηλών Συμβαλλομένων Μερών ήθελε προειδοποιήσει περι τοϋ τερματισμοϋ τῆς.

Άρθρον 15.

(α) Η Σύμβασις αὐτή δέν θέλει αὐτοδικαίως εφαρμόζεσθαι είς τήν Σκωτίαν, τήν Βόρειον Ίρλανδίαν, τάς νήσους τῆς θαλάσσης τῆς Μάγχης, τήν Νησιδα του Μάν (Isle of Man), οὐδέ είς οίανδήποτε εκ των Άποικιών, οὐδέ είς τάς υπερθαλασσίους χώρας ἢ Προτεκτοράτα τῆς Α. Μεγαλειότητος του Βασιλέως τῆς Μεγάλης Βρετανίας, Ίρλανδίας και των Υπερθαλασσίων Βρετανικών Έπικρατειών, και Άντοχράτορος των Ίνδιών, οὐδέ είς οίανδήποτε χώρας υπό τήν επικυριαρχίαν Αὐτοϋ, οὐδέ είς χώρας υπό Έντολήν έν σχέσει προς τάς όποιás τήν έντολήν ένασχεῖ ή έν τῷ Ηνωμένῳ Βασιλείῳ Κυδέρνις Αὐτοϋ, δύναται όμως ή Αὐτοϋ Μεγαλειότης καθ' οίονδήποτε χρόνον, τῆς Συμβάσεως ταύτης διατελοϋσης έν ισχύϊ δυνάμει του Άρθρου 14, νά έπεκτείνη διά γνωστοποίησεως παρεχόμενης μέσφ του έν Αθήνις Βρεττινοϋ Πρεσβευτοϋ τήν εφαρμογήν τῆν Συμβάσεως είς οίανδήποτε των ανωτέρω μιγμουνομένων χωρών.

(b) Such notification shall state the authorities in the territory concerned to whom requests for service under Article 3 or Letters of Request under Article 7 are to be transmitted, and the language in which communications and translations are to be made. The date of the coming into force of any such extension shall be one month from the date of such notification.

(c) Either of the High Contracting Parties may, at any time after the expiry of three years from the coming into force of an extension of this Convention to any of the territories referred to in paragraph (a) of this Article, terminate such extension on giving six months' notice of termination through the diplomatic channel.

(d) The termination of the Convention under Article 14 shall, unless otherwise expressly agreed to by both High Contracting Parties, *ipso jure* terminate it in respect of any territories to which it has been extended under paragraph (a) of this Article.

Article 16.

(a) The High Contracting Parties agree that His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, may at any time, while the present Convention is in force, either under Article 14 or by virtue of any accession under this Article, by a notification given through the diplomatic channel, accede to the present Convention in respect of any other Member of the British Commonwealth of Nations whose Government may desire that such accession should be effected, provided that no notification of accession may be given at any time when His Majesty the King of the Hellenes has given notice of termination in respect of all the territories of His Majesty to which the Convention applies. The provisions of Article 15 (b) shall be applicable to such notification. Any such accession shall take effect one month after the date of its notification.

(b) After the expiry of three years from the date of the coming into force of any accession under paragraph (a) of this Article, either of the High Contracting Parties may, by giving six months' notice of termination through the diplomatic channel, terminate the application of the Convention to any country in respect of which a notification of accession has been given. The termination of the Convention under Article 14 shall not affect its application to any such country.

(c) Any notification of accession under paragraph (a) of this Article may include any dependency or mandated territory administered by the Government of the country in respect of which such notification of accession is given; and any notice of termination in respect of any such country under paragraph (b) shall apply to any dependency or mandated territory which was included in the notification of accession in respect of that country.

In witness whereof the undersigned have signed the present Convention, in English and Greek texts, and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at London, the 27th day of February, 1936.

(L. S.) Anthony EDEN.

(L. S.) Charalambos SIMOPOULOS.

(β) Ἡ τοιαύτη γνωστοποίησις θὰ ἐμφαίνῃ τὰς ἐν τῇ ἐνδιαφερομένη χώρᾳ ἀρχάς, πρὸς ἃς δέον ν' ἀποστέλλωνται ἐντολαὶ πρὸς ἐπίδοσιν δυνάμει τοῦ Ἄρθρου 3 ἢ Ἐγγραφᾶ ἐξακτῆσεως δυνάμει τοῦ Ἄρθρου 7, καθὼς καὶ ἡ γλῶσσα εἰς ἣν δέον νὰ γίνωνται αἱ ἀνακοινώσεις καὶ αἱ μεταφράσεις. Οἰαδήποτε τοιαύτη ἐπέκτασις θὰ τίθεται εἰς ἰσχὺν ἕνα μῆνα ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς τοιαύτης γνωστοποιήσεως.

(γ) Ἐκάτερον τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν δύναται, ὅποτεδήποτε μετὰ τὴν παρόλευσιν τριετίας ἀφότου ἐτέθη εἰς ἰσχὺν ἐπέκτασις τις τῆς παρούσης Συμβάσεως εἰς οἰανδήποτε τῶν ἐν παραγράφῳ (α) τοῦ παρόντος Ἄρθρου μνημονευομένων χωρῶν, νὰ τερματίσῃ τὴν ἐπέκτασιν ταύτην δι' ἐξαμήνου προειδοποιήσεως περὶ τοῦ τερματισμοῦ τούτου παρεχομένης διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ.

(δ) Ὁ τερματισμὸς τῆς Συμβάσεως δυνάμει τοῦ Ἄρθρου 14 θὰ συνεπάγεται αὐτοδικαίως τὸν τερματισμὸν ταύτης καὶ ἐν σχέσει πρὸς οἰανδήποτε χώραν εἰς ἣν ἐπεξετάθη δυνάμει τῆς παραγράφου (α) τοῦ παρόντος Ἄρθρου, ἐκτὸς ἐὰν ἤθελεν ἄλλως συμφωνηθῆ ῥητῶς μεταξὺ τῶν δύο Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

Ἄρθρον 16.

(α) Τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη συναινοῦν ὅτι ἡ Αὐτοῦ Μεγαλειότης ὁ Βασιλεὺς τῆς Μεγάλης Βρετανίας, Ἰρλανδίας καὶ τῶν Ὑπερθαλασσίων Βρετανικῶν Ἐπικρατειῶν καὶ Αὐτοκράτωρ τῶν Ἰνδιῶν, δύναται ὅποτεδήποτε κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἰσχύος τῆς παρούσας Συμβάσεως, εἴτε δυνάμει τοῦ Ἄρθρου 14 εἴτε λόγῳ οἰασθήποτε προσχωρήσεως ἐπὶ τῇ βάσει τοῦ παρόντος Ἄρθρου, διὰ γνωστοποιήσεως διακοινομένης διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ, νὰ προσχωρῇ εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν ἐν σχέσει πρὸς οἰονδήποτε ἄλλο Μέλος τῆς Βρετανικῆς Ὀμοσπονδίας τῶν Ἑθνῶν οὐτινος ἡ Κυβέρνησις θὰ ἐπεθύμει τὴν πραγματοποιήσειν τῆς τοιαύτης προσχωρήσεως, νοουμένου ὅτι οὐδεμία γνωστοποίησις περὶ προσχωρήσεως θὰ γίνεταί ὅταν ἡ Α. Μεγαλειότης ὁ Βασιλεὺς τῶν Ἑλλήνων ἔχη ὑποβάλει προειδοποίησιν περὶ τερματισμοῦ ἐν σχέσει πρὸς ἅσας τὰς χώρας τῆς Αὐτοῦ Μεγαλειότητος εἰς ἃς ἐφαρμόζεται ἡ Σύμβασις. Αἱ διατάξεις τοῦ Ἄρθρου 15 (β) θὰ ἰσχύωσιν ἐπὶ τῆς τοιαύτης γνωστοποιήσεως. Οἰαδήποτε τοιαύτη προσχώρησις θὰ λαμβάνῃ ἰσχὺν μετὰ πάροδον μηνὸς ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς γνωστοποιήσεως.

(β) Μετὰ τὴν παρόλευσιν τριετίας ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος προσχωρήσεώς τινος δυνάμει τῆς παραγράφου (α) τοῦ παρόντος Ἄρθρου, ἑκάτερον τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν δύναται, διὰ προειδοποιήσεως ἑξ μηνῶν γινομένης διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ, νὰ τερματίσῃ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς Συμβάσεως ἐπὶ οἰασθήποτε χώρας ἐν σχέσει πρὸς τὴν ὁποίαν ἐγένετο γνωστοποιήσις προσχωρήσεως. Ὁ τερματισμὸς τῆς Συμβάσεως δυνάμει τοῦ Ἄρθρου 14 δὲν θέλει ἐπηρεάζει τὴν ἐφαρμογὴν αὐτῆς ἐπὶ οἰασθήποτε τοιαύτης χώρας.

(γ) Πᾶσα γνωστοποίησις προσχωρήσεως δυνάμει τῆς παραγράφου (α) τοῦ παρόντος Ἄρθρου δύναται νὰ συμπεριλάβῃ οἰονδήποτε ἐξηρημένον ἢ ὑπὸ ἐντολὴν ἑδάφους διοικούμενον ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῆς χώρας ἐν σχέσει πρὸς τὴν ὁποίαν ἐγένετο ἡ γνωστοποίησις τῆς προσχωρήσεως· οἰαδήποτε δὲ προειδοποιήσις τερματισμοῦ ἐν σχέσει πρὸς τοιαύτην τινὰ χώραν δυνάμει τῆς παραγράφου (β) θέλει ἐφαρμόζεσθαι καὶ ἐπὶ παντὸς ἐξηρημένον ἢ ὑπὸ ἐντολὴν ἑδάφους ὑπερ συμπεριελήφθη ἐν τῇ γνωστοποιήσει προσχωρήσεως ἐν σχέσει πρὸς τὴν ἐν λόγῳ χώραν.

Εἰς πίστῳσιν τῶν ἄνω οἱ ὑποφαινόμενοι ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, εἰς Ἀγγλικὸν καὶ εἰς Ἑλληνικὸν κείμενον, καὶ ἐπέθηκαν ἐπὶ τούτων τὰς οἰκείας σφραγίδας.

Ἐγένετο εἰς διπλοῦν ἐν Λονδίῳ, τὴν 27ην ἡμέραν τοῦ μηνὸς Φεβρουαρίου, 1936.

(L. S.) Anthony EDEN.

(L. S.) Charalambos SIMOPOULOS.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4278. — CONVENTION ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET LA GRÈCE CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A LONDRES, LE 27 FÉVRIER 1936.

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES DOMINIONS BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES, et SA MAJESTÉ LE ROI DES HELLÈNES ;

Désireux de se prêter une assistance mutuelle dans l'accomplissement des actes de procédure relatifs aux affaires civiles ou commerciales dont sont saisies ou pourraient être saisies leurs autorités judiciaires respectives ;

Ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES DOMINIONS BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

POUR LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD :

Le très honorable Robert Anthony EDEN, M. C., M. P., son principal secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères ; et

SA MAJESTÉ LE ROI DES HELLÈNES :

M. Charalambos SIMOPOULOS, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Londres ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

I. DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES.

Article premier.

a) Sauf disposition contraire expresse, la présente convention ne s'applique qu'aux affaires civiles et commerciales, y compris les affaires non contentieuses.

b) Dans la présente convention :

1^o Le terme « territoire d'une (ou de l'autre) Haute Partie contractante » sera interprété : a) pour ce qui est de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, comme signifiant l'Angleterre et le Pays de Galles, ainsi que tous les territoires dans lesquels la convention est en vigueur en raison des extensions prévues à l'article 15 ou des adhésions prévues à l'article 16, et b) pour ce qui est de Sa Majesté le Roi des Hellènes, comme signifiant la Grèce ;

2^o Le terme « personnes » sera entendu comme signifiant les personnes physiques et les personnes morales ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

3° Le terme « personnes morales » sera interprété comme comprenant les sociétés de personnes, compagnies, sociétés de capitaux et autres collectivités ;

4° Le terme « sujets d'une Haute Partie contractante » sera entendu comme comprenant les personnes morales constituées ou enregistrées conformément aux lois du territoire de cette Haute Partie contractante ;

5° Le terme « sujets d'une (ou de l'autre) Haute Partie contractante » sera entendu comme signifiant : *a)* pour ce qui concerne Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, tous les sujets de Sa Majesté, quel que soit leur domicile, et toutes les personnes placées sous sa protection ; et *b)* pour ce qui concerne Sa Majesté le Roi des Hellènes, tous les sujets grecs.

II. SIGNIFICATION D'ACTES JUDICIAIRES ET EXTRAJUDICIAIRES.

Article 2.

a) Lorsque des actes judiciaires ou extrajudiciaires, dressés sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, doivent, d'ordre d'une autorité judiciaire siégeant sur ce territoire, être signifiés à des personnes sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante, ces actes pourront être signifiés au destinataire, quelle que soit sa nationalité, suivant l'une des méthodes prévues aux articles 3 et 4, dans tous les cas où ces méthodes sont applicables en vertu de la loi du pays d'origine.

b) Dans la partie II de la présente convention, le terme « pays d'origine » signifie le pays d'où émanent les actes à signifier, et le terme « pays d'exécution » signifie le pays où les actes doivent être signifiés.

Article 3.

a) La demande de signification sera adressée et envoyée par un agent consulaire, représentant le pays d'origine, à l'autorité compétente du pays d'exécution, cette autorité étant priée de faire signifier l'acte en question.

b) La demande de signification sera rédigée dans la langue du pays d'exécution ; elle indiquera les noms et qualités des parties, les nom, qualité et adresse du destinataire, ainsi que la nature de l'acte qui doit être signifié ; elle sera accompagnée de l'acte à signifier établi en double exemplaire.

c) L'acte à signifier devra, soit être rédigé dans la langue du pays d'exécution, soit être accompagné d'une traduction en cette langue. Cette traduction sera certifiée conforme par un agent consulaire représentant le pays d'origine.

d) Les demandes de signification seront adressées et envoyées :

En Angleterre, au « Senior Master of the Supreme Court of Judicature » ;

En Grèce, au Procureur du Tribunal de première instance dans la juridiction duquel réside la personne à laquelle les documents doivent être signifiés ou, en cas de doute, au Ministère de la Justice.

Si l'autorité à laquelle une demande de signification a été envoyée n'a pas qualité pour en assurer l'exécution, cette autorité devra (sauf dans les cas où l'exécution est refusée conformément au paragraphe *f)* du présent article) faire suivre d'office la demande à l'autorité compétente du pays d'exécution.

e) La signification devra être assurée par l'autorité compétente du pays d'exécution, qui signifiera l'acte dans la forme prescrite par la législation interne de ce pays pour la signification d'actes analogues, sauf dans le cas où une forme spéciale de signification aurait été réclamée dans la demande de signification. Dans ce cas, l'acte devra être signifié dans cette dernière forme, si elle n'est pas incompatible avec la législation du pays d'exécution.

f) L'exécution de la demande de signification, dûment formulée conformément aux dispositions précédentes du présent article, ne pourra être refusée que : 1^o si l'authenticité de la demande de signification n'est pas établie ; ou 2^o si la Haute Partie contractante sur le territoire de laquelle l'exécution doit avoir lieu la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

g) Dans tous les cas où une demande de signification ne serait pas exécutée par l'autorité à laquelle elle a été envoyée, celle-ci en avisera immédiatement l'agent consulaire par l'entremise duquel la demande a été envoyée, en indiquant le motif pour lequel l'exécution de la demande a été refusée ou en spécifiant l'autorité compétente à laquelle la demande a été transmise.

h) L'autorité qui aura assuré l'exécution de la demande de signification établira une attestation prouvant que la signification a été faite ou expliquant la raison pour laquelle elle n'a pas pu être assurée, et constatant le fait, la forme et la date de cette signification ou tentative de signification. Cette attestation sera envoyée à l'agent consulaire par l'entremise duquel la demande de signification a été envoyée. Cette attestation sera portée sur l'un des exemplaires de l'acte à signifier ou lui sera jointe.

Article 4.

a) La signification peut être faite sans que les autorités du pays d'exécution en soient saisies ou aient à intervenir, de l'une des manières suivantes :

1^o Par un agent consulaire représentant le pays d'origine ;

2^o Par un agent désigné à cet effet soit par l'autorité judiciaire du pays d'origine, soit par la partie sur la demande de laquelle l'acte a été dressé ;

3^o Par la poste ; ou

4^o Par tout autre mode de signification qui n'est pas contraire à la législation existant au moment de la signification dans le pays d'exécution.

b) Tout acte signifié de la façon indiquée sous le n^o 1 du paragraphe précédent sera, à moins que le destinataire ne soit sujet de la Haute Partie contractante du territoire de laquelle émane ledit acte, soit établi dans la langue du pays d'exécution, soit accompagné d'une traduction dans cette langue, certifiée conforme ainsi qu'il est indiqué à l'article 3 *c*).

c) Les Hautes Parties contractantes conviennent qu'en principe il est également désirable que les dispositions du paragraphe *b*) du présent article s'appliquent aux actes signifiés de la façon stipulée sous les n^{os} 2, 3 et 4 du paragraphe *a*) du présent article. Néanmoins, s'il n'existe, dans leurs territoires respectifs, aucune disposition législative rendant la traduction obligatoire dans de tels cas, les Hautes Parties contractantes n'acceptent aucune obligation à cet égard.

d) Il est entendu que la question de la validité de toute signification effectuée par l'une des méthodes mentionnées au paragraphe *a*) du présent article sera laissée à la libre décision des tribunaux respectifs des Hautes Parties contractantes, conformément à leur législation.

Article 5.

a) Dans tous les cas où des actes auront été signifiés conformément aux dispositions de l'article 3, la Haute Partie contractante dont l'agent consulaire aura transmis la demande de signification remboursera à l'autre Haute Partie contractante les frais et dépens qui, en vertu de la législation du pays d'exécution, sont dus aux personnes chargées d'assurer la signification, ainsi que tous les frais et dépens afférents aux significations effectuées sous une forme spéciale. Ces frais et dépens ne devront pas dépasser le montant de ceux qui sont généralement admis par les tribunaux dudit pays.

b) L'autorité compétente qui aura assuré la signification réclamera le remboursement de ces frais et dépens à l'agent consulaire par l'entremise duquel la demande aura été envoyée, en même temps qu'elle lui fera parvenir l'attestation prévue à l'article 3 *h*).

c) A l'exception des frais et dépens prévus ci-dessus, l'exécution de la signification d'actes ne pourra donner lieu, de la part de l'une des Hautes Parties contractantes à l'égard de l'autre, à la perception de droits quelconques.

III. RÉUNION DES PREUVES.

Article 6.

a) Lorsqu'une autorité judiciaire siégeant sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes demandera que des preuves soient recueillies sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante, ces preuves pourront être recueillies quelle que soit la nationalité des parties ou témoins suivant l'une des méthodes prescrites aux articles 7 ou 8.

b) Dans la partie III de la présente convention :

1° L'expression « réunion des preuves » doit être interprétée comme comprenant l'établissement d'un procès-verbal des dépositions d'un demandeur, d'un défendeur, d'un expert ou de toute autre personne déposant sous la foi du serment ou autrement ; l'assermentation d'un demandeur, d'un défendeur, d'un expert ou de toute autre personne, aux fins d'un acte de procédure quelconque ; ainsi que la production, l'identification et l'examen de pièces écrites, échantillons ou autres objets ;

2° Le terme « témoin » sera considéré comme comprenant toute personne dont la déposition devra être recueillie comme il est dit ci-dessus ;

3° L'expression « pays d'origine » sera interprétée comme signifiant le pays dont l'autorité judiciaire demande la réunion des preuves, et l'expression « pays d'exécution » comme signifiant le pays dans lequel doivent être recueillies les preuves.

Article 7.

a) L'autorité judiciaire du pays d'origine pourra, conformément à la législation de ce pays, s'adresser par commission rogatoire à l'autorité compétente du pays d'exécution pour lui demander de recueillir les preuves.

b) La commission rogatoire sera rédigée dans la langue du pays d'exécution ou accompagnée d'une traduction dans cette langue. Cette traduction sera certifiée conforme par un agent consulaire représentant le pays d'origine. La commission rogatoire indiquera la nature de l'affaire pour laquelle est demandée la réunion des preuves et fournira toutes les indications nécessaires à cet effet, les noms des parties, ainsi que les noms, qualités et adresses des témoins. Les commissions rogatoires devront également, soit 1° être accompagnées d'une liste des questions à poser au témoin ou aux témoins, ou, selon le cas, d'une description des pièces écrites, échantillons ou autres objets à produire, à identifier ou à examiner, ainsi que d'une traduction certifiée conforme de la manière prévue ci-dessus ; soit 2° demander à l'autorité compétente de permettre que les parties ou leurs représentants posent de vive voix les questions qu'ils désireront poser.

c) Les commissions rogatoires seront transmises :

En Angleterre : par un agent consulaire de la Grèce au « Senior Master of the Supreme Court of Judicature » ;

En Grèce : par un agent consulaire britannique au Procureur du Tribunal de première instance dans le ressort duquel résident les témoins ou, en cas de doute, au Ministère de la Justice.

Si l'autorité à laquelle une commission rogatoire a été transmise n'a pas qualité pour en assurer l'exécution, ladite autorité (sauf dans les cas où l'exécution est refusée conformément au paragraphe f) du présent article) devra la faire suivre d'office à l'autorité compétente du pays d'exécution.

d) L'autorité compétente du pays d'exécution devra donner effet à la commission rogatoire et recueillir les preuves demandées, en ayant recours aux mêmes mesures coercitives et aux mêmes voies de procédure que celles qui sont employées pour assurer l'exécution d'une commission ou d'une ordonnance émanant des autorités de son propre pays, sauf dans le cas où, dans la commission

rogatoire, serait exprimé le désir qu'une procédure spéciale soit suivie, auquel cas cette procédure spéciale devra être appliquée dans la mesure où elle n'est pas incompatible avec la législation du pays d'exécution.

e) L'agent consulaire qui transmet la commission rogatoire sera, s'il le désire, informé de la date et du lieu où il sera procédé à l'acte demandé, afin qu'il puisse aviser la partie intéressée ou les parties intéressées, qui seront autorisées à y assister en personne ou à s'y faire représenter, si elles le désirent, par des avocats, des avoués ou des représentants ayant qualité pour comparaître devant les tribunaux, soit du pays d'origine, soit du pays d'exécution.

f) L'exécution d'une commission rogatoire remplissant les conditions prévues ci-dessus dans le présent article, ne pourra être refusée que :

1° Si l'authenticité de la commission rogatoire n'est pas établie ;

2° Si, dans le pays d'exécution, l'exécution de la commission rogatoire en question ne rentre pas dans les attributions du pouvoir judiciaire ;

3° Si la Haute Partie contractante sur le territoire de laquelle cette commission rogatoire doit être exécutée juge cet acte de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

g) Dans tous les cas où la commission rogatoire n'aura pas été exécutée par l'autorité requise, celle-ci en avisera immédiatement l'agent consulaire par lequel ladite commission rogatoire a été transmise, en indiquant les motifs pour lesquels l'exécution de la commission rogatoire a été refusée, ou l'autorité compétente à laquelle elle a été transmise.

h) Lorsqu'une commission rogatoire aura été exécutée, l'autorité compétente à laquelle elle a été envoyée ou transmise fera parvenir à l'agent consulaire par l'entremise duquel ladite commission rogatoire a été envoyée les pièces justificatives nécessaires attestant qu'elle a été exécutée.

Article 8.

a) Les preuves pourront également être recueillies, sans que les autorités du pays d'exécution soient saisies d'une demande ou aient à intervenir, par une personne de ce pays directement chargée de cette mission par le tribunal du pays d'origine. Un agent consulaire représentant le pays d'origine ou toute autre personne remplissant les conditions requises pourra être chargée de cette mission.

b) La personne ainsi chargée de recueillir les preuves pourra inviter les personnes désignées par le tribunal qui l'aura nommée, à comparaître devant elle et à faire leurs dépositions. Elle pourra recueillir tous témoignages qui ne sont pas contraires à la législation du pays d'exécution et aura qualité pour faire prêter serment. Les comparutions devant cette personne ainsi que les dépositions auront un caractère entièrement volontaire, et aucune mesure de coercition ne sera employée.

c) Les invitations à comparaître décernées par cette personne devront, à moins que le destinataire ne soit sujet de la Haute Partie contractante dont l'autorité judiciaire demande que les preuves soient recueillies, être rédigées dans la langue du pays d'exécution ou accompagnées d'une traduction dans cette langue.

d) Les preuves pourront être recueillies conformément à la procédure prévue par la législation du pays d'origine, et les parties auront le droit d'assister en personne à cette opération ou d'être représentées par des avocats ou avoués de ce pays ou par des représentants ayant qualité pour comparaître devant les tribunaux, soit du pays d'origine, soit du pays d'exécution.

Article 9.

Le fait qu'une tentative en vue de recueillir des preuves suivant le mode prévu à l'article 8 a échoué par suite du refus d'un témoin de comparaître ou de déposer ne fera pas obstacle à l'envoi ultérieur d'une commission rogatoire conformément à l'article 7.

Article 10.

a) Lorsque les preuves sont recueillies de la manière prévue à l'article 7, la Haute Partie contractante par l'autorité judiciaire de laquelle la commission rogatoire a été adressée, remboursera à l'autre Haute Partie contractante tous les frais encourus par l'autorité compétente de cette dernière pour assurer l'exécution de la commission rogatoire du chef des frais et dépens dus aux témoins, experts, interprètes ou traducteurs, des dépenses afférentes à la comparution des témoins qui n'ont pas comparu volontairement, ainsi que des frais et dépens dus à toute personne que ladite autorité pourra avoir déléguée, lorsque la législation du pays d'exécution permet cette délégation, et de tous frais et dépens résultant du fait qu'une procédure spéciale a été requise et suivie. Ces frais devront correspondre à ceux qui sont admis normalement dans des cas analogues par les tribunaux du pays d'exécution.

b) Le remboursement de ces frais sera réclamé par l'autorité compétente qui a assuré l'exécution de la commission rogatoire à l'agent consulaire qui l'a transmise, au moment de l'envoi des pièces constatant ladite exécution conformément à l'article 7 h).

c) Sauf dans les cas prévus ci-dessus, la réunion des preuves ne pourra donner lieu, de la part d'une Haute Partie contractante à l'égard de l'autre, à la perception de droits quelconques.

IV. ASSISTANCE JUDICIAIRE AUX INDIGENTS ET CAUTIONNEMENT DES FRAIS DE JUSTICE.

Article 11.

Les sujets de l'une des Hautes Parties contractantes qui résident sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante ne seront pas tenus de fournir caution pour les frais dans les cas où un sujet de l'autre Haute Partie contractante ne serait pas tenu de le faire.

Article 12.

1. Les sujets de l'une des Hautes Parties contractantes bénéficieront à tous égards sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante du même traitement que les sujets de cette Haute Partie contractante en ce qui concerne l'assistance judiciaire gratuite aux indigents.

2. Les dispositions du présent article sont applicables aussi bien en matière criminelle qu'en matière civile et commerciale, mais ne s'appliquent pas aux personnes morales.

V. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 13.

Toutes les difficultés qui pourront s'élever au sujet de l'application de la présente convention seront réglées par la voie diplomatique.

Article 14.

La présente convention, dont le texte anglais et le texte grec font également foi, sera ratifiée. Les ratifications seront échangées à Athènes. La convention entrera en vigueur un mois après la date de l'échange des ratifications et restera en vigueur pendant trois ans à compter de la date de son entrée en vigueur. Si aucune des deux Hautes Parties contractantes n'a notifié à l'autre, par la voie diplomatique, six mois au moins avant l'expiration de ladite période de trois ans, son intention de dénoncer la convention, celle-ci demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter de la date où l'une des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée.

Article 15.

a) La présente convention ne sera pas applicable *ipso jure* à l'Ecosse, à l'Irlande du Nord, aux îles anglo-normandes et à l'île de Man, ni à aucune colonie, aucun territoire d'outre-mer ou protectorat de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, ni à aucun territoire placé sous sa suzeraineté, ni à aucun des territoires sous mandat à l'égard desquels le mandat est exercé par son Gouvernement dans le Royaume-Uni ; toutefois, Sa Majesté pourra, à tout moment, tant que la convention sera en vigueur aux termes de l'article 14, étendre l'application de cette convention à l'un des territoires susmentionnés, au moyen d'une notification adressée par l'entremise de son ministre à Athènes.

b) Cette notification indiquera les autorités du territoire intéressé auxquelles les demandes de signification prévues à l'article 3 ou les commissions rogatoires prévues à l'article 7 devront être transmises, ainsi que la langue dans laquelle devront être faites les communications et les traductions. Toute extension de ce genre entrera en vigueur un mois après la date de cette notification.

c) A l'expiration d'un délai de trois ans après l'entrée en vigueur de l'extension de la présente convention à l'un des territoires visés au paragraphe a) du présent article, chacune des Hautes Parties contractantes pourra à tout moment y mettre fin, moyennant un préavis de six mois notifié par la voie diplomatique.

d) L'expiration de la présente convention dans les conditions prévues à l'article 14 mettra *ipso jure* un terme à l'application de ladite convention aux territoires auxquels elle aura été étendue en vertu du paragraphe a) du présent article, à moins qu'il n'en ait été convenu autrement en termes express par les deux Hautes Parties contractantes.

Article 16.

a) Les Hautes Parties contractantes conviennent que Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, pourra à tout moment, tant que la présente convention sera en vigueur, soit aux termes de l'article 14, soit en vertu d'une adhésion fondée sur le présent article, au moyen d'une notification transmise par la voie diplomatique, adhérer à la présente convention au nom de tout autre membre du Commonwealth britannique de nations dont le gouvernement pourrait désirer que cette adhésion fût effectuée, sous réserve toutefois qu'aucune notification d'adhésion ne pourra être faite si Sa Majesté le Roi des Hellènes a dénoncé la présente convention en ce qui concerne tous les territoires de Sa Majesté auxquels la convention s'applique. Les dispositions de l'article 15 b) seront applicables à cette notification. Toute adhésion de ce genre prendra effet un mois après la date de sa notification.

b) A l'expiration d'un délai de trois ans après l'entrée en vigueur d'une adhésion aux termes du paragraphe a) du présent article, chacune des deux Hautes Parties contractantes pourra, moyennant préavis de six mois notifié par la voie diplomatique, mettre un terme à l'application de la convention à l'un quelconque des pays qui auront fait l'objet d'une notification d'adhésion. L'expiration de la convention aux termes de l'article 14 n'affectera pas son application aux pays susmentionnés.

c) Les notifications d'adhésion visées au paragraphe a) du présent article pourront comprendre toute dépendance ou tout territoire sous mandat administrés par le gouvernement du pays que vise la notification d'adhésion, et toute dénonciation de la convention concernant un des pays visés au paragraphe b) s'étendra aux dépendances ou territoires sous mandat compris dans la notification d'adhésion relative audit pays.

En foi de quoi, les soussignés ont signé la présente convention, rédigée en anglais et en grec, et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire, à Londres, le 27 février 1936.

(L. S.) Anthony EDEN.

(L. S.) Charalambos SIMOPOULOS.

EXCHANGE OF NOTES

ÉCHANGE DE NOTES

BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE HELLENIC GOVERNMENT RELATING TO THE EXTENSION TO SCOTLAND OF THE CONVENTION OF FEBRUARY 27TH, 1936, REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. ATHENS, JANUARY 14TH AND 21ST, 1938.

ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT HELLÉNIQUE RELATIF A L'APPLICATION A L'ÉCOSSE DE LA CONVENTION DU 27 FÉVRIER 1936, CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. ATHÈNES, LES 14 ET 21 JANVIER 1938.

Registered on July 1st, 1938, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

Enregistré le 1^{er} juillet 1938 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

I.

BRITISH LEGATION.

LÉGATION
DE GRANDE-BRETAGNE.

No. II.
(151/3/38).

N^o II.
(151/3/38).

ATHENS, *January 14th*, 1938.

ATHÈNES, *le 14 janvier* 1938.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 15 (*a*) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed in London on the 27th February, 1936, the extension of the operation of that Convention to Scotland.

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de notifier à Votre Excellence, conformément à l'article 15 *a*) de la Convention concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 27 février 1936, l'extension des dispositions de cette convention à l'Ecosse.

2. The authority in Scotland to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is the Crown Agent, Edinburgh, and the language to be used in communications and translations is English.

2. L'autorité en Ecosse à laquelle les demandes de signification ou les commissions rogatoires devront être transmises est « The Crown Agent, Edinburgh ». Les communications et traductions devront être rédigées en langue anglaise.

3. In accordance with Article 15 (*b*) of the Convention, the extension now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 14th February next.

3. Conformément à l'article 15 *b*) de la convention, l'extension notifiée par la présente entrera en vigueur un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 14 février prochain.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

4. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity, Monsieur le Président du Conseil, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Sydney WATERLOW.

His Excellency
Monsieur J. Metaxas,
etc., etc., etc.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

N° A/795/ /I/IV.

ATHÈNES, le 21 janvier 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre N° 11 que vous avez bien voulu adresser à Son Excellence le Président du Conseil à la date du 14 courant, concernant l'extension de l'application à l'Écosse de la convention d'entraide judiciaire en matière civile et commerciale entre la Grande-Bretagne et la Grèce, signée à Londres le 27 février 1936, sur base de l'article 15 a) de celle-ci.

Il est entendu que cette extension entrera en vigueur, conformément à l'article 15 b) de la convention susmentionnée, le 14 février 1938.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, de renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma haute considération.

*Le Sous-Secrétaire d'Etat permanent
aux Affaires étrangères,*
J. METAXAS.

Son Excellence
Sir Sydney Waterlow,
K.C.M.G., C.B.E.,
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique,
En Ville.

4. En priant Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente communication, je saisis cette occasion, etc.

Sydney WATERLOW.

Son Excellence
Monsieur J. Metaxas,
etc., etc., etc.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

No. A/795/ /I/IV.

ATHENS, January 21st, 1938.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of letter No. 11 dated the 14th instant which you were kind enough to address to His Excellency the President of the Council in accordance with Article 15 (a) of the Convention between Great Britain and Greece regarding legal proceedings in civil and commercial matters, signed at London on February 27th, 1936, concerning the extension to Scotland of the operation of that Convention.

It is understood that this extension shall come into force on February 14th, 1938, in accordance with Article 15 (b) of the above-mentioned Convention.

I avail myself of this opportunity, etc.

J. METAXAS,
*Permanent Under-Secretary
of State for Foreign Affairs.*

His Excellency
Sir Sydney Waterlow,
K.C.M.G., C.B.E.,
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary
of His Britannic Majesty.

EXCHANGE OF NOTES

BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE HELLENIC GOVERNMENT RELATING TO THE EXTENSION TO SOUTHERN RHODESIA OF THE CONVENTION OF FEBRUARY 27TH, 1936, REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. ATHENS, APRIL 7TH AND 9TH, 1938.

Registered on July 1st, 1938, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 102.
(151/10/38).

ATHENS, *April 7th*, 1938.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 15 (a) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed in London on the 27th February, 1936, the extension of the operation of that Convention to Southern Rhodesia.

2. The authority in Southern Rhodesia to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is the Registrar of the High Court, Salisbury, and the language to be used in communications and translations is English.

3. In accordance with Article 15 (b) of the Convention, the extension now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 7th May next.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

ÉCHANGE DE NOTES

ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT HELLÉNIQUE RELATIF A L'APPLICATION A LA RHODÉSIE DU SUD DE LA CONVENTION DU 27 FÉVRIER 1936, CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. ATHÈNES, LES 7 ET 9 AVRIL 1938.

Enregistré le 1^{er} juillet 1938 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

LÉGATION
DE GRANDE-BRETAGNE.

N^o 102.
(151/10/38).

ATHÈNES, *le 7 avril* 1938.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de notifier à Votre Excellence, conformément à l'article 15 a) de la Convention concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 27 février 1936, l'extension des dispositions de cette convention à la Rhodésie du Sud.

2. L'autorité de la Rhodésie du Sud à laquelle les demandes de signification ou les commissions rogatoires devront être transmises est « The Registrar of the High Court, Salisbury ». Les communications et traductions devront être rédigées en langue anglaise.

3. Conformément à l'article 15 b) de la convention, l'extension notifiée par la présente entrera en vigueur un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 7 mai prochain.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

4. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity, Monsieur le Président du Conseil, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Sydney WATERLOW.

His Excellency
General J. Metaxas,
etc., etc., etc.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

N° 7312/5/I.

ATHÈNES, le 9 avril 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre N° 102 que vous avez bien voulu adresser à M. le Président du Conseil à la date du 7 courant concernant l'extension de l'application à la Rhodésie du Sud de la Convention d'entraide judiciaire en matière civile et commerciale entre la Grande-Bretagne et la Grèce signée à Londres le 27 février 1936, sur base de l'article 15 a) de celle-ci.

Il est entendu que cette extension entrera en vigueur conformément à l'article 15 b) de la convention susmentionnée, le 7 mai 1938.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, de renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma haute considération.

Le Directeur général,
A. DELMOUZOS.

Son Excellence
Sir Sydney Waterlow,
K.C.M.G., C.B.E.,
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique,
En Ville.

4. En priant Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente communication, je saisis cette occasion, etc.

Sydney WATERLOW.

Son Excellence
Monsieur J. Metaxas,
etc., etc., etc.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

No. 7312/5/I.

ATHENS, April 9th, 1938.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of letter No. 102 dated the 7th instant which you were kind enough to address to the President of the Council in accordance with Article 15 (a) of the Convention between Great Britain and Greece regarding legal proceedings in civil and commercial matters, signed at London on February 27th, 1936, concerning the extension to Southern Rhodesia of the operation of that Convention.

It is understood that this extension shall come into force on May 7th, 1938, in accordance with Article 15 (b) of the above-mentioned Convention.

I avail myself of this opportunity, etc.

A. DELMOUZOS,
Director-General.

His Excellency
Sir Sydney Waterlow,
K.C.M.G., C.B.E.,
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary
of His Britannic Majesty.

EXCHANGE OF NOTES

BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE HELLENIC GOVERNMENT RELATING TO THE EXTENSION TO NORTHERN IRELAND AND THE ISLE OF MAN OF THE CONVENTION OF FEBRUARY 27TH, 1936, REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. ATHENS, APRIL 20TH AND 27TH, 1938.

Registered on July 1st, 1938, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 112.
(151/15/38).

ATHENS, *April 20th*, 1938.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 15 (a) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed in London on the 27th February 1936, the extension of the operation of that Convention to Northern Ireland and the Isle of Man.

2. The authorities in Northern Ireland and the Isle of Man to whom requests for service under Article 3 or Letters of Request under Article 7 for the taking of evidence should be transmitted are respectively the "Master of the Supreme Court of Judicature in Northern Ireland" and the "First Deemster and Clerk of the Rolls" respectively. The language to be used in communications and translations is English.

3. In accordance with Article 15 (b) of the Convention, the extensions now notified will come into force one month from the date of

ÉCHANGE DE NOTES

ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT HELLÉNIQUE RELATIF A L'APPLICATION A L'IRLANDE DU NORD ET A L'ILE DE MAN DE LA CONVENTION DU 27 FÉVRIER 1936, CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. ATHÈNES, LES 20 ET 27 AVRIL 1938.

Enregistré le 1^{er} juillet 1938 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

I.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.

N^o 112.
(151/15/38).

ATHÈNES, *le 20 avril* 1938.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de notifier à Votre Excellence, conformément à l'article 15 a) de la Convention concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 27 février 1936, l'extension des dispositions de cette convention à l'Irlande du Nord et à l'île de Man.

2. Les autorités de l'Irlande du Nord et de l'île de Man auxquelles les demandes de signification aux termes de l'article 3 et les commissions rogatoires aux termes de l'article 7 devront être transmises, sont respectivement le « Master of the Supreme Court of Judicature in Northern Ireland » et le « First Deemster and Clerk of the Rolls ». Les communications et traductions devront être rédigées en langue anglaise.

3. Conformément à l'article 15 b) de la convention, les extensions notifiées par la présente entreront en vigueur un mois après

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

this note, that is to say, on the 20th May, 1938.

4. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity, Monsieur le Président du Conseil, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Sydney WATERLOW.

His Excellency
General J. Metaxas,
etc., etc., etc.

II.

MINISTÈRE ROYAL
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

N° 8331/ I.

ATHÈNES, le 27 avril 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre N° 112 que vous avez bien voulu adresser à Monsieur le Président du Conseil à la date du 20 courant concernant l'extension de l'application à l'Irlande du Nord et à l'île du Man de la Convention d'entr'aide judiciaire en matière civile et commerciale entre la Grande-Bretagne et la Grèce signée à Londres le 27 février 1936.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, de renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma haute considération.

Le Directeur général,
A. DELMOUZOS.

Son Excellence
Sir Sydney Waterlow,
K.C.M.G., C.B.E.,
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique,
En Ville.

la date de la présente note, c'est-à-dire le 20 mai 1938.

4. En priant Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente communication, je saisis cette occasion, etc.

Sydney WATERLOW.

Son Excellence,
Monsieur J. Metaxas,
etc., etc., etc.

II.

ROYAL MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

No. 8331/ I.

ATHENS, April 27th, 1938.

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of letter No. 112 dated the 20th instant which you were kind enough to address to the President of the Council concerning the extension to Northern Ireland and the Isle of Man of the application of the Convention between Great Britain and Greece regarding legal proceedings in civil and commercial matters, signed at London on February 27th, 1936.

I avail myself of this opportunity, etc.

A. DELMOUZOS,
Director-General.

His Excellency
Sir Sydney Waterlow,
K.C.M.G., C.B.E.,
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary
of His Britannic Majesty.

N° 4279.

INDE BRITANNIQUE
ET INDE PORTUGAISE

Arrangement relatif à l'échange de correspondance entre les Administrations postales de l'Inde britannique et de l'Inde portugaise. Signé à New-Delhi, le 19 mars 1937, et à Nova-Goa, le 24 mars 1937.

BRITISH INDIA
AND PORTUGUESE INDIA

Arrangement for the Exchange of Correspondence between the Postal Administrations of British India and Portuguese India. Signed at New Delhi, March 19th, 1937, and at Nova Goa, March 24th, 1937.

No. 4279. — ARRANGEMENT¹ FOR THE EXCHANGE OF CORRESPONDENCE BETWEEN THE POSTAL ADMINISTRATIONS OF BRITISH INDIA AND PORTUGUESE INDIA. SIGNED AT NEW DELHI, MARCH 19TH, 1937, AND AT NOVA GOA, MARCH 24TH, 1937.

English and Portuguese official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Arrangement took place February 8th, 1938.

In order to establish an exchange of correspondence between BRITISH INDIA and PORTUGUESE INDIA, the undersigned, duly authorised for the purpose, have agreed upon the following Articles :

Article I.

The exchange of correspondence between the two Administrations shall, with the exceptions enumerated below, be governed by the Universal Postal Convention in force for the time being and the Detailed Regulations for the execution of that Convention in so far as each has been accepted by both Administrations :

(1) The conditions as to the size and weight of the articles to be exchanged shall be the same as those prescribed for similar articles in the internal service of the country of origin with the exception that the maximum weight for a packet of samples shall not exceed 200 *tolas* (5 pounds).

The rates of postage payable on different classes of articles shall be fixed by the country of origin of the articles in such a way that they shall not be less than the inland rates of postage in the country of destination. Each country shall communicate to the other the tariffs of postal charges as well as any changes made in them subsequently.

(2) The charge to be collected from the addressee of unpaid or insufficiently prepaid correspondence shall not be subject to any minimum in excess of double the amount of the deficiency.

(3) Newspapers and periodicals which are allowed transmission at specially reduced rates of postage in the internal service of either Administration shall be entitled to be transmitted to the other Administration at the same rates of postage.

(4) The fee payable for the registration of a postal article shall be the same as that prescribed for the registration of postal articles in the internal service of the country of origin.

(5) The fee payable for an acknowledgment of receipt for a registered article shall be the same as that prescribed for similar acknowledgments in the internal service of the country of origin.

¹ Came into force April 1st, 1937.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

Nº 4279. — ACÓRDO¹ PARA A PERMUTA DE CORRESPONDÊNCIA ENTRE AS ADMINISTRAÇÕES POSTAIS DA INDIA BRITÂNICA E DA INDIA PORTUGUESA. ASSINADO EM NEW DELHI, EM 19 DE MARÇO DE 1937 E EM NOVA GOA, EM 24 DE MARÇO DE 1937.

Textes officiels anglais et portugais communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 8 février 1938.

A fim de se estabelecer a permuta de correspondências entre a Índia Britânica e a Índia Portuguesa, os abaixo assinados, devidamente autorizados para êsse fim, acordaram nos seguintes artigos :

Artigo 1.º

A permuta de correspondências entre as duas Administrações será regulada, com as excepções abaixo enumeradas, pela Convenção Postal Universal que estiver em vigor e pelo Regulamento da execução da mesma Convenção desde que sejam aceites por ambas as Administrações.

1.º As condições relativas às dimensões e pêso dos objectos a serem permutados serão as mesmas que as estabelecidas para iguais objectos no serviço interno do país de origem, à excepção de que o máximo pêso da amostra não deve exceder a 200 tolás (5 libras).

Os portes pagáveis pelas diversas classes de objectos serão fixados pelo país de origem dos objectos por forma a não serem inferiores às taxas internas do país do destino. Cada país comunicará ao outro as tarifas das taxas postais bem como quaisquer alterações feitas subseqüentemente.

2.º As taxas a cobrar do destinatário de correspondência não franqueada ou insufficientemente franqueada não ficará sujeita a nenhum mínimo que exceda o dôbro da importância faltante.

3.º Os jornais e periódicos aos quais se permite transmissão mediante taxas especialmente reduzidas, no serviço interno de qualquer Administração, terão direito a serem transmitidos para a outra Administração mediante as mesmas taxas reduzidas.

4.º O prémio a pagar pelo registo de um objecto será o mesmo estabelecido para o registo de objectos postais no serviço interno do país de origem.

5.º A taxa a pagar por um aviso de recepção dum objecto registado será a mesma estabelecida para semelhantes avisos no serviço interno no país de origem.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} avril 1937.

Article 2.

The offices of exchange shall be on the side of British India, Belgaum, Bombay, Castle-Rock, Londa, Malvan, Ratnagiri, Vengurla, Vapi and Una and B-16 and B-23 Sections of the Railway Mail Services or any other office or Section of the Railway Mail Service selected by the Director-General of Posts and Telegraphs, India, and on the side of Portuguese India, Nova Goa (Posto da Alfandega), Margão, Mapucá, Damão, Diu, Silvasa and Portuguese Railway Mail Service Section or any other office selected by the Director of Posts and Telegraphs, Portuguese India.

Article 3.

The present Arrangement shall take effect on the first of April, 1937. It shall then continue in force until it shall be modified or determined by mutual consent of the Contracting Parties or until one year after the date on which one of the Contracting Parties shall have notified the other of its intention to terminate it.

Executed in duplicate and signed :

At New Delhi, the 19th March, 1937.

At Nova Goa, the 24th March, 1937.

(*Sd.*) LINLITHGOW,

Viceroy and Governor-General of British India.

(*Sd.*) FRANCISCO HIGINO CRAVEIRO LOPES.

Governor-General of Portuguese India.

Artigo 2.º

As estações de permuta, na Índia Britânica, serão, Bombaim, Castle Rock, Londa, Malvan, Ratnaguri, Vengurlá, Vapi e Una e secções da B. 16 e B. 23 das Ambulâncias Postais ou qualquer outro correio ou secção da Ambulância Postal escolhida pelo Director Geral dos Correios e Telégrafas da Índia e, na Índia Portuguesa : Nova Goa, Nova Goa (Pôsto de Alfândega), Margão, Mapuçá, Damão, Diu, Silvassá e Ambulância Postal ou qualquer outro correio escolhido pelo Director dos Correios e Telégrafos da Índia Portuguesa.

Artigo 3.º

O presente acôrdo entrará em vigor, a partir de 1 de Abril de 1937 e continuará a vigorar até que seja modificado ou revogado por mútuo consenso das partes contratantes ou até um ano depois da data em que uma das partes contraantes notificar à outra o seu desejo de o dar por terminado.

Feito em duplicado e assinado.

Em New Delhi aos 19 de Março de 1937.

Em Nova Goa aos 24 de Março de 1937.

O Vice-Rei e Governador Geral da Índia Britânica,
LINLITHGOW.

O Encarregado do Govêrno Geral da Índia Portuguesa,
Francisco Higinio CRAVEIRO LOPES.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4279. — ARRANGEMENT RELATIF A L'ÉCHANGE DE CORRESPONDANCE ENTRE LES ADMINISTRATIONS POSTALES DE L'INDE BRITANNIQUE ET DE L'INDE PORTUGAISE. SIGNÉ A NEW-DELHI, LE 19 MARS 1937, ET A NOVA-GOA, LE 24 MARS 1937.

En vue d'instituer un échange de correspondances entre L'INDE BRITANNIQUE et L'INDE PORTUGAISE, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

L'échange de correspondances entre les deux Administrations sera, sous réserve des exceptions énumérées ci-après, régi par la Convention postale universelle en vigueur et par le Règlement d'exécution de ladite convention, dans la mesure où lesdits convention et règlement ont été acceptés par les deux Administrations :

1^o Les conditions relatives aux dimensions et au poids des articles à échanger seront celles qui sont prescrites pour des articles analogues échangés dans le service intérieur du pays d'origine ; toutefois, le poids maximum, pour les paquets d'échantillons, sera de 200 tolas (5 livres anglaises).

Les taxes d'affranchissement payables pour les différentes catégories d'articles seront fixées par le pays d'origine des articles ; elles ne pourront pas être inférieures aux taxes perçues par le pays de destination pour l'intérieur du pays. Chaque pays communiquera à l'autre son tarif postal ainsi que toutes modifications qui pourront y être apportées ultérieurement.

2^o La taxe à percevoir auprès du destinataire de toute correspondance non ou insuffisamment affranchie ne pourra pas dépasser le double du montant de l'affranchissement manquant.

3^o Les journaux et périodiques dont la transmission à un tarif spécial réduit est permise dans le service intérieur de chaque Administration pourront être transmis à l'autre Administration, au même tarif.

4^o La taxe payable pour les articles postaux recommandés sera la même que celle qui est prévue pour les envois postaux recommandés dans le service intérieur du pays d'origine.

5^o La taxe payable pour l'avis de réception d'un article recommandé sera la même que celle qui est prévue pour tous avis analogues dans le service intérieur du pays d'origine.

Article 2.

Les bureaux d'échange seront, pour l'Inde britannique, les bureaux de : Belgaum, Bombay, Castle-Rock, Londa, Malvan, Ratnagiri, Vengurla, Vapi et Una, ainsi que les sections B-16 et B-23

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

des services postaux des chemins de fer ou tout autre bureau ou section du service postal des chemins de fer choisi par le Directeur général des Postes et Télégraphes de l'Inde ; et pour l'Inde portugaise, ceux de : Nova-Goa (Posto da Alfandega), Margão, Mapucá, Damão, Diu, Silvasa ainsi que le bureau postal ambulant des chemins de fer portugais (*Ambulância Postal*) ou tout autre bureau choisi par le Directeur des Postes et Télégraphes de l'Inde portugaise.

Article 3.

Le présent arrangement entrera en vigueur le 1^{er} avril 1937. Il restera valable jusqu'à ce qu'il ait été amendé ou résilié d'un commun accord par les Parties contractantes ou jusqu'à l'expiration d'une période d'un an à dater du jour où l'une des Parties contractantes aura notifié à l'autre son intention d'y mettre fin.

Fait en double exemplaire et signé :

A New-Delhi, le 19 mars 1937.

A Nova-Goa, le 24 mars 1937.

(Signé) LINLITHGOW,

Vice-Roi et Gouverneur général de l'Inde britannique.

(Signé) FRANCISCO HIGINO CRAVEIRO LOPES,

Gouverneur général de l'Inde portugaise.

N° 4280.

**INDE BRITANNIQUE
ET INDE PORTUGAISE**

Arrangement relatif à l'échange de mandats de poste entre les Administrations postales de l'Inde britannique et de l'Inde portugaise, avec annexes. Signé à New-Delhi, le 19 mars 1937, et à Nova-Goa, le 24 mars 1937.

**BRITISH INDIA
AND PORTUGUESE INDIA**

Arrangement for an Exchange of Money Orders between the Post Office of British India and the Post Office of Portuguese India, with Annexes. Signed at New Delhi, March 19th, 1937, and at Nova Goa, March 24th, 1937.

No. 4280. — ARRANGEMENT¹ FOR AN EXCHANGE OF MONEY ORDERS BETWEEN THE POST OFFICE OF BRITISH INDIA AND THE POST OFFICE OF PORTUGUESE INDIA. SIGNED AT NEW DELHI, MARCH 19TH, 1937, AND AT NOVA GOA, MARCH 24TH, 1937.

English and Portuguese official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Arrangement took place February 8th, 1938.

In supersession of the previous Arrangement of 1884 for an exchange of money orders between British India and Portuguese India, the undersigned, duly authorised for that purpose, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

There shall be a regular exchange of money orders between British India and Portuguese India.

Article 2.

The money order business between the two countries shall be performed exclusively through offices of exchange communicating with each other by means of lists, as explained more particularly below, the money orders being made out and forwarded to the payees by the office of exchange of the country in which the orders are payable. The offices of exchange shall be, on the side of British India, Bombay, Belgaum, Una or any other office selected by the Director-General of Posts and Telegraphs, India, and on the side of Portuguese India, Nova-Goa, Damão, Margão, Mapucá and Diu or any other office selected by the Director of Posts and Telegraphs, Portuguese India.

Article 3.

The amount of orders exchanged in both directions shall be expressed in British Indian currency.

Article 4.

The maximum amount for which a money order may be drawn in either country upon the other shall be Rs. 600.

Article 5.

No money order shall contain a fractional part of an anna.

¹ Came into force April 1st, 1937.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

Nº 4280. — ACORDO¹ PARA A PERMUTA DE VALES ENTRE OS CORREIOS DA INDIA BRITANICA E OS DE INDIA PORTUGUESA. ASSINADO EM NEW DELHI, EM 19 DE MARÇO DE 1937, E EM NOVA GOA, EM 24 DE MARÇO DE 1937.

Textes officiels anglais et portugais communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 8 février 1938.

Em substituição do Acordo anterior de 1884 para a permuta de vales entre a INDIA BRITANICA e a INDIA PORTUGUESA, os abaixo assinados, devidamente autorizados para esse fim, accordaram nos seguintes artigos :

Artigo 1.

Haverá troca regular de vales entre a India Britanica e a India Portuguesa.

Artigo 2.

O serviço de vales entre os dois países sera exclusivamente executado por estações de permuta, comunicando-se mutuamente, por meio de listas, como a seguir fica mais desenvolvidamente explicado, sendo os vales preenchidos e expedidos aos destinatarios pelo correio de permuta do país onde os mesmos são pagaveis. As estações de permuta serão, na India Britanica : Bombaim, Belgao, Una ou qualquer outra que for escolhida pelo Director Geral dos Correios e Telegrafos da India Britanica, e na India Portuguesa : Nova Goa, Damão, Diu, Margão, Mapuca ou qualquer outra que for escolhida pelo Director dos Correios e Telegrafos da India Portuguesa.

Artigo 3.

A importancia dos vales trocados em ambas as direcções será expressa em moeda corrente na India Britanica.

Artigo 4.

A importancia maxima por que pode ser tomado um vale em qualquer país sobre o outro sera de 600 rupias.

Artigo 5.

Nenhum vale podera conter fracção de uma tanga.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} avril 1937.

Article 6.

The manner and conditions of issuing money orders in either country shall be governed by the regulations in force for the time being in the country of issue.

Article 7.

The British Indian and the Portuguese Indian Post Offices shall each have power to fix, from time to time, the rate of commission to be charged on all money orders which they may respectively issue.

Each Postal Administration shall communicate to the other the regulations relating to the charges for money orders issued in force for the time being.

Money orders exchanged between British India and Portuguese India in connection with the Postal or Telegraph Service shall be exempt from all charges.

Article 8.

Applications by remitters for the alteration or correction of the name of the payee shall be received under the regulations of the country of issue and forwarded to the country of payment for disposal under its regulations, accompanied by such information as may be necessary for the identification of the particular orders referred to.

Applications by remitters for repayment of orders shall be received and forwarded in like manner, the repayment being made only under the authority of the country of payment and according to the regulations of the country of issue.

Article 9.

The manner and conditions of paying orders, including stoppage of payment, renewal of orders, issue of duplicate orders, and other services affecting payment shall be governed by the regulations in force for the time being in the country of payment.

Article 10.

The amount of money orders not ultimately paid, *i.e.*, of orders which become void under the regulations of the country of payment shall belong to the country of issue.

Article 11.

The country of issue which collects the money from remitters shall account to the country of payment for the total amount of the orders issued, together with one half per cent. additional on the total by way of commission.

Article 12.

The offices of exchange on the side of British India shall communicate daily to each of the offices of exchange on the side of Portuguese India the particulars of money orders issued by means of lists in the annexed form A, giving all particulars for which provision is made in the form.

Similarly, the offices of exchange on the side of Portuguese India shall communicate daily to the offices of exchange on the side of British India the particulars of money orders issued by means of lists in the annexed form AA, giving all particulars for which provision is made in the form.

Artigo 6.

O modo e condições de emissão de vales em cada país serão reguladas pelas disposições que ao tempo estiverem em vigor no país de emissão.

Artigo 7.

Os correios da Índia Britânica e da Índia Portuguesa terão, cada um, a faculdade de fixar, de tempo em tempo, o prêmio a cobrar por vales que forem por eles emitidos.

Cada Administração postal dará a outra conhecimento das disposições em vigor relativas aos prêmios dos vales emitidos.

Os vales trocados entre a Índia Britânica e a Índia Portuguesa no serviço postal ou telegráfico serão isentos de todas as taxas.

Artigo 8.

Os pedidos dos tomadores de vales para alteração ou correção do nome do destinatário serão aceites em conformidade do regulamento do país que os tiver emitido e enviados ao país em que deva efectuar-se o pagamento para serem tratados nos termos do seu regulamento, acompanhados da informação necessária para identificação dos vales a que disserem respeito.

Os pedidos de reembolso feitos pelos tomadores serão aceites e enviados da mesma forma, sendo o reembolso feito somente mediante a autorização do país onde se devia efectuar o pagamento e segundo o regulamento do país de emissão.

Artigo 9.

O modo e condições do pagamento de vales, inclusive a suspensão do pagamento, renovação, emissão de duplicados e outros serviços relacionados com o pagamento, serão regulados pelas disposições que ao tempo estiverem em vigor no país onde deve ser efectuado o pagamento.

Artigo 10.

A importância dos vales não pagos, isto é, dos vales que forem prescritos segundo o regulamento do país onde deve ser efectuado o pagamento, pertencerá ao país que os tiver emitido.

Artigo 11.

O país de emissão que arrecada as quantias dos tomadores lançará ao crédito do país onde deve ser efectuado o pagamento a importância total dos vales emitidos, acrescida do adicional de $\frac{1}{2}$ por cento sobre a mesma importância total, a título de comissão.

Artigo 12.

As estações de permuta na Índia Britânica comunicarão diariamente a cada uma das estações de permuta na Índia Portuguesa informações com respeito aos vales emitidos, por meio de listas, segundo o modelo A anexo, preenchendo todos os dizeres constantes do mesmo modelo.

Semelhantemente as estações de permuta na Índia Portuguesa comunicarão diariamente ás estações de permuta na Índia Britânica as informações com respeito aos vales emitidos, por meio de listas, segundo o modelo AA anexo, preenchendo todos os dizeres constantes do mesmo modelo.

The particulars as to names shall include the surname and at least the initial of one Christian name both of the remitter and of the payee (or, in the case of natives of India, the name, tribe or caste, and father's name), or the name of the firm or company who are the remitters or payees.

The address of the payee must be given fully and precisely as on it depends the determination by the receiving office of exchange of the office where the order shall be made payable.

Article 13.

Besides the particulars of money orders issued, the lists mentioned in Article 12 shall contain particulars of orders authorised to be repaid to the remitters.

Article 14.

Blank lists shall be forwarded, in case there shall be no money orders to communicate.

Article 15.

Should any list fail to be received in due course the despatching office shall, on receiving information to that effect, transmit without delay a duplicate thereof.

Article 16.

The lists despatched from each office of exchange shall be numbered consecutively commencing with No. 1 for the first list of each calendar year, and these numbers shall be termed the " List Numbers ".

Article 17.

The entries in the lists respecting orders issued shall also bear consecutive numbers, commencing with No. 1 for each list and these numbers shall be termed the " Entry Numbers ".

Article 18.

Each list shall be carefully verified by the receiving office of exchange and corrected when it contains simple errors, such corrections being communicated to the despatching office of exchange.

Article 19.

When a list shall contain errors or irregularities which cannot be rectified without previous communication with the despatching office, the receiving office shall request an explanation from the despatching office. This explanation shall be given with as little delay as possible, and in the meantime the payment of orders dependent on the irregular entries shall be suspended.

Article 20.

As soon as the Bombay office of exchange shall have received from the offices of exchange on the side of Portuguese India all the lists in form AA bearing dates in any month, these lists, as well as the lists in form A prepared by the offices of exchange on the side of British India bearing dates in the same month, shall be made the subject of a monthly account in the annexed form B.

Os esclarecimentos com respeito aos nomes, devem compreender o apelido e pelo menos a letra inicial de um nome de baptismo, tanto do tomador como do destinatario (ou quando sejam dos nativos da India, o nome, raça ou casta e o nome do pai), ou o nome da firma ou companhia que seja a tomadora ou a destinataria.

O endereço do destinatario deve ser completo e preciso, visto dele depender a designação da localidade do pagamento pela correspondente estação de permuta.

Artigo 13.

Alem das informações quanto aos vales emitidos, as listas de que trata o artigo 12 deverão conter esclarecimentos relativos aos vales cujo reembolso aos tomadores for autorizado.

Artigo 14.

Serão enviadas listas em branco no caso de não haver vales tomados a comunicar.

Artigo 15.

No caso de não ser recebida uma lista em devido tempo, a estação emissora remeterá, sem demora, um duplicado da mesma lista logo que, para esse fim, seja avisada.

Artigo 16.

As listas expedidas por cada estação de permuta serão numeradas por numeros consecutivos, começando por N^o 1 a primeira lista de cada ano civil, sendo estes numeros designados como « numeros de lista ».

Artigo 17.

As inscrições nas listas, relativas a vales emitidos terão também numeros consecutivos, começando por N^o 1 em cada lista, sendo estes numeros designados como numeros de ordem.

Artigo 18.

Cada lista sera cuidadosamente verificada pela estação de permuta, que a receber e corrigida quando contenha erros de pequena importancia, sendo tais correcções communicadas á estação que tiver remetido a mesma lista.

Artigo 19.

Quando uma lista contiver erros ou irregularidades que não possam ser rectificadas sem previo conhecimento da estação que a expediu, a estação que a recebeu, solicitará explicação daquela estação. Esta explicação sera dada com a menor demora possivel, ficando, no entanto, suspenso o pagamento dos vales afectado por essas irregularidades.

Artigo 20.

Logo que a estação de permuta de Bombaim tenha recebido das estações de permuta da India Portuguesa todas as listas modelo A A referentes a um mes, estas bem como as do modelo A organizadas pelas estações de permuta de India Britanica, referentes ao mesmo mes, organizará uma conta mensal segundo o modelo B anexo.

Article 21.

The account mentioned in Article 20 shall be based on the lists as corrected by the receiving offices, any entries at the time under suspension pending explanation being excluded.

Article 22.

The account shall also include, under the head of "special items", any necessary adjustments of previous accounts (such as adjustments on account of suspended entries) as well as any other items of account not otherwise provided for, a detailed statement of such special items being annexed to the account and the correspondence or other documents forming the authority for each special item being quoted opposite to it in the statement.

Article 23.

A copy of the account mentioned in Article 20 shall be forwarded to the office of exchange at Goa for payment by bill of exchange on Bombay if the balance be in favour of British India and accompanied by a bill of exchange on Goa in payment if the balance be in favour of Portuguese India.

Any amount remaining due from one Administration to the other at the expiration of six months following the period covered by the relative account shall thenceforth be subject to interest at the rate of 5 % per annum. The interest shall be carried to the debit of the administration in arrear in the following account.

Article 24.

If in the interval between two monthly adjustments either of the two Postal Administrations shall find on balancing the lists actually received against those actually despatched, that it owes the other Administration a sum exceeding Rs. 5000,-, the indebted Administration shall at once or as soon as may be practicable remit the amount of its debt. This payment shall be treated as an instalment towards the adjustment of the next monthly account.

Article 25.

Each Postal Administration shall have authority to suspend temporarily the exchange of money orders in case the course of exchange or any other circumstances shall give rise to abuses or cause detriment to the revenue.

Article 26.

For ordinary correspondence affecting the preparation, transmission or correction of lists, accounts, etc., the offices of exchange shall be the media of communication but in matters involving questions other than those of detail, the offices of correspondence shall be the office of the Director-General of Posts and Telegraphs, India, on the one hand and that of the Director of Posts and Telegraphs, Portuguese India, on the other.

Article 27.

The Department charged with the control of money orders in either country shall have authority to adopt any additional rules (if not repugnant to the foregoing) for the greater security against fraud, or for the better working of the system generally. All such additional rules, however, shall be communicated by the one Department to the other.

Artigo 21.

A conta a que se refere o artigo 20 será baseada nas listas com as correcções que lhes tenham sido feitas pelas estações destinatárias, excluindo-se quaisquer verbas cujo pagamento tiver sido sustado nessa ocasião por falta de esclarecimento.

Artigo 22.

A conta compreenderá também, sob a rubrica de « Verbas especiais », quaisquer ajustamentos necessarios das contas anteriores (tais como os ajustamentos relativos a verbas de contas não liquidadas por outra forma, devendo ser anexo a conta um mapa detalhado de tais verbas especiais, fazendo-se nele, na coluna correspondente a cada uma dessas verbas, a menção da correspondencia ou outros documentos justificativos de cada verba especial.

Artigo 23.

Uma copia da conta de que trata o artigo 20, sera remetida a Direcção dos Correios e Telegrafos da India Portuguesa para se efectuar o pagamento por meio de letra de cambio sobre Bombaim, se o saldo for a favor da India Britanica, sendo acompanhada de uma letra de cambio sobre Goa, se o saldo for a favor da India Portuguesa. Qualquer importancia que uma Administração ficar a dever a outra, no fim do prazo de seis meses seguintes ao periodo a que a conta diz respeito, vencerá desde este prazo o juro de 5% ao ano. O juro sera levado ao debito da Administração retardataria no conta seguinte.

Artigo 24.

Se no intervalo entre duas liquidações mensais qualquer das duas administrações verificar, confrontando as listas recebidas com as expedidas, que ela deva a outra uma quantia superior a 5.000 rupias, a administração devedora remeterá, imediatamente, ou assim que seja viavel a importancia do seu debito. Esta pagamento sera considerado como uma prestação a será ajustada na proxima conta mensal.

Artigo 25.

Cada uma das administrações postais terá a faculdade de suspender, temporariamente, a permuta de vales, no caso de o estado cambial ou quaisquer outras circunstancias derem lugar a abusos ou causarem prejuizos ao tesouro.

Artigo 26.

A correspondencia ordinaria com relação a organização, remessa ou correcção das listas, contas, etc. ficará a cargo das respectivas estações de permuta, mas em assuntos que envolvam questões que não sejam as acima indicadas, a correspondencia a trocar será entre as repartições do Director Geral dos Correios e Telegrafos da India Britanica de um lado e do Director dos Correios Telegrafos da India Portuguesa, de outro.

Artigo 27.

A repartição encarregada da fiscalização dos servicos de vales de um ou outro pais terá a faculdade de adoptar quaisquer medidas adicionais não sendo incompativeis com as precedentes para a maior segurança contra fraude ou para melhor execução do serviço em geral. De todas as semelhantes medidas adicionais, será porem dado conhecimento mutuamente.

Article 28.

The Postal Administrations of British India and Portuguese India shall also each be entitled to transmit money orders through the medium of the other Administration to any country with which the latter exchanges money orders, on terms to be settled beforehand by common consent between the two Postal Administrations.

Article 29.

The present Arrangement shall take effect on the first of April, 1937. It shall then continue in force until it shall be modified or determined by mutual consent of the Contracting Parties or until one year after the date on which one of the Contracting Parties shall have notified the other of its intention to terminate it.

Executed in duplicate and signed :

At New Delhi, the 19th March, 1937.

At Nova Goa, the 24th March, 1937.

(*Sd.*) LINLITHGOW,
Viceroy and Governor-General of British India.

(*Sd.*) FRANCISCO HIGINO CRAVEIRO LOPES,
Governor-General of Portuguese India.

Artigo 28.

As administrações postais da Índia Britânica e da Índia Portuguesa terão cada uma a faculdade de transmitir vales por intermédio doutra administração a quaisquer países com que esta mantenha permuta de vales, de harmonia com as condições que forem estipuladas, de comum acordo, entre as duas administrações postais.

Artigo 29.

O presente acordo entrará em vigor a partir de 1 de Abril de 1937 e continuará a vigorar até que seja modificado ou revogado por mutuo consenso das partes contratantes ou até um ano depois da data em que uma das partes contratantes notificar a outra o seu desejo de o dar por terminado.

Feito em duplicado e assinado.

Em New Delhi aos 19 de Março de 1937.

Em Nova Goa aos 24 de Março de 1937.

O Vice-Rei e Governador Geral de Índia Britânica,
LINLITHGOW.

O Encarregado do Governo Geral da Índia Portuguesa,
Francisco Higinio CRAVEIRO LOPES.

“ A ”

Bombay
From Belgaum to Nova-Coa/Damão/Margão/Mapucá/Diu
Una

List No. dated 19...

List of Money Orders drawn in British India upon Portuguese India.

Particulars to be furnished by the British Indian Office						For the use of the Portuguese Indian Office			
Entry Number	Date of receipt given to remitter	Office by which the money was received	Name and address of remitter	Name of payee	Address of payee	Amount of order	Equivalent in Portuguese Indian money	Number of Portuguese Indian money order	Remarks
						Rs. A.			
					Total .				

List of void money orders, as well as of money orders for the repayment of which to the remitters in Portuguese India authority is hereby given.

Portuguese Indian (AA) List in which the orders were originally included						For the use of the Portuguese Indian Office		
List Number	Date	Entry Number	Name and address of remitter as given therein	Amount of order	Equivalent in Portuguese Indian money	Number of Portuguese Indian money order	Remarks	
				Rs. A.				
			Total .					

N. B. — Void orders entered in this List should be distinguished by the word “ Void ” added opposite to the number in column I.

Bombaim
De Belgao para Nova Goa/Damão/Margão/Mapuca/Diu
Una

Lista N.º datada de de de 19...

Lista de vales tomados na India Britanica sobre a India Portuguesa.

Esclarecimentos a serem fornecidos pelo Correio de India Britanica							Para o serviço do Correio da India Portuguesa		
Numero de ordem	Data do recibo dado ao tomador	Estação onde foi tomado o vale	Nome e morada do expeditor	Nome do destinatario	Residencia do destinatario	Importancia do vale em	Equivalencia na moeda da India Portuguesa	Numero de vale da India Portuguesa	Observações
						Rps.	tgs.		
						Total .			

Lista dos vales prescritos, bem como dos vales cujo reembolso a favor des tomadores na India Portuguesa é por esta autorizado.

Lista AA da India Portuguesa onde os vales eram primitivamente incluidos						Para serviço do Correio da India Portuguesa		
Numero da lista	Data	Numero da ordem	Nome e morada do expeditor como consta da lista	Importancia do vale	Equivalencia na moeda da India Portuguesa	Numero de vale da India Portuguesa	Observações	
				Rps.	tgs.			
				Total .				

N. B. — Vales prescritos entrados nesta lista devem ser assinalados por palavra « Prescrito » escrita na frente do numero na Coluna I.

" AA "

From Nova-Goa/Damão/Margão/Mapucá/Diu to Bombay/Belgaum/Una

List No. dated..... 19...

List of money orders drawn in Portuguese India upon British India.

Entry Number	Particulars to be furnished by the Portuguese Indian Office					For the use of the British Indian Office			Remarks	
	Original number of money order	Office by which the money was received	Name and address of remitter	Name of payee	Address of payee	Amount of order	Office where payable	Number of British Indian money order		Date of British Indian money order
						Rs.	A.			
					Total					

List of void money orders, as well as of money orders for the repayment of which to the remitters in British India authority is hereby given.

List Number	Date	Entry Number	British Indian (A) List in which the orders were originally included			For the use of the British Indian Office			Remarks
			Name and address of remitter as given therein	Amount of order	Office where payable	Number of British Indian money order	Date of British Indian money order		
						Rs.	A.		
					Total				

N. B. — Void orders entered in this List should be distinguished by the word " Void " added opposite to the number in column I.

De Nova Goa/ Damão/ Margão/ Mapuca/ Diu para Bombay/ Belgaum/ Una
Lista N.º datada de..... de de 19...

Lista de vales tomados na India Portuguesa sobre a India Britanica.

Numero de ordem	Numero do vale original	Estação onde o vale foi tomado	Nome e morada do remetente	Nome do destinatario	Residencia do destinatario	Importancia do vale em	Para o serviço do correio da India Britanica			Obs.
							Estação onde e pagavel	Numero do vale da India Britanica	Data do vale da India Britanica	
						Rps.	tgs.			
					Total .					

Lista de vales prescritos, bem assim de vales cujo reembolso a favor dos tomadores na India Britanica é por esta autorizado.

Numero da lista	Data	Numero de ordem	Nome e morada do remetente como consta da lista	Importancia do vale	Estação onde é pagavel	Para o serviço do correio da India Britanica		Obs.
						Numero do vale da India Britanica	Data do vale da India Britanica	
				Rps.	tgs.			
			Total .					

N. B. — Vales prescritos entrados nesta lista devem ser assinalados por palavra « Prescrito » escrita em frente do numero na Coluna I.

FORM B.

Monthly account of money order exchanges between British India and Portuguese India prepared by the Bombay Office for the month of 19...

To the credit of Portuguese India For orders drawn by British India by means of the following (A) Lists bearing dates in the above month				To the credit of British India For orders drawn by Portuguese India by means of the following (AA) Lists bearing dates in the above month			
List Number	Final entry No. of List	Amount of order		List Number	Final entry No. of List	Amount of order	
		Rs.	A.			Rs.	A.
Total . . .				Total . . .			
Commission on above @ ½ per cent.				Commission on above @ ½ per cent.			
Void orders and orders for repayment of which to the remitters in Portuguese India authority was given in the British Indian Lists above mentioned				Void orders and orders for repayment of which to the remitters in British India authority was given in the Portuguese Indian Lists above mentioned			
Special items detailed in the attached statement				Special items detailed in the attached statement			
Remittance on account . . .				Remittance on account			
Balance in favour of British India				Balance in favour of Portuguese India			
Total . . .				Total . . .			

FORMULA B.

Conta mensal dos vales permutados entre a India Britanica e a India Portuguesa, coordenada pelo Correio de Bombaim, relativa ao mes de de 19...

Credito da India Portuguesa				Credito da India Britanica			
Por vales tomados na India Britannica por meio das seguintes listas » A « referentes ao mes acima mencionado				Por vales tomados na India Portuguesa por meio das seguintes listas » AA « referentes ao mes acima mencionado			
Numero da lista	Numero de vales inscritos na lista	Importancia dos vales em		Numero da lista	Numero de vales inscritos na lista	Importancia dos vales em	
		Rps.	Tgs.			Rps.	Tgs.
Total				Total			
	Premio de $\frac{1}{2}$ por cento				Premio de $\frac{1}{2}$ por cento		
	Vales prescritos, bem como vales cujo reembolso a favor dos tomadores na India Portuguesa foi autorizado nas listas da India Britanica acima mencionadas				Vales prescritos, bem como vales cujo reembolso a favor dos tomadores na India Britanica foi autorizado nas listas da India Portuguesa acima mencionadas		
	Verbas especiais especificadas no anexo				Verbas especiais especificadas no anexo		
	Importancia remetida por conta de				Importancia remetida por conta de		
	Saldo a favor da India Britanica				Saldo a favor da India Portuguesa		
Total				Total			

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4280. — ARRANGEMENT RELATIF A L'ÉCHANGE DE MANDATS DE POSTE ENTRE LES ADMINISTRATIONS POSTALES DE L'INDE BRITANNIQUE ET DE L'INDE PORTUGAISE. SIGNÉ A NEW-DELHI, LE 19 MARS 1937, ET A NOVA-GOA, LE 24 MARS 1937.

En vue de remplacer l'Arrangement antérieur de 1884 relatif à l'échange de mandats de poste entre l'Inde britannique et l'Inde portugaise, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Il sera institué un service régulier d'échange de mandats de poste entre l'Inde britannique et l'Inde portugaise.

Article 2.

Le service des mandats de poste entre les deux pays s'effectuera exclusivement par l'intermédiaire de bureaux d'échange communiquant entre eux au moyen de listes, ainsi qu'il est expliqué plus en détail ci-après ; les mandats de poste seront établis et transmis aux destinataires par le bureau d'échange du pays dans lequel ils seront payables. Les bureaux d'échange seront, pour l'Inde britannique, les bureaux de Bombay, Belgaum, Una ou tout autre bureau choisi par le Directeur général des Postes et Télégraphes de l'Inde, et pour l'Inde portugaise, ceux de Nova-Goa, Damão, Margão, Mapucá et Diu ou tout autre bureau choisi par le Directeur des Postes et Télégraphes de l'Inde portugaise.

Article 3.

Le montant des mandats de poste échangés dans les deux sens sera exprimé en monnaie de l'Inde britannique.

Article 4.

Le montant maximum pour lequel un mandat de poste pourra être émis de l'un des deux pays sur l'autre sera de 600 roupies.

Article 5.

Aucun mandat ne devra comprendre de fraction d'anna.

Article 6.

Le mode et les conditions d'émission des mandats de poste dans chacun des deux pays seront déterminés par les règlements en vigueur dans le pays d'émission.

Article 7.

Les administrations postales de l'Inde britannique et de l'Inde portugaise auront le droit de fixer de temps à autre le taux des commissions à percevoir sur tous les mandats que chacune d'elle pourra émettre.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Chaque administration postale communiquera à l'autre les règlements en vigueur concernant les taxes perçues pour l'émission des mandats de poste.

Les mandats de poste échangés entre l'Inde britannique et l'Inde portugaise pour les besoins du service postal ou du service télégraphique ne seront grevés d'aucune taxe.

Article 8.

Toute demande de l'expéditeur tendant à la modification ou à la rectification du nom du destinataire sera traitée d'après les règlements du pays d'émission et transmise, avec tous les renseignements qui pourraient être nécessaires pour identifier les mandats dont il s'agit, au pays de paiement, qui y donnera suite conformément à ses règlements.

Toute demande de remboursement d'un mandat adressée par l'expéditeur sera traitée et transmise de la même manière ; le remboursement ne pourra avoir lieu qu'avec l'autorisation du pays de paiement et sera effectué conformément aux règlements du pays d'émission.

Article 9.

Le mode et les conditions de paiement des mandats de poste, y compris la suspension du paiement, le renouvellement des mandats, l'émission de duplicata de mandats et toutes autres opérations concernant le paiement, seront régis par les règlements en vigueur dans le pays de paiement.

Article 10.

Le montant des mandats de poste qui seront restés impayés, c'est-à-dire des mandats périmés en vertu des règlements du pays de paiement, sera acquis au pays d'émission.

Article 11.

Le pays d'émission qui encaisse les sommes versées par les expéditeurs portera au crédit du pays de paiement le montant total des mandats émis et, en outre, une commission égale à $\frac{1}{2}$ pour cent de ce total.

Article 12.

Les bureaux d'échange de l'Inde britannique communiqueront chaque jour à chacun des bureaux d'échange de l'Inde portugaise le détail des mandats de poste émis ; ils utiliseront à cet effet des listes conformes au modèle A ci-annexé, et ils donneront toutes les indications qui y sont prévues.

De même, les bureaux d'échange de l'Inde portugaise communiqueront chaque jour aux bureaux d'échange de l'Inde britannique le détail des mandats de poste émis ; ils utiliseront à cet effet des listes conformes au modèle AA ci-annexé, et ils donneront toutes les indications qui y sont prévues.

Les renseignements relatifs aux noms devront comprendre le nom de famille et au moins l'initiale d'un prénom, tant de l'expéditeur que du destinataire (ou, dans le cas d'indigènes de l'Inde, le nom, la tribu ou caste et le nom du père), ou le nom de la maison ou de la société expéditrice ou destinataire.

L'adresse du destinataire devra être indiquée en entier et d'une manière précise, car c'est d'après ces indications que le bureau d'échange récepteur déterminera quel sera le bureau où le mandat sera payable.

Article 13.

Outre les indications relatives aux mandats de poste émis, les listes mentionnées à l'article 12 devront contenir les renseignements relatifs aux mandats de poste dont le remboursement aux expéditeurs aura été autorisé.

Article 14.

Dans le cas où il n'y aurait aucun mandat de poste à transmettre, il sera envoyé une liste en blanc.

Article 15.

Au cas où une liste ne parviendrait pas à destination en temps voulu, le bureau expéditeur devra, lorsqu'il en sera avisé, transmettre sans retard un duplicata de cette liste.

Article 16.

Les listes expédiées par chacun des bureaux d'échange porteront un numéro d'ordre dont la série commencera par le numéro 1 pour la première liste de chaque année civile, et ces numéros seront appelés « numéros de liste ».

Article 17.

Les indications inscrites dans les listes relatives aux mandats émis porteront également un numéro d'ordre dont la série commencera par le numéro 1 pour chaque liste, et ces numéros seront appelés « numéros d'inscription ».

Article 18.

Chaque liste sera soigneusement vérifiée par le bureau d'échange récepteur et rectifiée lorsqu'elle contiendra de simples erreurs ; ces rectifications seront communiquées au bureau d'échange expéditeur.

Article 19.

Lorsqu'une liste contiendra des erreurs ou des irrégularités qu'il est impossible de rectifier sans consultation préalable du bureau expéditeur, le bureau récepteur demandera des éclaircissements à ce dernier, qui devra les lui fournir dans le plus bref délai possible. Dans l'intervalle, le paiement des mandats de poste correspondant aux inscriptions irrégulières sera suspendu.

Article 20.

Dès que le bureau d'échange de Bombay aura reçu des bureaux d'échange de l'Inde portugaise toutes les listes dressées sur des formulaires AA et datées d'un mois donné, il établira, à l'aide de ces listes et de celles qui auront été dressées sur des formulaires A par les bureaux d'échange de l'Inde britannique et seront datées du même mois, un décompte mensuel conforme au formulaire B ci-annexé.

Article 21.

Le décompte mentionné à l'article 20 sera établi d'après les listes rectifiées par les bureaux récepteurs, à l'exclusion des inscriptions relatives aux mandats dont le paiement aura été suspendu dans l'attente d'éclaircissements.

Article 22.

Le décompte comprendra également sous la rubrique « articles spéciaux » toutes rectifications relatives aux décomptes précédents (telles que les rectifications concernant les mandats dont le paiement a été suspendu) ainsi que tous autres éléments de compte non autrement prévus. Il sera annexé au décompte un relevé détaillé de ces articles spéciaux dans lequel seront indiquées, en regard de chaque article, les pièces justificatives, correspondances ou autres documents.

Article 23.

Un exemplaire du décompte mentionné à l'article 20 sera adressé au bureau d'échange de Goa, qui réglera ce compte par lettre de change sur Bombay si le solde est en faveur de l'Inde britannique ; si le solde est en faveur de l'Inde portugaise, il sera joint au décompte une lettre de change sur Goa.

Toute somme restant due par l'une des administrations à l'autre, à l'expiration des six mois qui suivront la période visée par le décompte, portera intérêt à partir de ce moment au taux annuel de 5 pour cent. Les intérêts seront inscrits dans le décompte suivant au débit de l'administration redevable de cette somme.

Article 24.

Si, dans l'intervalle entre deux règlements mensuels, l'une des deux administrations postales constate, en comparant les listes effectivement reçues et celles qui ont été effectivement expédiées, qu'elle doit à l'autre administration une somme supérieure à 5.000 roupies, l'administration débitrice s'acquittera immédiatement ou aussitôt que possible du montant de sa dette. Ce paiement sera considéré comme un acompte sur le règlement du décompte mensuel suivant.

Article 25.

Chacune des deux administrations postales aura le droit de suspendre provisoirement l'échange des mandats de poste au cas où le cours du change ou toute autre circonstance donnerait lieu à des abus ou entraînerait une perte de recettes.

Article 26.

Pour la correspondance ordinaire concernant l'établissement, la transmission ou la rectification des listes, décomptes, etc., ce seront les bureaux d'échange qui serviront d'intermédiaire ; mais pour ce qui a trait à des questions autres que des questions de détail, la correspondance sera échangée entre le bureau du Directeur général des Postes et Télégraphes de l'Inde, d'une part, et le bureau du Directeur général des Postes et Télégraphes de l'Inde portugaise, d'autre part.

Article 27.

Le service chargé de contrôler les mandats de poste, dans chaque pays, aura le droit d'adopter toutes règles supplémentaires non incompatibles avec les dispositions ci-dessus, en vue de se protéger plus efficacement contre la fraude ou d'améliorer le fonctionnement général du système. Toutefois, toutes règles supplémentaires de ce genre devront être communiquées à l'autre service.

Article 28.

Les administrations postales de l'Inde britannique et de l'Inde portugaise auront également l'une et l'autre le droit de transmettre des mandats de poste par l'intermédiaire de l'autre administration à destination de tout pays avec lequel cette dernière échange des mandats de poste ; les conditions de cette transmission seront fixées à l'avance et d'un commun accord par les deux administrations postales.

Article 29.

Le présent arrangement entrera en vigueur le 1^{er} avril 1937. Il restera valable jusqu'à ce qu'il ait été modifié ou résilié d'un commun accord par les Parties contractantes ou jusqu'à l'expiration d'une période d'un an à dater du jour où l'une des Parties contractantes aura notifié à l'autre son intention d'y mettre fin.

Fait en double exemplaire et signé :

A New-Delhi, le 19 mars 1937.

A Nova-Goa, le 24 mars 1937.

(Signé) LINLITHGOW,

Vice-Roi et Gouverneur général de l'Inde britannique.

(Signé) FRANCISCO HIGINO CRAVEIRO LOPES,

Gouverneur général de l'Inde portugaise.

« A »

Bombay
De Belgaum à Nova-Goa/Damão/Margão/Mapucá/Diu
Una

Liste N° le 19...

Liste des mandats de poste tirés dans l'Inde britannique sur l'Inde portugaise.

A remplir par le Bureau de l'Inde britannique					A l'usage du Bureau de l'Inde portugaise				
Numéro d'inscription	Date du reçu remis à l'expéditeur	Bureau où le versement a été effectué	Nom et adresse de l'expéditeur	Nom du destinataire	Adresse du destinataire	Montant du mandat	Equivalent en monnaie de l'Inde portugaise	Numéro du mandat de poste de l'Inde portugaise	Observations
						Rs. A.			
Total .									

Liste des mandats de poste périmés, ainsi que des mandats de poste dont le remboursement aux expéditeurs dans l'Inde portugaise est autorisé par la présente.

Liste de l'Inde portugaise (AA) dans laquelle figuraient à l'origine les mandats de poste					A l'usage du Bureau de l'Inde portugaise		
Numéro de liste	Date	Numéro d'inscription	Nom et adresse de l'expéditeur tels qu'ils figurent dans la liste	Montant du mandat	Equivalent en monnaie de l'Inde portugaise	Numéro du mandat de poste de l'Inde portugaise	Observations
				Rs. A.			
Total .							

N. B. — On distinguera les mandats de poste périmés inscrits dans cette liste en ajoutant le mot « périmé » en regard du numéro dans la colonne I.

« AA »

No. 4280

De Nova-Goa/Damão/Margão/Mapucá/Diu à Bombay/Belgaum/Una

Liste No le 19...

Liste des mandats de poste tirés dans l'Inde portugaise sur l'Inde britannique.

A remplir par le Bureau d'échange de l'Inde portugaise						A l'usage du Bureau d'échange de l'Inde britannique			Observations	
Numéro d'inscription	Numéro d'origine du mandat de poste	Bureau où le versement a été effectué	Nom et adresse de l'expéditeur	Nom du destinataire	Adresse du destinataire	Montant du mandat	Bureau où le mandat est payable	Numéro du mandat de l'Inde britannique		Date du mandat de l'Inde britannique
						Rs.	A.			
Total .										

Liste des mandats de poste périmés, ainsi que des mandats de poste dont le remboursement aux expéditeurs dans l'Inde britannique est autorisé par la présente.

Liste de l'Inde britannique (A) dans laquelle figuraient à l'origine les mandats de poste					A l'usage du Bureau de l'Inde britannique			Observations
Numéro de liste	Date	Numéro d'inscription	Nom et adresse de l'expéditeur tels qu'ils figurent dans la liste	Montant du mandat	Bureau où le mandat est payable	Numéro du mandat de l'Inde britannique	Date du mandat de l'Inde britannique	
Total .								
				Rs.	A.			

N. B. — On distinguera les mandats de poste périmés inscrits dans cette liste en ajoutant le mot « périmé » en regard du numéro dans la colonne I.

FORMULAIRE B

Décompte mensuel des échanges de mandats de poste entre l'Inde britannique et l'Inde portugaise, établi par le Bureau de Bombay pour le mois de 19...

Au crédit de l'Inde portugaise Pour les mandats de poste émis dans l'Inde britannique d'après les listes (A) ci-après datées du mois ci-dessus				Au crédit de l'Inde britannique Pour les mandats de poste émis dans l'Inde portugaise d'après les listes (AA) ci-après datées du mois ci-dessus			
Numéro de liste	Numéro d'inscription final de la liste	Montant des mandats		Numéro de liste	Numéro d'inscription final de la liste	Montant des mandats	
		Rs.	A.			Rs.	A.
Total . . .				Total . . .			
Commission de $\frac{1}{2}$ pour cent sur le total ci-dessus				Commission de $\frac{1}{2}$ pour cent sur le total ci-dessus			
Mandats périmés et mandats dont le remboursement aux expéditeurs dans l'Inde por- tugaise a été autorisé dans les listes susmentionnées de l'Inde britannique				Mandats périmés et mandats dont le remboursement aux expéditeurs dans l'Inde bri- tannique a été autorisé dans les listes susmentionnées de l'Inde portugaise			
Articles spéciaux dont le détail est fourni dans le relevé annexé				Articles spéciaux dont le détail est fourni dans le relevé annexé			
Remise à titre d'acompte . . .				Remise à titre d'acompte . .			
Solde en faveur de l'Inde britannique				Solde en faveur de l'Inde portugaise			
Total . . .				Total . . .			

N° 4281.

**INDE BRITANNIQUE
ET INDE PORTUGAISE**

Accord relatif à l'échange d'envois grevés de remboursement entre l'Inde britannique et l'Inde portugaise. Signé à New-Delhi, le 19 mars 1937, et à Nova-Goa, le 24 mars 1937.

**BRITISH INDIA
AND PORTUGUESE INDIA**

Agreement for the Exchange of Value-Payable Articles between British India and Portuguese India. Signed at New Delhi, March 19th, 1937, and at Nova Goa, March 24th, 1937.

No. 4281. — AGREEMENT¹ FOR THE EXCHANGE OF VALUE-PAYABLE ARTICLES BETWEEN BRITISH INDIA AND PORTUGUESE INDIA. SIGNED AT NEW DELHI, MARCH 19TH, 1937, AND AT NOVA GOA, MARCH 24TH 1937.

English and Portuguese official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place February 8th, 1938.

In supersession of the previous Agreement² of 1907 for an exchange of value-payable articles between British India and Portuguese India, the undersigned duly authorised for that purpose have agreed upon the following Articles :

Article 1.

All classes of registered letters, insured letters, parcels, both insured and uninsured and registered book packets (except newspapers posted at newspaper rates of postage) may be exchanged under the value-payable system between Portuguese India and British India. Such articles shall be subject to the same general regulations and rates as other articles of the same classes.

The offices of exchange for value-payable articles shall be, on the side of Portuguese India, Nova-Goa, Damão and Diu, or any other office selected by the Director of Posts and Telegraphs, Portuguese India, and on the side of British India, Bombay, or any other office selected by the Director-General of Posts and Telegraphs, India.

Article 2.

The maximum charge which may be collected on any one article shall be Rs. 600.

Article 3.

Each value-payable article shall be stamped or labelled with the words " Value payable " or the letters " V.-P. ".

Article 4.

Value-payable articles shall be entered in the registered list, insured letter invoice or parcel bill in the same way as other registered articles, insured letters and insured or uninsured parcels, as the case may be, but with the addition, in the column for remarks, of the words " Value-payable " followed by an entry both in words and figures, without erasure or alteration, of the amount in rupee currency to be remitted to the sender, and also of the sender's name and full address in clear characters.

¹ Came into force April 1st, 1937.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 101, page 546.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

Nº 4281. — ACORDO¹ PARA A PERMUTA DE OBJECTOS SUJEITOS A EMBÔLSO ENTRE A INDIA BRITÂNICA E A INDIA PORTUGUESA. ASSINADO EM NEW DELHI, EM 19 DE MARÇO DE 1937, E EM NOVA GOA, EM 24 DE MARÇO DE 1937.

Textes officiels anglais et portugais communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 8 février 1938.

Em substituição do anterior Acôrdo² de 1907, para a permuta de objectos sujeitos a embôlsos entre a Índia Britânica e a Índia Portuguesa, os abaixo assinados, devidamente autorizados para êsse fim, acordaram nos seguintes artigos :

Artigo 1.º

Todas as classes de cartas registadas, cartas com valor declarado, encomendas com ou sem valor declarado e impressos registados (excepto jornais expedidos à taxa reduzida estabelecida para periódicos) podem ser permutados pelo sistema de embolsos entre a Índia Portuguesa e a Índia Britânica. Esses objectos ficarão sujeitos às mesmas disposições gerais e taxas como os outros objectos das mesmas classes.

Os correios de permuta de objectos sujeitos a embôlsos serão na Índia Portuguesa : Nova Goa, Damão, Diu ou qualquer outro escolhido pelo Director dos Correios e Telégrafos da Índia Portuguesa, e na Índia Britânica : Bombaim ou qualquer outro que fôr escolhido pelo Director Geral dos Correios e Telégrafos da Índia Britânica.

Artigo 2.º

A importância máxima que pode ser arrecadada por cada objecto sujeito a embôlsos será de Rps. 600.

Artigo 3.º

Todos os objectos sujeitos a embôlsos terão um carimbo ou etiqueta com as palavras « Value-payable » ou as letras « V. P. ».

Artigo 4.º

Os objectos sujeitos a embôlsos serão inscritos nas respectivas cartas de aviso (listas) de correspondências registadas, nas facturas de cartas com valor declarado e nas guias de remessa de encomendas da mesma forma como os outros objectos registados, cartas com valor declarado e encomendas com ou sem valor declarado, segundo o caso mas com o acrescentamento na coluna das observações, das palavras « Value-payable », seguidas de menção, tanto por escrito como em algarismos, sem rasura nem emenda, da quantia em moeda corrente de rupias para ser enviada ao remetente, e bem assim o nome e a residência do remetente escritos em caracteres legíveis.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} avril 1937.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 101, page 546.

Article 5.

The amount to be remitted to the sender, together with the commission chargeable thereon (at the rate in force for ordinary money orders drawn on the country of origin of the value-payable article), shall be collected from the addressee. The amount to be remitted to the sender shall be transmitted to the latter by postal money order, and the commission shall be retained by the Administration which issues the money order.

Article 6.

Value-payable money orders shall be advised to the country of payment in the same way as ordinary money orders but in separate lists. In the column for remarks of the list shall be entered against the particulars of each value-payable money order, the letters " V.-P. " followed by the words " Remitted on account of ' V.-P.' article or ' V.-P.' parcel entered at No. of registered list, insured letter invoice, parcel bill or insured parcel bill No. dated the " as the case may be. The amount of an undeliverable money order of this kind shall remain at the disposal of the Administration of the country of origin of the value-payable article.

Article 7.

Value-payable money order transactions shall be embodied in the monthly account relating to the exchange of ordinary money orders between Portuguese India and British India, the credits to be given or taken being the same as in the case of ordinary money orders.

In the case of parcels, either insured or not, sent under the value-payable system the share of the postage, as well as of insurance fee belonging to each Administration shall be determined in the same way as in the case of other parcels of the respective class and accounted for in the parcel accounts between Portuguese India and British India.

Article 8.

If the addressee of a value-payable article does not pay the amount due on it within the limit of time prescribed by the internal regulations of the country of delivery, the article shall be sent back to the office of origin. Each country shall communicate to the other its internal regulations in this respect.

Article 9.

In the event of the loss of a value-payable registered article, or when a value-payable insured letter or a value-payable insured or uninsured parcel has been lost or damaged or its contents abstracted, the responsibility shall be fixed and compensation paid under the same conditions as in the case of other registered articles, insured letters or insured or uninsured parcels, as the case may be. When, however, such an article, letter or parcel, has once been delivered, the Administration of the country of destination shall be responsible for the sum collected and must, if necessary, prove that it has remitted it, less the prescribed commission, to the sender.

Article 10.

In addition to the commission fixed by Article 5, the Post Office of the country in which a value-payable article is posted may collect a posting fee from the sender, and the Post Office of the country of destination of a value-payable article may collect a delivery fee from the addressee.

2. Each Administration shall communicate to the other the special fees fixed in its service by virtue of this Article as well as any alteration subsequently made in them.

3. These fees shall be retained by the Office which collects them.

Artigo 5.º

A quantia a ser enviada ao remetente juntamente com o respectivo prémio (pela taxa em vigor de vales ordinários sacados contra o país de origem dos objectos sujeitos a embólso) será arrecadada do destinatário. A quantia a ser enviada ao remetente ser-lhe-á transmitida por meio de vale postal, conservando-se o prémio em poder da Administração que emitir o vale.

Artigo 6.º

Os vales de embolsos serão enviados ao país de destino pela mesma forma como os vales ordinários, mas em listas separadas. Na coluna de observações da lista, far-se-á a menção, na linha correspondente a cada vale de embólso, das letras « V. P. » seguidas das palavras « remetida por conta do embólso (V. P.) inscrito sob o n.º..... da carta de aviso de registos e de valores declarados ou da guia n.º de encomendas ordinárias e de valor declarado, datada de ». A importância dum vale desta natureza que não puder ser entregue, ficará em poder da Administração do país de origem do objecto sujeito a embólso.

Artigo 7.º

As transacções de vales de embolsos serão incorporadas na conta mensal relativa à troca de vales ordinários entre a Índia Portuguesa e a Índia Britânica, sendo os créditos a dar ou a receber ajustados da mesma forma como nos casos de vales ordinários.

Tratando-se de encomendas, com ou sem valor declarado, enviadas pelo sistema de embolsos, a quota parte dos portes bem como das taxas de valor declarado, pertencente a cada Administração determinadas pela mesma forma como no caso de outras encomendas de respectivas classes e mencionadas na conta de encomendas entre a Índia Portuguesa e a Índia Britânica.

Artigo 8.º

Se o destinatário de um objecto sujeito a embólso não pagar a importância dentro do prazo prescrito pelos regulamentos internos do país de destino, será o mesmo objecto devolvido à estação de procedência. Cada país comunicará ao outro a sua legislação interna respeitante ao assunto.

Artigo 9.º

No caso da perda de um objecto registado sujeito a embólso ou quando uma carta com valor declarado ou encomenda com ou sem valor declarado venha a extraviar-se, danificar-se ou a desaparecer o seu conteúdo, a responsabilidade será fixada e paga a indemnização nas mesmas condições de objectos registados, cartas com valor declarado e encomendas com ou sem valor declarado, segundo o caso. Quando, porém, semelhante objecto, carta ou encomenda, tenha sido entregue ao destinatário, a Administração do país de destino será responsável pela importância cobrada e deverá provar, caso necessário, que a mesma foi remetida ao expedidor, descontado o prémio prescrito.

Artigo 10.º

Além do prémio fixado pelo artigo 5.º correio do país donde fôr expedido um embólso, pode cobrar do remetente uma taxa de expedição, e o correio do país de destino pode cobrar do destinatário uma taxa de entrega.

2) Cada Administração comunicará a outra as taxas especiais fixadas no seu serviço em virtude deste artigo, bem como qualquer alteração feita posteriormente.

3) Estas taxas pertencerão à Administração que as cobrar.

Article 11.

The provisions of the present Agreement shall apply exclusively to value-payable articles originating in Portuguese India and in British India.

Article 12.

Enquiries of an ordinary or routine nature regarding value-payable articles exchanged between British India and Portuguese India shall be addressed to the offices of exchange concerned.

Article 13.

The present Agreement shall take effect on the first of April, 1937. It shall then continue in force until it shall be modified or determined by mutual consent of the Contracting Parties or until one year after the date on which one of the Contracting Parties shall have notified the other of its intention to terminate it.

Executed in duplicate and signed :

At New Delhi, the 19th March, 1937.

At Nova Goa, the 24th March, 1937.

(*Sd.*) LINLITHGOW,
Viceroy and Governor-General of British India.

(*Sd.*) FRANCISCO HIGINO CRAVEIRO LOPES,
Governor-General of Portuguese India.

Artigo 11.º

As disposições do presente acôrdo serão aplicadas, exclusivamente, a objectos sujeitos a embólso, procedentes da Índia Portuguesa e da Índia Britânica.

Artigo 12.º

Os pedidos de informações de carácter ordinário ou de mero expediente acêrca de objectos sujeitos a embólso trocados entre a Índia Britânica e a Índia Portuguesa, serão dirigidos aos respectivos correios da permuta.

Artigo 13.º

O presente acôrdo entrará em vigor, a partir de 1 de Abril de 1937, e continuará a vigorar até que seja modificado ou revogado por mútuo consenso das partes contratantes ou até um ano depois da data em que uma das partes contratantes notificar à outra o seu desejo de o dar por terminado.

Feito em duplicado e assinado.

Em New Delhi aos 19 de Março de 1937.

Em Nova Goa aos 24 de Março de 1937.

*O Vice-Roi
e Governador Geral da Índia Britânica,
LINLITHGOW.*

*O Encarregado
do Govérno Geral da Índia Portuguesa,
Francisco Higinio CRAVEIRO LOPES.*

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4281. — ACCORD RELATIF A L'ÉCHANGE D'ENVOIS GREVÉS DE REMBOURSEMENT ENTRE L'INDE BRITANNIQUE ET L'INDE PORTUGAISE. SIGNÉ A NEW-DELHI, LE 19 MARS 1937, ET A NOVA-GOIA, LE 24 MARS 1937.

Pour remplacer l'Accord de 1907 relatif à l'échange d'envois grevés de remboursement entre l'Inde britannique et l'Inde portugaise, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Toutes les catégories de lettres recommandées, de lettres avec valeur déclarée, de colis avec ou sans valeur déclarée et d'imprimés recommandés (à l'exception des journaux expédiés au tarif des journaux) pourront être échangées sous forme d'envois contre remboursement entre l'Inde portugaise et l'Inde britannique. Ces envois seront soumis aux mêmes formalités et aux mêmes taxes que les autres envois des mêmes catégories.

Les bureaux d'échange d'envois grevés de remboursement seront, dans l'Inde portugaise, ceux de Nova-Goa, Damão et Diu ou tout autre bureau désigné par le Directeur des Postes et Télégraphes de l'Inde portugaise ; dans l'Inde britannique, celui de Bombay ou tout autre bureau désigné par le Directeur général des Postes et Télégraphes de l'Inde.

Article 2.

Le montant maximum qui pourra être recouvré par envoi grevé de remboursement sera de 600 roupies.

Article 3.

Chaque envoi grevé de remboursement sera revêtu d'un timbre ou d'une étiquette portant les mots « Value-payable » ou les lettres « V.-P. ».

Article 4.

Les envois grevés de remboursement seront inscrits, selon le cas, sur la liste des lettres recommandées, sur le bordereau des lettres avec valeur déclarée ou sur la lettre de voiture des colis, de la même façon que les autres envois recommandés, lettres avec valeur déclarée et colis avec ou sans valeur déclarée, mais avec l'adjonction, dans la colonne des observations, des mots « Value-payable » suivis de l'indication, en toutes lettres et en chiffres, sans rature ni surcharge, du montant en roupies à remettre à l'expéditeur, ainsi que du nom et de l'adresse complète de celui-ci en caractères lisibles.

Article 5.

Le montant à remettre à l'expéditeur ainsi que la taxe à percevoir sur ce montant (au taux en vigueur pour les mandats de poste ordinaires tirés sur le pays d'origine de l'envoi grevé de

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

remboursement) seront encaissés sur le destinataire. La somme à remettre à l'expéditeur lui sera transmise par mandat de poste et la taxe sera acquise à l'administration qui aura délivré le mandat de poste.

Article 6.

Les mandats de remboursement seront notifiés au pays de paiement de la même façon que des mandats de poste ordinaires, mais sur des listes séparées. Dans la colonne des observations figureront, en regard des indications concernant chaque mandat de remboursement, les lettres « V.-P. » suivies des mots « Envoi ou colis expédié contre remboursement et inscrit sous le N^o de la liste des lettres recommandées, du bordereau des lettres avec valeur déclarée ou de la lettre de voiture des colis avec ou sans valeur déclarée N^o en date du », selon le cas. Si un mandat de cette nature ne peut être payé, le montant de ce mandat restera à la disposition de l'administration du pays d'origine de l'envoi grevé de remboursement.

Article 7.

Les opérations portant sur les mandats de remboursement seront inscrites sur le décompte mensuel relatif aux échanges de mandats de poste ordinaires entre l'Inde portugaise et l'Inde britannique, et le solde créditeur ou débiteur en sera établi de la même façon que pour les mandats de poste ordinaires.

Dans le cas des colis avec ou sans valeur déclarée expédiés contre remboursement, la part des frais d'affranchissement ainsi que de la taxe de déclaration de valeur revenant à chaque administration sera déterminée de la même façon que pour les autres colis de la catégorie correspondante, et il en sera fait mention dans les décomptes relatifs aux échanges de colis entre l'Inde portugaise et l'Inde britannique.

Article 8.

Si le destinataire d'un envoi grevé de remboursement ne paie pas la somme due pour cet envoi dans les délais prescrits par le règlement intérieur du pays de destination, l'envoi sera retourné au bureau d'origine. Chaque pays communiquera à l'autre son règlement intérieur à ce sujet.

Article 9.

En cas de perte d'un envoi recommandé grevé de remboursement ou en cas de perte, d'avarie ou de spoliation d'une lettre avec valeur déclarée ou d'un colis avec ou sans valeur déclarée, grevés de remboursement, la responsabilité sera déterminée et l'indemnité sera payée dans les mêmes conditions que pour les autres envois recommandés, lettres avec valeur déclarée ou colis avec ou sans valeur déclarée, selon le cas. Toutefois, si ledit envoi, lettre ou colis a été délivré, l'administration du pays de destination sera responsable de la somme recouvrée et devra, le cas échéant, prouver qu'elle l'a envoyée à l'expéditeur, déduction faite de la taxe prescrite.

Article 10.

Outre la taxe fixée à l'article 5, l'administration des postes du pays d'expédition d'un envoi grevé de remboursement pourra percevoir sur l'expéditeur une taxe d'expédition et l'administration des postes du pays de destination d'un envoi grevé de remboursement pourra percevoir sur le destinataire une taxe de livraison.

2. Chaque administration fera connaître à l'autre les taxes spéciales fixées dans son service en application du présent article, ainsi que toute modification qui y serait ultérieurement apportée.

3. Ces taxes seront acquises au bureau qui les perçoit.

Article 11.

Les dispositions du présent accord s'appliqueront exclusivement aux envois grevés de remboursement provenant de l'Inde portugaise ou de l'Inde britannique.

Article 12.

Les demandes de renseignement portant sur des questions ordinaires ou courantes au sujet d'envois grevés de remboursement échangés entre l'Inde britannique et l'Inde portugaise seront adressées aux bureaux d'échange intéressés.

Article 13.

Le présent accord entrera en vigueur le premier avril 1937 et restera en vigueur jusqu'au moment où il sera modifié ou abrogé d'un commun accord par les Parties contractantes ou jusqu'à l'expiration du délai d'un an à compter de la date à laquelle l'une des Parties contractantes aura notifié à l'autre son intention d'y mettre fin.

Fait en double exemplaire et signé :

A New-Delhi, le 19 mars 1937.

A Nova-Goa, le 24 mars 1937.

(Signé) LINLITHGOW,

Vice-Roi et Gouverneur général de l'Inde britannique.

(Signé) FRANCISCO HIGINIO CRAVEIRO LOPES,

Gouverneur général de l'Inde portugaise.

N° 4282.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET JAPON**

Convention concernant les relations
commerciales entre la Birmanie et
le Japon, et protocole. Signés à
Londres, le 7 juin 1937.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND JAPAN**

Convention regarding Trade and
Commerce between Burma and
Japan, and Protocol. Signed at
London, June 7th, 1937.

No. 4282. — CONVENTION¹ BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND JAPAN REGARDING TRADE AND COMMERCE BETWEEN BURMA AND JAPAN. SIGNED AT LONDON, JUNE 7TH, 1937.

English official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Convention took place February 8th, 1938.

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, and HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN, desiring to facilitate trade and commerce between Japan and Burma, have decided to conclude a Convention for this purpose and have accordingly appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

FOR GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND :

The Rt. Hon. Anthony EDEN, M.C., M.P., His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN :

His Excellency Mr. Shigeru YOSHIDA, His Imperial Majesty's Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary at the Court of St. James ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The territories to which the present Convention applies are, on the part of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, Burma ; and on the part of His Majesty the Emperor of Japan, all the territories and possessions belonging to or administered by His Majesty the Emperor of Japan (such territories being hereinafter referred to as Japan).

Article 2.

Articles produced or manufactured in the territories of one of the High Contracting Parties, on importation into the territories of the other, from whatever place arriving, shall not be subjected

¹ The exchange of ratifications took place at London, December 3rd, 1937.
Came into force October 12th, 1937.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4282. — CONVENTION² ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET LE JAPON CONCERNANT LES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LA BIRMANIE ET LE JAPON. SIGNÉE A LONDRES, LE 7 JUIN 1937.

Texte officiel anglais communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 8 février 1938.

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES DOMINIONS BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES, et SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON, désireux de faciliter les relations commerciales entre le Japon et la Birmanie, ont décidé de conclure une convention à cet effet et ont, en conséquence, désigné comme leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES DOMINIONS BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

POUR LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD :

Le très honorable Anthony EDEN, M.C., M.P., principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON :

Son Excellence M. Shigeru YOSHIDA, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Sa Majesté impériale à la Cour de Saint-James ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les territoires auxquels s'applique la présente convention sont, pour ce qui concerne Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, la Birmanie, et pour ce qui concerne Sa Majesté l'Empereur du Japon, tous les territoires et possessions appartenant à Sa Majesté l'Empereur du Japon ou soumis à son administration (ces territoires étant ci-après mentionnés sous l'appellation Japon).

Article 2.

Les articles produits ou fabriqués dans les territoires de l'une des Hautes Parties contractantes, lors de leur importation dans les territoires de l'autre et quelle qu'en soit la provenance, ne seront

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² L'échange des ratifications a eu lieu à Londres, le 3 décembre 1937. Entrée en vigueur le 12 octobre 1937.

to duties or charges other or higher than those imposed on like articles produced or manufactured in any other foreign country.

Article 3.

Notwithstanding anything contained in the present Convention, the Government of Burma shall have the right of imposing or modifying from time to time special Customs duties on the importation into Burma of articles produced or manufactured in Japan, other or higher than those imposed on like articles produced or manufactured in any other foreign country, at such rates as the Government of Burma may consider to be necessary to correct the effects of any variation of the exchange value of the yen relative to the rupee subsequent to the 31st day of December, 1933 ; provided that no modification in any such rate shall be made until it has been in force for at least five weeks.

In imposing or modifying or on being requested by the Government of Japan to modify such special Customs duties, the Government of Burma shall give full consideration to all relevant factors which tend to raise the export prices of articles produced or manufactured in Japan, and shall limit the rates of such duties to what is necessary to correct the effects of any variation of the exchange value of the yen relative to the rupee on the duty-paid value of articles produced or manufactured in Japan and imported into Burma.

Reciprocally, the Government of Japan shall have the right of imposing or modifying from time to time special Customs duties on the importation into Japan of articles produced or manufactured in Burma, other or higher than those imposed on like articles produced or manufactured in any other foreign country, at such rates as the Government of Japan may consider to be necessary to correct the effects of any variation of the exchange value of the rupee relative to the yen ; provided that such right shall not accrue to the Government of Japan so long as the exchange value of the rupee relative to the yen is not below the value of 0.732 yen, and that no modification of any such rate shall be made until it has been in force for at least five weeks.

In imposing or modifying or on being requested on behalf of the Government of Burma to modify such special Customs duties, the Government of Japan shall give full consideration to all relevant factors which tend to raise the export prices of articles produced or manufactured in Burma, and shall limit the rates of such duties to what is necessary to correct the effects of any variation of the exchange value of the rupee below 0.732 yen on the duty-paid value of articles produced or manufactured in Burma and imported into Japan.

Article 4.

While reserving to the Government of Japan and on behalf of the Government of Burma the right to make such changes in their Customs tariffs as may be necessary for the protection of their own interests, the High Contracting Parties agree that when any modification of Customs tariff by either Japan or Burma results in the trade interests of the other being adversely affected in any appreciable measure, the High Contracting Parties shall forthwith enter into negotiations with the object of reconciling as far as possible the interests of Japan and Burma.

Article 5.

The present Convention shall be ratified. The instruments of ratification shall be exchanged in London as soon as possible. The date on which the instrument of ratification of each of the High Contracting Parties has been completed will be communicated to the other through diplomatic channels, and the present Convention shall enter into force, in advance of the exchange of the instruments of ratification, as from the date on which the later of the two communications required under the present Article shall have been made.

pas soumis à des droits ou charges autres ou plus élevés que ceux qui frappent les articles similaires produits ou fabriqués dans un autre pays étranger.

Article 3.

Nonobstant toute disposition contraire de la présente convention, le Gouvernement de Birmanie aura le droit, de temps à autre, de frapper, à leur importation en Birmanie, les articles produits ou fabriqués au Japon de droits de douane spéciaux, ou de modifier lesdits droits, qui pourront être autres ou plus élevés que ceux frappant les articles similaires produits ou fabriqués dans tout autre pays étranger et être fixés aux taux que le Gouvernement de Birmanie pourra estimer nécessaires pour compenser les effets de toute variation du cours du yen par rapport à la roupie postérieurement au 31 décembre 1933, étant entendu qu'aucune modification ne sera apportée aux taux en question s'ils n'ont pas été en vigueur pendant au moins cinq semaines.

Lorsqu'il instituera ou modifiera ces droits de douane spéciaux ou lorsque le Gouvernement du Japon lui demandera de modifier ces droits de douane spéciaux, le Gouvernement de Birmanie prendra dûment en considération tous les facteurs pertinents qui tendent à faire hausser les prix d'exportation des articles produits ou fabriqués au Japon et il limitera le taux de ces droits au montant nécessaire pour compenser les effets de toute variation du cours du yen par rapport à la roupie sur le prix, droits de douane acquittés, des articles produits ou fabriqués au Japon et importés en Birmanie.

Par voie de réciprocité, le Gouvernement du Japon aura le droit, de temps à autre, de frapper, à leur importation au Japon, les articles produits ou fabriqués en Birmanie de droits de douane spéciaux, ou de modifier lesdits droits, qui pourront être autres ou plus élevés que ceux qui frappent les articles similaires produits ou fabriqués dans tout autre pays étranger et être fixés aux taux que le Gouvernement du Japon pourra estimer nécessaires pour compenser les effets de toute variation du cours de la roupie par rapport au yen, étant entendu que ce droit n'appartiendra pas au Gouvernement du Japon tant que le cours de la roupie par rapport au yen ne tombera pas au-dessous de 0,732 yen, et qu'il ne sera apporté aucune modification aux taux en question s'ils n'ont été en vigueur pendant au moins cinq semaines.

Lorsqu'il imposera ou modifiera ces droits de douane spéciaux ou lorsque le Gouvernement de Birmanie lui demandera de modifier ces droits de douane spéciaux, le Gouvernement du Japon prendra dûment en considération tous les facteurs pertinents qui tendent à faire hausser les prix d'exportation des articles produits ou fabriqués en Birmanie et il limitera le taux de ces droits au montant nécessaire pour compenser les effets de tout fléchissement du cours de la roupie au-dessous de 0,732 yen sur le prix, droits de douane acquittés, des articles produits ou fabriqués en Birmanie et importés au Japon.

Article 4.

Tout en réservant au Gouvernement du Japon et aux autorités agissant au nom du Gouvernement de Birmanie le droit d'apporter à leur tarif douanier telles modifications qui pourront être nécessaires pour sauvegarder leurs propres intérêts, les Hautes Parties contractantes conviennent que, lorsqu'une modification introduite par le Japon ou la Birmanie dans leur tarif douanier causera un préjudice appréciable aux intérêts commerciaux de l'autre pays, les Hautes Parties contractantes entreront immédiatement en négociations en vue de concilier, dans la mesure du possible, les intérêts du Japon et ceux de la Birmanie.

Article 5.

La présente convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront échangés à Londres aussitôt que possible. La date à laquelle l'instrument de ratification de chacune des Hautes Parties contractantes aura été parachevé sera communiquée à l'autre Partie par la voie diplomatique, et la présente convention entrera en vigueur, avant l'échange des instruments de ratification, à la date à laquelle la dernière des deux communications requises par le présent article aura été faite.

The present Convention shall replace, as regards trade and commerce between Japan and Burma, the Convention¹ regarding Commercial Relations between Japan and India signed in London on the 12th day of July, 1934.

Article 6.

The present Convention shall remain in force until the 31st day of March, 1940.

In case neither of the High Contracting Parties shall have given notice to the other six months before the said date of his intention to terminate the Convention, it shall continue in force until the expiration of six months from the date on which either of the High Contracting Parties shall have given notice of termination to the other.

In witness whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed thereto their seals.

Done in London, in duplicate, this seventh day of June, 1937, corresponding to the seventh day of the sixth month of the twelfth year of Showa.

(L. S.) Anthony EDEN.

(L. S.) Shigeru YOSHIDA.

PROTOCOL.

At the moment of proceeding this day to the signature of the Convention regarding the Commercial Relations between Japan and Burma, the undersigned Plenipotentiaries, being duly authorised to that effect, have agreed as follows regarding the importation of Japanese cotton piece-goods into Burma :

Article 1.

For the purposes of the present Protocol :

The expression " raw cotton " means cotton grown and produced in Burma ;

The expression " cotton year " means a year beginning on the 1st day of October ;

The expression " cotton piece-goods year " means a year beginning on the 1st day of April ;

A cotton piece-goods year and the cotton year in which that cotton piece-goods year begins are referred to as " corresponding " ; and

The expression " yard " means a linear yard.

Article 2.

The Customs duties to be imposed on importation into Burma of cotton piece-goods manufactured in Japan shall not exceed the following rates :

(a) Plain greys—50 per centum *ad valorem* or 5 $\frac{1}{4}$ annas per pound, whichever is higher ;

(b) Others—50 per centum *ad valorem*.

If hereafter the Government of Burma should decide to impose a specific duty on cotton piece-goods other than plain greys, it will not impose on such piece-goods, being the manufacture of Japan, a specific duty exceeding 5 $\frac{1}{4}$ annas per pound.

¹ Vol. CLV, page 31, of this Series.

La présente convention remplacera, pour ce qui concerne les relations commerciales entre le Japon et la Birmanie, la Convention¹ concernant les relations commerciales entre le Japon et l'Inde, qui a été signée à Londres le 12 juillet 1934.

Article 6.

La présente convention demeurera en vigueur jusqu'au 31 mars 1940.

Si aucune des deux Hautes Parties n'a notifié à l'autre, six mois avant ladite date, son intention de mettre fin à la convention, celle-ci demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter de la date à laquelle l'une des Hautes Parties contractantes aura donné à l'autre préavis de dénonciation.

En foi de quoi les plénipotentiaires ci-dessus désignés ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Londres, en double expédition, le 7 juin 1937, correspondant au septième jour du sixième mois de la douzième année de Showa.

(L. S.) Anthony EDEN.

(L. S.) Shigeru YOSHIDA.

PROTOCOLE

Au moment de procéder, ce jour, à la signature de la Convention concernant les relations commerciales entre le Japon et la Birmanie, les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus de ce qui suit relativement à l'importation en Birmanie de cotonnades japonaises.

Article premier.

Aux fins du présent protocole :

L'expression « coton brut » signifie le coton cultivé et produit en Birmanie ;

L'expression « année cotonnière » signifie une année commençant le 1^{er} octobre ;

L'expression « année de cotonnades » signifie une année commençant le 1^{er} avril ;

Sont considérées comme « correspondantes » une année de cotonnades et l'année cotonnière au cours de laquelle commence ladite année de cotonnades ; et

L'expression « yard » se rapporte au yard linéaire.

Article 2.

Les droits de douane frappant, à leur importation en Birmanie, les cotonnades fabriquées au Japon n'excéderont pas les taux suivants :

- a) Tissus écrus ordinaires, soit 50 % *ad valorem*, soit 5¼ annas par livre, le montant le plus élevé étant appliqué ;
- b) Autres tissus, 50 % *ad valorem*.

Si, par la suite, le Gouvernement de Birmanie décide de frapper d'un droit spécifique les tissus de coton autres que les tissus écrus ordinaires, il ne frappera pas les tissus fabriqués au Japon d'un droit spécifique supérieur à 5¼ annas par livre anglaise.

¹ Vol. CLV, page 31, de ce recueil.

Article 3.

(1) If in any cotton year a quantity of raw cotton which is not less than 65 per centum of the total quantity of raw cotton available for export from Burma in that year or 70,000 bales, whichever quantity is less, is exported from Burma to Japan, the quantity of cotton piece-goods which may be exported from Japan to Burma in the corresponding year shall be a basic allotment of 42 million yards.

(2) The quantity of raw cotton estimated in the official forecast of the cotton crop in Burma published in the *Burma Gazette* in December to be available for export shall be accepted provisionally for the purposes of paragraph (1) to be the total quantity of raw cotton available for export in that cotton year ; and the sum of the total quantity of raw cotton exported from Burma up to the 31st day of May in the same cotton year and of the quantity of raw cotton remaining available in Burma for export on that date, added together, shall be accepted finally for the purposes of paragraph (1) to be the total quantity of raw cotton available for export in that cotton year.

(3) If the exports of raw cotton from Burma to Japan in any one cotton year exceed 65 per centum of the total quantity of raw cotton available for export from Burma in that year, the excess shall be added to the quantity of raw cotton exported from Burma to Japan in the immediately following cotton year for the purpose of determining the allotment of cotton piece-goods for the cotton piece-goods year corresponding to such following cotton year ;

Provided that the quantity to be added to the quantity exported in the following cotton year shall not exceed 65 per centum of the quantity by which the quantity accepted provisionally under paragraph (2) to be the total quantity available for export exceeds the quantity accepted finally under paragraph (2) to be the total quantity available for export.

(4) If the exports of raw cotton from Burma to Japan in any cotton year are less than 65 per centum of the total quantity of raw cotton available for export from Burma in that year or 70,000 bales, whichever quantity is less, the allotment of cotton piece-goods for the corresponding cotton piece-goods year shall be the basic allotment diminished by 300,000 yards for every 1,000 bales of the deficit or for any residual quantity thereof exceeding 500 bales ; provided that no such reduction of the basic allotment shall be made if the average of the market prices at Rangoon of Myingyan cotton of the standard known as " M.R.F. " throughout the said cotton year exceeds the average of the market prices at Bombay of Oomra fine cotton throughout the said cotton year, or if, although the exports of raw cotton from Burma to Japan have been less than 65 per centum of the total quantity of raw cotton available for export in the said cotton year or 70,000 bales, whichever quantity is less, no further supplies of raw cotton are available for export during the said cotton year.

(5) For the purpose of the calculations under the present Article any raw cotton which has been imported into Japan and then exported shall be excluded.

Article 4.

(1) Except as hereinafter provided the allotment of cotton piece-goods which may be exported from Japan to Burma during the first half of any cotton piece-goods year shall be 21 million yards, and the allotment of cotton piece-goods which may be exported from Japan to Burma during the second half of any cotton piece-goods year shall be 21 million yards diminished by any reduction made under paragraph (4) of Article 3 ;

Provided that if the quantity exported from Japan to Burma in the first half of any cotton piece-goods year is less than 21 million yards as increased or diminished under Article 5, the allotment for the second half of that cotton piece-goods year shall include the quantity of the deficit up to a quantity not exceeding 2,625,000 yards ;

Article 3.

1. Si, au cours d'une année cotonnière, une quantité de coton brut atteignant au moins 65% de la quantité globale de coton brut pouvant être exportée de Birmanie au cours de cette année, ou 70.000 balles (si ce chiffre est inférieur au pourcentage précédent), est exportée de Birmanie au Japon, l'exportation autorisée de cotonnades du Japon en Birmanie, au cours de l'année correspondante, comportera un contingent de base de 42 millions de yards.

2. Aux fins d'application de l'alinéa premier, les disponibilités de coton brut pour l'exportation, telles qu'elles sont évaluées dans les prévisions officielles de la récolte cotonnière en Birmanie, publiées dans la *Burma Gazette* au mois de décembre, seront admises provisoirement comme représentant la quantité totale de coton brut pouvant être exportée au cours de cette année cotonnière; la somme de la quantité globale de coton brut exportée de Birmanie jusqu'au 31 mai de ladite année cotonnière et des disponibilités de coton brut en Birmanie pour l'exportation à cette date sera définitivement admise, aux fins d'application de l'alinéa premier, comme représentant la quantité totale de coton brut disponible pour l'exportation au cours de cette année cotonnière.

3. Si les exportations de coton brut de Birmanie à destination du Japon, au cours d'une année cotonnière, dépassent 65 % des disponibilités totales de coton brut en Birmanie pour l'exportation au cours de cette année, la différence sera ajoutée à la quantité de coton brut exportée de Birmanie au Japon au cours de l'année cotonnière suivant immédiatement, en vue de déterminer le contingent de cotonnades afférent à l'année de cotonnades correspondant à ladite année cotonnière suivante.

Il est néanmoins entendu que la quantité qui serait ainsi ajoutée à la quantité exportée au cours de l'année cotonnière suivante n'excédera pas 65 % du montant dont la quantité admise provisoirement, aux termes de l'alinéa 2, comme représentant la quantité totale des disponibilités pour l'exportation, dépasserait la quantité admise définitivement, aux termes de l'alinéa 2, comme représentant les disponibilités totales d'exportation.

4. Si les exportations de coton brut de Birmanie à destination du Japon, au cours d'une année cotonnière, sont inférieures à 65 % de la quantité globale de coton brut pouvant être exportée de Birmanie au cours de cette année, ou à 70.000 balles (si ce chiffre est inférieur au pourcentage précédent), le contingent de cotonnades pour l'année de cotonnades correspondante équivaldra au contingent de base diminué de 300.000 yards pour chaque millier de balles de différence ou pour un reliquat supérieur à 500 balles; il est néanmoins entendu que le contingent de base ne sera pas diminué si la moyenne des cours du coton Myingyan de la qualité « M.R.F. » sur le marché de Rangoon, pour l'ensemble de ladite année cotonnière, dépasse la moyenne des cours du coton Oomra de belle qualité sur le marché de Bombay pour l'ensemble de ladite année cotonnière ou si, les exportations de coton brut de Birmanie à destination du Japon ayant été inférieures à 65% de la quantité totale de coton brut disponible pour l'exportation, au cours de cette année, ou à 70.000 balles (si ce chiffre est inférieur au pourcentage précédent), il n'existe pas de quantités supplémentaires de coton brut disponibles pour l'exportation au cours de ladite année cotonnière.

5. Pour les calculs prévus dans le présent article, on fera abstraction du coton brut qui aura été importé au Japon, puis réexporté.

Article 4.

1. Sous réserve des dispositions ci-après, le contingent de cotonnades qui peuvent être exportées du Japon en Birmanie au cours du premier semestre d'une année de cotonnades sera de 21 millions de yards et le contingent de cotonnades qui peuvent être exportées du Japon en Birmanie au cours du second semestre d'une année de cotonnades sera fixé à 21 millions de yards, moins les réductions qui seraient opérées en vertu de l'alinéa 4 de l'article 3.

Il est toutefois entendu que si la quantité exportée du Japon en Birmanie au cours du premier semestre d'une année de cotonnades est inférieure à 21 millions de yards, plus ou moins les augmentations ou réductions opérées en vertu de l'article 5, le contingent afférent au second semestre de ladite année compensera ce déficit jusqu'à concurrence de 2.625.000 yards.

And provided that if the quantity exported from Japan to Burma in the first half of any cotton piece-goods year exceeds 21 million yards as increased or diminished under Article 5, the allotment for the second half of that cotton piece-goods year shall be diminished by the amount of such excess.

(2) For the purposes of the calculations under the present Article, and under Articles 5, 7 and 8, any cotton piece-goods which have been imported into Burma and then exported elsewhere than to India shall be excluded.

Article 5.

Notwithstanding anything hereinbefore contained :

(a) If less than the allotment for any cotton piece-goods year is exported from Japan to Burma in that year the quantity of the deficit up to a quantity not exceeding 2,625,000 yards may be exported in the first half of the following cotton piece-goods year in addition to the allotment for that half-year ; and

(b) A quantity not exceeding 2,625,000 yards of cotton piece-goods may be exported from Japan to Burma in any cotton piece-goods year, other than the cotton piece-goods year in which the present Protocol terminates, in addition to the allotment for that year ; but such excess shall be deducted from the allotment for the first half of the following cotton piece-goods year.

Article 6.

For the purposes of the present Protocol the first cotton year shall be deemed to commence on the 1st day of October, 1936, and the first cotton piece-goods year on the 1st day of April, 1937.

Article 7.

(1) For the purposes of the present Protocol cotton piece-goods shall be divided into the four categories of :

- (a) Greys,
- (b) Bleached (white) goods,
- (c) Coloured printed goods, and
- (d) Coloured (dyed or woven) goods ;

and the allotment for any cotton piece-goods year shall be divided into sub-allotments among these four categories, consisting of portions of the allotment as follows :

	Per centum
Greys	15
Bleached (white) goods	10
Coloured printed goods	45
Coloured (dyed or woven) goods	30

and, save as provided in paragraph (2), the export of cotton piece-goods in each category in any cotton piece-goods year shall be restricted to the said portions.

(2) Transfers may be made from one sub-allotment to another, subject to the following conditions :

- (a) The allotment for any cotton piece-goods year shall not thereby be increased ;
- (b) The amount transferred from the sub-allotment for greys, or from the sub-allotment for bleached (white) goods or from the sub-allotment for coloured (dyed or woven) goods shall not exceed 20 per centum of the amount of such sub-allotment, and the amount transferred from the sub-allotment for coloured printed goods shall not exceed 5 per centum of the amount of such sub-allotment ; and
- (c) The sub-allotment for greys or the sub-allotment for bleached (white) goods or the sub-allotment for coloured (dyed or woven) goods shall not be increased by more

Il est entendu, d'autre part, que si la quantité exportée du Japon en Birmanie, au cours du premier semestre d'une année de cotonnades, dépasse 21 millions de yards, plus ou moins les augmentations ou réductions opérées en vertu de l'article 5, le contingent afférent au deuxième semestre de ladite année sera réduit jusqu'à concurrence du montant du dépassement.

2. Pour les calculs prévus au présent article, ainsi qu'aux articles 5, 7 et 8, on fera abstraction des cotonnades importées en Birmanie, puis réexportées à destination d'un pays autre que l'Inde.

Article 5.

Nonobstant toute disposition contraire des articles précédents :

a) Si les exportations de cotonnades du Japon en Birmanie, au cours d'une année de cotonnades, sont inférieures au contingent de cette année, la différence, jusqu'à concurrence de 2.625.000 yards, pourra être exportée, au cours du premier semestre de l'année de cotonnades suivantes, en sus du contingent prévu pour ce semestre ; et

b) Le Japon pourra exporter en Birmanie une quantité de cotonnades n'excédant pas 2.625.000 yards au cours d'une année de cotonnades autre que celle au cours de laquelle le présent protocole prendra fin, en sus du contingent prévu pour ladite année ; toutefois, cet excédent viendra en déduction du contingent afférent au premier semestre de l'année de cotonnades suivante.

Article 6.

Aux fins du présent protocole, la première année cotonnière partira du 1^{er} octobre 1936 et la première année de cotonnades du 1^{er} avril 1937.

Article 7.

1. Aux fins du présent protocole, les cotonnades seront réparties en quatre catégories, à savoir :

- a) Les tissus écrus ;
- b) Les tissus blanchis (blancs) ;
- c) Les tissus de couleur imprimés ; et
- d) Les tissus de couleur (teints ou tissés) ;

et le contingent afférent à une année de cotonnades sera divisé en contingents subsidiaires pour les quatre catégories, d'après le barème ci-après :

Tissus écrus	15%
Tissus blanchis (blancs)	10%
Tissus de couleur imprimés	45%
Tissus de couleur (teints ou tissés)	30%

et, sous réserve des dispositions de l'alinéa 2, l'exportation des cotonnades pour chacune des catégories et pour toute année de cotonnades sera limitée auxdites fractions.

2. Des virements pourront être opérés d'un contingent subsidiaire à un autre, sous réserve des conditions suivantes :

- a) Le contingent afférent à une année de cotonnades n'en sera pas accru ;
- b) La quantité prélevée sur le contingent subsidiaire des tissus écrus ou sur le contingent subsidiaire des tissus blanchis (blancs) ou encore sur le contingent subsidiaire des tissus de couleur (teints ou imprimés) ne dépassera pas 20% du montant de ce contingent subsidiaire et la quantité prélevée sur le contingent subsidiaire des tissus imprimés de couleur ne dépassera pas 5% du montant de ce contingent ; et
- c) Le contingent subsidiaire des tissus écrus ou le contingent subsidiaire des tissus blanchis (blancs) ou encore le contingent subsidiaire des tissus de couleur (teints ou

than 20 per centum of the amount of such sub-allotment, and the sub-allotment for coloured printed goods shall not be increased by more than 5 per centum of the amount of such sub-allotment.

(3) The principles of the present Article shall apply also to quantities of cotton piece-goods exported from Japan to Burma under Article 5 in excess of the yearly allotments, as if such quantities were yearly allotments.

Article 8.

Not more than 1,050,000 yards of cotton fents, *i.e.*, *bona fide* remnants not exceeding four yards in length, shall be exported from Japan to Burma in any cotton piece-goods year, provided that more than this allotment of cotton fents may be exported from Japan to Burma in any cotton piece-goods year, other than the cotton piece-goods year in which the present Protocol terminates, on condition that the quantity of the excess shall be deducted from the allotment of 1,050,000 yards for the following cotton piece-goods year ; and provided further that if less than this allotment of cotton fents is exported from Japan to Burma in any cotton piece-goods year the quantity of the deficit shall be added to the allotment of 1,050,000 yards for the following cotton piece-goods year.

The Customs duties to be imposed on importation into Burma from Japan of cotton fents shall not exceed 35 per centum *ad valorem*.

Article 9.

Nothing in the present Protocol shall be deemed to affect the rights and obligations arising under the Convention referred to in the preamble hereto.

Article 10.

The present Protocol shall come into force simultaneously with the said Convention, and shall remain in force until the 31st day of March, 1940.

Done in London, in duplicate, this seventh day of June, 1937, corresponding to the seventh day of the sixth month of the twelfth year of Showa.

Anthony EDEN.

Shigeru YOSHIDA.

tissés) ne pourra être augmenté de plus de 20 % de son montant primitif et le contingent subsidiaire des tissus imprimés de couleur ne pourra être augmenté de plus de 5 % de son montant primitif.

3. Les principes énoncés au présent article s'appliquent également aux quantités de cotonnades exportées du Japon en Birmanie, aux termes de l'article 5, en sus des contingents annuels, comme si ces quantités constituaient des contingents annuels.

Article 8.

Le Japon ne pourra exporter en Birmanie plus de 1.050.000 yards de coupes de tissus de coton, c'est-à-dire de coupons *bona fide* ne dépassant pas quatre mètres de long, au cours d'une année de cotonnades ; il est toutefois entendu que le Japon pourra exporter en Birmanie des quantités supérieures à ce contingent de coupons, au cours d'une année de cotonnades autre que celle au cours de laquelle le présent protocole prendra fin, à condition que le dépassement vienne en déduction du contingent de 1.050.000 yards afférent à l'année de cotonnades suivante ; il est entendu au surplus que, si les quantités de coupes de cotonnades exportées du Japon en Birmanie au cours d'une année de cotonnades sont inférieures à ce contingent, la différence sera ajoutée au contingent de 1.050.000 yards de l'année de cotonnades suivante.

Les droits de douane frappant, à leur importation en Birmanie, les coupons de tissus de coton exportés du Japon, ne dépasseront pas 35 % *ad valorem*.

Article 9.

Aucune disposition du présent protocole ne porte atteinte aux droits ni aux obligations découlant de la convention visée dans le préambule dudit protocole.

Article 10.

Le présent protocole entrera en vigueur en même temps que ladite convention et demeurera en vigueur jusqu'au 31 mars 1940.

Fait à Londres, en double expédition, le 7 juin 1937, correspondant au septième jour du sixième mois de la douzième année de Showa.

Anthony EDEN.
Shigeru YOSHIDA.

N° 4283.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET ITALIE**

Echange de notes relatif à l'application future de la Convention signée à Rome le 7 décembre 1934, concernant l'établissement de lignes aériennes de transport. Rome, le 14 décembre 1937.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND ITALY**

Exchange of Notes regarding the Future Application of the Convention signed at Rome on December 7th, 1934, relating to the Establishment of Air Transport Lines. Rome, December 14th, 1937.

No. 4283. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE ITALIAN GOVERNMENT REGARDING THE FUTURE APPLICATION OF THE CONVENTION SIGNED AT ROME ON DECEMBER 7TH, 1934, RELATING TO THE ESTABLISHMENT OF AIR TRANSPORT LINES. ROME, DECEMBER 14TH, 1937.

N° 4283. — SCAMBIO DI NOTE¹ FRA IL GOVERNO DI SUA MAESTÀ NEL REGNO UNITO E IL GOVERNO ITALIANO CONCERNENTE LA FUTURA APPLICAZIONE DELLA CONVENZIONE FIRMATA A ROMA IL 7 DICEMBRE 1934 RELATIVA ALLO STABILIMENTO DI LINEE DI TRASPORTO AEREO. ROMA, IL 14 DICEMBRE 1937.

English and Italian official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Exchange of Notes took place February 8th, 1938.

Textes officiels anglais et italien communiqués par le secrétaire d'État aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 8 février 1938.

I.

BRITISH EMBASSY.

No. 310.

ROME, December 14th, 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to the discussions which have recently taken place in Rome regarding the Convention² signed at Rome on the 7th December, 1934, relating to the establishment of air transport lines, I have the honour to place on record the conclusions which have been reached as regards the future application of this Convention :

(1) Lake Bracciano (the western part of the lake delimited approximately by a line joining Bracciano and Trevignano) shall be added to the landing places and seaplane stations specified in Article 3 (3) which the British air transport companies shall have the right to use.

(2) As regards arrangements with reference to landing places between Italian air transport companies and the Government of the Sudan to be made in accordance with the last paragraph of Article 1 and Article 4 (2), His Majesty's Government in the United Kingdom have ascertained that the Governor-General of the Sudan sees no objection to including in those arrangements, at the request of the Italian air transport companies, the right for the aircraft of those companies, in the operation of commercial air services across the Sudan, to make on homebound flights to Italy a first landing at Khartoum

¹ Came into force December 14th, 1937.

² Vol. CLVIII, page 91, of this Series.

¹ Entré en vigueur le 14 décembre 1937.

² Vol. CLVIII, page 91, de ce recueil.

without being obliged to effect any intermediate landing in Sudanese territory before reaching that place. In the same way aircraft on outward bound flights from Italy will be entitled to make a last landing at Khartoum without effecting any intermediate landing in Sudanese territory after leaving that place.

It is understood that the Italian air services shall also continue to enjoy the right of landing at Kassala on the route Khartoum-Kassala-Asmara.

(3) The arrangements set out in the previous paragraphs of this note will remain in force for the whole period of the validity of the above-mentioned Convention.

I shall be grateful if Your Excellency will confirm the agreement of the Italian Government in this statement of the conclusions reached.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

PERTH.

His Excellency
Count Galeazzo Ciano,
Minister for Foreign Affairs,
Rome.

II.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

MINISTERO
DEGLI AFFARI ESTERI.
243489/146.

ROMA, li 14 dicembre, 1937-XVI.

SIGNOR AMBASCIATORE,

Ho l'onore di accusare ricevuta della nota dell'E. V. in data 14 dicembre 1937 — XVI n. 310 (79/42/37), che nella traduzione italiana si riproduce qui appresso :

« Con riferimento alle conversazioni che hanno avuto luogo recentemente in Roma circa la Convenzione firmata a Roma il 7 dicembre 1934 relativa allo stabilimento di linee di trasporto aereo, ho l'onore di formulare qui di seguito le conclusioni che sono state raggiunte per ciò che riguarda la futura applicazione di tale Convenzione.

1) — Il Lago di Bracciano (la parte occidentale del lago, delimitata approssimativamente da una linea congiungente Bracciano a Trevignano), sarà aggiunto agli aeroporti ed idroscali specificati nell'

II.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
No. 243489/146.

ROME, December 14th, 1937 - XVI.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of the following note from Your Excellency dated December 14th, 1937 - XVI, No. 310 (79/42/37) :

“ With reference to the discussions which have recently taken place in Rome regarding the Convention signed at Rome on the 7th December, 1934, relating to the establishment of air transport lines, I have the honour to place on record the conclusions which have been reached as regards the future application of this Convention.

“ (1) Lake Bracciano (the western part of the lake delimited approximately by a line joining Bracciano and Trevignano) shall be added to the landing places and seaplane stations specified

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

l'articolo 3 (3) che le Compagnie Britaniche di trasporto aereo avranno il diritto di usare.

2) — Per quanto riguarda gli accordi relativi ai posti di atterraggio, fra le Compagnie italiane di trasporto aereo ed il Governo del Sudan, da concludersi in armonia con l'ultimo paragrafo del art. 1 e con l'art. 4 (2), il Governo di S. M. nel Regno Unito si è assicurato che il Governo Generale del Sudan non ha alcuna obiezione ad includere in tali accordi, a richiesta delle Compagnie italiane di trasporto aereo, il diritto per gli apparecchi di queste Compagnie, nell'esercizio del Servizio commerciale aereo attraverso il Sudan, di fare nei voli verso l'Italia un primo scalo a Kartum, senza obbligo di effettuare alcuno scalo intermedio in territorio sudanese, prima di raggiungere questa località. Analogamente gli apparecchi nei voli dell'Italia avranno il diritto di fare un ultimo scalo a Kartum senza effettuare alcuno scalo intermedio in territorio sudanese dopo lasciata questa località.

Resta inteso che i servizi aerei italiani continueranno anche a godere del diritto di atterrare a Kassala sulla rotta Kartum-Kassala-Asmara.

3) — Gli accordi esposti nei precedenti paragrafi di questa nota rimarranno in vigore per l'intero periodo di validità della sopramenzionata Convenzione.

Sarò grato se V. E. vorrà confermarmi che il Governo Italiano concorda in questa formulazione delle conclusioni raggiunte ».

Ho l'onore di comunicare a V. E. che il Governo Fascista è d'accordo su quanto precede.

Gradisca, Signor Ambasciatore, gli atti della mia più alta considerazione.

CIANO.

in Article 3 (3) which the British air transport companies shall have the right to use.

“ (2) As regards arrangements with reference to landing places between Italian air transport companies and the Government of the Sudan to be made in accordance with the last paragraph of Article 1 and Article 4 (2), His Majesty's Government in the United Kingdom have ascertained that the Governor-General of the Sudan sees no objection to including in those arrangements, at the request of the Italian air transport companies, the right for the aircraft of those companies, in the operation of commercial air services across the Sudan, to make on homebound flights to Italy a first landing at Khartoum without being obliged to effect any intermediate landing in Sudanese territory before reaching that place. In the same way aircraft on outward bound flights from Italy will be entitled to make a last landing at Khartoum without effecting any intermediate landing in Sudanese territory after leaving that place.

“ It is understood that the Italian air services shall also continue to enjoy the right of landing at Kassala on the route Khartoum-Kassala-Asmara.

“ (3) The arrangements set out in the previous paragraphs of this note will remain in force for the whole period of the validity of the above-mentioned Convention.

“ I shall be grateful if Your Excellency will confirm the agreement of the Italian Government in this statement of the conclusions reached. ”

I have the honour to inform Your Excellency that the Fascist Government is in agreement with the foregoing note.

I have the honour to be, etc.

CIANO.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4283. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT ITALIEN RELATIF A L'APPLICATION FUTURE DE LA CONVENTION SIGNÉE A ROME LE 7 DÉCEMBRE 1934, CONCERNANT L'ÉTABLISSEMENT DE LIGNES AÉRIENNES DE TRANSPORT. ROME, LE 14 DÉCEMBRE 1937.

I.

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE.

N^o 310.

ROME, le 14 décembre 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Pour faire suite aux échanges de vues qui ont eu lieu récemment à Rome au sujet de la Convention concernant l'établissement de lignes aériennes de transport signée à Rome le 7 décembre 1934, j'ai l'honneur de consigner ci-après les conclusions auxquelles ces échanges de vues ont abouti en ce qui concerne l'application future de cette convention:

1. Le lac Bracciano (la partie occidentale du lac approximativement délimitée par une ligne reliant Bracciano à Trevignano) sera ajouté à la liste des terrains d'atterrissage et plans d'amerrissage indiqués au paragraphe 3 de l'article 3 que les compagnies britanniques de navigation aérienne auront le droit d'utiliser.

2. Quant aux arrangements relatifs aux terrains d'atterrissage qui doivent être conclus entre les compagnies italiennes de navigation aérienne et le Gouvernement soudanais conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article premier et du paragraphe 2 de l'article 4, le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni s'est assuré que le gouverneur général du Soudan ne voit pas d'objection à ce que ces arrangements comportent, à la demande des compagnies italiennes de navigation aérienne, le droit pour les appareils de ces compagnies, dans l'exploitation des services commerciaux aériens à travers le Soudan, d'effectuer au cours de leurs vols à destination de l'Italie une première escale à Khartoum sans être tenus d'effectuer une escale intermédiaire en territoire soudanais avant d'atteindre cette localité. De même, les appareils venant d'Italie auront le droit d'effectuer une dernière escale à Khartoum sans effectuer d'escale intermédiaire en territoire soudanais après avoir quitté cette localité.

Il est entendu que les services italiens de navigation aérienne continueront également à bénéficier du droit d'atterrir à Kassala, sur le trajet Khartoum-Kassala-Asmara.

3. Les arrangements exposés dans les paragraphes précédents de la présente note resteront en vigueur pendant toute la durée de validité de la convention susmentionnée.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Je serais obligé à Votre Excellence de bien vouloir confirmer l'accord du Gouvernement italien sur les conclusions énoncées ci-dessus.

Je saisis cette occasion, etc.

PERTH.

Son Excellence
le comte Galeazzo Ciano,
Ministre des Affaires étrangères,
Rome.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
243489/146.

ROME, le 14 décembre 1937 — XVI.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note suivante de Votre Excellence, en date du 14 décembre 1937 — XVI, N° 310 (79/42/37) :

« Pour faire suite aux échanges de vues qui ont eu lieu récemment à Rome au sujet de la Convention concernant l'établissement de lignes aériennes de transport signée à Rome le 7 décembre 1934, j'ai l'honneur de consigner ci-après les conclusions auxquelles ces échanges de vues ont abouti en ce qui concerne l'application future de cette convention :

» 1. Le lac Bracciano (la partie occidentale du lac approximativement délimitée par une ligne reliant Bracciano à Trevignano) sera ajouté à la liste des terrains d'atterrissage et des plans d'amerrissage indiqués au paragraphe 3 de l'article 3 que les compagnies britanniques de navigation aérienne auront le droit d'utiliser.

» 2. Quant aux arrangements relatifs aux terrains d'atterrissage qui doivent être conclus entre les compagnies italiennes de navigation aérienne et le Gouvernement soudanais conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article premier et du paragraphe 2 de l'article 4, le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni s'est assuré que le gouverneur général du Soudan ne voit pas d'objection à ce que ces arrangements comportent, à la demande des compagnies italiennes de navigation aérienne, le droit pour les appareils de ces compagnies, dans l'exploitation des services commerciaux aériens à travers le Soudan, d'effectuer au cours de leurs vols à destination de l'Italie une première escale à Khartoum sans être tenus d'effectuer une escale intermédiaire en territoire soudanais avant d'atteindre cette localité. De même, les appareils venant d'Italie auront le droit d'effectuer une dernière escale à Khartoum sans effectuer d'escale intermédiaire en territoire soudanais après avoir quitté cette localité.

» Il est entendu que les services italiens de navigation aérienne continueront également à bénéficier du droit d'atterrir à Kassala, sur le trajet Khartoum-Kassala-Asmara.

» 3. Les arrangements exposés dans les paragraphes précédents de la présente note resteront en vigueur pendant toute la durée de validité de la convention susmentionnée.

» Je serais obligé à Votre Excellence de bien vouloir confirmer l'accord du Gouvernement italien sur les conclusions énoncées ci-dessus. »

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement fasciste est d'accord sur ce qui précède.

Veillez agréer, etc.

CIANO.

N° 4284.

GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET PORTUGAL

Echange de notes comportant un accord relatif à la souveraineté sur les îles du fleuve Rovouma et à la frontière entre le territoire du Tanganyika et le Mozambique. Lisbonne, les 11 mai 1936 et 28 décembre 1937.

GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND PORTUGAL

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding Sovereignty over Islands in the River Rovuma and the Boundary between Tanganyika Territory and Mozambique. Lisbon, May 11th, 1936, and December 28th, 1937.

No. 4284. — EXCHANGE OF NOTES ¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE PORTUGUESE GOVERNMENT CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING SOVEREIGNTY OVER ISLANDS IN THE RIVER ROVUMA AND THE BOUNDARY BETWEEN TANGANYIKA TERRITORY AND MOZAMBIQUE. LISBON, MAY 11TH, 1936, AND DECEMBER 28th, 1937.

Nº 4284. — TROCA DE NOTAS ¹ ENTRE O GOVERNO DE SUA MAJESTADE NO REINO UNIDO E O GOVERNO PORTUGUES CONSTITUINDO UN ACORDO RELATIVO Á SOBERANIA SOBRE AS ILHAS DO RIO ROVUMA E Á FRONTEIRA ENTRE O TERRITORIO DO TANGANIKÁ E MOÇAMBIQUE. LISBOA, 11 DE MAIO DE 1936 E 28 DE DECEMBRO DE 1937.

English and Portuguese official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Exchange of Notes took place February 8th, 1938.

Textes officiels anglais et portugais communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 8 février 1938.

I.

BRITISH EMBASSY.

No. 108 (64/14).

LISBON, *May 11th, 1936.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

In accordance with instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to inform Your Excellency that, with the view of clarifying the existing position as regards sovereignty over islands situated in the River Rovuma, and of defining more clearly the boundary between the Tanganyika Territory and Mozambique as laid down in paragraph 2 of the preamble to the Mandate for East Africa, His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland are willing, subject to the approval of the Council of the League of Nations, to conclude with the Government of the Portuguese Republic an Agreement in the following terms :

- (1) All the islands of the Rovuma river situated between the confluence of the River Domoni with the Rovuma river and the mouth of the latter belong to Portugal ;
All the islands situated above the said confluence are part of the Tanganyika Territory.

¹ Came into force February 1st, 1938.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} février 1938.

For the purpose of this Agreement there shall be considered as islands only those which emerge when the river is in full flood and which contain land vegetation and rock or firm soil and are not shifting sandbanks.

(2) Throughout the course of the River Rovuma in those places where there are no islands, the boundary shall follow the thalweg even when the position of the latter is changed by a natural alteration in the bed of the river. By thalweg is understood the line of minimum level along the river bed ;

In places in the river where the channel between the islands and the bank belonging to the other territory does not contain the thalweg of the river, the boundary shall follow the thalweg of that subsidiary channel until it meets the thalweg of the River Rovuma.

(3) Should the bed of the river undergo any alteration in the sense of clause (2) of this Agreement the Government of the territory prejudiced thereby shall have the right, which shall expire at the end of four years, to divert the river into its old bed, or, if this proves impracticable, to compensation on terms to be agreed upon with the Government benefited. But, even in the event of the diversion being practicable, either of the Contracting Parties may, if it prefers, agree upon compensation with the Government of the other territory. In the absence of agreement the contracting Governments will submit the point in dispute to arbitration by the Permanent Court of International Justice.

(4) Freedom of navigation in the River Rovuma, without distinction of nationality, shall be maintained in accordance with the treaties and conventions in force.

(5) In order to supply their needs the inhabitants of both banks shall have the right over the whole breadth of the river to draw water, to fish and to remove saliferous sand for the purpose of extracting salt therefrom.

(6) The local authorities shall conclude whatever agreements may be necessary in order that the inhabitants on both banks may be granted such facilities as are possible with regard to hunting, fishing and the collection of salt in the neighbourhood of the river, without prejudice to the existing sovereign rights and in such measure as may, in the circumstances, be permissible without inconvenience to the two Administrations concerned.

(7) The present Agreement shall not take effect until it has been submitted to the Council of the League of Nations and the approval of the Council has been notified to the contracting Governments. It shall thereafter come into force on a date to be agreed upon between the two Governments.

2. If the Portuguese Government approve of this proposal, I would suggest that the present note and Your Excellency's reply embodying their acceptance of the foregoing provisions be regarded as constituting a formal Agreement in this matter between the two Governments.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Charles WINGFIELD.

His Excellency
Dr. Armindo Monteiro,
Minister for Foreign Affairs.

II.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

MINISTÉRIO
DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS.

DIRECÇÃO GERAL
DOS NEGÓCIOS POLÍTICOS
E ECONÓMICOS.

Pr. 18/2.
Nº 33.

LISBOA, 11 de Maio de 1936.

SENHOR EMBAIXADOR,

Tenho a honra de acusar recepção da Nota de V. Exa. desta data à cerca das ilhas do rio Rovuma e de confirmar que o Governo da República Portuguesa e o Governo de Sua Majestade no Reino Unido da Grã Bretanha e Norte da Irlanda animados do desejo de definirem a fronteira entre a Colónia de Moçambique e o território de Tanganika, tal como se acha delimitado no parágrafo 2º do preâmbulo do Mandato da Africa Oriental, sob reserva da aprovação do Conselho da Sociedade das Nações, convencionaram o seguinte :

(1) Tódas as ilhas do Rio Rovuma que se encontram a Juzante da confluência do Rio Domoni com o Rio Rovuma até à foz dêste último pertencem a Portugal. Tódas as ilhas que ficam a montante da referida confluência pertencerão ao território de Tanganika. Para os efeitos desta convenção considerar-se-ão ilhas apenas aquelas que emergem na época de maior caudal e que tenham vegetação terrestre e solo rochoso ou consistente e que não sejam restingas de areia movediça.

(2) No curso do Rio Rovuma onde nao haja ilhas, a fronteira seguirá o thalweg, ainda quando êste sofra mudança provocada pela alteração natural do leito do rio. Entender-se-á por thalweg a linha de nível mínimo ao longo de leito do rio. Nos pontos do rio onde o canal entre as

II.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

GENERAL DIRECTION OF
POLITICAL
AND ECONOMIC QUESTIONS.

Pr. 18/2.
No. 33.

LISBON, May 11th, 1936.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's note of to-day's date concerning the islands situated in the River Rovuma and to confirm that the Government of the Portuguese Republic and His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, being desirous of defining the boundary between the Colony of Mozambique and Tanganyika Territory as laid down in paragraph 2 of the Preamble to the Mandate for East Africa, subject to the approval of the Council of the League of Nations, have agreed on the following terms :

(1) All the islands of the Rovuma river situated between the confluence of the River Domoni with the Rovuma river and the mouth of the latter belong to Portugal. All the islands situated above the said confluence are part of the Tanganyika Territory. For the purpose of this Agreement there shall be considered as islands only those which emerge when the river is in full flood and which contain land vegetation and rock or firm soil and are not shifting sandbanks.

(2) Throughout the course of the River Rovuma in those places where there are no islands, the boundary shall follow the thalweg even when the position of the latter is changed by a natural alteration in the bed of the river. By thalweg is understood the line of minimum level along

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

ilhas e a margem pertencente ao outro território não contenha o thalweg do rio, a fronteira seguirá o thalweg desse canal até encontrar o thalweg do Rio Rovuma.

(3) Se o leito do rio sofrer alguma alteração nos termos da cláusula (2) deste acôrdo, o Governo do território lesado terá o direito, que prescreverá ao fim de 4 anos, de fazer voltar o rio ao seu antigo leito, ou, se isso fôr impraticável, a uma compensação a convencionar com o Governo beneficiado. Mesmo na hipótese do desvio ser viável, qualquer das Partes Contratantes poderá, se assim preferir, convencionar uma compensação com o Governo do outro território. Em caso de divergência os Governos contratantes submeterão o ponto de divergência a arbitragem do Tribunal Permanente de Justiça Internacional.

(4) A liberdade de navegação no Rio Rovuma, sem distinção de nacionalidades, será mantida em conformidade com os tratados e convenções em vigor.

(5) Para suprir as suas necessidades os habitantes das duas margens do rio gozarão em tôda a largura dêste do direito de tomar água, de pescar e de recolher areias salinas para delas extrair sal.

(6) As autoridades locais celebrarão os acôrds necessários para que aos habitantes das duas margens sejam concedidas as possíveis facilidades relativamente ao exercício da caça, pesca e colheita de sal nas proximidades do rio, sem prejuízo dos direitos de soberania de uma e outra parte e na medida em que as circunstâncias permitam fazê-lo sem inconveniente para as duas Administrações interessadas.

(7) A presente Convenção não entrará em vigor sem que tenha sido submetida ao Conselho da Sociedade das Nações e sem que a aprovação do Conselho tenha sido notificada aos Governos contratantes. Depois de aprovada, conforme fica estipulado, a Convenção entrará em vigor na data a fixar pelos dois Governos.

the river bed. In places in the river where the channel between the islands and the bank belonging to the other territory does not contain the thalweg of the river, the boundary shall follow the thalweg of that channel until it meets the thalweg of the River Rovuma.

(3) Should the bed of the river undergo any alteration in the sense of clause (2) of this Agreement, the Government of the territory prejudiced thereby shall have the right, which shall expire at the end of four years, to divert the river into its old bed, or, if this proves impracticable, to compensation on terms to be agreed upon with the Government benefited. But, even in the event of the diversion being practicable, either of the Contracting Parties may, if it prefers, agree upon compensation with the Government of the other territory. In the absence of agreement the contracting Governments will submit the point in dispute to arbitration by the Permanent Court of International Justice.

(4) Freedom of navigation in the River Rovuma, without distinction of nationality, shall be maintained in accordance with the treaties and conventions in force.

(5) In order to supply their needs the inhabitants of both banks shall have the right over the whole breadth of the river to draw water, to fish and to remove saliferous sand for the purpose of extracting salt therefrom.

(6) The local authorities shall conclude whatever agreements may be necessary in order that the inhabitants on both banks may be granted such facilities as are possible with regard to hunting, fishing and the collection of salt in the neighbourhood of the river, without prejudice to the sovereign rights of both Parties and in such measure as may, in the circumstances, be permissible without inconvenience to the two Administrations concerned.

(7) The present Agreement shall not take effect until it has been submitted to the Council of the League of Nations and the approval of the Council has been notified to the contracting Governments. It shall thereafter come into force on a date to be agreed upon between the two Governments.

2. Como V. Exa. propõe na sua Nota desta data a presente Nota é a de V. Exa. a que respondo ficarão constituindo o acôrdo formal dos dois Governos sobre esta matéria.

Aproveito o ensejo para reiterar a V. Exa os protestos da minha mais alta consideração.

Armindo MONTEIRO.

Sua Excelência
Sir Charles Wingfield,
etc., etc., etc.

2. As Your Excellency proposes in your note of to-day's date, the present note and that of Your Excellency to which I am replying shall be regarded as constituting a formal Agreement in this matter between the two Governments.

I have the honour to be, etc.

Armindo MONTEIRO.

His Excellency
Sir Charles Wingfield,
etc., etc., etc.

III.

BRITISH EMBASSY.

No. 400 (95/5).

LISBON, *December 28th*, 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

The Council of the League of Nations has now approved the Agreement of May 11th, 1936, between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Government of Portugal regarding the sovereignty over the islands situated in the River Rovuma and the boundary between the Tanganyika Territory and Mozambique, and have so notified the contracting Governments.

2. In accordance with sub-paragraph 7 of the notes constituting the Agreement which were exchanged by Their Excellencies Sir Charles Wingfield and Dr. Armindo Monteiro on the above-mentioned date, I have the honour, by direction of His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, to propose that the Agreement should enter into force with effect from February 1st, 1938, and that the present note and Your Excellency's reply should be regarded as constituting a formal agreement in this sense between the two Governments.

I avail myself of this opportunity to express to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

W. SELBY.

His Excellency

Dr. Antonio de Oliveira Salazar,
Minister for Foreign Affairs.

IV.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

Proc. 34,221.

Nº 55.

LISBOA, *28 de Dezembro de 1937.*

SENHOR EMBAIXADOR,

Em resposta à Nota de V. Exa. em data de hoje cabe-me a honra de comunicar a V. Exa que tendo tomado conhecimento da aprovação

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

IV.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

Proc. 34,221.

No. 55.

LISBON, *December 28th*, 1937.

YOUR EXCELLENCY,

In reply to Your Excellency's note of to-day's date, I have the honour to inform Your Excellency that, having taken cognisance of the

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

pelo Conselho da Sociedade das Nações do Acôrdo de 11 de Maio de 1936 entre Portugal e a Gran Bretanha relativo às Ilhas situadas no Rio Rovuma e à delimitação da fronteira entre Moçambique e o território de Tanganica, como consta da acta da 2ª sessão da 98ª reunião do Conselho realizada em 14 de Setembro de 1937, e de harmonia com o disposto na alinea 7ª do N.º 1 daquelas Notas trocadas entre S. Exas. Dr. Armino Monteiro como Ministro dos Negócios Estrangeiros de Portugal e Sir Charles Wingfield como Embaixador de Sua Majestade Britânica, o Govêrno Português concorda com a data de 1 de Fevereiro de 1938 proposta por V. Exa. para a entrada em vigor do referido Acôrdo. Nesta conformidade a presente Nota e a de V. Exa. a que respondo, constituem o compromisso formal dos dois Governos para o efeito da entrada em vigor do citado Acôrdo.

Aproveito a occasiao para reiterar a V. Exa. os protestos da minha mais alta consideração.

Antonio SALAZAR.

Sua Excelência
Sir Walford Selby
& & &.

approval by the Council of the League of Nations of the Agreement of May 11th, 1936, between Portugal and the United Kingdom regarding the islands situated in the River Rovuma and the delimitation of the boundary between Mozambique and Tanganyika Territory as recorded in the minutes of the second meeting of the ninety-eighth session of the Council held on September 14th, 1937, and in accordance with sub-paragraph 7 of No. 1 of the notes exchanged between Their Excellencies Dr. Armino Monteiro, Minister for Foreign Affairs of Portugal, and Sir Charles Wingfield, Ambassador of His Britannic Majesty, the Portuguese Government agrees to the date of February 1st, 1938, proposed by Your Excellency for the entry into force of the said Agreement. The present note and that of Your Excellency to which I am replying therefore constitute a formal agreement between the two Governments in respect of the entry into force of the above-mentioned Agreement.

I have the honour to be, etc.

Antonio SALAZAR.

His Excellency
Sir Walford Selby,
etc., etc., etc.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4284. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT PORTUGAIS COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A LA SOUVERAINETÉ SUR LES ILES DU FLEUVE ROVOUMA ET A LA FRONTIÈRE ENTRE LE TERRITOIRE DU TANGANYIKA ET LE MOZAMBIQUE. LISBONNE, LES 11 MAI 1936 ET 28 DÉCEMBRE 1937.

I.

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE.

N^o 108 (64/14).

LISBONNE, le 11 mai 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

D'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence qu'en vue d'éclaircir la situation existante en ce qui concerne la souveraineté sur les îles situées dans le fleuve Rovouma et de définir plus nettement la frontière entre le territoire du Tanganyika et le Mozambique, telle qu'elle est décrite au paragraphe 2 du Préambule au Mandat pour l'Est africain, le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord est disposé, sous réserve de l'approbation du Conseil de la Société des Nations, à conclure avec le Gouvernement de la République portugaise un accord dans les termes suivants :

1^o Toutes les îles du fleuve Rovouma situées entre le confluent de la rivière Domoni et du fleuve Rovouma et l'embouchure de ce dernier appartiennent au Portugal ;

Toutes les îles situées en amont de ce confluent font partie du territoire du Tanganyika.

Aux fins du présent accord, ne seront considérées comme îles que celles qui émergent à l'époque des hautes eaux et qui contiennent de la végétation terrestre ainsi que du sol rocheux ou ferme et ne sont pas des bancs de sable mouvants.

2^o Sur tout le cours du fleuve Rovouma, partout où il n'y a pas d'îles, la frontière suivra le thalweg, même si celui-ci subit des changements provoqués par une modification naturelle du lit du fleuve. Par thalweg, on entendra la ligne de niveau minimum le long du lit du fleuve.

Sur les points du fleuve où le chenal entre les îles et la rive appartenant à l'autre territoire ne contient pas le thalweg du fleuve, la frontière suivra le thalweg de ce chenal secondaire jusqu'à sa rencontre avec le thalweg du fleuve Rovouma.

3^o Si le lit du fleuve subit des changements de l'ordre de ceux que prévoit la clause N^o 2 du présent accord, le Gouvernement du territoire au préjudice duquel ce changement se sera produit aura le droit, dans un délai de quatre années, de ramener le fleuve dans son ancien lit ou, si cette opération est irréalisable, pourra obtenir un dédommagement aux conditions qui seront fixées d'accord avec le gouvernement du territoire qui aura été avantagé par ledit changement. Toutefois, même s'il est possible de détourner le

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

cours du fleuve, l'une ou l'autre des Parties contractantes pourra, si elle le préfère, s'entendre avec le gouvernement de l'autre territoire au sujet d'un dédommagement. A défaut d'accord, les gouvernements contractants soumettront le point en litige à l'arbitrage de la Cour permanente de Justice internationale.

4° La liberté de navigation sur le fleuve Rovouma, sans distinction de nationalité, sera maintenue conformément aux traités et conventions en vigueur.

5° Pour répondre à leurs besoins, les habitants des deux rives auront le droit, sur toute la largeur du fleuve, de puiser de l'eau, de se livrer à la pêche et de retirer des sables salifères pour en extraire le sel.

6° Les autorités locales concluront les accords nécessaires pour permettre dans la mesure du possible aux habitants des deux rives de se livrer à la chasse, à la pêche et à l'extraction du sel au voisinage du fleuve, sans préjudice des droits de souveraineté existants et pour autant que le permettront les circonstances sans que les deux administrations intéressées en subissent des inconvénients.

7° Le présent accord ne prendra effet qu'après avoir été soumis au Conseil de la Société des Nations et après que l'approbation du Conseil aura été notifiée aux gouvernements contractants. Il entrera alors en vigueur à la date qui sera fixée d'un commun accord par les deux gouvernements.

2. Si le Gouvernement portugais se rallie à cette proposition, je suggère que la présente note et la réponse de Votre Excellence contenant l'acceptation par votre gouvernement des dispositions qui précèdent soient considérées comme constituant l'accord officiel intervenu en cette matière entre les deux gouvernements.

Je saisis cette occasion, etc.

Charles WINGFIELD.

Son Excellence
le D^r Armindo Monteiro,
Ministre des Affaires étrangères.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

DIRECTION GÉNÉRALE
DES QUESTIONS POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES.

Pr. 18/2.

N° 33.

LISBONNE, le 11 mai 1936.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence en date de ce jour relative aux îles du fleuve Rovouma et de confirmer que le Gouvernement de la République portugaise et le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, désireux de définir la frontière entre la colonie du Mozambique et le territoire du Tanganyika, telle qu'elle est délimitée au paragraphe 2 du Préambule au Mandat pour l'Est africain, sous réserve de l'approbation du Conseil de la Société des Nations, sont convenus de ce qui suit :

1° Toutes les îles du fleuve Rovouma situées entre le confluent de la rivière Domoni et du fleuve Rovouma et l'embouchure de ce dernier appartiennent au Portugal. Toutes les îles situées en amont de ce confluent font partie du territoire du Tanganyika. Aux fins du présent accord, ne seront considérées comme îles que celles qui émergent à l'époque des hautes eaux et qui contiennent de la végétation terrestre ainsi que du sol rocheux ou ferme et ne sont pas des bancs de sable mouvants.

2° Sur tout le parcours du fleuve Rovouma, partout où il n'y a pas d'îles, la frontière suivra le thalweg, même si celui-ci subit des changements provoqués par une modification

naturelle du lit du fleuve. Par thalweg, on entendra la ligne de niveau minimum le long du lit du fleuve. Sur les points du fleuve où le chenal entre les îles et la rive appartenant à l'autre territoire ne contient pas le thalweg du fleuve, la frontière suivra le thalweg de ce chenal jusqu'à sa rencontre avec le thalweg du fleuve Rovouma.

3° Si le lit du fleuve subit des changements de l'ordre de ceux que prévoit la clause N° 2 du présent accord, le gouvernement du territoire au préjudice duquel ce changement se sera produit aura le droit, dans un délai de quatre années, de ramener le fleuve dans son ancien lit ou, si cette opération est irréalisable, pourra obtenir un dédommagement aux conditions qui seront fixées d'accord avec le gouvernement du territoire qui aura été avantagé par ledit changement. Toutefois, même s'il est possible de détourner le cours du fleuve, l'une ou l'autre des Parties contractantes pourra, si elle le préfère, s'entendre avec le gouvernement de l'autre territoire au sujet d'un dédommagement. En cas de divergence, les gouvernements contractants soumettront le point en litige à l'arbitrage de la Cour permanente de Justice internationale.

4° La liberté de navigation sur le fleuve Rovouma, sans distinction de nationalité, sera maintenue conformément aux traités et conventions en vigueur.

5° Pour répondre à leurs besoins, les habitants des deux rives auront le droit, sur toute la largeur du fleuve, de puiser de l'eau, de se livrer à la pêche et de retirer des sables salifères pour en extraire le sel.

6° Les autorités locales concluront les accords nécessaires pour permettre dans la mesure du possible aux habitants des deux rives de se livrer à la chasse, à la pêche et à l'extraction du sel au voisinage du fleuve, sans préjudice des droits de souveraineté existants et pour autant que le permettront les circonstances sans que les deux administrations intéressées en subissent des inconvénients.

7° Le présent accord ne prendra effet qu'après avoir été soumis au Conseil de la Société des Nations et après que l'approbation du Conseil aura été notifiée aux gouvernements contractants. Il entrera alors en vigueur à la date qui sera fixée d'un commun accord par les deux gouvernements.

2. Comme Votre Excellence le propose dans sa note de ce jour, la présente note et celle de Votre Excellence à laquelle je répons constitueront l'accord officiel des deux gouvernements en cette matière.

Je saisis cette occasion, etc.

Armindo MONTEIRO.

Son Excellence
Sir Charles Wingfield,
etc., etc., etc.

III.

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE.

N° 400 (95/5)

LISBONNE, le 28 décembre 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Le Conseil de la Société des Nations a maintenant approuvé l'Accord conclu le 11 mai 1936 entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement du Portugal relatif à la souveraineté sur les îles situées dans le fleuve Rovouma et à la frontière entre le territoire du Tanganyika et le Mozambique, et a notifié cette approbation aux gouvernements contractants.

2. Conformément à l'alinéa 7 des notes constituant l'accord qui ont été échangées par Leurs Excellences sir Charles Wingfield et le D^r Armindo Monteiro à la date susmentionnée, j'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de proposer que

l'accord entre en vigueur à partir du premier février 1938 et que la présente note et la réponse de Votre Excellence soient considérées comme constituant un accord officiel en ce sens entre les deux gouvernements.

Je saisis cette occasion, etc.

W. SELBY.

Son Excellence
le Dr Antonio de Oliveira Salazar,
Ministre des Affaires étrangères.

IV.

Proc. 34,221.
N° 55.

LISBONNE, le 28 décembre 1937.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

En réponse à la note de Votre Excellence en date de ce jour, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence qu'ayant pris connaissance de l'approbation par le Conseil de la Société des Nations de l'Accord du 11 mai 1936 entre le Portugal et la Grande-Bretagne concernant les îles situées dans le fleuve Rovouma et la délimitation de la frontière entre le Mozambique et le territoire du Tanganyika, ainsi qu'il ressort du procès-verbal de la deuxième séance de la quatre-vingt-dix-huitième session du Conseil, tenue le 14 septembre 1937, et conformément aux dispositions du septième alinéa du N° 1 des notes échangées entre Leurs Excellences le Dr Armindo Monteiro, en sa qualité de ministre des Affaires étrangères du Portugal, et sir Charles Wingfield, en sa qualité d'ambassadeur de Sa Majesté britannique, le Gouvernement portugais accepte la date du 1^{er} février 1938 proposée par Votre Excellence pour l'entrée en vigueur de l'accord en question. En conséquence, la présente note et celle de Votre Excellence à laquelle je réponds constituent l'accord officiel des deux gouvernements aux fins de l'entrée en vigueur dudit accord.

Je saisis cette occasion, etc.

Antonio SALAZAR.

Son Excellence
Sir Walford Selby,
etc., etc., etc.

N° 4285.

GRÈCE ET SUÈDE

Accord concernant les échanges commerciaux entre les deux pays.
Signé à Athènes, le 1^{er} février 1938.

GREECE AND SWEDEN

Agreement regarding Commercial Exchanges between the Two Countries. Signed at Athens, February 1st, 1938.

N° 4285. — ACCORD CONCERNANT LES ÉCHANGES COMMERCIAUX
ENTRE LA GRÈCE ET LA SUÈDE. SIGNÉ A ATHÈNES, LE
1^{er} FÉVRIER 1938.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 14 février 1938.

LE GOUVERNEMENT ROYAL SUÉDOIS et LE GOUVERNEMENT ROYAL HELLÉNIQUE, désireux de faciliter les échanges commerciaux entre la Suède et la Grèce, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Tous montants en devises provenant d'achats par le marché suédois durant l'année 1938 de tabacs de la récolte de 1937 ou d'années antérieures et d'autres marchandises helléniques importées en Suède d'origine et en provenance de la Grèce, seront — déduction faite d'un montant correspondant au tiers du solde actif existant en faveur de la Suède et résultant de l'application de l'Accord¹ du 31 décembre 1936 — exclusivement affectés à l'achat de marchandises suédoises à importer en Grèce.

Le Gouvernement hellénique s'engage à veiller à ce que, lors de l'octroi de devises pour l'achat des marchandises suédoises ici considérées, soit maintenue, d'une façon générale, la composition des importations de marchandises suédoises qui ressort des chiffres moyens afférents aux années 1934 à 1936 pour autant, bien entendu, que la demande correspondante existerait sur le marché intérieur grec.

Article II.

La Banque de Grèce tiendra un compte d'ordre statistique des paiements effectués, comme prévu à l'article premier, pour l'achat des marchandises en provenance de chacun des deux pays importés dans l'autre.

Ce compte sera libellé en couronnes suédoises, les montants inscrits sur les factures en d'autres monnaies devant être convertis en couronnes suédoises suivant le cours du jour coté à la Banque de Grèce.

Article III.

Le règlement des créances résultant de l'achat des marchandises importées de l'un des deux pays dans l'autre continuera à s'effectuer, tout comme jusqu'ici, par l'octroi, dans le cadre des règlements en vigueur dans le pays importateur, et par le libre transfert des devises nécessaires au paiement de la valeur des marchandises considérées.

¹ Vol. CLXXIV, page 87, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4285. — AGREEMENT REGARDING COMMERCIAL EXCHANGES
BETWEEN GREECE AND SWEDEN. SIGNED AT ATHENS,
FEBRUARY 1ST, 1938.

French official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place February 14th, 1938.

THE ROYAL GOVERNMENT OF SWEDEN and THE ROYAL GOVERNMENT OF GREECE, being desirous of facilitating commercial exchanges between Sweden and Greece, have agreed as follows :

Article I.

All sums in foreign currency arising from purchases made by the Swedish market in 1938 of tobacco harvested in 1937 or previous years, or of other Greek goods of Greek origin or provenance imported into Sweden, shall, after deduction of a sum corresponding to one-third of the balance in favour of Sweden resulting from the application of the Agreement² of December 31st, 1936, be exclusively devoted to the purchase of Swedish goods for importation into Greece.

The Greek Government undertakes to ensure the maintenance in a general way, at the time of assignment of currency for the purchase of the Swedish goods here under consideration, of the composition of imports of Swedish goods as shown in the average figures for the years 1934-1936, in so far, naturally, as the corresponding demand exists on the Greek home market.

Article II.

The Bank of Greece shall keep a statistical account of the payments effected as stipulated in Article I for the purchase of goods imported from either of the countries into the other.

This account shall be kept in Swedish crowns, the amounts stated on invoices in other currencies to be converted into Swedish crowns at the rate of exchange on the day quoted at the Bank of Greece.

Article III.

The settlement of claims arising out of the purchase of goods imported from either of the two countries into the other shall continue to be effected as hitherto, by the assignment, under the regulations in force in the importing country, and by the free transfer of the foreign exchange necessary for the payment of an amount equal to the value of the goods in question.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Vol. CLXXIV, page 87, of this Series.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article IV.

Les produits d'origine grecque, à l'exception du tabac et des autres produits grecs constituant les importations normales en Suède, pourront faire l'objet de compensations privées avec des produits d'origine suédoise, à la condition de l'obtention, dans chaque cas particulier, d'une autorisation spéciale des Autorités compétentes des deux pays.

Article V.

Toute cession de change par l'Aktiebolaget Svenska Tobaksmonopolet ou par ses représentants et fournisseurs en Grèce sera assujettie à la retenue légale, décomptée au cours de l'ancienne parité, aussi longtemps que cette retenue est imposée par la loi.

Le change importé comme ci-dessus confèrera à l'Aktiebolaget Svenska Tobaksmonopolet la faculté d'exporter, soit lui-même directement, soit par l'intermédiaire de ses représentants et fournisseurs, la quantité correspondante de tabacs.

Article VI.

Le Gouvernement hellénique s'engage à autoriser, au profit de ceux de ses ressortissants qui ont à régler en Suède des dettes commerciales arriérées résultant d'échanges commerciaux et contractées antérieurement au 26 avril 1932, l'exportation d'un pourcentage semestriel de change étranger de 15 % du montant de ces dettes, accordé, sur la demande des débiteurs grecs intéressés, pendant la durée du présent accord.

Le transfert de ce change sera autorisé sans préjudice du transfert du change correspondant aux intérêts moratoires, prévus par la loi monétaire hellénique du 26 avril 1932.

Article VII.

Le présent accord est conclu pour une durée d'une année à partir du 1^{er} février 1938.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent accord et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Athènes, en double exemplaire, le 1^{er} février 1938.

(Signé) W. WINTHER.

(Signé) N. MAVROUDIS.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 11 février 1938.

Le Chef des Archives,
Torsten Gihl.

Article IV.

Produce of Greek origin, except tobacco and other Greek products constituting normal imports into Sweden, may be made the object of private compensation with produce of Swedish origin, provided that a special authorisation is obtained in each particular case from the competent authorities of the two countries.

Article V.

Any transfer of currency by the Aktiebolaget Svenska Tobaksmonopolet (Swedish Tobacco Monopoly Company) or by its representatives and suppliers in Greece shall be subject to the legally prescribed deduction, calculated at the former parity rate, so long as such deduction is required by law.

The currency imported as above shall entitle the Aktiebolaget Svenska Tobaksmonopolet to export the corresponding quantity of tobacco, either itself directly or through the intermediary of its representatives and suppliers.

Article VI.

The Greek Government undertakes to authorise, for the benefit of such of its nationals as have to settle in Sweden commercial debts in arrear resulting from commercial exchanges and contracted before April 26th, 1932, the export of a half-yearly percentage in foreign currency amounting to 15 % of such debts granted at the request of the Greek debtors concerned while the present Agreement is in force.

Such a transfer of currency shall be authorised without prejudice to the transfer of currency corresponding to the arrears of interest referred to in the Greek Monetary Law of April 26th, 1932.

Article VII.

The present Agreement is concluded for a duration of one year, from February 1st, 1938, onwards.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Athens, this first day of February, 1938.

(Signed) W. WINTHER.

(Signed) N. MAVROUDIS.

N° 4286.

FRANCE ET SUÈDE

Echange de notes comportant un arrangement concernant les relations commerciales entre les deux pays. Paris, le 31 janvier 1938.

FRANCE AND SWEDEN

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding Commercial Relations between the Two Countries. Paris, January 31st, 1938.

N^o 4286. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS FRANÇAIS ET SUÉDOIS COMPORTANT UN ARRANGEMENT CONCERNANT LES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LES DEUX PAYS. PARIS, LE 31 JANVIER 1938.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 17 février 1938.

LETTRE N^o 1.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
DIRECTION DES AFFAIRES POLITIQUES
ET COMMERCIALES.
RELATIONS COMMERCIALES.

PARIS, le 31 janvier 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous confirmer les résultats des conversations qui viennent d'avoir lieu entre nos deux gouvernements, à l'effet de faciliter, dans la mesure du possible, les échanges entre la France et la Suède, conversations qui ont abouti à la rédaction de l'arrangement ci-après :

a) La Suède recevra sur les contingents globaux existants ou qui seraient institués, une quote-part calculée d'après le rapport du montant des importations de produits suédois à celui des importations totales des mêmes produits pendant la période de base. Ce calcul sera fait suivant les mêmes méthodes que pour tout autre pays.

b) Le Gouvernement français se réserve le droit de négocier soit avec la Suède, soit avec tout autre pays, le solde du contingent global, une fois attribuée à la Suède la part qui lui est garantie par le paragraphe précédent.

c) En matière de gestion de contingents, la Suède bénéficiera, sur la demande qui en serait faite par son gouvernement, dans les mêmes conditions et sous les mêmes réserves, pour un même produit, du traitement le plus favorable accordé à un pays tiers.

d) Dans le cas où les statistiques douanières françaises indiqueraient qu'un contingent intéressant la Suède est épuisé, les autorités françaises, avant de suspendre les importations de l'espèce, avertiront la Légation de Suède à Paris. L'avis notifiant aux importateurs l'épuisement du contingent ne pourra être publié que dix jours au moins après cet avis, ce délai devant permettre aux autorités suédoises de présenter, le cas échéant, tout renseignement statistique susceptible de modifier la décision. Dans le cas où il serait reconnu que le contingent a été effectivement épuisé, tous les dépassements constatés seraient imputés sur le contingent de la période suivante.

e) Le Gouvernement français examinera avec la plus grande bienveillance la possibilité de procéder au report d'un trimestre sur l'autre de la part non utilisée des contingents

¹ Entré en vigueur le 31 janvier 1938.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATOIN.

No. 4286. — EXCHANGE OF NOTES² BETWEEN THE FRENCH AND SWEDISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. PARIS, JANUARY 31ST, 1938.

French official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place February 17th, 1938.

LETTER NO. I.

FRENCH REPUBLIC.
MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.
DEPARTMENT
OF POLITICAL AND COMMERCIAL AFFAIRS.
COMMERCIAL RELATIONS.

PARIS, *January 31st, 1938.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to confirm the results of the recent conversations which have taken place between our two Governments with a view to facilitating, as far as possible, trade between France and Sweden and which have led to the drafting of the following Agreement :

(a) Of the aggregate quotas which are at present established or which may hereafter be established, Sweden shall receive a share calculated according to the ratio between the imports of Swedish products and the total imports of the same products during the basic period. This calculation shall be made according to the same methods as are followed in regard to any other country.

(b) The French Government reserves the right to negotiate either with Sweden or with any other country concerning the remainder of the aggregate quota, once there has been allotted to Sweden the share guaranteed to her by the preceding paragraph.

(c) As regards the administration of quotas, Sweden shall be granted, on her Government so requesting, and under the same conditions and subject to the same reservations concerning the same product, the most favourable treatment accorded to any third country.

(d) Should the French Customs statistics show that a quota granted to Sweden has been drawn upon to its full amount, the French authorities, before suspending imports of the product concerned, shall notify the Swedish Legation in Paris. The notice informing importers that the quota has been drawn upon to its full amount shall be published not sooner than ten days after this notification, this interval being such as to enable the Swedish authorities to present, should they so desire, any statistical particulars in view of which the decision might be modified. Should it be recognised that the quota has in fact been drawn upon to its full amount, all amounts imported in excess shall be entered under the quota of the following period.

(e) The French Government will give the most favourable consideration to the possibility of carrying forward from one quarter to the next the unutilised portion of the

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force January 31st, 1938.

attribués à la Suède. Il appartiendra à la Légation de Suède à Paris d'indiquer, à la fin de chaque trimestre, les quantités qu'elle désire voir reporter, l'Administration française ayant toutefois le droit de procéder à une vérification des chiffres qui seront produits.

f) En outre, le Gouvernement français examinera avec bienveillance les demandes tendant à permettre, dans des cas particuliers, l'utilisation anticipée, pendant un trimestre déterminé, d'une fraction des contingents afférents au trimestre suivant.

g) Les cas spéciaux provenant de différence d'interprétation technique qui pourront être signalés par la Légation de Suède à Paris seront examinés avec la plus grande bienveillance.

h) Les demandes que cette Légation présenterait concernant l'attribution éventuelle de contingents supplémentaires en tenant compte de chaque cas d'espèce et des conditions du marché français, seront instruites avec toute la bienveillance possible.

Les avantages définis ci-dessus seront accordés à la Suède à la condition que le Gouvernement royal fasse bénéficier les marchandises françaises ci-dessous énumérées des réductions tarifaires suivantes :

N° de la statistique	N° du tarif des douanes suédoises	Désignation des marchandises	Droit antérieur		Droit actuel	
			ordinaire	additionnel	ordinaire	additionnel
			<i>En couronnes les 100 kg.</i>			
12	7	Foies gras	100	300	100	200
151	72,1	Dattes	50	—	10	—
282	118	Pâté de foie gras.	500	300	400	—
Ex 321	Ex 143	Conserves de champignons . .	50	25	50	—
			<i>En couronnes les 100 litres</i>			
340	Ex 154	Liqueurs.	250	—	175	—
350	Ex 158	Cognac en bouteilles	200	—	125	—
			<i>En couronnes les 100 kg.</i>			
596	Ex 264	Savons, etc., autres.	100	—	80	—

Les dispositions du présent arrangement auront effet jusqu'au 31 décembre 1938.

Toutefois, si au cours de l'exécution du présent arrangement, par suite de mesures prises par une des Parties contractantes, l'autre Partie estimait que la situation nouvelle ne permet pas l'exécution de l'arrangement, elle aurait le droit de demander l'ouverture de négociations en vue d'y apporter des modifications. Si ces négociations n'aboutissaient pas dans les trente jours après la réception de cette demande à un résultat satisfaisant, le gouvernement qui l'aurait faite aurait la faculté de mettre fin à l'arrangement en entier ou partiellement, moyennant préavis de trente jours.

Je vous serais obligé de bien vouloir me faire connaître si le Gouvernement suédois est d'accord avec le Gouvernement français sur l'adoption des dispositions dont il s'agit.

Agrérez, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Monsieur Hennings,
Ministre de Suède
à Paris.

Pour le Ministre des Affaires étrangères
et par délégation :

L'Ambassadeur de France
Secrétaire général,
(Signé) Alexis LÉGER.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 15 février 1938.

Le Chef des Archives,
Torsten Gihl.

quotas granted to Sweden. It will be for the Swedish Legation in Paris, at the end of each quarter, to state the quantities it desires to have carried forward, the French Administration retaining the right, however, to examine the figures produced.

(f) The French Government will also give favourable consideration to requests for an authorisation, in particular cases, to utilise in advance, during a given quarter, a portion of the quotas granted in respect of the following quarter.

(g) Any special cases arising from divergent technical interpretations, to which attention is drawn by the Swedish Legation in Paris, shall receive the most favourable consideration.

(h) Any requests presented by the above-mentioned Legation regarding the possible allotting of additional quotas, account being taken of the circumstances of each particular case and of the conditions obtaining on the French market, shall be most favourably examined.

The advantages defined above shall be granted to Sweden on condition that the Royal Government consents to the following reductions in Customs duties in respect of the French goods listed below :

Statistics number	Number in Swedish Customs tariff	Description of goods	Former duty		New duty	
			Ordinary	Additional	Ordinary	Additional
			<i>In crowns per 100 kg.</i>			
12	7	Foies gras	100	300	100	200
151	72, I	Dates	50	—	10	—
282	118	Pâté de foie gras	500	300	400	—
Ex 321	Ex 143	Preserved mushrooms	50	25	50	—
			<i>In crowns per 100 litres</i>			
340	Ex 154	Liqueurs	250	—	175	—
350	Ex 158	Cognac, in bottles	200	—	125	—
			<i>In crowns per 100 kg.</i>			
596	Ex 264	Soaps, etc., other	100	—	80	—

The provisions of the present Agreement shall remain in force until December 31st, 1938.

Nevertheless, if while the present Agreement is in operation one of the Contracting Parties should consider that, as a result of measures adopted by the other Party, the new situation does not permit of the application of the Agreement, it shall be entitled to request the opening of negotiations with a view to making modifications therein. Should these negotiations not lead to a satisfactory result within thirty days of the receipt of this request, the Government making the request may terminate the Agreement wholly or in part, subject to giving thirty days' notice.

I should be glad if you would inform me whether the Swedish Government is in agreement with the French Government regarding the adoption of the provisions in question.

I have the honour to be, etc.

Monsieur Hennings,
Swedish Minister,
Paris.

For and on behalf of the Minister for Foreign Affairs :

(Signed) Alexis LÉGER,

French Ambassador, Secretary-General.

LETTRE N° 1 a.

LÉGATION DE SUÈDE.

PARIS, le 31 janvier 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Vous avez bien voulu m'adresser une lettre en date de ce jour, ainsi conçue :

» J'ai l'honneur

 dont il s'agit. »

J'ai l'honneur de vous accuser réception de cette communication dont je prends acte au nom de mon gouvernement.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

(Signé) Einar HENNINGS.

Son Excellence
 Monsieur Delbos,
 Ministre des Affaires étrangères,
 etc., etc., etc.,
 Paris.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
 au Ministère royal des Affaires étrangères,
 le 15 février 1938.

Le Chef des Archives,
 Torsten Gihl.

LETTRE N° 2.

LÉGATION DE SUÈDE.

PARIS, le 31 janvier 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à l'échange de lettres en date de ce jour, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence qu'en contre-partie des contingents supplémentaires accordés à la Suède, il a été convenu ce qui suit :

I. Le Gouvernement suédois s'engage à maintenir, tant que l'arrangement signé ce jour même restera en vigueur, les droits du tarif des douanes suédois, indiqués sur la liste ci-dessous et inférieurs à ceux appliqués avant le 15 mars 1933 :

LETTER NO. 1a.

SWEDISH LEGATION.

PARIS, *January 31st, 1938.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

You were good enough to send me a letter dated this day, reading as follows :

“ I have the honour

 in question. ”

I have the honour to acknowledge receipt of this communication, of which I take note on behalf of my Government.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Einar HENNINGS.

His Excellency
 Monsieur Delbos,
 Minister for Foreign Affairs,
 etc., etc., etc.,
 Paris.

LETTER NO. 2.

SWEDISH LEGATION.

PARIS, *January 31st, 1938.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to the exchange of letters dated this day, I have the honour to inform you that, in return for the supplementary quotas granted to Sweden, it has been agreed as follows :

I. The Swedish Government undertakes to maintain, as long as the Agreement signed this day remains in force, the duties in the Swedish Customs tariff listed below, which are lower than those in force before March 15th, 1933 :

N° du tarif douanier suédois	N° statistique suédois	Désignation des marchandises	Droits appliqués avant le 15 mars 1933		Droits actuels	
			Droit ordinaire	Droit additionnel	Droit ordinaire	Droit additionnel
			<i>Couronnes les 100 kg.</i>			
Ex 36	89	Mimosa, bruyère en branches	500	500	200	—
Ex 70	145	Noix	30	—	20	—
Ex 71	147	Amandes en coque	35	—	25	—
151	334	Vins mousseux, par 100 litres	400	—	100	—
Ex 185	467	Vinaigre en récipients, autres, sans tenir compte du degré d'acidité	100	—	50	—
210	524	Huiles et essences de térébenthine	5	—	3	—
261	592	Poudres, fards et mastics pour soins de beauté	100	400	100	100
262	593	Eaux de senteur, de toilette, parfumerie, et produits cosmétiques non désignés ailleurs. Corsets et gaines de soie avec des fils de caoutchouc	300	200	300	100
Ex 460 et ex 591 et 461	Ex 993 et ex 1151 et 994	Tissus imperméables ne contenant pas de soie, combinés avec du caoutchouc	3.000	—	600	—
			200	—	175	—

II. Le Gouvernement suédois s'engage à proposer au Parlement, aussitôt que possible, que le droit de douane sur la vanille (vanilline et succédanés de la vanille exceptés) soit réduit de 25 couronnes à 8 couronnes par kilo.

Le nouveau droit sera mis en vigueur dans le moindre délai après son approbation par le Parlement suédois.

III. Le Gouvernement suédois déclare qu'il n'a pas l'intention de mettre en vigueur, avant le 1^{er} décembre 1938, des droits de douane différents de ceux actuellement appliqués pour les produits ci-dessous ; en tout état de cause, les droits nouveaux n'excéderont pas le taux appliqué avant le 15 mars 1933.

N° du tarif douanier suédois	N° statistique suédois	Désignation des marchandises	Droits appliqués avant le 15 mars 1933		Droits actuels	
			Droit ordinaire	Droit additionnel	Droit ordinaire	Droit additionnel
			<i>Couronnes les 100 kg.</i>			
Ex 56	113	Asperges (du 1 ^{er} décembre au 1 ^{er} mai)	50	100	50	—
Ex 57	116	Légumes frais, autres : Haricots verts (du 1 ^{er} décembre au 1 ^{er} mai)	15	25	15	—
		Salades (du 1 ^{er} décembre au 1 ^{er} mai)	15	25	15	—
		Artichauts (du 1 ^{er} décembre au 15 juin)	15	25	15	—

Number of Swedish Customs tariff	Swedish statistical number	Description of goods	Duties applicable before March 15th, 1933		Present duties	
			Ordinary duty	Supplementary duty	Ordinary duty	Supplementary duty
			<i>Crowns per 100 kg.</i>			
Ex 36	89	Mimosa, broom in branches . .	500	500	200	—
Ex 70	145	Walnuts	30	—	20	—
Ex 71	147	Almonds, unshelled	35	—	25	—
151	334	Sparkling wines, per 100 litres.	400	—	100	—
Ex 185	467	Vinegar in other vessels, without reference to the strength of the acid	100	—	50	—
210	524	Turpentine oils and essences .	5	—	3	—
261	592	Powders, rouges and beauty creams	100	400	100	100
262	593	Sweet-smelling or toilet waters, perfumes and cosmetics not classed under any other heading	300	200	300	100
Ex 460 and ex 591 461	Ex 993 and ex 1151 994	Corsets and girdles of silk with rubber threads	3,000	—	600	—
		Waterproof fabrics not containing silk, combined with rubber	200	—	175	—

II. The Swedish Government undertakes to propose to Parliament as soon as possible that the Customs duty on vanilla (except vanillin and substitutes of vanilla) be reduced from 25 to 8 crowns per kilogramme.

The new duty shall come into force at the earliest possible moment after it has been approved by the Swedish Parliament.

III. The Swedish Government declares that, in respect of the products mentioned below, it does not intend to apply, before December 1st, 1938, Customs duties other than those at present in force; the new duties shall in no event exceed the rates applicable before March 15th, 1933.

Number of Swedish Customs tariff	Swedish statistical number	Description of goods	Duties applicable before March 15th, 1933		Present duties	
			Ordinary duty	Supplementary duty	Ordinary duty	Supplementary duty
			<i>Crowns per 100 kg.</i>			
Ex 56	113	Asparagus (from December 1st to May 1st)	50	100	50	—
Ex 57	116	Fresh vegetables, other kinds:				
		French beans (from December 1st to May 1st)	15	25	15	—
		Lettuces (from December 1st to May 1st)	15	25	15	—
		Artichokes (from December 1st to June 15th)	15	25	15	—

IV. Le Gouvernement suédois s'engage, tant que l'arrangement signé ce jour même restera en vigueur, à ne présenter au Parlement aucune proposition tendant à porter les droits du tarif douanier suédois indiqués à la liste ci-dessous à un taux supérieur à celui qui était en vigueur avant le 15 mars 1933 :

N° du tarif douanier suédois	N° statistique suédois	Désignation des marchandises	Droits appliqués avant le 15 mars 1933		Droits actuels	
			Droit ordinaire	Droit additionnel	Droit ordinaire	Droit additionnel
Ex 24	69	Fromages de dessert (<i>Dessertost</i>)				
Ex 36	89	Fleurs naturelles coupées fraîches (orchidées exceptées)	20	30	20	—
			500	500	500	—

V. Le Gouvernement suédois a pris les dispositions suivantes, relatives à l'usage du mot « vin » en Suède : Les boissons fermentées qui, aux termes du paragraphe premier de l'ordonnance royale du 14 juin 1917 modifiée par les dispositions de l'ordonnance royale du 11 juin 1926, étaient considérées comme vins mais qui ne sont pas fabriquées avec du jus de raisin, devront désormais, lorsqu'elles sont offertes à la vente ou vendues, être désignées de façon à indiquer d'une manière visible que la boisson a été fabriquée avec des matières autres que du jus de raisin (par exemple fruktvin, bärvin, äppelvin, etc.). Il sera interdit de désigner ces boissons sous le nom de « vin » ou par tout autre mot de langue étrangère ayant le même sens ; seule l'utilisation de mots composés comme ceux indiqués plus haut est autorisée.

VI. En ce qui concerne le commerce des produits vinicoles, la réglementation suédoise contient les dispositions suivantes :

1° La consommation des vins et vins mousseux français d'une teneur en alcool égale ou inférieure à 14 degrés n'est pas limitée.

2° Les certificats d'origine délivrés par les laboratoires officiels français sont acceptés en Suède comme preuve que les vins et vins mousseux importés de France remplissent les conditions requises au point de vue hygiénique par la législation française relative à la répression des fraudes et, en conséquence, donnent satisfaction à la réglementation suédoise.

3° Les vins et vins mousseux ne sont pas soumis à un régime moins favorable que les boissons de fruits au point de vue des réglementations administratives et fiscales.

4° Conformément au régime édicté en Suède par le paragraphe 50 de l'ordonnance royale du 14 juin 1917, les particuliers peuvent obtenir, pour leur propre consommation, l'importation et le transport de toutes marques de vins et vins mousseux français, sans limitation de quantités.

5° Les vins et vins mousseux français ne sont pas soumis à des restrictions spéciales, à des taxes ou à des charges intérieures qui auraient pour résultat de comprimer les importations.

VII. Le monopole suédois des vins et spiritueux (Aktiebolaget Vin- och Spritcentralen) a pris vis-à-vis du Gouvernement suédois l'engagement d'assurer, dans la mesure où le prescrit la réglementation française, le respect des appellations régionales des produits vinicoles français et de protéger ces produits contre toutes les formes de la concurrence déloyale, notamment en ce qui concerne l'emploi, à des fins commerciales, de fausses indications relatives au lieu d'origine, à la nature, à l'espèce et aux qualités substantielles des marchandises.

VIII. Le monopole suédois des vins et spiritueux s'est déclaré prêt à accepter des marchandises françaises en consignation, pour autant que leur écoulement aux prix offerts semble probable, et

IV. The Swedish Government undertakes, as long as the Agreement signed this day remains in force, not to submit to Parliament any proposal to raise the Swedish Customs tariff duties listed below above the rates in force on March 15th, 1933 :

Number of Swedish Customs tariff	Swedish statistical number	Description of goods	Duties applicable before March 15th, 1933		Present duties	
			Ordinary duty	Supplementary duty	Ordinary duty	Supplementary duty
Ex 24	69	Dessert cheese (<i>Dessertost</i>) . .	20	30	20	—
Ex 36	89	Flowers, natural, cut, fresh (except orchids)	500	500	500	—

V. The Swedish Government has decided as follows in regard to the use of the word " wine " in Sweden : Fermented beverages which, under the terms of paragraph I of the Royal Ordinance of June 14th, 1917, as amended by the provisions of the Royal Ordinance of June 11th, 1926, were regarded as wines, but which are not manufactured with grape juice, must in future, when offered for sale or sold, be so designated as clearly to show that the beverage is manufactured with substances other than grape juice (for instance, *fruktvin*, *bärvin*, *äppelvin*, etc.). It shall be forbidden to call these beverages by the name of " wine " or by any foreign word having the same meaning ; only composite words such as those mentioned above may be used.

VI. As regards the trade in wine products, the Swedish regulations contain the following provisions :

- (1) The consumption of French wines and sparkling wines of an alcohol content of 14° or less is not limited.
- (2) Certificates of origin issued by the French official laboratories are accepted in Sweden as proof of the fact that wines and sparkling wines imported from France fulfil the health conditions required by French legislation concerning the prevention and punishment of fraud, and consequently satisfy the Swedish regulations.
- (3) Wines and sparkling wines shall not be subjected to less favourable treatment than fruit beverages as regards administrative and fiscal regulations.
- (4) In accordance with the system established in Sweden by paragraph 50 of the Royal Ordinance of June 14th, 1917, private persons may secure for their own consumption the import and transport of all brands of French wines and sparkling wines without restriction of quantity.
- (5) French wines and sparkling wines shall not be subjected to such special restrictions or duties or internal charges as would have the effect of restricting imports.

VII. The Swedish Wines and Spirits Monopoly (*Aktiebolaget Vin- och Spritcentralen*) has given the Swedish Government an undertaking to ensure, in so far as required by the French regulations, respect for the regional appellations of French wine products, and to protect those products against all kinds of unfair competition, in particular with regard to the use, for commercial purposes, of false indications as to the place of origin, nature, kind and quality of the goods.

VIII. The Swedish Wines and Spirits Monopoly has declared its willingness to accept French goods in consignment in so far as it seems probable that there will be markets for them at the

de passer des commandes pour renouveler les stocks de marchandises, au fur et à mesure que ceux-ci sont épuisés.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

(Signé) Einar HENNINGS.

Son Excellence
Monsieur Delbos,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.,
Paris.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 15 février 1938.
Le Chef des Archives,
Torsten Gihl.

LETTRE N° 2 a.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
DIRECTION DES AFFAIRES POLITIQUES
ET COMMERCIALES.
RELATIONS COMMERCIALES.

PARIS, le 31 janvier 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Vous avez bien voulu m'adresser, à la date de ce jour, une lettre ainsi conçue :

« Me référant à
.
. ceux-ci sont épuisés. »

J'ai l'honneur de vous accuser réception de cette communication sur les termes de laquelle le Gouvernement français se déclare d'accord avec le Gouvernement suédois.

Agrérez, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Pour le Ministre des Affaires étrangères
et par délégation :

L'Ambassadeur de France
Secrétaire général,
(Signé) Alexis LÉGER.

Monsieur Hennings,
Ministre de Suède
à Paris.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 15 février 1938.
Le Chef des Archives,
Torsten Gihl.

prices offered, and to place orders for the renewal of stocks of goods as and when these are exhausted.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Einar HENNINGS.

His Excellency
Monsieur Delbos,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.,
Paris.

LETTER NO. 2a.

FRENCH REPUBLIC.
MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.
DEPARTMENT
OF POLITICAL AND COMMERCIAL AFFAIRS.
COMMERCIAL RELATIONS.

PARIS, January 31st, 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

You were good enough to send me a letter dated this day, reading as follows :

“ With reference to

 these are exhausted .”

I have the honour to acknowledge receipt of this communication, regarding the contents of which the French Government declares that it is in agreement with the Swedish Government.

I have the honour to be, etc.

For and on behalf of the Minister for Foreign Affairs :

(Signed) Alexis LÉGER,

French Ambassador, Secretary-General.

Monsieur Hennings,
Swedish Minister,
Paris.

N° 4287.

ESTONIE ET SUÈDE

Echange de notes comportant un arrangement relatif au régime des importations de viande estonienne en Suède. Stockholm, le 18 février 1938.

ESTONIA AND SWEDEN

Exchange of Notes constituting an Arrangement regarding the Regime applicable to the Importation of Estonian Meat into Sweden. Stockholm, February 18th, 1938.

N^o 4287. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS ESTONIEN ET SUÉDOIS COMPORTANT UN ARRANGEMENT RELATIF AU RÉGIME DES IMPORTATIONS DE VIANDE ESTONIENNE EN SUÈDE. STOCKHOLM, LE 18 FÉVRIER 1938.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 23 février 1938.

I.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

STOCKHOLM, le 18 février 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant aux récents pourparlers suédo-estoniens, j'ai l'honneur de vous faire savoir par la présente que le Gouvernement du Roi est disposé à appliquer l'arrangement suivant :

Le Gouvernement du Roi autorisera l'importation d'Estonie en Suède *via* Stockholm pendant l'année 1938 — en sus de celle qui pourra avoir lieu en vertu des dispositions en vigueur — de la même quantité de viande fraîche des animaux de l'espèce bovine que celle prévue pour 1937 par l'Échange de notes² du 8 février 1937, à savoir 85.000 kilos, nonobstant les dispositions du décret du 30 juin 1937 (N^o 648), relatif à la réglementation de l'importation des animaux de boucherie, de la viande et du lard, et sans que soient observées les dispositions de l'article 12 de l'Ordonnance du 30 septembre 1921 (N^o 581), relative au contrôle de l'importation dans le Royaume des viandes et des graisses animales, dans la teneur donnée à cet article par les décrets du 13 septembre 1928 (N^o 353) et du 4 janvier 1929 (N^o 2). La viande devra toutefois, après avoir été approuvée, être munie de l'estampille visée à l'article 10, alinéa 2, du décret du 30 novembre 1934 (N^o 558) sur l'inspection et l'estampillage des viandes, etc., conformément à la loi sur l'inspection de la viande de boucherie et les abattoirs. Les prescriptions du décret du 13 septembre 1928 (N^o 354), énonçant certaines dispositions relatives à la préparation et la mise en vente de certains articles en viande de provenance étrangère, avec la modification y apportée par le décret du 4 janvier 1929 (N^o 3), ne seront pas davantage applicables à la viande ici visée.

La viande à comprendre dans le contingent ainsi accordé devra être accompagnée d'un certificat délivré à cet effet au nom du Gouvernement estonien par une autorité douanière estonienne.

¹ Entré en vigueur le 18 février 1938.

² Vol. CLXXVI, page 193, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4287. — EXCHANGE OF NOTES² BETWEEN THE ESTONIAN AND SWEDISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN ARRANGEMENT REGARDING THE REGIME APPLICABLE TO THE IMPORTATION OF ESTONIAN MEAT INTO SWEDEN. STOCKHOLM, FEBRUARY 18TH, 1938.

French official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place February 23rd, 1938.

I.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

STOCKHOLM, *February 18th, 1938.*

SIR,

With reference to the recent negotiations between Sweden and Estonia, I have the honour to inform you that His Majesty's Government is prepared to put into force the following Arrangement :

His Majesty's Government will authorise the importation from Estonia into Sweden via Stockholm during 1938 — in addition to any importation which may take place under the provisions in force — of the same quantity of fresh meat of bovine cattle as was agreed upon for 1937 by the Exchange of Notes³ dated February 8th, 1937, namely, 85,000 kilogrammes, notwithstanding the provisions of the Decree of June 30th, 1937 (No. 648), concerning regulations for the importation of animals for slaughter, meat and bacon, and notwithstanding the provisions of Article 12 of the Order of September 30th, 1921 (No. 581), relating to control over the importation into the Kingdom of meat and animal fats, as interpreted by the Decrees of September 13th, 1928 (No. 353), and January 4th, 1929 (No. 2). After being passed, however, the meat shall be marked as provided by Article 10, paragraph 2, of the Decree of November 30th, 1934 (No. 558), on the inspection and marking of meat, etc., in accordance with the law on the inspection of butcher's meat and slaughter-houses. The provisions of the Decree of September 13th, 1928 (No. 354), laying down certain rules with regard to the preparation and sale of certain meat articles of foreign origin, as amended by the Decree of January 4th, 1929 (No. 3), shall also not apply to the above meat.

Meat for inclusion in the quota thus granted shall be accompanied by a certificate issued for that purpose on behalf of the Estonian Government by an Estonian Customs authority.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force February 18th, 1938.

³ Vol. CLXXXVI, page 193, of this Series.

D'autre part, le Gouvernement estonien s'engage à veiller à ce que les sommes versées en paiement de la viande ici considérée soient affectées à l'achat de marchandises suédoises à importer en Estonie, en premier lieu de produits agricoles, notamment d'animaux reproducteurs et de semences.

Si le Gouvernement estonien approuve cet arrangement, je me permets de proposer qu'il sera considéré comme conclu par la présente lettre et la réponse que vous voudrez bien me faire parvenir.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) WESTMAN.

Monsieur Heinrich Laretei,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
de la République d'Estonie,
etc., etc., etc.,
Stockholm.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 21 février 1938.

Le Chef des Archives,
Torsten Gihl.

II.

LÉGATION D'ESTONIE
A STOCKHOLM.

STOCKHOLM, le 18 février 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre, en date de ce jour, par laquelle vous avez bien voulu me faire savoir que le Gouvernement suédois est disposé à appliquer l'arrangement suivant :

« Le Gouvernement du Roi autorisera l'importation d'Estonie en Suède *via* Stockholm pendant l'année 1938 — en sus de celle qui pourra avoir lieu en vertu des dispositions en vigueur — de la même quantité de viande fraîche des animaux de l'espèce bovine que celle prévue pour 1937 par l'Echange de notes du 8 février 1937, à savoir 85.000 kilos, nonobstant les dispositions du décret du 30 juin 1937 (N° 648), relatif à la réglementation de l'importation des animaux de boucherie, de la viande et du lard, et sans que soient observées les dispositions de l'article 12 de l'ordonnance du 30 septembre 1921 (N° 581), relative au contrôle de l'importation dans le Royaume des viandes et des graisses animales, dans la teneur donnée à cet article par les décrets du 13 septembre 1928 (N° 353) et du 4 janvier 1929 (N° 2). La viande devra toutefois, après avoir été approuvée, être munie de l'estampille visée à l'article 10, alinéa 2, du décret du 30 novembre 1934 (N° 558) sur l'inspection et l'estampillage des viandes, etc., conformément à la loi sur l'inspection de la viande de boucherie et les abattoirs. Les prescriptions du décret du 13 septembre 1928 (N° 354), énonçant certaines dispositions relatives à la préparation et la mise en vente de certains articles en viande de provenance étrangère, avec la modification y apportée par le décret du 4 janvier 1929 (N° 3), ne seront pas davantage applicables à la viande ici visée.

Furthermore, the Estonian Government undertakes to see that the sums paid for the meat in question are used for the purchase of Swedish goods to be imported into Estonia, primarily agricultural products, including live-stock for breeding purposes and seeds.

If the Estonian Government approves this Arrangement, I would venture to suggest that it be deemed to be concluded by the present letter and the reply which I trust you will be good enough to send me.

I have the honour to be, etc.

(Signed) WESTMAN.

Monsieur Heinrich Laretei,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
of the Republic of Estonia,
etc., etc., etc.,
Stockholm.

II.

LEGATION OF ESTONIA,
STOCKHOLM.

STOCKHOLM, *February 18th, 1938.*

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of to-day's date informing me that the Swedish Government is prepared to put into force the following Arrangement :

His Majesty's Government will authorise the importation from Estonia into Sweden via Stockholm during 1938 — in addition to any importation which may take place under the provisions in force — of the same quantity of fresh meat of bovine cattle as was agreed upon for 1937 by the Exchange of Notes dated February 8th, 1937, namely, 85,000 kilogrammes, notwithstanding the provisions of the Decree of June 30th, 1937 (No. 648), concerning regulations for the importation of animals for slaughter, meat and bacon, and notwithstanding the provisions of Article 12 of the Order of September 30th, 1921 (No. 581), relating to control over the importation into the Kingdom of meat and animal fats, as interpreted by the Decrees of September 13th, 1928 (No. 353), and January 4th, 1929 (No. 2). After being passed, however, the meat shall be marked as provided by Article 10, paragraph 2, of the Decree of November 30th, 1934 (No. 558), on the inspection and marking of meat, etc., in accordance with the law on the inspection of butcher's meat and slaughter-houses. The provisions of the Decree of September 13th, 1928 (No. 354), laying down certain rules with regard to the preparation and sale of certain meat articles of foreign origin, as amended by the Decree of January 4th, 1929 (No. 3), shall also not apply to the above meat.

La viande à comprendre dans le contingent ainsi accordé devra être accompagnée d'un certificat délivré à cet effet au nom du Gouvernement estonien par une autorité douanière estonienne.

D'autre part, le Gouvernement estonien s'engage à veiller à ce que les sommes versées en paiement de la viande ici considérée soient affectées à l'achat de marchandises suédoises à importer en Estonie, en premier lieu de produits agricoles, notamment d'animaux reproducteurs et de semences. »

J'ai l'honneur de vous communiquer que le Gouvernement estonien est d'accord avec le Gouvernement suédois sur cet arrangement et que, conformément à votre proposition, celui-ci sera considéré comme conclu par votre susdite lettre et la présente lettre.

Je profite de cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) LARETEI.

Monsieur K. G. Westman,
Ministre de la Justice, chargé p. i.
du portefeuille des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.,
Stockholm.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 21 février 1938.

Le Chef des Archives,
Torsten Gihl.

Meat for inclusion in the quota thus granted shall be accompanied by a certificate issued for that purpose on behalf of the Estonian Government by an Estonian Customs authority.

Furthermore, the Estonian Government undertakes to see that the sums paid for the meat in question are used for the purchase of Swedish goods to be imported into Estonia, primarily agricultural products, including live-stock for breeding purposes and seeds.

I have the honour to inform you that the Estonian Government is in agreement with the Swedish Government as to this Arrangement and that, in accordance with your proposal, it will be deemed to be concluded by your letter as above and the present letter.

I avail myself of this opportunity, etc.

(Signed) LARETEI.

Monsieur K. G. Westman,
Minister of Justice and
Acting Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.,
Stockholm.

N° 4288.

GRÈCE ET SUISSE

Convention réglant l'entr'aide judiciaire en matière civile et commerciale entre les deux pays. Signée à Athènes, le 30 mars 1934.

**GREECE
AND SWITZERLAND**

Convention regulating Reciprocal Judicial Assistance in Civil and Commercial Matters between the Two Countries. Signed at Athens, March 30th, 1934.

N^o 4288. — CONVENTION¹ ENTRE LA GRÈCE ET LA SUISSE
RÉGLANT L'ENTR'AIDE JUDICIAIRE EN MATIÈRE CIVILE ET
COMMERCIALE. SIGNÉE A ATHÈNES, LE 30 MARS 1934.

*Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Grèce près la Société des Nations.
L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 25 février 1938.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE, et
LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE,

En vue de régler les rapports d'entr'aide judiciaire en matière civile et commerciale entre la Grèce et la Suisse, ont résolu de conclure une convention à cet effet et nommé leurs plénipotentiaires respectifs, à savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE :

Son Excellence Monsieur D. MAXIMOS, ministre des Affaires étrangères de Grèce ;

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

Monsieur C. C. JENNY, chargé d'Affaires de la Confédération suisse en Grèce.

Ces plénipotentiaires, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

En matière civile ou commerciale, la signification d'actes émanant des autorités de l'un des Etats contractants et destinés à des personnes qui résident sur le territoire de l'autre Etat se fera sur une demande du représentant diplomatique ou consulaire de l'Etat requérant, adressée à l'autorité que désignera l'Etat requis. La demande mentionnera l'autorité dont émane l'acte transmis, le nom et la qualité des parties, l'adresse du destinataire, la nature de l'acte, et devra être rédigée dans la langue de l'autorité requise ou en langue française.

L'autorité à laquelle la demande est adressée enverra au représentant diplomatique ou consulaire l'acte constatant la signification ou indiquant le fait qui l'a empêchée. En cas d'incompétence *ratione loci*, elle transmettra d'office la demande à l'autorité compétente et en informera le représentant diplomatique ou consulaire.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berne, le 27 décembre 1937.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4288. — CONVENTION ² BETWEEN GREECE AND SWITZERLAND REGULATING RECIPROCAL JUDICIAL ASSISTANCE IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT ATHENS, MARCH 30TH, 1934.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Greece to the League of Nations. The registration of this Convention took place February 25th, 1938.

THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC and
THE SWISS FEDERAL COUNCIL,

Being desirous of regulating the question of reciprocal judicial assistance in civil and commercial matters between Greece and Switzerland, have resolved to conclude a Convention for this purpose and have appointed as their respective Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC :

His Excellency Monsieur D. MAXIMOS, Greek Minister for Foreign Affairs ;

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

Monsieur C. C. JENNY, Chargé d'Affaires of the Swiss Confederation in Greece.

These Plenipotentiaries, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article I.

In civil and commercial matters, the service of documents issued by the authorities of one contracting State and intended for persons residing in the territory of the other State shall be effected on the request of the diplomatic or consular representative of the State making application addressed to such authority as may be designated by the State applied to. The request shall mention the authority by whom the document transmitted is issued, together with the names and descriptions of the parties, the address of the recipient and the nature of the document, and shall be drawn up in the language of the authority applied to or in French.

The authority to whom the request is addressed shall forward to the diplomatic or consular representative the papers proving service or indicating the circumstances preventing service. If he is not himself the authority locally competent to deal with the request, he shall transmit it of his own motion to the proper authority, at the same time informing the diplomatic or consular representative of the action taken.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Berne, December 27th, 1937.

Article 2.

La signification se fera par les soins de l'autorité compétente de l'Etat requis. A l'exception des cas prévus au second alinéa du présent article, cette autorité pourra se borner à effectuer la signification pour la remise de l'acte au destinataire, si celui-ci se déclare prêt à l'accepter.

A la demande de l'autorité requérante, l'autorité requise effectuera la signification dans les formes prescrites par sa législation interne pour les significations analogues, ou dans une forme spéciale si celle-ci n'est pas contraire à sa législation.

Dans le cas de signification conformément à l'alinéa précédent, l'acte à signifier sera toujours accompagné d'une traduction légalisée dans la langue de l'autorité requise.

Article 3.

La preuve de la signification se fera, soit par un accusé de réception daté et signé par le destinataire, soit par une attestation de l'autorité de l'Etat requis, constatant le fait, la forme et la date de la signification.

Article 4.

En matière civile ou commerciale, l'autorité judiciaire de l'un des Etats contractants pourra, conformément à sa législation, s'adresser par commission rogatoire à l'autorité compétente de l'autre Etat pour lui demander de procéder dans son ressort à des actes de procédure ou à d'autres actes judiciaires.

Le représentant diplomatique ou consulaire de l'Etat requérant transmettra la commission rogatoire à l'autorité que désignera l'Etat requis. Il y joindra une traduction dans la langue de l'autorité requise. Cette traduction devra être certifiée conforme par un agent diplomatique ou consulaire de l'Etat requérant ou par un traducteur assermenté de l'Etat requérant ou requis.

L'autorité à laquelle la commission rogatoire est adressée enverra au représentant diplomatique ou consulaire les actes constatant l'exécution de la commission ou lui indiquera les motifs pour lesquels cette exécution n'a pu se faire. En cas d'incompétence *ratione loci*, elle transmettra d'office la commission rogatoire à l'autorité compétente et en informera immédiatement le représentant diplomatique ou consulaire.

Article 5.

L'autorité judiciaire à laquelle la commission rogatoire est adressée sera tenue d'y satisfaire en usant des mêmes moyens de contrainte que pour l'exécution d'une commission rogatoire émanant des autorités de son pays. Elle ne sera pas tenue de se servir de ces moyens de contrainte lorsqu'il s'agira de la comparution personnelle des parties en litige.

En ce qui concerne la procédure à suivre lors de l'exécution de la commission rogatoire, l'autorité requise appliquera les lois de son pays. Elle pourra, cependant, pour déférer à la demande de l'Etat requérant, procéder conformément à des règles spéciales, lorsque cette procédure n'est pas contraire à la législation de l'Etat requis.

L'autorité requérante sera informée, si elle le demande, de la date et du lieu d'exécution de la commission rogatoire, afin que la partie intéressée soit à même d'y assister.

Article 6.

Toutes les difficultés qui pourraient résulter d'une signification demandée par le représentant diplomatique ou consulaire, ou d'une commission rogatoire transmise par ce représentant, seront réglées par voie diplomatique.

Article 2.

Service shall be effected by the competent authority of the State applied to. Save in the cases for which provision is made in the second paragraph of this Article, it shall be sufficient for the competent authority to serve the document by delivery to the recipient, provided the latter declares his willingness to receive it.

If the authority making application so requests, service shall be effected by the authority applied to in the manner laid down for such service by the municipal law of the State applied to, or in any special manner not incompatible with such law.

In cases of service effected in accordance with the preceding paragraph, the document to be served shall always be accompanied by a legalised translation in the language of the authority applied to.

Article 3.

Proof of service shall be furnished either by a dated and signed receipt from the recipient or by an attestation of the authority of the State applied to, stating the fact, manner and date of the service.

Article 4.

In civil and commercial matters, the judicial authority of one contracting State may apply, in conformity with the law of his State, by letters of request to the competent authority of the other State and request him to proceed within his own jurisdiction to the issue of writs or to other judicial acts.

Letters of request shall be transmitted by the diplomatic or consular representative of the State making application to the authority designated by the State applied to. He shall attach a translation in the language of the authority applied to. This translation shall be certified correct by a diplomatic or consular agent of the State making application or by a sworn translator of the State making application or of the State applied to.

The authority to whom letters of request are addressed shall forward to the diplomatic or consular representative the documents proving execution of the letters of request or shall inform him of the circumstances that have prevented execution. If he is not himself the authority locally competent to deal with letters of request, he shall transmit them of his own motion to the proper authority and shall at once inform the diplomatic or consular representative thereof.

Article 5.

The judicial authority to whom letters of request are addressed shall be under obligation to comply therewith and to resort to the same measures of compulsion as would be employed in the execution of letters of request emanating from the authorities of his own country. Such measures of compulsion shall not be obligatory where the parties to the dispute are to appear in person.

As regards the procedure to be adopted in connection with the execution of letters of request, the authority applied to shall follow the laws of his own country. He may, however, proceed in conformity with special rules in order to comply with a request from the State making application, when such procedure is not contrary to the law of the State applied to.

The authority making application shall be informed, if he so requests, of the date and place of execution of letters of request, in order that the party concerned may be enabled to be present at the proceedings.

Article 6.

Any difficulties arising in connection with an application by a diplomatic or consular representative for service of a document, or with letters of request transmitted by him, shall be settled through the diplomatic channel.

Article 7.

L'exécution d'une signification ou d'une commission rogatoire pourra être refusée, si l'Etat sur le territoire duquel elle aurait dû avoir lieu la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté, à sa sécurité ou à l'ordre public. En outre, l'exécution d'une commission rogatoire pourra être refusée si l'authenticité de l'acte n'est pas établie ou si, dans le territoire de l'Etat requis, cette exécution ne rentre pas dans les attributions du pouvoir judiciaire.

Article 8.

Pour l'exécution des significations et des commissions rogatoires, il ne pourra être perçu des frais ou des taxes de quelque nature que ce soit.

Toutefois, l'Etat requis aura le droit d'exiger de l'Etat requérant le remboursement :

- a) Des indemnités payées aux témoins et aux experts,
- b) Des frais occasionnés par l'intervention d'un officier ministériel rendue nécessaire par le fait qu'un témoin n'a pas comparu volontairement,
- c) Des frais résultant de l'emploi éventuel d'une procédure spéciale d'exécution des significations ou des commissions rogatoires.

Article 9.

Chacun des Etats contractants aura la faculté de faire exécuter des significations par ses représentants diplomatiques ou consulaires, directement et sans contrainte, à ses ressortissants qui se trouvent sur le territoire de l'autre Etat. En cas de difficulté dans l'application de cet article, il sera procédé conformément aux dispositions de l'article premier.

Article 10.

La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification en seront échangés à Berne aussitôt que possible.

Elle entrera en vigueur un mois après l'échange des instruments de ratification et produira ses effets encore six mois après la dénonciation, qui pourra avoir lieu en tout temps.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs sceaux.

Fait à Athènes, en double exemplaire, le 30 mars mil neuf cent trente-quatre.

D. MAXIMOS.

C. C. JENNY.

Pour copie conforme :

Le Directeur
des Affaires conventionnelles et commerciales
au Min. des Aff. étrangères,

A. J. Argyropoulos.

Article 7.

The service of a document or the execution of letters of request may be refused if the State in whose territory the service or execution is to take place considers that it might compromise its sovereignty, its security, or public order. The execution of letters of request may also be refused if the authenticity of the document is not established, or if, in the territory of the State applied to, such execution does not come within the powers of the judicial authorities.

Article 8.

No costs or fees of any description may be required in respect of the service of documents or execution of letters of request.

Nevertheless, the State applied to shall have the right to require the State making application to refund :

- (a) Allowances paid to witnesses or experts ;
- (b) Costs occasioned by the employment of the services of a legal officer to secure the attendance of a witness who has not appeared voluntarily ;
- (c) Costs arising out of the use of a special procedure for the service of documents or the execution of letters of request.

Article 9.

Either contracting State shall be entitled to have documents served by its diplomatic or consular representatives on its own nationals within the territory of the other State directly and without resort to compulsion. In the event of difficulties arising in the application of this Article, recourse shall be had to the procedure laid down in Article 1.

Article 10.

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Berne as soon as possible.

It shall come into force one month after the exchange of the instruments of ratification and shall remain in force for six months from the date of its denunciation, which may take place at any time.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Athens, in duplicate, the 30th day of March, one thousand nine hundred and thirty-four.

D. MAXIMOS.

C. C. JENNY.

N° 4289.

FRANCE ET GRÈCE

**Déclaration concernant la délivrance
gratuite réciproque des expédi-
tions d'actes de l'état civil. Signée
à Paris, le 11 octobre 1937.**

FRANCE AND GREECE

**Declaration regarding the Reciprocal
Issue Free of Charge of Copies
of Civil Status Records. Signed
at Paris, October 11th, 1937.**

N^o 4289. — DÉCLARATION ENTRE LA FRANCE ET LA GRÈCE
CONCERNANT LA DÉLIVRANCE GRATUITE RÉCIPROQUE DES
EXPÉDITIONS D'ACTES DE L'ÉTAT CIVIL. SIGNÉE À PARIS,
LE 11 OCTOBRE 1937.

*Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de la République française.
L'enregistrement de cette déclaration a eu lieu le 25 février 1938.*

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE et LE GOUVERNEMENT HELLÉNIQUE, désirant assurer la délivrance gratuite réciproque des expéditions d'actes de l'état civil réclamée dans un intérêt administratif et au profit de personnes indigentes, sont convenus de ce qui suit :

« Le Gouvernement français, pour les sujets hellènes, nés, reconnus, légitimés, adoptés, mariés, divorcés ou décédés en France et le Gouvernement hellénique pour les Français nés, reconnus, légitimés, adoptés, mariés, divorcés ou décédés en Grèce, s'engagent à délivrer sans frais à l'autre Partie contractante des expéditions littérales des actes de l'état civil dressés sur leur territoire respectif, lorsque la demande en sera faite dans un intérêt administratif.

» Les Gouvernements français et hellénique s'engagent aussi à délivrer sans frais pour le même objet les expéditions des actes de l'état civil concernant des étrangers de nationalités autres que la nationalité française ou hellénique.

» La demande sera faite à l'autorité locale de chaque pays par la mission diplomatique ou par les consuls de l'autre pays ; la demande spécifiera sommairement le motif, par exemple : « intérêt administratif » ou « indigence du Français (ou de l'Hellène) requérant ».

» Le fait de la délivrance d'une expédition d'un acte de l'état civil ne préjugera en rien de la question de la nationalité de l'intéressé au regard des deux gouvernements. »

La présente déclaration entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1938 et remplacera la précédente Déclaration concernant l'échange des expéditions des actes de l'état civil signée à Paris le 20 février 1933 entre la France et la Grèce ; ce dernier arrangement a été dénoncé et a cessé d'être en vigueur le 31 mai 1937.

En foi de quoi, les soussignés, M. Yvon DELBOS, ministre des Affaires étrangères de la République française et M. POLITIS, ministre de Grèce près le Gouvernement français, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé la présente déclaration et y ont apposé leurs cachets respectifs.

Fait à Paris, en double exemplaire le 11 octobre 1937.

Pour copie certifiée conforme :

Paris, le 14 février 1938.

Le Chef du Service du Protocole,

M. Lozé.

(L. S.) (Signé) Yvon DELBOS.

(L. S.) (Signé) POLITIS.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4289. — DECLARATION BETWEEN FRANCE AND GREECE REGARDING THE RECIPROCAL ISSUE FREE OF CHARGE OF COPIES OF CIVIL STATUS RECORDS. SIGNED AT PARIS, OCTOBER 11TH, 1937.

French official text communicated by the Minister for Foreign Affairs of the French Republic. The registration of this Declaration took place February 25th, 1938.

THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC and THE HELLENIC GOVERNMENT, being desirous of providing for the reciprocal issue, free of charge, of copies of civil status records required for administrative purposes or for indigent persons, have agreed as follows :

“ The French Government undertakes, in respect of Hellenic subjects born, recognised, legitimated, adopted, married, divorced or deceased in France, and the Hellenic Government in respect of French nationals born, recognised, legitimated, adopted, married, divorced or deceased in Greece, to issue, free of charge, to the other Contracting Party literal copies of civil status records drawn up in their respective territories, whenever such copies are requested for administrative purposes.

“ The French and Hellenic Governments also undertake to issue, free of charge, for the same purpose, copies of civil status records concerning foreigners of nationalities other than French or Hellenic.

“ The requests shall be made to the local authority of each country by the diplomatic representatives or consuls of the other country ; such requests shall specify briefly the grounds on which they are made ; for instance, ‘ administrative purposes ’ or ‘ indigence of the French (or Hellenic) applicant ’.

“ The issue of a copy of a civil status record shall in no way affect the question of the nationality of the person concerned with regard to the two Governments.”

The present Declaration shall come into force on January 1st, 1938, and shall supersede the previous Declaration with regard to the reciprocal communication of civil status records, signed in Paris on February 20th, 1933, between France and Greece. The latter agreement has been denounced and ceased to apply on May 31st, 1937.

In faith whereof the undersigned, M. YVON DELBOS, Minister for Foreign Affairs of the French Republic, and M. POLITIS, Greek Minister accredited to the French Government, being duly authorised by their respective Governments, have signed the present Declaration and have thereto affixed their seals.

Done at Paris in duplicate, this 11th day of October, 1937.

(L. S.) (Signed) YVON DELBOS.

(L. S.) (Signed) POLITIS.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 4290.

FRANCE ET HONGRIE

Déclaration concernant la délivrance
gratuite réciproque des expédi-
tions d'actes de l'état civil. Signée
à Paris, le 18 novembre 1937.

FRANCE AND HUNGARY

Declaration regarding the Reciprocal
Issue Free of Charge of Copies
of Civil Status Records. Signed
at Paris, November 18th, 1937.

N° 4290. — DÉCLARATION ENTRE LA FRANCE ET LA HONGRIE
CONCERNANT LA DÉLIVRANCE GRATUITE RÉCIPROQUE DES
EXPÉDITIONS D'ACTES DE L'ÉTAT CIVIL. SIGNÉE À PARIS,
LE 18 NOVEMBRE 1937.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de la République française et le chef de la délégation royale hongroise près la Société des Nations. L'enregistrement de cette déclaration a eu lieu le 25 février 1938.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE et LE GOUVERNEMENT ROYAL HONGROIS sont convenus de ce qui suit :

« Le Gouvernement français, pour les sujets hongrois en France et le Gouvernement hongrois, pour les ressortissants français en Hongrie, s'engagent à délivrer sans frais à l'autre Partie contractante des expéditions littérales des actes de l'état civil dressés sur leurs territoires respectifs, lorsque la demande en sera faite dans un intérêt administratif.

» Les Gouvernements français et hongrois s'engagent aussi à se délivrer sans frais pour le même objet les expéditions des actes de l'état civil concernant des étrangers de nationalités autres que la nationalité française ou hongroise.

» Les Gouvernements français et hongrois se délivreront gratuitement les expéditions d'actes de l'état civil demandées pour leurs ressortissants respectifs indigents.

» La demande sera faite à l'autorité locale de chaque pays par la mission diplomatique ou par les consuls de l'autre pays ; cette demande spécifiera sommairement le motif, par exemple « intérêt administratif » ou « indigence du Français (ou du Hongrois) requérant ».

» Les demandes adressées directement aux autorités locales de l'un des deux pays par des particuliers résidant sur le territoire de l'autre Partie contractante seront traitées semblablement aux demandes des personnes résidant dans le pays même.

» Le fait de la délivrance d'une expédition d'un acte de l'état civil ne préjugera en rien de la question de la nationalité de l'intéressé au regard des deux gouvernements. »

Le présent arrangement entrera en vigueur le 1^{er} décembre 1937 et remplacera, dans les relations franco-hongroises, la précédente Déclaration¹ signée à Paris le 29 août 1892 entre la France et l'Autriche-Hongrie en vue de la communication réciproque des actes de l'état civil, laquelle déclaration a été dénoncée et a cessé d'être en vigueur le 1^{er} juillet 1937.

En foi de quoi, les soussignés, M. Yvon DELBOS, ministre des Affaires étrangères de la République française et le comte KHUEN-HÉDERVÁRY, ministre de Hongrie près le Gouvernement français, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé la présente déclaration et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, en double original, le 18 novembre 1937.

(L. S.) (Signé) Yvon DELBOS.

(L. S.) (Signé) Comte KHUEN-HÉDERVÁRY.

Pour copie certifiée conforme :

Paris, le 27 janvier 1938.

Le Chef du Service du Protocole,
M. Lozé.

Pour copie certifiée conforme :

Budapest, le 4 avril 1938.

Békássy,
Pour le Chef de la Section des Traités.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XVIII, page 634.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4290. — DECLARATION BETWEEN FRANCE AND HUNGARY REGARDING THE RECIPROCAL ISSUE FREE OF CHARGE OF COPIES OF CIVIL STATUS RECORDS. SIGNED AT PARIS, NOVEMBER 18TH, 1937.

French official text communicated by the Minister for Foreign Affairs of the French Republic and by the Head of the Royal Hungarian Delegation to the League of Nations. The registration of this Declaration took place February 25th, 1938.

THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC and THE ROYAL HUNGARIAN GOVERNMENT have agreed as follows :

“ The French Government undertakes, in respect of Hungarian subjects in France, and the Hungarian Government undertakes, in respect of French nationals in Hungary, to issue, free of charge, to the other Contracting Party literal copies of civil status records drawn up in their respective territories, whenever such copies are requested for administrative purposes.

“ The French and Hungarian Governments also undertake to communicate to one another, free of charge, for the same purpose, copies of civil status records concerning foreigners of nationalities other than French or Hungarian.

“ The French and Hungarian Governments shall communicate to each other, free of charge, copies of civil status records requested for their respective indigent nationals.

“ The requests shall be made to the local authority of each country by the diplomatic representatives or consuls of the other country ; such requests shall specify briefly the grounds on which they are made ; for instance ‘ administrative purposes ’ or ‘ indigence of the French (or Hungarian) applicant ’.

“ Requests made directly to the local authorities of one of the two countries by private persons residing in the territory of the other Contracting Party shall be treated in the same way as requests made by persons residing in the country itself.

“ The issue of a copy of a civil status record shall in no way affect the question of the nationality of the person concerned with regard to the two Governments. ”

The present Declaration shall come into force on December 1st, 1937, and shall supersede, in Franco-Hungarian relations, the previous Declaration with a view to the reciprocal communication of civil status records, signed at Paris on August 29th, 1892, between France and Austria-Hungary, which Declaration has been denounced and ceased to apply on July 1st, 1937.

In faith whereof the undersigned, M. Yvon DELBOS, Minister for Foreign Affairs of the French Republic, and Count KHUEN-HÉDERVÁRY, Hungarian Minister accredited to the French Government, being duly authorised by their respective Governments, have signed the present Declaration and have thereto affixed their seals.

Done at Paris in duplicate, this 18th day of November, 1937.

(L. S.) (Signed) Yvon DELBOS.

(L. S.) (Signed) Count KHUEN-HÉDERVÁRY.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 4291.

CHILI ET FRANCE

Déclaration concernant la délivrance gratuite réciproque des expéditions d'actes de l'état civil. Signée à Paris, le 19 novembre 1937.

CHILE AND FRANCE

Declaration regarding the Reciprocal Issue Free of Charge of Copies of Civil Status Records. Signed at Paris, November 19th, 1937.

N° 4291. — DÉCLARATION ENTRE LE CHILI ET LA FRANCE
CONCERNANT LA DÉLIVRANCE GRATUITE RÉCIPROQUE DES
EXPÉDITIONS D'ACTES DE L'ÉTAT CIVIL. SIGNÉE À PARIS,
LE 19 NOVEMBRE 1937.

*Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de la République française,
L'enregistrement de cette déclaration a eu lieu le 25 février 1938.*

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CHILI, désirant assurer la délivrance gratuite réciproque des expéditions des actes de l'état civil réclamées dans un intérêt administratif et au profit de personnes indigentes, sont convenus de ce qui suit :

« Le Gouvernement français, pour les citoyens chiliens nés, reconnus, légitimés, adoptés, mariés, divorcés ou décédés en France, et le Gouvernement chilien, pour les Français nés, reconnus, légitimés, adoptés, mariés, divorcés ou décédés en Chili, s'engagent à délivrer sans frais à l'autre Partie contractante des expéditions littérales des actes de l'état civil dressés sur leur territoire respectif lorsque la demande en sera faite dans un intérêt administratif.

» Les Gouvernements français et chilien s'engagent aussi à délivrer sans frais pour le même objet les expéditions des actes de l'état civil concernant des étrangers de nationalités autres que la nationalité française ou chilienne.

» Les Gouvernements français ou chilien se délivrent gratuitement les expéditions d'actes de l'état civil demandées pour leurs ressortissants respectifs indigents.

» La demande sera faite à l'autorité locale de chaque pays par la mission diplomatique ou par les consuls de l'autre pays ; la demande spécifiera sommairement le motif, par exemple : « intérêt administratif » ou « indigence du Français (ou du Chilien) requérant ».

» Le fait de la délivrance d'une expédition d'un acte de l'état civil ne préjugera en rien de la question de la nationalité de l'intéressé au regard des deux gouvernements. »

La présente déclaration entrera en vigueur le 20 novembre 1937 et remplacera la précédente Convention relative à l'échange des actes de l'état civil, signée à Santiago le 24 août 1899 ; cette convention a été dénoncée et cessera d'être en vigueur le 20 novembre 1937.

En foi de quoi, les soussignés, M. Yvon DELBOS, ministre des Affaires étrangères de la République française et M. Luis ALDUNATE, ministre du Chili près le Gouvernement français, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs ont signé la présente déclaration et y ont apposé leurs cachets respectifs.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 19 novembre 1937.

(L. S.) (Signé) Yvon DELBOS.

Pour copie certifiée conforme :

(L. S.) (Signé) Luis ALDUNATE.

Paris, le 27 janvier 1938.

Le Chef du Service du Protocole,

M. Lozé.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4291. — DECLARATION BETWEEN CHILE AND FRANCE REGARDING THE RECIPROCAL ISSUE FREE OF CHARGE OF COPIES OF CIVIL STATUS RECORDS. SIGNED AT PARIS, NOVEMBER 19TH, 1937.

French official text communicated by the Minister for Foreign Affairs of the French Republic. The registration of this Declaration took place February 25th, 1938.

THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC and THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF CHILE, being desirous of providing for the reciprocal issue, free of charge, of copies of civil status records required for administrative purposes or for indigent persons, have agreed as follows :

“ The French Government undertakes, in respect of Chilean citizens born, recognised, legitimated, adopted, married, divorced or deceased in France, and the Chilean Government, in respect of French nationals born, recognised, legitimated, adopted, married, divorced or deceased in Chile, to issue free of charge to the other Contracting Party literal copies of civil status records drawn up in their respective territories, whenever such copies are requested for administrative purposes.

“ The French and Chilean Governments also undertake to issue free of charge for the same purpose copies of civil status records concerning foreigners of nationalities other than French or Chilean.

“ The French and Chilean Governments shall communicate to each other free of charge copies of civil status records requested for their respective indigent nationals.

“ The requests shall be made to the local authority of each country by the diplomatic representatives or consuls of the other country ; such requests shall specify briefly the ground on which they are made ; for instance ‘ administrative purposes ’ or ‘ indigence of the French (or Chilean) applicant ’.

“ The issue of a copy of a civil status record shall in no way affect the question of the nationality of the person concerned with regard to the two Governments. ”

The present Declaration shall come into force on November 20th, 1937, and shall replace the previous Declaration with regard to the reciprocal communication of civil status records, signed at Santiago on August 24th, 1899, which has been denounced and shall cease to apply on November 20th, 1937.

In faith whereof the undersigned, M. Yvon DELBOS, Minister for Foreign Affairs of the French Republic, and M. Luis ALDUNATE, Chilean Minister accredited to the French Government, being duly authorised by their respective Governments, have signed the present Declaration and have thereto affixed their seals.

Done at Paris in duplicate, this 19th day of November, 1937.

(L. S.) (Signed) Yvon DELBOS.

(L. S.) (Signed) Luis ALDUNATE.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 4292.

FRANCE ET SUISSE

**Déclaration concernant la délivrance
gratuite réciproque des expédi-
tions d'actes de l'état civil. Signée
à Paris, le 3 décembre 1937.**

**FRANCE
AND SWITZERLAND**

**Declaration regarding the Reciprocal
Issue Free of Charge of Copies of
Civil Status Records. Signed at
Paris, December 3rd, 1937.**

N^o 4292. — DÉCLARATION ENTRE LA FRANCE ET LA SUISSE
CONCERNANT LA DÉLIVRANCE GRATUITE RÉCIPROQUE DES
EXPÉDITIONS D'ACTES DE L'ÉTAT CIVIL. SIGNÉE A PARIS,
LE 3 DÉCEMBRE 1937.

*Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de la République française.
L'enregistrement de cette déclaration a eu lieu le 25 février 1938.*

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE et LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL SUISSE
sont convenus de ce qui suit :

« Le Gouvernement français, pour les citoyens suisses nés, reconnus, légitimés, adoptés, mariés, divorcés ou décédés en France et le Gouvernement suisse, pour les Français nés, reconnus, légitimés, adoptés, mariés, divorcés ou décédés en Suisse, s'engagent à délivrer sans frais à l'autre Partie contractante des expéditions littérales des actes de l'état civil dressés sur leur territoire respectif, lorsque la demande en sera faite dans un intérêt administratif.

» Les Gouvernements français et suisse se délivrent gratuitement les expéditions d'actes d'état civil demandées pour leurs ressortissants respectifs indigents.

» La demande sera faite en France à l'autorité locale par la mission diplomatique ou par les consuls de Suisse, en Suisse au Service fédéral de l'état civil à Berne par la mission diplomatique ou par les consuls de France. La demande spécifiera sommairement le motif, par exemple : « intérêt administratif » ou « indigence du Français (ou du Suisse) requérant ».

» Le fait de la délivrance d'une expédition d'un acte de l'état civil ne préjugera en rien de la question de la nationalité de l'intéressé au regard des deux gouvernements.

» Les expéditions d'actes de l'état civil délivrées sur le territoire de l'une des deux Parties contractantes et utilisées sur le territoire de l'autre Partie n'auront besoin d'aucune légalisation à la condition qu'elles soient certifiées conformes en France, par le depositaire des registres ou son délégué, revêtues du sceau de l'administration municipale de la localité où elles ont été dressées ou du sceau du tribunal par le greffe duquel elles ont été délivrées, en Suisse, par l'officier de l'état civil ou son suppléant et revêtues du sceau de leur office. »

Le présent arrangement entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1938 et remplacera dans les relations franco-suisse la Déclaration¹ signée à Berne le 27 août 1926 en vue de l'échange entre la France et la Suisse des actes de l'état civil, laquelle déclaration a cessé d'être en vigueur le 1^{er} juillet 1937.

En foi de quoi, les soussignés M. Yvon DELBOS, ministre des Affaires étrangères de la République française et M. DUNANT, ministre de Suisse près le Gouvernement français dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs ont signé la présente déclaration et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, en double original, le 3 décembre 1937.

Pour copie certifiée conforme :

Paris, le 27 janvier 1938.

Le Chef du Service du Protocole,
M. Lozé.

(Signé) (L. S.) Yvon DELBOS.

(Signé) (L. S.) DUNANT.

¹ Vol. LIX, page 231, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4292. — DECLARATION BETWEEN FRANCE AND SWITZERLAND REGARDING THE RECIPROCAL ISSUE FREE OF CHARGE OF COPIES OF CIVIL STATUS RECORDS. SIGNED AT PARIS, DECEMBER 3RD, 1937.

French official text communicated by the Minister for Foreign Affairs of the French Republic. The registration of this Declaration took place February 25th, 1938.

THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC and THE SWISS FEDERAL GOVERNMENT have agreed as follows :

“ The French Government undertakes, in respect of Swiss citizens born, recognised, legitimated, adopted, married, divorced or deceased in France, and the Swiss Government, in respect of French nationals born, recognised, legitimated, adopted, married, divorced or deceased in Switzerland, to issue, free of charge, to the other Contracting Party literal copies of civil status records drawn up in their respective territories, whenever such copies are requested for administrative purposes.

“ The French and Swiss Governments shall communicate to each other, free of charge, copies of civil status records requested for their respective indigent nationals.

“ The requests shall be made, in France, to the local authority by the Swiss diplomatic representatives or consuls, and in Switzerland, to the Federal Civil Status Service at Berne by the French diplomatic representatives or consuls. Such requests shall specify briefly the grounds on which they are made ; for instance, ‘ administrative purposes ’ or ‘ indigence of the French (or Swiss) applicant ’.

“ The issue of a copy of a civil status record shall in no way affect the question of the nationality of the person concerned with regard to the two Governments.

“ Copies of civil status records issued in the territory of one of the Contracting Parties and utilised in the territory of the other shall not require legalisation in any form, provided that they are certified true in France by the registrar or his representative and bear the stamp of the municipal administration of the district in which they were drawn up or the stamp of the court by whose Clerk’s Office they were issued ; and in Switzerland by the civil status officer or his substitute and bear the stamp of their office. ”

The present Declaration shall come into force on January 1st, 1938, and shall supersede, in Franco-Swiss relations, the Declaration² signed at Berne on August 27th, 1926, with a view to the reciprocal communication between France and Switzerland of civil status records, which Declaration ceased to apply on July 1st, 1937.

In faith whereof the undersigned, M. Yvon DELBOS, Minister for Foreign Affairs of the French Republic, and M. DUNANT, Swiss Minister accredited to the French Government, being duly authorised by their respective Governments, have signed the present Declaration and have thereto affixed their seals.

Done in Paris in duplicate, this 3rd day of December, 1937.

(Signed) (L. S.) Yvon DELBOS.

(Signed) (L. S.) DUNANT.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d’information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Vol. LIX, page 231, of this Series.

N° 4293.

**GUATÉMALA
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Echange de notes comportant un accord commercial. Guatémala, le 16 septembre 1936, et Mexico, le 20 septembre 1936.

**GUATEMALA
AND CZECHOSLOVAKIA**

Exchange of Notes constituting a Commercial Agreement. Guatemala, September 16th, 1936, and Mexico, September 20th, 1936.

Nº 4293. — CANJE DE NOTAS¹ ENTRE LOS GOBIERNOS DE LA REPUBLICA DE CHECOSLOVAQUIA Y DE LA REPUBLICA DE GUATEMALA ESTABLECIENDO UN ACUERDO COMERCIAL. GUATEMALA, 16 DE SEPTIEMBRE DE 1936 Y MEXICO, 20 DE SEPTIEMBRE DE 1936.

Nº 4293. — VÝMĚNA NOT¹ MEZI REPUBLIKOU ČESKOSLOVENS-KOU A REPUBLIKOU GUATE-MALSKOU OBSAHUJÍCÍ OB-CHODNÍ UJEDŇANÍ. V GUATE-MALE DNE 16 ZÁŘÍ 1936 A V MEXIKU DNE 20 ZÁŘÍ 1936.

Textes officiels espagnol et tchécoslovaque communiqués par le chargé d'Affaires a. i. de la légation de la République tchécoslovaque à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 28 février 1938.

Spanish and Czechoslovak official texts communicated by the Chargé d'Affaires a. i. of the Legation of the Czechoslovak Republic at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place February 28th, 1938.

I.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

SECRETARIA DE RELACIONES EXTERIORES.

REPÚBLICA DE GUATEMALA.

SECCIÓN DIPLOMÁTICA.

Nº 10949.

350.C.(436.5-0).

GUATEMALA, 16 de septiembre de 1936.

SEÑOR MINISTRO :

Con relación a conversaciones y correspondencia anterior con Vuestra Excelencia, respecto al reglamento de las relaciones comerciales entre Guatemala y Checoslovaquia, tengo el honor de informarle que mi Gobierno está de acuerdo en regular dichas relaciones comerciales, conforme a las siguientes estipulaciones :

1. Las Altas Partes contratantes convienen en acordarse recíprocamente el tratamiento incondicional e ilimitado de la Nación más favorecida, para cuanto concierne a los derechos de aduana y todos los derechos accesorios, la forma de percibir derechos, así como para las reglas, formalidades y cargas a que podrían someterse las operaciones de extracción de la aduana.

2. En consecuencia, en virtud de este acuerdo, en ningún caso quedarán los productos originarios de cada una de las Partes contratantes, naturales o elaborados, al importarse al territorio de la otra Parte, sujetos a derechos, tasas o cargas diferentes o más elevados, ni a reglas y formalidades diferentes o más onerosas que las que pesan o pesen sobre los productos de la misma naturaleza de cualquier tercer país.

¹ Le présent accord a été mis provisoirement en vigueur le 6 octobre 1936.

¹ The present Agreement was put provisionally into force on October 6th, 1936.

3. Asimismo, los productos naturales o elaborados que se exporten del territorio de cada una de las Partes contratantes con destino a territorio de la otra Parte, en ningún caso estarán sujetos, en virtud de este acuerdo, a derechos, tasas o cargas diferentes o más elevados ni a reglas y formalidades mas onerosas que aquellos que están o estén sujetos los mismos productos destinados al territorio de otro país cualquiera.

4. Todas las ventajas, favores, privilegios e inmunidades que una de las dos Partes contratantes haya acordado o acordare después, en la mencionada materia, a los productos naturales o elaborados originarios de otro país cualquiera, o destinados al territorio de otro país cualquiera, se aplicarán inmediatamente y sin compensación a los productos de la misma naturaleza, originarios de la otra Parte contratante o destinados a su territorio.

5. Sin embargo, se exceptúan de las estipulaciones formuladas en el presente Acuerdo, los favores actualmente acordados o que después puedan acordarse a otros Estados limítrofes para facilitar el tráfico fronterizo, así como los que resulten de una unión aduanera ya concluida o que pueda concluirse por una de las Partes contratantes.

La República de Checoslovaquia renunciará a pedir la aplicación de las disposiciones del presente Acuerdo con el objeto de gozar de los favores que se acuerden o puedan acordarse ulteriormente por la República de las Repúblicas de El Salvador, Honduras, Costa Rica, Nicaragua y Panamá en virtud de convenciones especiales concluidas o por concluirse con estos Estados para una colaboración económica más estrecha.

La República de Guatemala renunciará a pedir la aplicación de las disposiciones del presente Acuerdo con el objeto de gozar de los favores que se acuerden o que puedan acordarse ulteriormente por la República de Checoslovaquia al comercio de Estados de la Europa Central y de los de la Europa del Sudeste, en virtud de las convenciones especiales concluidas o por concluirse con estos Estados para una colaboración económica más estrecha.

6. Este Acuerdo entrará en vigor en la fecha que se fijará por los dos Gobiernos y quedará en vigencia durante dos años. Terminado este periodo, seguirá en vigor, siempre que no se denuncie por una de las dos Partes contratantes. Tal denuncia no producirá efecto antes de tres meses.

Aprovecho esta oportunidad para reiterar a Vuestra Excelencia las seguridades de mi consideración más alta y distinguida.

J. GONZÁLES CAMPO.

Excelentísimo

Señor Doctor Vlastimil Kybal,
Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario
de la República de Checoslovaquia,
México, D. F.

II.

TEXTE TCHÉCOSLOVAQUE. — CZECHOSLOVAK TEXT.

VYSLANECTVÍ REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ.
v MEXIKU.
Číslo 2304/36.

V MEXIKU dne 20. září 1936.

PANE MINISTŘE,

Mám čest potvrdi ti Vaší Excelenci, jsa k tomu náležitě zmocněn, že hospodářské styky mezi republikou Československou a republikou Guatemalskou budou upraveny touto dohodou :

1. Vysoké smluvní strany jsou shodny v tom, že si budou vzájemně poskytovat bezpodmínečné a neomezené nakládání podle doložky o nejvyšších výhodách ve všem,

co se týče cel a všech vedlejších poplatků, způsobu vybírání cel, jakož i předpisů, formalit, a dávek, jimž celní projednávání bude podrobeno.

2. V důsledku toho zemské plodiny a průmyslové výrobky pocházející z každé ze smluvních stran nebudou při dovozu na území druhé smluvní strany v žádném případě podrobeny ve vztazích shora vytčených jiným neb vyšším clům, poplatkům a dávkám, ani jiným neb tíživějším předpisům a formalitám, než oněm, jimž jsou neb budou podrobeny výrobky téže povahy, pocházející z kteréhokoliv jiného státu.

3. Rovněž zemské plodiny a průmyslové výrobky vyvážené z území každé smluvní strany s určením do území druhé smluvní strany nebudou v žádném případě podrobeny v týchž vztazích jiným neb vyšším clům, poplatkům a dávkám ani tíživějším předpisům a formalitám než oněm, jimž jsou nebo budou podrobeny stejné výrobky určené do území kteréhokoliv jiného státu.

4. Veškeré výhody, prospěchy, výsady a osvobození, jež jsou nebo budou v budoucnosti poskytnuty jednou smluvní stranou ve výše uvedených věcí zemským plodinám nebo průmyslovým výrobkům, pocházejícím z kteréhokoliv jiného státu nebo určeným do území kteréhokoliv jiného státu, budou ihned a bez kompensace použity na výrobky téže povahy, pocházející z druhé smluvní strany nebo určené do území této strany.

5. Ze závazků stanovených v této dohodě vyjímají se však výhody, jež jsou nebo jež by mohly býti v budoucnu poskytnuty sousedním zemím k usnadnění pohraničního styku, jakož i výhody, plynoucí z celní unie již uzavřené nebo která by mohla být uzavřena jednou ze smluvních stran.

Republika Československá nebude se dovolávati ustanovení této dohody, aby dosáhla výhod, jež jsou nebo by mohly býti v budoucnu poskytnuty republikou Guatemalskou obchodu s republikami Salvadorskou, Honduraskou, Nicaraguajskou, Costarickou a Panamskou na základě zvláštních smluv, jež byly nebo budou uzavřeny s těmito státy za účelem užší hospodářské spolupráce.

Republika Guatemalská nebude se dovolávati ustanovení této dohody, aby dosáhla výhod, jež jsou nebo by mohly býti v budoucnu poskytovány republikou Československou obchodu se státy střední a jihovýchodní Evropy na základě zvláštních smluv, jež byly nebo budou uzavřeny s těmito státy za účelem užší hospodářské spolupráce.

6. Tato dohoda vstoupí v platnost dnem, na kterém se obě vlády dohodnou. Zůstane v platnosti z léta. Po uplynutí této lhůty bude v platnosti dála, pokud nebude některou z Vysokých smluvních stran vypověděna, při čemž tato výpověď stane se účinnou teprve po třech měsících.

Přijměte, pane ministře, výraz mé dokonalé úcty.

Československý vyslanec v Guatemale :
Dr. Vlastimil KYBAL.

Jeho Excelenci
panu Dru José González Campo,
ministru financí a veřejného úvěru, pověřenému správou
ministerstva zahraničních věcí,
v Guatemale.

Copie certifiée conforme :
Praha, le 4 septembre 1937.

Dr. Johuslav Matoud,
Directeur des Archives a. i.

¹ TRADUCTION.

N^o 4293. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS DE LA RÉPUBLIQUE DU GUATÉMALA ET DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE COMPORTANT UN ACCORD COMMERCIAL. GUATÉMALA, LE 16 SEPTEMBRE 1936, ET MEXICO, LE 20 SEPTEMBRE 1936.

I.

SECRETARIAT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

RÉPUBLIQUE DU GUATÉMALA.

SECTION DIPLOMATIQUE.

N^o 10949.

350.C.(436.5-0).

GUATÉMALA, le 16 septembre 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite aux conversations et à la correspondance antérieure échangée avec Votre Excellence concernant le règlement des relations commerciales entre le Guatemala et la Tchécoslovaquie, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que mon gouvernement accepte de régler lesdites relations commerciales conformément aux dispositions suivantes :

1^o Les Hautes Parties contractantes conviennent de s'accorder réciproquement le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les droits de douane et tous droits accessoires, le mode de perception des droits ainsi que les règles, formalités et charges auxquelles pourraient donner lieu les opérations de dédouanement.

¹ TRANSLATION.

No. 4293. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENTS OF THE REPUBLIC OF GUATEMALA AND OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC CONSTITUTING A COMMERCIAL AGREEMENT. GUATEMALA, SEPTEMBER 16TH, 1936, AND MEXICO, SEPTEMBER 20TH, 1936.

I.

DEPARTMENT OF FOREIGN AFFAIRS.

REPUBLIC OF GUATEMALA.

DIPLOMATIC SECTION.

No. 10949.

350.C.(436.5-0).

GUATEMALA, September 16th, 1936.

SIR,

With reference to previous conversations and correspondence with Your Excellency concerning the settlement of commercial relations between Guatemala and Czechoslovakia, I have the honour to inform you that my Government agrees to regulate the said commercial relations in accordance with the following provisions :

1. The High Contracting Parties agree to grant each other unconditional and unlimited most-favoured-nation treatment as regards Customs duties and any accessory duties, the method of collecting duties, and the rules, formalities, and charges to which Customs clearance operations may be made subject.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

2° En conséquence et conformément au présent accord, les produits naturels ou fabriqués, originaires de chacune des Parties contractantes, ne seront en aucun cas soumis, à leur importation dans le territoire de l'autre Partie, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles ou formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou pourraient être assujettis les produits de même nature d'un pays tiers quelconque.

3° De même, les produits naturels ou fabriqués, exportés du territoire de chacune des Parties contractantes à destination du territoire de l'autre Partie, ne seront en aucun cas soumis, en vertu du présent accord, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles ou formalités plus onéreuses que ceux auxquels sont ou pourraient être assujettis les mêmes produits destinés au territoire de quelque autre pays.

4° Tous les avantages, faveurs, privilèges et immunités que l'une des deux Parties contractantes aurait accordés ou accorderait ultérieurement, en cette matière, aux produits naturels ou fabriqués originaires de quelque autre pays, ou destinés au territoire de quelque autre pays, seront appliqués immédiatement et sans compensation aux produits de même nature originaires de l'autre Partie contractante ou destinés à son territoire.

5° Sont toutefois exceptés des dispositions du présent accord les avantages actuellement accordés ou qui seraient accordés ultérieurement à d'autres Etats limitrophes pour faciliter le trafic de frontière ainsi que les avantages résultant d'une union douanière conclue ou à conclure par l'une des Parties contractantes.

La République tchécoslovaque renoncera à demander l'application des dispositions du présent accord en vue de jouir des avantages qui sont accordés ou qui seraient ultérieurement accordés au commerce des Républiques du Salvador, du Honduras, de Costa-Rica, du Nicaragua et du Panama, en vertu de conventions spéciales conclues ou à conclure avec ces Etats pour une collaboration économique plus étroite.

La République du Guatemala renoncera à demander l'application des dispositions du présent accord en vue de jouir des

2. Consequently, in virtue of the present Agreement, natural or manufactured products originating in the territory of either of the Contracting Parties shall in no case be subject, on importation into the territory of the other Party, to any duties, taxes or charges other or higher, or to any rules or formalities other or more burdensome, than those to which products of the same nature from any third country are or may hereafter be subject.

3. Similarly, natural or manufactured products exported from the territory of either of the Contracting Parties to the territory of the other Party shall in no case be subject, under the present Agreement, to any duties, taxes or charges other or higher, or to any rules or formalities more burdensome, than those to which the same products consigned to the territory of any other country are or may hereafter be subject.

4. All advantages, favours, privileges and exemptions which have been or may hereafter be accorded by either of the two Contracting Parties in this matter to natural or manufactured products originating in or consigned to the territory of any other country shall be applied immediately and without compensation to products of the same nature originating in or consigned to the territory of the other Contracting Party.

5. Favours which are at present or may hereafter be accorded to other adjacent States to facilitate frontier traffic, and the advantages arising out of any Customs union concluded or hereafter to be concluded by either of the Contracting Parties, shall, however, be excluded from the provisions of the present Agreement.

The Czechoslovak Republic will not claim the application of the provisions of the present Agreement in order to secure the advantages which are or may hereafter be granted to the trade of the Republics of Salvador, Honduras, Costa Rica, Nicaragua and Panama under special conventions concluded or hereafter to be concluded with the said States with a view to closer economic collaboration.

The Republic of Guatemala will not claim the application of the provisions of the present Agreement in order to secure

avantages qui sont accordés ou qui seraient ultérieurement accordés par la République tchécoslovaque au commerce des États de l'Europe centrale et de ceux de l'Europe du sud-est, en vertu de conventions spéciales conclues ou à conclure avec ces États pour une collaboration économique plus étroite.

6° Le présent accord entrera en vigueur à la date qui sera fixée par les deux gouvernements, et il restera en vigueur pendant deux ans. A l'expiration de cette période, il demeurera en vigueur tant qu'il n'aura pas été dénoncé par l'une des deux Parties contractantes. Cette dénonciation ne produira ses effets qu'à l'expiration d'un délai de trois mois.

Je saisis cette occasion, etc.

J. GONZÁLES CAMPO.

S. E. le Dr Vlastimil Kybal,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
de la République tchécoslovaque,
Mexico, D. F.

II.

LÉGATION
DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE,
MEXICO.

N° 2304/36.

MEXICO, le 20 septembre 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En vertu des pleins pouvoirs qui m'ont été dûment conférés à cet effet, j'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence que les relations commerciales entre la République tchécoslovaque et la République du Guatemala seront régies par l'accord ci-après :

1° Les Hautes Parties contractantes conviennent de s'accorder réciproquement le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les droits de douane et tous droits accessoires, le mode de perception des droits

the advantages which are or may hereafter be granted by the Czechoslovak Republic to the trade of States in Central and South-Eastern Europe under special conventions concluded or hereafter to be concluded with the said States with a view to closer economic collaboration.

6. This Agreement shall come into force on a date to be decided by the two Governments and shall remain in force for two years. On the expiration of that period, it shall continue in force until denounced by one of the two Contracting Parties. Such denunciation shall not take effect for three months.

I avail myself of this opportunity, etc.

J. GONZÁLES CAMPO.

H. E. Dr. Vlastimil Kybal,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary
of the Czechoslovak Republic,
Mexico, D. F.

II.

LEGATION
OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC,
MEXICO.

No. 2304/36.

MEXICO, September 20th, 1936.

SIR,

In virtue of the full powers duly conferred on me for the purpose, I have the honour to confirm to Your Excellency that the commercial relations between the Republic of Czechoslovakia and the Republic of Guatemala will be regulated by the following Agreement :

1. The High Contracting Parties agree to grant each other unconditional and unlimited most-favoured-nation treatment in all that concerns Customs duties and any accessory duties, the method of collecting duties, and the rules, formalities

ainsi que les règles, formalités et charges auxquelles pourraient donner lieu les opérations de dédouanement.

2° En conséquence, les produits naturels ou fabriqués, originaires de chacune des Parties contractantes, ne seront en aucun cas soumis, sous les rapports susvisés, à leur importation dans le territoire de l'autre Partie, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles ou formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou pourraient être assujettis les produits de même nature d'un pays tiers quelconque.

3° De même, les produits naturels ou fabriqués, exportés du territoire de chacune des Parties contractantes à destination du territoire de l'autre Partie contractante, ne seront en aucun cas soumis, sous les mêmes rapports, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles ou formalités plus onéreuses que ceux auxquels sont ou pourraient être assujettis les mêmes produits destinés au territoire de quelque autre pays.

4° Tous les avantages, faveurs, privilèges et immunités que l'une des deux Parties contractantes aurait accordés ou accorderait ultérieurement, dans la matière susdite, aux produits naturels ou fabriqués originaires de quelque autre pays ou destinés au territoire de quelque autre pays, seront appliqués immédiatement et sans compensation aux produits de même nature originaires de l'autre Partie contractante ou destinés à son territoire.

5° Sont toutefois exceptés des dispositions du présent accord les avantages actuellement accordés ou qui seraient accordés ultérieurement à des Etats limitrophes pour faciliter le trafic de frontière, ainsi que les avantages résultant d'une union douanière conclue ou à conclure par l'une ou l'autre des Parties contractantes.

La République tchécoslovaque renoncera à demander l'application des dispositions du présent accord en vue de jouir des avantages qui sont accordés ou qui seraient ultérieurement accordés par la République du Guatemala au commerce des Républiques du Salvador, du Honduras, du Nicaragua, de Costa-Rica et du Panama, en vertu de conventions spéciales conclues ou

and charges to which Customs clearance operations may be made subject.

2. Consequently, natural or manufactured products originating in the territory of either of the Contracting Parties shall in no case be subject in the above-mentioned respects, on importation into the territory of the other Party, to any duties, taxes or charges other or higher, or to any rules or formalities other or more burdensome, than those to which products of the same nature from any third country are or may hereafter be subject.

3. Similarly, natural or manufactured products exported from the territory of either Contracting Party and consigned to the territory of the other Contracting Party shall in no case be subject in the same respects to any duties, taxes or charges other or higher, or to any rules or formalities more burdensome, than those to which the same products consigned to the territory of any other country are or may hereafter be subject.

4. All advantages, favours, privileges and exemptions which have been or may hereafter be accorded by either Contracting Party in the above connection to natural or manufactured products originating in or consigned to the territory of any other country shall be applied immediately and without compensation to products of the same nature originating in or consigned to the territory of the other Contracting Party.

5. Favours which are at present or may hereafter be accorded to adjacent States to facilitate frontier traffic, and the advantages arising out of any Customs union concluded or hereafter to be concluded by either of the Contracting Parties, shall, however, be excluded from the provisions of the present Agreement.

The Czechoslovak Republic will not claim the application of the provisions of the present Agreement in order to secure the advantages which are or may hereafter be granted by the Republic of Guatemala to trade with the Republics of Salvador, Honduras, Nicaragua, Costa Rica and Panama under special conventions concluded or hereafter to be concluded with

à conclure avec lesdits Etats pour une collaboration économique plus étroite.

La République du Guatemala renoncera à demander l'application des dispositions du présent accord en vue de jouir des avantages qui sont accordés ou qui seraient ultérieurement accordés par la République tchécoslovaque au commerce des États de l'Europe centrale et de ceux de l'Europe du sud-est, en vertu de conventions spéciales conclues ou à conclure avec lesdits Etats pour une collaboration économique plus étroite.

6° Le présent accord entrera en vigueur à la date qui sera fixée par les deux gouvernements, et il restera en vigueur pendant deux ans. A l'expiration de cette période, il demeurera en vigueur tant qu'il n'aura pas été dénoncé par l'une des deux Parties contractantes. Cette dénonciation ne produira ses effets qu'à l'expiration d'un délai de trois mois.

Veillez agréer, etc.

Dr Vlastimil KYBAL,
*Ministre de Tchécoslovaquie au
Guatemala.*

Son Excellence
le Dr José Gonzáles Campo,
Ministre des Finances et
du Crédit public,
chargé de la direction du Ministère
des Affaires étrangères,
Guatemala.

the said States with a view to closer economic collaboration.

The Republic of Guatemala will not claim the application of the provisions of the present Agreement in order to secure the advantages which are or may hereafter be granted by the Czechoslovak Republic to trade with States in Central and South-Eastern Europe under special conventions concluded or hereafter to be concluded with the said States with a view to closer economic collaboration.

6. This Agreement shall come into force on a date to be agreed upon by the two Governments and shall remain in force for two years. On the expiration of that period, it shall continue in force until denounced by one of the two High Contracting Parties. Such denunciation shall not take effect for three months.

I have the honour to be, etc.

Dr. Vlastimil KYBAL,
Czechoslovak Minister in Guatemala.

His Excellency
Dr. José Gonzáles Campo,
Minister of Finance and
Public Credit,
entrusted with the direction
of the Ministry of Foreign Affairs,
Guatemala.

N° 4294.

BELGIQUE ET CUBA

Convention additionnelle étendant au Congo belge et aux territoires du Ruanda-Urundi le Traité d'extradition entre la Belgique et la République de Cuba du 29 octobre 1904. Signée à La Havane, le 23 février 1933.

BELGIUM AND CUBA

Additional Convention regarding the Application to the Belgian Congo and to the Territories of Ruanda-Urundi of the Extradition Treaty between Belgium and the Republic of Cuba of October 29th, 1904. Signed at Havana, February 23rd, 1933.

N° 4294. — CONVENTION ¹ ADDITIONNELLE ÉTENDANT AU CONGO BELGE ET AUX TERRITOIRES DU RUANDA-URUNDI LE TRAITÉ D'EXTRADITION ENTRE LA BELGIQUE ET LA RÉPUBLIQUE DE CUBA DU 29 OCTOBRE 1904. SIGNÉE A LA HAVANE, LE 23 FÉVRIER 1933.

Textes officiels français et espagnol communiqués par le sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de la République de Cuba et le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 1^{er} mars 1938.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES,

et

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA,

Ayant jugé nécessaire d'appliquer au Congo belge et aux territoires du Ruanda-Urundi au sujet desquels la Belgique exerce un mandat au nom de la Société des Nations, le Traité² d'extradition entre la Belgique et la République de Cuba du 29 octobre 1904, ont nommé dans ce but, pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

Son Excellence M. Georges STADLER, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la République de Cuba ;

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA :

Son Excellence M. le Dr Orestes FERRARA Y MARINO, ministre des Affaires étrangères de la République de Cuba ;

Lesquels sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les dispositions du Traité d'extradition entre la Belgique et la République de Cuba du 29 octobre 1904 s'appliqueront au Congo belge et aux territoires du Ruanda-Urundi, avec les modifications suivantes.

Article 2.

La demande d'extradition d'un individu qui s'est réfugié au Congo belge ou au Ruanda-Urundi, sera faite par la voie diplomatique ou consulaire. Celle-ci sera suivie dans tous les cas où elle est requise par le Traité d'extradition du 29 octobre 1904. Toutefois, dans les cas urgents prévus à l'article 8 du traité, l'arrestation provisoire devra également être effectuée sur avis donné au

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à La Havane, le 21 octobre 1937.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XXXIII, page 17.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 4294. — CONVENIO¹ ADICIONAL PARA APLICAR AL CONGO BELGA Y A LOS TERRITORIOS DE RUANDA-URUNDI EL TRATADO DE EXTRADICION ENTRE BELGICA Y LA REPUBLICA DE CUBA DEL 29 DE OCTUBRE DE 1904. FIRMADO EN LA HABANA, EL 23 DE FEBRERO DE 1933.

French and Spanish official texts communicated by the Under-Secretary of State for Foreign Affairs of the Republic of Cuba and by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place March 1st, 1938.

SU MAJESTAD EL REY DE LOS BELGAS,

Y

SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE CUBA,

Estimando necesario aplicar al Congo belga y a los territorios de Ruanda-Urundi, sobre los cuales Bélgica ejerce un mandato en nombre de la Sociedad de las Naciones, el Tratado² de Extradición entre Bélgica y la República de Cuba de 29 de octubre de 1904, han nombrado a este efecto sus Plenipotenciarios, a saber :

SU MAJESTAD EL REY DE LOS BELGAS, a

Su Excelencia el Señor Georges STADLER, Su Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario en la República de Cuba ;

SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE CUBA, a

Su Excelencia el Señor D^r Orestes FERRARA Y MARINO, Secretario de Estado de la República de Cuba ;

Los cuales, han acordado lo siguiente :

Artículo 1º.

Las disposiciones del Tratado de Extradición entre Bélgica y la República de Cuba de 29 de octubre de 1904, se aplicarán al Congo belga y a los territorios de Ruanda-Urundi, con las modificaciones siguientes.

Artículo 2.

La solicitud de extradición de un individuo que se haya refugiado en el Congo belga o en Ruanda-Urundi, será hecha por la vía diplomática o consular.

Esta se seguirá en todos los casos en que ella sea requerida por el Tratado de Extradición de 29 de octubre de 1904.

¹ The exchange of ratifications took place at Havana, October 21st, 1937.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 97, page 675.

Ministère des Affaires étrangères de la République de Cuba par le gouverneur général du Congo belge, et *vice versa*, de l'existence d'un mandat d'arrêt.

Article 3.

Pour l'application du Traité du 29 octobre 1904 et de la présente convention :

1^o Il faut entendre par nationaux ou sujets belges, les citoyens belges et les ressortissants du Congo belge ; seront assimilés aux nationaux ou sujets belges les ressortissants du Ruanda-Urundi ;

2^o Seront considérées comme crimes les infractions aux lois du Congo belge et du Ruanda-Urundi, punissables de plus de cinq ans de servitude pénale, et comme délits celles punissables de plus de deux mois de la même peine ;

3^o La servitude pénale prévue par la législation du Congo belge et du Ruanda-Urundi, sera assimilée à l'emprisonnement.

Article 4.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à La Havane le plus tôt possible. Elle entrera en vigueur dix jours après sa publication dans les formes prescrites par la législation des Hautes Parties contractantes et aura la même durée que le Traité d'extradition du 29 octobre 1904, entre la Belgique et la République de Cuba.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leur cachet.

Fait en double original, à La Havane, le vingt-trois février mil neuf cent trente-trois.

(L. S.) (S.) G. STADLER.

(L. S.) (S.) D^r Orestes FERRARA Y MARINO.

Sin embargo, en los casos urgentes previstos por el artículo 8 del Tratado, la detención provisional deberá efectuarse igualmente por aviso dado a la Secretaría de Estado de la República de Cuba por el Gobernador general del Congo belga, y vice versa, de la existencia de una orden de arresto.

Artículo 3.

Para la aplicación del Tratado de 29 de octubre de 1904, y del presente Convenio,

1º Deberá considerarse como nacionales o súbditos belgas, a los ciudadanos belgas y a los nacionales del Congo belga ; serán asimilados a nacionales o súbditos belgas los nacionales de Ruanda-Urundi ;

2º Serán tenidos como crímenes las infracciones a las leyes del Congo belga y de Ruanda-Urundi, castigables con más de cinco años de servidumbre penal y como delitos las castigables con más de dos meses de la misma pena ;

3º La servidumbre penal prevista por la legislación del Congo belga y de Ruanda-Urundi, será asimilada a la de prisión.

Artículo 4.

La presente Convención será ratificada y las ratificaciones serán canjeadas en La Habana lo más pronto posible. Entrará en vigor diez días después de su publicación en las formas prescritas por la legislación de las Altas Partes contratantes y tendrá la misma duración que el Tratado de Extradición de 29 de octubre de 1904 entre Bélgica y la República de Cuba.

En fe de lo cual los Plenipotenciarios respectivos firman el presente Convenio y fijan en el mismo su sello.

Hecho en doble original en la Habana, a veinte y tres de febrero de mil novecientos treinta y tres.

(L. S.) (fdo) G. STADLER.

(L. S.) (fdo) D^r Orestes FERRARA Y MARINO.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4294. — ADDITIONAL CONVENTION REGARDING THE APPLICATION TO THE BELGIAN CONGO AND TO THE TERRITORIES OF RUANDA-URUNDI OF THE EXTRADITION TREATY BETWEEN BELGIUM AND THE REPUBLIC OF CUBA OF OCTOBER 29TH, 1904. SIGNED AT HAVANA, FEBRUARY 23RD, 1933.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS
and

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CUBA,

Deeming it necessary to apply to the Belgian Congo and to the territories of Ruanda-Urundi, in respect of which Belgium exercises a mandate on behalf of the League of Nations, the Extradition Treaty between Belgium and the Republic of Cuba of October 29th, 1904, have for that purpose appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

His Excellency M. Georges STADLER, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to the Republic of Cuba ;

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CUBA :

His Excellency Dr. Orestes FERRARA Y MARINO, Minister for Foreign Affairs of the Republic of Cuba ;

Who have agreed as follows :

Article 1.

The provisions of the Extradition Treaty between Belgium and the Republic of Cuba of October 29th, 1904, shall apply to the Belgian Congo and to the territories of Ruanda-Urundi, with the following modifications.

Article 2.

Requisitions for the extradition of persons who have taken refuge in the Belgian Congo or in Ruanda-Urundi shall be transmitted through the diplomatic or consular channel. This procedure shall be followed in every case in which it is prescribed by the Extradition Treaty of October 29th, 1904. Nevertheless, in the urgent cases referred to in Article 8 of that Treaty, the accused person shall also be provisionally arrested on notice being given to the Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Cuba by the Governor-General of the Belgian Congo, or *vice versa*, of the existence of a warrant of arrest.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 3.

For the purposes of the Treaty of October 29th, 1904, and of the present Convention :

(1) The term " Belgian nationals or subjects " shall be held to mean Belgian citizens and nationals (*ressortissants*) of the Belgian Congo ; the nationals (*ressortissants*) of Ruanda-Urundi shall be assimilated thereto ;

(2) Offences against the laws of the Belgian Congo or of Ruanda-Urundi punishable with more than five years' penal servitude shall be deemed to be crimes, and those punishable with more than two months' penal servitude shall be deemed to be delicts.

(3) Penal servitude under the laws of the Belgian Congo and Ruanda-Urundi shall be assimilated to imprisonment.

Article 4.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Havana as soon as possible. It shall come into force ten days after its publication in the forms prescribed by the laws of the High Contracting Parties and shall remain in force for the same period as the Extradition Treaty of October 29th, 1904, between Belgium and the Republic of Cuba.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Havana, the twenty-third day of February, one thousand nine hundred and thirty-three.

(L. S.) (*Signed*) G. STADLER. (L. S.) (*Signed*) Dr. Orestes FERRARA Y MARINO.

N° 4295.

ESTONIE ET ITALIE

Traité d'extradition et d'assistance
judiciaire en matière pénale. Signé
à Rome, le 10 août 1935.

ESTONIA AND ITALY

Treaty regarding Extradition and
Judicial Assistance in Criminal
Matters. Signed at Rome, Au-
gust 10th, 1935.

N^o 4295. — TRAITÉ¹ D'EXTRADITION ET D'ASSISTANCE JUDICIAIRE
EN MATIÈRE PÉNALE ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE ET
LE ROYAUME D'ITALIE. SIGNÉ A ROME, LE 10 AOUT 1935.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 1^{er} mars 1938.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE et SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE, désireux de régler les questions qui ont trait à l'extradition des malfaiteurs et à l'assistance judiciaire en matière pénale et de conclure un traité à cet effet, ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE :

M. Taavet JANSON, chargé d'Affaires *a. i.* de la République d'Estonie à Rome ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

S. E. Benito MUSSOLINI, chef du gouvernement, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, ayant reconnu leurs pleins pouvoirs en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

CHAPITRE PREMIER

EXTRADITION.

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se livrer réciproquement, sur demande, les individus qui se trouvant sur le territoire de la Partie requise sont poursuivis ou condamnés par les autorités judiciaires de la Partie requérante comme auteurs ou complices pour un des délits indiqués à l'article suivant.

Elles pourront également se livrer réciproquement, sur demande, les individus poursuivis ou condamnés pour des infractions autres que celles indiquées dans l'article suivant.

Article 2.

L'engagement, dont il est question à l'article précédent, concerne les délits qui d'après les lois des deux Etats — ne fussent-elles applicables que dans quelque partie du territoire —

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Tallinn, le 29 novembre 1937.

Entré en vigueur le 1^{er} mars 1938.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4295. — TREATY ² BETWEEN THE REPUBLIC OF ESTONIA AND THE KINGDOM OF ITALY REGARDING EXTRADITION AND JUDICIAL ASSISTANCE IN CRIMINAL MATTERS. SIGNED AT ROME, AUGUST 10TH, 1935.

French official text communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place March 1st, 1938.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF ESTONIA and HIS MAJESTY THE KING OF ITALY, being desirous of agreeing upon rules for the extradition of criminals and judicial assistance in criminal matters and of concluding a Treaty for this purpose, have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF ESTONIA :

M. Taavet JANSON, Acting Chargé d'Affaires of the Republic of Estonia in Rome ;

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

H. E. Benito MUSSOLINI, Head of the Government, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having found their full powers in good and due form, have agreed on the following provisions :

CHAPTER I.

EXTRADITION.

Article 1.

The High Contracting Parties undertake to deliver up to each other, on requisition being made, those persons who, being in the territory of the Party applied to, are being proceeded against, or have been convicted, by the judicial authorities of the Party making the requisition as principals or accessories, in respect of any of the offences mentioned in the following Article.

They may also deliver up to each other, on requisition being made, persons who are being proceeded against, or have been convicted, in respect of offences other than those mentioned in the following Article.

Article 2.

The obligation laid down in the preceding Article shall apply to offences which, under the laws of the two States — even should such laws be operative only in certain parts of their territory

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Tallinn, November 29th, 1937. Came into force March 1st, 1938.

peuvent entraîner une peine privative de liberté d'une année au moins ou une peine plus grave, ou si l'individu réclamé a été condamné pour le même fait à une peine privative de liberté de six mois au moins ou à une peine plus grave.

L'extradition sera également accordée pour la tentative dans les mêmes conditions que celles prévues à l'alinéa précédent.

Article 3.

L'engagement dont à l'article premier s'étend aussi à l'extradition des ressortissants de la Partie requérante auxquels soient appliquées par décision de l'autorité judiciaire des mesures de sûreté privatives de la liberté personnelle en considération de leur qualité de délinquants habituels, professionnels ou par tendance.

Article 4.

L'extradition ne sera pas accordée :

- a) Pour les infractions prévues exclusivement dans les lois sur la presse ;
- b) Pour les infractions d'ordre exclusivement militaires lorsque le fait ne serait autrement punissable que par les lois militaires ;
- c) Pour les délits politiques ou connexes à de tels délits, sauf le cas où le délit politique constitue essentiellement un attentat à la vie ou à l'incolumité personnelle, ou un attentat à la propriété commis par des moyens qui constituent un danger pour la sécurité publique ;
- d) Pour les infractions aux lois de douanes, d'impôts et autres lois financières.

Dans les cas prévus dans le présent article toute appréciation sur la nature des faits est exclusivement réservée aux autorités de l'Etat requis.

Article 5.

L'extradition peut être refusée :

- a) Si les autorités de l'Etat requis sont, d'après les lois de celui-ci, compétentes à juger le délit ;
- b) Si le fait a été commis sur le territoire d'un Etat tiers et les lois de la Partie requise n'admettent pas la poursuite pour un pareil fait commis à l'étranger ;
- c) Si, d'après la loi de la Partie requise, l'action pénale ou la condamnation prononcée est considérée comme prescrite au moment où la demande d'extradition a été présentée ;
- d) S'il s'agit d'infractions dont la poursuite ne peut avoir lieu que sur plainte de la partie lésée et peut être arrêtée par son renoncement.

Si les renseignements résultant des pièces produites ne suffisent pas pour prendre une décision d'après les lois de la Partie requise, ils seront complétés sur demande.

Article 6.

Les Hautes Parties contractantes n'extradent pas leurs propres ressortissants sauf dans le cas où ils aient obtenu la nationalité de la Partie requise après avoir commis le délit.

Article 7.

L'extradition n'aura pas lieu lorsque l'individu réclamé est poursuivi dans le pays requis pour la même infraction ou lorsqu'il a déjà été mis hors de cause ou amnistié, condamné ou acquitté pour le même fait, à moins que la législation de ce pays ne permette la reprise de la procédure pénale.

— are punishable by detention for a minimum period of one year or by a more serious penalty, or if the person claimed has been sentenced for the same offence to a penalty involving loss of liberty for a minimum period of six months or to a more serious penalty.

Extradition shall also be granted for attempts to commit offences, subject always to the same conditions as those laid down in the previous paragraph.

Article 3.

The obligation laid down in Article 1 shall also extend to the extradition of nationals of the Party making the requisition to whom preventive measures involving loss of personal liberty are applied by order of the judicial authorities, as habitual criminals, professional criminals, or persons with criminal proclivities.

Article 4.

Extradition shall not be granted :

- (a) For offences which are only punishable under the Press laws ;
- (b) For purely military offences when the acts concerned are punishable only under military law ;
- (c) For political offences or acts connected with such offences, except where the political offence constitutes essentially an attempt on the life or safety of individuals, or an attempt on property carried out by methods which constitute a danger to public safety ;
- (d) For offences under Customs, fiscal and other financial laws.

In the cases mentioned in the present Article, the decision as to the nature of the acts shall rest exclusively with the authorities of the State applied to.

Article 5.

Extradition may be refused :

- (a) If, under the laws of the State applied to, the authorities of that State are competent to try the offence ;
- (b) If the offence was committed in the territory of a third State and the laws of the Party applied to do not allow of prosecution for such an offence when committed abroad ;
- (c) If, under the laws of the Party applied to, criminal proceedings are barred, or the sentence has become unenforceable, through lapse of time before the requisition for extradition is received ;
- (d) If the offences are such that proceedings can only be instituted on the complaint of the injured party and may be discontinued by his withdrawal.

Should the information contained in the documents produced be insufficient for a decision to be taken under the laws of the Party applied to, it shall, on request, be completed.

Article 6.

The High Contracting Parties shall not surrender their own nationals except in cases where the latter have obtained the nationality of the Party applied to after having committed the offence.

Article 7.

Extradition shall not take place if the person claimed is being proceeded against in the country applied to for the same offence, or if he has already been discharged by the examining magistrate or amnestied, convicted or acquitted in respect of such offence, unless the laws of that country permit of the re-opening of criminal proceedings.

Article 8.

L'individu livré par l'une des Hautes Parties contractantes à l'autre pourra être jugé pour toute autre infraction connexe avec celle qui a motivé sa remise, pourvu qu'une des dispositions de l'article 4 ne s'y oppose.

S'il s'agit de délits non connexes, l'Etat auquel a été accordée l'extradition pourra demander à l'autre Etat d'étendre les effets de cette extradition aux faits qu'il entend poursuivre.

Article 9.

L'extradé ne pourra être livré à un Etat tiers, à raison d'une infraction commise antérieurement à l'extradition et autre que celle pour laquelle l'extradition a été accordée, que si la Partie qui l'a livré n'y consent.

Article 10.

Les limitations de la poursuite ou de la condamnation de l'individu extradé prévues aux articles 8 et 9 n'ont pas lieu si l'individu extradé n'a pas quitté le territoire de l'autre Partie dans les trente jours qui suivent son élargissement définitif ou s'il y revient, ou s'il y est extradé de nouveau après avoir quitté le susdit territoire ou si l'individu extradé avant sa première extradition a déclaré aux autorités compétentes de la Partie requise qu'il consent à être extradé à l'Etat tiers avant l'accomplissement de la formalité de l'extradition.

Article 11.

Si l'individu réclamé est poursuivi ou s'il a été condamné par les autorités de la Partie requise pour un fait autre que celui pour lequel l'extradition est demandée, l'extradition, sans préjudice de la décision à prendre immédiatement à l'égard de la demande, pourra être différée jusqu'à ce que la procédure pénale soit terminée et que la peine prononcée soit exécutée ou remise.

Toutefois si, d'après la législation de l'Etat requérant, la prescription de l'action pénale est proche de se produire ou si le retard dans l'extradition peut préjuger la procédure, l'extradition temporaire sera accordée, à moins que des considérations particulières ne s'y opposent, et sous condition de restituer l'extradé après l'accomplissement de la procédure dans le pays requérant.

Article 12.

La demande d'extradition sera présentée par voie diplomatique.

L'extradition sera accordée à la suite d'un jugement de condamnation ou d'un mandat d'arrêt ou de tout autre acte équivalent au mandat, qui devra indiquer la nature du fait imputé et les dispositions de la loi pénale appliquées ou applicables.

Les documents susdits seront dressés dans la forme prescrite par les lois de la Partie requérante et seront remis avec une copie du texte des lois appliquées ou applicables, et, s'il est possible, avec le signalement de la personne réclamée, sa photographie et toute autre indication apte à en constater l'identité.

La demande et les documents seront rédigés dans la langue officielle de la Partie requérante. Ils seront accompagnés d'une traduction soit dans la langue de la Partie requise, soit dans la langue française, faite ou attestée conforme par un interprète assermenté, qui les munira de sa signature et de son cachet, ou par un interprète officiel de la Partie requérante.

Article 13.

Dès que la demande d'extradition aura été faite seront prises les mesures nécessaires pour en assurer l'exécution. La personne arrêtée sera détenue jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la demande d'extradition, et, au cas où l'extradition serait accordée, jusqu'à son exécution.

Article 8.

A person surrendered by one of the High Contracting Parties to the other may be tried for any other offence connected with that for which he was surrendered, subject to the provisions of Article 4.

In the case of offences unconnected with the original offence, the State to which extradition has been granted may request the other State to extend the effects of such extradition to the acts in regard to which it desires to institute criminal proceedings.

Article 9.

The person surrendered may not be delivered up to a third State for any offence committed prior to his extradition other than that for which extradition was granted, without the consent of the Party by which he was surrendered.

Article 10.

The restrictions on the prosecution or punishment of the person surrendered, as set out in Articles 8 and 9, shall not apply if such person has failed to leave the territory of the other Party within thirty days of his final release, or if he returns there, or if he is again surrendered after having left the aforesaid territory, or if, before his first extradition he consented, in a formal statement to the competent authorities of the Party applied to, to his surrender to the third State before the completion of extradition formalities.

Article 11.

If the person claimed is being proceeded against, or has been convicted, by the authorities of the Party applied to for an offence other than that for which extradition is requested, extradition may be postponed, without prejudice to the decision to be taken immediately with regard to the requisition, until the criminal proceedings are concluded and the sentence carried out or remitted.

Nevertheless, if under the laws of the State making the requisition, criminal proceedings will shortly be barred by lapse of time, or if delay in extradition may prejudice the proceedings, temporary extradition shall be granted, in the absence of special reasons to the contrary, provided always that the person surrendered is returned on the conclusion of the proceedings in the country making the requisition.

Article 12.

The requisition for extradition shall be made through the diplomatic channel.

Extradition shall be granted in virtue of a record of conviction or of a warrant of arrest or any other document equivalent to such a warrant, which shall indicate the character of the offence charged and the provisions of the criminal law applied or applicable.

The aforementioned documents shall be drawn up in the form prescribed by the laws of the Party making the requisition and shall be transmitted together with a copy of the laws applied or applicable, together, if possible, with a description of the person claimed, his photograph and any other particulars such as may help to establish his identity.

The requisition and the documents in support shall be drawn up in the official language of the Party making application. They shall be accompanied by a translation, either in the language of the Party applied to or in the French language, prepared or certified correct by a sworn interpreter, who shall sign and seal them, or by an official interpreter of the Party making the requisition.

Article 13.

Immediately on the receipt of a requisition for extradition, the necessary measures shall be taken with a view to giving effect to it. The arrested person shall be held in custody until a decision on the requisition has been duly reached, and, if extradition is granted, until this has taken place.

En cas d'urgence, on pourra accorder l'arrestation provisoire à la suite d'une déclaration, même par télégraphe, de l'existence d'un des documents indiqués dans le deuxième alinéa de l'article précédent ou à la suite d'une signalation faite dans le Bulletin des recherches des criminels.

Les autorités judiciaires et les agents diplomatiques et consulaires de la Partie requérante sont autorisés à faire cette déclaration directement au Ministère de la Justice ou à l'autorité judiciaire compétente de l'Etat requis.

L'individu arrêté provisoirement sera remis en liberté, si dans un délai d'un mois à compter de son arrestation ne sont pas parvenus à la Partie requise la demande d'extradition et les documents nécessaires. Ce délai pourra être porté à deux mois dans le cas où l'individu à extradier serait signalé comme criminel dangereux ou l'arrestation aurait été faite uniquement à la suite d'une signalation dans le Bulletin des recherches des criminels. La remise en liberté n'empêche pas que l'individu soit extradé après l'envoi de la demande et des documents nécessaires par la Partie requérante.

Article 14.

Si l'extradition d'un individu est demandée pour des délits différents par plusieurs Etats, parmi lesquels se trouve l'une des Hautes Parties contractantes, l'extradition ne sera accordée à cette Partie contractante que si le délit commis sur le territoire de celle-ci est considéré comme le plus grave d'après la législation de la Partie requise.

Article 15.

Lorsque l'extradition d'un individu est demandée par plusieurs Etats pour la même infraction, sera préférée, en principe, la demande de l'Etat sur le territoire duquel l'infraction a été commise.

Article 16.

Lorsque l'extradition est accordée, l'individu à extradier, s'il doit être transporté par terre hors du territoire de la Partie requise, sera amené au point frontière fixé par un accord préalable avec l'Etat tiers qui se charge du transit, dès que la réception y sera assurée. Si le transport doit être effectué par mer, l'extradé sera amené au port de la Partie requise où l'embarquement doit avoir lieu.

Si l'Etat requérant ne pourvoit pas, pour ce qui le concerne, à l'exécution de l'extradition dans le délai de trois mois à partir du jour de la notification de la concession de l'extradition, l'individu dont il a demandé l'extradition est remis en liberté.

Article 17.

L'argent et les objets en possession de l'individu recherché au moment de l'arrestation seront séquestrés et consignés à l'Etat requérant. La remise comprendra tous les objets qui peuvent servir pour la preuve du délit et aura lieu même si l'extradition n'a pu être effectuée à cause de la fuite ou de la mort du criminel.

Sont réservés les droits des tiers sur les choses séquestrées qui devront leur être restituées sans frais à la fin du procès.

Article 18.

Le permis de transit sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes d'un individu livré par un Etat tiers à l'autre Partie sera accordé sur simple demande présentée selon la procédure indiquée à l'article 12 par les autorités du pays qui a demandé l'extradition, à condition que l'individu dont il s'agit ne soit ressortissant du pays de transit.

In urgent cases, provisional arrest may be authorized on notification being given, even by telegraph, of the existence of one of the documents referred to in the second paragraph of the preceding Article, or as the result of a description appearing in the Bulletin of the criminal investigation department.

The judicial authorities and diplomatic and consular agents of the Party making the requisition shall be empowered to transmit such notification direct to the Ministry of Justice or to the competent judicial authority of the State applied to.

Any person thus provisionally arrested shall be released if the requisition for extradition together with the necessary documents in support have not reached the Party applied to within a period of one month following the arrest. That period may be extended to two months if the person to be surrendered is reported to be a dangerous criminal or if the arrest has been carried out solely in consequence of a description appearing in the Bulletin of the criminal investigation department. The release of the person concerned shall not prevent his extradition on the transmission of the requisition and necessary documents by the Party making the application.

Article 14.

Should the extradition of any person be requested for different offences by several States, including one of the High Contracting Parties, extradition shall not be granted to that Party unless the offence committed in its territory is regarded as the most serious under the laws of the Party applied to.

Article 15.

Should the extradition of any person be requested by more than one State for the same offence, the requisition of the State in whose territory the offence took place shall, as a rule, be given precedence.

Article 16.

When extradition has been granted, the person surrendered, if he is to be conveyed by land from the territory of the Party applied to, shall be taken to a point on the frontier fixed by previous agreement with the third State which has undertaken responsibility for his conveyance in transit, as soon as arrangements have been made to receive him. If the person surrendered is to be conveyed by sea, he shall be taken to the port of the Party applied to at which he is to be placed on board ship.

Should the State making the requisition fail to make provision, in so far as it is concerned, for effecting extradition within a period of three months from the date of its notification that such extradition has been granted, the person whose surrender was requested shall be set at liberty.

Article 17.

The money and articles found in the possession of the person claimed at the time of his arrest shall be impounded and handed over to the State making the requisition. This shall apply to all articles which may serve as evidence of the offence, and they shall be handed over even if it is impossible to effect extradition because of the flight or death of the offender.

The rights of third parties in the articles thus impounded shall be reserved, and such articles shall be restored to them free of charge at the end of the trial.

Article 18.

Permission for the conveyance in transit through the territory of one of the High Contracting Parties of a person surrendered by a third State to the other Party shall be granted on receipt of a request made in accordance with the procedure laid down in Article 12 by the authorities of the country claiming the extradition, provided always that the person concerned is not a national of the country of transit.

Le permis de transit sera donné par le Ministère compétent du pays auquel le transit est demandé, toute formalité judiciaire omise, pourvu qu'il ne s'agisse pas d'un des délits dont à l'article 5 et que de graves motifs d'ordre public ne s'y opposent. Le transfert du détenu sera effectué par les moyens les plus rapides sous la surveillance d'agents du pays requis pour le transit.

Le détenu n'est pas admis en principe à pénétrer dans le pays requis pour le transit jusqu'à ce que le permis de transit ne soit accordé.

Article 19.

Les frais d'arrestation, de détention et d'entretien de l'individu dont l'extradition ou l'arrestation provisoire aura été demandée et les frais de transport de l'individu à la station frontière d'un Etat tiers désigné pour sa réception ou jusqu'à son embarquement sont à la charge de la Partie requise. Il en est de même des frais de saisie et de conservation des objets saisis au moment de l'arrestation et des frais d'expédition des objets à remettre avec l'individu réclamé.

S'il s'agit d'une extradition par voie de transit, les frais de détention, d'entretien et de transport de l'individu et ceux de transport des objets qui seront remis avec lui seront remboursés par la Partie requérante.

CHAPITRE II

ASSISTANCE JUDICIAIRE EN MATIÈRE PÉNALE.

Article 20.

Lorsque, dans la poursuite d'une affaire pénale, l'autorité judiciaire d'une des Hautes Parties contractantes jugera nécessaire l'audition de témoins domiciliés dans l'autre Etat ou l'accomplissement ou l'exécution de tout autre acte d'instruction, une commission rogatoire sera envoyée à cet effet et il y sera donné suite conformément aux lois du pays.

En cas d'urgence, les commissions rogatoires peuvent être objet de communications directes entre les autorités judiciaires des deux Etats.

La même procédure sera suivie :

a) Pour la saisie des objets constituant le corps du délit, aussi à la suite d'un jugement qui ait ordonné la saisie, sauf en tout cas les droits de tiers ;

b) Dans les enquêtes judiciaires nécessaires pour l'application des mesures de sûreté.

Article 21.

L'exécution d'une commission rogatoire ne pourra être refusée que si dans l'Etat requis l'exécution de la commission rogatoire ne rentre pas dans les attributions des juges.

En cas d'incompétence de l'autorité requise, la commission rogatoire sera transmise d'office à l'autorité judiciaire compétente du même Etat suivant les règles établies par la législation de celui-ci.

Article 22.

Lorsque la notification d'un acte de procédure ou d'un jugement à une personne qui se trouve sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes paraîtra nécessaire, la pièce, sous réserve des dispositions particulières qui suivent, sera signifiée sur requête de l'autorité compétente par les soins du fonctionnaire compétent.

La Partie requise renverra à l'autre Partie l'original constatant la notification.

Permission for transit shall be given, without any legal formality, by the competent Ministry of the country to which application for transit is made, provided always that the offence is not one of those referred to in Article 5 and that the granting of such permission is not open to serious objections on grounds of public policy. The person under arrest shall be conveyed by the most rapid means under the surveillance of agents of the country to which application for transit is made.

The arrested person shall not as a rule be allowed to enter the country to which application for transit is made until permission for transit has been granted.

Article 19.

The expenses occasioned by the arrest, detention and maintenance of a person whose extradition or provisional arrest has been requested, and the cost of his conveyance to the frontier station of a third State at which he is to be handed over, or to the port of embarkation, shall be borne by the Party applied to. The same shall apply to the cost of seizing and keeping the articles impounded at the time of arrest and the cost of despatching the articles to be handed over with the person claimed.

Should extradition be effected by way of transit, the costs of the detention, maintenance and conveyance of the person surrendered and the transport of the articles which are handed over with him shall be refunded by the Party making the requisition.

CHAPTER II.

JUDICIAL ASSISTANCE IN CRIMINAL MATTERS.

Article 20.

If, for the purposes of criminal proceedings, the judicial authorities of one of the High Contracting Parties should consider it necessary to obtain the evidence of witnesses resident in the other State, or to secure assistance in any other matter connected with the preliminary examination of the case, a rogatory commission shall be sent for the purpose and effect shall be given to it in conformity with the laws of the country to which it is addressed.

In urgent cases, rogatory commissions may form the subject of direct communications between the judicial authorities of the two States.

The same procedure shall be followed :

(a) For the seizure of articles which have formed the subject of an offence or in consequence of a judicial decision ordering seizure, subject always to the rights of third parties ;

(b) In judicial investigations with a view to the application of preventive measures.

Article 21.

The execution of a rogatory commission shall only be refused if, in the State applied to, such execution does not lie within the competence of the judges.

In cases in which the authority applied to is not competent, the rogatory commission shall immediately be forwarded to the competent judicial authority of the same State, in the manner prescribed by the laws of that State.

Article 22.

Should it be deemed necessary to serve a procedural document or a judgment on a person in the territory of one of the High Contracting Parties, the document shall, subject to the special provisions set out below, be served, at the request of the competent authority, by the competent official.

The Party applied to shall return the original to the other Party, certifying that service has taken place.

Article 23.

Lorsque, dans un procès pénal instruit dans l'une des Hautes Parties contractantes l'autorité judiciaire juge nécessaire la communication de pièces à conviction, ou de documents se trouvant entre les mains des autorités de l'autre Partie contractante, il sera donné suite à la demande, sous l'obligation pour la Partie requérante de renvoyer les pièces et documents dans le plus bref délai.

Les dispositions du précédent alinéa s'appliquent aussi dans le cas où le procès pénal concerne un fait pour lequel l'autorité judiciaire de la Partie requise ait jugé la personne soumise à la nouvelle procédure, ou qu'il s'agisse d'une procédure pour l'application d'une peine accessoire ou d'une mesure de sûreté.

Article 24.

Si dans un procès pénal la comparution personnelle d'un témoin ou d'un expert est nécessaire, la Partie sur le territoire de laquelle se trouve le témoin ou l'expert, saisie de la citation, leur fera notifier la citation.

L'acte de citation devra indiquer la somme qui sera payée à titre de frais de voyage et de séjour, ainsi que le montant de l'anticipation sur la somme totale que l'Etat requis pourra faire au témoin ou à l'expert, quitte à se faire rembourser par l'Etat requérant.

Le témoin ou l'expert ne pourra être poursuivi ou arrêté ni pour des faits et condamnations antérieurs, ni à aucun titre pour participation aux faits qui forment l'objet du procès dans lequel a été ordonné son témoignage ou son expertise, pendant le temps nécessaire à cet effet et à rejoindre son pays.

Article 25.

Lorsque dans un procès pénal instruit dans l'un des deux pays la confrontation d'individus détenus dans l'autre pays sera jugée utile, la Partie requise donnera suite à la demande, à moins de considérations spéciales, notamment si le détenu cité s'y oppose expressément, et sous l'obligation de renvoyer celui-ci dans le plus bref délai.

Article 26.

Si un ressortissant d'une des Hautes Parties contractantes est condamné ou acquitté pour un délit puni de peine restrictive de la liberté personnelle dans le territoire de l'autre Partie, celle-ci s'engage à communiquer, dans le plus bref délai, l'extrait de la décision judiciaire au pays auquel appartient le condamné, sauf à envoyer, sur demande, le texte complet de la décision.

La communication doit porter toutes les indications permettant l'identification complète de la personne condamnée, le lieu et la date du fait, les articles des lois appliquées et, s'il y a lieu, l'exécution de la peine.

Article 27.

Lorsque l'autorité judiciaire d'une des Hautes Parties contractantes jugera nécessaire d'avoir des informations sur le droit en vigueur ou de connaître le texte d'une loi de l'autre Partie contractante, elle pourra demander les informations ou la communication desdits textes de loi.

Article 28.

Toute demande prévue dans le présent chapitre et toute autre demande concernant des affaires de justice pénale seront envoyées directement par le Ministère de la Justice de la Partie requérante à celui de la Partie requise.

La demande et les documents seront rédigés selon les dispositions du dernier alinéa de l'article 12.

Article 23.

If, for the purpose of criminal proceedings in the territory of one of the High Contracting Parties, the judicial authority should deem it necessary to obtain communication of articles required in evidence, or of documents in the possession of the authorities of the other Contracting Party, communication shall, on request, be granted, on condition that the Party making the request shall return such articles and documents as soon as possible.

The provisions of the preceding paragraph shall also apply when the criminal proceedings relate to an offence for which the person charged has already been tried by the judicial authorities of the Party applied to, and also when the purpose of the proceedings is the application of an accessory penalty or of preventive measures.

Article 24.

If, in criminal proceedings, the personal attendance of a witness or expert should be required, the Party in whose territory such witness or expert is to be found shall, on its receipt, have the summons served on the persons concerned.

The summons shall indicate the allowance to be paid for travelling and subsistence expenses, and also the amount which the State applied to may advance to the witness or expert and recover from the State making the request.

No witness or expert shall be proceeded against or arrested for previous offences or convictions or for participation, in any way, in the acts forming the subject of the proceedings in which he has been summoned to appear as witness or expert, during the time required for that purpose and for his return to his own country.

Article 25.

If, in criminal proceedings in one of the two countries, the confrontation of persons who are in custody in the other country should be deemed desirable, the Party applied to shall, unless there are special reasons to the contrary, such as formal objection to such a course on the part of the person in custody, grant the application on the strict understanding that such person shall be sent back as soon as possible.

Article 26.

Should a national of one of the High Contracting Parties be convicted or acquitted of an offence punishable by a penalty involving loss of personal liberty in the territory of the other Party, the latter shall, as soon as possible, communicate an abstract of the judgment to the country to which the convicted person belongs and, on request, supply the complete text of such judgment.

The communication shall contain all such particulars as are required for the full identification of the convicted person, the place and date of the offence, the articles of the laws applied and, where appropriate, the execution of the sentence.

Article 27.

Should the judicial authorities of one of the High Contracting Parties deem it necessary to obtain information regarding the law of the other Contracting Party, or to possess the text of any of its laws, they shall be entitled to request such information or the communication of the desired texts.

Article 28.

All requests for which provision is made in the present chapter and any other request regarding matters of criminal law shall be sent direct by the Ministry of Justice of the Party making the request to that of the Party applied to.

The request and the documents shall be drawn up in accordance with the provisions of the last paragraph of Article 12.

Article 29.

La Partie requise donnera suite à la demande, à moins que des considérations particulières ne s'y opposent ou qu'elle la juge de nature à porter atteinte à l'ordre ou au droit public intérieur.

Les jugements de condamnation, ainsi que les citations à connaître comme inculpé émis par les tribunaux de l'une des Hautes Parties contractantes contre des ressortissants de l'autre Partie ne seront toutefois pas signifiés à ces derniers. De même, un ressortissant de l'une des Parties contractantes ne pourra, sur la demande de l'autre Partie, être soumis à un interrogatoire comme inculpé.

Article 30.

Chacune des Hautes Parties contractantes renonce à toute réclamation de frais résultant de l'exécution des demandes prévues dans le présent chapitre, sauf le cas où il s'agisse d'expertises dont les frais seront à la charge de la Partie requérante.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS FINALES.

Article 31.

Les Hautes Parties contractantes se réservent de procéder d'un commun accord, par simple échange de notes, à l'application du présent traité à leurs colonies ou à tous autres territoires soumis à leur souveraineté.

Article 32.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications seront échangées à Tallinn aussitôt que possible.

Article 33.

Le présent traité entrera en vigueur trois mois après l'échange des ratifications et restera en vigueur six mois après le jour de la dénonciation de la part d'une des Hautes Parties contractantes.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité et l'ont muni de leur sceau.

Fait à Rome, le 10 août 1935, en deux exemplaires, dont un sera remis à chacun des Etats signataires.

(L. S.) T. JANSON.

(L. S.) MUSSOLINI.

Pour copie certifiée conforme :

R. Mickwitz,

Chef du Bureau des Traités.

Article 29.

The Party applied to shall give effect to the request, unless there are special reasons to the contrary or it considers that internal public law and order would thereby be affected.

Notifications of convictions and summonses to appear in answer to charges issued by the courts of one of the High Contracting Parties against nationals of the other Party shall, however, not be served on such persons. Nor shall nationals of one of the Contracting Parties be charged and examined at the request of the other Party.

Article 30.

The High Contracting Parties waive all claim to the refund of costs occasioned by compliance with requests under the present chapter, except in regard to expert opinions, the costs of which shall be borne by the Party making the request.

CHAPTER III.

FINAL PROVISIONS.

Article 31.

The High Contracting Parties reserve the right to extend by mutual agreement, to be signified by an exchange of notes, the application of the present Treaty to their colonies or any other territories under their sovereignty.

Article 32.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications exchanged at Tallinn as soon as possible.

Article 33.

The present Treaty shall come into force three months after the exchange of ratifications and shall remain in force for six months after the date of denunciation by either of the High Contracting Parties.

In faith whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at Rome, this 10th day of August, 1935, in two copies, one of which shall be retained by each of the signatory States.

(L. S.) T. JANSON.

(L. S.) MUSSOLINI.

N° 4296.

HONGRIE ET POLOGNE

Convention consulaire, et protocole
final. Signés à Budapest, le
24 avril 1936.

HUNGARY AND POLAND

Consular Convention, and Final Pro-
tocol. Signed at Budapest, April
24th, 1936.

N^o 4296. — CONVENTION ¹ CONSULAIRE ENTRE LE ROYAUME DE HONGRIE ET LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE. SIGNÉE A BUDAPEST, LE 24 AVRIL 1936.

Texte officiel français communiqué par le chef de la délégation royale hongroise près la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 2 mars 1938.

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE
et

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE,

Animés d'un égal désir de régler les rapports consulaires entre le Royaume de Hongrie et la République de Pologne en vue d'admettre sur leurs territoires des fonctionnaires consulaires et de déterminer les droits, privilèges, immunités et attributions de ceux-ci, ont résolu de conclure une convention consulaire et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE :

Le général en disponibilité vitéz Jules GÖMBÖS DE JÁKFA, président du Conseil des ministres et ministre de la Défense nationale ;

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

M. Marjan Zyndram KOŚCIALKOWSKI, président du Conseil des ministres ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

CHAPITRE PREMIER

ORGANISATION CONSULAIRE.

Article premier.

1. Chacune des Hautes Parties contractantes aura la faculté de nommer des consuls généraux, des consuls ou des vice-consuls dans les ports, villes et autres localités de l'autre Partie.

2. Les Hautes Parties contractantes se réservent, toutefois, le droit de désigner les localités où il ne leur conviendra pas d'admettre des consuls ; il est entendu que cette réserve ne pourra être appliquée par l'une des Hautes Parties contractantes à l'égard de l'autre sans être appliquée également à toutes les autres Puissances.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 2 décembre 1937.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4296. — CONSULAR CONVENTION ² BETWEEN THE KINGDOM OF HUNGARY AND THE REPUBLIC OF POLAND. SIGNED AT BUDAPEST, APRIL 24TH, 1936.

French official text communicated by the Head of the Royal Hungarian Delegation to the League of Nations. The registration of this Convention took place March 2nd, 1938.

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY
and

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND,

Being mutually desirous of regulating consular relations between the Kingdom of Hungary and the Republic of Poland, with a view to admitting consular officers to their territories and determining their rights, privileges, immunities and powers, have resolved to conclude a Consular Convention and have appointed as their Plenipotentiaries for that purpose :

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

General Jules GÖMBÖS DE JÁKFA, President of the Council of Ministers and Minister for National Defence ;

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND :

M. Marjan Zyndram KOŚCIALKOWSKI, President of the Council of Ministers ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

CHAPTER I.

CONSULAR ORGANISATION.

Article I.

1. Each of the High Contracting Parties shall be entitled to appoint consuls-general, consuls or vice-consuls in ports, towns and other places in the territory of the other Party.

2. The High Contracting Parties nevertheless reserve the right to designate the places in which they prefer not to permit the establishment of consuls. It is understood that this reservation shall not be applied by either of the High Contracting Parties to the other without being similarly applied to all other Powers.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Warsaw, December 2nd, 1937.

3. En vue de l'application de la présente convention le terme « consul » comprend les consuls généraux, les consuls et les vice-consuls ; de même le terme « consulat » comprend les consulats généraux, les consulats et les vice-consulats.

Article 2.

1. Les consuls, après avoir présenté leurs lettres de provision, seront réciproquement admis et reconnus selon les règles et formalités en usage dans l'Etat de résidence.

2. Au moment de la présentation des lettres de provision sera indiquée la circonscription du consul ; tout changement ultérieur relatif à cette circonscription sera communiqué au Ministère des Affaires étrangères de l'autre Haute Partie contractante.

3. L'exequatur sera délivré aux consuls sans retard et sans frais et, à partir de la délivrance dudit exequatur, les autorités compétentes de leurs circonscriptions consulaires prendront immédiatement les mesures nécessaires pour leur faciliter de s'acquitter des devoirs de leur charge et pour leur assurer la jouissance des immunités et exemptions qui y sont attachées.

4. En cas d'urgence, le Gouvernement de l'Etat de résidence pourra, sur la requête de l'Etat qui l'a nommé, reconnaître le consul à titre provisoire et l'admettre à exercer les fonctions qui lui sont confiées jusqu'au moment de la présentation des lettres de provision et de la délivrance de l'exequatur.

5. Dans l'exercice de leurs fonctions et dans l'accomplissement de leurs missions officielles les consuls seront assurés de trouver auprès des autorités de l'Etat de résidence le plus large concours et l'appui le plus bienveillant.

Article 3.

1. Les consuls ainsi que les autres fonctionnaires consulaires pourront être fonctionnaires de carrière ou honoraires. Les consuls et les autres fonctionnaires consulaires de carrière doivent être toujours ressortissants de l'Etat qui les a nommés.

2. Au cas où le fonctionnaire honoraire serait ressortissant de l'Etat où il aurait à exercer les fonctions consulaires, l'Etat devra obtenir, par voie diplomatique, avant sa nomination, l'assentiment du Gouvernement de l'Etat dont il est ressortissant.

CHAPITRE II

PRIVILÈGES CONSULAIRES.

Article 4.

1. En cas d'empêchement, d'absence ou de décès du consul, les fonctionnaires du consulat seront de plein droit admis, dans l'ordre prescrit par l'Etat qui les a nommés, à exercer par intérim les fonctions du consul sous condition que leurs noms aient été antérieurement portés à la connaissance des autorités compétentes de l'Etat de la résidence du consul.

2. Ils jouiront à ce titre, pendant l'exercice intérimaire des fonctions de consul, des droits, privilèges, exemptions et immunités reconnus aux titulaires.

Article 5.

1. Les consuls pourront placer dans un endroit visible, en dehors de la maison où sont installés les bureaux du consulat, l'écusson de l'Etat qu'ils représentent, avec l'inscription relative dans la langue officielle de leur Etat et, aux jours de solennités officielles ainsi que dans d'autres circonstances d'usage, arborer sur l'édifice où se trouve le consulat, le pavillon de l'Etat qui les a nommés. Ces signes extérieurs ne pourront jamais être interprétés comme constituant un droit d'asile.

3. For the purposes of the present Convention, the term "consul" shall be taken to refer to consuls-general, consuls and vice-consuls; similarly, the term "consulate" shall be taken to refer to consulates-general, consulates and vice-consulates.

Article 2.

1. On presenting their commissions, the consuls of the one Party shall be admitted and recognised by the other Party in accordance with the rules and formalities customary in the State of residence.

2. The extent of each consul's district shall be indicated on the presentation of his commission; any subsequent change in such district shall be communicated to the Ministry of Foreign Affairs of the other High Contracting Party.

3. The exequatur shall be issued to consuls without delay and free of charge, and thereupon the competent authorities of their respective consular districts shall at once take the necessary steps to enable them to enter upon their duties and to enjoy the immunities and exemptions to which they are entitled.

4. In case of urgency, the Government of the State of residence may, at the request of the State which has appointed him, grant the consul provisional recognition and allow him to enter upon his duties pending the presentation of his commission and the issue of the exequatur.

5. In the discharge of their duties and the performance of their official functions, consuls shall receive the fullest assistance and support from the authorities of the State of residence.

Article 3.

1. Consuls and other consular officials may be either officials *de carrière* or honorary officials. Consuls and other consular officials *de carrière* shall in every case be nationals of the State by which they are appointed.

2. Should an honorary consul be a national of the State in which his duties are to be performed, the State desiring to appoint him shall first obtain, through the diplomatic channel, the consent of the Government of the State of which he is a national.

CHAPTER II.

CONSULAR PRIVILEGES.

Article 4.

1. In the event of the incapacity, absence or decease of a consul, the officials of the consulate, in the order prescribed by the State by which they are appointed, shall, without further formality, be permitted temporarily to act in the capacity of consul, provided always that their names have previously been communicated to the competent authorities of the consul's State of residence.

2. Such officials shall, whilst temporarily acting in the capacity of consul, be entitled to the same rights, privileges, exemptions and immunities as the consul himself.

Article 5.

1. Consuls shall be entitled to display, outside the building in which the consulate is installed, the coat of arms of the State which they represent, with an appropriate inscription in the official language of that State; they may also fly its flag from the consulate building on the days of public ceremonies and other customary occasions. Such external signs shall never be interpreted as constituting a right of asylum.

2. Les consuls pourront également, compte tenu de la réserve précitée concernant le droit d'asile, placer le pavillon de l'État qui les a nommés, sur les voitures et bateaux qu'ils monteront pour l'exercice de leurs fonctions.

Article 6.

1. Les archives consulaires ainsi que tous les actes et tous les objets d'usage officiel seront inviolables en tout temps et les autorités locales ne pourront, sous aucun prétexte, examiner ou retenir ces actes ou objets, non plus que les dossiers, papiers ou autres objets faisant partie des archives, à moins que le gouvernement qui a nommé le consul ne le demande formellement. Les dossiers, les papiers et les objets susmentionnés devront toujours être complètement séparés des documents privés et des livres ou papiers concernant le commerce et l'industrie que pourraient exercer les fonctionnaires consulaires respectifs.

2. Si un consul ou un autre fonctionnaire consulaire d'une des Hautes Parties contractantes, requis par l'autorité locale à délivrer ou à montrer les dossiers, papiers ou autres objets faisant partie de ces archives, se refuse à le faire, l'autorité en question ne pourra recourir à aucune mesure coercitive à son égard ; toutes difficultés surgissant de ces faits devront être réglées par voie diplomatique.

3. La correspondance officielle du consulat ainsi que la correspondance qui leur est adressée est toujours inviolable et les autorités n'auront pas le droit de la retenir ou de l'examiner, à moins que le gouvernement qui a nommé le consul ne le demande formellement.

4. Les consuls de carrière pourront dans leur correspondance avec les autorités de leur Etat, y compris les missions diplomatiques et les offices consulaires, se servir du chiffre.

Article 7.

1. Les locaux officiels des consulats de carrière et les locaux destinés aux archives consulaires sont toujours inviolables et les autorités locales ne pourront y pénétrer sauf dans les cas, où il s'agirait de l'arrestation d'une personne poursuivie en Hongrie pour une infraction qualifiée crime ou délit et, en Pologne, pour une infraction passible d'une peine privative de liberté dont le maximum est au moins d'un an ou d'une peine plus grave. Toutefois, ces autorités ne pourront dans aucun cas examiner ou retenir les papiers et objets s'y trouvant, ni entreprendre de perquisitions.

2. Les locaux destinés au service officiel consulaire et ceux affectés au dépôt des archives consulaires devront être distincts des pièces servant à l'habitation personnelle du consul et ne pourront être affectés à d'autres usages. Ils ne pourront dans aucun cas servir de lieu d'asile.

Article 8.

1. Les consuls et les autres fonctionnaires consulaires de carrière de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre Partie de l'exemption de toutes réquisitions, prestations et charge des logements militaires. Ce privilège ne s'étend pas aux immeubles qui leur appartiennent, en tant qu'ils ne sont pas affectés au service consulaire ou ne servent pas de locaux d'habitation auxdits fonctionnaires. Les consuls honoraires et les autres fonctionnaires honoraires ne sont pas exempts des réquisitions et de la charge des logements militaires qu'en ce qui concerne les locaux affectés aux chancelleries et archives consulaires.

2. En matière d'impôts directs, les consuls et les autres fonctionnaires consulaires de carrière jouiront des exemptions stipulées par les conventions en vigueur entre les Hautes Parties contractantes.

3. En matière du régime de l'assurance sociale lesdits fonctionnaires et toutes les personnes employées par eux seront soumis en principe aux lois et aux coutumes de l'Etat de résidence. Quand il s'agit des personnes ressortissant de l'Etat qui a nommé le consul, elles ne pourront être astreintes à l'obligation d'assurance-invalidité-vieillesse-décès en vigueur dans l'Etat de résidence.

2. Consuls may also, subject to the reservation made in the present Article with regard to the right of asylum, fly the flag of the State by which they are appointed on such vehicles or vessels as they may employ in the discharge of their duties.

Article 6.

1. The consular archives and all documents and articles used for official purposes shall at all times be inviolable and the local authorities may not, under any pretext, examine or detain such documents or articles or files, papers or other articles forming part of the archives, except at the formal request of the Government by which the consul is appointed. The above-mentioned files, papers and articles shall always be kept completely separate from private papers and books or papers relating to any commerce or industry in which the consular officials may be engaged.

2. Should a consul or other consular official of either of the High Contracting Parties be called upon by the local authorities to hand over or produce files, papers or other articles forming part of such archives and refuse to do so, the authority in question shall not employ any measures of constraint against him; any difficulties arising out of such circumstances shall be settled through the diplomatic channel.

3. The official correspondence of the consulate and correspondence addressed to it shall always be inviolable and authorities shall not have the right to detain or examine it, except at the formal request of the Government by which the consul is appointed.

4. In their correspondence with their national authorities, including diplomatic agents and consular offices, consuls *de carrière* may use cipher.

Article 7.

1. The official premises of consulates directed by consuls *de carrière* and premises used for the safe keeping of consular archives shall always be inviolable and shall not be entered by the local authorities save for the purpose of arresting a person charged, in Hungary, with an offence graded as a crime or delict and, in Poland, with an offence punishable with a penalty involving loss of liberty the maximum form of which is at least one year, or some more serious penalty. Nevertheless, the authorities may in no case search such premises or examine or detain papers or other articles found therein.

2. The consular offices and the premises used for the safe keeping of the consular archives shall be distinct from the consul's personal apartment and may not be utilised for other purposes. They may in no case be used as a place of asylum.

Article 8.

1. Consuls and other consular officials *de carrière* of each of the High Contracting Parties shall, in the territory of the other Party, enjoy exemption from all military requisitions, contributions or billeting. This privilege shall not be extended to house property belonging to them but not used either as consular premises or for the residence of officials. Honorary consuls and other honorary officials shall only be exempt from military requisitions and billeting in respect of premises used for consular offices and consular archives.

2. In the matter of direct taxes, consuls and other consular officials *de carrière* shall enjoy the exemptions provided for in the conventions in force between the High Contracting Parties.

3. For purposes of social insurance, the said officials and all persons in their employment shall, in principle, be subject to the laws and practice of the State of residence. Persons nationals of the State by which the consul is appointed shall be exempt from the compulsory sickness, old age and life insurance in force in the State of residence.

Article 9.

1. Les consuls et tous les autres fonctionnaires consulaires de carrière, en rejoignant leur poste sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante, sont autorisés, pendant un délai de six mois après leur entrée en fonctions, à faire entrer sans droits de douane et sans autres taxes imposées à l'occasion d'importation, leur mobilier et les ustensiles de ménage destinés à leur usage personnel ou à l'usage de leur famille.

2. Ils seront également exemptés des droits de sortie pour leur mobilier et les ustensiles de ménage destinés à leur usage personnel ou à l'usage de leur famille, lorsqu'ils quitteront l'Etat de leur résidence pendant un délai de six mois après la cessation de leurs fonctions.

3. L'exemption mentionnée aux alinéas 1 et 2 ne s'applique pas aux articles de consommation et aux objets frappés de prohibition d'importation ou d'exportation, prévue par la législation de l'Etat de la résidence.

4. Sont toujours exempts des droits de douane et de toute autre taxe d'importation les objets destinés à l'usage officiel des consulats et les mobiliers destinés à l'installation des bureaux et des appartements officiels.

Article 10.

Les consuls et les autres fonctionnaires consulaires ne seront pas justiciables des autorités de l'Etat de leur résidence à raison des fonctions officielles accomplies par eux dans les limites des attributions qui leur sont reconnues par la présente convention.

Article 11.

1. Les consuls et les autres fonctionnaires consulaires de carrière ne pourront être mis en état d'arrestation personnelle, ni comme mesure préventive, ni comme mesure d'exécution en matière civile et commerciale, ni pour contravention, ni comme peine pour les infractions poursuivies exclusivement par voie administrative. De même, en cas de poursuite judiciaire, ils ne pourront être mis en état d'arrestation ou de détention préventive, excepté dans le cas où il s'agit d'une infraction passible d'une peine privative de liberté dont le maximum est au moins d'un an ou d'une peine plus grave.

2. En cas de poursuite judiciaire, d'arrestation, ou de mise en accusation du consul ou d'un fonctionnaire consulaire, le Gouvernement de l'Etat de leur résidence informera sans délai le représentant diplomatique de l'Etat qui a nommé ledit consul ou fonctionnaire.

Article 12.

1. Les invitations adressées par les autorités judiciaires de l'Etat de la résidence aux consuls ou aux autres fonctionnaires consulaires de carrière, aux fins de dépositions, devront être rédigées dans la forme de pièces officielles sans menaces de sanctions pénales en cas de non-comparution. Les personnes invitées ont le droit de ne pas comparaître personnellement, si leur résidence ne se trouve pas au siège de l'autorité judiciaire qui a adressé l'invitation, excepté le cas d'audience publique en matière pénale.

2. L'audition devra avoir lieu sans délai, au terme fixé et, dans la mesure du possible, sans rétention prolongée.

3. Les consuls de carrière pourront, dans chaque cas particulier, justifier de façon motivée leur absence par des empêchements résultant d'une maladie ou des nécessités urgentes de service et demander l'ajournement de la comparution à une date ultérieure pas trop éloignée.

4. Les consuls et les autres fonctionnaires consulaires, aussi bien de carrière qu'honoraires, pourront, en opposant le secret professionnel ou le secret d'Etat, refuser de faire des dépositions en rapport avec les faits relatifs à leur service, et de déposer ou produire des documents officiels dont ils seraient les détenteurs.

Article 9.

1. On proceeding to their posts in the territory of the other High Contracting Party, consuls and all other consular officials *de carrière* shall be entitled, within six months after taking up their duties, to import furniture and household effects for their personal use or the use of their families free of Customs duty or any other import dues.

2. On leaving the State of residence, they shall likewise be exempt from export duty on such furniture and household effects for their personal use or the use of their family during a period of six months following the termination of their duties.

3. The exemption mentioned in paragraphs 1 and 2 shall not apply to goods for consumption or to articles the import or export of which is prohibited by the legislation of the State of residence.

4. Exemption from Customs duty and any other import dues shall always be granted in respect of articles for the official use of consulates and furniture for the offices and official apartments.

Article 10.

Consuls and other consular officials shall not be subject to the jurisdiction of the authorities of the State in which they reside in respect of the official duties performed by them within the limits of their powers as recognised by the present Convention.

Article 11.

1. Consuls and other consular officials *de carrière* shall not be placed under arrest either pending trial or as a measure of execution in civil or commercial proceedings or for a police offence or as a penalty for offences proceedings in respect of which are only taken through the administrative channel. Similarly, in the event of prosecution, they shall not be placed under arrest or detained pending trial save in the case of offences punishable by a penalty involving loss of liberty for a maximum period of at least one year or some heavier penalty.

2. In the event of the prosecution, arrest or charging of a consul or consular official, the Government of the State of residence shall immediately notify the diplomatic representative of the State by which the said consul or official is appointed.

Article 12.

1. Requests to attend as witnesses, addressed to consuls or other consular officials *de carrière* by the judicial authorities of the State of residence, shall be in the form of official documents unaccompanied by any threat of penalties in case of non-attendance. Those requested to attend shall not be required to do so in person if not resident at the seat of the judicial authorities by whom the request is issued, except for the public hearing of criminal cases.

2. Evidence shall be taken without delay at the appointed time and, so far as possible, without involving the prolonged attendance of the witness.

3. Consuls *de carrière* may, in any individual case, justify their failure to attend on grounds of ill-health or urgent official business and ask that the hearing of their evidence be adjourned to a not unduly distant date.

4. Consuls and other consular officials, both *de carrière* and honorary, may, on grounds of professional secrecy or for reasons of State, refuse to give evidence concerning matters connected with their official duties or to deposit or produce documents which may be in their possession.

5. Au cas où l'autorité compétente ne reconnaîtrait pas cette excuse comme fondée, elle devra s'abstenir de toutes mesures coercitives à leur égard et toutes les difficultés de cette nature seront réglées par voie diplomatique.

CHAPITRE III

ATTRIBUTIONS ET FONCTIONS DES CONSULS.

Article 13.

1. Les consuls de chacune des Hautes Parties contractantes ont le droit d'exercer la protection des ressortissants de l'Etat qui les a nommés et de défendre en vertu du droit et des usages internationaux tous les droits et intérêts des ressortissants de leur Etat.

2. A cet effet ils pourront s'adresser à toutes les autorités de leur circonscription en vue d'obtenir, dans les limites légales, les renseignements et explications nécessaires. Surveillant l'exécution de toutes les conventions en vigueur entre les deux Etats, ils pourront réclamer contre toute infraction à ces conventions.

3. Si leurs réclamations n'étaient pas accueillies par les autorités de leur circonscription, ils ne pourraient avoir recours directement au Gouvernement de l'Etat dans lequel ils résident qu'en l'absence de tout représentant diplomatique de leur Etat ou en cas d'existence d'un arrangement spécial.

4. Les consuls, en faisant leur réclamation auprès des autorités de leur circonscription par écrit, devront se servir de la langue officielle de l'Etat de la résidence.

Article 14.

Les consuls de chacune des Hautes Parties contractantes ont le droit, conformément à la législation de l'Etat qui les a nommés, de délivrer à leurs ressortissants des passeports et d'autres documents personnels, ainsi que de donner des permis d'entrée et de viser les passeports, les certificats d'origine des marchandises et autres documents.

Article 15.

1. Les consuls de chacune des Hautes Parties contractantes auront le droit de procéder, conformément aux lois et règlements de leur Etat, à l'immatriculation des cas de naissance et de décès des ressortissants de l'Etat qui les a nommés.

2. La présente disposition ne dispense pas de l'obligation imposée aux particuliers par les lois territoriales de faire des déclarations de naissance et de décès aux autorités locales.

Article 16.

1. Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à délivrer, sur la demande des consuls de l'autre Haute Partie contractante et contre acquittement des taxes prévues par les lois et les règlements de l'Etat requis, des extraits des actes de l'état civil dûment légalisés ainsi que des extraits de l'évidence de la ci-devant armée austro-hongroise concernant les ressortissants de l'Etat requérant.

2. Le consul peut transmettre la demande directement à l'autorité de l'état civil ou à l'autorité militaire compétente de sa circonscription.

3. Si ces extraits sont demandés à l'usage officiel ou au nom des personnes qui bénéficient du droit d'assistance aux indigents, ils seront délivrés gratuitement.

5. Should the competent authority be of opinion that such a refusal is unjustified, it shall refrain from any measures of constraint against the officials concerned and all such difficulties shall be settled through the diplomatic channel.

CHAPTER III.

DUTIES AND POWERS OF CONSULS.

Article 13.

1. The consuls of each of the High Contracting Parties shall be entitled to protect the nationals of the State by which they are appointed and, in accordance with international law and usage, to defend all the rights and interests of nationals of their State.

2. For that purpose, they shall be entitled to apply to all authorities in their district in order to obtain the necessary information and explanations, in so far as the law may allow. They shall observe the application of all the conventions in force between the two countries and shall be entitled to lodge a complaint against any infringement of those conventions.

3. Should their complaints meet with no response from the authorities of their district, they may only make direct representations to the Government of the State in which they reside in the absence of any diplomatic representative of their State or in cases in which a special agreement exists.

4. Consuls shall lodge their complaint with the authorities of their district in writing in the the official language of the State of residence.

Article 14.

The consuls of each of the High Contracting Parties shall be entitled, in accordance with the laws of the State by which they are appointed, to issue passports and other personal documents to their nationals, to grant entry permits and to issue visas in respect of passports, certificates of origin of goods and other documents.

Article 15.

1. The consuls of each of the High Contracting Parties may, in accordance with the laws and regulations of their State, register births and deaths of nationals of the State by which they are appointed.

2. The present Article shall in no way dispense private persons from the obligation to notify births and deaths to the local authorities in accordance with the laws of the State of residence.

Article 16.

1. Each of the High Contracting Parties undertakes to supply, on application by the consuls of the other High Contracting Party and subject to the payment of the fees prescribed by the laws and regulations of the State applied to, duly legalised extracts from the civil status registers and extracts from the records of the former Austro-Hungarian army concerning the nationals of the State making the application.

2. The consul may make application direct to the competent civil status or military authority of his district.

3. Should such extracts be requested for official use or on behalf of indigent persons in receipt of public assistance, they shall be issued free of charge.

Article 17.

1. Les consuls et les fonctionnaires consulaires de carrière des Hautes Parties contractantes auront le droit, s'ils y sont autorisés, conformément aux règlements de l'Etat qui les a nommés, de :

a) Recevoir, soit dans leur chancellerie, soit ailleurs, où ils peuvent exercer leurs fonctions d'après les usages, toutes les déclarations que pourront avoir à faire les ressortissants de leur Etat, et — à bord des navires maritimes et fluviaux ainsi que des aéronefs de leur Etat — les capitaines, les membres de l'équipage et les voyageurs de ces navires. Ces déclarations ne seront valables vis-à-vis des autorités de l'Etat de la résidence du consul que si elles ne s'opposent pas à la législation de cet Etat ;

b) Recevoir, dresser et légaliser tous les actes juridiques, y compris les dispositions testamentaires, des ressortissants de l'Etat qui les a nommés. Ces dispositions ne seront pas applicables aux actes juridiques entre vifs concernant le transfert du droit de propriété des immeubles ou ayant pour but de les grever, en tant que ces immeubles seraient situés sur le territoire de l'Etat de la résidence du consul ;

c) Recevoir, dresser et légaliser tous les actes juridiques, quelle que soit la nationalité des parties, pourvu que ces actes soient en rapport avec des biens situés sur le territoire de l'Etat qui a nommé le consul, ou qu'ils soient destinés à être exécutés ou à produire des effets juridiques sur le territoire de cet Etat ;

d) Légaliser les signatures et signes de main des ressortissants de l'Etat qui les a nommés ;

e) Légaliser toute espèce d'actes et documents émanant des autorités ou des fonctionnaires publics de l'Etat qui les a nommés et légaliser les actes et documents émanant des autorités et des fonctionnaires publics de leur circonscription et des autorités centrales de l'Etat de résidence, destinés à être utilisés dans l'Etat qui a nommé le consul ou intéressant leur nationaux ;

f) Traduire en langue de l'Etat de leur résidence et réciproquement, les actes et documents mentionnés sous *e*).

2. Les actes et documents ci-dessus énumérés, ainsi que les traductions, copies ou extraits, dressés ou légalisés par les personnes mentionnées à l'alinéa premier, suivant la forme requise par l'Etat qui les a nommés, et munis du sceau consulaire, seront reconnus dans l'Etat de leur résidence comme documents publics ou publiquement légalisés. Ils auront la même valeur juridique et force probante que s'ils avaient été dressés ou légalisés par les notaires, autorités publiques ou traducteurs assermentés compétents, conformément aux dispositions en vigueur dans l'Etat de résidence.

3. Si ces actes ou autres documents visent des affaires devant recevoir leur exécution dans l'Etat où réside le consul, ils devront être soumis aux droits de timbre et autres taxes exigés par les lois dudit Etat, ainsi qu'à toutes autres formalités régissant la matière dans cet Etat.

Article 18.

En tant que les conventions en vigueur entre les Hautes Parties contractantes ne disposent pas autrement, les consuls, pourvu qu'ils y soient autorisés par les lois de l'Etat qui les a nommés, auront le droit d'organiser l'administration de la tutelle et de la curatelle des ressortissants de leur Etat. Dans ce but, ils pourront, dans les limites de la législation de leur Etat, prendre ou proposer toutes les mesures qu'ils jugeront utiles et qui ne seraient pas contraires à la législation locale.

Article 19.

1. Dans toutes les questions découlant de la législation sociale, telles que relatives à l'assistance sociale, à la protection du travail et aux assurances sociales, les consuls ont le droit de représenter, sans plein pouvoir spécial, devant toutes les autorités et institutions respectives, des ressortissants de l'Etat qui les a nommés, si ce n'est pour les cas où l'intervention d'un avocat inscrit est obligatoire en vertu des lois et des règlements locaux. Les prescriptions relatives à la représentation des

Article 17.

1. The consuls and consular officials *de carrière* of the High Contracting Parties, if so authorised by the regulations of the State by which they are appointed, shall have power :

(a) To receive in their consular office, or wherever else they may, according to the accepted usage, exercise their functions, any declarations which nationals of their State may require to make, and to receive, on board seagoing and river vessels and aircraft of their State, the declarations of the masters, members of the crews and passengers of such vessels. Such declarations will only be valid in so far as the authorities of the consul's State of residence are concerned, if not contrary to the laws of that State ;

(b) To receive, draw up and legalise all legal instruments, including testamentary dispositions on behalf of nationals of the State by which they are appointed. The present provisions shall not apply to legal instruments *inter vivos* concerning the transfer of immovable property or for the purpose of instituting a charge on such property, if the said property is situate in the territory of the consul's State of residence ;

(c) To receive, draw up and legalise all legal instruments, whatever the nationality of the parties, provided such instruments refer to property situate in the territory of the State by which the consul is appointed or are intended to be enforced or to produce legal effects in the territory of the said State ;

(d) To legalise the signatures and marks of nationals of the State by which they are appointed ;

(e) To legalise all kinds of instruments and documents issuing from public authorities or officials of the State by which they are appointed, and to legalise instruments and documents issuing from the public authorities and officials of their district and the central authorities of the State of residence for use in the State by which they are appointed or concerning its nationals ;

(f) To translate into the language of their State of residence and *vice versa* the instruments and documents mentioned under (e).

2. All the above-mentioned instruments, documents, translations, copies and extracts drawn up or legalised by the persons mentioned in paragraph 1 in the form required by the State by which they are appointed and bearing the consular seal shall be recognised in the State of residence as public documents or authentically legalised documents. They shall have the same force at law and value as evidence as if they had been drawn up or legalised by notaries public, competent public authorities or sworn translators in accordance with the provisions in force in the State of residence.

3. Should the said instruments or other documents relate to transactions to be carried out in the consul's State of residence, they shall be subject to the stamp duty and other charges prescribed by the laws of that State and all other formalities there required in such matters.

Article 18.

In the absence of any provision to the contrary in the conventions in force between the High Contracting Parties, consuls, provided they are authorised to do so by the laws of the State by which they are appointed, shall have power to provide for guardianship or curatorship in regard to nationals of their State. For that purpose they may, subject to the laws of their State, take or propose any measures, not contrary to the laws of the State of residence, which they may deem appropriate.

Article 19.

1. In all matter arising out of social legislation, such as social relief, protection of labour and social insurance, consuls shall have the right, even without holding a special power of attorney, to represent the nationals of the State by which they are appointed before all the competent authorities and institutions, except in cases in which representation by a barrister is compulsory under the local laws and regulations. The provisions relating to the representation of the persons entitled before

ayants droit devant les tribunaux restent intactes par les présentes dispositions. Les consuls sont autorisés à recevoir, au nom de ces ressortissants qu'ils représentent, les indemnités, les rentes et les autres prestations accordées et payées à ces titres ainsi qu'à en accuser réception.

Le paiement des prestations effectué dans ces cas entre les mains des consuls aura la même validité qu'au cas où il serait fait directement entre les mains des ayants droit.

2. Les institutions officielles et les institutions sociales locales seront tenues d'aviser les consuls de la procédure ouverte en vue d'obtenir une indemnité du fait d'un accident de travail d'un ressortissant de l'Etat qui les a nommés.

Article 20.

Les consuls auront le droit d'exercer toutes les fonctions ayant pour but de régler la situation à l'égard du service militaire des ressortissants de l'Etat qui les a nommés aussi bien dans le domaine du recrutement que dans celui de l'enregistrement militaire.

Article 21.

1. Si un ressortissant de l'une des Hautes Parties contractantes meurt, ou laisse des biens sur le territoire de l'autre Partie, les autorités locales compétentes devront en donner immédiatement avis au consul de l'Etat dont le défunt était ressortissant et lui fournir, en même temps, dans la mesure du possible, des renseignements concernant la succession, le nom et l'adresse des héritiers ainsi que sur l'existence d'une disposition testamentaire. A cette notification devra être joint, si possible, lorsque le décès est survenu sur le territoire de l'Etat de la résidence du consul, le protocole mortuaire ou l'acte de décès, libre de toutes taxes.

2. Le consul sera autorisé à demander dans chaque cas particulier des renseignements plus détaillés et les autorités locales devront y donner suite.

3. Si le consul de l'Etat dont le défunt était ressortissant, a été informé du décès avant l'autorité locale compétente, il devra l'en aviser de son côté et lui fournir tous les renseignements respectifs.

Article 22.

1. En ce qui concerne les biens mobiliers d'une succession laissée par un ressortissant polonais en Hongrie ou par un ressortissant hongrois en Pologne, le consul aura le droit d'apposer des scellés sur ces biens et de dresser un inventaire. Toutefois, il doit aviser préalablement les autorités locales des actes qu'il va entreprendre, afin qu'elles puissent y assister. Il aura le droit de nommer un administrateur et, en cas de nécessité, un curateur ou un autre représentant de la succession mobilière.

2. En cas d'urgence les autorités locales devront prendre des mesures nécessaires pour assurer la conservation de la succession. Ces mesures devront être révoquées à la demande du consul de l'Etat dont le défunt était ressortissant.

3. Les successions mobilières qui, conformément à l'Accord¹ conclu entre les Hautes Parties contractantes, par échange de notes en date du 10 janvier et du 22 juillet 1925, devront être livrées aux autorités de l'autre Partie, seront remises au consul compétent.

Article 23.

En ce qui concerne les successions immobilières, le consul de la Haute Partie contractante dont le défunt était ressortissant pourra requérir la confection d'un inventaire et aura, dans tous les cas, le droit d'y assister et de signer des procès-verbaux y relatifs. Les autorités locales, avant d'accomplir cette fonction, devront en aviser à temps le consul afin qu'il puisse y assister.

¹ Vol. XLVIII, page 167, de ce recueil.

the courts shall not be affected by the present stipulations. Consuls shall be authorised to receive, on behalf of the nationals they represent, compensation, allowances and other benefits awarded and paid in these respects and to give receipts for the same.

The payment of any such benefits to consuls shall have the same validity as if made direct to the persons entitled thereto.

2. Official institutions and local social institutions shall notify consuls of the opening of any procedure relating to a claim for compensation for an industrial accident by a national of the State by which they are appointed.

Article 20.

Consuls shall be entitled to do whatever may be necessary to regulate the position as regards military service of nationals of the State by which they are appointed, both in respect of recruiting and of registration for military purposes.

Article 21.

1. Should a national of either of the High Contracting Parties die or leave property in the territory of the other Party, the competent local authorities shall immediately notify the consul of the State of which the deceased was a national and at the same time supply him with any available information concerning the succession, the name and address of the heirs and the existence of a will. Should the death occur in the territory of the consul's State of residence, the death certificate or record should if possible be attached to such notification entirely without charge.

2. The consul shall be authorised to ask, in each particular case, for more detailed information, and the local authorities shall comply with such a request.

3. Should the consul of the State of which the deceased was a national be informed of the death before the competent local authority, he shall notify the said authority and supply it with all the appropriate particulars.

Article 22.

1. As regards movable property left by a deceased Polish national in Hungary or by a deceased Hungarian national in Poland, the consul shall be entitled to affix seals thereto and to draw up an inventory. Nevertheless, he shall give sufficient notice to the local authorities of the measures he proposes to take to enable them to be present thereat. He shall have power to appoint an administrator and if necessary a curator or representative to take charge of the movable property.

2. In case of urgency the local authorities shall take the necessary measures for the preservation of the estate. Such measures shall be rescinded at the request of the consul of the State of which the deceased was a national.

3. The movable property of deceased persons which, under the Agreement¹ concluded between the High Contracting Parties by an exchange of notes dated January 10th and July 22nd, 1925, is to be delivered up to the authorities of the other Party shall be handed over to the competent consul.

Article 23.

In respect of the immovable property of deceased persons, the consul of the High Contracting Party of which the deceased was a national may require an inventory to be drawn up and shall be in every case entitled to be present when this is done and to sign the record of the proceedings. The local authorities, before undertaking an inventory, shall give the consul sufficient notice to enable him to be present.

¹ Vol. XLVIII, page 167, of this Series.

Article 24.

1. Dans les cas où les autorités locales de l'une des Hautes Parties contractantes auront constaté qu'un ressortissant de l'autre Partie a droit à une succession laissée sur le territoire de la première Partie, soit comme héritier *ab intestat* ou testamentaire, soit comme légataire ou donataire à cause de mort, soit à un titre héréditaire quelconque, elles devront en aviser immédiatement le consul de l'autre Haute Partie contractante dont l'ayant droit est ressortissant.

2. Si l'ayant droit est absent et n'a pas nommé de mandataire, le consul est autorisé de plein droit de le représenter devant les autorités locales. Le consul peut dans chaque cas particulier se faire substituer par une autre personne de son choix.

Article 25.

1. Dans le cas de décès d'un ressortissant d'une des Hautes Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie, qui se trouvait en voyage et n'y avait ni domicile ni résidence, les autorités locales devront immédiatement et sans aucune formalité transmettre tous les objets du défunt au consul de l'Etat dont le défunt était ressortissant.

2. Elles agiront de la même manière avec la succession mobilière laissée par un ressortissant de l'autre Haute Partie contractante, lorsque celui-ci faisant partie de l'équipage d'un navire de l'une des Hautes Parties contractantes est décédé dans la circonscription du consul, soit à bord soit à terre.

3. La même procédure sera observée lors des successions dont la valeur ne dépasse mille unités monétaires des deux Etats, notamment : en Hongrie mille pengös, en Pologne mille zlotys. Les Hautes Parties contractantes pourront, par simple échange de notes, modifier ces montants.

4. Dans les cas prévus aux alinéas précédents le consul sera tenu de régler le passif et de payer toutes les taxes qui pourraient être dues.

Article 26.

1. Les consuls des Hautes Parties contractantes auront le droit de porter tout secours et assistance aux navires battant leur pavillon national pendant la durée du séjour de ces navires dans un port de leur circonscription consulaire.

2. A cet effet, ils pourront se rendre personnellement à bord desdits navires après que ceux-ci auront été admis en libre pratique.

3. En ce qui concerne les navires affectés au commerce les consuls pourront, à bord desdits navires, interroger les capitaines et l'équipage, examiner les papiers de bord, recevoir — conformément aux stipulations de l'article 17 de la présente convention — les déclarations relatives à leur voyage, leur destination et aux incidents de la traversée, ainsi que dresser les manifestes et faciliter l'expédition desdits navires ; ils pourront enfin, si cela n'est pas contraire à la loi locale, accompagner le capitaine et les membres de l'équipage devant les autorités locales, pour servir en qualité d'interprètes dans les affaires juridiques qu'ils auront à régler et quant aux demandes qu'ils auront à formuler.

4. Les fonctionnaires judiciaires, administratifs et douaniers ne pourront, sans avoir donné préalablement, et dans les cas d'urgence simultanément, avis au consul, opérer à bord des navires affectés au commerce battant pavillon national de l'autre Haute Partie contractante ni recherches, ni visites, ni arrestations, sauf en cas de flagrant délit, ni procéder à d'autres fonctions officielles nécessitant des moyens de contrainte. Les autorités locales devront également prévenir le consul en temps opportun, pour qu'il puisse assister aux déclarations que les capitaines ou l'équipage auraient à faire devant les autorités locales.

5. L'invitation qui sera adressée dans les cas précités aux consuls indiquera une heure précise et, si les consuls négligent de s'y rendre en personne, il sera procédé en leur absence. Les autorités

Article 24.

1. Should the local authorities of one of the High Contracting Parties establish the fact that a national of the other Party is entitled to succeed to property left by a deceased person in the territory of the former High Contracting Party either as heir *ab intestato* or testamentary heir, or as legatee or donee *mortis causa*, or by any other right of inheritance, they shall immediately notify the consul of the other High Contracting Party of which the person entitled is a national.

2. Should the person entitled to the succession be absent and not have appointed any other person to represent him, the consul shall be *ipso facto* authorised to represent him before the local authorities. The consul may in each individual case appoint another person to act in his place.

Article 25.

1. Should a national of either of the High Contracting Parties die while travelling in the territory of the other Party without being either domiciled or resident there, the local authorities shall immediately and without any formality hand over all articles belonging to the deceased to the consul of the State of which the deceased was a national.

2. They shall act in the same manner in respect of movables left by a national of the other High Contracting Party who, being a member of the crew of a vessel of either of the High Contracting Parties, has died within the consular district either on board the vessel or on land.

3. The same procedure shall be followed in respect of successions the value of which does not exceed one thousand monetary units of the two States, *i. e.*, in Hungary, 1,000 pengös, in Poland, 1,000 zlotys. The High Contracting Parties may alter these sums by an exchange of notes.

4. In the cases referred to in the previous paragraphs, the consul shall pay the debts and any taxes that may be owing.

Article 26.

1. The consuls of the High Contracting Parties shall have the right to afford all aid and assistance to vessels flying their national flag during the stay of such vessels in a port within their consular district.

2. For this purpose, they may proceed personally on board such vessels after they have been admitted to pratique.

3. In the case of merchant vessels, the consuls may, on board the said vessels, question masters and crew, examine ship's papers, take statements regarding the destination and events of the voyage as provided in Article 17 of the present Convention, draw up manifests and facilitate the clearing of the said merchant vessels. They may also, in so far as the laws of the country permit, accompany the master and members of the crew before the local authorities in order to act as their interpreters in respect of legal matters which they may have to settle and applications which they may have to make.

4. Judicial, administrative and Customs officials shall not, without previously, or, in case of urgency, simultaneously, notifying the consul, carry out, on board merchant vessels flying the national flag of the other High Contracting Party, any investigations, searches or arrests, except in the case of flagrant offences, or take any other official action involving constraint. The local authorities shall also give the consul sufficient notice to enable him to be present when any statements are made by masters or crews before the local authorities.

5. The notification addressed to consuls in the above-mentioned cases shall specify an exact time and, if they fail to attend in person, the proceedings shall be conducted in their absence. The

locales seront, toutefois, tenues d'informer sans délai le consul de toute visite et des autres fonctions officielles dont il s'agit dans l'alinéa précédent, opérées en leur absence, et d'indiquer en même temps les raisons d'urgence.

6. L'innavigabilité d'un navire affecté au commerce ne pourra être prononcée qu'après que le consul compétent aura été entendu.

7. Toutefois, l'intervention du consul ne sera pas requise pour l'accomplissement par les autorités locales des formalités ordinaires à l'arrivée et au départ des navires, conformément aux règlements de navigation, de douane et de santé.

Article 27.

1. Pour tout ce qui concerne la police des ports, le chargement des navires affectés au commerce et la sûreté des marchandises, biens et effets, les lois, ordonnances et règlements locaux seront observés, à condition que tout privilège et toute faveur qu'accorderait dans un port déterminé l'une des Hautes Parties contractantes à ses propres navires affectés au commerce, soient également accordés dans ce port aux mêmes navires de l'autre Partie.

2. Les consuls auront le droit exclusif de maintenir dans les limites de la législation de l'Etat qui les a nommés, l'ordre intérieur à bord des navires affectés au commerce battant leur pavillon national, avec le droit de confier en cas de besoin les fonctions de capitaine à une personne de leur choix et de remplacer les officiers et les membres de l'équipage. Ils devront eux-mêmes régler, dans les limites des règlements de leur Etat, tous les litiges qui surviendraient entre les capitaines, les officiers et les matelots de ces navires, et spécialement ceux relatifs à la solde et à l'accomplissement des engagements réciproquement contractés.

3. Les autorités locales ne pourront intervenir que lorsque des désordres survenus à bord des navires affectés au commerce seraient de nature à troubler la tranquillité publique à terre ou dans le port, ou quand une personne ne faisant pas partie de l'équipage s'y trouverait mêlée. Dans ce cas, les autorités locales porteront également par écrit à la connaissance du consul dans le plus bref délai et, si possible, avant de monter sur le navire, leur décision au sujet de l'intervention. Les autorités locales feront tout leur possible pour que la liquidation d'incidents de ce genre sur les navires battant pavillon de l'autre Haute Partie contractante soit effectuée d'entente avec le consul.

4. Si les autorités locales s'aperçoivent que le navire affecté au commerce de l'autre Haute Partie contractante n'est pas armé et ravitaillé conformément aux conventions internationales liant les deux Parties, elles en aviseront immédiatement le consul, afin de supprimer ces manques d'un commun accord. Dans tous les autres cas, les autorités précitées se borneront à prêter leur appui aux consuls, si elles en sont requises par eux, pour leur faciliter l'accomplissement de leurs fonctions.

5. Les dispositions du droit local au sujet de la navigabilité ne pourront se rapporter aux navires affectés au commerce battant pavillon de l'autre Haute Partie contractante, que dans les cas où elles seront appliquées dans les mêmes conditions aux navires de toutes les autres nationalités.

Article 28.

1. Les consuls pourront faire arrêter ainsi que faire renvoyer soit à bord, soit à leur patrie, les officiers, matelots et toutes autres personnes faisant à quelque titre que ce soit partie des équipages des navires battant pavillon de leur Etat, qui ont déserté sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante.

2. A cet effet, ils devront s'adresser par écrit aux autorités locales compétentes et justifier, en produisant les registres du bâtiment ou le rôle d'équipage ou, à défaut de ces documents, un extrait authentique, que les personnes réclamées faisaient réellement partie de l'équipage. Dans les localités où il n'y aurait pas de consul, la demande d'extradition concernant ces personnes pourra être adressée aux autorités locales, en tenant compte des formalités prescrites par le présent alinéa, par le capitaine ou celui qui commande le navire.

local authorities shall, however, inform consuls without delay of any search or other official action of the nature referred to in the previous paragraph undertaken in their absence; they shall at the same time state the reasons which necessitated urgent action.

6. A merchant vessel shall not be declared unseaworthy unless the competent consul has been heard.

7. Nevertheless, the presence of the consul shall not be required when the local authorities proceed on the arrival or departure of vessels with the ordinary formalities prescribed by shipping, Customs and health regulations.

Article 27.

1. In all matters concerning harbour police, the loading of merchant ships and the safeguarding of merchandise, goods and effects, the laws, decrees and regulations of the country shall be observed, provided always that any privilege or advantage granted in a particular port by either of the High Contracting Parties to its own merchant vessels shall also be granted in that port to the merchant vessels of the other Party.

2. Subject to the laws of the State by which they are appointed, consuls shall enjoy exclusive jurisdiction in regard to the maintenance of internal order on board merchant vessels flying their national flag, together with the right, in case of need, to entrust the duties of master to such person as they think fit and to replace officers and crew. They shall themselves decide, within the limits laid down by the laws of their State, any disputes which may arise between the masters, officers and crew of such vessels, and particularly those relating to pay and the execution of contracts between the parties concerned.

3. The local authorities shall only intervene when disorder on board merchant ships is liable to disturb public order on land or in the port, or when a person not belonging to the crew is involved. In such cases also the local authorities shall notify the consul, in writing, of their decision to intervene, without delay and, if possible, before going on board. The local authorities shall do everything in their power to ensure that such incidents on vessels flying the flag of the other High Contracting Party shall be dealt with in agreement with the consul.

4. Should the local authorities find that a merchant vessel of the other High Contracting Party is not fitted out and provisioned in accordance with the international conventions binding the two Parties, they shall immediately notify the consul in order that such deficiencies may be remedied by mutual agreement. In all other cases, the said authorities shall confine themselves to affording assistance to consuls, if the latter so request, to facilitate the discharge of their duties.

5. The provisions of the law of the country with regard to seaworthiness shall only apply to merchant vessels flying the flag of the other High Contracting Party if applied, under the same conditions, to vessels of all other nationalities.

Article 28.

1. Consuls may cause to be arrested and sent back to their vessels or to their home country officers, seamen or any other persons belonging, in any other capacity, to the crew of vessels flying the flag of their State who have deserted in the territory of the other High Contracting Party.

2. For this purpose, they shall apply in writing to the competent local authorities and prove, by producing either the registers of the vessel or the muster-roll of the crew, or, failing such documents, a certified extract therefrom, that the persons claimed are, in fact, members of the crew. In places where there is no consul, the request for the extradition of such persons may be addressed to the local authorities by the master or whoever is in command of the vessel, subject always to compliance with the above-mentioned formalities.

3. Sur cette demande, ainsi justifiée, la remise des déserteurs ne pourra être refusée, excepté le cas où le déserteur aurait commis une infraction à terre ; dans ce dernier cas l'autorité locale pourra surseoir à la remise jusqu'à ce que le tribunal compétent ait rendu sa sentence et que celle-ci ait reçu pleine et entière exécution. On donnera en outre aux consuls tout secours et toute assistance pour la recherche et l'arrestation de ces déserteurs qui seront conduits dans les prisons de l'Etat et y seront détenus à la demande écrite et aux frais du consulat jusqu'au moment, où ils seront réintégrés à bord d'un navire national ou jusqu'à ce qu'une occasion se présente pour les rapatrier. Si, toutefois, cette occasion ne se présentait pas dans le délai de deux mois à compter du jour de l'arrestation, moyennant un avis donné au consul trois jours à l'avance, lesdits déserteurs seront remis en liberté sans qu'ils puissent être arrêtés à nouveau pour la même affaire.

4. Les officiers, matelots et autres personnes faisant partie de l'équipage, ressortissants de l'Etat sur le territoire duquel ils ont déserté (et, en outre, pour la Pologne, les ressortissants de la Ville libre de Dantzig) sont exceptés des stipulations du présent article.

Article 29.

1. Lorsqu'un navire battant pavillon de l'une des Hautes Parties contractantes fera naufrage ou échouera sur les côtes, dans un port ou dans la mer territoriale de l'autre Partie, les autorités locales devront en avertir sans retard le consul, dans la circonscription duquel le sinistre se sera produit.

2. Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires qui feraient naufrage ou échoueraient seront dirigées par le consul ou par les autres fonctionnaires consulaires en tant qu'ils y sont autorisés par le consul.

3. En l'absence et jusqu'à l'arrivée du consul ou de ses délégués, les autorités locales devront prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des personnes et la conservation des objets sauvés du naufrage.

4. L'intervention des autorités locales n'aura lieu que pour assister le consul, maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs étrangers à l'équipage, assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées, ainsi que pour sauvegarder les intérêts généraux de la navigation.

5. L'intervention des autorités locales ne donnera lieu dans ces différents cas, à la perception de taxes d'aucune sorte, ni au remboursement de frais autres que ceux occasionnés par les opérations de sauvetage et la conservation des objets sauvés, et ceux qui seraient dus, en pareil cas, par les navires nationaux.

6. Au cas où la nationalité des navires naufragés serait incertaine, seules les autorités locales seront compétentes quant aux fonctions mentionnées au présent article.

7. Les marchandises et les effets sauvés ne pourront être assujettis au paiement d'aucun droit de douane, à moins qu'ils n'entrent dans la consommation intérieure.

Article 30.

Dans tous les cas, où dans les accords conclus entre les armateurs, chargeurs ou assureurs il n'y aura pas de stipulations contraires, les avaries que les navires de l'une des Hautes Parties contractantes ont souffertes en mer, sans égard s'ils sont entrés volontairement dans les ports ou par relâche forcée, seront réglées par leur consul, à moins que les ressortissants de l'Etat dans lequel réside ledit consul ou celui d'un Etat tiers, ne soient intéressés dans ces avaries. Dans ce dernier cas, et à défaut de compromis amiable entre toutes les parties intéressées, les avaries devront être réglées par les autorités locales.

3. On the receipt of such a request, with the necessary documents in support, the surrender of deserters may not be refused unless they have committed an offence on land ; in such case, the local authorities may defer such surrender until the competent court has delivered judgment and the said judgment has been fully and completely carried out. Consuls shall, moreover, be afforded every help and assistance in the search for and arrest of such deserters, who shall be placed in a prison of the State and detained there, on the written request and at the expense of the consulate, until they are returned to a vessel of their country or until an opportunity occurs to repatriate them. If, however, such opportunity should not occur within two months from the date of arrest, the said deserters shall, after notification to the consul three days in advance, be released and may not thereafter be re-arrested on the same charge.

4. The provisions of the present Article shall not apply to officers, seamen and other members of the crew who are nationals of the State in the territory of which they have deserted (including, in the case of Poland, nationals of the Free City of Danzig).

Article 29.

1. When a vessel flying the flag of one of the High Contracting Parties is wrecked or stranded on the coast, in a harbour or in the territorial waters of the other Party, the local authorities shall, without delay, notify the consul of the district in which the wreck has occurred.

2. All operations connected with the salvage of vessels which are wrecked or stranded shall be directed by the consul or by the other consular officials in so far as they are authorised to do so by the consul.

3. In the absence or pending the arrival of the consul or persons delegated by him, the local authorities shall take all necessary steps for the protection of persons and the preservation of property salvaged from the wreck.

4. The action of the local authorities shall be confined to assisting the consul, maintaining order, safeguarding the interests of salvors not members of the crew, ensuring compliance with the regulations with regard to the import and export of the salvaged goods and safeguarding the general interests of shipping.

5. No dues of any kind shall be levied in respect of the action of the local authorities nor shall any expenses be refunded, except those incurred through the salvage operations and the preservation of the property salvaged and those payable in such cases by national vessels.

6. In case of doubt as to the nationality of wrecked vessels, the local authorities shall alone be competent to take the measures mentioned in the present Article.

7. Salvaged goods and effects shall not be liable to any Customs duties unless cleared for consumption within the country.

Article 30.

Failing agreement to the contrary between the shipowners, freighters or underwriters, damage suffered at sea by vessels of one of the High Contracting Parties, whether they entered the ports voluntarily or were forced to put in through stress of weather, shall be dealt with by their consul, unless nationals of the State in which the said consul resides or nationals of a third State are concerned therein. In the latter case and in the absence of an amicable agreement between the Parties concerned, the matter shall be settled by the local authorities.

Article 31.

Les attributions et les fonctions des consuls mentionnées au présent chapitre pourront être également exercées par les autres fonctionnaires consulaires, en tant qu'ils y sont autorisés par le consul.

Article 32.

Les consuls seront tenus d'informer le chef de l'autorité administrative supérieure de leur siège de tous les changements survenus dans la composition du personnel du consulat.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET FINALES.

Article 33.

1. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à s'accorder réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en tout ce qui concerne les droits, privilèges, immunités et attributions consulaires.

2. Toutefois, aucune des Hautes Parties contractantes ne pourra invoquer le bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée pour réclamer en faveur de ses fonctionnaires consulaires des droits, privilèges, immunités et attributions autres ou plus étendus que ceux accordés par elle-même aux fonctionnaires consulaires de l'autre Haute Partie contractante.

Article 34.

Toutes les dispositions de la présente convention concernant les attributions des consuls en matière d'exercice de leurs fonctions s'appliqueront, sans préjudice des privilèges et immunités diplomatiques, également aux membres des missions diplomatiques, au cas où ils exercent des fonctions consulaires. A cet effet, le chef de la mission diplomatique devra notifier au Gouvernement de l'Etat de sa résidence les noms des membres de la mission désignés à ces fonctions.

Article 35.

La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification en seront échangés à Varsovie aussitôt que possible.

Elle entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour après la date de l'échange des instruments de ratification et produira ses effets jusqu'à l'expiration du délai de six mois après la date de sa dénonciation par l'une ou l'autre Haute Partie contractante.

En foi de quoi les soussignés dûment autorisés à cet effet ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Budapest, en double exemplaire, le 24 avril 1936.

(L. S.) GÖMBÖS, *m. p.*

(L. S.) Marjan Zyndram KOŚCIALKOWSKI, *m. p.*

Article 31.

The functions and powers of consuls as set out in the present chapter may also be exercised by the other consular officials in so far as they are authorised for the purpose by the consul.

Article 32.

Consuls shall notify the head of the chief administrative authority at their place of residence of all changes in the staff of their consulates.

CHAPTER IV.

GENERAL AND FINAL PROVISIONS.

Article 33.

1. The High Contracting Parties undertake to grant each other most-favoured-nation treatment in all matters relating to consular rights, privileges, immunities and powers.

2. Nevertheless, neither of the High Contracting Parties shall be entitled, on the grounds of its right to the benefits of the most-favoured-nation clause, to demand for its consular officials rights, privileges, immunities or powers other or more extensive than those granted by itself to the consular officials of the other High Contracting Party.

Article 34.

All the provisions of the present Convention concerning the rights of consuls in the exercise of their functions shall also apply, without prejudice to diplomatic privileges and immunities, to any members of diplomatic missions entrusted with consular duties. For this purpose, the head of the diplomatic mission shall notify the Government of the State of residence of the names of any members of the mission assigned to such duties.

Article 35.

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification exchanged at Warsaw as soon as possible.

It shall take effect on the ninetieth day after the date of the exchange of the instruments of ratification and shall remain in force until the expiry of a period of six months after the date of its denunciation by either High Contracting Party.

In faith whereof the undersigned, duly authorised for the purpose, have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Budapest in duplicate, this 24th day of April, 1936.

(L. S.) GÖMBÖS, *m. p.*

(L. S.) Marjan Zyndram KOŚCIALKOWSKI, *m. p.*

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature de la présente convention, les plénipotentiaires des deux Hautes Parties contractantes sont convenus des dispositions suivantes :

Ad article 8.

Ne sont pas comprises parmi les exemptions stipulées à l'alinéa 2 les taxes pour les prestations des services publics, telles que les taxes de canalisation ou de conduite d'eau.

Ad article 9.

Ne sont pas comprises parmi les prohibitions mentionnées à l'alinéa 3 les prohibitions d'ordre économique, les Hautes Parties contractantes ayant en vue exclusivement les prohibitions servant les intérêts soit de la sûreté intérieure soit de l'hygiène publique ou bien ceux qui se rattachent à la conservation des œuvres de la culture nationale. Cette dernière restriction ne s'appliquera pas aux objets mobiliers qui ont été importés par les consuls ou les fonctionnaires consulaires de carrière.

Ad article 16.

Les Hautes Parties contractantes sont tombées d'accord d'entamer des négociations pour la conclusion d'une convention spéciale relative à certaines questions de l'entraide judiciaire en matière civile, de droit privé, d'échange des actes de l'état civil et des annotations à effectuer dans les registres matriculaires.

Ad articles 26 à 30.

Les dispositions concernant la navigation ne sont pas applicables à la navigation fluviale.

Le présent protocole final fait partie intégrante de la convention consulaire signée aujourd'hui. Il sera ratifié et entrera en vigueur en même temps que la convention elle-même.

Fait à Budapest, en double exemplaire, le 24 avril 1936.

(L. S.) GÖMBÖS, *m. p.*

(L. S.) Marjan Zyndram KOŚCIALKOWSKI, *m. p.*

FINAL PROTOCOL.

At the time of signing the present Convention, the Plenipotentiaries of the two High Contracting Parties have agreed on the following provisions :

Ad Article 8.

The exemptions mentioned in paragraph 2 shall not include taxes levied for the use of public services, such as water rates.

Ad Article 9.

The prohibitions mentioned in paragraph 3 shall not include those of an economic character, the High Contracting Parties having exclusively in mind prohibitions designed to safeguard internal order and public health or to preserve national culture. The latter restriction shall not apply to movables imported by consuls or consular officials *de carrière*.

Ad Article 16.

The High Contracting Parties are agreed to open negotiations for the conclusion of a special Convention regarding certain questions of judicial assistance in civil matters, of private law, the exchange of civil status documents and supplementary entries in the registers.

Ad Articles 26 to 30.

The provisions regarding navigation shall not apply to river navigation.

The present Final Protocol shall form an integral part of the Consular Convention signed this day. It shall be ratified and shall come into force at the same time as the Convention itself.

Done at Budapest in duplicate, this 24th day of April, 1936.

(L. S.) GÖMBÖS, *m. p.*

(L. S.) Marjan Zyndram KOŚCIALKOWSKI, *m. p.*

N° 4297.

**NOUVELLE-ZÉLANDE
ET PAYS-BAS**

Echange de notes comportant un arrangement commercial. Sydney, le 22 décembre 1937, et Wellington, le 14 janvier 1938.

**NEW ZEALAND
AND THE NETHERLANDS**

Exchange of Notes constituting a Trade Arrangement. Sydney, December 22nd, 1937, and Wellington, January 14th, 1938.

No. 4297. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE NEW ZEALAND GOVERNMENT AND THE NETHERLANDS GOVERNMENT CONSTITUTING A TRADE ARRANGEMENT. SYDNEY, DECEMBER 22ND, 1937, AND WELLINGTON, JANUARY 14TH, 1938.

English official text communicated by the High Commissioner for New Zealand in London and by the Netherlands Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place March 3rd, 1938.

I.

CONSULATE GENERAL OF THE NETHERLANDS
FOR THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA
AND THE DOMINION OF NEW ZEALAND.

No. TA. 3/423I.

SYDNEY, *December 22nd*, 1937.

Kembla Building, Margaret Street.

MY DEAR MINISTER,

With reference to the discussions which took place on the occasion of your visit to The Hague in June last between yourself and representatives of Her Majesty's Government on the subject of trade between New Zealand and the Netherlands and in particular to the possibilities of extending such trade, I have the honour to inform you that the Netherlands Government are prepared, subject to the conditions mentioned hereunder, to extend the following treatment to goods the produce of New Zealand entering the Netherlands :

(a) Fresh apples — permit the importation of a quantity not exceeding 1,400 metric tons at the reduced monopoly fee of 2 cents per gross kilo during the period 1st March to 30th June (inclusive) in each year ;

(b) Raw animal fat — grant a quota for the importation of 1,000 metric tons per annum.

The foregoing concessions will be made subject to the New Zealand Government according to goods the produce or manufacture of the Netherlands liable to duty under items 76, 121 (1), 338 (1) to (8) inclusive and (10), 352 and 397 (6) of the New Zealand Customs Tariff treatment, on importation into New Zealand, not less favourable than that accorded to the goods of any other foreign country.

In the event of the Netherlands Government adopting any measure or granting any favour with regard to the importation into the Netherlands of goods from a third country which affects imports from New Zealand, any requests made by the New Zealand Government with respect to the treatment accorded to such goods imported from New Zealand will receive favourable consideration on the understanding that, in the event of the New Zealand Government adopting any measure or granting any favour with regard to the importation into New Zealand of goods from a

¹ Came into force January 14th, 1938.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4297. — ÉCHANGE DE NOTES ² ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE ET LE GOUVERNEMENT NÉERLANDAIS COMPORTANT UN ARRANGEMENT COMMERCIAL. SYDNEY, LE 22 DÉCEMBRE 1937, ET WELLINGTON, LE 14 JANVIER 1938.

Texte officiel anglais communiqué par le haut commissaire pour la Nouvelle-Zélande à Londres et le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 3 mars 1938.

I.

CONSULAT GÉNÉRAL DES PAYS-BAS
POUR LE COMMONWEALTH DE L'AUSTRALIE
ET LE DOMINION DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE.

N^o TA. 3/423I.

SYDNEY, le 22 décembre 1937.

Kembla Building, Margaret Street.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite aux pourparlers qui ont eu lieu, au cours de votre passage à La Haye, en juin dernier, entre vous-même et les représentants du Gouvernement de Sa Majesté au sujet du commerce entre la Nouvelle-Zélande et les Pays-Bas, et, en particulier, au sujet de la possibilité de développer ce commerce, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement néerlandais est disposé, sous réserve des conditions indiquées ci-après, à appliquer le traitement suivant aux produits de la Nouvelle-Zélande qui sont importés aux Pays-Bas :

a) Pommes fraîches. — Autoriser l'importation d'une quantité maximum de 1.400 tonnes métriques, au tarif réduit de monopole de 2 cents par kilo brut, pendant la période allant du 1^{er} mars au 30 juin (inclus) de chaque année ;

b) Graisse animale brute. — Accorder un contingent d'importation de 1.000 tonnes métriques par année.

Les concessions ci-dessus seront accordées à la condition que le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande octroie aux marchandises produites ou manufacturées par les Pays-Bas et passibles des droits prévus aux N^{os} 76, 121 (1), 338 (1) à (8) inclus et (10), 352 et 397 (6) du tarif douanier de la Nouvelle-Zélande, à leur importation en Nouvelle-Zélande, un traitement aussi favorable que celui dont jouissent les marchandises de tout autre pays étranger.

Au cas où le Gouvernement néerlandais déciderait, en ce qui concerne l'importation aux Pays-Bas de marchandises en provenance d'un tiers pays, de prendre des mesures ou d'accorder des avantages affectant les importations en provenance de Nouvelle-Zélande, toute demande adressée par le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande relativement au traitement appliqué aux dites importations en provenance de Nouvelle-Zélande sera favorablement examinée, à la condition que si le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande décide, en ce qui concerne l'importation en

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Entré en vigueur le 14 janvier 1938.

third country (not forming part of the British dominions) which affects imports from the Netherlands, the New Zealand Government will extend similar consideration to like requests made by the Netherlands Government respecting goods imported into New Zealand from the Netherlands.

It will be understood that the term "Netherlands" refers only to the Netherlands in Europe.

It is suggested that this letter and your reply thereto conveying an acceptance of the proposals by your Government be regarded as constituting a Trade Arrangement between New Zealand and the Netherlands, that such Arrangement be put into effect on the date of your reply and that it continue in force thereafter until the expiration of three months from the date on which either Government shall have given to the other notice of revocation.

Yours faithfully,

(Sgd.) T. ELINK SCHURMAN,
Consul-General.

The Hon. Walter Nash,
Minister of Customs,
Wellington, New Zealand.

Certified true copy :

M. J. Savage,
Prime Minister.

Certifié pour copie conforme :

Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas par délégation,
E. N. van Kleffens.

II.

DOMINION OF NEW ZEALAND.

MINISTER'S OFFICE.
CUSTOMS DEPARTMENT.

C. 22/233/2.

WELLINGTON, *January 14th*, 1938.

MY DEAR CONSUL-GENERAL,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter No. TA. 3/4231 of December 22nd, 1937, reading as follows :

" With reference to the discussions which took place on the occasion of your visit to The Hague in June last between yourself and representatives of Her Majesty's Government on the subject of trade between New Zealand and the Netherlands and in particular to the possibilities of extending such trade, I have the honour to inform you that the Netherlands Government are prepared, subject to the conditions mentioned hereunder, to extend the following treatment to goods the produce of New Zealand entering the Netherlands :

(a) Fresh apples — permit the importation of a quantity not exceeding 1,400 metric tons at the reduced monopoly fee of 2 cents per gross kilo during the period 1st March to 30th June (inclusive) in each year ;

(b) Raw animal fat — grant a quota for the importation of 1,000 metric tons per annum.

The foregoing concessions will be made subject to the New Zealand Government according to goods the produce or manufacture of the Netherlands liable to duty under

Nouvelle-Zélande de marchandises en provenance d'un tiers pays (ne faisant pas partie des dominions britanniques), de prendre des mesures ou d'accorder des avantages qui affectent les importations en provenance des Pays-Bas, le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande réservera le même accueil à toutes demandes analogues présentées par le Gouvernement néerlandais au sujet de marchandises importées des Pays-Bas en Nouvelle-Zélande.

Il est entendu que le terme « Pays-Bas » ne se rapporte qu'aux Pays-Bas d'Europe.

Je suggérerai que la présente lettre et votre réponse notifiant l'acceptation, par votre gouvernement, des propositions ci-dessus soient considérées comme constituant un accord commercial entre la Nouvelle-Zélande et les Pays-Bas, que cet accord soit mis à effet à la date de votre réponse et qu'il reste en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à partir de la date à laquelle l'un des deux gouvernements aura signifié à l'autre son intention d'y mettre fin.

Veillez agréer, etc.

(Signé) T. ELINK SCHURMAN,
Consul général.

L'honorable Walter Nash,
Ministre des Douanes,
Wellington,
Nouvelle-Zélande.

II.

DOMINION DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE.

BUREAU DU MINISTRE.
DÉPARTEMENT DES DOUANES.
C. 22/233/2.

WELLINGTON, le 14 janvier 1938.

MONSIEUR LE CONSUL GÉNÉRAL,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre N° TA 3/4231, du 22 décembre 1937, ainsi conçue :

« Comme suite aux pourparlers qui ont eu lieu, au cours de votre passage à La Haye, en juin dernier, entre vous-même et les représentants du Gouvernement de Sa Majesté au sujet du commerce entre la Nouvelle-Zélande et les Pays-Bas, et, en particulier, au sujet de la possibilité de développer ce commerce, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement néerlandais est disposé, sous réserve des conditions indiquées ci-après, à appliquer le traitement suivant aux produits de la Nouvelle-Zélande qui sont importés aux Pays-Bas :

a) Pommes fraîches. — Autoriser l'importation d'une quantité maximum de 1.400 tonnes métriques, au tarif réduit de monopole de 2 cents par kilo brut, pendant la période allant du 1^{er} mars au 30 juin (inclus) de chaque année ;

b) Graisse animale brute. — Accorder un contingent d'importation de 1.000 tonnes métriques par année.

Les concessions ci-dessus seront accordées à la condition que le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande octroie aux marchandises produites ou manufacturées par les Pays-Bas

items 76, 121 (1), 338 (1) to (8) inclusive and (10), 352 and 397 (6) of the New Zealand Customs Tariff treatment, on importation into New Zealand, not less favourable than that accorded to the goods of any other foreign country.

In the event of the Netherlands Government adopting any measure or granting any favour with regard to the importation into the Netherlands of goods from a third country which affects imports from New Zealand, any requests made by the New Zealand Government with respect to the treatment accorded to such goods imported from New Zealand will receive favourable consideration on the understanding that, in the event of the New Zealand Government adopting any measure or granting any favour with regard to the importation into New Zealand of goods from a third country (not forming part of the British dominions) which affects imports from the Netherlands, the New Zealand Government will extend similar consideration to like requests made by the Netherlands Government respecting goods imported into New Zealand from the Netherlands.

It will be understood that the term "Netherlands" refers only to the Netherlands in Europe.

It is suggested that this letter and your reply thereto conveying an acceptance of the proposals by your Government be regarded as constituting a Trade Arrangement between New Zealand and the Netherlands, that such Arrangement be put into effect on the date of your reply and that it continue in force thereafter until the expiration of three months from the date on which either Government shall have given to the other notice of revocation."

In reply I have to inform you that the proposals set out therein for the conclusion of a Trade Arrangement between the Netherlands and New Zealand are acceptable to my Government.

Yours faithfully,

(Sgd.) W. NASH,
Minister of Customs.

The Consul-General of the Netherlands for
the Commonwealth of Australia and the
Dominion of New Zealand,
Sydney, N. S. W.,
Australia.

Certified true copy :

M. J. Savage,
Prime Minister.

Certifié pour copie conforme :

Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas par délégation,
E. N. van Kleffens.

et passibles des droits prévus aux Nos 76, 121 (1), 338 (1) à (8) inclus et (10), 352 et 397 (6) du tarif douanier de la Nouvelle-Zélande, à leur importation en Nouvelle-Zélande, un traitement aussi favorable que celui dont jouissent les marchandises de tout autre pays étranger.

Au cas où le Gouvernement néerlandais déciderait, en ce qui concerne l'importation aux Pays-Bas de marchandises en provenance d'un tiers pays, de prendre des mesures ou d'accorder des avantages affectant les importations en provenance de Nouvelle-Zélande, toute demande adressée par le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande relativement au traitement appliqué auxdites importations en provenance de Nouvelle-Zélande sera favorablement examinée, à la condition que si le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande décide, en ce qui concerne l'importation en Nouvelle-Zélande de marchandises en provenance d'un tiers pays (ne faisant pas partie des dominions britanniques), de prendre des mesures ou d'accorder des avantages qui affectent les importations en provenance des Pays-Bas, le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande réservera le même accueil à toutes demandes analogues présentées par le Gouvernement néerlandais au sujet de marchandises importées des Pays-Bas en Nouvelle-Zélande.

Il est entendu que le terme « Pays-Bas » ne se rapporte qu'aux Pays-Bas d'Europe.

Je suggérerai que la présente lettre et votre réponse notifiant l'acceptation, par votre gouvernement, des propositions ci-dessus soient considérées comme constituant un accord commercial entre la Nouvelle-Zélande et les Pays-Bas, que cet accord soit mis à effet à la date de votre réponse et qu'il reste en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à partir de la date à laquelle l'un des deux gouvernements aura signifié à l'autre son intention d'y mettre fin. »

En réponse, je suis chargé de porter à votre connaissance que mon gouvernement accepte les propositions contenues dans votre lettre concernant la conclusion d'un accord commercial entre les Pays-Bas et la Nouvelle-Zélande.

Veillez agréer, etc.

(Signé) W. NASH,
Ministre des Douanes.

Le Consul général des Pays-Bas pour
le Commonwealth d'Australie et le
Dominion de la Nouvelle-Zélande,
Sydney, N. S. W.,
Australie.

N° 4298.

SIAM ET SUÈDE

Traité d'amitié, de commerce et de navigation, et protocole final, signés à Stockholm, le 5 novembre 1937, et échange de notes de la même date relatif à l'interprétation de l'article XII dudit traité.

SIAM AND SWEDEN

Treaty of Friendship, Commerce and Navigation, and Final Protocol, signed at Stockholm, November 5th, 1937, and Exchange of Notes of the same Date concerning the Interpretation of Article XII of the above-mentioned Treaty.

No. 4298. — TREATY¹ OF FRIENDSHIP, COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN SIAM AND SWEDEN. SIGNED AT STOCKHOLM, NOVEMBER 5TH, 1937.

English official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs and by the Permanent Representative of Siam to the League of Nations. The registration of this Treaty took place March 5th, 1938.

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN and HIS MAJESTY THE KING OF SIAM, being desirous of strengthening the relations of amity and good understanding which happily exist between the two States, and being convinced that this cannot be better accomplished than by revising the treaties hitherto existing between the two countries, have resolved to complete such revision, based upon the principles of reciprocity, equity and mutual benefit, and for that purpose have named as their Plenipotentiaries, that is to say :

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN :

His Excellency Rickard SANDLER, his Minister for Foreign Affairs ;
and

HIS MAJESTY THE KING OF SIAM :

Phya RAJAWANGSAN, his Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Stockholm ;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found to be in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article I.

1. There shall be constant peace and perpetual friendship between the Kingdom of Sweden and the Kingdom of Siam.

2. The nationals of each of the High Contracting Parties, upon submitting themselves to the laws and regulations in force in the territory of the other, shall have liberty to enter, travel and reside in the territory of the latter State, and in this territory to carry on trade, commerce, manufacture, agriculture and navigation, to engage in religious, educational and charitable work, to employ agents of their own choice and to lease land for the purposes of residence or any commercial, industrial, religious, charitable or other lawful activity as well as for interment and, on the whole, to take all dispositions dependent upon or required for the exercise of any of the aforementioned rights, upon the same terms as the nationals of the most-favoured nation.

¹ The exchange of ratifications took place at Stockholm, March 1st, 1938.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4298. — TRAITÉ ² D'AMITIÉ, DE COMMERCE ET DE NAVIGATION
ENTRE LE SIAM ET LA SUÈDE. SIGNÉ A STOCKHOLM, LE
5 NOVEMBRE 1937.

Texte officiel anglais communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède et le représentant permanent du Siam près la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 5 mars 1938.

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE et SA MAJESTÉ LE ROI DE SIAM, désireux de resserrer les relations d'amitié et de bonne entente déjà heureusement établies entre les deux Etats, et convaincus qu'ils ne sauraient mieux y parvenir que par la revision des traités conclus jusqu'ici entre les deux pays, ont résolu de procéder à cette revision dans un esprit de réciprocité, d'équité et au bénéfice mutuel des deux Parties, et ont désigné à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

Son Excellence Rickard SANDLER, son ministre des Affaires étrangères;
et

SA MAJESTÉ LE ROI DE SIAM :

Phya RAJAWANGSAN, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Stockholm;

Qui, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

1. Il y aura paix constante et amitié perpétuelle entre le Royaume de Suède et le Royaume de Siam.

2. Les nationaux de chacune des Hautes Parties contractantes, à la condition de se conformer aux lois et règlements en vigueur dans le territoire de l'autre Partie, auront toute liberté de pénétrer, de voyager et de résider dans ce territoire, d'y exercer un métier, de s'y livrer au commerce, à l'industrie, à l'agriculture et à la navigation, de s'occuper d'œuvres de caractère religieux, éducatif et charitable, d'employer des représentants de leur choix, de prendre à bail des terrains en vue d'y résider ou d'y exercer une activité commerciale, industrielle, religieuse, charitable ou une activité licite quelconque, ou d'y établir un cimetière, et, en général, de prendre toutes mesures subordonnées à l'exercice de l'un des droits susmentionnés ou nécessaires en vue de cet exercice, dans les mêmes conditions que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² L'échange des ratifications a eu lieu à Stockholm, le 1^{er} mars 1938.

3. The nationals of each of the High Contracting Parties shall throughout the whole extent of the territory of the other have the right to acquire, possess and dispose of any kind of movable and immovable property, the acquisition, possession and disposal of which is or may hereafter be allowed by the laws in force in the country to nationals of the most-favoured nation.

4. The nationals of each of the High Contracting Parties shall not in the territory of the other be compelled to pay any internal charges or taxes other or higher than those which now are or hereafter may be exacted from the nationals of the most-favoured nation.

5. The nationals of each of the High Contracting Parties shall receive in the territory of the other the most constant protection and security for their persons and property, and shall enjoy in this respect the same rights and privileges as now are or hereafter may be granted to the nationals of the country.

6. The nationals of each of the High Contracting Parties shall be exempt in the territory of the other from every personal compulsory military service in the regular forces, in the national guard, or in the militia, as well as from all contributions in money and kind imposed in lieu of personal military service, and from all forced loans and military contributions. They shall not be subjected, in time of peace or in time of war, to military requisitions except as imposed on nationals and they shall reciprocally be entitled to compensation payable to nationals by the laws in force in their respective countries. With regard to the foregoing provisions, the nationals of each of the High Contracting Parties shall not be treated in the territories of the other less favourably than the nationals of the most-favoured nation.

7. The nationals of each of the High Contracting Parties shall enjoy in the territory of the other, entire liberty of conscience, and, subject to the local laws and regulations, shall enjoy the right of private or public exercise of their worship.

Article II.

1. The nationals of each of the High Contracting Parties shall have free access to the Courts of Justice of the other in pursuit and defence of their rights ; they shall be at liberty equally with the nationals of the country and of the most-favoured nation, to choose and employ lawyers, advocates and representatives.

2. No conditions or requirements shall be imposed upon the nationals of either of the High Contracting Parties in connection with such access to the Courts of Justice of the other, which do not apply to the nationals of the country or of the most-favoured nation.

3. These dispositions, however, do not affect the existing or future regulations in each country with regard to *cautio judicatum solvi* and gratuitous assistance.

Article III.

The dwellings, warehouses, manufactories, shops, and all other buildings of the nationals of each of the High Contracting Parties in the territory of the other, together with all premises used in connection therewith for purposes of residence or commerce, shall be exempt from visits and searches, and from examinations or inspections of books, papers or accounts therein located, except under the conditions and with the forms prescribed by the laws and regulations applying to the nationals of the country.

Article IV.

There shall be reciprocally full and entire freedom of commerce and navigation between the territories of the two High Contracting Parties.

3. Les nationaux de chacune des Hautes Parties contractantes auront, sur tout le territoire de l'autre Partie, le droit d'acquérir, de posséder et d'aliéner toutes espèces de biens mobiliers et immobiliers dont l'acquisition, la possession et l'aliénation sont ou peuvent être ultérieurement autorisées par les lois en vigueur dans le pays au profit des ressortissants de la nation la plus favorisée.

4. Les nationaux de chacune des Hautes Parties contractantes ne pourront, dans les territoires de l'autre Partie, être tenus d'acquitter des taxes ou impôts intérieurs autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourront être exigés des ressortissants de la nation la plus favorisée.

5. Les nationaux de chacune des Hautes Parties contractantes seront assurés, sur le territoire de l'autre Partie, de la protection et de la sauvegarde permanente de leur personne et de leurs biens, et jouiront à cet égard des mêmes droits et privilèges que ceux qui sont ou pourront être accordés aux ressortissants du pays.

6. Les nationaux de chacune des Hautes Parties contractantes seront exempts, dans le territoire de l'autre Partie, du service militaire obligatoire dans l'armée régulière, dans la garde nationale ou dans la milice, et de toutes taxes en argent et en nature imposées en lieu et place du service militaire personnel, ainsi que de tout emprunt forcé et contribution de guerre. Ils ne pourront être astreints, en temps de paix ou en temps de guerre, à aucune réquisition d'ordre militaire autre que celles auxquelles sont soumis les nationaux, et ils auront réciproquement droit aux compensations payables aux nationaux en vertu des lois en vigueur dans leurs pays respectifs. En ce qui concerne les dispositions précédentes, les nationaux de chacune des Hautes Parties contractantes ne pourront recevoir dans le territoire de l'autre Partie un traitement moins favorable que celui dont jouissent les ressortissants de la nation la plus favorisée.

7. Les nationaux de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront dans le territoire de l'autre Partie d'une entière liberté de conscience et, sous réserve des lois et règlements du pays, du droit de pratiquer leur culte de façon privée ou publique.

Article II.

1. Les nationaux de chacune des Hautes Parties contractantes auront libre accès aux tribunaux de l'autre Partie pour faire valoir leurs droits tant comme demandeurs que comme défendeurs ; ils seront libres, au même titre que les nationaux et que les ressortissants de la nation la plus favorisée, de choisir et d'employer des hommes de loi, avocats et mandataires.

2. Il ne sera imposé aux nationaux de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes, en ce qui concerne cet accès aux tribunaux de l'autre Partie, aucune condition ou obligation qui ne soit également applicable aux nationaux ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

3. Toutefois, ces dispositions ne s'appliqueront pas aux règlements qui existent ou qui pourront être ultérieurement édictés dans chacun des deux pays en ce qui concerne la *cautio judicatum solvi* et l'assistance judiciaire gratuite.

Article III.

Les habitations, entrepôts, usines, magasins et autres immeubles appartenant aux nationaux de chacune des Hautes Parties contractantes, dans le territoire de l'autre Partie, ainsi que tous les locaux en dépendant qui sont utilisés, soit pour la résidence, soit pour le commerce, ne pourront faire l'objet de visites domiciliaires ou de perquisitions ; il ne sera point permis d'examiner ni d'inspecter les papiers, livres ou comptes qui s'y trouvent, sauf dans les conditions et dans les formes prescrites par les lois et règlements applicables aux nationaux.

Article IV.

Il y aura, de part et d'autre, pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les territoires des deux Hautes Parties contractantes.

The nationals of either of the High Contracting Parties shall have liberty, upon submitting themselves to the local laws and regulations in force, securely to come with their ships and cargoes to all places, ports and rivers in the territory of the other, which are or may hereafter be opened to commerce and navigation with foreign countries.

Article V.

1. Neither High Contracting Party shall establish or maintain any prohibition or restriction on imports from or exports to the territories of the other Party which are not applied to the import and export of any like article originating in or destined to any other country. Any withdrawal of or immunity from an import or export prohibition or restriction which is granted even temporarily by one of the High Contracting Parties in favour of the articles of a third country shall be applied immediately and unconditionally to like articles originating in or destined to the territories of the other Party.

2. In the event of rations or quotas or any other form of quantitative limitation being established for the importation or exportation of articles restricted, each of the High Contracting Parties agrees to grant for the importation from or exportation to the territories of the other Party a treatment not less favourable than that applied to like products from a third country. If quantitative allocations are granted by either of the High Contracting Parties in favour of individual countries, the other Party shall receive an equitable share in the quantities authorised for importation or exportation. The High Contracting Parties undertake to grant each other in all matters concerning formalities and charges imposed in connection with any form of quantitative regulation of imports or exports every privilege, advantage or immunity granted to a third country.

3. If either of the High Contracting Parties establishes or maintains, directly or indirectly, any form of control of foreign exchange, it shall administer such control so that the nationals and commerce of the other Party will be granted a fair and equitable share in the allocation of exchange.

Article VI.

Nothing in this Treaty shall be construed to restrict the right of either High Contracting Party to establish or maintain the following kinds of prohibitions or restrictions, subject to the principle of non-discriminatory treatment :

1. Prohibitions or restrictions upon arms and ammunition, and, in exceptional circumstances, upon other kinds of war supplies ;

2. Prohibitions or restrictions for reasons of national or public safety or public health ;

3. Prohibitions or restrictions upon articles which, as regards production or trade, are or may hereafter be made subject, within the country, to a monopoly exercised by or under the control of the State ;

4. Prohibitions or restrictions for the protection of animals or useful plants against disease, noxious insects or parasites or, as regards useful plants, against degeneration or extinction ;

5. Prohibitions, restrictions or regulations for the enforcement of laws prohibiting or restricting the importation, exportation or sale of alcohol or alcoholic beverages or of opium, the coca leaf, their derivatives and other narcotic drugs, as well as laws imposed upon articles the internal production, consumption, sale or transport of which is or may be restricted by the internal law.

Les nationaux de chacune des Hautes Parties contractantes pourront librement et en toute sûreté, à la condition de se conformer aux lois et règlements en vigueur dans le pays, se rendre avec leurs navires et leurs cargaisons dans tous les lieux, ports et fleuves du territoire de l'autre Partie, qui sont ou pourront être ultérieurement ouverts au commerce et à la navigation avec les pays étrangers.

Article V.

1. Les Hautes Parties contractantes conviennent de n'établir et de ne maintenir, quant aux importations en provenance des territoires de l'autre Partie, ou aux exportations à destination de ces territoires, aucune prohibition ou restriction qui ne serait pas appliquée aux importations et aux exportations d'articles similaires en provenance ou à destination d'un autre pays quelconque. Toute abrogation ou exemption d'une prohibition ou restriction à l'importation ou à l'exportation, accordée, même temporairement, par l'une des Hautes Parties contractantes en faveur des produits d'un tiers pays, sera, immédiatement et sans condition, appliquée aux produits analogues en provenance ou à destination des territoires de l'autre Partie.

2. En cas d'établissement de contingentements ou de quotas ou de toute autre forme de limitation quantitative visant l'importation ou l'exportation d'articles soumis à restrictions, chacune des Hautes Parties contractantes convient d'accorder aux importations en provenance des territoires de l'autre Partie, ou aux exportations à destination de ces territoires, un traitement non moins favorable que le traitement appliqué aux articles similaires en provenance d'un tiers pays. Si l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes établit un contingentement en faveur de tel ou tel pays, l'autre Partie devra se voir attribuer une fraction équitable des quantités dont l'importation ou l'exportation sera autorisée. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à s'accorder réciproquement, en tout ce qui concerne les formalités et les droits imposés à l'occasion d'une réglementation quantitative quelconque des importations ou des exportations, tous les privilèges, avantages ou immunités accordés à un tiers pays.

3. Si l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes établit ou maintient, directement ou indirectement, une forme quelconque de contrôle des changes, elle exercera ce contrôle de façon à assurer aux nationaux et au commerce de l'autre Partie une part juste et équitable dans l'attribution des devises.

Article VI.

Aucune disposition du présent traité ne pourra être interprétée comme restreignant le droit de chacune des Hautes Parties contractantes d'établir ou de maintenir les catégories suivantes de prohibitions ou de restrictions, sous réserve du principe de non-discrimination :

1^o Les prohibitions ou restrictions concernant les armes et les munitions et, dans des circonstances exceptionnelles, les autres catégories de matériels de guerre ;

2^o Les prohibitions ou restrictions imposées dans l'intérêt de la sécurité nationale ou publique, ou de l'hygiène publique ;

3^o Les prohibitions ou restrictions visant des articles dont la production ou le commerce fait ou pourra ultérieurement faire l'objet, à l'intérieur du pays, d'un monopole exercé par l'Etat ou sous son contrôle ;

4^o Les prohibitions ou restrictions tendant à protéger les animaux ou les plantes utiles contre les maladies, les insectes nuisibles ou les parasites ou, pour ce qui concerne les plantes utiles, contre la dégénérescence ou l'extinction ;

5^o Les prohibitions, restrictions ou règlements assurant l'application des lois prohibant ou restreignant l'importation, l'exportation ou la vente d'alcool, de boissons alcooliques ou d'opium, de feuilles de coca, de leurs dérivés et d'autres stupéfiants, ainsi que des lois visant les articles dont la production, la consommation, la vente ou le transit à l'intérieur du pays sont ou pourront être restreints par la loi nationale.

Article VII.

1. Natural and manufactured products having their origin in the territory of one of the High Contracting Parties shall in the territory of the other Party in all respects, and especially as regards import duties and all other charges and taxes of whatever kind imposed in connection with the importation of goods, be accorded every privilege, favour, rebate or immunity which has been accorded or may be accorded to like products originating in a third country. This treatment shall be accorded irrespective of the nationality of the owner or of the carrier, and irrespective of the place from which the goods are imported.

2. Natural and manufactured products exported from the territory of one of the High Contracting Parties to the territory of the other Party shall as regards export duties and all other charges and taxes of whatever kind imposed in connection with the exportation of goods, be accorded the same treatment as has been accorded to or may be accorded to like products destined to any third country.

3. By the provisions of this Article most-favoured-nation treatment is also mutually accorded in all matters concerning the clearing of goods through the Customs, including the examination and valuation of goods, Customs formalities, drawbacks, transit duties, the storage and treatment of goods in bonded warehouses and the duties levied in connection therewith.

4. It is understood that the Customs tariffs applicable to articles the produce or manufacture of either of the High Contracting Parties imported into the territory of the other shall be regulated by the laws and regulations of the country of importation.

Article VIII.

1. In Siam Swedish vessels and their cargoes and in Sweden Siamese vessels and their cargoes shall enjoy the same treatment as is accorded to national vessels and their cargoes, irrespective of the ports of departure or destination of the vessels or where the cargoes originate or are destined to.

2. In regard to duties of tonnage, harbour, pilotage, lighthouse, quarantine or other similar or corresponding duties of whatever nature or under whatever denomination, levied in the name or for the profit of the Government, public functionaries, private individuals, corporations or establishments of any kind, the High Contracting Parties shall reciprocally apply the provisions of the Convention¹ and Statute on the International Regime of Maritime Ports, signed at Geneva on the 9th December, 1923.

3. In all that concerns the entering, clearing, stationing, loading and unloading of vessels in the ports, basins, docks, roadsteads, harbours, or rivers of the two countries, no privilege shall be granted by one High Contracting Party to national vessels, which shall not equally be granted to vessels of the other High Contracting Party.

4. The coasting trade and the national fisheries of each of the High Contracting Parties are excepted from the provisions of the present Treaty, and shall be regulated according to the laws and regulations of Sweden and Siam respectively.

Article IX.

If a ship of war or merchant vessel of either of the High Contracting Parties has stranded or been wrecked in the waters or harbours of the other State, the ship or vessel, her passengers and cargo shall enjoy the same favours and immunities as those which the laws and regulations of the latter State grant or may grant in analogous cases to national ships. Aid and assistance shall be rendered to the captain and crew in the same measure as to the nationals of the most-favoured nation. The merchandise which has been saved from a merchant ship or vessel of one of the High

¹ Vol. LVIII, page 285 ; Vol. LXIX, page 102 ; Vol. LXXII, page 485 ; Vol. LXXXIII, page 416 ; Vol. CVII, page 491 ; Vol. CXVII, page 184 ; Vol. CXXII, page 349 ; and Vol. CXLII, page 342, of this Series.

Article VII.

1. Les produits naturels ou fabriqués, originaires du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, bénéficieront, dans le territoire de l'autre Partie, à tous égards, et surtout en ce qui concerne les droits à l'importation et tous autres impôts et taxes, de quelque nature qu'ils soient, frappant l'importation de marchandises, de tous les privilèges, faveurs, avantages ou immunités qui ont été ou pourront être accordés aux produits similaires en provenance d'un tiers pays. Ce traitement devra être accordé quelle que soit la nationalité du possesseur ou du transporteur et quel que soit le lieu d'où les marchandises seront importées.

2. Les produits naturels ou fabriqués, importés du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes à destination du territoire de l'autre Partie, bénéficieront, en ce qui concerne les droits à l'exportation et tous autres impôts et taxes, de quelque nature qu'ils soient, frappant l'exportation de marchandises, du même traitement qui a été ou pourra être accordé aux produits similaires à destination d'un tiers pays quelconque.

3. Les dispositions du présent article assurent également le traitement mutuel de la nation la plus favorisée en tout ce qui concerne le dédouanement des marchandises, y compris l'examen et l'évaluation des marchandises, les formalités douanières, les drawbacks, les droits de transit, l'entreposage et le traitement des marchandises sur les entrepôts de douane et les taxes prélevées à cette occasion.

4. Il est convenu que les tarifs douaniers applicables aux produits, naturels ou fabriqués, de chacune des Hautes Parties contractantes importés dans le territoire de l'autre seront déterminés d'après les lois et règlements du pays d'importation.

Article VIII.

1. Au Siam, les navires et bateaux suédois et leurs cargaisons, et en Suède les navires et bateaux siamois et leurs cargaisons, bénéficieront du traitement accordé aux navires nationaux et à leurs cargaisons, quels que soient le port de départ ou de destination des navires et bateaux, le lieu d'origine ou de destination des cargaisons.

2. En ce qui concerne les droits de tonnage, de port, de pilotage, de phare, de quarantaine ou autres droits similaires ou correspondants, quelle qu'en soit la nature ou la dénomination, perçus au nom ou au bénéfice du gouvernement, de fonctionnaires publics, de personnes privées, de personnes morales ou d'institutions de toute nature, les Hautes Parties contractantes appliqueront mutuellement les dispositions de la Convention¹ et du Statut sur le régime international des ports maritimes, signés à Genève le 9 décembre 1923.

3. En tout ce qui concerne l'entrée, la sortie, le stationnement, le chargement et le déchargement des navires et bateaux dans les ports, bassins, docks, rades, havres ou fleuves des deux pays, il ne sera accordé par l'une des Hautes Parties contractantes aux navires et bateaux nationaux aucun privilège qui ne soit également accordé aux navires et bateaux de l'autre Haute Partie contractante.

4. Le commerce de cabotage et les pêcheries nationales des deux Hautes Parties contractantes sont exemptés des dispositions du présent traité et seront régis par les lois et règlements de la Suède et du Siam respectivement.

Article IX.

Si un navire de guerre ou bâtiment marchand de l'une des Hautes Parties contractantes échoue ou fait naufrage dans les eaux territoriales ou ports de l'autre Etat, ce navire ou bâtiment, ses passagers et sa cargaison jouiront de tous les privilèges et immunités que les lois et règlements de ce dernier Etat accordent ou pourront accorder, dans des cas analogues, aux navires nationaux. Le capitaine et l'équipage auront droit à la même aide et à la même assistance que les ressortissants de la nation la plus favorisée. Les marchandises sauvées d'un navire ou bateau marchand de l'une

¹ Vol. LVIII, page 285 ; vol. LXIX, page 102 ; vol. LXXII, page 485 ; vol. LXXXIII, page 416 ; vol. CVII, page 491 ; vol. CXVII, page 184 ; vol. CXXII, page 349 ; et vol. CXLII, page 342, de ce recueil.

Contracting Parties which has been stranded or wrecked shall not be subject to any Customs duty in the territory of the other High Contracting Party, unless it is cleared for consumption in the latter State.

Article X.

The vessels of war of each of the High Contracting Parties may enter, remain and make repairs in those ports and places of the other to which the vessels of war of other nations are accorded access ; they shall there submit to the same regulations and enjoy the same honours, advantages, privileges and exemptions as are now or may hereafter be conceded to the vessels of war of any other nation.

Article XI.

If sailors or other persons belonging to the crew desert in the territory of one of the High Contracting Parties from a vessel of the other Party, the local authorities shall give the Consular Officers of the latter Party such assistance as can by law be given to them for the recovery of the deserters. This provision shall, however, not be applicable to sailors or other persons who are nationals of the country where the desertion took place.

Article XII.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall enjoy in the territory of the other upon fulfilment of the formalities prescribed by law the same protection as the nationals of the country in regard to patents, trademarks, tradenames, and designs.

Article XIII.

1. Each of the High Contracting Parties may appoint Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls, and other Consular Officers or Agents, to reside in the towns and ports of the territory of the other where similar officers of the other nations are permitted to reside.

2. Such Consular Officers and Agents shall, however, not enter upon their functions until they shall have been approved and admitted by the Government to which they are sent.

3. They shall, on condition of reciprocity, enjoy all privileges, exemptions and immunities of every kind which are or may be accorded to Consular Officers of the most-favoured nation.

Article XIV.

1. In case of the death of a national of one of the High Contracting Parties in the territory of the other without having in the country of his decease any known heirs or testamentary executors by him appointed, the competent local authorities shall at once inform the Consular Officer of the nation to which the deceased belonged.

2. If a national of one of the High Contracting Parties leaves property in the territory of the other Party, the Consular Officer of the country to which the deceased belonged shall be empowered to take charge of the property upon the terms laid down in the law of the country where the property of the deceased is situated.

Article XV.

The stipulations of the present Treaty with regard to nationals of either of the High Contracting Parties shall also be applicable, within the limits of their legal capacity, to limited-liability and other companies, corporations and associations, organized according to the laws of that Party and having in the territory of the latter their " *siège social* ".

des Hautes Parties contractantes qui aura échoué ou fait naufrage ne seront frappées d'aucun droit de douane dans le territoire de l'autre Haute Partie contractante, à moins que lesdites marchandises ne soient dédouanées en vue de la consommation dans ce dernier Etat.

Article X.

Les navires de guerre de chacune des Hautes Parties contractantes sont autorisés à entrer, à séjourner et à effectuer des réparations dans les ports et localités de l'autre Partie dont l'accès est permis aux navires de guerre d'autres nations ; ils y seront assujettis aux mêmes règlements et jouiront des mêmes honneurs, avantages, privilèges et exemptions qui sont ou pourront être ultérieurement accordés aux navires de guerre d'une autre nation.

Article XI.

Si, dans le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, des marins ou autres membres de l'équipage désertent un bâtiment de l'autre Partie, les autorités locales accorderont aux agents consulaires de cette dernière Partie l'assistance que la loi permet de leur donner, pour récupérer leurs déserteurs. Toutefois, la présente disposition n'est pas applicable aux marins ou autres personnes qui sont des nationaux du pays où aura eu lieu la désertion.

Article XII.

Les nationaux de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre Partie, à la condition de remplir les formalités prescrites par la loi, de la même protection que les nationaux du pays en matière de brevets, marques de fabrique, appellations commerciales et dessins.

Article XIII.

1. Chacune des Hautes Parties contractantes aura la faculté de nommer des consuls généraux, consuls, vice-consuls et autres fonctionnaires ou agents consulaires avec résidence dans les villes et ports du territoire de l'autre Partie où sont autorisés à résider les mêmes fonctionnaires des autres nations.

2. Toutefois, ces fonctionnaires et agents consulaires ne pourront entrer en fonction qu'après avoir été agréés et acceptés par le gouvernement auprès duquel ils sont envoyés.

3. Ils jouiront, sous condition de réciprocité, de tous les privilèges, exemptions et immunités de toute nature qui sont ou pourront être accordés aux fonctionnaires consulaires de la nation la plus favorisée.

Article XIV.

1. Au cas où un ressortissant de l'une des Hautes Parties contractantes viendrait à décéder dans le territoire de l'autre Partie sans laisser, dans le pays où il est décédé, d'héritiers connus ou d'exécuteurs testamentaires désignés par lui, les autorités locales compétentes aviseront immédiatement le fonctionnaire consulaire de la nation à laquelle ressortissait le défunt.

2. Si un ressortissant de l'une des Hautes Parties contractantes laisse des biens dans le territoire de l'autre Partie, le fonctionnaire consulaire du pays auquel ressortissait le défunt aura qualité pour prendre en charge ces biens dans les conditions établies par les lois du pays où sont situés les biens du défunt.

Article XV.

Les dispositions du présent traité qui sont applicables aux nationaux de l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes s'appliqueront également, dans les limites de leur capacité juridique, aux sociétés à responsabilité limitée et aux autres sociétés, personnes morales et associations constituées conformément à la législation de ladite Partie et dont le siège social se trouve sur le territoire de cette Partie.

Article XVI.

The stipulations contained in the present Treaty do not affect, supersede or modify any of the laws and regulations of the High Contracting Parties, now in force or hereafter enacted, with regard to naturalization, immigration, police or public security.

Article XVII.

In as far as the provisions of the present Treaty refer to the granting of treatment as most-favoured nation, they shall not apply to :

1. Favours which one of the High Contracting Parties has accorded to or may accord to neighbouring countries in order to facilitate the frontier traffic ;
2. Favours which Sweden has accorded to or may accord to Denmark or Norway, or both these countries, as long as these favours have not been extended to any other country ;
3. Favours derived from the conclusion of a Customs union ;
4. Favours in regard to taxation, which are mutually applied between one of the High Contracting Parties and a third country by virtue of an agreement for the avoidance of double taxation ;
5. Favours granted or to be granted hereafter to an adjoining State with regard to the navigation on or the use of boundary waterways not navigable from the sea.

Article XVIII.

The High Contracting Parties agree that any dispute which may arise between them with respect to the interpretation or application of any provision of the present Treaty, which cannot be settled by diplomatic means, shall at the request of either Party be submitted, in the absence of contrary agreement, to the Permanent Court of International Justice at The Hague. Both Parties hereby undertake to accept as binding the decision of the said Court.

Article XIX.

The present Treaty shall, from the date of its coming into force, be substituted for the Treaty¹ of Friendship, Commerce and Navigation between Sweden and Siam signed at Stockholm on the 19th December 1925, and from this date the said Treaty of 1925 and all Arrangements and Agreements subsidiary thereto concluded or existing between the High Contracting Parties shall cease to be binding.

Article XX.

The present Treaty shall be ratified by His Majesty the King of Sweden subject to the approval of the Riksdag, and by His Majesty the King of Siam subject to the approval of the Assembly of the People's Representatives.

The Treaty shall come into effect on the date of the exchange of ratifications, which shall take place at Stockholm as soon as possible, and it shall remain in force for five years from that date.

In case neither of the High Contracting Parties should have notified one year before the expiration of the said five years the intention of terminating it, it shall remain binding until the expiration of one year from the day on which either of the High Contracting Parties shall have denounced it.

It is, however, understood that such denunciation shall not have the effect of reviving any of the agreements abrogated by the present Treaty.

¹ Vol. LVIII, page 429, of this Series.

Article XVI.

Les dispositions contenues dans le présent traité n'affectent, n'abrogent ni ne modifient aucun des lois et règlements des Hautes Parties contractantes qui sont actuellement applicables ou pourront être appliqués ultérieurement en matière de naturalisation, d'immigration, de police ou de sécurité publique.

Article XVII.

Aucune des dispositions du présent traité relatives à l'octroi du traitement de la nation la plus favorisée ne s'appliquera :

1^o Aux avantages que l'une des Hautes Parties contractantes a accordés ou pourra accorder à des pays voisins en vue de faciliter le trafic frontalier ;

2^o Aux avantages que la Suède a accordés ou pourra accorder au Danemark ou à la Norvège ou à ces deux pays, aussi longtemps que ces privilèges n'auront pas été étendus à un autre pays quelconque ;

3^o Aux avantages provenant de la conclusion d'une union douanière ;

4^o Aux avantages fiscaux que s'accordent mutuellement l'une des Hautes Parties contractantes et un tiers pays en vertu d'un accord visant à éviter les doubles impositions ;

5^o Aux avantages qui ont été ou pourront être accordés à un Etat voisin en ce qui concerne la navigation sur les cours d'eau frontières non accessibles par mer, ou leur utilisation.

Article XVIII.

Les Hautes Parties contractantes conviennent que tout différend qui pourrait s'élever entre elles en ce qui concerne l'interprétation ou l'application d'une disposition quelconque du présent traité et qui ne pourrait être réglé par la voie diplomatique sera, sur demande de l'une ou l'autre Partie, porté, sauf accord contraire, devant la Cour permanente de Justice internationale de La Haye. Les deux Parties s'engagent par les présentes à reconnaître comme obligatoire la décision de ladite Cour.

Article XIX.

Le présent traité, à compter de la date de son entrée en vigueur, se substituera au Traité¹ d'amitié, de commerce et de navigation entre la Suède et le Siam, signé à Stockholm le 19 décembre 1925, et, à compter de ladite date, ledit Traité de 1925 et tous les arrangements et accords qui s'y rattachent, conclus ou existants entre les Hautes Parties contractantes, cesseront d'avoir effet.

Article XX.

Le présent traité sera ratifié par Sa Majesté le Roi de Suède, sous réserve de l'approbation du Riksdag, et par Sa Majesté le Roi de Siam, sous réserve de l'approbation de l'Assemblée des Représentants du Peuple.

Le traité entrera en vigueur à la date de l'échange des ratifications, qui aura lieu à Stockholm dès que faire se pourra, et restera en vigueur pendant une période de cinq ans à dater de ce jour.

Au cas où aucune des deux Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, un an avant l'expiration de ladite période de cinq ans, son intention de le dénoncer, il restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

Toutefois, il est entendu que cette dénonciation n'aura pas pour effet de remettre en vigueur aucun des accords abrogés par le présent traité.

¹ Vol. LVIII, page 429, de ce recueil.

In witness whereof the undersigned Plenipotentiaries have hereto signed their names and affixed their seals.

Done at Stockholm, in duplicate, this fifth day of November in the year one thousand nine hundred and thirty-seven of the Christian Era, corresponding to the fifth day of the eighth month in the year two thousand four hundred and eighty of the Buddhist Era.

(L. S.) Rickard SANDLER.

(L. S.) Phya RAJAWANGSAN.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 3 mars 1938.

Le Chef des Archives,
Torsten Gihl.

Certified true copy :

Phya Rajawangsan,
*Permanent Representative accredited
to the League of Nations.*

Geneva, 14th June 1938.

FINAL PROTOCOL.

At the moment of proceeding this day to the signature of the new Treaty of Friendship, Commerce and Navigation between the Kingdom of Sweden and the Kingdom of Siam, the Plenipotentiaries of the two High Contracting Parties have agreed as follows :

1. It is understood that the most-favoured nation treatment in regard to immovable property provided for in this Treaty is accorded on condition of reciprocity.
2. It is understood that the most-favoured-nation treatment provided for in this Treaty shall be accorded immediately and unconditionally.
3. It is understood that in all matters for which national treatment is provided in this Treaty the nationals and vessels of either High Contracting Party shall not be treated by the other less favourably than the nationals and vessels of any other country.

In witness whereof the undersigned Plenipotentiaries have hereto signed their names and affixed their seals.

Done at Stockholm, in duplicate, this fifth day of November in the year one thousand nine hundred and thirty-seven of the Christian Era, corresponding to the fifth day of the eighth month in the year two thousand four hundred and eighty of the Buddhist Era.

(L. S.) Rickard SANDLER.

(L. S.) Phya RAJAWANGSAN.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 3 mars 1938.

Le Chef des Archives,
Torsten Gihl.

Certified true copy :

Phya Rajawangsan,
*Permanent Representative accredited
to the League of Nations.*

Geneva, 14th June 1938.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Stockholm en double expédition, ce cinquième jour de novembre de l'année mil neuf cent trente-sept de l'Ere chrétienne, correspondant au cinquième jour du huitième mois de l'année deux mille quatre cent quatre-vingts de l'Ere bouddhique.

(L. S.) Rickard SANDLER.

(L. S.) Phya RAJAWANGSAN.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder, ce jour, à la signature du nouveau traité d'amitié, de commerce et de navigation entre le Royaume de Suède et le Royaume de Siam, les plénipotentiaires des deux Hautes Parties contractantes sont convenus des dispositions suivantes :

1° Il est entendu que, en ce qui concerne la propriété immobilière, le traitement de la nation la plus favorisée prévu par le présent traité est accordé sous condition de réciprocité.

2° Il est entendu que le traitement de la nation la plus favorisée prévu par le présent traité sera accordé immédiatement et sans condition.

3° Il est entendu que, dans tous les cas où le présent traité prévoit l'application du traitement réservé aux nationaux, les nationaux et les navires et bateaux de l'une des Hautes Parties contractantes ne seront pas traités par l'autre moins favorablement que les nationaux et les navires et bateaux d'un autre pays quelconque.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés ont signé le présent protocole et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Stockholm en double expédition, ce cinquième jour de novembre de l'année mil neuf cent trente-sept de l'Ere chrétienne, correspondant au cinquième jour du huitième mois de l'année deux mille quatre cent quatre-vingts de l'Ere bouddhique.

(L. S.) Rickard SANDLER.

(L. S.) Phya RAJAWANGSAN.

EXCHANGE OF NOTES

BETWEEN THE SIAMESE AND SWEDISH GOVERNMENTS CONCERNING THE INTERPRETATION OF ARTICLE XII OF THE TREATY OF FRIENDSHIP, COMMERCE AND NAVIGATION CONCLUDED ON NOVEMBER 5TH, 1937, BETWEEN THE TWO COUNTRIES. STOCKHOLM, NOVEMBER 5TH, 1937.

Registered on June 14th, 1938, at the request of the Permanent Representative of Siam to the League of Nations.

I.

STOCKHOLM, *November 5th, 1937.*

SIR,

Referring to Article XII of the Treaty of Friendship, Commerce and Navigation between Siam and Sweden, signed this day, I have the honour to confirm, under instructions from my Government, that it is understood that neither of the High Contracting Parties can by virtue of the provisions of the said Article claim such favours concerning the protection of industrial property rights as the other Party may have accorded to other countries on account of special Conventions to which the former Party has not adhered.

I shall be obliged if you would be good enough to inform me whether the Swedish Government concur with my Government in the interpretation of Article XII given above.

I have the honour to be, Sir, with the highest consideration, Your obedient Servant,

(Signed) Phya RAJAWANGSAN.

His Excellency Rickard Sandler,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.,
Stockholm.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

STOCKHOLM, *November 5th, 1937.*

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note of to-day's date in the following terms :

“ Referring to Article XII of the Treaty of Friendship, Commerce and Navigation between Siam and Sweden, signed this day, I have the honour to confirm, under instructions from my Government, that it is understood that neither of the High Contracting Parties can by virtue of the provisions of the said Article claim such favours concerning the protection of industrial property rights as the other Party may have accorded to other countries on account of special Conventions to which the former Party has not adhered.

ÉCHANGE DE NOTES

ENTRE LES GOUVERNEMENTS SIAMOIS ET SUÉDOIS RELATIF A L'INTERPRÉTATION DE L'ARTICLE XII DU TRAITÉ D'AMITIÉ, DE COMMERCE ET DE NAVIGATION CONCLU LE 5 NOVEMBRE 1937 ENTRE LES DEUX PAYS. STOCKHOLM, LE 5 NOVEMBRE 1937.

Enregistré le 14 juin 1938, à la demande du représentant permanent du Siam près la Société des Nations.

I.

STOCKHOLM, le 5 novembre 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à l'article XII du Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre le Siam et la Suède, signé ce jour, j'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de confirmer qu'il est entendu que les Hautes Parties contractantes ne pourront ni l'une ni l'autre, en vertu des dispositions dudit article, revendiquer, en matière de protection des droits de propriété industrielle, les privilèges que l'une des Parties pourrait avoir accordés à d'autres pays, en raison de conventions spéciales auxquelles l'autre Partie n'aurait pas adhéré.

Je vous serais très obligé de bien vouloir me faire connaître si le Gouvernement suédois est d'accord avec mon gouvernement au sujet de l'interprétation ci-dessus de l'article XII.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) Phya RAJAWANGSAN.

Son Excellence Rickard Sandler,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.,
Stockholm.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

STOCKHOLM, le 5 novembre 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date de ce jour, ainsi conçue :

« Me référant à l'article XII du Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre le Siam et la Suède, signé ce jour, j'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de confirmer qu'il est entendu que les Hautes Parties contractantes ne pourront ni l'une ni l'autre, en vertu des dispositions dudit article, revendiquer, en matière de protection des droits de propriété industrielle, les privilèges que l'une des Parties pourrait avoir accordés à d'autres pays, en raison de conventions spéciales auxquelles l'autre Partie n'aurait pas adhéré.

I shall be obliged if you would be good enough to inform me whether the Swedish Government concur with my Government in the interpretation of Article XII given above."

In reply to this note I have the honour to inform you that the Swedish Government concur with your Government in their interpretation of Article XII.

I have the honour to be, Sir, with the highest consideration, Your obedient Servant,

(Signed) Rickard SANDLER.

Phya Rajawangsan,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
of His Majesty the King of Siam,
etc., etc., etc.,
Stockholm.

Certified true copy :

Phya Rajawangsan,
*Permanent Representative accredited to
the League of Nations.*

Geneva, 14th June 1938.

Je vous serais très obligé de bien vouloir me faire connaître si le Gouvernement suédois est d'accord avec mon gouvernement au sujet de l'interprétation ci-dessus de l'article XII. »

En réponse à cette note, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement suédois est d'accord avec votre gouvernement au sujet de son interprétation de l'article XII.

Veillez agréer, etc.

(Signé) Rickard SANDLER.

Phya Rajawangsan,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Siam,
etc., etc., etc.,
Stockholm.

N° 4299.

HONGRIE ET NORVÈGE

Echange de notes relatif à l'abolition
réciproque du visa en ce qui con-
cerne les passeports diplomatiques.
Stockholm, le 17 janvier 1938, et
Oslo, les 18 et 21 février 1938.

HUNGARY AND NORWAY

Exchange of Notes regarding the
Reciprocal Abolition of Visas on
Diplomatic Passports. Stockholm,
January 17th, 1938, and Oslo,
February 18th and 21st, 1938.

N^o 4299. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS HONGROIS ET NORVÉGIEN RELATIF A L'ABOLITION RÉCIPROQUE DU VISA EN CE QUI CONCERNE LES PASSEPORTS DIPLOMATIQUES. STOCKHOLM, LE 17 JANVIER 1938, ET OSLO, LES 18 ET 21 FÉVRIER 1938.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Norvège près la Société des Nations et le chargé d'Affaires a. i. de la délégation royale hongroise près la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 7 mars 1938.

I.

LÉGATION ROYALE DE HONGRIE.
N^o 49/1938.

STOCKHOLM, le 17 janvier 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de proposer au Gouvernement royal norvégien l'abolition réciproque de visa en ce qui concerne les passeports diplomatiques.

Si le Gouvernement royal norvégien croit pouvoir accepter cette proposition, je le prie de bien vouloir me communiquer son adhésion par voie d'une note. Comme date, à partir de laquelle cet arrangement pourrait entrer en vigueur, je me permets de proposer le 1^{er} février 1938.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma plus haute considération.

(Signé) MATUSKA.

Son Excellence

Monsieur Halvdan Koht,
Ministre royal des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.,
Oslo.

Pour copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères,

Oslo, le 1^{er} mars 1938.

Rolf Andersen,

*Directeur des Affaires
de la Société des Nations.*

Pour copie certifiée conforme :
Budapest, le 4 juin 1938.

Békássy,

p. Chef de la Section des Traités.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
Jnr. 1345/38.

OSLO, le 18 février 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la note datée le 17 janvier dernier, par laquelle, d'ordre du Gouvernement royal hongrois, vous avez bien voulu proposer au Gouvernement norvégien

¹ Entré en vigueur le 1^{er} mars 1938.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4299. — EXCHANGE OF NOTES² BETWEEN THE HUNGARIAN AND NORWEGIAN GOVERNMENTS REGARDING THE RECIPROCAL ABOLITION OF VISAS ON DIPLOMATIC PASSPORTS. STOCKHOLM, JANUARY 17TH, 1938, AND OSLO, FEBRUARY 18TH AND 21ST, 1938.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Norway to the League of Nations and by the Chargé d'Affaires a. i. of the Royal Hungarian Delegation to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place March 7th, 1938.

I.

ROYAL HUNGARIAN LEGATION.
No. 49/1938.

STOCKHOLM, January 17th, 1938.

YOUR EXCELLENCY,

On the instructions of my Government, I have the honour to propose to the Royal Norwegian Government the reciprocal abolition of visas on diplomatic passports.

Should the Royal Norwegian Government see fit to fall in with this proposal, I should be glad to receive a note informing me of its acceptance. As the date of the entry into force of this arrangement, I beg to suggest February 1st, 1938.

I have the honour to be, etc.

(Signed) MATUSKA.

His Excellency,
Monsieur Halvdan Koht,
Royal Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.,
Oslo.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
Jnr. 1345/38.

OSLO, February 18th, 1938.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note dated January 17th last in which, on the instructions of the Royal Hungarian Government, you proposed to the Norwegian Government

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force March 1st, 1938.

l'abolition réciproque de visa en ce qui concerne les passeports diplomatiques, laquelle proposition j'ai l'honneur d'accepter au nom du Gouvernement du Roi.

Quant à la date, à partir de laquelle cet arrangement pourrait entrer en vigueur, j'ai l'honneur de vous proposer le 1^{er} mars 1938, vu que je n'ai pas eu l'occasion de répondre à votre note avant le 1^{er} de ce mois, date proposée par vous.

En vous remerciant d'avance de votre réponse obligeante acceptant la date d'entrée en vigueur susmentionnée, je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) Halvdan KOHT.

Monsieur le D^r Pierre de Matuska,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire de Hongrie,
etc., etc., etc.,
Oslo.

Pour copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 1^{er} mars 1938.

Rolf Andersen,
*Directeur des Affaires
de la Société des Nations.*

Pour copie certifiée conforme :
Budapest, le 4 juin 1938.

Békássy,
p. *Chef de la Section des Traités.*

III.

LÉGATION ROYALE DE HONGRIE.

N^o 176/1938.

OSLO, le 21 février 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note en date du 18 de ce mois, par laquelle vous avez bien voulu m'informer que vous avez accepté, au nom du Gouvernement du Roi, ma proposition tendant à l'abolition réciproque de visa en ce qui concerne les passeports diplomatiques.

Par la même note vous avez eu l'obligeance de proposer comme date, à partir de laquelle l'arrangement en question pourrait entrer en vigueur, le 1^{er} mars 1938.

En vous remerciant de votre obligeante communication, je m'empresse de vous faire savoir que je suis d'accord avec vous quant à la date d'entrée en vigueur susmentionnée.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma plus haute considération.

(Signé) MATUSKA.

Son Excellence
Monsieur Halvdan Koht,
Ministre royal des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.,
Oslo.

Pour copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 1^{er} mars 1938.

Rolf Andersen,
*Directeur des Affaires
de la Société des Nations.*

Pour copie certifiée conforme :
Budapest, le 4 juin 1938.

Békássy,
p. *Chef de la Section des Traités.*

the reciprocal abolition of visas on diplomatic passports, which proposal I now have the honour to accept in the name of the Royal Norwegian Government.

As the date of the entry into force of this arrangement, I have the honour to propose March 1st, 1938, as I have had no opportunity of replying to your note before the first of this month, which was the date suggested by yourself.

I shall be grateful for a reply informing me of your acceptance of the above-mentioned date for the entry into force of the arrangement, and have the honour to be, etc.

(Signed) Halvdan KOHT.

Dr. Peter de Matuska,
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary of Hungary,
etc., etc., etc.,
Oslo.

III.

ROYAL HUNGARIAN LEGATION.

No. 176/1938.

OSLO, February 21st, 1938.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your note dated the 18th of this month, informing me of your acceptance on behalf of the Royal Norwegian Government of my proposal for the reciprocal abolition of visas on diplomatic passports.

By the same note you suggest March 1st, 1938, as the date for the entry into force of the arrangement in question.

While thanking you for your communication, I beg to inform you of my acceptance of the above-mentioned date.

I have the honour to be, etc.

(Signed) MATUSKA.

His Excellency
Monsieur Halvdan Koht,
Royal Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.,
Oslo.

N° 4300.

ESTONIE ET HONGRIE

Echange de notes comportant un accord concernant la franchise des droits de visa de passeport. Budapest, le 19 janvier 1938.

ESTONIA AND HUNGARY

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding Exemption from Passport Visa Fees. Budapest, January 19th, 1938.

N^o 4300. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS ESTONIEN ET HONGROIS COMPORTANT UN ACCORD CONCERNANT LA FRANCHISE DES DROITS DE VISA DE PASSEPORT. BUDAPEST, LE 19 JANVIER 1938.

Texte officiel français communiqué par le chef de la délégation royale hongroise près la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 10 mars 1938.

I.

LÉGATION D'ESTONIE.

N^o 273.

BUDAPEST, le 19 janvier 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que, sous réserve de la réciprocité effective, le Gouvernement estonien accordera aux ressortissants hongrois la franchise complète des droits de visa de passeport.

Il est toutefois entendu que cette faveur ne s'applique qu'aux ressortissants hongrois et ne s'étend pas aux personnes qui ne sont pas de nationalité hongroise mais auxquelles, par faveur spéciale, il aurait été délivré un titre de voyage hongrois.

Il est d'autre part entendu que cette franchise ne s'étend pas au droit consulaire destiné à recouvrir les frais de chancellerie payable, notamment :

- a) En raison de 1 couronne par passeport (personne) en cas de visa de transit,
- b) En raison de 3 couronnes par passeport (personne) en cas de visa donnant droit à une seule entrée, et
- c) En raison de 4 couronnes par passeport (personne) en cas de visa donnant droit à plusieurs voyages.

La présente note et celle que Votre Excellence voudra bien m'adresser en réponse constitueront l'accord formel des deux gouvernements en la matière, accord qui entrera en application le quinzième jour à compter de la date d'aujourd'hui et qui pourra, en tout temps, être dénoncé par l'une des Parties contractantes moyennant préavis d'un mois.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) R. JÓFFERT.

A Son Excellence

Monsieur Coloman Kánia de Kánya,
Ministre royal hongrois des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.,
Budapest.

Pour copie certifiée conforme :

Budapest, le 14 février 1938.

Mészáros.

Pour le Chef de la Section des Traités.

¹ Entré en vigueur le 3 février 1938.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4300. — EXCHANGE OF NOTES ² BETWEEN THE ESTONIAN AND HUNGARIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING EXEMPTION FROM PASSPORT VISA FEES. BUDAPEST, JANUARY 19TH, 1938.

French official text communicated by the Head of the Royal Hungarian Delegation to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place March 10th, 1938.

I.

ESTONIAN LEGATION.

No. 273.

BUDAPEST, *January 19th, 1938.*

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform Your Excellency that, subject to effective reciprocity, the Estonian Government will grant Hungarian nationals complete exemption from passport visa fees.

It is nevertheless to be understood that this privilege will be granted to Hungarian nationals alone; it will not be extended to persons not of Hungarian nationality to whom, as a special favour, a Hungarian travel document has been issued.

It is further understood that such exemption will not apply to the consular charge for office expenses payable, more particularly:

- (a) At the rate of 1 crown per passport (person) for transit visas,
- (b) At the rate of 3 crowns per passport (person) for visas authorising a single entry into the country, and
- (c) At the rate of 4 crowns per passport (person) for visas authorising more than one journey.

The present note together with your reply will constitute a formal Agreement between our respective Governments on this subject, which Agreement will come into force on the fifteenth day as from to-day's date and may at any time be denounced by either of the Contracting Parties at one month's notice.

I avail myself of this opportunity, etc.

(Signed) R. JÔFFERT.

His Excellency

Monsieur Coloman Kánia de Kánya,
Royal Hungarian Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.
Budapest.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force February 3rd, 1938.

II.

MINISTÈRE ROYAL
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE HONGRIE.

40.171/10
1938.

BUDAPEST, le 19 janvier 1938.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que, sous réserve de la réciprocité effective, le Gouvernement royal hongrois accordera aux ressortissants estoniens la franchise complète des droits de visa de passeport.

Il est toutefois entendu que cette faveur s'étend seulement aux ressortissants estoniens et non pas aussi aux personnes qui ne sont pas de nationalité estonienne mais auxquelles, par faveur spéciale, il aurait été délivré un titre de voyage estonien.

Il est d'autre part entendu que cette franchise ne s'étend pas aussi à la taxe dite « de manipulation », payable :

- a) En raison de 1 pengoe par passeport (personne) en cas de visa de transit,
- b) En raison de 2 pengoes par passeport (personne) en cas de visa donnant droit à une seule entrée, et
- c) En raison de 3 pengoes par passeport (personne) en cas de visa donnant droit à plusieurs entrées,

ni au droit supplémentaire payable en raison de 0,50 pengoe par passeport (personne) dans les cas où il s'agit du visa apposé au passeport après l'entrée du titulaire sur le territoire du Royaume de Hongrie.

La présente note et celle que vous, Monsieur le Chargé d'Affaires, avez bien voulu m'adresser, constitueront l'accord formel des deux gouvernements en la matière, accord qui entrera en application le quinzième jour à compter de la date d'aujourd'hui et qui pourra en tout temps, être dénoncé par l'une des Parties contractantes, moyennant préavis d'un mois.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances de ma considération très distinguée.

(Signé) KÁNYA.

Monsieur Richard Jöffert,
Chargé d'Affaires a. i. d'Estonie
à Budapest.

Pour copie certifiée conforme :
Budapest, le 14 février 1938.

Mészáros.

Pour le Chef de la Section des Traités.

II.

ROYAL HUNGARIAN MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

40.171/10
1938

BUDAPEST, *January 19th*, 1938.

SIR,

I have the honour to inform you that, subject to effective reciprocity, the Royal Hungarian Government will grant Estonian nationals complete exemption from passport visa fees.

It is nevertheless to be understood that this privilege will be granted to Estonian nationals alone; it will not be extended to persons not of Estonian nationality to whom, as a special favour, an Estonian travel document has been issued.

It is further understood that such exemption will not apply to the charge for "office expenses" payable :

- (a) At the rate of 1 pengö per passport (person) for transit visas,
- (b) At the rate of 2 pengös per passport (person) for visas authorising a single entry into the country, and
- (c) At the rate of 3 pengös per passport (person) for visas authorising more than one entry into the country,

nor to the supplementary charge of 0.50 pengö per passport (person) for visas affixed to passports after the entry of the holders into the territory of the Kingdom of Hungary.

The present note, together with your note to me on the same subject, will constitute a formal Agreement between our respective Governments, which Agreement will come into force on the fifteenth day as from to-day's date and may at any time be denounced by either of the Contracting Parties at one month's notice.

I avail myself of this opportunity, etc.

(Signed) KÁNYA.

Monsieur Richard Jöffert,
Acting Estonian Chargé d'Affaires,
Budapest.

ANNEXE XLV



ANNEX XLV



ANNEXE XLV

RATIFICATIONS, ADHÉSIONS, PROLONGATIONS, DÉNONCIATIONS, ETC.

N^o 170. — PROTOCOLE¹ DE SIGNATURE DU STATUT DE LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE VISÉ PAR L'ARTICLE 14 DU PACTE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS. GENÈVE, LE 16 DÉCEMBRE 1920.

DISPOSITION FACULTATIVE PRÉVUE AU STATUT CI-DESSUS.

RENOUVELLEMENT DE L'ACCEPTATION DE LA DISPOSITION FACULTATIVE SUSMENTIONNÉE PAR L'ESTONIE.

Le Gouvernement de la République d'Estonie, par une communication adressée au Secrétaire général de la Société des Nations et reçue au Secrétariat le 9 mai 1938, a fait savoir :

« Que la Déclaration contenue dans l'instrument déposé au Secrétariat le 2 mai

¹ Vol. VI, page 379; vol. XI, page 404; vol. XV, page 304; vol. XXIV, page 152; vol. XXVII, page 416; vol. XXXIX, page 165; vol. XLV, page 96; vol. L, page 159; vol. LIV, page 387; vol. LXIX, page 70; vol. LXXII, page 452; vol. LXXVIII, page 435; vol. LXXXVIII, page 272; vol. XCII, page 362; vol. XCVI, page 180; vol. C, page 153; vol. CIV, page 492; vol. CVII, page 461; vol. CXI, page 402; vol. CXVII, page 46; vol. CXXVI, page 430; vol. CXXX, page 440; vol. CXXXIV, page 392; vol. CXLVII, page 318; vol. CLII, page 282; vol. CLVI, page 176; vol. CLX, page 325; vol. CLXIV, page 352; vol. CLXVIII, page 228; vol. CLXXII, page 388; vol. CLXXVII, page 382; et vol. CLXXXI, page 346, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

ANNEX XLV.

RATIFICATIONS, ACCESSIONS, PROLONGATIONS, DENUNCIATIONS, ETC.

No. 170. — PROTOCOL¹ OF SIGNATURE OF THE STATUTE OF THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE PROVIDED FOR BY ARTICLE 14 OF THE COVENANT OF THE LEAGUE OF NATIONS. GENEVA, DECEMBER 16TH, 1920.

OPTIONAL CLAUSE PROVIDED FOR IN THE ABOVE STATUTE.

RENEWAL OF ACCEPTANCE OF THE ABOVE-MENTIONED OPTIONAL CLAUSE BY ESTONIA.

The Government of the Republic of Estonia, by a communication addressed to the Secretary-General of the League of Nations and received by the Secretariat on May 9th, 1938, stated :

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

“ That the Declaration contained in the instrument deposited with the Secre-

¹ Vol. VI, page 379; Vol. XI, page 405; Vol. XV, page 305; Vol. XXIV, page 153; Vol. XXVII, page 417; Vol. XXXIX, page 165; Vol. XLV, page 96; Vol. L, page 159; Vol. LIV, page 387; Vol. LXIX, page 70; Vol. LXXII, page 452; Vol. LXXVIII, page 435; Vol. LXXXVIII, page 272; Vol. XCII, page 362; Vol. XCVI, page 180; Vol. C, page 153; Vol. CIV, page 492; Vol. CVII, page 461; Vol. CXI, page 402; Vol. CXVII, page 46; Vol. CXXVI, page 430; Vol. CXXX, page 440; Vol. CXXXIV, page 392; Vol. CXLVII, page 318; Vol. CLII, page 282; Vol. CLVI, page 176; Vol. CLX, page 325; Vol. CLXIV, page 352; Vol. CLXVIII, page 228; Vol. CLXXII, page 388; Vol. CLXXVII, page 382; and Vol. CLXXXI, page 346, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

1923 et portant acceptation par la République estonienne de la Disposition facultative reconnaissant comme obligatoire la juridiction de la Cour permanente de Justice internationale, conformément à l'article 36 du Statut de la Cour, renouvelée pour une période de dix ans par une Déclaration officielle du Gouvernement estonien enregistrée par le Secrétariat le 28 juin 1928, est renouvelée, par décision du Président de la République en date du 30 avril 1938, pour une nouvelle période de dix ans à partir du 2 mai 1938. »

tariat on May 2nd, 1923, regarding the acceptance by the Republic of Estonia of the Optional Clause recognising as compulsory the jurisdiction of the Permanent Court of International Justice, in conformity with Article 36 of the Statute of the Court, which was renewed for a further period of ten years by a formal Declaration of the Estonian Government registered with the Secretariat on June 28th, 1928, is renewed by a decision of the President of the Republic of April 30th, 1938, for a further period of ten years as from May 2nd, 1938. ”

N^o 297. — CONVENTION¹ PORTANT RÉGLEMENTATION DE LA NAVIGATION AÉRIENNE, SIGNÉE A PARIS, LE 13 OCTOBRE 1919, MODIFIÉE PAR LES PROTOCOLES DES 27 OCTOBRE 1922, 30 JUIN 1923, 15 JUIN 1929 ET 11 DÉCEMBRE 1929.

No. 297. — CONVENTION¹ RELATING TO THE REGULATION OF AERIAL NAVIGATION, SIGNED AT PARIS, OCTOBER 13TH, 1919, AS MODIFIED BY THE PROTOCOLS OF OCTOBER 27TH, 1922, JUNE 30TH, 1923, JUNE 15TH, 1929, AND DECEMBER 11TH, 1929.

ADHÉSION

ESTONIE, effective à partir du 1^{er} janvier 1938.

Enregistrée le 31 janvier 1938 à la demande du ministre des Affaires étrangères d'Estonie.

ACCESSION

ESTONIA, effective as from January 1st, 1938.

Registered on January 31st, 1938, at the request of the Estonian Minister for Foreign Affairs.

¹ Vol. XI, page 173; vol. XXIV, page 174; vol. LIX, page 346; vol. LXIII, page 389; vol. LXXVIII, pages 438 et 441; vol. CXVII, page 54; vol. CXXXVIII, pages 418 et 427; vol. CXLII, page 340; et vol. CLXIV, page 355, de ce recueil.

¹ Vol. XI, page 173; Vol. XXIV, page 175; Vol. LIX, page 346; Vol. LXIII, page 389; Vol. LXXVIII, pages 438 and 441; Vol. CXVII, page 54; Vol. CXXXVIII, pages 418 and 427; Vol. CXLII, page 340; and Vol. CLXIV, page 355, of this Series.

N^o 678. — PROTOCOLE ¹ RELATIF AUX CLAUSES D'ARBITRAGE. SIGNÉ A GENÈVE, LE 24 SEPTEMBRE 1923.

Retrait de la première partie de la RÉSERVE DES PAYS-BAS, pour le Royaume en Europe.

Par une communication en date du 22 février 1938, Monsieur le Ministre des Pays-Bas à Berne, représentant permanent près la Société des Nations, a fait savoir au Secrétaire général de la Société des Nations que le Gouvernement néerlandais désirait rétracter, pour ce qui concerne le Royaume en Europe, la première partie de la réserve faite par lui en signant et en ratifiant le protocole susmentionné et ainsi conçue :

« Le Gouvernement des Pays-Bas se réserve la liberté de restreindre l'engagement visé au premier paragraphe de l'article premier aux contrats qui sont considérés comme commerciaux par le droit néerlandais. »

Monsieur le Ministre des Pays-Bas a en même temps informé le Secrétaire général qu'en ce qui concerne les trois territoires néerlandais d'outre-mer (Indes néerlandaises, Surinam et Curaçao), pour lesquels le Gouvernement des Pays-Bas avait fait la même réserve que pour le Royaume en Europe, cette réserve est provisoirement maintenue intégralement.

RATIFICATION

VILLE LIBRE DE DANTZIG 26 avril 1938.
(Par l'intermédiaire de la Pologne.)

No. 678. — PROTOCOL ¹ ON ARBITRATION CLAUSES. SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 24TH, 1923.

Withdrawal of the first part of the RESERVATION OF THE NETHERLANDS, for the Kingdom in Europe.

By a communication dated February 22nd, 1938, the Netherlands Minister at Berne, Permanent Representative to the League of Nations, informed the Secretary-General of the League of Nations that the Netherlands Government desired to withdraw, in respect of the Kingdom in Europe, the first part of the reservation made by it when signing and ratifying the above-mentioned Protocol, which reads as follows :

“ The Government of the Netherlands reserves its right to restrict the obligation mentioned in the first paragraph of Article 1 to contracts which are considered as commercial under Netherlands Law.”

The Netherlands Minister informed the Secretary-General at the same time that, in the case of the three Netherlands overseas territories (Netherlands Indies, Surinam and Curaçao), for which the Netherlands Government had made the same reservation as for the Kingdom in Europe, that reservation is provisionally retained in its entirety.

RATIFICATION

FREE CITY OF DANZIG April 26th, 1938.
(Through the intermediary of Poland.)

¹ Vol. XXVII, page 157 ; vol. XXXI, page 260 ; vol. XXXV, page 314 ; vol. XXXIX, page 190 ; vol. XLV, page 116 ; vol. L, page 161 ; vol. LIX, page 355 ; vol. LXIX, page 79 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXXIII, page 393 ; vol. LXXXVIII, page 312 ; vol. XCVI, page 190 ; vol. C, page 211 ; vol. CIV, page 499 ; vol. CVII, page 470 ; vol. CXI, page 403 ; vol. CXVII, page 55 ; vol. CLVI, page 185 ; et vol. CLXXXI, page 356, de ce recueil.

¹ Vol. XXVII, page 157 ; Vol. XXXI, page 260 ; Vol. XXXV, page 314 ; Vol. XXXIX, page 190 ; Vol. XLV, page 116 ; Vol. L, page 161 ; Vol. LIX, page 355 ; Vol. LXIX, page 79 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXXIII, page 393 ; Vol. LXXXVIII, page 312 ; Vol. XCVI, page 190 ; Vol. C, page 211 ; Vol. CIV, page 499 ; Vol. CVII, page 470 ; Vol. CXI, page 403 ; Vol. CXVII, page 55 ; Vol. CLVI, page 185 ; and Vol. CLXXXI, page 356, of this Series.

No. 722. — TREATY¹ OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN THE UNITED KINGDOM AND POLAND. SIGNED AT WARSAW, NOVEMBER 26TH, 1923.

N^o 722. — TRAITÉ¹ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LE ROYAUME-UNI ET LA POLOGNE. SIGNÉ A VARSOVIE, LE 26 NOVEMBRE 1923.

EXCHANGE OF NOTES² BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF POLAND (FOR POLAND AND THE FREE CITY OF DANZIG) REGARDING THE APPLICATION TO THE PROTECTORATE OF ZANZIBAR OF THE ABOVE-MENTIONED TREATY. WARSAW, DECEMBER 29TH, 1936, AND FEBRUARY 25TH, 1937.

ECHANGE DE NOTES² ENTRE LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE (POUR LA POLOGNE ET LA VILLE LIBRE DE DANTZIG) RELATIF A L'APPLICATION AU PROTECTORAT DE ZANZIBAR DU TRAITÉ SUSMENTIONNÉ. VARSOVIE, LES 29 DÉCEMBRE 1936 ET 25 FÉVRIER 1937.

Registered on April 1st, 1938, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain,

Enregistré le 1^{er} avril 1938 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

³ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

I.

BRITISH EMBASSY.

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE.

No. 247.
(178/7/36.)

N^o 247.
(178/7/36.)

WARSAW, *December 29th*, 1936.

VARSOVIE, *le 29 décembre* 1936.

YOUR EXCELLENCY,

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour, by direction of His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, to give notice to Your Excellency, in accordance with the provisions of Article VIII of the Treaty of Commerce and Navigation between the United Kingdom and the Polish Republic signed on November 26th, 1923, of the desire of His Majesty The King that the provisions of the said Treaty shall apply to the Protectorate of Zanzibar.

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de porter à la connaissance de Votre Excellence, conformément aux dispositions de l'article VIII du Traité de commerce et de navigation entre le Royaume-Uni et la République de Pologne, signé le 26 novembre 1923, le désir de Sa Majesté le Roi que les dispositions dudit traité s'appliquent au Protectorat de Zanzibar.

2. I have the honour to request that I may be furnished in due course with a formal acknowledgment of this notification.

2. J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir me faire tenir, en temps opportun, un accusé de réception officiel de la présente notification.

3. I should also be grateful if Your Excellency would be so good as to communicate the

3. Je serais également obligé à Votre Excellence de bien vouloir communiquer la teneur

¹ Vol. XXVIII, page 427; Vol. XXXV, page 316; Vol. XXXIX, page 195; Vol. XLV, page 123; Vol. LXXXVIII, page 318; Vol. CLX, page 336; and Vol. CLXXII, page 398, of this Series.

¹ Vol. XXVIII, page 427; vol. XXXV, page 316; vol. XXXIX, page 195; vol. XLV, page 123; vol. LXXXVIII, page 318; vol. CLX, page 336; et vol. CLXXII, page 398, de ce recueil.

² In force as from December 29th, 1936.

² En vigueur à partir du 29 décembre 1936.

³ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

³ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

information contained in the first paragraph of this note to the Government of the Free City of Danzig under Article 1 (2) and other Articles of the Anglo-Polish Commercial Agreement¹ of February 27th, 1935, to which Danzig has acceded.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

H. W. KENNARD.

His Excellency
Monsieur J. Beck,
Minister for Foreign Affairs,
Warsaw.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
N° P. V. 82/W. B./2/I/37.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Par note N° 247 (178/7/36) en date du 29 décembre 1936 Votre Excellence a bien voulu porter à ma connaissance conformément aux dispositions de l'article VIII du Traité de commerce et de navigation entre la République de Pologne et le Royaume-Uni, signé le 26 novembre 1923, le désir de Sa Majesté le Roi de faire appliquer les dispositions dudit traité au Protectorat de Zanzibar.

En accusant à Votre Excellence réception de la note précitée, j'ai l'honneur de lui faire savoir que les autorités compétentes polonaises ainsi que celles de la Ville libre de Danzig ont été saisies de la teneur de cette note.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

SZEMBEK.

VARSOVIE, le 25 février 1937.

Son Excellence
Sir Howard William Kennard,
K. C. M. G., C. V. O.,
Ambassadeur extraordinaire
et plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique,
à Varsovie.

¹ Vol. CLXII, page 181, of this Series.

du premier alinéa de la présente note au Gouvernement de la Ville libre de Danzig, conformément à l'article premier (2) et aux autres articles de l'Accord¹ commercial anglo-polonais du 27 février 1935, auquel Danzig a adhéré.

Je saisis cette occasion, etc.

H. W. KENNARD.

Son Excellence
Monsieur J. Beck,
Ministre des Affaires étrangères,
Varsovie.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
No. P. V. 82/W. B./2/I/37.

YOUR EXCELLENCY,

In Your Excellency's note No. 247 (178/7/36) of December 29th, 1936, you informed me, in accordance with the provisions of Article VIII of the Treaty of Commerce and Navigation between the Polish Republic and the United Kingdom, signed on November 26th, 1923, of His Britannic Majesty's desire that the provisions of the said Treaty shall apply to the Protectorate of Zanzibar.

In acknowledging receipt of the above note, I have the honour to inform you that the competent Polish authorities and those of the Free City of Danzig have been duly notified of its contents.

I have the honour to be, etc.

SZEMBEK.

WARSAW, February 25th, 1937.

His Excellency Sir Howard William Kennard,
K. C. M. G., C. V. O.,
His Britannic Majesty's Ambassador
Extraordinary and Plenipotentiary
at Warsaw.

¹ Vol. CLXII, page 181, de ce recueil.

N^o 954. — CONVENTION¹ COMMERCIALE
ENTRE LA HONGRIE ET LA POLOGNE.
SIGNÉE A BUDAPEST, LE 26 MARS 1925.

No. 954. — COMMERCIAL CONVENTION¹
BETWEEN HUNGARY AND POLAND.
SIGNED AT BUDAPEST, MARCH 26TH,
1925.

TROISIÈME PROTOCOLE² ADDITIONNEL A LA
CONVENTION SUSMENTIONNÉE. SIGNÉ A BUDA-
PEST, LE 24 AVRIL 1936.

THIRD ADDITIONAL PROTOCOL² TO THE ABOVE-
MENTIONED CONVENTION. SIGNED AT BUDA-
PEST, APRIL 24TH, 1936.

*Enregistré le 10 mars 1938 à la demande du
chef de la délégation royale hongroise près la
Société des Nations.*

*Registered on March 10th, 1938, at the
request of the Head of the Royal Hungarian
Delegation to the League of Nations.*

³ TRADUCTION. — TRANSLATION.

Les plénipotentiaires des deux Parties con-
tractantes dûment autorisés sont convenus de
modifier les listes A et B annexées au Protocole⁴
additionnel à ladite convention signé à Varsovie
le 2 décembre 1928 comme suit :

The Plenipotentiaries of the two Contracting
Parties, being duly authorised thereto, have
agreed to amend as follows Lists A and B
annexed to the Additional Protocol⁴ to the said
Convention, signed at Warsaw, December 2nd,
1928 :

I. La liste A du Protocole additionnel est
modifiée par les dispositions suivantes :

I. Amend List A of the Additional Protocol
by the following provisions :

- a) Est à supprimer la position :
- | | |
|--|----------|
| 71/a Semences de betteraves à
sucre | exemptes |
|--|----------|
- b) Sont à ajouter à ladite liste
les positions suivantes :
- | | |
|---|-------------------|
| 185 Crins et cheveux non dénommés
ailleurs, etc. | exempts |
| 479/c Placages collés par 100 kg. . | 16.—
cour.-or. |

- (a) Cancel the following item:
- | | |
|-------------------------------|------|
| 71/(a) Sugar beet seeds . . . | Free |
|-------------------------------|------|
- (b) Add to the list the
following items :
- | | |
|---|-------------------|
| 185. Hair and horse hair not spe-
cified elsewhere, etc. | Free |
| 479/(c) Plywood per 100 kg. . | 16
Gold Crowns |

Remarque : La consolidation du droit de
douane est accordée pour la période du 1^{er} mai
1936 jusqu'au 30 avril 1937.

Note : Consolidation of Customs duty is
granted for the period May 1st, 1936-April
30th, 1937.

- | | |
|---|-------------------|
| ex 887/b Canots pliants avec ou
sans voile par 100 kg. . | 100.—
cour.-or |
|---|-------------------|

- | | |
|--|--------------------|
| ex 887/(b) Collapsible boats,
with or without sails,
per 100 kg. | 100
Gold Crowns |
|--|--------------------|

¹ Vol. XXXVII, page 151; vol. CVII, page 476; et vol. CXI, page 404, de ce recueil.

¹ Vol. XXXVII, page 151; Vol. CVII, page 477; and Vol. CXI, page 404, of this Series.

² L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 2 décembre 1937, et le protocole est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1938.

² The exchange of ratifications took place at Warsaw, December 2nd, 1937, and the Protocol came into force on January 1st, 1938.

³ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

³ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

⁴ Vol. CVII, page 476, de ce recueil.

⁴ Vol. CVII, page 477, of this Series.

2. La liste B du Protocole additionnel est modifiée par les dispositions suivantes :

a) Est à supprimer la position :

ex 37/1 Poissons frais, vivants
de l'an- ou non (frigorifiés et
cien tarif non vivants) :
polonais c) Poissons vivants
autres que ceux dénom-
més au litt. a) dans
l'eau (importés en ton-
neaux ou wagons-bas-
sins) poids brut par
100 kg. 17,20 zlotys

b) Sont à ajouter à ladite liste les positions suivantes :

N° du tarif pol. du 23 août 1932 : Par 100 kg.

128 ex 4 Fromage nommé
« Szalámisajt », en forme
allongée (forme de sau-
cisson dit « salami ») en
emballage original pes-
sant environ 2 kg. la
pièce, fabriqué du lait
de vache 115,— zlotys

Fromage nommé
« Kolbászsajt » en
forme allongée (forme
de saucisson), fabriqué
d'un mélange du fro-
mage de vache et du
lait de mouton, assai-
sonné d'épices et em-
paqueté en boyaux . . . 115,— zlotys

ex 141 Mouches d'Espagne
et autres insectes simi-
laires, à usage médi-
cal, aussi en poudre. 75,— zlotys

ex 277 Eau-de-vie d'abricot
« Magyar barack lelke »
aux conditions prévues
dans le protocole final :

ex 1/a : En fûts ou en
wagons-citernes titrant
45° ou moins 500,— zlotys
ex 2 : En d'autres réci-
pients 600,— zlotys

ex 384 Produit pharmaceu-
tique « Sensibamin » . 260,— zlotys

2. Amend List B of the Additional Protocol by the following provisions :

(a) Cancel the following item :

ex 37/1 Fish, living and not
of the for- living, fresh (frozen
mer Po- and not living) :
lish Tariff (c) Fish, living, not
designated under (a)
imported in water (in
barrels or tank wag-
gons), gross per 100 kg. 17.20 zlotys

(b) The following items are added to the list :

Item in the Polish Tariff of August 23rd, 1932 : Per 100 kg.

128 ex 4 Cheese called " Sza-
lámisajt " in elongated
form (form of " Sala-
mi " sausage), in ori-
ginal packing weighing
about 2 kg. each, ma-
nufactured from cows'
milk 115.— zlotys

Cheese called " Kol-
bászsajt " in elongated
form (sausage form),
manufactured from a
mixture of cows' milk
cheese and from sheeps'
milk, seasoned with
spices and packed in
casings 115.— zlotys

ex 141 Cantharides and other
similar insects for me-
dical use, even in pow-
der 75.— zlotys

ex 277 Brandy of the " Ma-
gyar barack lelke "
apricot, subject to the
conditions laid down in
the Final Protocol :

ex 1/(a) : In casks or
tank waggons with
45% or less of alcohol 500.— zlotys
ex 2 : In other recep-
tacles. 600.— zlotys

ex 384 " Sensibamin ", a phar-
maceutical product . 260.— zlotys

384 ex Produit pharmaceu-
Remarque tique « Sensibamin » im-
porté dosé est soumis au
droit conventionnel de
260,— zlotys avec sur-
taxe de 500,— zlotys.

3. Le présent protocole additionnel sera soumis à la ratification ; l'échange des instruments de ratification aura lieu à Varsovie aussitôt que possible. Il entrera en vigueur le trentième jour après la date de l'échange des instruments de ratification.

Fait à Budapest, en double exemplaire, le 24 avril 1936.

(L. S.) GÖMBÖS *m. p.*

(L. S.) Marjan ZYNDRAM-KOSCIALKOWSKY *m. p.*

(L. S.) Stanislas LEPKOWSKI *m. p.*

384 ex The pharmaceutical
Note: product "Sensibamin",
when imported dosed,
is subject to the
conventional duty of
260.— zlotys with a
surtax of 500.— zlotys.

3. The present Additional Protocol shall be subject to ratification ; the exchange of the instruments of ratification shall take place at Warsaw as soon as possible. It shall come into force on the thirtieth day after the date of the exchange of the instruments of ratification.

Done at Budapest in duplicate, this 24th day of April, 1936.

(L. S.) GÖMBÖS, *m. p.*

(L. S.) Marjan ZYNDRAM-KOSCIALKOWSKY, *m. p.*

(L. S.) Stanislas LEPKOWSKI, *m. p.*

ANNEXE

AU TROISIÈME PROTOCOLE ADDITIONNEL A LA CONVENTION COMMERCIALE ENTRE LE ROYAUME DE HONGRIE ET LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, SIGNÉE A BUDAPEST LE 26 MARS 1925.

1. *Ad pos.* 128, p. 3.

La réduction du droit de douane accordée par la Pologne au fromage nommé « d'Emmenthal » de provenance suisse, sera appliquée aux fromages de provenance hongroise portant la dénomination « fromage hongrois d'Emmenthal ».

2. *Ad pos.* 128, p. 4.

Chaque réduction du droit de douane accordée par la Pologne à un pays tiers quelconque pour une sorte de fromage à pâte molle, dédouanée selon la position 128, p. 4, du tarif polonais, sera appliquée :

1. Au fromage de provenance hongroise ayant les marques du fromage dit « Roquefort » — même si la dénomination « Roquefort » ne serait pas reproduite sur l'emballage.

ANNEX

TO THE THIRD ADDITIONAL PROTOCOL TO THE COMMERCIAL CONVENTION BETWEEN THE KINGDOM OF HUNGARY AND THE REPUBLIC OF POLAND, SIGNED AT BUDAPEST, MARCH 26TH, 1925.

1. *Ad item* 128 (3).

The reduction of Customs duty granted by Poland on "Emmenthal" cheese of Swiss origin shall be applied to cheeses of Hungarian origin described as "Hungarian Emmenthal cheese".

2. *Ad item* 128 (4).

Every reduction of Customs duty granted by Poland to a third country for any kind of soft cheese dutiable under item 128 (4) of the Polish Tariff shall apply :

1. To cheese of Hungarian origin with the characteristics of "Roquefort" cheese — even if the name "Roquefort" does not appear on the packing.

2. Au fromage hongrois nommé « Pálpusztai sajt » dans les emballages originaux — en pièces de 40 à 60 ou de 100 à 110 g.

3. *Ad pos. 277.*

La réduction conventionnelle pour l'eau-de-vie d'abricot « Magyar barack lelke » sera accordée à condition de présenter au bureau de douane lors du dédouanement un certificat délivré par la Station royale hongroise des Essais d'alcool. Ce certificat, délivré en langues polonaise et hongroise, doit attester ce qui suit :

1. Le degré d'alcool ;
2. L'absence d'éléments étheriques artificiels ainsi que d'autres éléments aromatiques ;
3. Que l'analyse de l'eau-de-vie « Magyar barack lelke » exécutée d'après la méthode « Micko » a établi que cette eau-de-vie est le produit de fermentation et de distillation d'abricots ;
4. Le contenu en acides ;
5. Le contenu en esters.

4. *Ad pos. 384. Remarque.*

Il a été convenu que les produits pharmaceutiques hongrois :

1. *Perparine pulvis*, en emballages de 1 g. ou de 10 g. ;
2. *Novatropine* en emballage de 1 g. ;
3. *Demalgon pulvis* en emballages de 10 ou de 25 g. ne seront pas considérés comme importés dosés et par conséquent ne seront pas soumis à la surtaxe de zł. 500, prévue dans la remarque à la pos. 384 du tarif polonais.

2. To Hungarian "Pálpusztai sajt" cheese in the original packings — weighing from 40 to 60 or from 100 to 110 grammes, each.

3. *Ad item 277.*

The conventional reduction on brandy of the "Magyar barack lelke" apricot shall be granted on production at the Customs office, when clearing the Customs, of a certificate issued by the Royal Hungarian Station for Alcohol Tests. This certificate, made out in Polish and Hungarian, shall state :

1. The degree of alcohol ;
2. The absence of artificial ether or other aromatic elements ;
3. That the analysis of the "Magyar barack lelke" brandy by the "Micko" method has proved it to be the product of the fermentation and distillation of apricots ;
4. The acid content ;
5. The ester content.

4. *Ad item 384. Note.*

It has been agreed that the Hungarian pharmaceutical products :

1. *Perparine pulvis*, in packages of 1 gr. or 10 gr. ;
2. *Novatropine*, in packages of 1 gr. ;
3. *Demalgon pulvis*, in packages of 10 or 25 gr., shall not be regarded as imported dosed and consequently shall not be subject to the surtax of 500 zlotys stipulated in the Note on Item 384 of the Polish Tariff.

No. 1175. — TREATY¹ BETWEEN THE UNITED KINGDOM AND SIAM FOR THE REVISION OF THEIR MUTUAL TREATY ARRANGEMENTS. SIGNED AT LONDON, JULY 14TH, 1925.

N^o 1175. — TRAITÉ¹ ENTRE LE ROYAUME-UNI ET LE SIAM CONCERNANT LA REVISION DE LEURS TRAITÉS ET ACCORDS MUTUELS. SIGNÉ A LONDRES, LE 14 JUILLET 1925.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO ARTICLE 2 OF THE PROTOCOL ANNEXED TO THE ABOVE-MENTIONED TREATY. BANGKOK, NOVEMBER 23RD, 1937.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'ARTICLE 2 DU PROTOCOLE ANNEXÉ AU TRAITÉ SUSMENTIONNÉ. BANGKOK, LE 23 NOVEMBRE 1937.

Registered on June 14th, 1938, at the request of the Permanent Representative of Siam to the League of Nations.

Enregistré le 14 juin 1938 à la demande du représentant permanent du Siam près la Société des Nations.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

BRITISH LEGATION.

BANGKOK, *November 23rd, 1937.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland have had under sympathetic consideration the request of the Siamese Government that they should abandon forthwith the right which is secured to His Majesty The King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Sea, Emperor of India, by Article 2 of the Protocol annexed to the Treaty between the United Kingdom and Siam for the Revision of their mutual Treaty arrangements, signed at London on the 14th July, 1925, to evoke from the Siamese Courts cases in which a British subject or company is defendant or accused.

2. I now have the honour, upon instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom are prepared to accede to the request of the Siamese Government. They accordingly

I.

LÉGATION
DE GRANDE-BRETAGNE.

BANGKOK, *le 23 novembre 1937.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande a examiné avec bienveillance la requête par laquelle le Gouvernement siamois lui demande de renoncer immédiatement au droit, conféré à Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, par l'article 2 du protocole joint au Traité conclu entre le Royaume-Uni et le Siam pour la revision de leurs arrangements contractuels réciproques et signé à Londres le 14 juillet 1925, de dessaisir les tribunaux siamois et d'évoquer les affaires dans lesquelles figurent, à titre de défendeur ou d'accusé, un sujet ou une société britanniques.

2. J'ai maintenant l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni est disposé à accéder à la requête du Gouvernement siamois. Il

¹ Vol. XLIX, page 29; Vol. LXXVIII, page 483; and Vol. LXXXIII, page 410, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ Vol. XLIX, page 29; vol. LXXVIII, page 483; et vol. LXXXIII, page 410, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

renounce the said right, with effect from this date, on the understanding that within twelve months from the date of the present note the Siamese Government will submit to the Assembly of the People's Representatives an Act on the Conflict of Laws embodying the normal principles of private international law (including especially the law of nationality in matters of personal status); and that pending the promulgation of such an Act, the Siamese Courts will continue to apply these principles in all cases concerning British subjects and British protected persons.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(*Sd.*) J. CROSBY,
His Majesty's Minister.

His Excellency
Luang Pradist Manudharm,
Minister of Foreign Affairs,
Bangkok.

II.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

SARANROMYA PALACE, *November 23rd, 1937.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note of today's date regarding the abandonment of the right of evocation. In reply, I have the honour to inform you that the Siamese Government will submit to the Assembly of the People's Representatives within twelve months from this date, an Act on the Conflict of Laws embodying the normal principles of private international law (including especially the law of nationality in matters of personal status).

2. I have the honour to add that in the meantime, that is to say, as from this date and pending the promulgation of the Act on the Conflict of Laws, the Siamese Courts will continue to apply those principles, as heretofore,

renonce donc au droit susdit, avec effet de ce jour, étant entendu que dans un délai de douze mois à compter de la date de la présente note le Gouvernement siamois soumettra à l'Assemblée des représentants du peuple un projet de loi sur les conflits de législations, s'inspirant des principes généralement admis en droit international privé (y compris notamment les règles relatives à l'application du droit national en matière de statut personnel); et, en attendant la promulgation de cette loi, les tribunaux siamois continueront à appliquer ces principes dans toutes les affaires concernant des sujets ou des protégés britanniques.

Je saisis cette occasion, etc.

(*Signé*) J. CROSBY,
Ministre de Sa Majesté.

Son Excellence
Luang Pradist Manudharm,
Ministre des Affaires étrangères,
Bangkok.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

SARANROMYA PALACE, *le 23 novembre 1937.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date de ce jour, relative à l'abandon du droit d'évocation. En réponse, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement siamois soumettra à l'Assemblée des représentants du peuple, dans un délai de douze mois à dater de ce jour, un projet de loi sur les conflits de législations s'inspirant des principes généralement admis en droit international privé (y compris notamment les règles relatives à l'application du droit national en matière de statut personnel).

2. J'ai l'honneur d'ajouter qu'entre temps, c'est-à-dire à dater de ce jour et en attendant la promulgation de cette loi sur les conflits de législations, les tribunaux siamois continueront à appliquer ces principes, comme ils l'ont

in all cases concerning British subjects and British protected persons.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(*Sd.*) Luang PRADIST MANUDHARM,
Minister of Foreign Affairs.

His Excellency
Sir Josiah Crosby, K.B.E., C.I.E.,
His Britannic Majesty's Envoy
Extraordinary and Minister
Plenipotentiary, Bangkok.

Certified true copy :

Phya Ragawangsan,
*Permanent Representative accredited
to the League of Nations.*
Geneva, 14th June, 1938.

fait jusqu'ici, dans toutes les affaires concernant des sujets ou des protégés britanniques.

Je saisis cette occasion, etc.

(*Signé*) Luang PRADIST MANUDHARM,
Ministre des Affaires étrangères.

Son Excellence
Sir Josiah Crosby, K.B.E., C.I.E.,
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique, Bangkok.

No. 1175. — TREATY¹ BETWEEN THE UNITED KINGDOM AND SIAM FOR THE REVISION OF THEIR MUTUAL TREATY ARRANGEMENTS. SIGNED AT LONDON, JULY 14TH, 1925;

AND

No. 1176. — TREATY² OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN THE UNITED KINGDOM AND SIAM. SIGNED AT LONDON, JULY 14TH, 1925.

N^o 1175. — TRAITÉ¹ ENTRE LE ROYAUME-UNI ET LE SIAM CONCERNANT LA REVISION DE LEURS TRAITÉS ET ACCORDS MUTUELS. SIGNÉ A LONDRES, LE 14 JUILLET 1925;

ET

N^o 1176. — TRAITÉ² DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LE ROYAUME-UNI ET LE SIAM. SIGNÉ A LONDRES, LE 14 JUILLET 1925.

EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE TEMPORARY CONTINUANCE OF RIGHTS UNDER THE TWO ABOVE-MENTIONED TREATIES. BANGKOK, NOVEMBER 13TH, 1937, AND FEBRUARY 19TH, 1938.

Registered on June 14th, 1938, at the request of the Permanent Representative of Siam to the League of Nations and of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

ECHANGE DE NOTES RELATIF AU MAINTIEN TEMPORAIRE DES DROITS PRÉVUS PAR LES DEUX TRAITÉS SUSMENTIONNÉS. BANGKOK, LES 13 NOVEMBRE 1937 ET 19 FÉVRIER 1938.

Enregistré le 14 juin 1938 à la demande du représentant permanent du Siam près la Société des Nations et du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

¹ Vol. XLIX, page 29; Vol. LXXVIII, page 483; and Vol. LXXXIII, page 410, of this Series.

² Vol. XLIX, page 51; Vol. LIV, page 424; Vol. LXXVIII, page 486; and Vol. LXXXIII, page 415, of this Series.

¹ Vol. XLIX, page 29; vol. LXXVIII, page 483; et vol. LXXXIII, page 410, de ce recueil.

² Vol. XLIX, page 51; vol. LIV, page 424; vol. LXXVIII, page 486; et vol. LXXXIII, page 415, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

SARANROMYA PALACE, *November 13th, 1937.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to inform Your Excellency that the Siamese Government undertake, subject to reciprocity and subject to the approval of the Assembly, that the rights hitherto enjoyed in Siam under the Anglo-Siamese Treaties of 1925 by British subjects and protected persons and by British vessels, companies and goods shall be continued until the coming into force of the new Treaty, but for not more than four months from November 4th, 1937.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) Luang PRADIST MANUDHARM.

His Excellency
Sir Josiah Crosby, K. B. E., C. I. E.,
His Britannic Majesty's Envoy Extra-
ordinary and Minister Plenipotentiary,
Bangkok.

II.

BRITISH LEGATION.

BANGKOK, *November 13th, 1937.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to inform Your Excellency that His Majesty's Government in the United Kingdom undertake, subject to reciprocity, that the rights hitherto enjoyed in the United Kingdom, and in the Straits Settlements and the Malay States under British protection under the Anglo-Siamese Treaties of 1925 by Siamese subjects and by Siamese vessels, companies and goods shall be continued until the coming into force of the new Treaty, but

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

I.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

SARANROMYA PALACE, *le 13 novembre 1937.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement siamois s'engage, sous condition de réciprocité et sous réserve de l'approbation de l'Assemblée, à proroger jusqu'à l'entrée en vigueur du nouveau traité, mais non au delà d'une période de quatre mois à dater du 4 novembre 1937, les droits dont les sujets et protégés britanniques, les navires, sociétés et marchandises britanniques ont joui jusqu'ici au Siam, en vertu des Traités anglo-siamois de 1925.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) Luang PRADIST MANUDHARM.

Son Excellence
Sir Josiah Crosby, K. B. E., C. I. E.,
Envoyé extraordinaire et Ministre
plénipotentiaire de Sa Majesté
britannique,
Bangkok.

II.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.

BANGKOK, *le 13 novembre 1937.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni s'engage, sous condition de réciprocité, à proroger jusqu'à l'entrée en vigueur du nouveau traité, mais non au delà d'une période de quatre mois à dater du 4 novembre 1937, les droits dont les sujets, navires, sociétés, et marchandises siamois ont joui jusqu'ici dans le Royaume-Uni, les Etablissements du Détroit et les Etats Malais

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

for not more than four months from November 4th, 1937.

I avail myself of the opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(*Sd.*) J. CROSBY,
His Britannic Majesty's Minister.

His Excellency
Luang Pradist Manudharm,
Minister of Foreign Affairs,
Bangkok.

III.

Registered on June 14th, 1938, at the request of the Permanent Representative of Siam to the League of Nations.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

No. 13463/2480.

SARANROMYA PALACE, *February 19th, 1938.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to the Exchange of Notes dated the 13th November, 1937, between the Siamese Government and the Government of the United Kingdom for the temporary continuance of rights under the Treaty of July 14th, 1925, I have the honour to inform Your Excellency that this Exchange of Notes was formally approved by the Assembly of the People's Representatives on the 14th instant.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(*Signed*) LUANG PRADIST MANUDHARM,
Minister of Foreign Affairs.

His Excellency
Sir Josiah Crosby, K. B. E., C. I. E.,
His Britannic Majesty's Envoy
Extraordinary and Minister Plenipotentiary,
Bangkok.

Certified true copy.

Phya Rajawangsan,

*Permanent Representative
accredited to the League of Nations.*

Geneva, June 14th, 1938.

sous protection britannique, en vertu des Traités anglo-siamois de 1925.

Je saisis cette occasion, etc.

(*Signé*) J. CROSBY,
Ministre de Sa Majesté britannique.

Son Excellence
Luang Pradist Manudharm,
Ministre des Affaires étrangères,
Bangkok.

III.

Enregistré le 14 juin 1938 à la demande du représentant permanent du Siam près la Société des Nations.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

N° 13463/2480.

SARANROMYA PALACE, *le 19 février 1938.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à l'échange de notes, en date du 13 novembre 1937, entre le Gouvernement siamois et le Gouvernement du Royaume-Uni, en vue de la prorogation temporaire des droits accordés par le Traité du 14 juillet 1925, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que cet échange de notes a été approuvé en bonne et due forme par l'Assemblée des représentants du peuple le 14 de ce mois.

Je saisis cette occasion, etc.

(*Signé*) LUANG PRADIST MANUDHARM,
Ministre des Affaires étrangères.

Son Excellence
Sir Josiah Crosby, K. B. E., C. I. E.,
Envoyé extraordinaire et Ministre
plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique,
Bangkok.

N^o 1283. — ACCORD¹ ENTRE LA LETTONIE ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES, CONCERNANT LE RÈGLEMENT DES CONFLITS POUVANT SURGIR A LA FRONTIÈRE DES DEUX PAYS. SIGNÉ A RIGA, LE 19 JUILLET 1926.

No. 1283. — AGREEMENT¹ BETWEEN LATVIA AND THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS CONCERNING THE SETTLEMENT OF DISPUTES WHICH MAY ARISE ON THE FRONTIER BETWEEN THE TWO COUNTRIES. SIGNED AT RIGA, JULY 19TH, 1926.

ECHANGE DE NOTES COMPORTANT UN ARRANGEMENT PORTANT MODIFICATION DE L'ACCORD SUSMENTIONNÉ. RIGA, LE 9 AVRIL 1937.

EXCHANGE OF NOTES CONSTITUTING AN ARRANGEMENT MODIFYING THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. RIGA, APRIL 9TH, 1937.

Enregistré le 12 février 1938 à la demande du ministre des Affaires étrangères de Lettonie.

Registered on February 12th, 1938, at the request of the Latvian Minister for Foreign Affairs.

TEXTE LETTON. — LATVIAN TEXT.

I.

ĀRLIETU MINISTRIS.
N^o 0.710. 4817/9599.

RĪGĀ, 1937. gada 9. aprīlī.

CHARGÉ D'AFFAIRES KUNGS,

Pagodinos Jums paziņot, ka Latvijas Valdība un Padomju Socialistisko Republiku Savienības Valdība ir vienojušās par to, ka Latvijas un Padomju Socialistisko Republiku Savienības valsts robežas līnijas robežzīmju labošanas un atjaunošanas darbi, tāpat kā arī ar šiem darbiem saistīto jautājumu apspriešana un izšķiršana ir uzticēti vietējiem robežu administratīvās varas pārstāvjiem, kas minēti 1926. gada 19. jūlija Nolikuma 3. pantā par konfliktu izmeklēšanu un izšķiršanu, kuri rodas uz Latvijas un Padomju Socialistisko Republiku Savienības robežas.

Pie tam pats par sevi saprotams, ka pieminētām personām ir attiecīgos gadījumos jāturas pie dokumentiem un plāniem, kas savā laikā sastādīti, novelkot Latvijas un Padomju Socialistisko Republiku Savienības robežu. Jautājumi, kuŗos viņiem nebūtu izdevies panākt vienošanos, nododami izšķiršanai diplomātiskā ceļā.

Šī vienošanās stājas spēkā ar. š. g. 15. aprīli un paliek saistoša, kamēr ir spēkā augstāk minētais 1926. g. 19. jūlija Nolikums.

Lūdzu Jūs, Chargé d'Affaires kungs, pieņemt manas augstcienības apliecinājumus.

V. MUNTERS.

Augsti godātam

B. Pokhvalinska kungam,
Padomju Socialistisko Republiku
Savienības Latvijā Chargé
d'Affaires a. i.

¹ Vol. LIV, page 155, de ce recueil.

¹ Vol. LIV, page 155, of this Series.

II.

№ 41/15.

TEXTE RUSSE. — RUSSIAN TEXT.

Рига, 9 апреля 1937 года.

Господин Министр,

Честь имею уведомить Вас, что Правительство Союза Советских Социалистических Республик и Латвийское Правительство согласились о том, чтобы работы по исправлению и восстановлению пограничных знаков, определяющих линию государственной границы между Союзом Советских Социалистических Республик и Латвией, равно как и обсуждение и разрешение связанных с этими работами вопросов возложены на Представителей местной административной пограничной власти, упомянутых в статье 3-й Соглашения о рассмотрении и разрешении возникающих на границе между Союзом Советских Социалистических Республик и Латвией конфликтов, подписанного 19-го июля 1926 года.

При этом, само собой разумеется, что указанные лица должны, в подлежащих случаях, руководствоваться документами и планами, в свое время составленными при демаркации государственной границы между Союзом Советских Социалистических Республик и Латвией. Вопросы, по которым им не удалось бы достигнуть соглашения, передаются на разрешение дипломатическим путем.

Настоящее соглашение вступает в силу с 15-го апреля сего года и остается в силе на время действия вышеупомянутого Соглашения от 19-го июля 1926 года.

Примите, Господин Министр, уверения в моем совершенном к Вам уважении.

Б. Похвалинский.

Господину В. Мунтерсу,
Министру Иностранных Дел Латвии.

¹ TRADUCTION.

I.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
№ 0.710/4817/9599.

RIGA, le 9 avril 1937.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de la Lettonie et le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes sont convenus de confier la réparation et le rétablissement des bornes délimitant la frontière politique entre la Lettonie et l'Union des Républiques soviétiques socialistes, ainsi que la discussion et le règlement

¹ TRANSLATION.

I.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
No. 0.710/4817/9599.

RIGA, April 9th, 1937.

SIR,

I have the honour to inform you that the Latvian Government and the Government of the Union of Soviet Socialist Republics have agreed that work in connection with the repair and restoration of boundary-marks defining the line of the State frontier between Latvia and the Union of Soviet Socialist Republics, and the discussion and settlement of questions

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

des questions connexes aux représentants des autorités administratives locales de la frontière mentionnés à l'article 3 de l'Accord du 19 juillet 1926 concernant le règlement des différends pouvant surgir à la frontière de la Lettonie et de l'Union des Républiques soviétiques socialistes.

Il est entendu, dans cet ordre d'idées, que les personnes ci-dessus visées se référeront dans chaque cas aux documents et aux plans primitivement préparés lors de la délimitation de la frontière politique entre la Lettonie et l'Union des Républiques soviétiques socialistes. Les questions sur lesquelles l'accord ne pourrait se faire feront l'objet d'un règlement par la voie diplomatique.

Le présent accord entrera en vigueur le 15 avril 1937 et demeurera en vigueur durant toute la période de validité de l'Accord précité du 19 juillet 1926.

Veillez agréer, etc.

V. MUNTERS.

Monsieur B. Pokhvalinski,
Chargé d'Affaires *a. i.*
de l'Union des Républiques
soviétiques socialistes.

II.

N^o 41/15.

RIGA, le 9 avril 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes et le Gouvernement de la Lettonie sont convenus de confier la réparation et le rétablissement des bornes délimitant la frontière politique entre l'Union des Républiques soviétiques socialistes et la Lettonie, ainsi que la discussion et le règlement des questions connexes, aux représentants des autorités administratives locales de la frontière mentionnés à l'article 3 de l'Accord entre l'Union des Républiques soviétiques socialistes et la Lettonie concernant le règlement des différends pouvant surgir à la frontière des deux pays, signé le 19 juillet 1926.

Il est entendu, dans cet ordre d'idées, que les personnes ci-dessus visées se référeront,

connected with such work, shall be entrusted to the representatives of the local frontier administrative authorities referred to in Article 3 of the Agreement concerning the Settlement of Disputes which may arise on the Frontier between Latvia and the Union of Soviet Socialist Republics, signed on July 19th, 1926.

It is understood in this connection that the persons referred to shall, in the relevant cases, be guided by the documents and plans originally prepared when the State frontier between Latvia and the Union of Soviet Socialist Republics was being demarcated. Questions on which no agreement can be arrived at shall be referred for settlement through the diplomatic channel.

The present Agreement shall come into force on April 15th, 1937, and shall remain in force during the validity of the aforesaid Agreement of July 19th, 1926.

I have the honour to be, etc.

V. MUNTERS.

Monsieur B. Pokhvalinski,
Chargé d'Affaires *a. i.*
of the Union of Soviet Socialist
Republics.

II.

No. 41/15.

RIGA, April 9th, 1937.

SIR,

I have the honour to inform you that the Government of the Union of Soviet Socialist Republics and the Latvian Government have agreed that work in connection with the repair and restoration of boundary-marks defining the line of the State frontier between the Union of Soviet Socialist Republics and Latvia, and the discussion and settlement of questions connected with such work, shall be entrusted to the representatives of the local frontier administrative authorities referred to in Article 3 of the Agreement concerning the Settlement of Disputes which may arise on the Frontier between the Union of Soviet Socialist Republics and Latvia, signed on July 19th, 1926.

It is understood in this connection that the persons referred to shall, in the relevant cases,

dans chaque cas, aux documents et aux plans primitivement préparés lors de la délimitation de la frontière politique entre l'Union des Républiques soviétiques socialistes et la Lettonie. Les questions sur lesquelles l'accord ne pourrait se faire feront l'objet d'un règlement par la voie diplomatique.

Le présent accord entrera en vigueur le 15 avril 1937 et demeurera en vigueur durant toute la période de validité de l'Accord précité du 19 juillet 1926.

Veillez agréer, etc.

B. POKHVALINSKI.

Monsieur V. Munters,
Ministre des Affaires étrangères
de Lettonie.

be guided by the documents and plans originally prepared when the State frontier between the Union of Soviet Socialist Republics and Latvia was being demarcated. Questions on which no agreement can be arrived at shall be referred for settlement through the diplomatic channel.

The present Agreement shall come into force on April 15th, 1937, and shall remain in force during the validity of the aforesaid Agreement of July 19th, 1926.

I have the honour to be, etc.

B. POKHVALINSKI.

Monsieur V. Munters,
Latvian Minister
for Foreign Affairs.

N^o 1414. — CONVENTION ¹ RELATIVE A L'ESCLAVAGE. SIGNÉE A GENÈVE, LE 25 SEPTEMBRE 1926.

No. 1414. — SLAVERY CONVENTION ¹. SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 25TH, 1926.

RÉSERVE DE L'INDE

I.

Par une communication en date du 16 février 1938, le secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour l'Inde a fait savoir au Secrétaire général de la Société des Nations que le premier paragraphe de la réserve relative à l'article 9 faite par l'Inde ² en signant la convention doit être modifié comme suit :

³ TRADUCTION. — TRANSLATION.

« En vertu de l'article 9 de la présente convention, je déclare que ma signature

¹ Vol. LX, page 253 ; vol. LXIX, page 114 ; vol. LXXII, page 485 ; vol. LXXXIII, page 416 ; vol. LXXXVIII, page 356 ; vol. XCVI, page 192 ; vol. C, page 221 ; vol. CIV, page 511 ; vol. CVII, page 491 ; vol. CXXX, page 444 ; vol. CXXXVIII, page 440 ; vol. CLII, page 296 ; vol. CLX, page 342 ; vol. CLXXII, page 410 ; et vol. CLXXVII, page 393, de ce recueil.

² Vol. LX, page 268, de ce recueil.

³ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

RESERVATION MADE BY INDIA.

I.

By a communication dated February 16th, 1938, His Majesty's Secretary of State for India informed the Secretary-General of the League of Nations that the first paragraph of the reservation made by India ² when signing the Convention, regarding Article 9, should be modified to read as follows :

“ Under the terms of Article 9 of this Convention, I declare that my signature

¹ Vol. LX, page 253 ; Vol. LXIX, page 114 ; Vol. LXXII, page 485 ; Vol. LXXXIII, page 416 ; Vol. LXXXVIII, page 356 ; Vol. XCVI, page 192 ; Vol. C, page 221 ; Vol. CIV, page 511 ; Vol. CVII, page 491 ; Vol. CXXX, page 444 ; Vol. CXXXVIII, page 440 ; Vol. CLII, page 296 ; Vol. CLX, page 342 ; Vol. CLXXII, page 410 ; and Vol. CLXXVII, page 393, of this Series.

² Vol. LX, page 268, of this Series.

³ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

n'engage pas mon pays en ce qui concerne la mise en vigueur de l'article 2, alinéa b), des articles 5, 6 et 7 de la présente convention dans les territoires suivants, à savoir : *dans l'Assam*, ainsi que dans les territoires de l'Inde appartenant à un prince ou chef placé sous la suzeraineté de Sa Majesté. »

Le deuxième paragraphe de la réserve de l'Inde est inchangé.

II.

Par une communication en date du 30 mai 1938, le Secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour l'Inde a fait savoir au Secrétaire général de la Société des Nations que le Gouvernement de l'Inde a décidé de retirer la totalité du premier paragraphe de la réserve relative à l'article 9 faite par l'Inde en signant la convention.

Le deuxième paragraphe de la réserve de l'Inde reste inchangé, à l'exception du mot « également », au début de ce paragraphe, devenu superflu.

is not binding as regards the enforcement of the provisions of Article 2, subsection (b), Articles 5, 6 and 7 of this Convention upon the following territories, namely : *in Assam*, or on the territories in India of any Prince or Chief under the suzerainty of His Majesty."

The second paragraph of the Indian reservation is unchanged.

II.

By a communication dated May 30th, 1938, His Majesty's Secretary of State for India informed the Secretary-General of the League of Nations that the Government of India has decided to withdraw the whole of the remaining portion of the first paragraph of the reservation made by India when signing the Convention, regarding Article 9.

The second paragraph of the Indian reservation is unchanged, with the exception of the word "also" at the beginning of this paragraph, which becomes superfluous.

No 1837. — CONVENTION ¹ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LE CHILI ET LA NORVÈGE. SIGNÉE A OSLO, LE 9 FÉVRIER 1927.

No. 1837. — CONVENTION ¹ OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN CHILE AND NORWAY. SIGNED AT OSLO, FEBRUARY 9TH, 1927.

ECHANGE DE NOTES MODIFIANT LES CLAUSES DE VALIDITÉ PRÉVUES PAR L'ARTICLE 9 DE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. BUENOS-AYRES, LE 5 AOUT 1937, ET SANTIAGO, LE 26 AOUT 1937.

EXCHANGE OF NOTES MODIFYING THE PROVISIONS CONCERNING VALIDITY CONTAINED IN ARTICLE 9 OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. BUENOS AIRES, AUGUST 5TH, 1937, AND SANTIAGO, AUGUST 26TH, 1937.

Enregistré le 26 avril 1938 à la demande du délégué permanent de la Norvège près la Société des Nations.

Registered on April 26th, 1938, at the request of the Permanent Delegate of Norway to the League of Nations.

¹ Vol. LXXX, page 325, de ce recueil.

¹ Vol. LXXX, page 325, of this Series.

I.

LÉGATION DE NORVÈGE
A SANTIAGO.

p.t. BUENOS-AIRES, le 5 août 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à mon télégramme du 26 juin et à votre réponse du 2 juillet cette année j'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de vous demander de vouloir bien me confirmer que le Gouvernement chilien est d'accord sur ce qui suit :

Nonobstant la disposition de l'article 9 de la Convention de commerce et de navigation entre la Norvège et le Chili, signée à Oslo le 9 février 1927, et entrée en vigueur le 9 juillet 1928, ladite convention sera maintenue en vigueur pour une période d'une année, à partir du 9 juillet 1938, à moins qu'elle n'ait été dénoncée avec un préavis de six mois. Elle sera par la suite renouvelée par voie de tacite réconduction, chaque fois pour une période d'une année, à moins qu'elle n'ait été dénoncée avec un préavis de six mois.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma plus haute considération.

(s) Rolf ANDVORD.

Son Excellence

Monsieur José Ramón Gutierrez,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

I.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.
NORWEGIAN LEGATION,
SANTIAGO.

pro tem, BUENOS AIRES, August 5th, 1937.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to my telegram of June 26th and your reply of July 2nd last, I have the honour, on instructions from my Government, to request you to send me confirmation of the Chilean Government's agreement to the following :

Notwithstanding the provisions of Article 9 of the Convention of Commerce and Navigation between Norway and Chile, signed at Oslo on February 9th, 1927, which came into force on July 9th, 1928, the said Convention shall remain in force for a period of one year as from July 9th, 1938, unless denounced at six months' notice. Thereafter, it shall be extended by tacit consent for further periods of one year, failing denunciation at six months' notice.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Rolf ANDVORD.

His Excellency

Monsieur José Ramón Gutierrez,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

II.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

REPÚBLICA DE CHILE.

MINISTERIO DE RELACIONES EXTERIORES.
SECCIÓN POLÍTICA COMERCIAL.

SEÑOR MINISTRO,

En conexión con el telegrama de V. E. de 28 de junio último y con mi telegrama de 2 de julio próximo pasado, y de acuerdo con lo solicitado por V. E., por encargo de su Gobierno, en el oficio de esa Legación de 5 del presente, me es grato expresar a V. E. la conformidad de mi Gobierno con la proposición del de V. E. de modificar el Artículo 9 del Tratado de Comercio

SANTIAGO, 26 de Agosto de 1937.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

celebrado entre Chile y Noruega el 9 de febrero de 1927, en el sentido de que el Tratado permanezca en vigor por el período de un año a contar desde el 9 de julio de 1938, prorrogable de año en año, a menos que una de las Partes comunique a la otra su intención de ponerle término con un aviso previo de seis meses.

Aprovecho esta oportunidad para reiterar a V. E. las seguridades de mi más alta y distinguida consideración.

(f) Ramón GUTIERREZ.

Al Excelentísimo Señor
Rolf Otto Andvord,
Enviado Extraordinario y Ministro
Plenipotenciario de Noruega en Chile,
Buenos Aires.

II.

¹ TRADUCTION.

RÉPUBLIQUE DU CHILI.
MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
SECTION
POLITIQUE ET COMMERCIALE.

SANTIAGO, le 26 août 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant au télégramme de Votre Excellence du 28 juin dernier et à mon télégramme du 2 juillet dernier, et conformément à la demande exprimée par Votre Excellence, d'ordre de son gouvernement, dans la note de la Légation norvégienne en date du 5 courant, j'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que le Gouvernement chilien accepte la proposition du Gouvernement norvégien tendant à modifier l'article 9 du Traité de commerce conclu entre le Chili et la Norvège le 9 février 1927, à l'effet que ledit traité demeure en vigueur pour une période d'une année, à partir du 9 juillet 1938, pouvant être prorogée d'année en année, à moins qu'une des Parties contractantes ne communique à l'autre Partie son intention d'y mettre fin moyennant préavis de six mois.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) Ramón GUTIERREZ.

Son Excellence
Monsieur Rolf Otto Andvord,
Envoyé extraordinaire
et Ministre plenipotentiare
de Norvège au Chili,
Buenos-Ayres.

II.

¹ TRANSLATION.

REPUBLIC OF CHILE.
MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
POLITICAL AND COMMERCIAL
DEPARTMENT.

SANTIAGO, August 26th, 1937.

SIR,

With reference to Your Excellency's telegram of June 28th last and to my telegram of July 2nd last, and in accordance with the request made by you on your Government's instructions in the Norwegian Legation's note of the 5th instant, I have the honour to inform you that the Chilean Government accepts the Norwegian Government's proposal for the modification of Article 9 of the Treaty of Commerce, concluded between Chile and Norway on February 9th, 1927, to the effect that the said Treaty shall remain in force for a period of one year as from July 9th, 1938, and shall thereafter be extended from year to year, unless one of the Contracting Parties shall notify the other of its intention to terminate the said Treaty at six months' notice.

I avail myself of this opportunity, etc.

(Signed) Ramón GUTIERREZ.

His Excellency
Monsieur Rolf Otto Andvord,
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary
of Norway in Chile,
Buenos Aires.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

No 2096. — CONVENTION ¹ POUR L'EXÉCUTION DES SENTENCES ARBITRALES ÉTRANGÈRES. SIGNÉE A GENÈVE, LE 26 SEPTEMBRE 1927.

RATIFICATION

VILLE LIBRE DE DANTZIG 26 avril 1938.
(Par l'intermédiaire de la Pologne.)

No 2096. — CONVENTION ¹ ON THE EXECUTION OF FOREIGN ARBITRAL AWARDS. SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 26TH, 1927.

RATIFICATION

FREE CITY OF DANZIG April 26th, 1938.
(Through the intermediary of Poland.)

No. 2483. — EXCHANGE OF NOTES ² BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE EGYPTIAN GOVERNMENT ESTABLISHING A COMMERCIAL "MODUS VIVENDI". CAIRO, JUNE 5TH AND 7TH, 1930.

EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE PROLONGATION UNTIL FEBRUARY 16TH, 1939, WITH CERTAIN MODIFICATIONS CONCERNING THE APPLICATION TO COLONIES, OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE-MENTIONED "MODUS VIVENDI". CAIRO, FEBRUARY 14TH AND 16TH, 1938.

Registered on June 4th, 1938, at the request of the Egyptian Minister for Foreign Affairs and of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

¹ Vol. XCII, page 301; vol. XCVI, page 205; vol. C, page 259; vol. CIV, page 526; vol. CVII, page 528; vol. CXI, page 414; vol. CXVII, page 303; vol. CXXX, page 457; vol. CLVI, page 210; et vol. CLXXXI, page 389, de ce recueil.

² Vol. CVII, page 267; Vol. CXVII, page 327; Vol. CXXXIV, page 424; Vol. CXLVII, page 347; Vol. CLVI, page 218; Vol. CLXIV, page 384; and Vol. CLXXVII, page 403, of this Series.

No 2483. — ÉCHANGE DE NOTES ² ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT ÉGYPTIEN ÉTABLISSANT UN *MODUS VIVENDI* COMMERCIAL. LE CAIRE, LES 5 ET 7 JUIN 1930.

ECHANGE DE NOTES PROROGEANT JUSQU'AU 16 FÉVRIER 1939, AVEC CERTAINES MODIFICATIONS CONCERNANT L'APPLICATION AUX COLONIES, LES DISPOSITIONS DU « MODUS VIVENDI » SUSMENTIONNÉ. LE CAIRE, LES 14 ET 16 FÉVRIER 1938.

Enregistré le 4 juin 1938 à la demande du ministre des Affaires étrangères d'Égypte et du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

¹ Vol. XCII, page 301; Vol. XCVI, page 205; Vol. C, page 259; Vol. CIV, page 526; Vol. CVII, page 528; Vol. CXI, page 414; Vol. CXVII, page 303; Vol. CXXX, page 457; Vol. CLVI, page 210; and Vol. CLXXXI, page 389, of this Series.

² Vol. CVII, page 267; vol. CXVII, page 327; vol. CXXXIV, page 424; vol. CXLVII, page 347; vol. CLVI, page 218; vol. CLXIV, page 384; et vol. CLXXVII, page 403, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

BRITISH EMBASSY.

No. 45.
57/3/38.

CAIRO, *February 14th*, 1938.

SIR,

In Note No. 1 which Your Excellency was so good as to address to me on the 5th January last, you called my attention to the fact that the provisional Commercial Agreement concluded between the Egyptian Government and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland by the Notes dated the 5th June and the 7th June, 1930, and extended annually by subsequent exchanges of Notes would expire on the 16th February, 1938, and you suggested its prolongation until the 16th February, 1939, under the same conditions as those now obtaining.

2. Having brought Your Excellency's proposal to the knowledge of His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I am now authorised to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland agree to the suggested prolongation of the said provisional Agreement, subject however to the following modifications in the lists annexed to Your Excellency's Note under reference.

3. On the 1st April, 1937, Burma and Aden were separated from India and since that date have continued to accord to Egyptian goods treatment not less favourable than that accorded to goods of the most favoured foreign country. Burma should be added, therefore, after Southern Rhodesia in the list of countries giving reciprocal treatment and Aden (Colony and Protectorate) should be added to the top of the list of non-self-governing Colonies giving reciprocal treatment as in the similar cases of Gambia and Kenya. Two further necessary modifications of the list are the

I.

AMBASSADE
DE GRANDE-BRETAGNE.

N° 45.
57/3/38.

LE CAIRE, *le 14 février* 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Dans la note N° 1 que Votre Excellence a bien voulu m'adresser le 5 janvier dernier, vous avez attiré mon attention sur le fait que l'Accord commercial provisoire conclu entre le Gouvernement égyptien et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord par les notes en date du 5 et du 7 juin 1930, et prolongé annuellement par la suite au moyen d'échanges de notes, viendrait à expiration le 16 février 1938, et vous avez proposé de la prolonger jusqu'au 16 février 1939 dans les mêmes conditions que celles qui sont actuellement en vigueur.

2. Ayant porté la proposition de Votre Excellence à la connaissance du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, je suis maintenant autorisé à vous informer que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord accepte la prolongation proposée dudit accord provisoire, sous réserve toutefois des modifications suivantes à apporter aux listes annexées à la note susvisée de Votre Excellence.

3. Le 1^{er} avril 1937, la Birmanie et Aden ont été séparés de l'Inde et, depuis cette date, ont continué d'accorder aux marchandises égyptiennes un traitement qui n'est pas moins favorable que celui qui est accordé aux marchandises de la nation étrangère la plus favorisée. Il conviendrait donc d'ajouter la Birmanie, après la Rhodésie du Sud, dans la liste des pays qui accordent le traitement réciproque, et Aden (colonie et protectorat) au début de la liste des colonies non autonomes qui accordent le traitement réciproque, comme c'est le cas pour la Gambie et le Kénia. Deux autres

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

omission of Weihaiwei and the addition to the list of Islands of the Western Pacific of Tonga.

4. I have accordingly the honour to state that His Majesty's Government in the United Kingdom are prepared to regard the present Note and a Note from Your Excellency confirming the acceptance by the Egyptian Government of the proposed prolongation as constituting an Agreement between the two Governments which shall come into force immediately on the receipt of Your Excellency's note and shall remain in force until the 16th February, 1939, unless previously replaced by a treaty regulating definitely the commercial relations between the United Kingdom and Egypt.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my high consideration.

(*Sd.*) Miles W. LAMPSON,
Ambassador.

His Excellency
Abdel Fattah Yehia Pasha,
etc., etc., etc.,
Minister for Foreign Affairs,
Cairo.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
DIRECTION
DES AFFAIRES POLITIQUES
ET COMMERCIALES.
RELATIONS COMMERCIALES.

N^o 1.9/9.
36.

LE CAIRE, le 16 février 1938.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre de Votre Excellence N^o 45 (57/3/38) du 14 février 1938, ainsi conçue :

« In Note No. 1 which Your Excellency was so good as to address to me on the

modifications nécessaires à apporter à la liste consisteraient à omettre Weihaiwei et à ajouter Tonga à la liste des îles du Pacifique occidental.

4. En conséquence, j'ai l'honneur de déclarer que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni est disposé à considérer la présente note, ainsi qu'une note de Votre Excellence confirmant l'acceptation par le Gouvernement égyptien de la prolongation proposée, comme constituant un accord entre les deux gouvernements, qui entrera en vigueur dès réception de la note de Votre Excellence et restera applicable jusqu'au 16 février 1939, à moins qu'il n'ait été remplacé auparavant par un traité réglant définitivement les relations commerciales entre le Royaume-Uni et l'Égypte.

Je saisis cette occasion, etc.

(*Signé*) Miles W. LAMPSON.
Ambassadeur.

Son Excellence
Abdel Fattah Yehia Pacha,
etc., etc., etc.,
Ministre des Affaires étrangères,
Le Caire.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
DEPARTMENT
FOR POLITICAL AND COMMERCIAL
AFFAIRS.
COMMERCIAL RELATIONS.

No. 1.9/9.
36.

CAIRO, February 16th, 1938.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's letter No. 45 (57/3/38) of February 14th, 1938, which reads as follows :

“ In Note No. 1 which Your Excellency was so good as to address to me on the

5th January last, you called my attention to the fact that the provisional Commercial Agreement concluded between the Egyptian Government and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland by the Notes dated the 5th June and the 7th June, 1930, and extended annually by subsequent exchanges of Notes would expire on the 16th February, 1938, and you suggested its prolongation until the 16th February, 1939, under the same conditions as those now obtaining.

2. Having brought Your Excellency's proposal to the knowledge of His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I am now authorised to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland agree to the suggested prolongation of the said provisional Agreement, subject however to the following modifications in the lists annexed to Your Excellency's Note under reference.

3. On the 1st April, 1937, Burma and Aden were separated from India and since that date have continued to accord to Egyptian goods treatment not less favourable than that accorded to goods of the most favoured foreign country. Burma should be added, therefore, after Southern Rhodesia in the list of countries giving reciprocal treatment and Aden (Colony and Protectorate) should be added to the top of the list of non-self-governing Colonies giving reciprocal treatment as in the similar cases of Gambia and Kenya. Two further necessary modifications of the list are the omission of Weihaiwei and the addition to the list of Islands of the Western Pacific of Tonga.

4. I have accordingly the honour to state that His Majesty's Government in the United Kingdom are prepared to regard the present Note and a Note from Your Excellency confirming the acceptance by the Egyptian Government of the proposed prolongation as constituting an Agreement between the two Governments which shall come into force immediately on the receipt of Your Excellency's note and shall remain in force until the 16th February, 1939, unless previously replaced by a treaty regulating definitely the com-

5th January last, you called my attention to the fact that the provisional Commercial Agreement concluded between the Egyptian Government and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland by the Notes dated the 5th June and the 7th June, 1930, and extended annually by subsequent exchanges of Notes would expire on the 16th February, 1938, and you suggested its prolongation until the 16th February, 1939, under the same conditions as those now obtaining.

2. Having brought Your Excellency's proposal to the knowledge of His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I am now authorised to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland agree to the suggested prolongation of the said provisional Agreement, subject however to the following modifications in the lists annexed to Your Excellency's Note under reference.

3. On the 1st April, 1937, Burma and Aden were separated from India and since that date have continued to accord to Egyptian goods treatment not less favourable than that accorded to goods of the most favoured foreign country. Burma should be added, therefore, after Southern Rhodesia in the list of countries giving reciprocal treatment and Aden (Colony and Protectorate) should be added to the top of the list of non-self-governing Colonies giving reciprocal treatment as in the similar cases of Gambia and Kenya. Two further necessary modifications of the list are the omission of Weihaiwei and the addition to the list of Islands of the Western Pacific of Tonga.

4. I have accordingly the honour to state that His Majesty's Government in the United Kingdom are prepared to regard the present Note and a Note from Your Excellency confirming the acceptance by the Egyptian Government of the proposed prolongation as constituting an Agreement between the two Governments which shall come into force immediately on the receipt of Your Excellency's note and shall remain in force until the 16th February, 1939, unless previously replaced by a treaty regulating definitely the com-

mercial relations between the United Kingdom and Egypt.»

En réponse, je m'empresse de confirmer à Votre Excellence l'accord de mon gouvernement sur ce qui précède et je saisis l'occasion de vous renouveler, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

Le Ministre des Affaires étrangères,
(Signé) A. YEHA.

Son Excellence
Sir Miles Wedderburn Lampson,
G.C.M.G., C.B., M.V.O.,
Ambassadeur extraordinaire
et plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique.

mercial relations between the United Kingdom and Egypt.”

In reply, I beg to confirm to Your Excellency my Government's agreement with the above, and I avail myself of this opportunity, etc.

(Signed) A. YEHA,
Minister for Foreign Affairs.

His Excellency
Sir Miles Wedderburn Lampson,
G.C.M.G., C.B., M.V.O.,
His Britannic Majesty's
Ambassador Extraordinary
and Plenipotentiary

No 2560. — CONVENTION¹ INTERNATIONALE CONCERNANT LES STATISTIQUES ÉCONOMIQUES, ET PROTOCOLE. SIGNÉS A GENÈVE, LE 14 DÉCEMBRE 1928.

ADHÉSION

LITHUANIE 2 avril 1938.

No. 2560. — INTERNATIONAL CONVENTION¹ RELATING TO ECONOMIC STATISTICS, AND PROTOCOL. SIGNED AT GENEVA, DECEMBER 14TH, 1928.

ACCESSION.

LITHUANIA April 2nd, 1938.

¹ Vol. CX, page 171; vol. CXVII, page 330; vol. CXXII, page 366; vol. CXXVI, page 454; vol. CXXX, page 463; vol. CXXXIV, page 427; vol. CLVI, page 222; et vol. CLXXXI, page 392, de ce recueil.

¹ Vol. CX, page 171; Vol. CXVII, page 330; Vol. CXXII, page 366; Vol. CXXVI, page 454; Vol. CXXX, page 463; Vol. CXXXIV, page 427; Vol. CLVI, page 222; and Vol. CLXXXI, page 392, of this Series.

N° 2742. — TRAITÉ¹ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LE ROYAUME DE ROUMANIE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE. SIGNÉ A ŠTRBSKÉ PLESO, LE 27 JUIN 1930.

No. 2742. — TREATY¹ OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN THE KINGDOM OF ROUMANIA AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC. SIGNED AT ŠTRBSKÉ PLESO, JUNE 27TH, 1930.

ECHANGE DE NOTES² COMPORTANT UN ARRANGEMENT ADDITIONNEL AU TRAITÉ SUSMENTIONNÉ. BUCAREST, LE 4 JUILLET 1935.

EXCHANGE OF NOTES² CONSTITUTING AN ADDITIONAL AGREEMENT TO THE ABOVE-MENTIONED TREATY. BUCHAREST, JULY 4TH, 1935.

Enregistré le 31 janvier 1938 à la demande du chargé d'Affaires a. i. de la Légation de la République tchécoslovaque à Berne et de l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Roumanie près la Société des Nations.

Registered on January 31st, 1938, at the request of the Chargé d'Affaires a. i. of the Legation of the Czechoslovak Republic at Berne and of the Roumanian Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the League of Nations.

³ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

ROUMANIE.
MINISTÈRE ROYAL DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES.

N° 35-774.

BUCAREST, le 4 juillet 1935.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Vu la nécessité de développer le trafic touristique entre nos deux pays et tenant compte des suggestions présentées au cours des travaux du Conseil économique de la Petite Entente, j'ai l'honneur de vous proposer ce qui suit :

I. L'annexe A du Traité de commerce et de navigation entre le Royaume de Roumanie et la République tchécoslovaque, signé à Štrbské Pleso le 27 juin 1930 sera complétée de la manière suivante :

Remarque aux numéros 298, 299 et 300 du tarif douanier tchécoslovaque.

Les prospectus, affiches et brochures recommandant la visite des lieux tou-

I.

ROUMANIA.
ROYAL MINISTRY OF
FOREIGN AFFAIRS.

No. 35-774.

BUCHAREST, July 4th, 1935.

SIR,

In view of the necessity for developing tourist traffic between our two countries, and having regard to the suggestions put forward during the work of the Economic Council of the Little Entente, I have the honour to propose the following :

I. Annex A of the Treaty of Commerce and Navigation between the Kingdom of Roumania and the Czechoslovak Republic, signed at Štrbské Pleso on June 27th, 1930, shall be supplemented as follows :

Note to Nos. 298, 299 and 300 of the Czechoslovak Customs tariff.

Prospectuses, posters and pamphlets inviting visitors to touring and bathing

¹ Vol. CXIX, page 73 ; et vol. CLVI, page 231, de ce recueil.

² L'échange des ratifications a eu lieu à Prague, le 30 novembre 1937.

L'accord a été mis provisoirement en vigueur le 1^{er} mai 1936.

³ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Vol. CXIX, page 73 ; and Vol. CLVI, page 231, of this Series.

² The exchange of ratifications took place at Prague, November 30th, 1937.

The Agreement was put provisionally into force on May 1st, 1936.

³ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

ristiques ou balnéaires roumains ou faisant de la propagande en général pour le trafic des voyageurs (étrangers) en Roumanie, seront admis en franchise de droits de douane d'après le N° 647, quelle que soit l'étendue de la partie réservée aux annonces.

II. L'annexe B du même traité sera complétée comme suit :

ex 794 — les prospectus, affiches et brochures recommandant la visite des lieux touristiques et balnéaires tchécoslovaques ou faisant de la propagande en général pour le trafic des voyageurs (étrangers) en Tchécoslovaquie, seront admis en franchise de droits de douane, quelle que soit l'étendue de la partie réservée aux annonces.

III. Il est également entendu que les affiches, prospectus et catalogues des foires d'échantillons et des expositions ayant lieu sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, seront admis en franchise de droits de douane à leur importation sur le territoire de l'autre Partie.

IV. Cet accord fera partie intégrante du Traité de commerce et de navigation du 27 juin 1930. Il sera ratifié et entrera en vigueur quinze jours après l'échange des ratifications qui aura lieu à Praha.

Toutefois les deux gouvernements pourront s'entendre pour sa mise en vigueur anticipée.

Si le Gouvernement de la République tchécoslovaque est d'accord avec cette suggestion, je vous propose que cette lettre, ainsi que la réponse que vous voudrez bien me donner en termes similaires, constituent un engagement entre les deux gouvernements.

Veillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances de ma considération très distinguée.

*Le Ministre Sous-Secrétaire d'Etat,
(Signé) Savel RADULESCU, m. p.*

Monsieur Antoine Tomeš,
Chargé d'Affaires
de la République tchécoslovaque
à Bucarest.

resorts in Roumania or serving as general propaganda for (foreign) touring in Roumania shall be admitted free of Customs duty under No. 647, without regard to the space filled by advertisements.

II. Annex B of the same Treaty shall be supplemented as follows :

ex 794 — Prospectuses, posters and pamphlets inviting visitors to touring and bathing resorts in Czechoslovakia or serving as general propaganda for (foreign) touring in Czechoslovakia shall be admitted free of Customs duty, without regard to the space filled by advertisements.

III. It is also agreed that posters, prospectuses and catalogues of trade fairs and exhibitions held in the territory of either of the High Contracting Parties shall be admitted free of Customs duty on their importation into the territory of the other Party.

IV. This Agreement shall form an integral part of the Treaty of Commerce and Navigation of June 27th, 1930. It shall be ratified and shall come into force fifteen days after the exchange of ratifications, which shall take place in Prague.

The two Governments may, however, agree that it shall come into force at an earlier date.

If the Government of the Czechoslovak Republic agrees to this proposal, I would suggest that this letter and your reply in similar terms should constitute an undertaking between the two Governments.

I have the honour to be, etc.

*(Signed) Savel RADULESCU, m. p.,
Minister, Under-Secretary of State.*

Monsieur Antoine Tomeš
Chargé d'Affaires of the
Czechoslovak Republic,
Bucharest.

II.

LÉGATION DE LA RÉPUBLIQUE
TCHÉCOSLOVAQUE.
N° 1068/dûv/35.

BUCAREST, le 4 juillet 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de la lettre N° 35.774 en date du 4 juillet a. c. ainsi conçue :

« Vu la nécessité de développer le trafic touristique entre nos deux pays et tenant compte de suggestions présentées au cours des travaux du Conseil économique de la Petite Entente, j'ai l'honneur de vous proposer ce qui suit :

I. L'annexe A du Traité de commerce et de navigation entre le Royaume de Roumanie et la République tchécoslovaque, signé à Štrbské Pleso le 27 juin 1930 sera complétée de la manière suivante :

Remarque aux numéros 298, 299 et 300 du tarif douanier tchécoslovaque.

Les prospectus, affiches et brochures recommandant la visite des lieux touristiques ou balnéaires roumains ou faisant de la propagande en général pour le trafic des voyageurs (étrangers) en Roumanie, seront admis en franchise de droits de douane d'après le N° 647, quelle que soit l'étendue de la partie réservée aux annonces.

II. L'annexe B du même traité sera complétée comme suit :

ex 794 — les prospectus, affiches et brochures recommandant la visite des lieux touristiques et balnéaires tchécoslovaques ou faisant de la propagande en général pour le trafic des voyageurs (étrangers) en Tchécoslovaquie, seront admis en franchise de droits de douane, quelle que soit l'étendue de la partie réservée aux annonces.

III. Il est également entendu que les affiches, prospectus et catalogues des foires d'échantillons et des expositions

II.

LEGATION OF THE CZECHOSLOVAK
REPUBLIC.
No. 1068/dûv/35.

BUCHAREST, July 4th, 1935.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's letter No. 35.774, dated July 4th, 1935, which reads as follows :

" In view of the necessity for developing tourist traffic between our two countries, and having regard to the suggestions put forward during the work of the Economic Council of the Little Entente, I have the honour to propose the following :

I. Annex A of the Treaty of Commerce and Navigation, between the Kingdom of Roumania and the Czechoslovak Republic, signed at Štrbské Pleso on June 27th, 1930, shall be supplemented as follows :

Note to Nos. 298, 299 and 300 of the Czechoslovak Customs tariff.

Prospectuses, posters and pamphlets inviting visitors to touring and bathing resorts in Roumania or serving as general propaganda for (foreign) touring in Roumania shall be admitted free of Customs duty under No. 647, without regard to the space filled by advertisements.

II. Annex B of the same Treaty shall be supplemented as follows :

ex 794 — Prospectuses, posters and pamphlets inviting visitors to touring and bathing resorts in Czechoslovakia or serving as general propaganda for (foreign) touring in Czechoslovakia shall be admitted free of Customs duty, without regard to the space filled by advertisements.

III. It is also agreed that posters, prospectuses and catalogues of trade fairs and exhibitions held in the territory

ayant lieu sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, seront admis en franchise de droits de douane à leur importation sur le territoire de l'autre Partie.

IV. Cet accord fera partie intégrante du Traité de commerce et de navigation du 27 juin 1930. Il sera ratifié et entrera en vigueur quinze jours après l'échange des ratifications qui aura lieu à Praha.

Toutefois les deux gouvernements pourront s'entendre pour sa mise en vigueur anticipée.

Si le Gouvernement de la République tchécoslovaque est d'accord avec cette suggestion, je vous propose que cette lettre, ainsi que la réponse que vous voudrez bien me donner en termes similaires, constituent un engagement entre les deux gouvernements. »

En réponse à la lettre précitée j'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que le Gouvernement de la République tchécoslovaque est d'accord avec la proposition contenue dans ladite lettre et procédera à la réalisation des suggestions y énoncées de la même manière que le Gouvernement du Royaume de Roumanie.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma plus haute considération.

Le Chargé d'Affaires a. i.,
(Signé) Antonín TOMĚŠ, *m. p.*

A Son Excellence
Monsieur Savel Radulesco,
Sous-Secrétaire d'Etat
aux Affaires étrangères,
En ville.

Copie certifiée conforme :
Praha, le 10 janvier 1938.

D^r Jaroslav Papoušek,
Directeur des Archives.

Pour copie conforme :
Camil Dimitrescu.

of either of the High Contracting Parties shall be admitted free of Customs duty on their importation into the territory of the other Party.

IV. This Agreement shall form an integral part of the Treaty of Commerce and Navigation of June 27th, 1930. It shall be ratified and shall come into force fifteen days after the exchange of ratifications, which shall take place in Prague.

The two Governments may, however, agree that it shall come into force at an earlier date.

If the Government of the Czechoslovak Republic agrees to this proposal, I would suggest that this letter and your reply in similar terms should constitute an undertaking between the two Governments. ”

In reply to the letter quoted above, I have the honour to inform Your Excellency that the Government of the Czechoslovak Republic agrees to the proposal contained in that letter and will give effect to the suggestions made therein in the same manner as the Government of the Kingdom of Roumania.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Antonín TOMĚŠ, *m. p.*,
Chargé d'Affaires ad interim.

His Excellency
Monsieur Savel Radulesco,
Under-Secretary of State
for Foreign Affairs,
Bucharest.

No. 2945. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE GOVERNMENT OF SALVADOR IN REGARD TO COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. SAN SALVADOR, AUGUST 8TH, 1931.

Nº 2945. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT DU SALVADOR CONCERNANT LES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LES DEUX PAYS. SAN-SALVADOR, LE 8 AOUT 1931.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE PROLONGATION FOR EIGHTEEN MONTHS, AS FROM DECEMBER 16TH, 1937, OF THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. SAN SALVADOR, NOVEMBER 2ND AND 3RD, 1937.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A LA PROROGATION POUR DIX-HUIT MOIS, A PARTIR DU 16 DÉCEMBRE 1937, DE L'ACCORD SUSMENTIONNÉ. SAN-SALVADOR, LES 2 ET 3 NOVEMBRE 1937.

Registered on January 5th, 1938, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

Enregistré le 5 janvier 1938 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 70.

SAN SALVADOR, *November 2nd, 1937.*

EXCELLENCY,

With reference to the discussions which have taken place between Your Excellency's Ministry and this Legation I have the honour to enquire, under instructions from His Majesty's Government in the United Kingdom, whether the Government of the Republic of El Salvador now agrees to a renewal, in its present form, and for a period of eighteen months from December 16th next, of the Commercial *Modus Vivendi* in force between El Salvador and Great Britain and Northern Ireland.

2. I have the honour to suggest that this further renewal be effected by an exchange of

I.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.

Nº 70.

SAN-SALVADOR, *le 2 novembre 1937.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

Pour faire suite aux échanges de vues qui ont eu lieu entre le Ministère des Affaires étrangères du Salvador et la Légation de Grande-Bretagne, j'ai l'honneur, d'ordre du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, de vous demander si le Gouvernement de la République du Salvador est disposé à proroger, sous sa forme actuelle et pour une période de dix-huit mois à compter du 16 décembre prochain, le *Modus vivendi* commercial en vigueur entre le Salvador et la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord.

2. J'ai l'honneur de proposer que cette nouvelle prorogation s'effectue par un échange de

¹ Vol. CXXVIII, page 417; Vol. CXLII, page 381; Vol. CLX, page 401; Vol. CLXIV, page 390; and Vol. CLXXII, page 420, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ Vol. CXXVIII, page 417; vol. CXLII, page 381; vol. CLX, page 401; vol. CLXIV, page 390; et vol. CLXXII, page 420, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

Notes and to state that His Majesty's Government in the United Kingdom are prepared to regard the present Note and Your Excellency's reply, intimating agreement to the renewal, as constituting an Agreement which shall come into force on December 16th, 1937, and shall remain in force until June 15th, 1939.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest regard and esteem.

A. J. HILL,
Chargé d'Affaires ad interim.

His Excellency
Dr. Miguel Angel Araujo,
Minister for Foreign Affairs,
San Salvador.

notes et de déclarer que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni est disposé à considérer la présente note et la réponse de Votre Excellence portant acceptation de la prorogation comme constituant un accord qui prendra effet le 16 décembre 1937 et restera en vigueur jusqu'au 15 juin 1939.

Je saisis cette occasion, etc.

A. J. HILL,
Chargé d'Affaires par intérim.

Son Excellence
le D^r Miguel Angel Araujo,
Ministre des Affaires étrangères,
San-Salvador.

II.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

MINISTERIO DE RELACIONES EXTERIORES.

REPÚBLICA DE EL SALVADOR C. A.

Sección del Protocolo.

SP. 01151.

A 631 - D. 1611.

PALACIO NACIONAL. SAN SALVADOR, *noviembre 3 de 1937.*

HONORABLE SEÑOR,

Me es honroso referirme a la atenta nota de Vuestra Señoría número 70 de 2 de noviembre en curso, al manifestarle que mi Gobierno está de acuerdo en renovar por diez y ocho meses más el *Modus vivendi* comercial entre El Salvador y la Gran Bretaña e Irlanda Septentrional, en su forma actual, a partir del 16 de diciembre de 1937 hasta el 15 de junio de 1939.

En tal virtud, me es honroso manifestarle que mi Gobierno considera prorrogado por diez y ocho meses más el *modus vivendi* comercial de referencia con el intercambio de Notas sugerido por Vuestra Señoría, que lo constituye su Nota número 70 mencionada y la presente.

Válgome de esta oportunidad para renovar a Vuestra Señoría las seguridades de mi elevado aprecio y consideración.

A. R. AVILA.

Honorable Señor Don Arthur John Hill,
Encargado de Negocios ad-interim de la Gran Bretaña,
Presente.

¹ TRADUCTION.

MINISTÈRE DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES.
RÉPUBLIQUE DU SALVADOR A. C.
Section du Protocole.

SP. 01151.
A 631 - D. 1611.

PALAIS NATIONAL,
SAN-SALVADOR, le 3 novembre 1937.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

En réponse à votre note n° 70 du 2 novembre courant, j'ai l'honneur de vous faire savoir que mon gouvernement accepte de proroger, sous sa forme actuelle et pour une période de dix-huit mois s'étendant du 16 décembre 1937 au 15 juin 1939, le *Modus vivendi* commercial conclu entre le Salvador et la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord.

Dans ces conditions, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que mon gouvernement considère le *Modus vivendi* commercial en question comme prorogé de dix-huit mois par l'échange de notes que constituent, ainsi que vous le suggérez, votre note n° 70 susmentionnée et la présente note.

Je saisis cette occasion, etc.

A. R. AVILA.

Monsieur Arthur John Hill,
Chargé d'Affaires par intérim
de Grande-Bretagne,
San-Salvador.

¹ TRANSLATION.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.
REPUBLIC OF SALVADOR C. A.

Protocol Section.

S.P. 01151.
A 631 - D. 1611.

NATIONAL PALACE,
SAN SALVADOR, November 3rd, 1937.

SIR,

I have the honour to refer to your Note No. 70 of November 2nd of this year, and to inform you that my Government agrees to a renewal, in its present form, and for a period of eighteen months from December 16th, 1937, to June 15th, 1939, of the Commercial *Modus Vivendi* between El Salvador and Great Britain and Northern Ireland.

I have therefore the honour to inform you that my Government regards the Commercial *Modus Vivendi* in question as being extended for eighteen months by the interchange of Notes constituted, as you suggest, by your above-mentioned Note No. 70 and the present Note.

I avail myself of this opportunity, etc.

A. R. AVILA.

Arthur John Hill, Esq.,
Chargé d'Affaires *ad interim*
of Great Britain,
San Salvador.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N^o 3036. — ÉCHANGE DE NOTES ¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS AUTRICHIEN ET DANOIS COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A L'AUTORISATION DES REPRÉSENTANTS DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES A DÉLIVRER AUX AVIONS CIVILS, DANS DES CAS URGENTS, LES PERMIS NÉCESSAIRES DE SURVOL, ÉVENTUELLEMENT D'ATTERRISSAGE, SUR LEURS TERRITOIRES RESPECTIFS. COPENHAGUE, LE 14 AVRIL 1932, ET BERLIN, LE 5 AOUT 1932.

No. 3036. — EXCHANGE OF NOTES ¹ BETWEEN THE AUSTRIAN AND DANISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE AUTHORIZATION GIVEN TO DIPLOMATIC AND CONSULAR REPRESENTATIVES TO DELIVER TO CIVIL AIRCRAFT, IN URGENT CASES, THE NECESSARY LICENCES TO FLY OVER OR TO LAND ON EACH OTHER'S TERRITORIES. COPENHAGEN, APRIL 14TH, 1932, AND BERLIN, AUGUST 5TH, 1932.

ÉCHANGE DE NOTES RELATIF A L'ABROGATION DE L'ACCORD SUSMENTIONNÉ. STOCKHOLM, LE 24 NOVEMBRE 1937, ET COPENHAGUE, LE 12 JANVIER 1938.

EXCHANGE OF NOTES CONCERNING THE ABROGATION OF THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. STOCKHOLM, NOVEMBER 24TH, 1937, AND COPENHAGEN, JANUARY 12TH, 1938.

Enregistré le 17 janvier 1938 à la demande du délégué permanent du Danemark près la Société des Nations.

Registered on January 17th, 1938, at the request of the Permanent Delegate of Denmark to the League of Nations.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

I.

LÉGATION D'AUTRICHE.

AUSTRIAN LEGATION.

NOTE VERBALE

NOTE VERBALE.

En se conformant aux ordres reçus la Légation d'Autriche a l'honneur de faire savoir au Ministère royal des Affaires étrangères que le Gouvernement autrichien a adhéré, le 1^{er} juin 1937, à la Convention ³ internationale portant réglementation de la navigation aérienne, signée à Paris le 13 octobre 1919. Par conséquent les avions civils autrichiens se trouvent être admis, en vertu des articles 2 et 15 de cette convention à survoler le territoire danois et à y atterrir, naturellement à condition d'observer les stipulations de la convention et des lois et règlements danois émis en matière aéronautique, sans avoir besoin d'un permis spécial à cet

Acting on instructions, the Austrian Legation has the honour to inform the Royal Ministry of Foreign Affairs that on June 1st, 1937, the Austrian Government acceded to the International Convention ³ relating to the Regulation of Aerial Navigation, signed at Paris on October 13th, 1919. Consequently, under Articles 2 and 15 of the said Convention, Austrian civil aircraft have the right to fly over Danish territory and to land thereon, subject of course to compliance with the provisions of the Convention and of the Danish laws and regulations in the matter of aviation, without requiring a special permit for the purpose; in virtue of

¹ Vol. CXXXII, page 165, de ce recueil.

¹ Vol. CXXXII, page 165, of this Series.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

³ Vol. XI, page 173; vol. XXIV, page 174; vol. LIX, page 346; vol. LXIII, page 389; vol. LXXVIII, pages 438 et 441; vol. CXVII, page 54; vol. CXXXVIII, pages 418 et 427; vol. CXLII, page 340; vol. CLXIV, page 355, de ce recueil; et page 371 de ce volume.

³ Vol. XI, page 173; Vol. XXIV, page 175; Vol. LIX, page 346; Vol. LXIII, page 389; Vol. LXXVIII, pages 438 and 441; Vol. CXVII, page 54; Vol. CXXXVIII, pages 418 and 427; Vol. CXLII, page 340; Vol. CLXIV, page 355, of this Series; and page 371 of this Volume.

effet ; réciproquement les avions civils danois jouissent depuis la date susmentionnée d'un traitement analogue en Autriche.

Cet état de choses rend superflu l'Arrangement intervenu en 1932 entre l'Autriche et le Danemark (v. la Note verbale adressée par le Ministère royal des Affaires étrangères à la Légation d'Autriche à Berlin en date du 14 avril 1932 Ø P. I. Journal N° 93 D 33) concernant l'autorisation du Consulat général d'Autriche à Copenhague à délivrer des permis de survol et d'atterrissage à des avions civils possédant la nationalité danoise et allant se rendre en Autriche et, *vice versa*, de la Légation du Danemark à Vienne en ce qui concerne les avions autrichiens se rendant en Danemark.

D'ordre de son gouvernement, la Légation d'Autriche a l'honneur de prier le Ministère royal des Affaires étrangères de bien vouloir lui faire savoir s'il est d'accord à considérer comme résilié ledit arrangement à la suite des circonstances qui viennent d'être exposées.

STOCKHOLM, le 24 novembre 1937.

Au Ministère royal
des Affaires étrangères,
à Copenhague.

Pour copie conforme :

Copenhague, le 12 janvier 1938.

*Pour le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères,*
S. P. Duurloo.

II.

UDENRIGSMINISTERIET.

Ministère des Affaires étrangères.

Ø P. I. Journal N° 93. D. 33.

NOTE VERBALE

En réponse à la note verbale de la Légation d'Autriche N° 1648/A, en date du 24 novembre dernier, le Ministère des Affaires étrangères a l'honneur de faire savoir à la Légation que l'Autriche ayant adhéré à la Convention internationale portant réglementation de la navigation aérienne, signée à Paris le 13 octobre 1919, le Gouvernement danois est d'accord avec le

reciprocity, Danish civil aircraft have been entitled since the above-mentioned date to like treatment in Austria.

This state of affairs renders superfluous the Agreement concluded in 1932 between Austria and Denmark (see Note Verbale from the Royal Ministry of Foreign Affairs to the Austrian Legation at Berlin, dated April 14th, 1932, Ø P. I. Journal No. 93 D 33) regarding the authorisation given to the Austrian General Consulate at Copenhagen to issue permits for flying over and landing on Austrian territory to Danish civil aircraft and, similarly, to the Danish Legation at Vienna in the case of Austrian aircraft proceeding to Denmark.

Acting on instructions from its Government, the Austrian Legation has the honour to request the Royal Ministry of Foreign Affairs to be so good as to inform it whether it agrees to regard the above-mentioned Agreement as having been cancelled by reason of the foregoing circumstances.

STOCKHOLM, November 24th, 1937.

The Royal Ministry of Foreign Affairs,
Copenhagen.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

Ø P. I. Journal No. 93. D. 33.

NOTE VERBALE.

In reply to the Note Verbale of the Austrian Legation, No. 1648/A, dated November 24th, 1937, the Ministry of Foreign Affairs has the honour to inform the Legation that since Austria has acceded to the International Convention relating to the Regulation of Aerial Navigation, signed at Paris on October 13th, 1919, the Danish Government is prepared, in agreement

Gouvernement autrichien pour considérer comme abrogé l'Arrangement dano-autrichien de 1932 en vertu duquel l'autorisation avait été accordée au Consulat général d'Autriche à Copenhague de délivrer des permis de survol et d'atterrissage à des propriétaires d'aéroplanes civils possédant la nationalité danoise et devant se rendre en Autriche et, réciproquement, à la Légation de Danemark à Vienne de délivrer des permis similaires en ce qui concerne les avions autrichiens se rendant au Danemark.

COPENHAGUE, le 12 janvier 1938.

A la Légation d'Autriche.

Pour copie conforme :

Copenhague, le 12 janvier 1938.

p. le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères,
S. P. Duurloo.

with the Austrian Government, to regard as cancelled the Danish-Austrian Agreement of 1932, under which authorisation had been given to the Austrian General Consulate at Copenhagen to issue permits for flying over and landing on Austrian territory to owners of civil aircraft of Danish nationality and, in virtue of reciprocity, to the Danish Legation at Vienna to issue similar permits in the case of Austrian aircraft proceeding to Denmark.

COPENHAGEN, January 12th, 1938.

The Austrian Legation.

N^o 3119. — CONVENTION¹ INTERNATIONALE SUR LES LIGNES DE CHARGE. SIGNÉE A LONDRES, LE 5 JUILLET 1930.

ADHÉSION

BRÉSIL 31 décembre 1937.

(Avec effet à partir du 31 mars 1938.)

Enregistrée le 1^{er} avril 1938 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

No. 3119. — INTERNATIONAL LOAD LINE CONVENTION¹. SIGNED AT LONDON, JULY 5TH, 1930.

ACCESSION.

BRAZIL December 31st, 1937.

(With effect as from March 31st, 1938.)

Registered on April 1st, 1938, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

¹ Vol. CXXXV, page 301; vol. CXLII, page 392; vol. CXLVII, page 354; vol. CLII, page 313; vol. CLVI, page 256; vol. CLX, page 417; vol. CLXIV, page 393; et vol. CLXXII, page 423, de ce recueil.

¹ Vol. CXXXV, page 301; Vol. CXLII, page 392; Vol. CXLVII, page 354; Vol. CLII, page 313; Vol. CLVI, page 256; Vol. CLX, page 417; Vol. CLXIV, page 393; and Vol. CLXXII, page 423, of this Series.

N^o 3127. — CONVENTION¹ INTERNATIONALE POUR LA SAUVEGARDE DE LA VIE HUMAINE EN MER. SIGNÉE A LONDRES, LE 31 MAI 1929.

No. 3127. — INTERNATIONAL CONVENTION¹ FOR THE SAFETY OF LIFE AT SEA. SIGNED AT LONDON, MAY 31ST, 1929.

ADHÉSION

GRÈCE 20 février 1938.
(Effective à partir du 20 mai 1938.)

Enregistrée le 13 mai 1938 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

ACCESSION.

GREECE February 20th, 1938.
(Effective as from May 20th, 1938.)

Registered on May 13th, 1938, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs.

N^o 3145. — CONVENTION² POUR L'UNIFICATION DE CERTAINES RÈGLES RELATIVES AU TRANSPORT AÉRIEN INTERNATIONAL, ET PROTOCOLE ADDITIONNEL. SIGNÉS A VARSOVIE, LE 12 OCTOBRE 1929.

No. 3145. — CONVENTION² FOR THE UNIFICATION OF CERTAIN RULES RELATING TO INTERNATIONAL CARRIAGE BY AIR, AND ADDITIONAL PROTOCOL. SIGNED AT WARSAW, OCTOBER 12TH, 1929.

ADHÉSIONS

TRANSJORDANIE ... 17 décembre 1937.

Enregistrée le 26 janvier 1938 à la demande du délégué permanent de la Pologne près la Société des Nations.

ACCESSIONS.

TRANSJORDAN ... December 17th, 1937.

Registered on January 26th, 1938, at the request of the Permanent Delegate of Poland to the League of Nations.

¹ Vol. CXXXVI, page 81; vol. CXLII, page 393; vol. CXLVII, page 354; vol. CLVI, page 257; vol. CLX, page 417; vol. CLXIV, page 394; vol. CLXXII, page 423; et vol. CLXXVII, page 420, de ce recueil.

² Vol. CXXXVII, page 11; vol. CXLII, page 393; vol. CXLVII, page 355; vol. CLVI, page 258; vol. CLX, page 418; vol. CLXIV, page 395; vol. CLXXII, page 425; vol. CLXXVII, page 420; et vol. CLXXXI, page 397, de ce recueil.

¹ Vol. CXXXVI, page 81; Vol. CXLII, page 393; Vol. CXLVII, page 354; Vol. CLVI, page 257; Vol. CLX, page 417; Vol. CLXIV, page 394; Vol. CLXXII, page 423; and Vol. CLXXVII, page 420, of this Series.

² Vol. CXXXVII, page 11; Vol. CXLII, page 393; Vol. CXLVII, page 355; Vol. CLVI, page 258; Vol. CLX, page 418; Vol. CLXIV, page 395; Vol. CLXXII, page 425; Vol. CLXXVII, page 420; and Vol. CLXXXI, page 397, of this Series.

BIRMANIE et COLONIE
D'ADEN 24 février 1938.

*Enregistrée le 29 mars 1938 à la demande du
délégué permanent de la Pologne près la
Société des Nations.*

RATIFICATION

Déposée à Varsovie :

GRÈCE 11 janvier 1938.

*Enregistrée le 4 février 1938 à la demande du
délégué permanent de la Pologne près la
Société des Nations.*

BURMA and COLONY'
OF ADEN February 24th, 1938.

*Registered on March 29th, 1938, at the request
of the Permanent Delegate of Poland to the
League of Nations.*

RATIFICATION.

Deposited in Warsaw :

GREECE January 11th, 1938.

*Registered on February 4th, 1938, at the request
of the Permanent Delegate of Poland to the
League of Nations.*

No 3185. — CONVENTION¹ SUR LE
RÉGIME FISCAL DES VÉHICULES AU-
TOMOBILES ÉTRANGERS. SIGNÉE A
GENÈVE, LE 30 MARS 1931.

ADHÉSIONS

KÉNIA (colonie et protectorat)	} 3 mai 1938.
OUGANDA	
NYASSALAND	
TERRITOIRE DU TANGANYIKA	
ZANZIBAR	
RHODÉSIE DU NORD	

No. 3185. — CONVENTION¹ ON THE
TAXATION OF FOREIGN MOTOR VEHI-
CLES. SIGNED AT GENEVA, MARCH
30TH, 1931.

ACCESSIONS.

KENYA (Colony and Protectorate)	} May 3rd, 1938.
UGANDA	
NYASALAND	
TANGANYIKA TERRITORY	
ZANZIBAR	
NORTHERN RHODESIA	

¹ Vol. CXXXVIII, page 149; vol. CXLII, page 393; vol. CXLVII, page 356; vol. CLVI, page 260; vol. CLX, page 418; vol. CLXIV, page 403; vol. CLXXII, page 426; et vol. CLXXXI, page 397, de ce recueil.

¹ Vol. CXXXVIII, page 149; Vol. CXLII, page 393; Vol. CXLVII, page 356; Vol. CLVI, page 260; Vol. CLX, page 418; Vol. CLXIV, page 403; Vol. CLXXII, page 426; and Vol. CLXXXI, page 397, of this Series.

TEXTE GREC. — GREEK TEXT.

No. 3194. — TREATY¹ OF EXTRADITION BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND GREECE. SIGNED AT ATHENS, MAY 6TH, 1931.

Νο 3194. — ΣΥΝΘΗΚΗ¹ ΕΚΔΟΣΕΩΣ ΕΓΚΛΗΜΑΤΙΩΝ ΜΕΤΑΞΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ ΚΑΙ ΤΩΝ ΗΝΩΜΕΝΩΝ ΠΟΛΙΤΕΙΩΝ ΤΗΣ ΑΜΕΡΙΚΗΣ, ΥΠΟΓΡΑΦΕΙΣΑ ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ, ΤΗΝ 6^{ην} ΜΑΙΟΥ, 1931.

PROTOCOL RELATING TO THE INTERPRETATION OF ARTICLE I OF THE ABOVE-MENTIONED TREATY. SIGNED AT ATHENS, SEPTEMBER 2ND, 1937.

Πρωτόκολλον σχετικόν με τήν ἑρμηνείαν τοῦ ἄρθρου I τῆς ἀνωτέρω ἀναφερομένης Συνθήκης. Ὑπογραφέν ἐν Ἀθήναις, τὴν 2^{αν} Σεπτεμβρίου, 1937.

Registered on March 29th, 1938, at the request of the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne.

Enregistré le 29 mars 1938 à la demande de l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne.

Whereas a difference has arisen between the Government of the United States of America and the Government of Greece with respect to the proper interpretation of Article I of the Treaty of Extradition concluded on May 6th, 1931, between the United States and Greece, and in particular, with respect to the final clause of such Article which reads as follows :

Ἐπειδὴ ἠγέρθη διαφωνία μεταξύ τῆς Κυβερνήσεως τῶν Ἠνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς καὶ τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως ὅσον ἀφορᾷ τὴν ἀληθῆ ἑρμηνείαν τοῦ ἄρθρου I τῆς Συνθήκης Ἐκδόσεως τῆς συνομολογηθείσης τῇ 6^ῃ Μαΐου 1931 μεταξύ τῶν Ἠνωμένων Πολιτειῶν καὶ τῆς Ἑλλάδος καὶ εἰδικώτερον ὅσον ἀφορᾷ τὴν τελευταίαν διάταξιν τοῦ ὡς ἂν ἄρθρου ἧτις ἔχει ὡς ἑξῆς :

“ Provided That such surrender shall take place only upon such evidence of criminality as according to the laws of the place where the fugitive or person so charged shall be found, would justify his apprehension and commitment for trial if the crime or offense had been there committed. ”

„Ἡ ἔκδοσις ἐν τούτοις δέν δύναται νά πραγματοποιηθῆ παρά ἐφ'ὅσον κατὰ τοὺς νόμους τῆς χώρας εἰς ἣν ἀνεκαλύφθη ὁ διωκόμενος ὑφίστανται ἀρκετά ἀποδείξεις ἐνοχῆς δικαιολογοῦσαι τὴν σύλληψιν καὶ τὴν εἰς δίκην παραπομπὴν αὐτοῦ εἰς τὴν περίπτωσιν καθ'ἣν τό ἔγκλημα ἢ πλημμέλημα διεπράττετο ἐντός τῶν ὁρίων τῆς χώρας ταύτης.”

Whereas it is desirable that such differences should be resolved, it is agreed as follows :

Ἐπειδὴ εἶναι ἐκταῖον ὅπως, τοιαῦται διαφωνίαι διευθετῶνται, συμφωνοῦνται τά ἀκόλουθα :

The final clause of Article I of the Treaty of Extradition concluded on May 6th, 1931, between the United States

Ἡ τελευταία διάταξις τοῦ ἄρθρου I τῆς συναφθείσης τῇ 6^ῃ Μαΐου 1931 μεταξύ τῶν Ἠνωμένων Πολιτειῶν καὶ τῆς Ἑλλάδος Συν-

¹ Vol. CXXXVIII, page 293, of this Series.

¹ Vol. CXXXVIII, page 293, de ce recueil.

and Greece, shall, from and after this date, be understood to mean that the court or magistrate considering the request for extradition shall examine only into the question of the sufficiency of the evidence submitted by the demanding Government to justify the apprehension and commitment for trial of the person charged; or in other words, whether the evidence discloses probable cause for believing in the guilt of the person charged. It is further understood that the quoted treaty provisions do not signify that the court or magistrate is authorized to determine the question of the guilt or innocence of the person charged.

In faith whereof the undersigned Plenipotentiaries have signed the present Protocol and affixed thereto their respective seals.

Done in duplicate at Athens, Greece, the 2nd day of September, 1937.

(Seal) Harold SHANTZ.
(Seal) N. MAVROUDIS.

θήκης εκδόσεως, θά θεωρηθῆ ἀπό σήμερον καί ἐφεξῆς ὡς ἔχουσα τήν ἔννοιαν ὅτι δικαστήριον ἢ δικαστικός ὑπάλληλος ἐξετάζων αἰτήσιν ἐκδόσεως θά κρίνῃ μόνον περὶ τοῦ ζητήματος τῆς ἐπαρκείας τῶν ἀποδείξεων κατηγορίας ὑποβληθειῶν ὑπὸ τῆς ἐκζητούσης Κυβερνήσεως ὅπως δικαιολογήσῃ τήν σύλληψιν καί παραπομπήν εἰς δίκην τοῦ κατηγορουμένου, ἢ, ἐν ἄλλαις λέξεσι, κατὰ πόσον αἱ ὑποβληθεῖσαι ἀποδείξεις παρέχουσι πιθανότητα ἐνοχῆς τοῦ κατηγορουμένου. Ἐννοεῖται περαιτέρω ὅτι αἱ διατάξεις τῆς προμνησθείσης Συνθήκης δέν ἔχουσι τήν ἔννοιαν ὅτι Δικαστήριον ἢ δικαστικός ὑπάλληλος δύναται νά λύσῃ τὸ ζήτημα τῆς ἐνοχῆς ἢ ἀθωότητος τοῦ κατηγορουμένου.

Εἰς πίστῳσιν τούτων οἱ κάτωθι ἀπογεγραμμένοι πληρεξούσιοι ὑπέγραψαν τὸ παρὸν πρωτόκολλον καί ἐπέθεσαν τὰς ἑαυτῶν σφραγίδας.

Ἐγένετο εἰς διπλοῦν ἐν Ἀθήναις τῇ 2ᾷ Σεπτεμβρίου 1937.

(Seal) Harold SHANTZ.
(Seal) N. MAVROUDIS.

Certified to be a true and complete textual copy of the original Protocol in all the languages in which it was signed.

For the Secretary of State
of the United States of America :

Edward Yardley,
Chief Clerk
and Administrative Assistant.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3194. — TRAITÉ D'EXTRADITION ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA GRÈCE. SIGNÉ A ATHÈNES, LE 6 MAI 1931.

PROCOLE RELATIF A L'INTERPRÉTATION DE L'ARTICLE PREMIER DU TRAITÉ SUSMENTIONNÉ,
SIGNÉ A ATHÈNES, LE 2 SEPTEMBRE 1937.

Attendu que des divergences ont surgi entre le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement hellénique au sujet de l'interprétation exacte de l'article premier du Traité d'extradition conclu, le 6 mai 1931, entre les Etats-Unis d'Amérique et la Grèce et, en particulier, au sujet de la dernière clause dudit article, qui porte :

« Cette extradition ne pourra toutefois avoir lieu que s'il existe des preuves de culpabilité suffisantes, selon la législation du lieu où le fugitif ou l'inculpé aura été découvert, pour motiver son arrestation et sa mise en jugement au cas où le crime ou délit aurait été commis dans ledit pays. »

Attendu qu'il est désirable de régler ces divergences, il est convenu ce qui suit :

A dater de ce jour, la dernière clause de l'article premier du Traité d'extradition conclu, le 6 mai 1931, entre les Etats-Unis d'Amérique et la Grèce sera considérée comme signifiant que le tribunal ou le magistrat statuant sur la demande d'extradition examinera uniquement la question de savoir si les preuves fournies par le gouvernement requérant sont suffisantes pour motiver l'arrestation et la mise en jugement de l'inculpé ; ou, en d'autres termes, si les preuves révèlent des raisons probables de croire à la culpabilité de la personne inculpée. Il est, en outre, entendu que la clause citée du traité ne signifie pas que le tribunal ou le magistrat est autorisé à trancher la question de la culpabilité ou de l'innocence de l'inculpé.

En foi de quoi, les plénipotentiaires soussignés ont revêtu le présent protocole de leur signature et y ont apposé leur sceau.

Fait en double exemplaire à Athènes, Grèce, le 2 septembre 1937.

(Sceau) Harold SHANTZ.

(Sceau) N. MAVROUDIS.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N^o 3219. — CONVENTION ¹ POUR LIMITER LA FABRICATION ET RÉGLEMENTER LA DISTRIBUTION DES STUPÉFIANTS, ET PROTOCOLE DE SIGNATURE. SIGNÉS A GENÈVE, LE 13 JUILLET 1931.

ADHÉSION

UNION SUD-AFRICAINE ... 4 janvier 1938.

No. 3219. — CONVENTION ¹ FOR LIMITING THE MANUFACTURE AND REGULATING THE DISTRIBUTION OF NARCOTIC DRUGS, AND PROTOCOL OF SIGNATURE. SIGNED AT GENEVA, JULY 13TH, 1931.

ACCESSION.

UNION OF SOUTH AFRICA January 4th, 1938.

N^o 3459. — CONVENTION ² SUR L'UNIFICATION DE LA SIGNALISATION ROUTIÈRE, AVEC ANNEXE. SIGNÉE A GENÈVE, LE 30 MARS 1931.

ADHÉSION

SUÈDE 25 février 1938.

No. 3459. — CONVENTION ² CONCERNING THE UNIFICATION OF ROAD SIGNALS, WITH ANNEX. SIGNED AT GENEVA, MARCH 30TH, 1931.

ACCESSION.

SWEDEN February 25th, 1938.

N^o 3476. — CONVENTION ³ INTERNATIONALE RELATIVE A LA RÉPRESSION DE LA TRAITE DES FEMMES MAJEURES. SIGNÉE A GENÈVE, LE 11 OCTOBRE 1933.

ADHÉSIONS

MEXIQUE 3 mai 1938.
IRLANDE 25 mai 1938.
BRÉSIL 24 juin 1938.

No. 3476. — INTERNATIONAL CONVENTION ³ FOR THE SUPPRESSION OF THE TRAFFIC IN WOMEN OF FULL AGE. SIGNED AT GENEVA, OCTOBER 11TH, 1933.

ACCESSIONS.

MEXICO May 3rd, 1938.
IRELAND May 25th, 1938.
BRAZIL June 24th, 1938.

¹ Vol. CXXXIX, page 301; vol. CXLVII, page 361; vol. CLII, page 344; vol. CLVI, page 268; vol. CLX, page 419; vol. CLXIV, page 407; vol. CLXVIII, page 234; vol. CLXXII, page 426; et vol. CLXXXI, page 398, de ce recueil.

² Vol. CL, page 247; vol. CLX, page 439; vol. CLXIV, page 421; vol. CLXXII, page 426; et vol. CLXXVII, page 462, de ce recueil.

³ Vol. CL, page 431; vol. CLX, page 439; vol. CLXIV, page 421; vol. CLXVIII, page 239; vol. CLXXII, page 427; vol. CLXXVII, page 464; et vol. CLXXXI, page 423, de ce recueil.

¹ Vol. CXXXIX, page 301; Vol. CXLVII, page 361; Vol. CLII, page 344; Vol. CLVI, page 268; Vol. CLX, page 419; Vol. CLXIV, page 407; Vol. CLXVIII, page 234; Vol. CLXXII, page 426; and Vol. CLXXXI, page 398, of this Series.

² Vol. CL, page 247; Vol. CLX, page 439; Vol. CLXIV, page 421; Vol. CLXXII, page 426; and Vol. CLXXVII, page 463, of this Series.

³ Vol. CL, page 431; Vol. CLX, page 439; Vol. CLXIV, page 421; Vol. CLXVIII, page 239; Vol. CLXXII, page 427; Vol. CLXXVII, page 464; and Vol. CLXXXI, page 423, of this Series.

N^o 3479. — CONVENTION¹ INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS, ET RÉGLEMENTS Y ANNEXÉS. SIGNÉS A MADRID, LE 9 DÉCEMBRE 1932.

RATIFICATIONS

Enregistrées les 19 février, 6 et 30 avril 1938, à la demande du ministre des Affaires étrangères d'Espagne.

Pays	Convention Date du dépôt de la ratification	Règlement télégraphique Date de l'approbation	Règlements des radiocommunications	
			Règlement général Date de l'approbation	Règlement additionnel Date de l'approbation
BRÉSIL . . .	21 janvier 1938	21 janvier 1938 ²	21 janvier 1938 ²	21 janvier 1938
NORVÈGE . . .	—	—	2 mars 1938	2 mars 1938
CUBA . . .	13 avril 1938	—	13 avril 1938	13 avril 1938

¹ Vol. CLI ; vol. CLVI, page 323 ; vol. CLX, page 440 ; vol. CLXIV, page 431 ; et vol. CLXXXI, page 423, de ce recueil.

² Y compris le protocole final.

No. 3479. — INTERNATIONAL TELECOMMUNICATION CONVENTION¹, AND REGULATIONS ANNEXED THERETO. SIGNED AT MADRID, DECEMBER 9TH, 1932.

RATIFICATIONS

Registered on February 19th and April 6th and 30th, 1938, at the request of the Spanish Minister for Foreign Affairs.

Country	Convention Date of deposit of the ratification	Telegraph Regulations Date of approval	Radiocommunications Regulations	
			General Regulations Date of approval	Additional Regulations Date of Approval
BRAZIL . . .	January 21st, 1938	January 21st, 1938 ²	January 21st, 1938 ²	January 21st, 1938
NORWAY . . .	—	—	March 2nd, 1938	March 2nd, 1938
CUBA . . .	April 13th, 1938	—	April 13th, 1938	April 13th, 1938

¹ Vol. CLI ; Vol. CLVI, page 323 ; Vol. CLX, page 441 ; Vol. CLXIV, page 431 ; and Vol. CLXXXI, page 423, of this Series.

² Including the Final Protocol.

No. 3566. — CONVENTION¹ REGARDING COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN INDIA AND JAPAN, AND PROTOCOL. SIGNED AT LONDON, JULY 12TH, 1934.

PROTOCOL REGARDING COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN INDIA AND JAPAN, REPLACING THE PROTOCOL ANNEXED TO THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. SIGNED AT LONDON, OCTOBER 12TH, 1937.

Registered on January 5th, 1938, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

Whereas the Protocol regarding the importation of Japanese cotton piece-goods into India, signed in London on the 12th day of July, 1934, ceased to be in force as from the 31st day of March, 1937; and

Whereas it is desired to conclude a new Protocol regarding this matter;

The undersigned, being duly authorised to that effect, have agreed as follows:

Article 1.

For the purposes of the present Protocol:

The expression "cotton year" means a year beginning on the 1st day of January;

The expression "cotton piece-goods year" means a year beginning on the 1st day of April;

A cotton piece-goods year and the cotton year in which that cotton piece-goods year begins are referred to as "corresponding"; and

The expression "yard" means a linear yard.

N° 3566. — CONVENTION¹ CONCERNANT LES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE L'INDE ET LE JAPON, ET PROTOCOLE. SIGNÉS A LONDRES, LE 12 JUILLET 1934.

PROTOCOLE RELATIF AUX RELATIONS COMMERCIALES ENTRE L'INDE ET LE JAPON, REMPLAÇANT LE PROTOCOLE ANNEXÉ A LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. SIGNÉ A LONDRES, LE 12 OCTOBRE 1937.

Enregistré le 5 janvier 1938 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

Considérant que le Protocole concernant l'importation dans l'Inde de cotonnades japonaises, signé à Londres le 12 juillet 1934, a cessé d'être en vigueur à dater du 31 mars 1937; et

Considérant que les deux pays désirent conclure un nouveau protocole relatif à cette question;

Les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus de ce qui suit:

Article premier.

Aux fins du présent protocole:

L'expression « année cotonnière » signifie une année commençant le 1^{er} janvier;

L'expression « année de cotonnades » signifie une année commençant le 1^{er} avril;

L'année de cotonnades et l'année cotonnière au cours de laquelle commence ladite année de cotonnades sont dites « correspondantes »; et

L'expression « yard » se rapporte au yard linéaire.

¹ Vol. CLV, page 31, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ Vol. CLV, page 31, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

Article 2.

The Customs duties to be imposed on importation into India of cotton piece-goods manufactured in Japan shall not exceed the following rates :

(a) Plain greys—50 per centum *ad valorem* or 5 $\frac{1}{4}$ annas per pound, whichever is higher ;

(b) Others—50 per centum *ad valorem*.

If hereafter the Government of India should decide to impose a specific duty on cotton piece-goods other than plain greys, it will not impose on such piece-goods, being the manufacture of Japan, a specific duty exceeding 5 $\frac{1}{4}$ annas per pound.

Article 3.

(1) If in any cotton year 1 million bales of raw cotton are exported from India to Japan the quantity of cotton piece-goods which may be exported from Japan to India in the corresponding cotton piece-goods year shall be a basic allotment of 283 million yards.

(2) If the exports of raw cotton from India to Japan in any cotton year are less than 1 million bales, the allotment of cotton piece-goods for the corresponding cotton piece-goods year shall be the basic allotment diminished by 2 million yards for every 10,000 bales of the deficit or for any residual quantity thereof exceeding 5,000 bales.

(3) If the exports of raw cotton from India to Japan in any cotton year exceed 1 million bales, the allotment of cotton piece-goods for the corresponding cotton piece-goods year shall be the basic allotment increased by 1 $\frac{1}{2}$ million yards for every 10,000 bales of the excess or for any residual quantity thereof exceeding 5,000 bales ;

Provided that the allotment of cotton piece-goods shall not in any case exceed 358 million yards for any cotton piece-goods year.

(4) If the exports of raw cotton from India to Japan in any one cotton year exceed 1 $\frac{1}{2}$ million bales, the excess shall be added to the quantity of raw cotton exported from India to Japan in the immediately following cotton year for the purpose of determining the allotment of

Article 2.

Les droits de douane frappant, à leur importation dans l'Inde, les cotonnades fabriquées au Japon n'excéderont pas les taux suivants :

a) Tissus écrus courants, 50 % *ad valorem* ou 5 $\frac{1}{4}$ annas par livre anglaise, le montant le plus élevé étant appliqué ;

b) Autres tissus, 50 % *ad valorem*.

Si, par la suite, le Gouvernement de l'Inde décide de frapper d'un droit spécifique les cotonnades autres que les tissus écrus courants, il ne frappera pas ces cotonnades, si elles sont fabriquées au Japon, d'un droit spécifique supérieur à 5 $\frac{1}{4}$ annas par livre anglaise.

Article 3.

1. Si, au cours d'une année cotonnière, un million de balles de coton brut sont exportées de l'Inde au Japon, l'exportation autorisée de cotonnades du Japon à destination de l'Inde au cours de l'année de cotonnades correspondante, comportera un contingent de base de 283 millions de yards.

2. Si les exportations de coton brut de l'Inde à destination du Japon au cours d'une année cotonnière n'atteignent pas un million de balles, le contingent de cotonnades pour l'année de cotonnades correspondante sera égal au contingent de base diminué de 2 millions de yards pour chaque tranche de 10.000 balles du déficit ou pour la fraction restante de ce déficit si elle est supérieure à 5.000 balles.

3. Si les exportations de coton brut de l'Inde à destination du Japon au cours d'une année cotonnière dépassent un million de balles, le contingent de cotonnades alloué pour l'année de cotonnades correspondante sera égal au contingent de base augmenté d'un million et demi de yards pour chaque tranche de 10.000 balles de l'excédent ou pour la fraction restante de l'excédent si elle est supérieure à 5.000 balles.

Il est entendu que le contingent de cotonnades ne dépassera en aucun cas 358 millions de yards par année de cotonnades.

4. Si les exportations de coton brut de l'Inde à destination du Japon, au cours d'une année cotonnière, dépassent un million et demi de balles, l'excédent sera ajouté à la quantité de coton brut exportée de l'Inde à destination du Japon au cours de l'année cotonnière suivante

cotton piece-goods for the cotton piece-goods year corresponding to such following cotton year.

(5) For the purpose of the calculations under the present Article any raw cotton which has been imported into Japan and then exported shall be excluded.

Article 4.

(1) The allotment of cotton piece-goods which may be exported from Japan to India during the first half of any cotton piece-goods year shall be 179 million yards ;

Provided that if in the first half of any cotton piece-goods year the exports of cotton piece-goods from Japan to India exceed the allotment for the whole of that cotton piece-goods year, the allotment for the first half of the following cotton piece-goods year shall be 179 million yards less such excess.

(2) The allotment of cotton piece-goods which may be exported from Japan to India during the second half of any cotton piece-goods year shall be the annual allotment for that year less 179 million yards ;

Provided that if the quantity exported from Japan to India in the first half of any cotton piece-goods year is less than 179 million yards as increased or diminished under Article 5, the allotment for the second half of that cotton piece-goods year shall include the quantity of the deficit up to a quantity not exceeding 25 million yards.

(3) For the purposes of the calculations under the present Article, and under Articles 5, 7 and 8, any cotton piece-goods which have been imported into India and then exported elsewhere than to Burma shall be excluded.

Article 5.

Notwithstanding anything hereinbefore contained :

(a) If less than the allotment for any cotton piece-goods year is exported from Japan to India in that year the quantity of the deficit up to a quantity not exceeding 25 million yards may be exported in the first half of the following cotton piece-

pour la détermination du contingent de cotonnades afférent à l'année de cotonnades correspondant à ladite année cotonnière suivante.

5. Pour les calculs prévus dans le présent article, le coton brut qui a été importé au Japon et ensuite exporté sera exclu.

Article 4.

1. Le contingent de cotonnades dont l'exportation du Japon dans l'Inde sera autorisée au cours de la première moitié de toute année de cotonnades sera égal à 179 millions de yards.

Il est toutefois entendu que si, dans la première moitié d'une année de cotonnades, les exportations de cotonnades du Japon dans l'Inde dépassent le contingent prévu pour la totalité de cette année de cotonnades, le contingent afférent à la première moitié de l'année de cotonnades suivante sera égal à 179 millions de yards, moins ledit excédent.

2. Le contingent de cotonnades dont l'exportation du Japon dans l'Inde sera autorisée au cours de la seconde moitié de toute année de cotonnades sera égal au contingent annuel afférent à cette année, diminué de 179 millions de yards.

Il est toutefois entendu que, si la quantité exportée du Japon dans l'Inde pendant la première moitié de toute année de cotonnades est inférieure à 179 millions de yards après l'augmentation ou la diminution prévue à l'article 5, le contingent afférent à la seconde moitié de ladite année de cotonnades comprendra la quantité déficitaire jusqu'à concurrence de 25 millions de yards au maximum.

3. Pour les calculs prévus au présent article, ainsi qu'aux articles 5, 7 et 8, il ne sera pas fait état des cotonnades importées dans l'Inde et ensuite exportées à destination de tout autre pays que la Birmanie.

Article 5.

Nonobstant toute stipulation ci-dessus mentionnée :

a) Si les exportations de cotonnades du Japon dans l'Inde au cours de toute année de cotonnades sont inférieures au contingent annuel prévu, la quantité déficitaire, jusqu'à concurrence de 25 millions de yards, pourra être exportée au cours de la pre-

goods year in addition to the allotment for that half-year ;

(b) A quantity not exceeding 25 million yards of cotton piece-goods may be exported from Japan to India in the first half of any cotton piece-goods year in addition to the allotment ; but such excess shall be deducted from the allotment for the second half of that cotton piece-goods year ; and

(c) A quantity not exceeding 25 million yards of cotton piece-goods may be exported from Japan to India in any cotton piece-goods year, other than the cotton piece-goods year in which the present Protocol terminates, in addition to the allotment for that year ; but such excess shall be deducted from the allotment for the first half of the following cotton piece-goods year.

Article 6.

For the purposes of the present Protocol the first cotton year shall be deemed to commence on the 1st day of January, 1937, and the first cotton piece-goods year on the 1st day of April, 1937.

Article 7.

(1) For the purposes of the present Protocol cotton piece-goods shall be divided into the five categories of :

- (a) Plain greys ;
- (b) Bordered greys ;
- (c) Bleached (white) goods ;
- (d) Coloured printed goods ; and
- (e) Coloured (dyed or woven) goods ;

and the allotment for any cotton piece-goods year shall be divided into sub-allotments among these five categories, consisting of portions of the allotment as follows :

	Per centum
Plain greys	40
Bordered greys	13
Bleached (white) goods	10
Coloured printed goods	20
Coloured (dyed or woven) goods	17

mière moitié de l'année de cotonnades suivante, en sus du contingent prévu pour ladite demi-année ;

b) Une quantité de cotonnades n'excédant pas 25 millions de yards pourra être exportée du Japon dans l'Inde en sus du contingent, au cours de la première moitié de toute année de cotonnades ; toutefois, cet excédent viendra en déduction du contingent afférent à la deuxième moitié de ladite année de cotonnades ;

c) Une quantité de cotonnades ne dépassant pas 25 millions de yards pourra être exportée du Japon dans l'Inde au cours de toute année de cotonnades autre que l'année de cotonnades au cours de laquelle le présent protocole prendra fin, en sus du contingent prévu pour ladite année ; toutefois, cet excédent viendra en déduction du contingent afférent à la première moitié de l'année de cotonnades suivante.

Article 6.

Aux fins du présent protocole, la première année cotonnière sera censée commencer le 1^{er} janvier 1937, et la première année de cotonnades, le 1^{er} avril 1937.

Article 7.

1. Aux fins du présent protocole, les cotonnades seront réparties en cinq catégories, à savoir :

- a) Les tissus écrus courants ;
- b) Les tissus écrus à lisières ;
- c) Les tissus blanchis (blancs) ;
- d) Les tissus de couleur imprimés ; et
- e) Les tissus de couleur (teints en pièce ou tissés de fils teints) ;

et le contingent afférent à toute année de cotonnades sera divisé en sous-contingents répartis entre ces cinq catégories dans les proportions suivantes :

Les tissus écrus courants	40 %
Les tissus écrus à lisières	13 %
Les tissus blanchis (blancs)	10 %
Les tissus de couleur imprimés	20 %
Les tissus de couleur (teints en pièce ou tissés de fils teints)	17 %

and, save as provided in paragraph (2), the export of cotton piece-goods in each category in any cotton piece-goods year shall be restricted to the said portions.

(2) Transfers may be made from one sub-allotment to another, subject to the following conditions :

(a) The allotment for any cotton piece-goods year shall not thereby be increased ;

(b) The amount transferred from the sub-allotment for bordered greys or from the sub-allotment for bleached (white) goods shall not exceed 20 per centum of the amount of such sub-allotment, and the amount transferred from any other sub-allotment shall not exceed 10 per centum of the amount of such sub-allotment ; and

(c) The sub-allotment for bordered greys or the sub-allotment for bleached (white) goods shall not be increased by more than 20 per centum of the amount of such sub-allotment, and any other sub-allotment shall not be increased by more than 10 per centum of the amount of such sub-allotment.

(3) The principles of the present Article shall apply also to quantities of cotton piece-goods exported from Japan to India under Article 5 in excess of the yearly allotments, as if such quantities were yearly allotments.

Article 8.

Not more than 8.95 million yards of cotton fents, *i. e.*, *bona fide* remnants not exceeding four yards in length, shall be exported from Japan to India in any cotton piece-goods year, provided that more than this allotment of cotton fents may be exported from Japan to India in any cotton piece-goods year, other than the cotton piece-goods year in which the present Protocol terminates, on condition that the quantity of the excess shall be deducted from the allotment of 8.95 million yards for the following cotton piece-goods year ; and provided further that if less than this allotment of cotton fents is exported from Japan to India in any cotton piece-goods year the quantity of the deficit shall be added to the allotment of 8.95 million yards for the following cotton piece-goods year.

et, sous réserve des dispositions du paragraphe 2, l'exportation des cotonnades, pour chacune de ces catégories et pour toute année de cotonnades, sera limitée auxdites fractions.

2. Les transferts d'un sous-contingent à un autre seront autorisés sous les réserves qui suivent :

a) Le contingent afférent à toute année de cotonnades n'en sera pas accru ;

b) La quantité transférée du sous-contingent de tissus écrus à lisières ou du sous-contingent de tissus blanchis (blancs) ne dépassera pas 20 % du montant dudit sous-contingent, et la quantité transférée de tout autre sous-contingent ne dépassera pas 10 % du montant de ce sous-contingent ; et

c) Le sous-contingent de tissus écrus à lisières ou le sous-contingent de tissus blanchis (blancs) ne pourra être augmenté de plus de 20 % du montant de ce sous-contingent, et tout autre sous-contingent ne pourra être augmenté de plus de 10 % du montant de ce sous-contingent.

3. Les principes énoncés dans le présent article s'appliqueront également aux quantités de cotonnades exportées du Japon dans l'Inde, en vertu de l'article 5, en excédent des contingents annuels, comme si lesdites quantités constituaient des contingents annuels.

Article 8.

Au cours de toute année de cotonnades, il ne sera pas exporté au Japon à destination de l'Inde une quantité supérieure à 8,95 millions de yards de coupons, c'est-à-dire de véritables restes d'une longueur maximum de 4 yards ; il est toutefois entendu qu'une quantité supérieure à ce contingent de coupons pourra être exportée du Japon à destination de l'Inde dans toute année de cotonnades autre que l'année de cotonnades au cours de laquelle le présent protocole prendra fin, à condition que la quantité en excédent vienne en déduction du contingent de 8,95 millions de yards afférent à l'année de cotonnades suivante ; de plus, si une quantité inférieure à ce contingent de coupons est exportée du Japon à destination de l'Inde au cours de toute année de cotonnades, la quantité déficitaire s'ajoutera au contingent de 8,95 millions de yards afférent à l'année de cotonnades suivante.

The Customs duties to be imposed on importation into India from Japan of cotton fents shall not exceed 35 per centum *ad valorem*.

Article 9.

Nothing in the present Protocol shall be deemed to affect the rights and obligations arising under the Convention regarding the Commercial Relations between India and Japan of the 12th day of July, 1934.

Article 10.

The present Protocol shall come into force immediately on signature and shall remain in force until the 31st day of March, 1940.

Done in London, in duplicate, the twelfth day of October, 1937, corresponding to this twelfth day of the tenth month of the twelfth year of Showa.

Anthony EDEN.
ZETLAND.
Shigeru YOSHIDA.

EXCHANGE OF NOTES MODIFYING THE PROVISIONS CONCERNING VALIDITY CONTAINED IN THE FIRST PARAGRAPH OF ARTICLE 6 OF THE CONVENTION REGARDING COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN INDIA AND JAPAN OF JULY 12TH, 1934. LONDON, OCTOBER 12TH, 1937.

Registered on January 5th, 1938, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

I.

MR. SHIGERU YOSHIDA TO MR. EDEN.

JAPANESE EMBASSY.

LONDON, *October 12th (Showa 12), 1937.*

SIR,

In view of the fact that the Protocol signed this day regarding the importation of Japanese cotton piece-goods into India is to remain in

Les droits de douane dont les coupons seront frappés à leur importation dans l'Inde en provenance du Japon ne dépasseront pas 35 % *ad valorem*.

Article 9.

Aucune disposition du présent protocole ne sera considérée comme modifiant les droits et obligations découlant de la Convention concernant les relations commerciales entre l'Inde et le Japon du 12 juillet 1934.

Article 10.

Le présent protocole entrera en vigueur dès sa signature et restera en vigueur jusqu'au 31 mars 1940.

Fait à Londres en double expédition, le 12 octobre 1937, correspondant au douzième jour du dixième mois de la douzième année de Showa.

Anthony EDEN.
ZETLAND.
Shigeru YOSHIDA.

ECHANGE DE NOTES MODIFIANT LA CLAUSE DE VALIDITÉ STIPULÉE AU PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 6 DE LA CONVENTION CONCERNANT LES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE L'INDE ET LE JAPON DU 12 JUILLET 1934. LONDRES, LE 12 OCTOBRE 1937.

Enregistré le 5 janvier 1938 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

I.

M. SHIGERU YOSHIDA A M. EDEN.

AMBASSADE DU JAPON.

LONDRES, *le 12 octobre (Showa 12) 1937.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

Le protocole signé ce jour au sujet de l'importation dans l'Inde de cotonnades japonaises devant demeurer en vigueur jusqu'au 31 mars

force until the 31st March, 1940, I have the honour, under instructions from the Japanese Government, to propose that the first paragraph of Article 6 of the Convention regarding the Commercial Relations between Japan and India signed on the 12th July, 1934, should be amended so as to read :

“ The present Convention shall remain in force until the 31st day of March, 1940.”

In the event of the Government of India being willing to agree to this proposal, I have the honour to suggest that this note, together with your reply thereto in similar terms, should be regarded as constituting an agreement between the two Governments in regard to this matter.

I have, etc.

Shigeru YOSHIDA.

II.

MR. EDEN TO MR. SHIGERU YOSHIDA.

LONDON, *October 12th (Showa 12), 1937.*

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note of to-day's date, in which your Excellency proposed, under instructions from the Japanese Government, that the first paragraph of Article 6 of the Convention regarding the Commercial Relations between India and Japan, signed on the 12th July, 1934, should be amended so as to read :

“ The present Convention shall remain in force until the 31st day of March, 1940.”

I have the honour to inform your Excellency that the Government of India are ready to accede to this proposal, and agree that this note, together with your Excellency's note under reply, should be regarded as constituting an agreement between the two Governments in regard to this matter.

I have, etc.

Anthony EDEN.

1940, j'ai l'honneur, d'ordre du Gouvernement japonais, de proposer d'amender comme suit le premier alinéa de l'article 6 de la Convention concernant les relations commerciales entre le Japon et l'Inde, signée le 12 juillet 1934 :

« La présente convention demeurera en vigueur jusqu'au 31 mars 1940. »

Si le Gouvernement de l'Inde est disposé à se rallier à cette suggestion, j'ai l'honneur de proposer que la présente note et votre réponse conçue en termes analogues, soient considérées comme constituant un accord à ce sujet entre les deux gouvernements.

Veillez agréer, etc.

Shigeru YOSHIDA.

II.

M. EDEN A M. SHIGERU YOSHIDA.

LONDRES, *le 12 octobre (Showa 12) 1937.*

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date de ce jour par laquelle Votre Excellence a bien voulu proposer, d'ordre du Gouvernement japonais, de modifier comme suit le premier alinéa de l'article 6 de la Convention concernant les relations commerciales entre l'Inde et le Japon, signée le 12 juillet 1934 :

« La présente convention demeurera en vigueur jusqu'au 31 mars 1940. »

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de l'Inde est disposé à se rallier à cette proposition et accepte que la présente note et celle de Votre Excellence à laquelle répond la présente, soient considérées comme constituant un accord à ce sujet entre les deux gouvernements.

Veillez agréer, etc.

Anthony EDEN.

N° 3585. — CONVENTION¹ POUR FACILITER LA CIRCULATION INTERNATIONALE DES FILMS AYANT UN CARACTÈRE ÉDUCATIF. SIGNÉE A GENÈVE, LE 11 OCTOBRE 1933.

ADHÉSION

UNION SUD-AFRICAINE . 4 janvier 1938.

No. 3585. — CONVENTION¹ FOR FACILITATING THE INTERNATIONAL CIRCULATION OF FILMS OF AN EDUCATIONAL CHARACTER. SIGNED AT GENEVA, OCTOBER 11TH, 1933.

ACCESSION.

UNION OF SOUTH AFRICA January 4th, 1938.

N° 3586. — CONVENTION² POUR LA RÉGLEMENTATION DE LA CHASSE A LA BALEINE. SIGNÉE A GENÈVE, LE 24 SEPTEMBRE 1931.

ADHÉSION

IRLANDE 9 avril 1938.

No. 3586. — CONVENTION² FOR THE REGULATION OF WHALING. SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 24TH, 1931.

ACCESSION.

IRELAND April 9th, 1938.

N° 3594. — ÉCHANGE DE NOTES³ ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE GOUVERNEMENT POLONAIS, COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES CERTIFICATS DE JAUGEAGE. WASHINGTON, LES 17 JANVIER, 14 MARS, 22 AVRIL 1930 ET 5 OCTOBRE 1934.

ÉCHANGE DE NOTES RELATIF A L'ADHÉSION DE LA VILLE LIBRE DE DANTZIG A L'ACCORD SUSMENTIONNÉ. WASHINGTON, LE 4 DÉCEMBRE 1937.

Enregistré le 19 février 1938 à la demande du chargé d'Affaires a. i. de la Légation des Etats-Unis d'Amérique à Berne.

¹ Vol. CLV, page 331; vol. CLXIV, page 440; vol. CLXXVII, page 465; et vol. CLXXXI, page 427, de ce recueil.

² Vol. CLV, page 349; vol. CLXIV, page 440; et vol. CLXXVII, page 465, de ce recueil.

³ Vol. CLVI, page 91, de ce recueil.

No. 3594. — EXCHANGE OF NOTES³ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE POLISH GOVERNMENT CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE RECIPROCAL RECOGNITION OF TONNAGE MEASUREMENT CERTIFICATES. WASHINGTON, JANUARY 17TH, MARCH 14TH, APRIL 22ND, 1930, AND OCTOBER 5TH, 1934.

EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE ACCESSION OF THE FREE CITY OF DANZIG TO THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. WASHINGTON, DECEMBER 4TH, 1937.

Registered on February 19th, 1938, at the request of the Chargé d'Affaires a. i. of the Legation of the United States of America at Berne.

¹ Vol. CLV, page 331; Vol. CLXIV, page 440; Vol. CLXXVII, page 465; and Vol. CLXXXI, page 427, of this Series.

² Vol. CLV, page 349; CLXIV, page 440; and Vol. CLXXVII, page 465, of this Series.

³ Vol. CLVI, page 91, of this Series.

I.

AMBASADA
RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ.

*Ambassade de la
République de Pologne.*

99/SZ-4.

Le 4 décembre 1937.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

D'ordre de mon gouvernement j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence ce qui suit :

Le Gouvernement polonais, auquel il appartient d'assurer la conduite des affaires extérieures de la Ville libre de Dantzig en vertu de l'article 104 du Traité de Paix, signé à Versailles le 28 juin 1919 et des articles 2 et 6 de la Convention² entre la Pologne et la Ville libre de Dantzig, signée à Paris le 9 novembre 1920, en agissant pour la Ville libre de Dantzig, tient à proposer au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique l'adhésion de la Ville libre de Dantzig à l'Arrangement entre la Pologne et les Etats-Unis sous forme de notes échangées le 17 janvier, le 14 mars, le 22 avril 1930, et le 5 octobre 1934, concernant la reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage des navires, cette adhésion devant produire ses effets à partir du 15^e jour de la date de la notification, par laquelle le Gouvernement des Etats-Unis constaterait l'acceptation de la proposition susvisée.

Je serais obligé à Votre Excellence de vouloir bien m'informer, si le Gouvernement des Etats-Unis accepte cette proposition.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire d'Etat, les assurances de ma plus haute considération.

Jerzy POTOCKI.

Son Excellence
Monsieur Cordell Hull,
Secrétaire d'Etat.

I.

EMBASSY
OF THE
REPUBLIC OF POLAND.

99/SZ-4.

December 4th, 1937.

EXCELLENCY,

Under instructions from my Government, I have the honour to communicate to Your Excellency the following proposal :

The Polish Government which is entrusted with the conduct of the foreign affairs of the Free City of Danzig by virtue of Article 104 of the Treaty of Peace, signed at Versailles, June 28th, 1919, and of Articles 2 and 6 of the Convention² between Poland and the Free City of Danzig, signed at Paris on November 9th, 1920, acting for the Free City of Danzig, proposes to the Government of the United States of America the adherence of the Free City of Danzig to the Agreement between Poland and the United States of America for the mutual recognition of ship measurement certificates, effected by exchange of notes signed January 17th, March 14th, and April 22nd, 1930, and October 5th, 1934, this adherence to become effective from the fifteenth day following the date of the notification whereby the Government of the United States shall have declared its acceptance of the aforementioned proposal.

I should be appreciative if Your Excellency would be good enough to inform me whether the Government of the United States accepts this proposal.

I have, etc.

Jerzy POTOCKI.

His Excellency
M. Cordell Hull,
Secretary of State.

¹ Traduction du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

² Vol. VI, page 189 ; vol. CVII, page 459 ; et vol. CXVI de ce recueil.

¹ Translation of the Government of the United States of America.

² Vol. VI, page 189 ; Vol. CVII, page 459 ; and Vol. CXVI of this Series.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

II.

DEPARTMENT OF STATE.

WASHINGTON, *December 4, 1937.*

EXCELLENCY,

I have the honor to acknowledge the receipt of your note of today's date, a translation of which reads as follows :

" Under instructions from my Government, I have the honor to communicate to Your Excellency the following proposal :

" The Polish Government which is entrusted with the conduct of the foreign affairs of the Free City of Danzig by virtue of Article 104 of the Treaty of Peace, signed at Versailles, June 28, 1919, and of Articles 2 and 6 of the Convention between Poland and the Free City of Danzig, signed at Paris, November 9, 1920, acting for the Free City of Danzig, proposes to the Government of the United States of America the adherence of the Free City of Danzig to the Agreement between Poland and the United States of America for the mutual recognition of ship measurement certificates, effected by exchange of notes signed January 17, March 14, and April 22, 1930, and October 5, 1934, this adherence to become effective from the fifteenth day following the date of the notification whereby the Government of the United States shall have declared its acceptance of the aforementioned proposal.

" I should be appreciative if Your Excellency would be good enough to inform me whether the Government of the United States accepts this proposal."

In view of the following (1) that the tonnage measurement regulations adopted by Danzig have been found by the competent American authority to be substantially the same as those of the United States, (2) that reciprocity now exists between the United States and the Free City of Danzig in the recognition of the tonnage noted in the certificates of registry or other national papers of the vessels of each, and (3)

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

DÉPARTEMENT D'ÉTAT.

WASHINGTON, *le 4 décembre 1937.*

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note de ce jour, dont la traduction a la teneur suivante :

" D'ordre de mon gouvernement j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence ce qui suit :

" Le Gouvernement polonais, auquel il appartient d'assurer la conduite des affaires extérieures de la Ville libre de Dantzig en vertu de l'article 104 du Traité de Paix, signé à Versailles le 28 juin 1919 et des articles 2 et 6 de la Convention entre la Pologne et la Ville libre de Dantzig, signée à Paris le 9 novembre 1920, en agissant pour la Ville libre de Dantzig, tient à proposer au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique l'adhésion de la Ville libre de Dantzig à l'Arrangement entre la Pologne et les Etats-Unis d'Amérique sous forme de notes échangées le 17 janvier, le 14 mars, le 22 avril 1930, et le 5 octobre 1934, concernant la reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage des navires, cette adhésion devant produire ses effets à partir du 15^e jour de la date de la notification par laquelle le Gouvernement des Etats-Unis constaterait l'acceptation de la proposition susvisée.

" Je serais obligé à Votre Excellence de vouloir bien m'informer si le Gouvernement des Etats-Unis accepte cette proposition."

Etant donné 1^o que les autorités compétentes des Etats-Unis ont constaté que les règles adoptées par Dantzig pour le jaugeage des navires sont en substance les mêmes que celles des Etats-Unis ; 2^o que la réciprocité existe actuellement entre les Etats-Unis et la Ville libre de Dantzig pour la reconnaissance du tonnage inscrit sur les certificats d'immatriculation ou autres documents nationaux

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

that the present regulations in force in Danzig are not substantially different from those which formed the basis of the present informal arrangement I have the honor on behalf of the Government of the United States to accept the proposal contained in your note of this date. Accordingly, the adherence of the Free City of Danzig to the Agreement between the United States of America and Poland for the mutual recognition of ship measurement certificates is recognized as becoming effective from December 19, 1937, the fifteenth day following the date of this note.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

Cordell HULL.

His Excellency
Count Jerzy Potocki,
Ambassador of Poland.

Certified to be true and complete textual copies of the original Notes exchanged, in all the languages in which they were signed.

For the Secretary of State
of the United States of America :

Edward Yardley,
Chief Clerk and Administrative Assistant.

de leurs bâtiments respectifs ; 3° que le règlement actuellement en vigueur à Dantzig ne diffère pas en substance de celui qui a servi de base au présent arrangement non officiel, j'ai l'honneur d'accepter, au nom du Gouvernement des Etats-Unis, la proposition contenue dans votre note de ce jour. En conséquence, l'adhésion de la Ville libre de Dantzig à l'Accord conclu entre les Etats-Unis d'Amérique et la Pologne pour la reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage des navires est considérée comme produisant ses effets à partir du 19 décembre 1937, soit quinze jours après la date de la présente note.

Veuillez agréer, etc.

Cordell HULL.

Son Excellence
le comte Jerzy Potocki,
Ambassadeur de Pologne.

No. 3645. — AGREEMENT¹ BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND TURKEY REGARDING THE SETTLEMENT OF THE CLAIMS EMBRACED BY THE AGREEMENT OF DECEMBER 24TH, 1923. SIGNED AT ANKARA, OCTOBER 25TH, 1934.

EXCHANGE OF NOTES CONSTITUTING A SUPPLEMENT TO THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. ANKARA, MAY 29TH AND JUNE 15TH, 1936.

Registered on March 29th, 1938, at the request of the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne.

N° 3645. — ACCORD¹ ENTRE LES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA TURQUIE, RELATIF AU RÉGLEMENT DES RÉCLAMATIONS VISÉES PAR L'ACCORD DU 24 DÉCEMBRE 1923. SIGNÉ A ANKARA, LE 25 OCTOBRE 1934.

ECHANGE DE NOTES COMPORTANT UN ACCORD COMPLÉMENTAIRE A L'ACCORD SUSMENTIONNÉ. ANKARA, LES 29 MAI ET 15 JUIN 1936.

Enregistré le 29 mars 1938 à la demande de l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne.

¹ Vol. CLVIII, page 389, of this Series.

¹ Vol. CLVIII, page 389, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

EMBASSY
OF THE UNITED STATES
OF AMERICA.

No. 10-A.

ANKARA, *May 29th*, 1936.

MR. MINISTER,

Referring to previous conversations regarding the liquidation of the unpaid balance of the account between Turkey and the United States, in the amount of \$23,824.86, covering disbursements by the United States in connection with the representation by it of the interests of Turkey in England, France and certain other foreign countries during the period 1914 to 1917, I have the honor to state that it is my understanding that your Excellency's Government desires to pay this balance in thirteen equal annual installments, in connection with the liquidation of the lump sum of \$1,300,000, to be paid by Turkey under the Claims Agreement of October 25th, 1934, between the United States and Turkey. It is also my understanding that the payment of these installments will begin on June 1st, 1936; and will be effected by adding the sum of \$1,832.68 to each of the installments of \$100,000 payable under the Agreement of October 25th, 1934, this amount of \$1,832.68 thus paid to be applied, as and when received, solely to the liquidation of this balance of \$23,824.86 due my Government.

I am authorized by my Government to consent to the liquidation of this balance in the manner above set forth and to consummate the arrangement by an exchange of notes with your Excellency's Government in the sense of the foregoing, which shall be considered by the two

I.

AMBASSADE
DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

N^o 10-A.

ANKARA, *le 29 mai* 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à des conversations antérieures relatives à la liquidation du solde impayé du compte entre la Turquie et les Etats-Unis d'Amérique, s'élevant à \$23,824,86 et correspondant à des sommes déboursées par les Etats-Unis d'Amérique pour la représentation, par eux, des intérêts de la Turquie en Angleterre, en France et dans certains autres pays étrangers, pendant la période comprise entre 1914 et 1917, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que je crois comprendre que le gouvernement de Votre Excellence désire payer ce solde en treize versements annuels égaux, parallèlement à la liquidation de la somme forfaitaire de \$1.300.000 à verser par la Turquie, en vertu de l'Accord conclu entre les Etats-Unis d'Amérique et la Turquie, le 25 octobre 1934, pour le règlement de certaines réclamations. Je crois également comprendre que ces versements commenceront le 1^{er} juin 1936 et seront effectués par adjonction de la somme de \$1.832,68 à chaque versement de \$100.000 dû en vertu de l'Accord du 25 octobre 1934, la somme de \$1.832,68 ainsi payée devant être affectée, dès sa réception, uniquement à la liquidation dudit solde de \$23.824,86 dû à mon gouvernement.

Je suis autorisé par mon gouvernement à accepter les modalités indiquées ci-dessus pour la liquidation de ce solde et à conclure l'accord par un échange de notes avec le gouvernement de Votre Excellence, dans le sens indiqué ci-dessus; cet accord sera considéré par les deux

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

Governments to be binding upon each of them and as supplementing to that extent the Agreement of October 25th, 1934.

I avail myself of this occasion to present to you, Mr. Minister, the assurances of my highest consideration.

J. V. A. MACMURRAY.

gouvernements comme liant chacun d'eux et comme complétant, dans cette mesure, l'Accord du 25 octobre 1934.

Je saisis cette occasion, etc.

J. V. A. MACMURRAY.

His Excellency
Dr. Tevfik Rüştü Aras,
Minister for Foreign Affairs
of the Republic of Turkey,
Ankara.

Son Excellence
le Dr Tévfik Rüştü Aras,
Ministre des Affaires étrangères
de la République de Turquie,
Ankara.

II.

TEXTE TURC. — TURKISH TEXT.

TÜRKİYE CUMHURİYETİ.

HARİCİYE VEKÂLETİ.

10061/15.

ANKARA, 15 Haziran 1936.

EKSELANS,

Amerika Birleşik Devletleri Hükûmeti tarafından 1914-1917 seneleri zarfında İngiltere, Fransa ve sair bazı ecebî memleketlerde Türkiye tebaasının menafini korumak için ihtiyar olunan ve henüz ödenmemiş bulunan mesarif tutarı bakiyesi 23,824.86 dolar hakkında evvelce cereyan eden görüşmelerde aramızda tekrâr eyleyen tesviye suretini Amerika Birleşik Devletleri Hükûmeti namına kabul ettiğinizi tezammun eden 29 Mayıs 1936 tarih ve 10—A sayılı Notanızı almakla şeref kazandım.

Beynimizde tekrâr eden Anlaşma mucibince Türkiye Hükûmeti bu borcu onüç senede müsavi taksitlerle ödeyecek ve ilk taksit 1 Haziran 1936 da tediye olunacaktır. Beheri 1,832.68 dolar tutan bu taksitler yukarıda anılan 23,824.86 dolarlık borcun tasfiye sine tahsis edilecektir. Her taksit, Türkiye ile Amerika Birleşik Devletleri arasında 25 İlkteşrin 1934 tarihinde Amerika metalibi hakkında hasıl olan anlaşma mucibince Türkiye tarafından ödenecek olan cem'an 1.300.000 dolara mahsuben beher sene tediye edilecek 100.000 dolara ilâveten Amerika Birleşik Devletleri Hükûmetine tesviye olunacaktır.

Bu suretle hasıl olan Uzlaşmayı Hükûmetim namına teyid derim.

Bu vesile ile de Yüksek saygılarının lütfen kabul buyurulmasını rica eylerim Ekselans.

Dr. T. R. ARAS.

Ekselans Mr. MacMurray,
Amerika Birleşik Devletleri Büyük Elçisi,
Ankara.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

TURKISH REPUBLIC
MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.
10961/15.

ANKARA, *June 15th*, 1936.

EXCELLENCY,

I have had the honor of receiving your note dated May 29th, 1936, No. 10-A, in which it is stated that in the name of the Government of the United States you accept in accordance with the negotiations which have previously taken place, the form of payment of the as yet unpaid balance of \$23,824.86 of the expenses incurred by the Government of the United States during the years 1914-1917 in connection with the protection of the interests of Turkish citizens in England, France, and in certain other countries.

In accordance with the arrangement reached between us the Turkish Government will pay this debt in equal instalments in thirteen years and the first instalment will be paid on June 1st, 1936. These instalments, the amount of each being \$1,832.68, will be applied to the liquidation of the \$23,824.86 of the above-mentioned debt. Each instalment will be paid to the Government of the United States in connection with the liquidation of the lump sum of \$1,300,000 to be paid by Turkey under the American Claims Agreement concluded between Turkey and the United States of America on October 25th, 1934, and in addition to the \$100,000 payable every year (under that Agreement).

I confirm in the name of my Government the Agreement reached in this form.

On this occasion, Excellency, please accept the assurance of my highest consideration.

Dr. T. R. ARAS.

His Excellency Mr. MacMurray,
Ambassador
of the United States of America,
Ankara.

¹ Translation of the Government of the United States of America.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

RÉPUBLIQUE DE TURQUIE.
MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
10961/15.

ANKARA, *le 15 juin* 1936.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date du 29 mai 1936, N° 10-A, par laquelle vous avez bien voulu porter à ma connaissance qu'au nom du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique vous acceptez, conformément aux négociations antérieures, les modalités de paiement proposées pour le solde de \$23,824,86 resté impayé sur le montant des dépenses encourues par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, au cours des années 1914-1917, pour la protection des intérêts des ressortissants turcs en Angleterre, en France et dans certains autres pays.

Conformément à l'accord intervenu entre nous, le Gouvernement turc s'acquittera de cette dette par treize versements annuels égaux, et le premier versement sera effectué le 1^{er} juin 1936. Ces versements, dont le montant sera de \$1.832,68 chacun, seront affectés à la liquidation du solde, soit \$23,824,86, de la dette susmentionnée. Chacune de ces annuités sera versée au Gouvernement des Etats-Unis, parallèlement à la liquidation de la somme forfaitaire de \$1.300.000 due par la Turquie en vertu de l'Accord conclu entre la Turquie et les Etats-Unis d'Amérique, le 25 octobre 1934, pour le règlement de certaines réclamations et en sus des \$100.000 payables chaque année (aux termes dudit accord).

Je confirme, au nom de mon gouvernement, l'accord intervenu sous cette forme.

Je saisis cette occasion, etc.

Dr T. R. ARAS.

Son Excellence M. MacMurray,
Ambassadeur
des Etats-Unis d'Amérique,
Ankara.

¹ Traduction du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

III.

TÜRKİYE CUMHURİYETİ.

HARİCİYE VEKÂLETİ.

*République de Turquie.**Ministère des Affaires étrangères.*

10962/15.

ANKARA, le 15 juin 1936.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Me référant à ma lettre N^o 10961/15 en date de ce jour, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que les formalités prévues par la procédure législative pour la ratification de l'Arrangement relatif à la somme de 23.824,86 dollars provenant des déboursements effectués par les Etats-Unis pour la protection des intérêts turcs en Angleterre, France et certains autres pays étrangers durant la période 1914-1918, n'ayant pu être accomplies qu'aujourd'hui, le versement de la première annuité qui devait avoir lieu le 1^{er} juin 1936, se fera exceptionnellement pour cette année, avec un retard de quelques jours.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

Pour le Ministre,

Le Secrétaire général,

N. R. MENEMENCIOGLU.

Son Excellence
Monsieur MacMurray,
Ambassadeur
des Etats-Unis d'Amérique,
Ankara.

Certified to be a true and complete textual copy of the original Agreement in all the languages in which it was signed.

For the Secretary
of State of the United States of America :

Edward Yardley,

Chief Clerk and Administrative Assistant.

III.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

TURKISH REPUBLIC.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.

10962/15.

ANKARA, June 15th, 1936.

MR. AMBASSADOR,

With reference to my letter No. 10961/15, dated today, I have the honor to inform Your Excellency that the legislative formalities required for the ratification of the Agreement relative to the amount of \$23,824.86, resulting from the disbursements made by the United States for the protection of Turkish interests in England, France, and certain other foreign countries during the period 1914-1918, having been completed only today, the payment of the first annuity which should have taken place on June 1st, 1936, will be effected exceptionally this year, with a delay of a few days.

Please accept, Mr. Ambassador, the assurances of my very high consideration.

For the Minister :

The Secretary General :

N. R. MENEMENCIOGLU.

His Excellency
Mr. MacMurray,
Ambassador
of the United States of America,
Ankara.

¹ Traduction du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.¹ Translation of the Government of the United States of America.

ECHANGE DE NOTES CONCERNANT UNE MODIFICATION DE L'ACCORD DU 25 OCTOBRE 1934 ENTRE LES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA TURQUIE RELATIF AU RÈGLEMENT DES RÉCLAMATIONS, AINSI QUE DE L'ACCORD COMPLÉMENTAIRE DES 29 MAI ET 15 JUIN 1936. ANKARA, LES 1^{ER} OCTOBRE ET 3 NOVEMBRE 1937.

Enregistré le 29 mars 1938 à la demande de l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne.

I.

TÜRKİYE CUMHURİYETİ.

HARİCİYE VEKÂLETİ.

République de Turquie.

Ministère des Affaires étrangères.

29.

ANKARA, le 1^{er} octobre 1937.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

En conclusion des récents échanges de vues, au cours desquels l'honorable Ambassade et mon département s'accordèrent pour reconnaître l'opportunité de reculer légèrement l'échéance (1^{er} juin de chaque année) qui avait été fixée par les Accords des 25 octobre 1934 et 15 juin 1936 (réclamations des citoyens américains ; débours effectués par le Gouvernement des Etats-Unis pour la protection des intérêts turcs à l'étranger) mais qui, du fait de sa coïncidence avec le début de l'année budgétaire turque, s'est avérée, dans la pratique, peu propice à des remboursements ayant un caractère d'urgence, j'ai l'honneur de soumettre à l'appréciation de votre gouvernement, l'adoption de la date du 20 juin, qui présente l'avantage d'être située en une période de dégagement des services intéressés, consécutive aux laborieuses occupations que leur impose la clôture annuelle des comptes.

Je vous saurais donc gré, Monsieur le Chargé d'Affaires, de vouloir bien m'accuser réception de la présente et de me faire part de l'accord

¹ Traduction du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO A MODIFICATION OF THE CLAIMS AGREEMENT BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND TURKEY OF OCTOBER 25TH, 1934, AND OF THE SUPPLEMENT OF MAY 29TH AND JUNE 15TH, 1936. ANKARA, OCTOBER 1ST AND NOVEMBER 3RD, 1937.

Registered on March 29th, 1938, at the request of the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne.

I.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

TURKISH REPUBLIC.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.

29.

ANKARA, October 1st, 1937.

MR. CHARGÉ D'AFFAIRES,

After the recent exchanges of view, during the course of which the honorable Embassy and my Department came to an agreement to seize the opportunity of slightly postponing the due date (the first of June of each year) which had been fixed by the Agreements of October 25th, 1934, and June 15th, 1936 (claims of American citizens ; disbursements made by the Government of the United States for the protection of Turkish interests abroad) but which, because of its coincidence with the beginning of the Turkish fiscal year, has proved to be, in practice, little suited for making payments of an urgent character, I have the honor to submit to the consideration of your Government the adoption of the date of June 20th, which has the advantage of being in a period of inactivity of the interested services, consequent upon the laborious activities imposed upon them by the annual closing of the accounts.

I should therefore be grateful to you, Mr. Chargé d'Affaires, if you would please acknowledge receipt of this communication and inform

¹ Translation of the Government of the United States of America.

de votre gouvernement, quant à la consécration de la date que je viens de proposer ci-haut à son agrément.

Veillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance de ma haute considération.

N. MENEMENCIOLU.

Monsieur S. Walter Washington,
Chargé d'Affaires
des Etats-Unis d'Amérique.

II.

EMBASSY
OF THE UNITED STATES
OF AMERICA.

No. 104.

ANKARA, *November 3rd*, 1937.

EXCELLENCY,

I have the honor to acknowledge the receipt of note No. 29 dated October 1st, 1937, from the Acting Minister for Foreign Affairs, in which His Excellency referred to the recent exchanges of views between the Ministry for Foreign Affairs and the Embassy with regard to a slight postponement of the due date (June 1st of each year) of the payments provided for in the Agreements of October 25th, 1934, and of June 15th, 1936, because that date coincided with the beginning of the Turkish fiscal year and was therefore an inconvenient time on which to make payments of an important nature. The Acting Minister for Foreign Affairs proposed that June 20th, a more convenient and suitable date, be adopted as that on which the above payments would in future be made.

I am pleased to inform Your Excellency that in view of the foregoing considerations my Government has authorized me to consent to a change of the due date for the payment of the annual installments under the Agreements of October 25th, 1934, and June 15th, 1936, from June 1st to June 20th. Consequently my

me of the agreement of your Government with regard to the designation of the date that I have just proposed above.

Please accept, Mr. Chargé d'Affaires, the assurances of my high consideration.

N. MENEMENCIOLU.

Mr. S. Walter Washington,
Chargé d'Affaires
of the United States of America.

II.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

AMBASSADE
DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

N^o 104.

ANKARA, *le 3 novembre* 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note N^o 29, en date du 1^{er} octobre 1937, par laquelle le ministre des Affaires étrangères p. i. se référerait aux récents échanges de vues intervenus entre le Ministère des Affaires étrangères et l'Ambassade au sujet d'un léger recul de la date fixée (1^{er} juin de chaque année) pour les paiements prévus dans les Accords du 25 octobre 1934 et du 15 juin 1936, date qui, du fait de sa coïncidence avec le début de l'année budgétaire turque, s'est avérée peu propice à des paiements importants. Le ministre des Affaires étrangères p. i. proposait l'adoption, à l'avenir, pour lesdits paiements, de la date, plus comode et mieux appropriée, du 20 juin.

Je suis heureux de porter à la connaissance de Votre Excellence qu'en raison des considérations qui précèdent, mon gouvernement m'a autorisé à consentir à une modification de la date fixée pour les versements annuels prévus par les Accords du 25 octobre 1934 et du 15 juin 1936 et à remplacer, à cet effet, la date

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

Government considers that the Agreements of October 25th, 1934, and June 15th, 1936, have been supplemented to that extent.

I avail myself of the opportunity to present to Your Excellency the assurances of my highest consideration.

Robert F. KELLEY.

His Excellency
Dr. Tevfik Rüstü Aras,
Minister for Foreign Affairs
of the Republic of Turkey,
Ankara.

Certified to be a true and complete textual copy of the original Agreement in all the languages in which it was signed.

For the Secretary
of State of the United States of America :
Edward Yardley,
Chief Clerk and Administrative Assistant.

du 1^{er} juin par celle du 20 juin. En conséquence, mon gouvernement considère que les Accords du 25 octobre 1934 et du 15 juin 1936 ont été complétés dans ce sens.

Je saisis cette occasion, etc.

Robert F. KELLEY.

Son Excellence
le D^r Tevfik Rüstü Aras,
Ministre des Affaires étrangères
de la République de Turquie,
Ankara.

N^o 3706. — CONVENTION ¹ SANITAIRE INTERNATIONALE POUR LA NAVIGATION AÉRIENNE. SIGNÉE A LA HAYE, LE 12 AVRIL 1933.

RATIFICATIONS

Déposées à La Haye :

GRÈCE 4 janvier 1938.

Enregistrée le 8 février 1938 à la demande du ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas.

UNION SUD-AFRICAINE 29 janvier 1938.

Enregistrée le 18 février 1938 à la demande du ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas.

No. 3706. — INTERNATIONAL SANITARY CONVENTION ¹ FOR AERIAL NAVIGATION. SIGNED AT THE HAGUE, APRIL 12TH, 1933.

RATIFICATIONS.

Deposited in The Hague :

GREECE January 4th, 1938.

Registered on February 8th, 1938, at the request of the Netherlands Minister for Foreign Affairs.

UNION OF SOUTH AFRICA January 29th, 1938.

Registered on February 18th, 1938, at the request of the Netherlands Minister for Foreign Affairs.

¹ Vol. CLXI, page 65 ; et vol. CLXXXI, page 430, de ce recueil.

¹ Vol. CLXI, page 65 ; and Vol. CLXXXI, page 430, of this Series.

No. 3740. — AGREEMENT¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF POLAND IN REGARD TO TRADE AND COMMERCE. SIGNED AT LONDON, FEBRUARY 27TH, 1935.

N° 3740. — ACCORD¹ COMMERCIAL ENTRE LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE. SIGNÉ A LONDRES, LE 27 FÉVRIER 1935.

EXCHANGE OF NOTES² REGARDING THE MODIFICATION OF THE POLISH TEXT OF THE FIRST SCHEDULE OF THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. WARSAW, JANUARY 30TH AND SEPTEMBER 10TH, 1937.

ECHANGE DE NOTES² RELATIF A UNE MODIFICATION DU TEXTE POLONAIS DE LA PREMIÈRE LISTE ANNEXÉE A L'ACCORD SUSMENTIONNÉ. VARSOVIE, LES 30 JANVIER ET 10 SEPTEMBRE 1937.

Registered on January 5th, 1938, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

Enregistré le 5 janvier 1938 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

I.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

MINISTERSTWO
SPRAW ZAGRANICZNYCH.
N° P. II. WB/65/2/37.

PANIE AMBASADORZE,

W odpowiedzi na notę z dnia 28 lutego 1936 r. Nr. 31, którą Wasza Ekscelencja zechniała mi przesłać w sprawie zmiany w tekście polskim jednej z pozycji listy pierwszej, załączonej do Układu Handlowego między Rządem Rzeczypospolitej Polskiej a Rządem Zjednoczonego Królestwa Wielkiej Brytanii i Północnej Irlandii, podpisanego w Londynie dnia 27 lutego 1935 r., mam zaszczyt zaproponować, w imieniu Rządu Polskiego, następujące Porozumienie :

1. Ponieważ polski tekst pozycji 1014 p. 1 listy pierwszej załączonej do Układu Handlowego między Rządem Rzeczypospolitej Polskiej a Rządem Zjednoczonego Królestwa Wielkiej Brytanii i Północnej Irlandii z dnia 27 lutego 1935 r., został zrezagowany, jak następuje :

« haftki naszyte na tkaninie »,

Umawiające się Rządy, które zawarły powyższy Układ z dnia 27 lutego 1935 r., zgadzają się na zastąpienie tego tekstu tekstem następującym :

« haftki naszyte lub inaczej przymocowane do tkaniny ».

2. Niniejsze Porozumienie wejdzie w życie 15-go dnia od daty ustalonej za wspólną zgodą przez Umawiające się Rządy, które wymienią w tym celu odnośne noty, i będzie obowiązywało tak długo, jak wspomniany Układ Handlowy z dnia 27 lutego 1935 roku.

3. Postanowienia punktu 1-go niniejszego Porozumienia będą stosowane prowizorycznie, począwszy od 20-go dnia po dacie wymiany not, stanowiących niniejsze Porozumienie.

¹ Vol. CLXII, page 181, of this Series.

² Came into force September 25th, 1937.

¹ Vol. CLXII, page 181, de ce recueil.

² Entré en vigueur le 25 septembre 1937.

zumienie, przyczym prowizorium to przestanie działać od daty wejścia formalnego w życie tegoż Porozumienia, zgodnie z jego punktem 2-im.

Byłbym zobowiązany Waszej Ekscelencji za powiadomienie mnie czy Rząd Jego Królewskiej Mości w Zjednoczonym Królestwie przyjmuje Porozumienie zaproponowane w niniejszej nocie. Zechce Pan, Panie Ambasadorze, przyjąć wyrazy mego bardzo wysokiego poważania.

WARSZAWA, dnia 30 stycznia 1937 r.

SZEMBEK.

Jego Ekscelencja
Sir Howard William Kennard,
K.C.M.G., C.V.O.,
Ambasador Nadzwyczajny i Pełnomocny
Wielkiej Brytanii
w Warszawie.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
No. P. II. WB/65/2/37.

YOUR EXCELLENCY,

In reply to the note No. 31 of February 28th, 1936, which Your Excellency was good enough to address to me with regard to the modification of the Polish text of one of the items of the First Schedule of the Commercial Agreement between the Government of the Republic of Poland and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, signed in London on February 27th, 1935, I have the honour, on behalf of the Polish Government, to propose the following Arrangement :

(1) The Polish text of item 1014 ex 1 of the First Schedule of the Commercial Agreement of February 27th, 1935, between the Government of the Republic of Poland and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland being worded as follows :

“ haftki naszyte na tkaninie ”,

The contracting Governments which have concluded the aforesaid Agreement of February 27th, 1935, are resolved to replace this text by the following text :

“ haftki naszyte lub inaczej przymocowane do tkaniny ”.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
N° P. II. WB/65/2/37.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

En réponse à la note n° 31, en date du 28 février 1936, que Votre Excellence a bien voulu m'adresser au sujet de la modification du texte polonais de l'une des positions du premier tableau annexé à l'Accord commercial entre le Gouvernement de la République polonaise et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, signé à Londres le 27 février 1935, j'ai l'honneur de proposer, au nom du Gouvernement polonais, l'arrangement ci-après :

1. Le texte polonais de la position 1014 ex 1, du premier tableau annexé à l'Accord commercial conclu entre le Gouvernement de la République de Pologne et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le 27 février 1935, est rédigé comme suit :

« haftki naszyte na tkaninie ».

Les gouvernements contractants, qui ont conclu l'Accord précité du 27 février 1935, conviennent de remplacer ce texte par le texte suivant :

« haftki naszyte lub inaczej przymocowane do tkaniny ».

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

(2) The present Arrangement will enter into force on the fifteenth day after the date to be fixed by mutual agreement between the contracting Governments in a subsequent exchange of notes and will have the same duration as the aforesaid Commercial Agreement of February 27th, 1935.

(3) The provisions of paragraph (1) above will be applied provisionally from the twentieth day after the date of the exchange of notes which constitutes the present Arrangement, its provisional application ceasing to have effect on the date on which it enters formally into force in accordance with paragraph (2) above.

I request that Your Excellency will be good enough to inform me whether His Majesty's Government in the United Kingdom accept the Arrangement proposed in the present note.

I have the honour, etc.

WARSAW, *January 30th, 1937.*

SZEMBEK.

His Excellency
Sir Howard William Kennard,
K.C.M.G., C.V.O.,
Ambassador Extraordinary and
Plenipotentiary of Great Britain,
Warsaw.

II.

BRITISH EMBASSY.

No. 20.
(20/9/37.)

WARSAW, *January 30th, 1937.*

YOUR EXCELLENCY,

In your note No. P. II.WB.65/2/37 of January 30th, 1937, Your Excellency was good enough to communicate to me the following :

“ In reply to the note No. 31 of February 28th, 1936, which Your Excellency was

2. Le présent arrangement entrera en vigueur le quinzième jour qui suivra la date fixée d'un commun accord par les gouvernements contractants, lesquels procéderont à cet effet à l'échange de notes nécessaire ; ledit arrangement demeurera en vigueur aussi longtemps que l'Accord commercial précité du 27 février 1935.

3. Les dispositions du paragraphe 1 ci-dessus recevront une application provisoire à partir du vingtième jour suivant la date de l'échange de notes constituant le présent arrangement ; ce régime provisoire prendra fin à partir de la date à laquelle le présent arrangement entrera officiellement en vigueur, conformément au paragraphe 2 ci-dessus.

Je serais reconnaissant à Votre Excellence de bien vouloir me faire savoir si le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni accepte l'arrangement proposé dans la présente note.

Veuillez agréer, etc.

VARSOVIE, *le 30 janvier 1937.*

SZEMBEK.

Son Excellence
Sir Howard William Kennard,
K. C. M. G., C. V. O.,
Ambassadeur extraordinaire
et plénipotentiaire
de la Grande-Bretagne
à Varsovie.

II.

AMBASSADE
DE GRANDE-BRETAGNE.

N° 20.
(20/9/37.)

VARSOVIE, *le 30 janvier 1937.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par votre note N° P.II.WB.65/2/37, en date du 30 janvier 1937, Votre Excellence a bien voulu me communiquer ce qui suit :

« En réponse à la note N° 31, en date du 28 février 1936, que Votre Excellence

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

good enough to address to me with regard to the modification of the Polish text of one of the items of the First Schedule of the Commercial Agreement between the Government of the Republic of Poland and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, signed in London on February 27th, 1935, I have the honour, on behalf of the Polish Government, to propose the following arrangement :

(1) " The Polish text of item 1014 ex 1 of the First Schedule of the Commercial Agreement of February 27th, 1935, between the Government of the Republic of Poland and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland being worded as follows : ' haftki naszyte na tkaninie ', the contracting Governments which have concluded the aforesaid Agreement of February 27th, 1935, are resolved to replace this text by the following text : ' Haftki naszyte lub inaczej przymocowane do tkaniny '.

(2) " The present Arrangement will enter into force on the fifteenth day after the date to be fixed by mutual agreement between the contracting Governments in a subsequent exchange of notes and will have the same duration as the aforesaid Commercial Agreement of February 27th, 1935.

(3) " The provisions of paragraph (1) above will be applied provisionally from the twentieth day after the date of the exchange of notes which constitutes the present Arrangement, its provisional application ceasing to have effect on the date on which it enters formally into force in accordance with paragraph (2) above.

" I request that Your Excellency will be good enough to inform me whether His Majesty's Government in the United Kingdom accept the Arrangement proposed in the present note ".

2. In acknowledging receipt of the above note I have the honour to inform Your Excellency that His Majesty's Government in

a bien voulu m'adresser au sujet de la modification du texte polonais de l'une des positions du premier tableau annexé à l'Accord commercial entre le Gouvernement de la République polonaise et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, signé à Londres le 27 février 1935, j'ai l'honneur de proposer, au nom du Gouvernement polonais, l'arrangement ci-après :

» 1. Le texte polonais de la position 1014 ex 1, du premier tableau annexé à l'Accord commercial conclu entre le Gouvernement de la République de Pologne et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le 27 février 1935, est rédigé comme suit : « haftki naszyte na tkaninie ». Les gouvernements contractants, qui ont conclu l'Accord précité du 27 février 1935, conviennent de remplacer ce texte par le texte suivant : « haftki naszyte lub inaczej przymocowane do tkaniny ».

» 2. Le présent arrangement entrera en vigueur le quinzième jour qui suivra la date fixée d'un commun accord par les gouvernements contractants, lesquels procéderont à cet effet à l'échange de notes nécessaire ; ledit arrangement demeurera en vigueur aussi longtemps que l'Accord commercial précité du 27 février 1935.

» 3. Les dispositions du paragraphe 1 ci-dessus recevront une application provisoire à partir du vingtième jour suivant la date de l'échange de notes constituant le présent arrangement ; ce régime provisoire prendra fin à partir de la date à laquelle le présent arrangement entrera officiellement en vigueur, conformément au paragraphe 2 ci-dessus.

» Je serais reconnaissant à Votre Excellence de bien vouloir me faire savoir si le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni accepte l'arrangement proposé dans la présente note. »

2. En accusant réception de la note ci-dessus, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté

the United Kingdom accept the Arrangement proposed therein.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

H. KENNARD.

His Excellency
Count J. Szembek,
Acting Minister for Foreign Affairs,
Warsaw.

III.

MINISTERSTWO
SPRAW ZAGRANICZNYCH.
*Ministère
des Affaires étrangères.*
N° P.V. 82/WB/2/16/37.

VARSOVIE, le 10 septembre 1937.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Conformément au point 2 de l'Arrangement entre la République de Pologne et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord conclu sous forme de notes, échangées à Varsovie le 30 janvier 1937, relatif à une modification du texte polonais de la liste première annexée à la Convention commerciale entre le Gouvernement de la République de Pologne et le Gouvernement de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, signée le 27 février 1935, j'ai l'honneur de proposer à Votre Excellence la date d'aujourd'hui comme date à laquelle commencerait le délai de 15 jours prévu par cet arrangement pour sa mise en vigueur.

Je serais obligé à Votre Excellence de bien vouloir me communiquer si le Gouvernement de Sa Majesté britannique accepte cette proposition.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

SZEMBEK.

Son Excellence
Sir Howard William Kennard,
Ambassadeur extraordinaire
et plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique,
à Varsovie.

dans le Royaume-Uni accepte l'arrangement qui y est proposé.

Je saisis cette occasion, etc.

H. KENNARD.

Son Excellence
le comte J. Szembek,
Ministre des Affaires
étrangères p. i.,
Varsovie.

III.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
No. P.V. 82/WB/2/16/37.

WARSAW, September 10th, 1937.

YOUR EXCELLENCY,

In accordance with paragraph (2) of the Arrangement between the Republic of Poland and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, concluded in the form of notes exchanged at Warsaw on January 30th, 1937, concerning a change in the Polish text of the First Schedule to the Commercial Agreement between the Government of the Republic of Poland and the Government of Great Britain and Northern Ireland, signed on February 27th, 1935, I have the honour to propose to Your Excellency that to-day be taken as the date on which the 15-day period provided in that Arrangement for its entry into force shall begin.

I should be obliged if Your Excellency would kindly inform me whether His Britannic Majesty's Government accept this proposal.

I have the honour to be, etc.

SZEMBEK.

His Excellency
Sir Howard William Kennard,
His Britannic Majesty's
Ambassador Extraordinary
and Plenipotentiary,
Warsaw.

IV.

AMBASSADE
DE GRANDE-BRETAGNE.

N° 124.
(20/40/37.)

VARSOVIE, 10 septembre 1937.

MONSIEUR LE SOUS-SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

Par la note N° P.V. 82/WB/2/I6/37 en date de ce jour, Votre Excellence a bien voulu me communiquer ce qui suit :

« Conformément au point 2 de l'Arrangement entre la République de Pologne et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord conclu sous forme de notes échangées à Varsovie le 30 janvier 1937, relatif à une modification du texte polonais de la liste première annexée à la Convention commerciale entre le Gouvernement de la République de Pologne et le Gouvernement de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, signée le 27 février 1935, j'ai l'honneur de proposer à Votre Excellence la date d'aujourd'hui comme date à laquelle commencerait le délai de 15 jours prévu par cet arrangement pour sa mise en vigueur.

Je serais obligé à Votre Excellence de bien vouloir me communiquer si le Gouvernement de Sa Majesté britannique accepte cette proposition. »

En accusant à Votre Excellence réception de ladite note, j'ai l'honneur de porter à sa connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté britannique accepte la proposition susmentionnée.

Veillez agréer, Monsieur le Sous-Secrétaire d'Etat, les assurances de ma haute considération.

H. W. KENNARD.

Son Excellence
Monsieur Jan Szembek,
Sous-Secrétaire d'Etat
au Ministère des Affaires étrangères,
à Varsovie.

IV.

BRITISH EMBASSY.

No. 124.
(20/40/37.)

WARSAW, September 10th, 1937.

YOUR EXCELLENCY,

In a note No. P.V. 82/WB/2/I6/37 of today's date, Your Excellency was good enough to make to me the following communication :

“ In accordance with paragraph 2 of the Arrangement between the Republic of Poland and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, concluded in the form of notes exchanged at Warsaw on January 30th, 1937, concerning a change in the Polish text of the First Schedule to the Commercial Agreement between the Government of the Republic of Poland and the Government of Great Britain and Northern Ireland, signed on February 27th, 1935, I have the honour to propose to Your Excellency that to-day be taken as the date on which the 15-day period provided in that Arrangement for its entry into force shall begin.

“ I should be obliged if Your Excellency would kindly inform me whether His Britannic Majesty's Government accept this proposal. ”

I have the honour to acknowledge receipt of the said note and to inform Your Excellency that His Britannic Majesty's Government accept the proposal mentioned therein.

I have the honour to be, etc.

H. W. KENNARD.

His Excellency
Monsieur Jan Szembek,
Under-Secretary of State
at the Ministry of Foreign Affairs,
Warsaw.

N^o 3750. — CONVENTION ¹ CONCERNANT LA NAVIGATION AÉRIENNE ENTRE L'ESTONIE ET LA SUÈDE. SIGNÉE A TALLINN, LE 20 MAI 1935.

DÉNONCIATION

A partir du 1^{er} janvier 1938, par suite de l'adhésion effective des deux Parties à la Convention² du 13 octobre 1919 portant réglementation de la navigation aérienne.

Enregistrée le 31 janvier 1938 à la demande du ministre des Affaires étrangères d'Estonie.

No. 3750. — CONVENTION ¹ CONCERNING AIR NAVIGATION BETWEEN ESTONIA AND SWEDEN. SIGNED AT TALLINN, MAY 20TH, 1935.

DENUNCIATION.

As from January 1st, 1938, in consequence of the effective accession of the two Parties to the Convention² of October 13th, 1919, relating to the Regulation of Aerial Navigation.

Registered on January 1st, 1938, at the request of the Estonian Minister for Foreign Affairs.

N^o 3762. — ABKOMMEN ³ ZWISCHEN DER DEUTSCHEN REGIERUNG UND DER REGIERUNG DES VEREINIGTEN KÖNIGREICHES VON GROSS-BRITANNIEN UND NORDIRLAND BETREFFEND ZAHLUNGSERLEICHTERUNGEN. GEZEICHNET IN BERLIN, AM 1. NOVEMBER 1934.

NOTENWECHSEL ⁴ BETREFFEND DIE ERWEITERUNG VON ARTIKEL 7, ABSATZ (ii) DES OBENERWÄHNTEN ZAHLUNGSABKOMMENS. BERLIN, DEN 30. DEZEMBER 1937.

Enregistré le 1^{er} avril 1938 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

No. 3762. — AGREEMENT ³ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE GERMAN REICH AND HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM TO FACILITATE PAYMENTS. SIGNED AT BERLIN, NOVEMBER 1ST, 1934.

EXCHANGE OF NOTES ⁴ PROVIDING FOR THE EXTENSION OF THE OBLIGATIONS OF ARTICLE 7, PARAGRAPH (ii), OF THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. BERLIN, DECEMBER 30TH, 1937.

Registered on April 1st, 1938, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

¹ Vol. CLXII, page 371, de ce recueil.

² Vol. XI, page 173 ; vol. XXIV, page 174 ; vol. LIX, page 346 ; vol. LXIII, page 389 ; vol. LXXVIII, pages 438 et 441 ; vol. CXVII, page 54 ; vol. CXXXVIII, pages 418 et 427 ; vol. CXLII, page 340 ; vol. CLXIV, page 355, de ce recueil ; pages 371 et 403 de ce volume.

³ Vol. CLXIII, page 79 ; vol. CLXXVII, page 477 ; et vol. CLXXXI, page 434, de ce recueil.

⁴ En vigueur à partir du 30 décembre 1937.

¹ Vol. CLXII, page 371, of this Series.

² Vol. XI, page 173 ; Vol. XXIV, page 175 ; Vol. LIX, page 346 ; Vol. LXIII, page 389 ; Vol. LXXVIII, pages 438 and 441 ; Vol. CXVII, page 54 ; Vol. CXXXVIII, pages 418 and 427 ; Vol. CXLII, page 340 ; Vol. CLXIV, page 355, of this Series ; pages 371 and 403 of this Volume.

³ Vol. CLXIII, page 79 ; Vol. CLXXVII, page 477 ; and Vol. CLXXXI, page 434, of this Series.

⁴ Effective as from December 30th, 1937.

I.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

AUSWÄRTIGES AMT.

W VI G. B. 3666.

BERLIN, *den* 30. Dezember 1937.

HERR GESCHÄFTSTRÄGER !

In Artikel 7, Absatz II des deutsch-englischen Zahlungsabkommens vom 1. November 1934 ist bestimmt, dass hinsichtlich der in Artikel 3 des deutsch-englischen Transfer-Abkommens vom 4. Juli 1934 erwähnten mittel- und langfristigen Verpflichtungen die Deutsche Regierung allen britischen Inhabern (nach der Begriffsbestimmung in Artikel 4 des genannten Transfer-Abkommens) für Zins-, Dividenden- und sonstige regelmässig wiederkehrende Zahlungen ähnlicher Natur, die in der Zeit vom 1. Juli 1934 bis zum 30. Juni 1936 oder bis zum Ablauf des deutsch-englischen Zahlungsabkommens vom 1. November 1934 (je nachdem welcher Zeitpunkt früher liegt) fällig werden, Schuldverschreibungen anbieten wird, die mit 4. v. H. jährlich verzinst werden, im übrigen aber den Bestimmungen des Angebots entsprechen, wie es in der Verlautbarung der Reichsbank vom 29. Mai 1934 niedergelegt ist.

Die Gültigkeit dieser Bestimmung ist durch Notenwechsel vom 26. Juni 1936², vom 16. Dezember 1936³ und vom 18. Juni 1937⁴ auf die entsprechenden Verpflichtungen ausgedehnt worden, die bis zum 31. Dezember 1937 fällig geworden sind.

Ich beehre mich Ihnen mitzuteilen, dass die Deutsche Regierung die Verpflichtungen, wie sie in dem genannten Art. 7, Absatz II festgelegt sind, auch für diejenigen Zins-, Dividenden- und sonstigen regelmässig wiederkehrenden Zahlungen ähnlicher Natur übernimmt, die in der Zeit vom 1. Januar 1938 bis zum 30. Juni 1938, oder bis zu einem etwaigen früheren Ablauf des deutsch-englischen Zahlungsabkommens vom 1. November 1934, oder bis zu einem

I.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

W VI G. B. 3666.

BERLIN, *December* 30th, 1937.

SIR,

It is provided in Article 7 paragraph (ii) of the Anglo-German Payments Agreement of the 1st November, 1934, that, as regards the medium and long-term obligations referred to in Article 3 of the Anglo-German Transfer Agreement of the 4th July, 1934, the German Government will offer to all British holders (as defined in Article 4 of the said Transfer Agreement) in respect of interest, dividends and other regularly recurring payments of a similar nature due on or after the 1st July, 1934, and up to the 30th June, 1936, or the date of termination of this Agreement (whichever date is earlier), Funding Bonds bearing interest at 4 per cent. per annum, but otherwise in accordance with the terms of the offer contained in the Reichsbank communiqué of the 29th May, 1934.

By exchanges of notes dated 26th June, 1936², 16th December, 1936³, and 18th June, 1937⁴, the application of this provision was prolonged to cover similar liabilities, falling due up to the 31st December, 1937.

I have the honour to inform you that the German Government undertakes to extend the obligations laid down in the above-mentioned Article 7 paragraph (ii), to cover interest, dividends and other regularly recurring payments of a similar nature due in the period from the 1st January, 1938, up to the 30th June, 1938, or up to the date of termination of the Anglo-German Payments Agreement of the 1st November, 1934, or up to the date

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

² Vol. CLXIII, page 99, de ce recueil.

³ Vol. CLXXVII, page 477, de ce recueil.

⁴ Vol. CLXXXI, page 434, de ce recueil.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

² Vol. CLXIII, page 99, of this Series.

³ Vol. CLXXVII, page 477, of this Series.

⁴ Vol. CLXXXI, page 434, of this Series.

Zeitpunkt fällig werden, wie er in einem etwa inzwischen zu treffenden Abkommen über eine Änderung der nach Artikel 7, Absatz II des deutsch-englischen Zahlungsabkommens geltenden Bestimmungen festgelegt wird, und zwar je nachdem welcher Zeitpunkt der früheste ist.

Ich benutze auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Geschäftsträger, die Versicherung meiner vorzüglichsten Hochachtung zu erneuern.

VON MACKENSEN.

An
den Königlich Britischen Geschäftsträger
Sir George Ogilvie-Forbes,
Berlin.

which may be fixed in any agreement reached in the meantime for altering the provisions of Article 7 paragraph (ii) of the Anglo-German Payments Agreement (whichever of these dates is the earliest).

I avail myself of this opportunity, etc.

VON MACKENSEN.

Sir George Ogilvie-Forbes,
British Chargé d'Affaires,
Berlin.

II.

BRITISH EMBASSY.

No. 551.
(48/21/37).

BERLIN, December 30th, 1937.

YOUR EXCELLENCY,

In your letter of to-day's date you have made the following communication to me :

" It is provided in Article 7 paragraph (ii) of the Anglo-German Payments Agreement of the 1st November, 1934, that, as regards the medium and long-term obligations referred to in Article 3 of the Anglo-German Transfer Agreement of the 4th July, 1934, the German Government will offer to all British holders (as defined in Article 4 of the said Transfer Agreement in respect of interest dividends and other regularly recurring payments of a similar nature due on or after the 1st July, 1934, and up to the 30th June, 1936, or the date of termination of this Agreement (whichever date is earlier), Funding Bonds bearing interest at 4 per cent per annum, but otherwise in accordance with the terms of the offer contained in the Reichsbank communiqué of the 29th May, 1934.

" By exchanges of notes dated 26th June, 1936, 16th December, 1936, and 18th June, 1937, the application of this provision was prolonged to cover similar liabilities falling due up to the 31st December, 1937.

" I have the honour to inform you that the German Government undertakes to extend the obligations laid down in the above-mentioned Article 7 paragraph (ii), to cover interest dividends and other regularly recurring payments of a similar nature due in the period from the 1st January, 1938, up to the 30th June, 1938, or up to the date of termination of the Anglo-German Payments Agreement of the 1st November, 1934, or up to the date which may be fixed in any agreement reached in the meantime for altering the provisions of Article 7 paragraph (ii) of the Anglo-German Payments Agreement (whichever of these dates is the earliest). "

2. I have the honour to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom takes note of the contents of your letter.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

George OGILVIE-FORBES.

His Excellency
The Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3762. — ACCORD¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DU REICH ALLEMAND ET LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI EN VUE DE FACILITER LES PAIEMENTS. SIGNÉ A BERLIN, LE 1^{er} NOVEMBRE 1934.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'EXTENSION DE LA PORTÉE DE L'ARTICLE 7, PARAGRAPHE (ii), DE L'ACCORD SUSMENTIONNÉ. BERLIN, LE 30 DÉCEMBRE 1937.

I.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

W VI G. B. 3666.

BERLIN, le 30 décembre 1937.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

L'alinéa (ii) de l'article 7 de l'Accord germano-anglais du 1^{er} novembre 1934 relatif aux paiements stipule qu'en ce qui concerne les obligations à moyen et à long terme visées à l'article 3 de l'Accord germano-anglais du 4 juillet 1934 sur les transferts, le Gouvernement allemand offrira à tous les porteurs britanniques (tels qu'ils sont définis à l'article 4 dudit accord sur les transferts), pour les intérêts, dividendes et autres paiements similaires revenant à intervalles réguliers qui viendront à échéance entre le 1^{er} juillet 1934 et le 30 juin 1936 ou la date à laquelle prendra fin l'Accord germano-anglais du 1^{er} novembre 1934 relatif aux paiements (selon que l'une ou l'autre de ces dates sera la plus rapprochée), des bons portant intérêt à 4 pour cent l'an, mais conformes, à tous autres égards, aux conditions de l'offre contenue dans le communiqué de la Reichsbank du 29 mai 1934.

La validité de cette disposition a été étendue par les échanges de notes du 26 juin 1936, du 16 décembre 1936 et du 18 juin 1937 aux obligations correspondantes, venues à échéance jusqu'au 31 décembre 1937.

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement allemand s'engage à étendre les engagements stipulés à l'alinéa (ii) de l'article 7 susmentionné également aux intérêts, dividendes et autres paiements similaires revenant à intervalles réguliers, qui viendront à échéance entre le 1^{er} janvier 1938 et le 30 juin 1938 ou la date, éventuellement plus rapprochée, à laquelle prendrait fin l'Accord germano-britannique du 1^{er} novembre 1934 relatif aux paiements, ou encore la date fixée par tout accord qui pourra éventuellement être conclu, dans l'intervalle, en vue de la modification des dispositions de l'alinéa (ii) de l'article 7 de l'Accord germano-anglais relatif aux paiements, suivant que l'une ou l'autre de ces dates sera la plus rapprochée.

Je saisis cette occasion, etc.

VON MACKENSEN.

Sir George Ogilvie-Forbes
Chargé d'Affaires de Grande-Bretagne,
Berlin.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE.

N^o 551.
(48/21/37).

BERLIN, le 30 décembre 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par votre lettre en date de ce jour, vous m'avez adressé la communication ci-après :

« L'alinéa (ii) de l'article 7 de l'Accord anglo-allemand du 1^{er} novembre 1934 relatif aux paiements stipule qu'en ce qui concerne les obligations à moyen et à long terme visées à l'article 3 de l'Accord anglo-allemand du 4 juillet 1934 sur les transferts, le Gouvernement allemand offrira à tous les porteurs britanniques (tels qu'ils sont définis à l'article 4 dudit accord sur les transferts), pour les intérêts, dividendes et autres paiements similaires revenant à intervalles réguliers qui viendront à échéance entre le 1^{er} juillet 1934 et le 30 juin 1936 ou la date à laquelle prendra fin l'Accord anglo-allemand du 1^{er} novembre 1934 relatif aux paiements (selon que l'une ou l'autre de ces dates sera la plus rapprochée), des bons portant intérêt à 4 pour cent l'an, mais conformes à tous autres égards aux conditions de l'offre contenue dans le communiqué de la Reichsbank du 29 mai 1934.

» La validité de cette disposition a été étendue par les échanges de notes du 26 juin 1936, du 16 décembre 1936 et du 18 juin 1937 aux obligations correspondantes, venues à échéance jusqu'au 31 décembre 1937.

» J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement allemand s'engage à étendre les engagements stipulés à l'alinéa (ii) de l'article 7 susmentionné également aux intérêts, dividendes et autres paiements similaires revenant à intervalles réguliers, qui viendront à échéance entre le 1^{er} janvier 1938 et le 30 juin 1938 ou la date à laquelle prendrait fin l'Accord anglo-allemand du 1^{er} novembre 1934 relatif aux paiements, ou encore la date fixée par tout accord qui pourra éventuellement être conclu dans l'intervalle, en vue de la modification des dispositions de l'alinéa (ii) de l'article 7 de l'Accord anglo-allemand relatif aux paiements, suivant que l'une ou l'autre de ces dates sera la plus rapprochée. »

2. J'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni prend acte de la teneur de votre lettre.

Je saisis cette occasion, etc.

George OGILVIE-FORBES.

Son Excellence
le Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

N° 3803. — CONVENTION¹ RELATIVE A L'EXTRADITION, ADOPTÉE PAR LA SEPTIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE AMÉRICAINNE. SIGNÉE A MONTEVIDEO, LE 26 DÉCEMBRE 1933.

RATIFICATION

Déposée dans les archives de l'Union Panaméricaine à Washington :

COLOMBIE 22 juillet 1936.

Enregistrée le 18 février 1938 à la demande du délégué permanent de la Colombie près la Société des Nations.

No. 3803. — CONVENTION¹ ON EXTRADITION, ADOPTED BY THE SEVENTH INTERNATIONAL CONFERENCE OF AMERICAN STATES. SIGNED AT MONTEVIDEO, DECEMBER 26TH, 1933.

RATIFICATION.

Deposited in the archives of the Pan-American Union at Washington :

COLOMBIA July 22nd, 1936.

Registered on February 18th, 1938, at the request of the Permanent Delegate of Colombia to the League of Nations.

N° 3877. — PROTOCOLE² POUR RECONNAÎTRE A LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE LA COMPÉTENCE D'INTERPRÉTER LES CONVENTIONS DE LA HAYE DE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ. SIGNÉ A LA HAYE, LE 27 MARS 1931.

RATIFICATION

Déposée à La Haye :

FINLANDE 20 avril 1938.

Enregistrée le 17 mai 1938 à la demande du ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas.

No. 3877. — PROTOCOL² RECOGNISING THE COMPETENCE OF THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE TO INTERPRET THE HAGUE CONVENTIONS ON PRIVATE INTERNATIONAL LAW. SIGNED AT THE HAGUE, MARCH 27TH, 1931.

RATIFICATION.

Deposited in The Hague :

FINLAND April 20th, 1938.

Registered on May 17th, 1938, at the request of the Netherlands Minister for Foreign Affairs.

¹ Vol. CLXV, page 45 ; et vol. CLXXXI, page 444, de ce recueil.

² Vol. CLXVII, page 341 ; vol. CLXXVII, page 487 ; et vol. CLXXXI, page 448, de ce recueil.

¹ Vol. CLXV, page 45 ; and Vol. CLXXXI, page 444, of this Series.

² Vol. CLXVII, page 341 ; Vol. CLXXVII, page 487 ; and Vol. CLXXXI, page 448, of this Series.

No. 3925. — CONVENTION¹ BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND LITHUANIA REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT KAUNAS, APRIL 24TH, 1934.

N^o 3925. — CONVENTION¹ ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET LA LITHUANIE CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A KAUNAS, LE 24 AVRIL 1934.

EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE APPLICATION OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION TO BASUTOLAND, BECHUANALAND PROTECTORATE AND SWAZILAND. KAUNAS, NOVEMBER 4TH AND DECEMBER 2ND, 1937.

ECHANGE DE NOTES CONCERNANT L'APPLICATION DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE AU BASSOUTOLAND, AU PROTECTORAT DU BETCHOUANALAND ET AU SWAZILAND. KAUNAS, LES 4 NOVEMBRE ET 2 DÉCEMBRE 1937.

Registered on January 29th, 1938, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

Enregistré le 29 janvier 1938 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

I.

BRITISH LEGATION.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.

No. 113.

N^o 113.

KAUNAS, November 4th, 1937.

KAUNAS, le 4 novembre 1937.

YOUR EXCELLENCY,

MONSIEUR LE MINISTRE,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to your Excellency, in accordance with Article 16 (a) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at Kaunas on the 24th April, 1934, the extension of the operation of that Convention to Basutoland, Bechuanaland Protectorate and Swaziland.

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires étrangères, de notifier à Votre Excellence, conformément à l'article 16 a) de la Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Kaunas le 24 avril 1934, l'extension des effets de cette convention au Bassoutoland, au Protectorat du Betchouanaland et au Swaziland.

The attached list indicates in each case the authority to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted and the language in which communications and translations are to be made.

La liste ci-jointe indique dans chaque cas l'autorité à laquelle les demandes de signification ou les commissions rogatoires devront être adressées et la langue dans laquelle les communications et les traductions devront être faites.

In accordance with Article 16 (b) of the Convention, the extension now notified will

Conformément à l'article 16 b) de la convention, l'extension notifiée par la présente

¹ Vol. CLXIX, page 373 ; and Vol. CLXXXI, page 452, of this Series.

¹ Vol. CLXIX, page 373 ; et vol. CLXXXI, page 452, de ce recueil.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 4th December next.

In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Thomas H. PRESTON.

His Excellency
Monsieur S. Lozoraitis,
Minister for Foreign Affairs,
Kaunas.

note deviendra applicable un mois après la date de cette note, c'est-à-dire le 4 décembre prochain.

En priant Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente communication, je saisis cette occasion, etc.

Thomas H. PRESTON.

Son Excellence
Monsieur S. Lozoraitis,
Ministre des Affaires étrangères,
Kaunas.

LIST.

Territory	Competent local authority	Language
Basutoland.	The Registrar of the Resident Commissioner's Court, Maseru.	English.
Bechuanaland Protectorate.	The Registrar of the Resident Commissioner's Court (or of the Special Court), Mafeking.	English.
Swaziland.	The Registrar of the Special Court, Mbabane.	English.

II.

RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE.
MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
N° 24.728.

KAUNAS, le 2 décembre 1937.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre N° 113 en date du 4 novembre dernier adressée à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères par laquelle vous avez bien voulu lui faire savoir l'extension de la Convention de procédure civile entre la Lithuanie et la Grande-Bretagne signée à Kaunas, le 24 avril 1934, en conformité avec les stipula-

LISTE

Territoire	Autorité locale compétente	Langue
Bassoutoland.	The Registrar of the Resident Commissioner's Court, Maseru.	Anglais.
Protectorat du Betchouanaland.	The Registrar of the Resident Commissioner's Court (ou of the Special Court), Mafeking.	Anglais.
Swaziland.	The Registrar of the Special Court, Mbabane.	Anglais.

II.

REPUBLIC OF LITHUANIA.
MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
No. 24.728.

KAUNAS, December 2nd, 1937.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your letter No. 113, of November 4th last, to the Minister for Foreign Affairs, notifying him, in accordance with Article 16 of the Convention between Lithuania and Great Britain regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at Kaunas on April 24th, 1934, of the extension

tions de l'article 16 de cette convention, aux Bassoutoland, Protectorat du Betchoualand et Swaziland.

Par la même lettre vous avez bien voulu notifier que, suivant le même article, l'extension de la convention aux territoires ci-dessus mentionnés entre en vigueur le 4 décembre 1937.

En vous remerciant vivement de cette obligeante communication, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le ministère n'a pas manqué d'en prendre acte.

Veillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances de ma haute considération.

URBŠYS,
Secrétaire général.

Monsieur T. H. Preston,
Chargé d'Affaires de Grande-Bretagne,
Kaunas.

of the operation of that Convention to Basutoland, Bechuanaland Protectorate and Swaziland.

In the same letter you were good enough to state, in accordance with the same Article, that the extension of the Convention to the above-mentioned territories will come into force on December 4th, 1937.

In thanking you cordially for your communication, I have the honour to inform you that the Ministry has taken due note of it.

I have the honour to be, etc.

URBŠYS,
Secretary-General.

Thomas H. Preston, Esq.,
British Chargé d'Affaires,
Kaunas.

No. 3928. — CONVENTION¹ BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND HUNGARY REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT BUDAPEST, SEPTEMBER 25TH, 1935.

No 3928. — EGYEZMÉNY¹ A NAGY-BRITANNIA ÉS ÉSZAK-IRORSZÁG ÉS A MAGYAR KIRÁLYSÁG KÖZÖTT POLGÁRI ÉS KERESKEDELMİ ÜGYEKBEŒ LEENDŐ KOLCSÖNÖS JOGSEGÉLY BIZTOSITÁSA IRÁNT. ALÁIRATOTT BUDAPESTEN 1935. ÉVI SZEPTEMBER HÓ 25 NAPJÁN.

EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE APPLICATION OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION TO BASUTOLAND, BECHUANALAND PROTECTORATE AND SWAZILAND. BUDAPEST, OCTOBER 26TH AND NOVEMBER 29TH, 1937.

JEGYZÉKVÁLTÁS A FENTEMLITETT SZERZŐDÉS HATÁLYÁNAK BASUTOLAND TERÜLETÉRE, BECHUANALAND PROTEKTORÁTUSÁRA, VALAMINT SWAZILAND TERÜLETÉRE VALÓ KITERJESZTÉSE ÜGYÉBEN. KELT BUDAPESTEN, 1937 OKTÓBER HÓ 26-İK ÉS NOVEMBER HÓ 29-İK NAPJÁN.

Registered on January 29th, 1938, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

Enregistré le 29 janvier 1938 à la demande du secrétaire d'État aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

¹ Vol. CLXX, page 51; and Vol. CLXXXI, page 458, of this Series.

¹ Vol. CLXX, page 51; et vol. CLXXXI, page 458, de ce recueil.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 107.
(90/19/37).

BUDAPEST, *October 26th*, 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 17 (a) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at Budapest on September 25th, 1935, the extension of the operation of that Convention to Basutoland, Bechuanaland Protectorate and Swaziland.

The attached list indicates in each case the authority to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted, and the language in which communications and translations are to be made.

In accordance with Article 17 (b) of the Convention, the extension now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on November 26th next.

In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity to renew to you, Monsieur le Ministre, the assurance of my highest consideration.

G. G. KNOX.

His Excellency,
Monsieur Coloman de Kánya,
Royal Hungarian Minister
for Foreign Affairs,
Budapest.

LIST

Territory	Competent local authority	Language
Basutoland.	The Registrar of the Resident Commissioner's Court, Maseru.	English.
Bechuanaland Protectorate.	The Registrar of the Resident Commissioner's Court (or of the Special Court), Mafeking.	English.
Swaziland.	The Registrar of the Special Court, Mbabane.	English.

II.

TEXTE HONGROIS. — HUNGARIAN TEXT.

MINISTÈRE ROYAL
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE HONGRIE.

399/5-1937.

BUDAPEST, 1937 *november 29*.

MINISZTER UR !

A magyar-brit polgári jogsegély egyezménynek Basutoland, Bechuanaland és Swaziland

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

II.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

ROYAL HUNGARIAN MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

399/5-1937.

BUDAPEST, *November 29th*, 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's note No. 107/90/19/37.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

területére való kiterjesztése tárgyában f. évi október hó 26.-án 107/90/19/37 szám alatt kelt jegyzékének átvételét van szerencsém elismerni.

A jegyzék szövege a következő :

“ On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 17 (a) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at Budapest on September 25th, 1935, the extension of the operation of that Convention to Basutoland, Bechuanaland Protectorate and Swaziland.

The attached list indicates in each case the authority to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted, and the language in which communications and translations are to be made.

In accordance with Article 17 (b) of the Convention, the extension now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on November 26th next ”.

Fogadja, Miniszter Ur, kiváló tiszteletem nyilvánítását.

A miniszter rendeletéből :

DANILOVICS,
miniszteri osztályfőnök.

Nagyméltóságú
Sir Geoffrey George Knox
rendkívüli követ
és meghatalmazott miniszter,
Budapest.

of October 26th last, concerning the extension to the territories of Basutoland, Bechuanaland and Swaziland of the Convention between Hungary and the United Kingdom regarding legal proceedings in civil and commercial matters.

The text of the note is as follows :

“ On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 17 (a) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at Budapest on September 25th, 1935, the extension of the operation of that Convention to Basutoland, Bechuanaland Protectorate and Swaziland.

The attached list indicates in each case the authority to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted, and the language in which communications and translations are to be made.

In accordance with Article 17 (b) of the Convention, the extension now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on November 26th next. ”

I have the honour to be, etc.

For the Minister :

DANILOVICS,
Ministerial Chief of Service.

His Excellency
Sir Geoffrey George Knox,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary,
Budapest.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 3928. — CONVENTION ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET LA HONGRIE CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A BUDAPEST, LE 25 SEPTEMBRE 1935.

ECHANGE DE NOTES CONCERNANT L'APPLICATION DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE AU BASSOUTOLAND, AU PROTECTORAT DU BETCHOUANALAND ET AU SWAZILAND. BUDAPEST, LES 26 OCTOBRE ET 29 NOVEMBRE 1937.

I.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.

N° 107.
(90/19/37).

BUDAPEST, le 26 octobre 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires étrangères, de notifier à Votre Excellence, conformément à l'article 17 a) de la Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Budapest le 25 septembre 1935, l'extension des effets de cette convention au Bassoutoland, au Protectorat du Betchouanaland et au Swaziland.

La liste ci-jointe indique dans chaque cas l'autorité à laquelle les demandes de signification et les commissions rogatoires devront être adressées et la langue dans laquelle les communications et les traductions devront être faites.

Conformément à l'article 17 b) de la convention, l'extension notifiée par la présente note deviendra applicable un mois après la date de cette note, c'est-à-dire le 26 novembre prochain.

En vous priant de bien vouloir accuser réception de la présente communication, je saisis cette occasion, etc.

G. G. KNOX.

Son Excellence
Monsieur Coloman de Kánya,
Ministre royal des
Affaires étrangères de Hongrie,
Budapest.

LISTE

Territoire	Autorité locale compétente	Langue
Bassoutoland.	The Registrar of the Resident Commissioner's Court, Maseru.	Anglais.
Protectorat du Betchouanaland.	The Registrar of the Resident Commissioner's Court (ou of the Special Court), Mafeking.	Anglais.
Swaziland.	The Registrar of the Special Court, Mbabane.	Anglais.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

MINISTÈRE ROYAL
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE HONGRIE.

399/5-1937.

BUDAPEST, le 29 novembre 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence N^o 107/90/19/37, en date du 26 octobre courant, concernant l'extension, aux territoires du Bassoutoland, du Betchouanaland et du Swaziland, de la Convention entre la Hongrie et le Royaume-Uni relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale.

Le texte de la note est le suivant :

« J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires étrangères, de notifier à Votre Excellence, conformément à l'article 17 a) de la Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Budapest le 25 septembre 1935, l'extension des effets de cette convention au Bassoutoland, au Protectorat du Betchouanaland et au Swaziland.

La liste ci-jointe indique dans chaque cas l'autorité à laquelle les demandes de signification et les commissions rogatoires devront être adressées et la langue dans laquelle les communications et les traductions devront être faites.

Conformément à l'article 17 b) de la convention, l'extension notifiée par la présente note deviendra applicable un mois après la date de cette note, c'est-à-dire le 26 novembre prochain. »

Veuillez agréer, etc.

Pour le Ministre :
Le Chef de service du Ministère,
DANILOVICS.

Son Excellence
Sir Geoffrey George Knox,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire,
Budapest.

N^o 3989. — ACCORD¹ ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE ET LE ROYAUME D'ITALIE POUR RÉGLER LEURS ÉCHANGES COMMERCIAUX ET LES PAIEMENTS Y AFFÉRENTS. SIGNÉ A ROME, LE 6 OCTOBRE 1936.

No. 3989. — AGREEMENT¹ BETWEEN THE REPUBLIC OF ESTONIA AND THE KINGDOM OF ITALY FOR THE REGULATION OF THEIR COMMERCIAL EXCHANGES AND PAYMENTS IN RESPECT THEREOF. SIGNED AT ROME, OCTOBER 6TH, 1936.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A LA PROROGATION JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 1938 DE L'ACCORD SUSMENTIONNÉ. ROME, LE 26 AOUT 1937.

EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE PROLONGATION UNTIL DECEMBER 31ST, 1938, OF THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. ROME, AUGUST 26TH, 1937.

Enregistré le 3 janvier 1938 à la demande du ministre des Affaires étrangères d'Estonie.

Registered on January 3rd, 1938, at the request of the Estonian Minister for Foreign Affairs.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

N^o 437.

ROME, le 26 août 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à l'Accord entre l'Estonie et l'Italie pour régler les échanges commerciaux et les paiements y afférents, signé à Rome le 6 octobre 1936, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement estonien est disposé à modifier l'article 15 du susdit accord comme suit :

« Le présent accord aura effet jusqu'au 31 décembre 1938 et il sera considéré renouvelé par tacite reconduction pour des périodes d'une année s'il ne sera pas dénoncé avec un préavis d'un mois. »

Je prie Votre Excellence de me faire connaître si le Gouvernement italien adhère à cette proposition.

Dans l'affirmative, la présente lettre et la réponse de Votre Excellence consacreront l'accord intervenu en cette matière entre nos deux gouvernements.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

J. LEPPIK.

Son Excellence

Monsieur le comte
Galeazzo Ciano de Cortellazzo,
Ministre des Affaires étrangères,
Rome.

I.

No. 437.

ROME, August 26th, 1937.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to the Agreement between Estonia and Italy for the regulation of commercial exchanges and payments in respect thereof, signed at Rome on October 6th, 1936, I have the honour to inform you that the Estonian Government is prepared to amend Article 15 of the Agreement as follows :

“ The present Agreement shall remain in force until December 31st, 1938, and shall be regarded as renewed by tacit consent for periods of one year unless it is denounced with one month's notice. ”

I should be glad if you would inform me whether the Italian Government agrees to this proposal.

In that case, the present letter and Your Excellency's reply will constitute the agreement reached on this question between our two Governments.

I have the honour to be, etc.

J. LEPPIK.

His Excellency

Count Galeazzo Ciano de Cortellazzo,
Minister for Foreign Affairs,
Rome.

¹ Vol. CLXXII, page 189, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Vol. CLXXII, page 189, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI.
Ministère des Affaires étrangères.
 229433.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
 D'ITALIE
 AU MINISTRE D'ESTONIE A ROME.

ROME, le 26 août 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Votre Excellence a bien voulu m'adresser en date de ce jour, une note ainsi conçue :

« Me référant à l'Accord entre l'Italie et l'Estonie pour régler les échanges commerciaux et les paiements y afférents, signé à Rome le 6 octobre 1936, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement estonien est disposé à modifier l'article 15 du susdit accord comme suit :

« Le présent accord aura effet jusqu'au 31 décembre 1938 et sera considéré renouvelé par tacite reconduction pour des périodes d'une année s'il ne sera pas dénoncé avec un préavis d'un mois. »

» Je prie Votre Excellence de me faire connaître si le Gouvernement italien adhère à cette proposition.

» Dans l'affirmative, la présente lettre et la réponse de Votre Excellence consacreront l'accord intervenu en cette matière entre nos deux gouvernements. »

En accusant réception de cette note j'ai l'honneur de vous déclarer que le Gouvernement italien est d'accord sur ce qui précède.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma considération très distinguée.

CIANO.

II.

MINISTRY
 OF FOREIGN AFFAIRS.
 229433.

THE ITALIAN MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS
 TO THE ESTONIAN MINISTER AT ROME.

ROME, August 26th, 1937.

SIR,

You were good enough to send me to-day a note in the following terms :

“ With reference to the Agreement between Estonia and Italy for the regulation of commercial exchanges and payments in respect thereof, signed at Rome on October 6th, 1936, I have the honour to inform you that the Estonian Government is prepared to amend Article 15 of the Agreement as follows :

“ ‘ The present Agreement shall remain in force until December 31st, 1938, and shall be regarded as renewed by tacit consent for periods of one year unless it is denounced with one month's notice. ’

“ I should be glad if you would inform me whether the Italian Government agrees to this proposal.

“ In that case, the present letter and Your Excellency's reply will constitute the agreement reached on this question between our two Governments. ”

I have the honour to acknowledge receipt of this note and to inform you that the Italian Government is in agreement with the above.

I have the honour to be, etc.

CIANO.

N^o 3999. — CONVENTION¹ CONCERNANT LA NAVIGATION AÉRIENNE ENTRE L'ESTONIE ET LA FINLANDE. SIGNÉE A HELSINKI, LE 12 SEPTEMBRE 1936.

No. 3999. — CONVENTION¹ BETWEEN ESTONIA AND FINLAND REGARDING AIR NAVIGATION. SIGNED AT HELSINKI, SEPTEMBER 12TH, 1936.

DÉNONCIATION

A partir du 1^{er} janvier 1938, par suite de l'adhésion effective des deux Parties à la Convention² du 13 octobre 1919 portant réglementation de la navigation aérienne.

Enregistrée le 31 janvier 1938 à la demande du ministre des Affaires étrangères d'Estonie.

DENUNCIATION

As from January 1st, 1938, in consequence of the effective accession of the two Parties to the Convention² of October 13th, 1919, relating to the Regulation of Aerial Navigation.

Registered on January 31st, 1938, at the request of the Estonian Minister for Foreign Affairs.

No. 4020. — CONVENTION³ BETWEEN BELGIUM AND GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND FOR THE RECIPROCAL ENFORCEMENT OF JUDGMENTS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT BRUSSELS, MAY 2ND, 1934.

N^o 4020. — CONVENTION³ ENTRE LA BELGIQUE ET LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD POUR L'EXÉCUTION RÉCIPROQUE DES JUGEMENTS RENDUS EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A BRUXELLES, LE 2 MAI 1934.

EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN NEW ZEALAND AND THE BELGIAN GOVERNMENT REGARDING THE ACCESSION OF NEW ZEALAND TO THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. BRUSSELS, FEBRUARY 2ND AND 17TH, 1938.

ECHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ EN NOUVELLE-ZÉLANDE ET LE GOUVERNEMENT BELGE RELATIF A L'ADHÉSION DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE A LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. BRUXELLES, LES 2 ET 17 FÉVRIER 1938.

Registered on April 1st, 1938, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

Enregistré le 1^{er} avril 1938 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

¹ Vol. CLXXII, page 345, de ce recueil.

² Vol. XI, page 173; vol. XXIV, page 174; vol. LIX, page 346; vol. LXIII, page 389; vol. LXXVIII, pages 438 et 441; vol. CXVII, page 54; vol. CXXXVIII, pages 418 et 427; vol. CXLII, page 340; vol. CLXIV, page 355, de ce recueil; pages 371, 403 et 437 de ce volume.

³ Vol. CLXXIII, page 291, of this Series.

¹ Vol. CLXXII, page 345, of this Series.

² Vol. XI, page 173; Vol. XXIV, page 175; Vol. LIX, page 346; Vol. LXIII, page 389; Vol. LXXVIII, pages 438 and 441; Vol. CXVII, page 54; Vol. CXXXVIII, pages 418 and 427; Vol. CXLII, page 340; Vol. CLXIV, page 355, of this Series; pages 371, 403 and 437 of this Volume.

³ Vol. CLXXIII, page 291, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

BRITISH EMBASSY.

No. 26.
(88/4/38.)

BRUSSELS, *February 2nd*, 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

At the instance of His Majesty's Government in New Zealand and with reference to your note (Direction Générale C. 3^e Bureau No. 2295/G. B./I/B) of January 13th, last, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 13 (1) of the Convention regarding the reciprocal enforcement of judgments which was signed at Brussels on May 2nd, 1934, the accession of His Majesty to that Convention in respect of the Dominion of New Zealand.

2. In accordance with Article 13 (3) of the Convention, the accession now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say on the 2nd of March next.

3. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to you the assurance of my highest consideration.

R. H. CLIVE.

His Excellency,
Monsieur Paul-Henri Spaak,
Minister for Foreign Affairs.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

DIRECTION GÉNÉRALE C.
3^e BUREAU.

N^o 2295/G. B./I/B.

BRUXELLES, *le 17 février* 1938.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de l'office en date du 2 février courant, N^o 26 (88/4/38),

I.

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE.

N^o 26.
(88/4/38.)

BRUXELLES, *le 2 février* 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

A la demande du Gouvernement de Sa Majesté en Nouvelle-Zélande et en me référant à votre note (Direction générale C. 3^e Bureau N^o 2295/G. B./I/B), du 13 janvier dernier, j'ai l'honneur de notifier à Votre Excellence, conformément à l'article 13 (1) de la Convention concernant l'exécution réciproque des jugements, signée à Bruxelles le 2 mai 1934, l'adhésion du Gouvernement de Sa Majesté à cette convention pour ce qui concerne le Dominion de Nouvelle-Zélande.

2. Conformément à l'article 13 (3) de la convention, l'adhésion faisant l'objet de la présente notification entrera en vigueur un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 2 mars prochain.

3. En priant Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente communication, je saisis cette occasion, etc.

R. H. CLIVE.

Son Excellence
Monsieur Paul-Henri Spaak,
Ministre des Affaires étrangères.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

DIRECTORATE-GENERAL C.
DEPARTMENT 3.

No. 2295/G. B./I/B.

BRUSSELS, *February 17th*, 1938.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's note No. 26 (88/4/38)

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

par lequel Votre Excellence a bien voulu me notifier l'adhésion de Sa Majesté britannique, pour ce qui concerne la Nouvelle-Zélande, à la Convention anglo-belge du 2 mai 1934 sur l'exécution réciproque des jugements.

Il est entendu que, conformément à l'article 13 (3) de cette convention, l'adhésion dont il s'agit sortira ses effets le 2 mars prochain.

Je saisis cette occasion, Monsieur l'Ambassadeur, de renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma très haute considération.

Pour le Ministre :
Le Directeur général,
Maurice COSTERMANS.

A Son Excellence

Le très honorable sir Robert Henry Clive,
Ambassadeur de Sa Majesté britannique,
à Bruxelles.

of the 2nd instant, notifying me of the accession of His Britannic Majesty, in respect of New Zealand, to the Anglo-Belgian Convention of May 2nd, 1934, regarding the reciprocal enforcement of judgments.

It is understood that, in accordance with Article 13 (3) of the Convention, the accession shall come into force on March 2nd next.

I avail myself of this opportunity, etc.

For the Minister :
Maurice COSTERMANS,
Director-General.

His Excellency the Rt. Hon.

Sir Robert Henry Clive,
His Britannic Majesty's Ambassador,
Brussels.

N^o 4025. — PROCÈS-VERBAL ¹ CONCERNANT LES RÈGLES DE LA GUERRE SOUS-MARINE PRÉVUES PAR LA PARTIE IV DU TRAITÉ DE LONDRES DU 22 AVRIL 1930. SIGNÉ A LONDRES, LE 6 NOVEMBRE 1936.

ADHÉSIONS

TURQUIE 7 juillet 1937.
TCHÉCOSLOVAQUIE ... 14 septembre 1937.

Enregistrées le 5 janvier 1938 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

EGYPTE 23 juin 1937.

Enregistrée le 29 janvier 1938 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

No. 4025. — PROCES-VERBAL ¹ RELATING TO THE RULES OF SUBMARINE WARFARE SET FORTH IN PART IV OF THE TREATY OF LONDON OF APRIL 22ND, 1930. SIGNED AT LONDON, NOVEMBER 6TH, 1936.

ACCESSIONS.

TURKEY July 7th, 1937.
CZECHOSLOVAKIA September 14th, 1937.

Registered on January 5th, 1938, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

EGYPT June 23rd, 1937.

Registered on January 29th, 1938, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

¹ Vol. CLXXIII, page 353 ; et vol. CLXXXI, page 470, de ce recueil.

¹ Vol. CLXXIII, page 353 ; and Vol. CLXXXI, page 470, of this Series.

NÉPAL 27 janvier 1937.
MEXIQUE 3 janvier 1938.

Enregistrées le 8 février 1938 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

SALVADOR 24 novembre 1937.

Enregistrée le 28 février 1938 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

HONGRIE 8 décembre 1937.
IRAK 27 décembre 1937.
SIAM 12 janvier 1938.
LITHUANIE 27 janvier 1938.

Enregistrées le 1^{er} avril 1938 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

BRÉSIL 31 décembre 1937.

Enregistrée le 14 avril 1938 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

NEPAL January 27th, 1937.
MEXICO January 3rd, 1938.

Registered on February 8th, 1938, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

SALVADOR November 24th, 1937.

Registered on February 28th, 1938, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

HUNGARY December 8th, 1937.
IRAQ December 27th, 1937.
SIAM January 12th, 1938.
LITHUANIA January 27th, 1938.

Registered on April 1st, 1938, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

BRAZIL December 31st, 1937.

Registered on April 14th, 1938, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

N^o 4048. — CONVENTION¹ POSTALE UNIVERSELLE, AVEC PROTOCOLE FINAL, RÈGLEMENT D'EXÉCUTION ET DISPOSITIONS CONCERNANT LE TRANSPORT DE LA POSTE AUX LETTRES PAR VOIE AÉRIENNE, AVEC PROTOCOLE FINAL. SIGNÉS AU CAIRE, LE 20 MARS 1934.

RATIFICATIONS

Déposées au Caire :

PORTUGAL 13 janvier 1938.

Enregistrée le 9 février 1938 à la demande du ministre des Affaires étrangères d'Égypte.

N^o 4048. — UNIVERSAL POSTAL CONVENTION,¹ WITH FINAL PROTOCOL, DETAILED REGULATIONS AND PROVISIONS RELATING TO THE CONVEYANCE OF LETTER MAILSBY AIR, WITH FINAL PROTOCOL. SIGNED AT CAIRO, MARCH 20TH, 1934.

RATIFICATIONS.

Deposited in Cairo :

PORTUGAL. January 13th, 1938.

Registered on February 9th, 1938, at the request of the Egyptian Minister for Foreign Affairs.

¹ Vol. CLXXIV, page 171, de ce recueil.

¹ Vol. CLXXIV, page 171, of this Series.

HONDURAS 29 janvier 1938.
 Enregistrée le 18 février 1938 à la demande du
 ministre des Affaires étrangères d'Égypte.

ALBANIE 10 mars 1937.
 TURQUIE 25 mai 1937.
 Enregistrées le 11 mars 1938 à la demande du
 ministre des Affaires étrangères d'Égypte.

ADHÉSIONS

Notifiées au Gouvernement suisse :

AFGHANISTAN 15 avril 1937.
 COLONIE D'ADEN et BIR-
 MANIE 1^{er} avril 1937.
 Enregistrées le 11 mars 1938 à la demande du
 ministre des Affaires étrangères d'Égypte.

HONDURAS January 29th, 1938.
 Registered on February 18th, 1938, at the request
 of the Egyptian Minister for Foreign Affairs.

ALBANIA March 10th, 1937.
 TURKEY May 25th, 1937.
 Registered on March 11th, 1938, at the request
 of the Egyptian Minister for Foreign Affairs.

ACCESSIONS.

Notified to the Swiss Government :

AFGHANISTAN. April 15th, 1937.
 COLONY OF ADEN and
 BURMA April 1st, 1937.
 Registered on March 11th, 1938, at the request
 of the Egyptian Minister for Foreign Affairs.

N^o 4049. — ARRANGEMENT¹ CONCERNANT LES LETTRES ET LES BOITES AVEC VALEUR DÉCLARÉE, AVEC PROTOCOLE FINAL ET RÈGLEMENT D'EXÉCUTION. SIGNÉS AU CAIRE, LE 20 MARS 1934.

RATIFICATIONS

Déposées au Caire :

PORTUGAL 13 janvier 1938.
 Enregistrée le 9 février 1938 à la demande du
 ministre des Affaires étrangères d'Égypte.

HONDURAS 29 janvier 1938.
 Enregistrée le 18 février 1938 à la demande du
 ministre des Affaires étrangères d'Égypte.

ALBANIE 10 mars 1937.
 TURQUIE 25 mai 1937.

Enregistrées le 11 mars 1938 à la demande du
 ministre des Affaires étrangères d'Égypte.

N^o 4049. — AGREEMENT¹ CONCERNING INSURED LETTERS AND BOXES, WITH FINAL PROTOCOL AND DETAILED REGULATIONS. SIGNED AT CAIRO, MARCH 20TH, 1934.

RATIFICATIONS.

Deposited in Cairo :

PORTUGAL. January 13th, 1938.
 Registered on February 9th, 1938, at the request
 of the Egyptian Minister for Foreign Affairs.

HONDURAS January 29th, 1938.
 Registered on February 18th, 1938, at the request
 of the Egyptian Minister for Foreign Affairs.

ALBANIA March 10th, 1937.
 TURKEY May 25th, 1937.

Registered on March 11th, 1938, at the request
 of the Egyptian Minister for Foreign Affairs.

¹ Vol. CLXXV, page 5, de ce recueil.

¹ Vol. CLXXV, page 5, of this Series.

ADHÉSIONS

Notifiées au Gouvernement suisse :

TONGA 27 août 1936.

Enregistrée le 16 mars 1937 à la demande du ministre des Affaires étrangères d'Égypte.

COLONIE D'ADEN et BIR-
MANIE 1^{er} avril 1937.

Enregistrées le 11 mars 1938 à la demande du ministre des Affaires étrangères d'Égypte.

ACCESSIONS.

Notified to the Swiss Government :

TONGA August 27th, 1936.

Registered on March 16th, 1937, at the request of the Egyptian Minister for Foreign Affairs.

COLONY OF ADEN and
BURMA April 1st, 1937.

Registered on March 11th, 1938, at the request of the Egyptian Minister for Foreign Affairs.

N^o 4050. — ARRANGEMENT¹ CONCERNANT LES COLIS POSTAUX, AVEC PROTOCOLE FINAL, RÈGLEMENT D'EXÉCUTION ET DISPOSITIONS CONCERNANT LE TRANSPORT DES COLIS POSTAUX PAR VOIE AÉRIENNE, AVEC PROTOCOLE FINAL. SIGNÉS AU CAIRE, LE 20 MARS 1934.

N^o 4050. — PARCEL POST AGREEMENT¹, WITH FINAL PROTOCOL, DETAILED REGULATIONS AND PROVISIONS REGARDING THE CONVEYANCE OF POSTAL PARCELS BY AIR, WITH FINAL PROTOCOL. SIGNED AT CAIRO, MARCH 20TH, 1934.

RATIFICATIONS

Déposées au Caire :

PORTUGAL 13 janvier 1938.

Enregistrée le 9 février 1938 à la demande du ministre des Affaires étrangères d'Égypte.

HONDURAS 29 janvier 1938.

Enregistrée le 18 février 1938 à la demande du ministre des Affaires étrangères d'Égypte.

ALBANIE 10 mars 1937.

TURQUIE 25 mai 1937.

Enregistrées le 11 mars 1938 à la demande du ministre des Affaires étrangères d'Égypte.

RATIFICATIONS.

Deposited in Cairo :

PORTUGAL January 13th, 1938.

Registered on February 9th, 1938, at the request of the Egyptian Minister for Foreign Affairs.

HONDURAS January 29th, 1938.

Registered on February 18th, 1938, at the request of the Egyptian Minister for Foreign Affairs.

ALBANIA March 10th, 1937.

TURKEY May 25th, 1937.

Registered on March 11th, 1938, at the request of the Egyptian Minister for Foreign Affairs.

ADHÉSION

Notifiée au Gouvernement suisse :

AFGHANISTAN 28 août 1937.

Enregistrée le 11 mars 1938 à la demande du ministre des Affaires étrangères d'Égypte.

ACCESSION.

Notified to the Swiss Government :

AFGHANISTAN August 28th, 1937.

Registered on March 11th, 1938, at the request of the Egyptian Minister for Foreign Affairs.

¹ Vol. CLXXV, page 73, de ce recueil.

¹ Vol. CLXXV, page 73, of this Series.

N^o 4051. — ARRANGEMENT¹ CONCERNANT LES MANDATS DE POSTE, AVEC RÈGLEMENT D'EXÉCUTION ET SUPPLÉMENT CONCERNANT LE SERVICE DES BONS POSTAUX DE VOYAGE. SIGNÉS AU CAIRE, LE 20 MARS 1934.

No. 4051. — MONEY ORDERS AGREEMENT¹, WITH DETAILED REGULATIONS AND SUPPLEMENT CONCERNING THE SERVICE OF TRAVELLERS' POSTAL VOUCHERS. SIGNED AT CAIRO, MARCH 20TH, 1934.

RATIFICATIONS

Déposées au Caire :

PORTUGAL... .. 13 janvier 1938.

Enregistrée le 9 février 1938 à la demande du ministre des Affaires étrangères d'Égypte.

HONDURAS 29 janvier 1938.

Enregistrée le 18 février 1938 à la demande du ministre des Affaires étrangères d'Égypte.

ALBANIE 10 mars 1937.

TURQUIE 25 mai 1937.

Enregistrées le 11 mars 1938 à la demande du ministre des Affaires étrangères d'Égypte.

RATIFICATIONS.

Deposited in Cairo :

PORTUGAL January 13th, 1938.

Registered on February 9th, 1938, at the request of the Egyptian Minister for Foreign Affairs.

HONDURAS January 29th, 1938.

Registered on February 18th, 1938, at the request of the Egyptian Minister for Foreign Affairs.

ALBANIA March 10th, 1937.

TURKEY May 25th, 1937.

Registered on March 11th, 1938, at the request of the Egyptian Minister for Foreign Affairs.

N^o 4052. — ARRANGEMENT² CONCERNANT LES VIREMENTS POSTAUX, ET RÈGLEMENT D'EXÉCUTION. SIGNÉS AU CAIRE, LE 20 MARS 1934.

No. 4052. — AGREEMENT² CONCERNING TRANSFERS TO AND FROM POSTAL CHEQUE ACCOUNTS, AND DETAILED REGULATIONS. SIGNED AT CAIRO, MARCH 20TH, 1934.

RATIFICATIONS

Déposées au Caire :

PORTUGAL... .. 13 janvier 1938.

Enregistrée le 9 février 1938 à la demande du ministre des Affaires étrangères d'Égypte.

HONDURAS 29 janvier 1938.

Enregistrée le 18 février 1938 à la demande du ministre des Affaires étrangères d'Égypte.

RATIFICATIONS.

Deposited in Cairo :

PORTUGAL January 13th, 1938.

Registered on February 9th, 1938, at the request of the Egyptian Minister for Foreign Affairs.

HONDURAS January 29th, 1938.

Registered on February 18th, 1938, at the request of the Egyptian Minister for Foreign Affairs.

¹ Vol. CLXXV, page 269, de ce recueil.

² Vol. CLXXV, page 363, de ce recueil.

¹ Vol. CLXXV, page 269, of this Series.

² Vol. CLXXV, page 363, of this Series.

N^o 4053. — ARRANGEMENT ¹ CONCERNANT LES RECOUVREMENTS, ET RÈGLEMENT D'EXÉCUTION. SIGNÉS AU CAIRE, LE 20 MARS 1934.

RATIFICATIONS

Déposées au Caire :

PORTUGAL 13 janvier 1938.

Enregistrée le 9 février 1938 à la demande du ministre des Affaires étrangères d'Égypte.

HONDURAS 29 janvier 1938.

Enregistrée le 18 février 1938 à la demande du ministre des Affaires étrangères d'Égypte.

TURQUIE 25 mai 1937.

Enregistrée le 11 mars 1938 à la demande du ministre des Affaires étrangères d'Égypte.

No. 4053. — AGREEMENT ¹ CONCERNING THE COLLECTION OF BILLS, DRAFTS, ETC., AND DETAILED REGULATIONS. SIGNED AT CAIRO, MARCH 20TH, 1934.

RATIFICATIONS.

Deposited in Cairo :

PORTUGAL January 13th, 1938.

Registered on February 9th, 1938, at the request of the Egyptian Minister for Foreign Affairs.

HONDURAS January 29th, 1938.

Registered on February 18th, 1938, at the request of the Egyptian Minister for Foreign Affairs.

TURKEY May 25th, 1937.

Registered on March 11th, 1938, at the request of the Egyptian Minister for Foreign Affairs.

N^o 4054. — ARRANGEMENT ² CONCERNANT LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX ET ÉCRITS PÉRIODIQUES, ET RÈGLEMENT D'EXÉCUTION. SIGNÉS AU CAIRE, LE 20 MARS 1934.

RATIFICATIONS

Déposées au Caire :

PORTUGAL 13 janvier 1938.

Enregistrée le 9 février 1938 à la demande du ministre des Affaires étrangères d'Égypte.

HONDURAS 29 janvier 1938.

Enregistrée le 18 février 1938 à la demande du ministre des Affaires étrangères d'Égypte.

TURQUIE 25 mai 1937.

Enregistrée le 11 mars 1938 à la demande du ministre des Affaires étrangères d'Égypte.

No. 4054. — AGREEMENT ² CONCERNING SUBSCRIPTIONS TO NEWSPAPERS AND PERIODICALS, AND DETAILED REGULATIONS. SIGNED AT CAIRO, MARCH 20TH, 1934.

RATIFICATIONS.

Deposited in Cairo :

PORTUGAL January 13th, 1938.

Registered on February 9th, 1938, at the request of the Egyptian Minister for Foreign Affairs.

HONDURAS January 29th, 1938.

Registered on February 18th, 1938, at the request of the Egyptian Minister for Foreign Affairs.

TURKEY May 25th, 1937.

Registered on March 11th, 1938, at the request of the Egyptian Minister for Foreign Affairs.

¹ Vol. CLXXVI, page 9, de ce recueil.

² Vol. CLXXVI, page 55, de ce recueil.

¹ Vol. CLXXVI, page 9, of this Series.

² Vol. CLXXVI, page 55, of this Series.

No. 4064. — CONVENTION¹ BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND IRAQ REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT BAGDAD, JULY 25TH, 1935.

N° 4064. — CONVENTION¹ ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET L'IRAK CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A BAGDAD, LE 25 JUILLET 1935.

EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN NEW ZEALAND AND THE GOVERNMENT OF IRAQ REGARDING THE ACCESSION OF NEW ZEALAND TO THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. BAGDAD, JULY 24TH AND AUGUST 24TH, 1937.

ECHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ EN NOUVELLE-ZÉLANDE ET LE GOUVERNEMENT DE L'IRAK RELATIF A L'ADHÉSION DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE A LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. BAGDAD, LES 24 JUILLET ET 24 AOÛT 1937.

Registered on January 5th, 1938, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

Enregistré le 5 janvier 1938 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

BRITISH EMBASSY.

No. 395.

BAGDAD, *July 24th*, 1937.

YOUR EXCELLENCY,

In accordance with instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs and at the instance of His Majesty's Government in New Zealand, I have the honour to notify Your Excellency, in accordance with Article 17 of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters signed at Bagdad on the 25th July, 1935, of the desire of His Majesty, The King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, to accede to the said Convention in respect of New Zealand. This accession will take place one month from the date of the present note, that is to say on the 24th August, 1937.

2. The authority to whom requests for service under Article 3 or letters of request

I.

AMBASSADE
DE GRANDE-BRETAGNE.

N° 395.

BAGDAD, *le 24 juillet* 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères et sur la demande du Gouvernement de Sa Majesté en Nouvelle-Zélande, de notifier à Votre Excellence, conformément à l'article 17 de la Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Bagdad le 25 juillet 1935, le désir de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, d'adhérer à ladite convention pour la Nouvelle-Zélande. Cette adhésion entrera en vigueur dans un mois à dater de la présente note, c'est-à-dire le 24 août 1937.

2. L'autorité à laquelle devront être adressées les demandes de signification prévues à l'article 3

¹ Vol. CLXXVI, page 229, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ Vol. CLXXVI, page 229, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

under Article 8 are to be transmitted, is the Supreme Court of New Zealand ; and communications should be addressed to the Registrar of the Supreme Court of Wellington in the English language.

3. I have the honour to request that Your Excellency will acknowledge the receipt of this notification in due course.

I avail myself of this opportunity to express to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Archibald CLARK KERR.

His Excellency
Saiyid Abbas Mahdi,
Acting Minister for
Foreign Affairs,
Bagdad.

ou les commissions rogatoires prévues à l'article 8 est la Cour suprême de Nouvelle-Zélande, et la langue dans laquelle les communications devront être adressées au greffier de la Cour suprême de Wellington est la langue anglaise.

3. En priant Votre Excellence de bien vouloir, en temps opportun, accuser réception de cette communication, je saisis cette occasion, etc.

Archibald CLARK KERR.

Son Excellence
Saiyid Abbas Mahdi,
Ministre des Affaires étrangères p. i.,
Bagdad.

II.

TEXTE ARABE. — ARABIC TEXT.

الرقم ٩٣٩١
بغداد في ٢٤ آب ١٩٣٧

الحكومة العراقية
وزارة الخارجية
مديرية الامور النهرية

معادة القائم بالاعمال

اتشرف بان اشركم باستلامي كتاب لخامسة السفر المرقم ٣٩٠ والموجه في ٢٤ تموز سنة ١٩٣٧ حول الاتفاقية المختصة بالمرافعات المحققة التجارية الموقع عليها في بغداد في اليوم الخامس والمشرين من شهر نوفر سنة ١٩٣٥ والذي يعطي فيه صلا بالطادة (١٧) من الاتفاقية المذكورة من شمولها زيلندة الجديدة.

٢ - وان السلطة المختصة في زيلندة الجديدة التي يجب ان ترسل اليها طلبات التبليغ وفق الطادة الثالثة او كتب الطلب وفق المادة الثامنة هي المحكمة العليا ويجب ان تعنون المراسلات الى مسجل المحكمة العليا في مدينة ولنكتون

(زيلندة الجديدة) كما وان اللغة التي يجب استعمالها في المراسلات
 هي اللغة الانكليزية .
 ٢ - وصمطل بهذا الانضمام بعد تاريخ هذه المذكرة بشهر
 واحد اي في ٢٤ آب سنة ١٩٣٧ .
 انتهت هذه الفرصة لاعرب لسعادكم من فائق تقدير واحترام .

محادة الصنراوسولد اي . سكوت
 دي . اس . او .
 القائم باعمال سفارة صاحب الجلالة البريطانية
 في بغداد

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

IRAQ GOVERNMENT.
 MINISTRY
 OF FOREIGN AFFAIRS.
 DEPARTMENT
 OF WESTERN AFFAIRS.
 No. 939I.

BAGDAD, August 24th, 1937.

HIS EXCELLENCY THE CHARGÉ D'AFFAIRES,

I have the honour to acknowledge the receipt of His Excellency the Ambassador's letter No. 395 dated 24th July, 1937, regarding the Convention relating to legal proceedings in civil and commercial matters signed at Bagdad on the 25th July, 1935, in which, in accordance with Article 17 of the Convention, he notifies me :

That the Convention has been extended to New Zealand.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

GOUVERNEMENT DE L'IRAK.
 MINISTÈRE
 DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
 DÉPARTEMENT
 DES AFFAIRES OCCIDENTALES.
 N° 939I.

BAGDAD, le 24 août 1937.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre N° 395 de Son Excellence l'Ambassadeur, en date du 24 juillet 1937, concernant la Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale signée à Bagdad le 25 juillet 1935, et par laquelle, conformément à l'article 17 de la convention, Son Excellence me notifie :

Que la convention a été étendue à la Nouvelle-Zélande.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

2. That the authority in New Zealand to whom requests for service of documents under Article 3 or letters of request under Article 8 are to be transmitted, is the Supreme Court of New Zealand; that communications should be addressed to the Registrar of the Supreme Court of Wellington, and that the language to be used in correspondence shall be the English language.

3. That this accession will come into force one month from the date of His Excellency's letter, that is to say on the 24th August, 1937.

I avail myself of this opportunity to express to Your Excellency my highest consideration and esteem.

Abbas MAHDI.

His Excellency

Mr. Oswald A. Scott, D.S.O.,
Chargé d'Affaires,
British Embassy,
Bagdad.

2. Que l'autorité en Nouvelle-Zélande à laquelle devront être adressées les demandes de signification prévues à l'article 3 ou les commissions rogatoires prévues à l'article 8 est la Cour suprême de Nouvelle-Zélande, et que la langue dans laquelle les communications devront être adressées au greffier de la Cour suprême de Wellington est la langue anglaise.

3. Que ladite adhésion entrera en vigueur un mois après la date de la lettre de Son Excellence, c'est-à-dire le 24 août 1937.

Je saisis cette occasion, etc.

Abbas MAHDI.

Son Excellence

M. Oswald A. Scott, D. S. O.,
Chargé d'Affaires,
Ambassade de Grande-Bretagne,
Bagdad.

N^o 4067. — ACCORD¹ MODIFIANT L'ACCORD² DE CLEARING DU 10 AVRIL 1935 ENTRE L'ESTONIE ET LA LETTONIE, AVEC PROTOCOLE, SIGNÉS A RIGA, LE 10 FÉVRIER 1937, ET ÉCHANGE DE NOTES Y RELATIF DE LA MÊME DATE.

No. 4067. — AGREEMENT¹ MODIFYING THE CLEARING AGREEMENT² BETWEEN ESTONIA AND LATVIA OF APRIL 10TH, 1935, WITH PROTOCOL, SIGNED AT RIGA, FEBRUARY 10TH, 1937, AND EXCHANGE OF NOTES RELATING THERETO OF THE SAME DATE.

ÉCHANGE DE NOTES³ MODIFIANT L'ARRANGEMENT INTERVENU PAR LES NOTES ÉCHANGÉES A RIGA LE 10 FÉVRIER 1937⁴, ANNEXÉES A L'ACCORD SUSMENTIONNÉ ET RELATIVES AU RÈGLEMENT DES PAIEMENTS AUX EXPORTATEURS LETTONS EN VERTU DE L'ACCORD DE CLEARING ENTRE LES DEUX PAYS. RIGA, LE 3 NOVEMBRE 1937.

EXCHANGE OF NOTES³ MODIFYING THE ARRANGEMENT AGREED UPON BY THE NOTES EXCHANGED AT RIGA ON FEBRUARY 10TH, 1937⁴, ANNEXED TO THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT, AND REGULATING PAYMENTS TO LATVIAN EXPORTERS IN PURSUANCE OF THE CLEARING AGREEMENT BETWEEN THE TWO COUNTRIES. RIGA NOVEMBER 3RD, 1937.

Enregistré le 12 février 1938 à la demande du ministre des Affaires étrangères de Lettonie.

Registered on February 12th, 1938, at the request of the Latvian Minister for Foreign Affairs.

¹ Vol. CLXXVI, page 287, de ce recueil.

² Vol. CLIX, page 103, de ce recueil.

³ Entré en vigueur le 15 novembre 1937.

⁴ Vol. CLXXVI, page 290, de ce recueil.

¹ Vol. CLXXVI, page 287, of this Series.

² Vol. CLIX, page 103, of this Series.

³ Came into force November 15th, 1937.

⁴ Vol. CLXXVI, page 291, of this Series.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

MINISTRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE LETTONIE.

N° B. 610. 32/37/29882.

RIGA, le 3 novembre 1937.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement letton est d'accord avec le Gouvernement estonien pour faire cesser, à partir du 15 novembre 1937, les effets de l'arrangement établi à l'alinéa premier des notes échangées à Riga le 10 février 1937 et relatif au règlement des paiements aux exportateurs lettons en vertu de l'Accord de clearing entre la Lettonie et l'Estonie.

Par conséquent, le Bureau de compensation letton effectuera, à partir du 15 novembre 1937, les paiements aux exportateurs lettons d'après le dernier cours moyen connu, coté à la Bourse de Riga le jour du paiement.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance de ma parfaite considération.

V. MUNTERS.

Monsieur W. Kruus,
Chargé d'Affaires *a. i.* d'Estonie
à Riga.

II.

LÉGATION D'ESTONIE.

N° 1437-XVII i.

RIGA, le 3 novembre 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement estonien est d'accord avec le Gouvernement

I.

LATVIAN MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

No. B.610. 32/37/29882.

RIGA, November 3rd, 1937.

SIR,

I have the honour to inform you that the Latvian Government agrees with the Estonian Government to terminate, as from November 15th, 1937, the arrangement made in paragraph 1 of the notes exchanged at Riga on February 10th, 1937, regarding the settlement of accounts with Latvian exporters in virtue of the Clearing Agreement between Latvia and Estonia.

Consequently, the Latvian Clearing Office will, as from November 15th, 1937, settle accounts with Latvian exporters at the last average known rate quoted on the Riga Stock Exchange on the day of payment.

I have the honour to be, etc.

V. MUNTERS.

Monsieur W. Kruus,
Estonian Chargé d'Affaires *ad interim*,
Riga.

II.

ESTONIAN LEGATION.

No. 1437-XVII i.

RIGA, November 3rd, 1937.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform you that the Estonian Government agrees with the Latvian Government to terminate, as from Novem-

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

letton pour faire cesser, à partir du 15 novembre 1937, les effets de l'arrangement établi à l'alinéa premier des notes échangées à Riga le 10 février 1937 et relatif au règlement des paiements aux exportateurs lettons en vertu de l'Accord de clearing entre l'Estonie et la Lettonie.

Par conséquent, le Bureau de compensation letton effectuera, à partir du 15 novembre 1937, les paiements aux exportateurs lettons d'après le dernier cours moyen connu, coté à la Bourse de Riga le jour du paiement.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

W. KRUS,
Chargé d'Affaires a. i.

Son Excellence
Monsieur V. Munters,
Ministre des Affaires étrangères,
Riga.

ber 15th, 1937, the arrangement made in paragraph 1 of the notes exchanged at Riga on February 10th, 1937, regarding the settlement of accounts with Latvian exporters in virtue of the Clearing Agreement between Estonia and Latvia.

Consequently, the Latvian Clearing Office will, as from November 15th, 1937, settle accounts with Latvian exporters at the last average known rate quoted on the Riga Stock Exchange on the day of payment.

I have the honour to be, etc.

W. KRUS,
Chargé d'Affaires ad interim.

His Excellency
Monsieur V. Munters,
Minister for Foreign Affairs,
Riga.

No 4077. — ARRANGEMENT¹ RELATIF A L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LES ILES DE BAHAMA, ET RÈGLEMENT D'EXÉCUTION Y ANNEXÉ. SIGNÉS A NASSAU, LE 29 OCTOBRE 1936, ET A WASHINGTON, LE 21 DÉCEMBRE 1936.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 5 janvier 1938.

No. 4077. — AGREEMENT¹ CONCERNING THE EXCHANGE OF PARCEL POST BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE BAHAMAS, AND REGULATIONS OF EXECUTION ANNEXED THERETO. SIGNED AT NASSAU, OCTOBER 29TH, 1936, AND AT WASHINGTON, DECEMBER 21ST, 1936.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, January 5th, 1938.

¹ Vol. CLXXVI, page 411, de ce recueil.

¹ Vol. CLXXVI, page 411, of this Series.

N° 4090. — ACCORDO¹ FRA IL GOVERNO DEL REGNO UNITO DI GRAN BRETAGNA E IRLANDA SETTENTRIONALE E IL REGIO GOVERNO ITALIANO RELATIVAMENTE AGLI SCAMBI COMMERCIALI ED AI PAGAMENTI. FIRMATO A ROMA, IL 6 NOVEMBRE 1936.

No. 4090. — AGREEMENT¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE ROYAL ITALIAN GOVERNMENT REGARDING COMMERCIAL EXCHANGES AND PAYMENTS. SIGNED AT ROME, NOVEMBER 6TH, 1936.

SCAMBIO DI NOTE² ALLO SCOPO DI MODIFICARE L'ACCORDO SU MENZIONATO. ROMA, IL 24 DICEMBRE 1937.

EXCHANGE OF NOTES² MODIFYING THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. ROME, DECEMBER 24TH, 1937.

Enregistré le 1^{er} avril 1938 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

Registered on April 1st, 1938, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

I.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

COUNT CIANO TO LORD PERTH.

MINISTERO

DEGLI AFFARI ESTERI.

ROMA, il 24 dicembre 1937.

SIGNOR AMBASCIATORE,

Riferendomi alle disposizioni dell'art. 7 paragrafo 5° comma (a), (b) e (c) dell'Accordo fra l'Italia e la Gran Bretagna per regolare gli scambi commerciali ed i pagamenti relativi, firmato a Roma il 6 novembre 1936, ho l'onore di comunicare a Vostra Eccellenza che il Governo italiano è disposto a trasferire al Conto Nuovo Sterline ed ai Conti Arretrati Sterline « B » e « C » parte degli importi in sterline esistenti a credito dei Conti Arretrati Sterline « A » e « B », così come appresso indicato :

£st. 50,000 dal Conto Arretrato Sterline « A » al Conto Arretrato Sterline « B ».

£st. 75,000 dal Conto Arretrato Sterline « B » al Conto Arretrato Sterline « C ».

£st. 50,000 dal Conto Arretrato Sterline « B » al Conto Nuovo Sterline.

Fino a che l'Accordo su menzionato resterà in vigore, l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero e l'Ufficio Clearing Anglo-Italiano restano autorizzati ad effettuare di comune accordo ulteriori trasferimenti dai Conti Arre-

I.

³ TRADUCTION. — TRANSLATION.

COUNT CIANO TO LORD PERTH.

MINISTRY

FOR FOREIGN AFFAIRS.

ROME, December 24th, 1937.

MR. AMBASSADOR,

With reference to the provisions of Article 7 (5) (a), (b), (c) of the Agreement between Italy and Great Britain for the regulation of the commercial exchanges and the relative payments, signed at Rome on the 6th November, 1936, I have the honour to inform your Excellency that the Italian Government are prepared to transfer to the Sterling New Account and to the Sterling Arrears Accounts B and C, part of the sterling sums standing to the credit of the Sterling Arrears Accounts A and B in the manner indicated below :

£50,000 from the Sterling Arrears Account A to the Sterling Arrears Account B.

£75,000 from the Sterling Arrears Account B to the Sterling Arrears Account C.

£50,000 from the Sterling Arrears Account B to the Sterling New Account.

So long as the above-mentioned Agreement remains in force, the National Foreign Exchange Institute and the Anglo-Italian Clearing Office are authorised to effect, by mutual agreement, further transfers from the Sterling Arrears

¹ Vol. CLXXVII, page 183, de ce recueil.

² En vigueur à partir du 24 décembre 1937.

³ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Vol. CLXXVII, page 183, of this Series.

² Effective as from December 24th, 1937.

³ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

trati Sterline « A » e « B » o al Conto Nuovo Sterline o al Conto Arretrato Sterline « C », in modo da provvedere a colmare, ogni qualvolta i due Istituti lo ritenessero necessario e nella misura da concordarsi di volta in volta fra essi istituti, le deficienze di importi in sterline che risultassero sul Conto Nuovo Sterline o sul Conto Arretrato Sterline « C ».

Prego Vostra Eccellenza di farmi conoscere se il Governo di S.M. Britannica è d'accordo su quanto precede.

Nell'affermativa, la presente Nota e la risposta di Vostra Eccellenza costituiranno un Accordo concluso in materia, le cui modalità pratiche di esecuzione saranno concordate fra l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero e l'Ufficio Clearing Anglo-Italiano.

Colgo l'occasione, etc.

CIANO.

Accounts A and B either to the Sterling New Account or to the Sterling Arrears Account C in order to make up, whenever the two Institutes consider it necessary, and to the extent agreed upon by them on each occasion, any lack of sterling amounts ascertained in the Sterling New Account or in the Sterling Arrears Account C.

I shall be grateful if your Excellency will inform me whether His Britannic Majesty's Government are in agreement with the foregoing.

In the affirmative, the present Note and your Excellency's reply will constitute an Agreement of principle, the steps for its practical execution being taken in common accord between the National Foreign Exchange Institute and the Anglo-Italian Clearing Office.

I avail, etc.

CIANO.

II.

LORD PERTH TO COUNT CIANO.

ROME, *December 24th, 1937.*

EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your Excellency's Note of to-day's date reading, in translation, as follows :

(As in No. I.)

I have the honour to inform your Excellency that my Government concur in the procedure outlined in this Note.

I avail, etc.

[PERTH.]

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 4090. — ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET LE GOUVERNEMENT ROYAL ITALIEN CONCERNANT LES RELATIONS COMMERCIALES ET LES PAIEMENTS. SIGNÉ A ROME, LE 6 NOVEMBRE 1936.

ECHANGE DE NOTES MODIFIANT L'ACCORD SUSMENTIONNÉ. ROME, LE 24 DÉCEMBRE 1937.

I.

LE COMTE CIANO A LORD PERTH.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

ROME, *le 24 décembre 1937.*

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

En me référant aux dispositions de l'article 7, (5) *a*, *b*) et *c*) de l'Accord entre l'Italie et la Grande-Bretagne réglementant les échanges commerciaux et les paiements y relatifs et

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

signé à Rome le 6 novembre 1936, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement italien est disposé à transférer au Nouveau compte sterling et aux Comptes sterling d'arriérés « B » et « C », une partie des montants en livres sterling figurant au crédit des Comptes sterling d'arriérés « A » et « B », comme il est indiqué ci-après :

50.000 livres sterling du Compte sterling d'arriérés « A » au Compte sterling d'arriérés « B ».

75.000 livres sterling du Compte sterling d'arriérés « B » au Compte sterling d'arriérés « C ».

50.000 livres sterling du Compte sterling d'arriérés « B » au Nouveau compte sterling.

Aussi longtemps que l'accord susmentionné demeurera en vigueur, l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Esterio et l'Office de clearing anglo-italien sont autorisés à effectuer, d'un commun accord, de nouveaux transferts des Comptes sterling d'arriérés « A » et « B », soit au Nouveau compte sterling, soit au Compte sterling d'arriérés « C », afin de suppléer, toutes les fois que les deux instituts le jugeront nécessaire, et dans la mesure dont ils conviendront dans chaque cas, à l'insuffisance des montants en livres sterling figurant au Nouveau compte sterling ou au Compte sterling d'arriérés « C ».

Je prie Votre Excellence de bien vouloir me faire savoir si le Gouvernement de Sa Majesté britannique approuve ce qui précède.

Dans l'affirmative, la présente note et la réponse de Votre Excellence constitueront un accord de principe, les modalités pratiques d'exécution devant être prises d'un commun accord par l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Esterio et l'Office de clearing anglo-italien.

Veuillez agréer, etc.

CIANO.

II.

LORD PERTH AU COMTE CIANO.

ROME, le 24 décembre 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence en date de ce jour, dont la traduction est la suivante :

(Texte du N° I.)

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que mon gouvernement accepte la procédure envisagée dans cette note.

Veuillez agréer, etc.

PERTH.

N^o 4116. — SECOND AVENANT¹ A LA CONVENTION DU 12 AVRIL 1927 ENTRE LA FRANCE ET LA NORVÈGE, CONCERNANT LES VINS ET SPIRITUEUX. SIGNÉ A PARIS, LE 27 FÉVRIER 1937.

No. 4116. — SECOND ADDITIONAL AGREEMENT¹ TO THE CONVENTION OF APRIL 12TH, 1927, BETWEEN FRANCE AND NORWAY CONCERNING WINES AND SPIRITS. SIGNED AT PARIS, FEBRUARY 27TH, 1937.

ECHANGE DE NOTES² MODIFIANT L'AVENANT SUSMENTIONNÉ. PARIS, LE 22 DÉCEMBRE 1937.

EXCHANGE OF NOTES² AMENDING THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. PARIS, DECEMBER 22ND, 1937.

Enregistré le 2 février 1938 à la demande du délégué permanent de la Norvège près la Société des Nations.

Registered on February 2nd, 1938, at the request of the Permanent Delegate of Norway to the League of Nations.

I.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.
MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
DIRECTION
DES AFFAIRES POLITIQUES
ET COMMERCIALES.
RELATIONS COMMERCIALES.

PARIS, le 22 décembre 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant au second Avenant à la Convention⁴ du 12 avril 1927 entre la Norvège et la France, concernant les vins et spiritueux, signé à Paris le 27 février 1937, j'ai l'honneur de vous confirmer que le Gouvernement français est d'accord pour remplacer les 2^e et 3^e alinéas de l'article premier dudit avenant par les dispositions suivantes :

« La Société Vinmonopolet prélèvera à l'importation des vins non mousseux une commission de 25 % du prix C. I. F. y compris les droits de douane, et à l'importation des vins mousseux, une commission

I.

³ TRADUCTION. — TRANSLATION.
FRENCH REPUBLIC.
MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
DEPARTMENT OF POLITICAL
AND COMMERCIAL AFFAIRS.
COMMERCIAL RELATIONS.

PARIS, December 22nd, 1937.

SIR,

With reference to the second Additional Agreement⁴ to the Convention of April 12th, 1927, between Norway and France concerning Wines and Spirits, signed at Paris on February 27th, 1937, I have the honour to confirm that the French Government agrees to replace paragraphs 2 and 3 of Article I of the said Additional Agreement by the following provisions :

“ The Vinmonopolet Company shall charge a commission of 25 % of the price c. i. f., including Customs duties, when importing non-sparkling wines, and a commission of 40 % of the price c. i. f., in-

¹ Vol. CLXXVIII, page 221, de ce recueil.

² Entré en vigueur le 1^{er} janvier 1938.

³ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

⁴ Vol. CLXXVIII, page 199, de ce recueil.

¹ Vol. CLXXVIII, page 221, of this Series.

² Came into force January 1st, 1938.

³ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

⁴ Vol. CLXXVIII, page 199, of this Series.

de 40 % du prix C. I. F., y compris les droits de douane.

» Au cas où, entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre d'une année, les quantités importées dépasseraient 190.000 litres, ces commissions seraient portées sur les excédents respectivement à 35 et à 50 % C. I. F. y compris les droits de douane. »

Le Gouvernement norvégien recommandera à la Société Vinmonopolet de ne prélever que la commission actuellement appliquée aux commandes de la clientèle privée parvenues à ladite société avant la mise en vigueur de l'arrangement en date de ce jour.

Les dispositions ci-dessus auront effet à dater du 1^{er} janvier 1938. Elles resteront en vigueur tant que les droits de douane norvégiens sur les vins mousseux seront maintenus à leur taux actuel (droit de base de 0,80 couronnes par litre) et en tout cas jusqu'au 31 décembre 1938.

Agrérez, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(s) Yvon DELBOS.

Monsieur Bachke,
Ministre de Norvège
à Paris.

II.

LÉGATION DE NORVÈGE.

PARIS, le 22 décembre 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Votre Excellence a bien voulu m'adresser, en date de ce jour, une lettre ainsi conçue :

« Me référant au second Avenant à la Convention du 12 avril 1927 entre la Norvège et la France, concernant les vins et spiritueux, signé à Paris le 27 février 1937, j'ai l'honneur de vous confirmer que le Gouvernement français est d'accord pour remplacer les 2^e et 3^e alinéas de l'article premier dudit avenant par les dispositions suivantes :

« La Société Vinmonopolet prélèvera à l'importation des vins non mousseux

cluding Customs duties, when importing sparkling wines.

“ Should the quantities imported between January 1st and December 31st of a given year exceed 190,000 litres, the said commissions on the quantities in excess of that figure shall be fixed respectively at 35 % and 50 % c. i. f., including Customs duties.”

The Norwegian Government shall recommend the Vinmonopolet Company not to charge more than the present rate of commission on orders from private customers reaching the Company before the entry into force of the Agreement of to-day's date.

The above provisions shall be applicable as from January 1st, 1938. They shall remain in force as long as Norwegian Customs duties on sparkling wines are maintained at their present rate (basic duty of 0.80 crown per litre), and in any event until December 31st, 1938.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Yvon DELBOS.

Monsieur Bachke,
Norwegian Minister,
Paris.

II.

NORWEGIAN LEGATION.

PARIS, December 22nd, 1937.

YOUR EXCELLENCY,

You were good enough to forward me a letter dated this day reading as follows :

“ With reference to the second Additional Agreement to the Convention of April 12th, 1927, between Norway and France concerning Wines and Spirits, signed at Paris on February 27th, 1937, I have the honour to confirm that the French Government agrees to replace paragraphs 2 and 3 of Article I of the said Additional Agreement by the following provisions :

“ The Vinmonopolet Company shall charge a commission of 25 % of the

une commission de 25 % du prix C. I. F. y compris les droits de douane, et à l'importation des vins mousseux, une commission de 40 % du prix C. I. F., y compris les droits de douane.

» Au cas où, entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre d'une année, les quantités importées dépasseraient 190.000 litres, ces commissions seraient portées sur les excédents respectivement à 35 et à 50 % C. I. F. y compris les droits de douane. »

» Le Gouvernement norvégien recommandera à la Société Vinmonopolet de ne prélever que la commission actuellement appliquée aux commandes de la clientèle privée parvenues à ladite société avant la mise en vigueur de l'arrangement en date de ce jour.

» Les dispositions ci-dessus auront effet à dater du 1^{er} janvier 1938. Elles resteront en vigueur tant que les droits de douane norvégiens sur les vins mousseux seront maintenus à leur taux actuel (droit de base de 0,80 couronnes par litre) et en tout cas jusqu'au 31 décembre 1938. »

J'ai l'honneur d'accuser réception de cette communication sur la teneur de laquelle le Gouvernement norvégien est d'accord avec le Gouvernement français.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(s) H. H. BACHKE.

Son Excellence
Monsieur Yvon Delbos,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.,
Paris.

Pour copie certifiée conforme.
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 25 janvier 1938.

*Le Directeur des Affaires
de la Société des Nations,*
Rolf Andersen.

price c. i. f., including Customs duties, when importing non-sparkling wines, and a commission of 40 % of the price c. i. f., including Customs duties, when importing sparkling wines.

“ Should the quantities imported between January 1st and December 31st of a given year exceed 190,000 litres, the said commissions on the quantities in excess of that figure shall be fixed respectively at 35 % and 50 % c. i. f., including Customs duties.”

“ The Norwegian Government shall recommend the Vinmonopolet Company not to charge more than the present rate of commission on orders from private customers reaching the Company before the entry into force of the Agreement of today's date.

“ The above provisions shall be applicable as from January 1st, 1938. They shall remain in force as long as Norwegian Customs duties on sparkling wines are maintained at their present rate (basic duty of 0.80 crown per litre), and in any event until December 31st, 1938.”

I have the honour to acknowledge receipt of this communication, regarding the contents of which the Norwegian Government is in agreement with the French Government.

I have the honour to be, etc.

(Signed) H. H. BACHKE.

His Excellency
Monsieur Yvon Delbos,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.,
Paris.

No. 78 (a). — EXTRADITION TREATY¹ BETWEEN DENMARK AND THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND. SIGNED AT COPENHAGEN, MARCH 31ST, 1873.

N° 78 a). — TRAITÉ¹ D'EXTRADITION ENTRE LE DANEMARK ET LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE. SIGNÉ A COPENHAGUE, LE 31 MARS 1873.

EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE DANISH GOVERNMENT, ON BEHALF OF ICELAND, REGARDING THE EXTENSION TO WESTERN SAMOA OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE-MENTIONED TREATY, IN SO FAR AS IT APPLIES TO ICELAND. LONDON, NOVEMBER 25TH, 1937.

ECHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET LE GOUVERNEMENT DANOIS, AU NOM DE L'ISLANDE, RELATIF A L'APPLICATION AU SAMOA OCCIDENTAL DES DISPOSITIONS DU TRAITÉ SUSMENTIONNÉ, EN TANT QUE CE TRAITÉ S'APPLIQUE A L'ISLANDE. LONDRES, LE 25 NOVEMBRE 1937.

Registered on January 29th, 1938, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

Enregistré le 29 janvier 1938 à la demande du secrétaire d'État aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

I.

FOREIGN OFFICE.

FOREIGN OFFICE.

S. W. I.

S. W. I.

No. T 15240/2509/374.

N° T 15240/2509/374.

November 25th, 1937.

Le 25 novembre 1937.

SIR,

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour, at the instance of His Majesty's Government in New Zealand, to inform you that the New Zealand Government consider it desirable that the provisions of the Extradition Treaty between Her late Majesty Queen Victoria and His late Majesty the King of Denmark, signed at Copenhagen on the 31st March, 1873, should, in so far as that Treaty applies to Iceland, be extended to the mandated territory of Western Samoa.

J'ai l'honneur, d'ordre du Gouvernement de Sa Majesté en Nouvelle-Zélande, de porter à votre connaissance que le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande estime désirable que les effets du Traité d'extradition conclu entre feu Sa Majesté la Reine Victoria et feu Sa Majesté le Roi de Danemark et signé à Copenhague le 31 mars 1873 soient, dans la mesure où ce traité s'applique à l'Islande, étendus au territoire sous mandat du Samoa occidental.

2. If this proposal is agreeable to the Royal Icelandic Government, I have the honour to

2. Si le Gouvernement royal d'Islande accepte cette proposition, j'ai l'honneur de suggérer

¹ Vol. LXIX, page 135; Vol. LXXVIII, page 513; Vol. LXXXIII, page 465; Vol. CXXII, page 371; Vol. CXXXVI, page 461; Vol. CLVI, page 328; and Vol. CLXXXI, page 471, of this Series.

¹ Vol. LXIX, page 135; vol. LXXVIII, page 513; vol. LXXXIII, page 465; vol. CXXII, page 371; vol. CXXXVI, page 461; vol. CLVI, page 328; et vol. CLXXXI, page 471, de ce recueil.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

suggest that the present note and your reply to that effect should be regarded as placing upon formal record the agreement that the provisions of the Treaty of the 31st March, 1873, shall apply to the said mandated territory, the requisitions for extradition from and to that territory being made in accordance therewith, and in like manner as if that territory were a possession of His Majesty The King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and as if the nationals or natives of that territory were British subjects.

I have the honour to be, with the highest consideration, Sir, Your obedient Servant,

Anthony EDEN.

Count Preben Ahlefeldt Laurvig, G.C.V.O.,
etc., etc., etc.

II.

ROYAL DANISH LEGATION.

No. 218/37.
Ref. 21.D.I.a.

LONDON, *November 25th*, 1937.

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of your note of to-day's date and beg to inform you that the Royal Icelandic Government are willing that the provisions of the Extradition Treaty between His late Majesty the King of Denmark and Her late Majesty Queen Victoria, signed at Copenhagen on the 31st March, 1873, should, in so far as that Treaty applies to Iceland, be extended to the mandated territory of Western Samoa.

2. The present note and your note under reply shall be regarded as placing upon formal record the agreement that the provisions of the Treaty of the 31st March, 1873, shall apply to the said mandated territory, the requisitions for extradition from and to that territory being made in accordance therewith, and in like manner as if that territory were a possession

que la présente note et votre réponse dans ce sens soient considérées comme enregistrant officiellement l'accord selon lequel les dispositions du Traité du 31 mars 1873 s'appliqueront audit territoire sous mandat, les demandes d'extradition en provenance ou à destination de ce territoire étant faites conformément aux dispositions dudit traité et de la même manière que si le territoire en question était une possession de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, et que si les ressortissants ou indigènes de ce territoire étaient des sujets britanniques.

Veillez agréer, etc.

Anthony EDEN.

Le comte Preben Ahlefeldt Laurvig,
G.C.V.O.,
etc., etc., etc.

II.

LÉGATION ROYALE
DU DANEMARK.

N° 218/37.
Réf. 21.D.I.a.

LONDRES, *le 25 novembre* 1937.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date de ce jour et de porter à votre connaissance que le Gouvernement royal d'Islande accepte que les dispositions du Traité d'extradition conclu entre feu Sa Majesté le Roi de Danemark et feu Sa Majesté la Reine Victoria et signé à Copenhague le 31 mars 1873 soient, dans la mesure où le traité s'applique à l'Islande, étendues au territoire sous mandat du Samoa occidental.

2. La présente note et votre note susmentionnée seront considérées comme enregistrant officiellement l'accord aux termes duquel le Traité du 31 mars 1873 s'appliquera audit territoire sous mandat, et les demandes d'extradition en provenance ou à destination de ce territoire seront faites conformément audit traité et de la même manière que si le territoire en ques-

of His Majesty The King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and as if the nationals or natives of that territory were British subjects.

I have the honour to be, with the highest consideration, Sir, Your most obedient humble Servant,

(For Iceland)

P. F. AHLEFELDT-LAURVIG.

The Right Honourable
Anthony Eden, M.C., M.P.,
etc., etc., etc.

tion était une possession de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, et que si les ressortissants ou indigènes de ce territoire étaient des sujets britanniques.

Veillez agréer, etc.

(Pour l'Islande) :

P. F. AHLEFELDT-LAURVIG.

Le très honorable
Anthony Eden, M.C., M.P.,
etc., etc., etc.

EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE DANISH GOVERNMENT, ON BEHALF OF ICELAND, REGARDING THE EXTENSION TO CERTAIN BRITISH PROTECTORATES, PROTECTED STATES AND MANDATED TERRITORIES OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE-MENTIONED EXTRADITION TREATY, IN SO FAR AS THAT TREATY APPLIES TO ICELAND. LONDON, NOVEMBER 25TH, 1937.

Registered on April 14th, 1938, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

I.

FOREIGN OFFICE, S. W. I.
No. T 15240/2509/374.

November 25th, 1937.

SIR,

I have the honour to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom consider it desirable that the provisions of the

ECHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET LE GOUVERNEMENT DANOIS, AU NOM DE L'ISLANDE, RELATIF A L'APPLICATION A CERTAINS PROTECTORATS ET ETATS PROTÉGÉS BRITANNIQUES AINSI QU'A CERTAINS TERRITOIRES SOUS MANDAT BRITANNIQUE DES DISPOSITIONS DU TRAITÉ D'EXTRADITION SUSMENTIONNÉ, EN TANT QUE CE TRAITÉ S'APPLIQUE A L'ISLANDE. LONDRES, LE 25 NOVEMBRE 1937.

Enregistré le 14 avril 1938 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

I.

FOREIGN OFFICE, S. W. I.
N° T 15240/2509/374.

Le 25 novembre 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni juge désirable que les disposi-

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

Extradition Treaty between Her late Majesty Queen Victoria and His late Majesty the King of Denmark, signed at Copenhagen on the 31st March, 1873, should, in so far as that Treaty applies to Iceland, be extended to :

(i) The following British Protectorates, viz., Bechuanaland Protectorate, Gambia Protectorate, Kenya Protectorate, Nigeria Protectorate, Northern Rhodesia, Northern Territories of the Gold Coast, Nyasaland, Sierra Leone Protectorate, Solomon Islands Protectorate, Somaliland Protectorate, Swaziland, Uganda Protectorate and Zanzibar ;

(ii) The following British-protected States, viz., Perak, Selangor, Negri Sembilan, Pahang, Johore, Kedah, Perlis, Kelantan, Trengganu and Brunei ; and

(iii) The following mandated territories, the mandate in respect of which is exercised by His Majesty's Government in the United Kingdom, viz., Camerouns under British mandate, Togoland under British mandate, Palestine (including Transjordan) and the Tanganyika Territory.

2. If this proposal is agreeable to the Royal Icelandic Government, I have the honour to suggest that the present note and your reply to that effect should be regarded as placing upon formal record the agreement that the provisions of the Treaty of the 31st March, 1873, shall apply to the territories specified in the first paragraph of the present note, the requisitions for extradition from and to those territories being made in accordance therewith, in like manner as if those territories were possessions of His Majesty The King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and as if the nationals or natives of those territories were British subjects.

I have the honour to be, with the highest consideration, Sir, Your obedient Servant.

Anthony EDEN.

Count Preben Ahlefeldt Laurvig,
G.C.V.O.,
etc., etc., etc.

tions du Traité d'extradition entre feu Sa Majesté la Reine Victoria et feu Sa Majesté le Roi de Danemark, signé à Copenhague le 31 mars 1873, pour autant que le traité s'applique à l'Islande, soient étendues :

(i) Aux protectorats britanniques ci-après: Protectorat du Betchouanaland, Protectorat de la Gambie, Protectorat du Kénia, Protectorat du Nigéria, Rhodésie du Nord, Territoires septentrionaux de la Côte de l'Or, Nyassaland, Protectorat de Sierra-Leone, Protectorat des îles Salomon, Protectorat du Somaliland, Swaziland, Protectorat de l'Ouganda, et Zanzibar ;

(ii) Aux Etats ci-après qui sont placés sous la protection britannique : Perak, Selangor, Negri Sembilan, Pahang, Johore, Kedah, Perlis, Kelantan, Trengganu et Brunéi ; et

(iii) Aux territoires sous mandat ci-après, pour lesquels le mandat est exercé par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni : Cameroun sous mandat britannique, Togo sous mandat britannique, Palestine (y compris la Transjordanie) et Territoire du Tanganyika.

2. Si cette proposition reçoit l'assentiment du Gouvernement royal islandais, j'ai l'honneur de suggérer que la présente note et votre réponse soient considérées comme constatant officiellement qu'il est convenu que les dispositions du Traité du 31 mars 1873 s'appliqueront aux territoires mentionnés au premier alinéa de la présente note, les demandes d'extradition émanant de ces territoires ou adressées à ces derniers devant être formulées, conformément à ce traité, de la même manière que si les territoires en question étaient des possessions de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, et que si les ressortissants ou les indigènes de ces territoires étaient des sujets britanniques.

Veillez agréer, etc.

Anthony EDEN.

Le comte Preben Ahlefeldt Laurvig,
G.C.V.O.,
etc., etc., etc.

II.

DANISH LEGATION.

No. 220/37.
Ref. 27.D.I a.

LONDON, *November 25th*, 1937.

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of your note of to-day's date and beg to inform you that the Royal Icelandic Government are willing that the provisions of the Extradition Treaty between His late Majesty the King of Denmark and Her late Majesty Queen Victoria, signed at Copenhagen on the 31st March, 1873, should in so far as that Treaty applies to Iceland, be extended to :

(i) The following British Protectorates, viz., Bechuanaland Protectorate, Gambia Protectorate, Kenya Protectorate, Nigeria Protectorate, Northern Rhodesia, Northern Territories of the Gold Coast, Nyasaland, Sierra Leone Protectorate, Solomon Islands Protectorate, Somaliland Protectorate, Swaziland, Uganda Protectorate and Zanzibar;

(ii) The following British-protected States, viz., Perak, Selangor, Negri Sembilan, Pahang, Johore, Kedah, Perlis, Kelantan, Trengganu and Brunei; and

(iii) The following mandated territories, the mandate in respect of which is exercised by His Majesty's Government in the United Kingdom, viz., Camerouns under British mandate, Togoland under British mandate, Palestine (including Transjordan) and the Tanganyika Territory.

2. The present note and your note under reply shall be regarded as placing upon formal record the agreement that the provisions of the Treaty of the 31st March, 1873, shall apply to the territories specified in the first paragraph of the present note, the requisitions for extradition from and to those territories being made in accordance therewith, in like manner as if those territories were possessions of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor

II.

LÉGATION DU DANEMARK.

N^o 220/37.
Ref. 27.D.I a.

LONDRES, *le 25 novembre* 1937.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note de ce jour et de porter à votre connaissance que le Gouvernement royal islandais accepte que les dispositions du Traité d'extradition entre feu Sa Majesté le Roi de Danemark et feu Sa Majesté la Reine Victoria, signé à Copenhague le 31 mars 1873, pour autant que le traité s'applique à l'Islande, soient étendues :

(i) Aux Protectorats britanniques ci-après : Protectorat du Betchouanaland, Protectorat de la Gambie, Protectorat du Kénia, Protectorat du Nigéria, Rhodésie du Nord, Territoires septentrionaux de la Côte de l'Or, Nyassaland, Protectorat de Sierra-Leone, Protectorat des îles Salomon, Protectorat du Somaliland, Swaziland, Protectorat de l'Ouganda, et Zanzibar ;

(ii) Aux Etats ci-après qui sont placés sous la protection britannique : Perak, Selangor, Negri Sembilan, Pahang, Johore, Kedah, Perlis, Kelantan, Trengganu et Brunéi ; et

(iii) Aux territoires sous mandat ci-après, pour lesquels le mandat est exercé par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni : Cameroun sous mandat britannique, Togo sous mandat britannique, Palestine (y compris la Transjordanie) et Territoire du Tanganyika.

2. La présente note et votre note à laquelle elle répond seront considérées comme constatant officiellement qu'il est convenu que les dispositions du Traité du 31 mars 1873 s'appliqueront aux territoires mentionnés au premier alinéa de la présente note, les demandes d'extradition émanant de ces territoires ou adressées à ces derniers devant être formulées, conformément à ce traité, de la même manière que si les territoires en question étaient des possessions de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne,

of India, and as if the nationals or natives of those territories were British subjects.

I have the honour to be, with the highest consideration, Sir, Your most obedient humble Servant,

(For Iceland) :

P. F. AHLEFELDT LAURVIG.

The Right Honourable
Anthony Eden, M.C., M.P.,
Secretary of State
for Foreign Affairs.

d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, et que si les ressortissants ou les indigènes de ces territoires étaient des sujets britanniques.

Veillez agréer, etc.

(Pour l'Islande) :

P. F. AHLEFELDT LAURVIG.

Le très honorable
Anthony Eden, M.C., M.P.,
Secrétaire d'Etat
aux Affaires étrangères.

No. 91 (a). — EXTRADITION TREATY¹
BETWEEN GREAT BRITAIN AND SIAM.
SIGNED AT BANGKOK, MARCH 4TH,
1911.

N^o 91 a). — TRAITÉ¹ D'EXTRADITION
ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET
LE SIAM. SIGNÉ A BANGKOK, LE
4 MARS 1911.

EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S
GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM
OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND
AND THE SIAMESE GOVERNMENT RESPECTING
THE APPLICATION TO ZANZIBAR PROTECTOR-
ATE AND TO BRITISH SOLOMON ISLANDS
PROTECTORATE OF THE PROVISIONS OF THE
ABOVE-MENTIONED TREATY. BANGKOK, MARCH
5TH AND SEPTEMBER 6TH, 1937.

ECHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT
DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI
DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU
NORD ET LE GOUVERNEMENT DU SIAM
RELATIF A L'APPLICATION AU PROTECTORAT
DE ZANZIBAR ET AU PROTECTORAT DES ÎLES
SALOMON BRITANNIQUES DES DISPOSITIONS
DU TRAITÉ SUSMENTIONNÉ. BANGKOK, LES
5 MARS ET 6 SEPTEMBRE 1937.

Registered on February 8th, 1938, at the request
of His Majesty's Secretary of State for Foreign
Affairs in Great Britain.

Enregistré le 8 février 1938 à la demande du
secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de
Sa Majesté en Grande-Bretagne.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

I

BRITISH LEGATION.

LÉGATION
DE GRANDE-BRETAGNE.

129/237.

129/237.

BANGKOK, *March 5th*, 1937.

BANGKOK, *le 5 mars* 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

MONSIEUR LE MINISTRE,

In accordance with instructions from His
Majesty's Principal Secretary of State for

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secré-
taire d'Etat de Sa Majesté britannique aux

¹ Vol. LXXXIII, page 516 ; and Vol. CXXII,
page 399, of this Series.

¹ Vol. LXXXIII, page 516 ; et vol. CXXII,
page 399, de ce recueil.

² Translated by the Secretariat of the League
of Nations, for information.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des
Nations, à titre d'information.

Foreign Affairs, I have the honour to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom consider it desirable that the provisions of extradition treaties concluded by His Majesty should be made applicable to the Zanzibar Protectorate and the British Solomon Islands Protectorate.

2. I have accordingly the honour to enquire whether the Siamese Government agree that the provisions of the Extradition Treaty signed at Bangkok on the 4th March, 1911, shall be deemed to apply to the above-mentioned Protectorates. In this event the present note and Your Excellency's reply to that effect would be regarded as placing upon formal record the understanding arrived at between the two Governments that the provisions of that Treaty shall, as from the date of Your Excellency's note, apply to the said Protectorates, the requisitions for extradition from and to those Protectorates being made in accordance with the Treaty in like manner as if the said Protectorates were possessions of His Majesty, and as if the nationals or natives of the said Protectorates were British subjects

I avail myself of the opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

J. CROSBY,
His Majesty's Minister.

His Excellency
Luang Pradist Manudharm,
etc., etc., etc.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
No. 6327/2480.

SARANROMYA PALACE, *September 6th, 1937.*

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Legation's Note No. 129/2/37, dated March 5th, 1937, informing me, in accordance with instructions from His Britannic Majesty's

Affaires étrangères, de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni estime désirable que l'application des clauses des traités d'extradition conclus par Sa Majesté soit étendue au Protectorat de Zanzibar et au Protectorat des îles Salomon britanniques.

2. En conséquence, j'ai l'honneur de vous demander si le Gouvernement siamois accepte que les dispositions du Traité d'extradition signé à Bangkok le 4 mars 1911, soient considérées comme applicables aux protectorats susmentionnés. Dans l'affirmative, la présente note et la réponse de Votre Excellence en ce sens seraient considérées comme constatant formellement l'entente intervenue entre les deux gouvernements, selon laquelle les dispositions de ce traité seront applicables, à partir de la date de la note de Votre Excellence, auxdits protectorats, les demandes d'extradition en provenance et à destination de ces protectorats étant présentées conformément aux dispositions dudit traité, de la même manière que si lesdits protectorats étaient des possessions de Sa Majesté et que si les nationaux ou les indigènes desdits protectorats étaient des sujets britanniques.

Je saisis cette occasion, etc.

J. CROSBY,
Ministre de Sa Majesté.

Son Excellence
Luang Pradist Manudharm,
etc., etc., etc.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
N° 6327/2480.

PALAIS SARANROMYA, *le 6 septembre 1937.*

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de votre Légation, N° 129/2/37, en date du 5 mars 1937, m'informant, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté britannique

Principal Secretary of State for Foreign Affairs, that His Britannic Majesty's Government in the United Kingdom consider it desirable that the provisions of extradition treaties concluded by His Britannic Majesty should be made applicable to the Zanzibar Protectorate and the British Solomon Islands Protectorate, and enquiring accordingly whether the Royal Siamese Government agree that the provisions of the Extradition Treaty signed at Bangkok on March 4th, 1911, shall be deemed to apply to the above-mentioned Protectorates.

In reply, I have the honour to inform you that His Majesty's Government so agree, and that your Legation's Note above referred to and my present reply shall be regarded as placing upon formal record the understanding arrived at between the two Governments that the provisions of that Treaty shall, as from this day, apply to the said Protectorates, the requisitions for extradition from and to those Protectorates being made in accordance with the Treaty in like manner as if the said Protectorates were possessions of His Britannic Majesty's, and as if the nationals or natives of the said Protectorates were British subjects.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Chargé d'Affaires, to renew to you the assurance of my high consideration.

Luang PRADIST MANUDHARM,
Minister of Foreign Affairs.

Monsieur John Bailey,
His Britannic Majesty's Chargé d'Affaires,
Bangkok.

aux Affaires étrangères, que le Gouvernement de Sa Majesté britannique dans le Royaume-Uni estime désirable que l'application des clauses des traités d'extradition conclus par Sa Majesté britannique soit étendue au Protectorat de Zanzibar et au Protectorat des îles Salomon britanniques, et demandant en conséquence si le Gouvernement royal siamois accepte que les dispositions du Traité d'extradition signé à Bangkok le 4 mars 1911, soient considérées comme étant applicables aux protectorats susmentionnés.

En réponse, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté accepte cette proposition et que la note de votre Légation ci-dessus mentionnée ainsi que la présente note soient considérées comme constatant formellement l'entente intervenue entre les deux gouvernements, selon laquelle les dispositions de ce traité seront applicables à partir de ce jour auxdits protectorats, les demandes d'extradition en provenance et à destination de ces protectorats étant présentées conformément aux dispositions dudit traité, de la même manière que si lesdits protectorats étaient des possessions de Sa Majesté britannique et que si les nationaux ou les indigènes desdits protectorats étaient des sujets britanniques.

Je saisis cette occasion, etc.

Luang PRADIST MANUDHARM,
Ministre des Affaires étrangères.

Monsieur John Bailey,
Chargé d'Affaires de Sa Majesté britannique,
Bangkok.

ERRATUM

Volume CLXXVII, N° 4088.

Page 140, renvoi :

Au lieu de :

« L'échange des ratifications a eu lieu à
Varsovie, le 24 février 1937. »

Lire :

« L'échange des ratifications a eu lieu à
Varsovie, le 18 février 1937. »

Volume CLXXVII, No. 4088.

Page 141, footnote :

Instead of :

“ The exchange of ratifications took place at
Warsaw, February 24th, 1937. ”

Read :

“ The exchange of ratifications took place
at Warsaw, February 18th, 1937. ”